ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS241/R
22 avril 2003

(03-1961)

Original: anglais

ARGENTINE – DROITS ANTIDUMPING DÉFINITIFS VISANT LA VIANDE DE VOLAILLE EN PROVENANCE DU BRÉSIL

Rapport du Groupe spécial

Le rapport du Groupe spécial Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil est distribué à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il est mis en distribution non restreinte le 22 avril 2003 en application des procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/160/Rev.1). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat: Le présent rapport sera adopté par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de sa distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas l'adopter. S'il fait l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, il ne sera pas examiné par l'ORD, en vue de son adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1

II. ASPECTS FACTUELS 2

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 4

A. BRÉSIL 4

B. ARGENTINE 8

IV. ARGUMENTS DES PARTIES 9

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 9

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 9

A. PROCÉDURE ANTÉRIEURE DANS LE CADRE DU MERCOSUR 10

B. ALLÉGATION N° 10 10

C. ALLÉGATION N° 11 11

D. ALLÉGATION N° 13 11

E. ALLÉGATION N° 17 11

F. ALLÉGATION N° 21 12

G. ALLÉGATION N° 22 13

H. ALLÉGATION N° 27 13

I. ALLÉGATIONS N° 28 À 30 13

VII. CONSTATATIONS 14

A. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES 14

1. Communiquer par écrit ses positions – Article 18:2 du *Mémorandum d'accord* 14

a) Arguments des parties/des tierces parties 14

b) Évaluation par le Groupe spécial 16

2. Procédure antérieure engagée dans le cadre du MERCOSUR 18

a) Arguments des parties/des tierces parties 18

b) Évaluation par le Groupe spécial 22

B. QUESTIONS GÉNÉRALES 26

1. Critère d'examen 26

2. Charge de la preuve 28

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE/VIOLATIONS PROCÉDURALES ALLÉGUÉES AU COURS DE L'ENQUÊTE 29

1. Caractère suffisant des éléments de preuve pour justifier l'ouverture de l'enquête - Allégations n° 2, 4, 6 et 8 29

a) Arguments des parties 29

i) Allégation n° 2 29

ii) Allégation n° 4 29
iii) Allégation n° 6 30
iv) Allégation n° 8 31
b) Évaluation par le Groupe spécial 31
i) Allégation n° 2 33
ii) Allégation n° 4 35
iii) Allégation n° 6 37
iv) Allégation n° 8 39
c) Conclusion 39
2. Caractère suffisant de la demande – Allégations n° 1 et 5 39
a) Arguments des parties 39
i) Allégation n° 1 39
ii) Allégation n° 5 40
b) Évaluation par le Groupe spécial 40
3. Fait de ne pas avoir rejeté la demande – Allégations n° 3, 7 et 31 42
a) Arguments des parties 42
i) Allégations n° 3 et 7 42
ii) Allégation n° 31 42
b) Évaluation par le Groupe spécial 43
i) Allégation n° 31 43
ii) Allégations n° 3 et 7 44
c) Conclusion 44
4. Examen simultané des éléments de preuve et fait de ne pas avoir rejeté la demande - Allégation n° 9 45
a) Arguments des parties/des tierces parties 45
b) Évaluation par le Groupe spécial 45
c) Conclusion 48
5. Fait de ne pas avoir adressé de notification aux exportateurs connus – Allégation n° 10 48
a) Arguments des parties 48
b) Évaluation par le Groupe spécial 49
c) Conclusion 51
6. Fait de ne pas avoir ménagé un délai de 30 jours pour répondre au questionnaire/Fait de ne pas avoir fourni le questionnaire relatif au dommage - Allégation n° 11 51
a) Arguments des parties 51
b) Évaluation par le Groupe spécial 52

c) Conclusion 54
7. Fait de ne pas avoir mis dans les moindres délais les éléments de preuve à la disposition de certains exportateurs brésiliens – Allégation n° 12 54
a) Arguments des parties 54
b) Évaluation par le Groupe spécial 55
c) Conclusion 56
8. Droit d'une partie intéressée de défendre ses intérêts – Allégation n° 13 56
a) Arguments des parties 56
b) Évaluation par le Groupe spécial 57
c) Conclusion 58
9. Fait de ne pas avoir communiqué le texte intégral de la demande présentée par écrit en temps utile – Allégation n° 14 58
a) Arguments des parties 58
b) Évaluation par le Groupe spécial 59
c) Conclusion 61
10. Utilisation des données de fait disponibles – Allégations n° 15, 17 et 19 61
a) Arguments des parties 62
i) Allégation n° 15 62
ii) Allégation n° 17 62
iii) Allégation n° 19 63
b) Évaluation par le Groupe spécial 64
i) Allégation n° 15 64
ii) Allégation n° 17 64
iii) Allégation n° 19 66
c) Conclusion 69
11. Fait de ne pas avoir donné un avis au public de clôture d'enquête - Allégations n° 16, 18 et 20 69
a) Arguments des parties 70
i) Allégation n° 16 70
ii) Allégation n° 18 70
iii) Allégation n° 20 70
b) Évaluation par le Groupe spécial 70
c) Conclusion 71
12. Calcul d'une marge de dumping individuelle – Allégation n° 22 71
a) Arguments des parties 71
b) Évaluation par le Groupe spécial 72
c) Conclusion 73

13. Faits essentiels – Allégation n° 21 73
a) Arguments des parties/des tierces parties 73
b) Évaluation par le Groupe spécial 74
c) Conclusion 76
D. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ET DÉTERMINATION POSITIVE FINALE 76
1. Fait de ne pas avoir effectué d'ajustement au titre du fret – Allégation n° 23 76
a) Arguments des parties 76
b) Évaluation par le Groupe spécial 77
c) Conclusion 79
2. Fait de ne pas avoir effectué divers ajustements au titre des différences décrites par la JOX – Allégation n° 24 79
a) Arguments des parties 79
b) Évaluation par le Groupe spécial 80
c) Conclusion 81
3. Différences dans les caractéristiques physiques justifiant un ajustement - Allégation n° 25 81
a) Arguments des parties 81
b) Évaluation par le Groupe spécial 81
c) Conclusion 83
4. Période de collecte des données relatives au dumping – Allégation n° 26 83
a) Arguments des parties/des tierces parties 83
b) Évaluation par le Groupe spécial 83
c) Conclusion 84
5. Échantillonnage des transactions de vente sur le marché intérieur - Allégation n° 27 84
a) Arguments des parties 84
b) Évaluation par le Groupe spécial 84
c) Conclusion 86
6. Détermination de l'existence d'un dommage – Allégation n° 32 86
a) Arguments des parties 86
b) Évaluation par le Groupe spécial 88
c) Conclusion 90
7. Fait de ne pas avoir expliqué pourquoi la CNCE a examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage mais pas pour d'autres – Allégation n° 33 90
a) Arguments des parties 90
b) Évaluation par le Groupe spécial 90

c) Conclusion 91
8. Fait de ne pas avoir exclu l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans la détermination de l'existence d'un dommage – Allégations n° 34 à 37 91
a) Arguments des parties/des tierces parties 91
b) Évaluation par le Groupe spécial 92
c) Conclusion 94
9. Fait de ne pas avoir examiné chacun des facteurs et indices relatifs au dommage qui influent sur la situation de la branche de production nationale – Allégations n° 38 à 40 94
a) Arguments des parties/des tierces parties 94
b) Évaluation par le Groupe spécial 95
i) Productivité 95
ii) Facteurs qui influent sur les prix intérieurs 96
iii) Importance de la marge de dumping 98
iv) Effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement 98
c) Conclusion 100
10. Branche de production nationale – Allégation n° 41 100
a) Arguments des parties/des tierces parties 100
b) Évaluation par le Groupe spécial 102
c) Conclusion 104
11. Imposition de droits variables – Allégations n° 28 à 30 104
a) Arguments des parties/des tierces parties 104
b) Évaluation par le Groupe spécial 105
c) Conclusion 111
E. VIOLATION DE L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE PREMIER DE L'*ACCORD ANTIDUMPING* 111
a) Arguments des parties 111
b) Évaluation par le Groupe spécial 111
c) Conclusion 112
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 112
A. CONCLUSIONS 112
B. ANNULATION OU RÉDUCTION D'AVANTAGES 114
C. RECOMMANDATION 114

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

Brésil

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite du Brésil	A-2
Annexe A-2	Première déclaration orale du Brésil	A-115
Annexe A-3	Deuxième communication écrite du Brésil	A-129
Annexe A-4	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Première réunion	A-160
Annexe A-5	Deuxième déclaration orale du Brésil	A-192
Annexe A-6	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	A-206
Annexe A-7	Observations du Brésil sur les réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial et du Brésil - Deuxième réunion	A-219

ANNEXE B

Argentine

Table des matières		Page
Annexe B-1	Première communication écrite de l'Argentine	B-2
Annexe B-2	Première déclaration orale de l'Argentine	B-70
Annexe B-3	Deuxième communication écrite de l'Argentine	B-83
Annexe B-4	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Première réunion	B-98
Annexe B-5	Deuxième déclaration orale de l'Argentine	B-125
Annexe B-6	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	B-142
Annexe B-7	Réponses de l'Argentine aux questions du Brésil - Deuxième réunion	B-156
Annexe B-8	Observations de l'Argentine sur les réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	B-158
Annexe B-9	Observations de l'Argentine sur la deuxième déclaration orale du Brésil	B-162

ANNEXE C

Tierces parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Communication du Canada en tant que tierce partie	C-2
Annexe C-2	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-5
Annexe C-3	Communication du Guatemala en tant que tierce partie	C-18
Annexe C-4	Communication du Paraguay en tant que tierce partie	C-23
Annexe C-5	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	C-25
Annexe C-6	Déclaration orale du Paraguay en tant que tierce partie	C-31
Annexe C-7	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	C-33
Annexe C-8	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	C-34
Annexe C-9	Déclaration orale du Canada en tant que tierce partie	C-36
Annexe C-10	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-37
Annexe C-11	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial	C-40
Annexe C-12	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial	C-42

I. INTRODUCTION

1.1 Le 7 novembre 2001, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "*Mémorandum d'accord*"), à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (le "*GATT de 1994*"), à l'article 17 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*"), y compris l'article 17.4 de cet accord, et à l'article 19 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994* (l'"*Accord sur l'évaluation en douane*") au sujet des mesures antidumping imposées par l'Argentine sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[1] L'Argentine et le Brésil ont tenu des consultations le 10 décembre 2001, mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

1.2 Le 19 novembre 2001, les Communautés européennes ont demandé, conformément à l'article 4:11 du *Mémorandum d'accord*, à être admises à participer aux consultations.[2]

1.3 Le 25 février 2002, le Brésil a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXII du *GATT de 1994*, à l'article 17 de l'*Accord antidumping* et à l'article 6 du *Mémorandum d'accord*.[3]

1.4 À sa réunion du 17 avril 2002, l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a établi le présent Groupe spécial conformément à l'article 6 du *Mémorandum d'accord* pour qu'il examine la question portée devant l'ORD par le Brésil dans le document WT/DS241/3. À cette réunion, les parties au différend sont par ailleurs convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS241/3, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.5 Le 17 juin 2002, le Brésil a demandé au Directeur général, en vertu de l'article 8:7 du *Mémorandum d'accord*, de déterminer la composition du Groupe spécial. L'article 8:7 dispose ce qui suit:

> " Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix ours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande."

---

[1] WT/DS241/1.
[2] WT/DS241/2.
[3] WT/DS241/3.

1.6 Le 27 juin 2002, le Directeur général a en conséquence donné au Groupe spécial la composition suivante[4]:

Président: M. Harsha V. Singh

Membres: Mme Enie Neri de Ross
M. Michael Mulgrew

1.7 Le Canada, le Chili, les Communautés européennes, les États-Unis, le Guatemala et le Paraguay ont réservé leurs droits de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.8 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 25 et 26 septembre 2002 et le 26 novembre 2002. Il s'est réuni avec les tierces parties le 26 septembre 2002.

1.9 Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 25 février 2003. Il a remis son rapport final aux parties le 8 avril 2003.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend concerne l'imposition par l'Argentine de mesures antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.

2.2 Le 2 septembre 1997, le Centro de Empresas Procesadoras Avícolas (le "CEPA") a déposé une demande d'ouverture d'une enquête antidumping auprès du Sous-Secrétariat au commerce extérieur (le "SSCE"), qui est par la suite devenu le Sous-Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines (le "SSICM"). Le CEPA a allégué que les importations en Argentine de viande de volaille en provenance du Brésil étaient réalisées à des prix de dumping et que ces importations représentaient une menace de dommage important pour la branche de production nationale.[5] Le 23 septembre 1997, la Commission nationale du commerce extérieur (la "CNCE") a rendu un avis concernant la représentativité de la branche de production nationale et, le 21 novembre 1997, le SSCE a accepté la demande présentée par le CEPA.

2.3 Le 7 janvier 1998, le Département des pratiques commerciales déloyales et des sauvegardes (l'"APCDS"), qui est par la suite devenu la Direction de la concurrence déloyale (la "DCD"), a conclu dans son rapport relatif à la viabilité de l'ouverture d'une enquête (le "rapport du 7 janvier 1998") qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête.[6] À cette même date, la CNCE a déterminé dans l'Acte n° 405 qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête.[7] Le 17 février 1998, le CEPA a présenté de nouveaux renseignements actualisés au Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines (le "SICyM").[8] Le 18 juin 1998, la Direction générale des affaires juridiques (la "DGAJ") du Ministère de l'économie et des travaux et services publics (le "MEyOSP"), à la demande de ce qui était alors le Sous-Secrétariat au commerce extérieur, a déterminé ce qui suit: "... compte tenu du fait que les renseignements communiqués par ... le CEPA n'ont pas été évalués par la Commission nationale du commerce extérieur lorsqu'elle s'est prononcée sur l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale dans l'Acte n° 405/98, la Direction générale estime qu'il conviendrait, avant toute autre démarche, de solliciter à

[4] WT/DS241/4.
[5] Pièce n° 1 du Brésil.
[6] Pièce n° 2 du Brésil.
[7] Pièce n° 3 du Brésil.
[8] Pièce n° 4 du Brésil.

nouveau une intervention de ladite Commission nationale afin qu'elle se prononce sur les éléments communiqués ...".[9] Après un examen des nouveaux éléments de preuve communiqués par le CEPA, la CNCE a déterminé dans l'Acte n° 464 du 22 septembre 1998 qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête.[10]

2.4 Le 20 janvier 1999, le Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines (le "Secrétaire") a décidé d'ouvrir l'enquête antidumping concernant la viande de volaille en provenance du Brésil.[11] Un avis d'ouverture de l'enquête antidumping a été publié au Journal officiel le 25 janvier 1999.

2.5 La CNCE et la DCD ont envoyé, les 10 et 16 février 1999 respectivement, des lettres à cinq exportateurs brésiliens (à savoir Sadia S.A. ("Sadia"), Avipal S.A. Avicultura e Agropecuaria ("Avipal"), Frigoríficо Nicolini Ltda. ("Nicolini"), Seara Alimentos S.A. ("Seara"), et Frangosul S.A. Agro Avícola Industrial ("Frangosul")) pour, entre autres choses, leur notifier l'ouverture de l'enquête.[12]

2.6 Le 28 juin 1999, la CNCE a rendu sa détermination préliminaire positive de l'existence d'un dommage.[13] Le 6 août 1999, la DCD a rendu sa détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping.[14] Le 20 août 1999, le SSCE a rendu sa détermination préliminaire positive de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant prétendument l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[15] Aucune mesure provisoire n'a été imposée.

2.7 Le 15 septembre 1999, divers exportateurs brésiliens, à savoir Cooperativa Central de Laticínios do Paraná (“CCLP”), Cooperativa Central Oeste Catarinense Ltda. (“Catarinense”), Chapecó Cia. Industrial (“Chapecó”), Cia. Minuano de Alimentos (“Minuano”), Perdigão Agroindustrial (“Perdigão”), et Comaves Industria e Comércio de Alimentos Ltda. (“Comaves”), ont été contactés par la DCD qui leur a fourni le même questionnaire que celui qu'elle avait envoyé aux autres exportateurs le 16 février 1999.[16]

2.8 Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu sa détermination finale positive de l'existence d'un dommage.[17] La DCD a rendu sa détermination finale positive de l'existence d'un dumping le 23 juin 2000.[18] Les marges de dumping constatées pour Sadia, Avipal et tous les autres exportateurs étaient de 14,91 pour cent, 15,48 pour cent et 8,19 pour cent, respectivement. Aucune marge de dumping n'a été constatée s'agissant de Nicolini et de Seara. Le 17 juillet 2000, le SSICM a rendu sa détermination finale positive de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[19]

2.9 Sur la base des déterminations finales de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, le Ministère de l'économie (le "ME"), anciennement le MEyOSP, a publié la Résolution n° 574 du 21 juillet 2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil pour une période de trois ans.[20] Ces mesures ont pris la forme de droits antidumping spécifiques à recouvrer, correspondant à la différence en termes absolus

[9] Pièce n° 5 du Brésil.
[10] Pièce n° 6 du Brésil.
[11] Pièce n° 7 du Brésil.
[12] Pièces n° 8 et 9 du Brésil.
[13] Pièce n° 10 du Brésil.
[14] Pièce n° 11 du Brésil.
[15] Pièce n° 12 du Brésil.
[16] Pièce n° 13 du Brésil.
[17] Pièce n° 14 du Brésil.
[18] Pièce n° 15 du Brésil.
[19] Pièce n° 16 du Brésil.
[20] Pièce n° 17 du Brésil.

entre le prix f.a.b. facturé pour chaque expédition et un "prix à l'exportation minimal" désigné, aussi fixé sur une base f.a.b., applicables chaque fois que le premier de ces deux prix était inférieur au second. Le "prix à l'exportation minimal" a été fixé à 0,92 dollar EU par kg pour Sadia et à 0,98 dollar EU par kg pour Avipal et tous les autres exportateurs. Aucune mesure n'a été imposée s'agissant des exportateurs brésiliens Nicolini et Seara car il a été constaté qu'ils n'exportaient pas de viande de volaille à des prix de dumping. La Résolution n° 574 a été publiée au Journal officiel du 24 juillet 2000.

2.10 Le 30 août 2000, conformément à l'article 2 du Protocole de Brasilia établi dans le cadre du MERCOSUR, le Brésil a demandé l'ouverture de négociations directes avec l'Argentine sur la Résolution n° 574. Le 24 janvier 2001, le Brésil a notifié son intention d'engager la procédure d'arbitrage prévue à l'article 7 du Protocole de Brasilia. Un Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR a rendu sa décision le 21 mai 2001. Conformément à l'article 22 du Protocole de Brasilia, à la suite de la décision, le Tribunal arbitral a rendu une clarification de ladite décision le 18 juin 2001.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. BRÉSIL

3.1 Dans sa première communication écrite, le Brésil a demandé que le Groupe spécial:

a) constate que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'*Accord antidumping* sur la base des allégations ci-dessous:

- La demande du requérant présentait un calcul destiné à ajuster la valeur normale en raison de différences alléguées dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. La demande n'apportait pas d'éléments de preuve pertinents de ces différences, contrairement à la prescription énoncée à l'article 5.2 (allégation n° 1). En acceptant le calcul de l'ajustement fait par le requérant, l'Argentine a manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, conformément à l'article 5.3 (allégation n° 2) et de rejeter la demande ainsi qu'il est prévu à l'article 5.8 (allégation n° 3);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 (allégation n° 4) en établissant les prix à l'exportation sur la seule base de transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale;

- La demande du requérant présentait des données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale pour des périodes différentes. Plus précisément, la demande présentait des données relatives à la valeur normale pour un jour seulement de 1997 (le 30 juin 1997), données qui ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve pertinents pour établir la valeur normale conformément à l'article 5.2 (allégation n° 5). En calculant une marge de dumping en procédant à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour des ventes qui n'ont pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible et en établissant la valeur normale pour un jour seulement de 1997, l'Argentine a manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.3 (allégation n° 6) et de rejeter la demande conformément à l'article 5.8 (allégation n° 7);

- En comparant des données relatives au dumping et au dommage recueillies pour des périodes différentes, l'Argentine a examiné d'une manière incorrecte les éléments de preuve fournis dans la demande, violant ainsi l'article 5.3 (allégation n° 8);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.7 (allégation n° 9) en n'examinant pas simultanément les données recueillies relatives au dumping et au dommage dans la décision d'ouvrir ou non l'enquête;

- L'Argentine n'a pas avisé sept exportateurs brésiliens lorsqu'elle a été convaincue que les éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête antidumping. En n'adressant pas de notification à ces exportateurs lorsque l'enquête a été ouverte, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.1 (allégation n° 10);

- L'Argentine n'a pas ménagé aux sept exportateurs brésiliens un délai de 30 jours au moins pour répondre aux questionnaires relatifs au dumping fournis par la DCD, commettant ainsi une violation *prima facie* de l'article 6.1.1 (allégation n° 11). Au demeurant, la CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs et ne leur a jamais fourni le questionnaire relatif au dommage;

- L'Argentine n'a pas mis non plus dans les moindres délais à la disposition des sept exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, en violation de l'article 6.1.2 (allégation n° 12);

- En ne ménageant pas aux sept exportateurs le délai requis pour répondre aux questionnaires et en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition de ces exportateurs les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, l'Argentine n'a pas ménagé à ces exportateurs toutes possibilités de défendre leurs intérêts, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.2 (allégation n° 13);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.3 (allégation n° 14) en ne communiquant pas aux exportateurs brésiliens ni au gouvernement brésilien, dès que l'enquête a été ouverte, le texte de la demande présentée par écrit;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (allégation n° 15) en ignorant les réponses communiquées par les exportateurs brésiliens en ce qui concerne la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil, et en recourant au calcul de l'ajustement de la valeur normale fourni par le requérant dans la demande;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 16) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les renseignements fournis par les exportateurs en ce qui concerne la description du produit et d'appliquer à la place l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (allégation n° 17) en ignorant les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens, et en utilisant les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par la Direction de l'élevage du Secrétariat argentin à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et à l'alimentation;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 18) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens, et d'utiliser les données relatives au prix à l'exportation communiquées par la Direction de l'élevage du Secrétariat argentin à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et à l'alimentation;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (allégation n° 19) en ignorant tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par deux exportateurs brésiliens, et en utilisant les renseignements communiqués par le requérant;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 20) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par deux exportateurs brésiliens, et d'utiliser les renseignements communiqués par le requérant;

- L'Argentine n'a pas informé les exportateurs brésiliens des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, empêchant ainsi les exportateurs brésiliens de défendre comme il convenait leurs intérêts, contrairement à la prescription énoncée à l'article 6.9 (allégation n° 21);

- L'Argentine n'a pas établi de marges de dumping individuelles pour deux exportateurs brésiliens, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.10 (allégation n° 22);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (allégation n° 23) en ne tenant pas dûment compte des différences de fret dans la valeur normale établie pour deux exportateurs brésiliens;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (allégation n° 24) en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (allégation n° 25) en procédant d'une manière incorrecte à des ajustements de la valeur normale sur la base de différences alléguées dans les caractéristiques physiques du produit vendu au Brésil et du produit vendu en Argentine;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (allégation n° 26) en imposant une charge de la preuve déraisonnable à trois exportateurs

brésiliens en ne déterminant pas la période couverte par l'enquête sur le dumping et en laissant ainsi ces exportateurs présenter des renseignements relatifs au dumping pour la période allant de 1996 à 1999, alors qu'il a été déterminé ultérieurement que la période couverte par l'enquête sur le dumping allait de janvier 1998 à janvier 1999;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 (allégation n° 27) en établissant une marge de dumping fondée sur une comparaison incorrecte entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour deux exportateurs brésiliens. L'Argentine a établi la valeur normale sur la seule base des transactions sur le marché intérieur pour lesquelles des factures ont été présentées, au lieu de déterminer la valeur normale en se fondant sur toutes les transactions déclarées effectuées sur le marché intérieur au cours de la période. La DCD a établi les marges de dumping pour ces deux exportateurs brésiliens à partir d'une comparaison entre une moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.2 (allégation n° 28) et l'article 9.3 (allégation n° 29) en imposant un droit antidumping variable qui peut dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 30) en n'indiquant pas comment le "prix à l'exportation minimal" avait été établi dans la détermination concluant à l'imposition de droits antidumping définitifs;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 (allégation n° 31) en ne rejetant pas la demande et en ne prononçant pas la clôture de l'enquête dans les moindres délais, dès que la CNCE a eu déterminé dans le document Acta n° 405 que les éléments de preuve relatifs au dommage ou à la menace de dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête;

- En utilisant des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, l'Argentine a manqué à l'obligation de faire une détermination finale de l'existence d'un dommage fondée sur des éléments de preuve positifs et comportant un examen objectif, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 (allégation n° 32);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 33) en n'expliquant pas dans la détermination finale pourquoi la CNCE a examiné les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 en se fondant sur des périodes différentes;

- Dans la détermination finale, l'analyse de l'existence d'un dommage n'excluait pas les importations de deux exportateurs brésiliens, quand bien même la DCD avait estimé que ces importations n'étaient pas des "importations faisant l'objet d'un dumping". En n'excluant pas les importations de ces deux exportateurs brésiliens des "importations faisant l'objet d'un dumping", la CNCE n'a pas dûment examiné le volume des "importations faisant l'objet

d'un dumping", l'effet des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur les prix, et l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.2. (allégation n° 34) et 3.4 (allégation n° 36). L'évaluation faussée des "importations faisant l'objet d'un dumping" indique que la détermination finale de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas un examen objectif, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1 (allégation n° 35);

- En n'excluant pas des "importations faisant l'objet d'un dumping" les importations en provenance de ces deux exportateurs brésiliens, l'Argentine n'a pas dûment examiné le dommage, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1, et, en conséquence, n'a pas dûment démontré l'existence d'un lien de causalité entre les "importations faisant l'objet d'un dumping" et le dommage causé à la branche de production nationale, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.5 (allégation n° 37);

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 (allégation n° 38) et 3.1 (allégation n° 39) en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (allégation n° 40) en ne présentant pas et en n'examinant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale l'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4;

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 (allégation n° 41) en estimant que 46 pour cent constituait la "proportion majeure" de la production nationale totale de viande de volaille de l'Argentine et pouvait donc être considéré comme constituant la branche de production nationale; et

- En déterminant l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité d'une manière incompatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* et avec l'article premier de l'*Accord antidumping*.

b) recommande que l'ORD demande à l'Argentine de rendre ces mesures conformes au *GATT de 1994* et à l'*Accord antidumping*;

c) suggère à l'Argentine des façons de mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial, comme le prévoit l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord*; et

d) suggère que, compte tenu des nombreuses violations de l'*Accord antidumping* décisives pour l'issue de la procédure, l'Argentine abroge immédiatement la Résolution n° 574/2000 imposant des droits antidumping définitifs sur les volailles éviscérées en provenance du Brésil.[21]

B. ARGENTINE

3.2 Dans sa première communication écrite, l'Argentine a demandé que le Groupe spécial:

[21] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 549 et 550.

a) s'abstienne de se prononcer sur les 41 allégations d'incompatibilité avec diverses dispositions de l'*Accord antidumping* que par le Brésil a présentées.

Si le Groupe spécial devait décider de ne pas accéder à la demande susmentionnée, l'Argentine a demandé que le Groupe spécial:

b) rejette les allégations du Brésil selon lesquelles la Résolution n° 574/2000 du Ministère argentin de l'économie est incompatible avec:

- l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 12.1 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2 et 6.8, et les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*;
- l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping*;

c) rejette la demande d'abrogation immédiate de la Résolution n° 574/2000 imposant des droits antidumping définitifs.[22]

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties, figurant dans les communications qu'elles ont présentées au Groupe spécial, sont joints sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, page vi).

4.2 Les réponses des parties aux questions du Groupe spécial et de l'autre partie, ainsi que leurs observations sur les réponses de l'autre partie, sont également jointes sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, page vi).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, à savoir le Canada, le Chili, les Communautés européennes, les États-Unis, le Guatemala et le Paraguay, sont exposés dans les communications qu'elles ont présentées au Groupe spécial et sont joints au présent rapport sous forme d'annexes. Les réponses des tierces parties aux questions du Groupe spécial sont aussi jointes sous forme d'annexes (voir la liste des annexes, page vi).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 20 décembre 2002, le Groupe spécial a remis aux parties les sections descriptives (éléments factuels et arguments) de son projet de rapport, conformément à l'article 15:1 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Le 13 janvier 2003, les deux parties ont présenté par écrit des observations sur les sections descriptives du projet. Le Groupe spécial a pris note de leurs observations et a modifié, le cas échéant, le projet de partie descriptive. Le 25 février 2003, il a remis aux parties son rapport intérimaire, conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord. Le 11 mars 2003, les deux parties ont demandé au Groupe spécial de réexaminer des aspects précis de son rapport intérimaire. Aucune des deux parties n'a demandé la tenue d'une réunion dans le cadre du réexamen intérimaire. Le 18 mars 2003, les deux parties ont

[22] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 322.

présenté par écrit des observations sur les demandes présentées par écrit par l'autre partie concernant le réexamen intérimaire. Le Groupe spécial a examiné attentivement les arguments avancés, qu'il analyse ci-après, conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord.[23]

A. PROCÉDURE ANTÉRIEURE DANS LE CADRE DU MERCOSUR

6.2 L'Argentine a demandé au Groupe spécial d'inclure dans la section II (Aspects factuels) du rapport une référence à la procédure antérieure dans le cadre du MERCOSUR. Le Brésil a demandé au Groupe spécial de rejeter cette demande. Ayant attentivement examiné les arguments des parties, nous avons inclus dans la section II (Aspects factuels) du rapport une référence à la procédure antérieure dans le cadre du MERCOSUR.

6.3 Concernant les paragraphes 7.35 et 7.36 du rapport intérimaire (paragraphes 7.35 et 7.36 du rapport final), l'Argentine s'est référée au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Traitement fiscal des "Sociétés de ventes à l'étranger"*[24] pour invoquer un "principe de la bonne foi en ce qui concerne la présentation objective des faits d'un différend".[25] Nous notons que l'Organe d'appel dans cette affaire faisait référence à l'obligation pour les Membres plaignants comme les Membres défendeurs de "respect[er] les prescriptions du Mémorandum d'accord (et les prescriptions connexes des autres accords visés) de bonne foi".[26] Toutefois, puisque l'Argentine n'a pas fait valoir que le Brésil n'avait pas respecté l'une quelconque des prescriptions du *Mémorandum d'accord* (ou les prescriptions connexes des autres accords visés) lorsqu'il a engagé la présente procédure, le respect de bonne foi de ces prescriptions n'est pas en cause dans la présente affaire. Le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC* n'est donc pas pertinent en l'espèce.

6.4 L'Argentine a formulé un certain nombre d'observations concernant les paragraphes 7.38 et 7.39 (paragraphes 7.38 et 7.39 du rapport final). Cependant, nous n'avons rien trouvé dans les observations de l'Argentine qui nous ait conduit à modifier le rapport.

6.5 Compte tenu d'une question soulevée par l'Argentine, nous avons supprimé la note de bas de page 52 du rapport intérimaire.

6.6 Concernant le paragraphe 7.41 du rapport intérimaire (paragraphe 7.41 du rapport final), l'Argentine a affirmé que la décision du MERCOSUR devrait être prise en compte "aux fins de l'interprétation du différend en cours" (souligné dans l'original). Au demeurant, l'Argentine n'a indiqué aucun élément de la décision du MERCOSUR qui obligerait le Groupe spécial à interpréter certaines dispositions des accords de l'OMC d'une façon particulière. L'Argentine voulait effectivement que le Groupe spécial "interprète" les accords de l'OMC de telle façon qu'il s'aligne sur la décision du MERCOSUR et qu'il fasse des constatations défavorables au Brésil. Or, ce serait aller au-delà de la simple interprétation de certaines dispositions de l'OMC: cela reviendrait à exiger du Groupe spécial qu'il se prononce d'une façon particulière. Cet argument a déjà été traité au paragraphe 7.41 du rapport intérimaire.

B. ALLÉGATION N° 10

6.7 Le Brésil a formulé un certain nombre d'observations concernant la portée des constatations du Groupe spécial au titre de cette allégation. En particulier, le Brésil a affirmé que nos constatations

---

[23] La section VI du présent rapport intitulée "Réexamen intérimaire" fait donc partie des constatations du rapport final du Groupe spécial, conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord.

[24] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "Sociétés de ventes à l'étranger"* ("*États-Unis – FSC*"), WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000.

[25] Observations de l'Argentine sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 5.

[26] *États-Unis – FSC*, *supra*, note 24, paragraphe 166.

devraient inclure Catarinense. Nous avons modifié nos constatations pour résoudre les problèmes posés par ces observations.

C. ALLÉGATION N° 11

6.8 Le Brésil affirme que le Groupe spécial a fait erreur en déclarant dans le rapport intérimaire que le Brésil avait initialement allégué que Penabranca avait reçu une notification de la DCD le 15 septembre 1999 et que c'est seulement à un stade ultérieur que le Brésil a affirmé qu'il n'y avait aucun élément de preuve versé au dossier indiquant que la DCD ait jamais pris contact avec l'exportateur Penabranca ou lui ait notifié l'existence de l'enquête. Le Brésil se réfère aux notes de bas de page 18 et 78 de sa première communication écrite, aux termes desquelles "parmi les documents de l'enquête auxquels le Brésil a eu accès, le Brésil n'a pas pu trouver la notification de la DCD adressée à l'exportateur brésilien Penabranca". C'est pourquoi nous avons modifié notre qualification de la présentation par le Brésil des éléments de preuve concernant Penabranca.

6.9 L'Argentine ne partage pas certaines vues exprimées par le Groupe spécial au paragraphe 7.143 du rapport intérimaire. Tout d'abord, nous croyons comprendre que l'Argentine fait valoir que les demandes de renseignements adressées à certains exportateurs brésiliens le 15 septembre 1999 ne peuvent pas être considérées comme des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*. Bien que nous ayons légèrement modifié le paragraphe 7.143 du rapport intérimaire, cela n'a pas d'incidence sur notre conclusion selon laquelle ces demandes étaient des "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1. Nous croyons également comprendre que l'Argentine fait valoir qu'elle n'a jamais dit "que le délai total pour répondre au questionnaire était de 30 jours, y compris la prorogation".[27] C'est pourquoi nous avons procédé à des modifications en ce qui concerne les paragraphes 7.144 et 7.145 du rapport intérimaire. En raison des modifications susmentionnées, la plus grosse partie des paragraphes 7.143, 7.144 et 7.145 du rapport intérimaire a été supprimée. Ce qu'il restait de ces paragraphes est exposé au paragraphe 7.140 du rapport final.

D. ALLÉGATION N° 13

6.10 Le Brésil a mis en évidence une incompatibilité dans le rapport intérimaire entre la portée des constatations du Groupe spécial au titre de l'article 6.2 et le traitement qu'il a accordé à Penabranca dans le cadre d'autres allégations. Nous avons résolu cette incompatibilité en modifiant le traitement accordé par le Groupe spécial à Penabranca dans le cadre des allégations n° 10, 11 et 12.

6.11 Le Brésil a également soulevé des préoccupations d'ordre général concernant la façon dont le Groupe spécial a traité l'une de ses allégations au titre de l'article 6.2 Après avoir attentivement examiné la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, nous constatons que l'allégation spécifique au titre de l'article 6.2 en cause n'entre pas dans le cadre de notre mandat. Nous avons modifié nos constatations en conséquence.

E. ALLÉGATION N° 17

6.12 L'Argentine souligne une incohérence dans l'examen par le Groupe spécial du traitement accordé par la DCD aux données présentées par Catarinense dans le contexte des allégations n° 17 et 19 (paragraphes 7.189 et 7.190 du rapport intérimaire/paragraphes 7.187 et 7.188 du rapport final). L'Argentine affirme que, dans la mesure où le Groupe spécial a constaté que la DCD était en droit de rejeter les données de Catarinense relatives à la valeur normale parce que cette société n'avait pas respecté une obligation d'accréditation, le Groupe spécial devrait aussi constater que la DCD était en droit de rejeter les données de Catarinense relatives au prix à l'exportation pour la même raison. En

[27] Observations de l'Argentine sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 17.

revanche, le Brésil nous demande de confirmer la conclusion énoncée au paragraphe 7.190 du rapport intérimaire (paragraphe 7.188 du rapport final).

6.13 Nous avons attentivement examiné les observations de l'Argentine et convenons que le fait que Catarinense n'a pas respecté l'obligation d'accréditation pertinente devrait nous amener à rejeter les deux allégations n° 17 et 19 concernant cet exportateur. Nous avons modifié nos constatations relatives à l'allégation n° 17 en conséquence (voir le paragraphe 7.184 du rapport final).

6.14 Le Brésil nous a demandé de vérifier si l'autorité chargée de l'enquête avait demandé à Catarinense de communiquer les renseignements pour être légalement agréée/accréditée. Nous considérons que la correspondance mentionnée par le Brésil dans la pièce n° 27 du Brésil montre que la DCD avait informé Catarinense de la nécessité de respecter certaines procédures intérieures énoncées dans la Loi n° 19 549 et dans les Décrets n° 1759/72 et 1883/91.[28] Le Brésil affirme par ailleurs que l'argument de l'Argentine selon lequel les données de Catarinense concernant les exportations ont été ignorées du fait de l'absence d'accréditation constitue une justification *a posteriori*.[29] Nous ne partageons pas l'avis du Brésil. À cet égard, nous notons que le rapport du 4 janvier 2000[30] et la détermination positive finale de l'existence d'un dumping[31] contiennent des déclarations selon lesquelles l'autorité chargée de l'enquête avait informé Catarinense des prescriptions énoncées dans la Loi n° 19 549 et les Décrets n° 1759/72 et 1883/91 en ce qui concerne les communications adressées à l'administration.

6.15 Le Brésil fait valoir qu'en utilisant le prix à l'exportation constaté pour tous les autres exportateurs au lieu du prix à l'exportation individuel constaté pour Catarinense, l'autorité n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière en fondant ses constatations relatives au prix à l'exportation sur une source de renseignements secondaire. Nous notons que l'Argentine n'a pas déterminé de marge de dumping individuelle pour Catarinense (contrairement à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* (allégation n° 22)). Puisque l'Argentine n'était pas en droit d'utiliser pour Catarinense un taux applicable à "tous les autres exportateurs", nous ne voyons pas la nécessité d'examiner si l'Argentine a fait preuve ou non d'une circonspection particulière en agissant ainsi.

F. ALLÉGATION N° 21

6.16 Le Brésil demande au Groupe spécial d'inverser ses constatations figurant au paragraphe 7.231 du rapport intérimaire (paragraphe 7.229 du rapport final). Il fonde cette demande sur le fait qu'une partie a besoin de savoir quels renseignements ne seront en définitive pas utilisés par l'autorité chargée de l'enquête dans la détermination finale afin de fournir des motifs et des arguments

[28] Le Brésil a aussi allégué que Catarinense n'avait pas été informée que c'était la raison pour laquelle sa réponse au questionnaire était rejetée, contrairement au paragraphe 6 de l'annexe II. Nous relevons toutefois que le Brésil n'a pas invoqué l'annexe II, paragraphe 6, dans le contexte de l'allégation n° 17 au cours de la procédure du Groupe spécial (voir les paragraphes 282 à 290 de la première communication écrite du Brésil).

[29] Nous croyons comprendre que le Brésil formule cette demande en ce qui concerne les allégations n° 17 et 19. (Observations du Brésil sur la demande de réexamen du rapport intérimaire présentée par l'Argentine, paragraphe 32.) Nous considérons qu'il s'agit d'une observation que le Brésil aurait dû présenter dans sa propre demande de réexamen du rapport intérimaire, ce qu'il n'a pas fait. Nous considérons que pour cette seule raison, il nous est interdit de l'examiner. En tout état de cause, nous notons qu'au paragraphe 6.14 *supra*, nous indiquons que le rapport du 4 janvier 2000 et la détermination positive finale de l'existence d'un dumping contiennent des déclarations selon lesquelles l'autorité chargée de l'enquête avait informé Catarinense des prescriptions énoncées dans la Loi n° 19 549 et les Décrets n° 1759/72 et n° 1883/91 en ce qui concerne les communications adressées à l'administration.

[30] Pièce n° 28 du Brésil, page 2795.

[31] Pièce n° 15 du Brésil, page 3025.

pour sa défense.[32] Cependant, nous ne trouvons rien dans les observations du Brésil qui nous conduirait à modifier notre interprétation du sens courant de l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*.

G. ALLÉGATION N° 22

6.17 L'Argentine affirme qu'aucun des paragraphes de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* n'établit l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle dans les cas où les exportateurs n'ont pas coopéré à l'enquête. Pour cette raison, l'Argentine affirme que, lorsqu'une autorité chargée d'une enquête doit recourir à l'application des règles de l'Annexe II en raison de l'absence de coopération de la part de la partie intéressée, la règle générale énoncée par l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* ne s'applique plus. En particulier, l'Argentine affirme que la règle générale imposée par l'article 6.10 ne s'applique pas à Catarinense, exportateur dont le Groupe spécial a constaté qu'il n'était pas légalement accrédité dans le contexte de l'enquête auprès des autorités argentines. En ce qui concerne les observations formulées par l'Argentine, le Brésil affirme que le fait qu'un exportateur n'a pas présenté les renseignements pertinents et appropriés pour établir la valeur normale et le prix à l'exportation n'exclut pas l'obligation qui incombe à l'autorité en vertu de l'article 6.10 de calculer une marge de dumping individuelle.

6.18 Nous avons pleinement traité la relation entre l'article 6.10, d'une part, et l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping*, d'autre part, aux paragraphes 7.217 et 7.218 du rapport intérimaire (paragraphes 7.215 et 7.216 du rapport final). Nous ne trouvons rien dans les observations de l'Argentine qui nous conduirait à modifier nos constatations et notre conclusion en ce qui concerne cette allégation.

H. ALLÉGATION N° 27

6.19 L'Argentine a formulé un certain nombre d'observations au sujet des constatations du Groupe spécial au titre de l'allégation n° 27. En bref, l'Argentine accepte la constatation du Groupe spécial "en ce qui concerne l'obligation de prendre en considération toutes les transactions effectuées au cours d'opérations commerciales normales pour calculer la valeur normale", mais conteste la constatation de violation faite par le Groupe spécial. L'Argentine estime que toutes les transactions intérieures pertinentes sont prises en considération si l'on emploie un échantillon valable d'un point de vue statistique.

6.20 Bien qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles une autorité chargée d'une enquête peut juger utile d'utiliser des échantillons de transactions de vente intérieures valables d'un point de vue statistique aux fins de l'établissement de la valeur normale, un tel échantillonnage n'est pas envisagé par le sens ordinaire de l'article 2.4.2, lu à la lumière de l'article 2.2.1. En conséquence, nous ne voyons aucune raison de modifier nos constatations sur cette question.

I. ALLÉGATIONS N° 28 À 30

6.21 En ce qui concerne les allégations n° 28 à 30, le Brésil a indiqué qu'il n'alléguait pas que les droits antidumping variables étaient en soi incompatibles avec l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*. Nous avons modifié notre rapport en conséquence.

6.22 Le Brésil a également avancé d'autres arguments à l'appui de ses allégations n° 28 à 30. Ces arguments additionnels ont entraîné quelques modifications mineures du raisonnement du Groupe spécial, mais les constatations et conclusions du Groupe spécial demeurent inchangées.

[32] Observations du Brésil sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 44.

6.23 Nous notons que le Brésil cherche à suggérer que nos constatations permettraient à un Membre de "calculer une marge de dumping dans le cadre de l'enquête et appliquer le droit qu'il juge approprié".[33] Ce n'est manifestement pas le cas, puisque le montant du droit à recouvrer ne doit jamais dépasser la marge de dumping pertinente. Le fait que le Groupe spécial constate qu'il n'est pas nécessaire que les droits antidumping variables soient limités à la marge de dumping établie dans le cadre de l'enquête ne signifie pas qu'un Membre peut appliquer n'importe quel droit antidumping variable qu'il juge approprié.

VII. CONSTATATIONS

7.1 La présente affaire soulève des questions concernant l'ouverture de l'enquête antidumping sur la viande de volaille en provenance du Brésil, la conduite de cette enquête et l'imposition de mesures finales. Avant de traiter les allégations du Brésil, nous examinerons tout d'abord deux questions préliminaires soulevées au cours de la présente procédure, puis un certain nombre de questions générales pertinentes pour la présente procédure.

A. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

7.2 L'Argentine a soulevé deux questions préliminaires.[34] La première concerne le fait de communiquer par écrit ses positions au titre de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. La deuxième concerne la procédure antérieure de règlement des différends engagée dans le cadre du MERCOSUR au sujet des mesures antidumping en cause.

1. Communiquer par écrit ses positions – Article 18:2 du *Mémorandum d'accord*

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.3 Dans une lettre datée du 8 août 2002, le Brésil a informé le Groupe spécial qu'il avait reçu d'un Membre non partie une demande de résumé non confidentiel des renseignements contenus dans sa communication qui pouvaient être communiqués au public. Le Brésil a informé le Groupe spécial qu'il avait désigné comme non confidentiel le volume contenant le texte de sa première communication, tandis que les quatre volumes contenant les pièces jointes à sa première communication seraient traités comme confidentiels. Le Brésil a indiqué qu'il mettrait le premier volume (non confidentiel) contenant sa première communication écrite à la disposition du public après avoir ménagé à l'Argentine la possibilité d'indiquer si ce volume devrait être révisé pour exclure des renseignements jugés confidentiels.

7.4 Dans une lettre datée du 15 août, l'Argentine s'est opposée à la décision du Brésil de mettre l'intégralité de sa première communication écrite (à l'exclusion des pièces) à la disposition du public. Elle a estimé qu'un Membre est seulement habilité en droit, en vertu de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, de communiquer par écrit ses positions. Il n'est pas en droit de communiquer l'intégralité des communications écrites qu'il a présentées au groupe spécial, puisque ces communications devraient rester confidentielles. Selon l'Argentine, l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* établit une distinction claire entre les "written submissions" (communications écrites) et les "statements" par

[33] Observations du Brésil sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 73.

[34] On pourrait considérer que l'Argentine a soulevé une autre question préliminaire, qui concernait le critère d'examen, aux paragraphes 9 à 15 de la section II.1 de sa première communication écrite. Toutefois, à la différence des deux questions préliminaires que nous examinons effectivement, cette autre question n'a fait l'objet d'aucune demande de décision dans l'argumentation présentée dans la section IV de la communication de l'Argentine (la section IV contient uniquement une demande de décision se rapportant aux paragraphes 23 à 25 de la section II, qui ne concerne pas la question soulevée dans la section II.1). En conséquence, nous estimons que l'Argentine n'a pas demandé de décision se rapportant aux observations sur le critère d'examen formulées aux paragraphes 9 à 15 de la section II.1 de sa première communication écrite.

lesquels sont communiquées les positions. L'Argentine n'a pas allégué que l'un quelconque des renseignements que le Brésil proposait de mettre à la disposition du public était confidentiel.

7.5 Le 21 août 2002, le Brésil a informé le Groupe spécial qu'il avait mis sa première communication écrite (à l'exclusion des volumes contenant les pièces) à la disposition du public. Il a noté que l'Argentine n'avait soulevé aucune question concernant la confidentialité des renseignements qu'il avait initialement proposé de mettre à la disposition du public. S'agissant de l'interprétation de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, le Brésil a affirmé, entre autres choses, que le *Mémorandum d'accord* ne définissait pas la limite ou la portée, la longueur, la forme, le genre ou le contenu des "statements" qui pouvaient être communiqués par une partie à un différend. Le Brésil a affirmé qu'en l'espèce les "statements" pertinents étaient identiques à la première communication écrite du Brésil moins les pièces.

7.6 Le 23 août 2002, le Canada a estimé que l'interprétation donnée par l'Argentine de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* était incompatible avec l'esprit de transparence éclairant le fonctionnement de l'OMC et du mécanisme de règlement des différends. Le Canada a aussi affirmé, entre autres choses, que la distinction faite par l'Argentine entre la "writtent submission" et "statement" était formaliste puisqu'un Membre pouvait considérer que le "statement" le plus autorisé de sa position dans un différend à l'OMC devait se trouver dans ses communications écrites.

7.7 Le 27 août 2002, l'Argentine a affirmé ce qui suit: "si le Groupe spécial considère que les expressions "written submission" et "statement" figurant à l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* ont le même sens, l'Argentine serait prête à accepter cette interprétation". À la même date, l'Argentine a demandé au Groupe spécial d'exposer son "avis" sur cette question.

7.8 Le 9 septembre 2002, dans leur communication en tant que tierce partie, les États-Unis ont demandé que le Groupe spécial refuse de donner son avis sur l'interprétation correcte de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. Les États-Unis ont fait valoir, entre autres choses, que l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* ne relevait pas du mandat du Groupe spécial et que celui-ci donnerait de fait une interprétation de cette disposition, ce qui irait à l'encontre du pouvoir exclusif qu'ont la Conférence ministérielle et le Conseil général au titre de l'article IX:2 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* ("*Accord sur l'OMC*") d'interpréter cet accord.

7.9 Le 26 septembre 2002, pendant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, l'Argentine a dit qu'elle ne contestait pas le droit du Brésil de mettre sa première communication écrite à la disposition du public. Toutefois, elle estimait que le Brésil n'aurait pas dû mettre sa première communication écrite à la disposition du public à un stade aussi précoce de la procédure du Groupe spécial. L'Argentine a affirmé que, conformément au paragraphe 11 des procédures de travail du Groupe spécial (en vertu duquel les communications des parties seront incluses dans le rapport du Groupe spécial), la première communication écrite du Brésil aurait dû être rendue publique uniquement une fois le rapport du Groupe spécial publié.

7.10 Après la déclaration faite par l'Argentine au cours de la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, le Groupe spécial a posé la question suivante à l'Argentine:

> "À la réunion de ce matin, l'Argentine a indiqué qu'elle ne voyait pas d'objection, en principe, à ce que le Brésil ait mis sa première communication écrite à la disposition du public. L'Argentine était plutôt préoccupée par le moment choisi pour l'action du Brésil. Cela signifie-t-il que l'Argentine admet qu'un Membre puisse tenir à la disposition du public ses communications écrites adressées à un groupe spécial à un moment donné sans enfreindre l'article 18:2 du Mémorandum d'accord? Le Brésil violerait-il l'article 18:2 du Mémorandum d'accord s'il tenait ses communications

> écrites à la disposition du public après que le Groupe spécial aurait remis son rapport final?"

7.11 L'Argentine a répondu "Oui, conformément aux dispositions de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*" à la première partie de la question du Groupe spécial et, "Non" à la deuxième partie de la question.[35]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.12 Avant de traiter le fond de la question préliminaire soulevée par l'Argentine, nous allons d'abord examiner l'argument des États-Unis selon lequel nous devrions refuser de nous prononcer sur la question soulevée par l'Argentine. En vertu de l'article 1:1 du *Mémorandum d'accord*, les dispositions du *Mémorandum d'accord* s'appliquent à toutes les procédures de règlement des différends engagées à l'OMC, sous réserve de certaines règles et procédures spéciales ou additionnelles relatives au règlement des différends qui sont récapitulées à l'Appendice 2 du *Mémorandum d'accord*. Les dispositions du *Mémorandum d'accord* s'appliquent donc dans tous les cas, qu'elles soient ou non mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par un Membre. En effet, il ne nous est pas demandé de nous prononcer sur le point de savoir si une mesure mentionnée dans la demande d'établissement est compatible avec l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. En revanche, il nous est demandé de rendre les décisions touchant à l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* qui sont nécessaires pour administrer les aspects procéduraux de la présente procédure. En rendant des décisions touchant à l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, nous agissons simplement en conformité avec l'article 1:1 du *Mémorandum d'accord*.[36] Nous ne prétendons pas donner une interprétation au sens de l'article IX:2 de l'*Accord sur l'OMC*. En conséquence, nous rejetons l'argument des États-Unis selon lequel le Groupe spécial devrait refuser de se prononcer sur la question soulevée par l'Argentine.

7.13 Cette question concerne l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, qui dispose ce qui suit:

> "Les communications écrites présentées au groupe spécial ou à l'Organe d'appel seront traitées comme confidentielles, mais elles seront tenues à la disposition des parties au différend. Aucune disposition du présent mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au groupe spécial ou à l'Organe d'appel et que ce Membre aura désignés comme tels. Une partie à un différend fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses exposés écrits qui peuvent être communiqués au public."

---

[35] L'Argentine a répondu par fax le 22 octobre 2002.

[36] Nous notons que d'autres groupes spéciaux ont de même rendu des décisions sur des questions procédurales au titre du *Mémorandum d'accord*. Par exemple, le Groupe spécial *États-Unis – FSC (Recours des CE à l'article 21:5)* s'est prononcé sur l'accès des tierces parties aux communications présentées à titre de réfutation à la lumière de l'article 10:3 du *Mémorandum d'accord* (rapport du Groupe spécial *États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*États-Unis – FSC (Recours des CE à l'article 21:5)*"), WT/DS108/RW, adopté le 29 janvier 2002, Partie VI.A). Bien que le fond de la décision de ce groupe spécial ait été infirmée au fond par l'Organe d'appel, la capacité du groupe spécial de rendre des décisions touchant à l'article 10:3 du *Mémorandum d'accord* n'a pas été contestée. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (Recours des CE à l'article 21:5)*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002, paragraphe 252)

7.14 Sur le fond, nous pensons comme le Canada que l'interprétation[37] donnée par l'Argentine de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* aboutit à une distinction formaliste entre les expressions "written submission" et "statement". Ce faisant, l'Argentine dénie le fait que, dans les communications écrites qu'elle présente à un groupe spécial, une partie communique nécessairement ses positions. Selon nous, les deux premières phrases de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* ne devraient pas être lues isolément dans une optique formaliste. Lues conjointement, et chacune dans le contexte de l'autre, les deux premières phrases de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* signifient que si une partie ne doit pas divulguer les communications d'une autre partie, chaque partie est en droit de communiquer ses propres positions, sous réserve de la prescription en matière de confidentialité énoncée dans la troisième phrase de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. Nous rappelons que, dans les communications écrites qu'elle présente à un groupe spécial, une partie communique forcément ses positions. Selon nous, donc, présenter des communications à un groupe spécial est une façon pour une partie de communiquer ses positions. Si une partie choisit de rendre publique la totalité de ses propres positions exposées dans sa première communication écrite, elle est en droit de le faire, à condition que la prescription de la troisième phrase de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* en matière de confidentialité soit respectée. Puisque l'Argentine n'a pas fait valoir que le Brésil avait manqué à son obligation de confidentialité, nous n'estimons pas que la décision du Brésil de communiquer l'intégralité de ses positions exposées dans la première communication écrite qu'il a présentée au Groupe spécial (à l'exclusion des pièces) était incompatible avec l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*.[38]

7.15 En outre, nous notons qu'au moment de notre première réunion de fond avec les parties, l'Argentine ne faisait plus valoir que le Brésil n'était pas en droit de mettre l'intégralité des communications écrites qu'il avait présentées au Groupe spécial à la disposition du public pendant la procédure du Groupe spécial. Par conséquent, l'Argentine est implicitement convenue en fin de compte que le Brésil était en droit de mettre sa communication écrite à la disposition du public conformément à l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. Bien que l'Argentine ait fait valoir que le Brésil n'aurait pas dû le faire tant que le rapport du Groupe spécial n'était pas publié, nous ne voyons rien qui étaye cet argument dans l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. L'article 18:2 ne fixe pas de limites temporelles en ce qui concerne les droits et obligations résultant pour les Membres de cette disposition. Nous ne trouvons pas non plus d'éléments étayant cet argument dans le paragraphe 11 des procédures de travail du Groupe spécial, qui a trait à l'élaboration de la partie descriptive du rapport du Groupe spécial.[39] Nous ne voyons rien dans cette disposition qui imposerait une quelconque limite en ce qui concerne les droits résultant pour les Membres de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*.

7.16 En conclusion, nous n'estimons pas que la décision du Brésil de communiquer l'intégralité de ses positions exposées dans la première communication écrite qu'il a présentée au Groupe spécial (à l'exclusion des pièces) était incompatible avec l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*.

---

[37] Nous faisons référence aux arguments présentés dans la communication de l'Argentine datée du 15 août 2002.

[38] Pour étayer sa position, le Brésil s'est aussi appuyé sur la dernière phrase de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*. Puisque nous rejetons la question préliminaire soulevée par l'Argentine sur la base des deux premières phrases de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*, il n'est pas nécessaire que nous examinions les arguments se rapportant à la dernière phrase de cette disposition.

[39] Le paragraphe 11 des procédures de travail du Groupe spécial dispose ce qui suit: "La partie descriptive du rapport du Groupe spécial inclura le contexte procédural et factuel du présent différend. Elle ne contiendra pas d'exposé proprement dit des principaux arguments des parties et tierces parties. Par contre, le Groupe spécial annexera les communications des parties (y compris les première et deuxième communications écrites, les versions écrites des première et deuxième déclarations orales et les réponses de chaque partie aux questions de l'autre partie et du Groupe spécial) à son rapport. À la demande d'une partie, certains passages d'une communication que cette partie aura désignés comme confidentiels lors de la présentation de sa communication ne seront pas inclus dans la communication annexée au rapport du Groupe spécial."

2. Procédure antérieure engagée dans le cadre du MERCOSUR

7.17 L'Argentine a soulevé une question préliminaire concernant le fait qu'avant d'engager à l'OMC une procédure de règlement des différends à l'égard de la mesure antidumping de l'Argentine, le Brésil avait contesté cette mesure devant un tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR. L'Argentine demande que, compte tenu de la procédure antérieure engagée dans le cadre du MERCOSUR, le Groupe spécial s'abstienne de se prononcer sur les allégations soulevées par le Brésil dans la présente procédure de règlement des différends de l'OMC. À titre subsidiaire, l'Argentine affirme que le Groupe spécial devrait être lié par la décision du Tribunal du MERCOSUR.

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.18 L'Argentine estime que le comportement du Brésil, qui a soumis le différend successivement à plusieurs instances, tout d'abord le MERCOSUR puis l'OMC, constitue une approche juridique qui est contraire au principe de la bonne foi et qui, dans l'affaire en cause, justifie l'invocation du principe de l'estoppel. L'Argentine n'invoque pas le principe de l'autorité de la chose jugée. À titre subsidiaire, l'Argentine fait valoir qu'au vu de la règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties conformément à l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* ("*Convention de Vienne*")[40], à la lumière de l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, le Groupe spécial ne peut pas ignorer, lorsqu'il examine la présente affaire soumise par le Brésil et qu'il justifie ses observations, les précédents établis par les procédures engagées dans le cadre du MERCOSUR.

7.19 L'Argentine affirme que, dans le cadre du MERCOSUR, toutes les parties – y compris le Brésil – ont toujours eu pour pratique d'accepter les obligations résultant du cadre législatif en vigueur, y compris le Traité d'Asunción relatif à la création du MERCOSUR et le Protocole de Brasilia. Selon l'Argentine, un État partie n'agit pas de bonne foi s'il recourt tout d'abord au mécanisme prévu par le processus d'intégration pour régler son différend avec un autre État partie, puis, non satisfait du résultat, dépose la même plainte dans un cadre différent, envenimant les choses en omettant de mentionner la procédure antérieure et son résultat.

7.20 L'Argentine affirme que les éléments fondamentaux de l'estoppel sont les suivants: "i) un exposé d'un fait qui est clair et non ambigu; ii) cet exposé doit être volontaire, inconditionnel et autorisé; iii) on doit se fier de bonne foi à l'exposé … à l'avantage de la partie faisant l'exposé".[41] L'Argentine estime que le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales, confirmé par la signature du Protocole d'Olivos, rend inopposable à l'Argentine la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du *Mémorandum d'accord*. Elle estime qu'il n'y a pas de disposition ou de règle interdisant à un groupe spécial de l'OMC d'examiner, et lorsqu'il le juge approprié d'appliquer, le principe de l'estoppel. L'Argentine affirme que l'estoppel est un principe de droit international et que, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Essence*, il existe "dans une certaine mesure la reconnaissance du fait qu'il ne faut pas lire l'*Accord général* en l'isolant cliniquement du droit international public".[42] L'Argentine affirme que les groupes spéciaux de l'OMC sont tenus d'appliquer le droit international public pour régler les différends qui leur sont soumis et que des groupes spéciaux antérieurs ont examiné le principe de l'estoppel.

7.21 L'argument subsidiaire de l'Argentine repose sur l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*. L'Argentine estime que l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* fournit une règle d'interprétation au Groupe spécial et que la pratique juridique de l'OMC a confirmé cette règle par référence aux

[40] Faite à Vienne le 23 mai 1969, 1155 R.T.N.U. 331; 8 International Legal Materials 679.
[41] I. Brownlie, *Principles of Public International Law* (Clarendon Press, 1990), page 641.
[42] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules* ("*États-Unis – Essence*"), WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, page 19, DSR 1996:I, 29.

articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. Elle affirme que, conformément à l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*, l'interprétation d'un traité doit tenir compte de toutes les règles pertinentes de droit international applicables entre les parties au moment de la mise en œuvre. Selon l'Argentine, le cadre réglementaire du MERCOSUR et les conséquences juridiques de la mise en œuvre du Protocole de Brasilia par le Tribunal arbitral *ad hoc* dans l'affaire en cause sont des règles pertinentes de droit international public au sens de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*, de sorte que le Groupe spécial est lié par les décisions antérieures du MERCOSUR concernant la mesure en cause.

7.22 Le Brésil estime que le principe de l'estoppel n'est pas applicable en l'espèce, en partie parce que le différend soumis au Tribunal du MERCOSUR avait un fondement juridique différent de celui du différend soumis au présent Groupe spécial. Quoi qu'il en soit, le Brésil affirme que le principe de l'estoppel signifie que "les propres actes d'une partie l'empêchent de revendiquer un droit au détriment d'une autre partie qui était en droit de se fier à ce comportement et a agi en conséquence".[43] Comme l'a noté le Groupe spécial *CEE (États membres) – Bananes I*, un "estoppel ne pouvait résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicite, de ces parties ou des PARTIES CONTRACTANTES".[44] Selon le Brésil, le simple fait qu'il a soumis un différend similaire au Tribunal du MERCOSUR ne signifie pas qu'il a consenti à ne pas soumettre le présent différend à l'OMC, en particulier lorsque le différend soumis au présent Groupe spécial a un fondement juridique différent de celui du différend soumis au Tribunal du MERCOSUR. Le Brésil affirme que le Protocole d'Olivos sur le règlement des différends signé dans le cadre du MERCOSUR le 18 février 2002 ne peut pas être mentionné ici pour témoigner que le Brésil a consenti implicitement ou expressément à s'abstenir de soumettre la présente affaire au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, là encore parce que l'objet de la procédure antérieure du MERCOSUR était différent de l'objet de la présente procédure de l'OMC. En outre, le Protocole d'Olivos ne s'applique pas aux différends qui ont déjà été tranchés conformément au Protocole de Brasilia.

7.23 S'agissant de la référence faite par l'Argentine à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, le Brésil affirme que l'article 3:2 traite exclusivement de la clarification des dispositions existantes de l'*Accord sur l'OMC* et ne dispose pas qu'une décision antérieure rendue par un tribunal international limite l'interprétation d'un Accord de l'OMC par un groupe spécial de l'OMC. En fait, l'article 3:2 prescrit à un groupe spécial de l'OMC d'examiner une allégation soumise par un Membre concernant une violation d'un accord visé afin de préserver les droits qui découlent pour ce Membre de cet accord.

7.24 Par ailleurs, le Brésil note que, contrairement à ce qu'allègue l'Argentine, le Brésil n'a pas exercé d'une manière abusive ses droits au titre des accords de l'OMC[45], ni ne s'est comporté d'une manière contraire à la bonne foi en ne mentionnant pas dans la première communication la décision rendue par le Tribunal du MERCOSUR.[46] Le Brésil n'a pas mentionné cette décision simplement parce qu'il pensait qu'elle n'était pas pertinente pour la présente affaire, étant donné que les allégations dont le Groupe spécial est actuellement saisi ne sont pas les mêmes que celles dont le tribunal du MERCOSUR était saisi.

7.25 Le Chili, en tant que tierce partie, affirme que le Brésil est en droit de soumettre la présente affaire à l'OMC car les questions soulevées sont différentes des questions précédemment soulevées dans la procédure de règlement des différends du MERCOSUR.

---

[43] *Black's Law Dictionary* (West Publishing Co., 1990), page 551.

[44] Rapport du Groupe spécial *CEE – Régimes d'importation applicables aux bananes dans les États membres* ("*CEE (États membres) – Bananes I*"), 3 juin 1993, non adopté, DS32/R.

[45] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 23.

[46] *Id.*, paragraphe 16.

7.26 Les Communautés européennes, en tant que tierce partie, affirment que l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* n'est pas pertinent pour la présente procédure étant donné qu'il a trait exclusivement à l'interprétation des accords de l'OMC et non aux sources du droit de l'OMC. Elles estiment que l'on voit mal comment l'interprétation des règles de droit du MERCOSUR donnée par le Tribunal arbitral *ad hoc* pourrait devenir pertinente, en conformité avec les règles énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, pour l'interprétation des dispositions de l'*Accord antidumping* à l'examen dans le présent différend.

7.27 Les Communautés européennes ne jugent pas nécessaire de prendre position sur la question de savoir si un Membre ferait un usage abusif de son droit à l'établissement d'un groupe spécial au titre du *Mémorandum d'accord* et, donc, agirait d'une manière incompatible avec l'article 3:10 s'il demandait l'établissement d'un groupe spécial en violation du principe de l'estoppel.[47] En effet, il n'est pas nécessaire que le présent Groupe spécial examine cette question car, en tout état de cause, le comportement du Brésil n'est pas contraire à ce principe. Comme l'a noté le Groupe spécial *CEE (États membres) - Bananes I*, l'estoppel ne peut "résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicite, des parties plaignantes".[48] Les faits allégués par l'Argentine ne sont pas suffisants pour conclure que le Brésil a "consenti", explicitement ou implicitement, à ne pas soumettre le présent différend à l'OMC. Le Protocole de Brasilia ne contient aucune disposition limitant de quelque manière que ce soit le droit des parties de demander l'établissement d'un groupe spécial au titre des accords de l'OMC au sujet d'une mesure qui a déjà fait l'objet d'un différend au titre de ce protocole.[49] Par conséquent, le simple fait que le Brésil a demandé d'abord l'établissement d'un tribunal arbitral *ad hoc* au titre du Protocole de Brasilia ne signifie pas qu'il a renoncé à engager une procédure de règlement des différends au titre des accords de l'OMC. De même, le simple fait que le Brésil n'a pas jugé nécessaire d'engager une procédure de règlement des différends des accords de

---

[47] Les Communautés européennes notent que le Groupe spécial *Inde – Automobiles* a laissé entendre que le principe de l'estoppel pouvait empêcher un Membre de demander l'établissement d'un groupe spécial au sujet d'une question qui a fait l'objet d'une solution mutuellement convenue. (Rapport du Groupe spécial *Inde - Mesures concernant le secteur automobile* ("*Inde – Automobiles*"), WT/DS146/R, WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002, note de bas de page 364)

[48] Rapport du Groupe spécial *CEE (États membres) – Bananes I, supra*, note 33, paragraphe 361. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* ("*Guatemala – Ciment II*"), WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000, note de bas de page 791: "il est évident que le simple fait de garder le silence ne peut nécessairement être assimilé à un consentement tacite".

[49] Contrairement au Protocole d'Olivos sur le règlement des différends, plus récent, dont l'article 1.2 dispose ce qui suit:

> "Las controversias comprendidas en el ámbito de aplicación del presente Protocolo que puedan también ser sometidas al sistema de solución de controversias de la Organización Mundial de Comercio o de otros esquemas preferenciales de comercio de que sean parte individualmente los Estados Partes del MERCOSUR, podrán someterse a uno u otro foro a elección de la parte demandante. Sin perjuicio de ello, las partes en la controversia podrán, de común acuerdo, convenir el foro.
> Una vez iniciado un procedimiento de solución de controversias de acuerdo al párrafo anterior, ninguna de las partes podrá recurrir a los mecanismos establecidos en los otros foros respecto del mismo objeto …"

Le Protocole d'Olivos a été signé le 18 février 2002 et n'est pas encore entré en vigueur. Selon les Communautés européennes, la question pourrait être soulevée de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil le 25 février 2002, c'est-à-dire après la signature du Protocole d'Olivos, était compatible avec l'obligation que le Brésil a au titre de l'article 18 de la *Convention de Vienne* de ne pas priver un traité signé de son objet et de son but avant son entrée en vigueur. Toutefois, l'article 50 du Protocole d'Olivos semble indiquer qu'il ne s'applique pas aux différends déjà réglés en conformité avec le Protocole de Brasilia.

l'OMC à la suite des décisions arbitrales rendues dans un certain nombre d'autres affaires citées par l'Argentine ne peut pas être interprété comme une renonciation implicite du Brésil au droit que lui confèrent les accords de l'OMC d'engager une telle procédure en l'espèce.

7.28 Le Paraguay, en tant que tierce partie, estime que, conformément aux principes généraux du droit international public, la présente affaire revêt le caractère de chose jugée puisqu'elle a déjà fait l'objet de la procédure de règlement des différends établie dans le cadre du MERCOSUR, en particulier dans le Protocole de Brasilia. À cet égard, l'article 21[50] du Protocole de Brasilia établit clairement la nature sans appel et obligatoire des décisions rendues par le Tribunal arbitral *ad hoc*, qui sont réputées avoir force de chose jugée – principe qui devrait prévaloir dans le traitement de la présente affaire.

7.29 Le Paraguay fait aussi référence au Protocole d'Olivos établi dans le cadre du MERCOSUR qui, bien qu'il ne soit pas encore en vigueur, autorise les pays membres du MERCOSUR à choisir l'instance dans laquelle ils souhaitent que les différends soient réglés, avec toutefois la restriction de la clause d'exclusion en vertu de laquelle, une fois qu'une procédure est engagée dans une instance, il n'est plus possible de recourir à une autre des instances visées dans le Protocole.

7.30 Les États-Unis, en tant que tierce partie, affirment que les règles du MERCOSUR régissant le règlement des différends ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. L'article 7:1 du *Mémorandum d'accord* établit assez clairement que le rôle d'un groupe spécial dans un différend est de faire des constatations à la lumière des dispositions pertinentes des "accords visés" cités. Le Protocole de Brasilia n'est pas un accord visé et l'Argentine n'a pas allégué que les actions du Brésil en ce qui concerne le Protocole enfreignaient une quelconque disposition d'un accord visé. Par contre, l'allégation de l'Argentine semble être que les actions du Brésil pourraient être jugées incompatibles avec les dispositions du Protocole. Une allégation d'infraction au Protocole ne relève pas du mandat du présent Groupe spécial et il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial examine cette question. L'Argentine peut toutefois être en mesure de faire valoir cette allégation dans le cadre du système de règlement des différends du MERCOSUR.

7.31 En outre, les États-Unis estiment que l'invocation par l'Argentine du principe de l'estoppel semble se rapporter aux obligations du Brésil dans le cadre du MERCOSUR et non à une quelconque disposition du *Mémorandum d'accord* ou des autres accords visés. En conséquence, la question ne relève pas du mandat du Groupe spécial et celui-ci n'a aucune raison de faire la constatation demandée. Les États-Unis ne partagent pas non plus l'avis de l'Argentine selon lequel le Groupe spécial peut appliquer ce que l'Argentine appelle le principe de l'estoppel. Le fait que l'Argentine ne cite aucun fondement textuel pour sa demande montre que les Membres n'ont pas consenti à prévoir l'application de ce principe de l'estoppel dans le système de règlement des différends de l'OMC. Le terme estoppel n'apparaît nulle part dans le texte et l'Argentine ne cite aucune disposition qui, en substance, lui offre le type de moyens de défense qu'elle fait valoir. Les États-Unis notent également que l'absence de tout fondement textuel est mise en évidence par le fait qu'aucun groupe spécial n'a jusqu'à maintenant appliqué le principe de l'estoppel. De plus, rien ne permet de tenter d'incorporer dans les procédures de règlement des différends de l'OMC des notions juridiques qui n'ont aucun fondement dans le *Mémorandum d'accord*. L'absence de tout fondement textuel est encore soulignée par l'absence de description uniforme de cette notion lorsque des groupes spéciaux ont eu l'occasion

[50] L'article 21 est ainsi libellé:

"1. Les décisions du Tribunal arbitral sont sans appel et obligatoires pour les États parties à un différend à partir de la réception de la notification pertinente et auront pour ces États force de chose jugée.
2. Les décisions devront être appliquées dans un délai de quinze (15) jours, à moins que le Tribunal arbitral ne fixe un autre délai."

d'examiner l'estoppel par le passé. Dans l'affaire *CEE (États membres) – Bananes I*, par exemple, le Groupe spécial a dit que l'estoppel ne pouvait "résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicite, des parties plaignantes".[51] Dans les affaires *CE – Amiante* et *Guatemala - Ciment II*, par contre, les groupes spéciaux ont dit que l'estoppel était pertinent lorsqu'une partie "se fiait raisonnablement" aux assurances données par une autre partie, puis subissait les conséquences négatives du changement de position de l'autre partie.[52] Selon les États-Unis, ce manque d'uniformité met en évidence les risques qu'il y a à chercher à définir des notions juridiques censément convenues en dehors de la seule source que tous les Membres *ont* acceptée – le texte du *Mémorandum d'accord* lui-même.

7.32 Enfin, les États-Unis affirment que la citation par l'Argentine de l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* à l'appui de sa position est déplacée. D'après son sens ordinaire, l'article 3:2 se limite aux règles d'*interprétation* utilisées pour clarifier les dispositions existantes des accords de l'OMC. La demande de l'Argentine visant à ce que le Groupe spécial refuse d'examiner les allégations du Brésil ne comporte pas de question relative à l'interprétation correcte d'une disposition des accords de l'OMC.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.33 Cette question préliminaire concerne les principes de la bonne foi et de l'estoppel. Elle se rapporte également à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* et à l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*.[53]

7.34 L'Argentine affirme que le Brésil n'a pas agi de bonne foi en contestant tout d'abord la mesure antidumping de l'Argentine devant un Tribunal *ad hoc* du MERCOSUR puis, ayant été débouté, en engageant une procédure de règlement des différends à l'OMC au sujet de la même mesure. Pour les raisons suivantes, toutefois, nous constatons que les conditions préalables à l'établissement d'une constatation selon laquelle le Brésil n'a pas agi de bonne foi ne sont pas remplies.

7.35 Dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, l'Organe d'appel a récemment dit ce qui suit: "Il existe [...] une base permettant à un groupe spécial établi dans le cadre du système de règlement des différends de déterminer, dans une affaire appropriée, si un Membre n'a pas agi de bonne foi".[54] Il existe donc des circonstances dans lesquelles un groupe spécial pourrait constater qu'un Membre n'a pas agi de bonne foi. Cependant, il est clair pour nous que de telles constatations ne devraient pas être faites à la légère. Dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> "Rien cependant dans les accords visés n'étaye la conclusion selon laquelle, simplement parce qu'il a été constaté qu'un Membre de l'OMC a violé une disposition

[51] Voir la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, citant le rapport du Groupe spécial *CEE (États membres) – Bananes I*, *supra*, note 44, paragraphe 361.

[52] Les États-Unis font référence au rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant* ("*CE – Amiante*"), WT/DS135/R et Add.1, adopté le 5 avril 2001 tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, paragraphe 8.60 (citations omises); au rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphes 8.23 et 8.24. Les États-Unis affirment que l'on pourrait également faire valoir que ces groupes spéciaux décrivent la notion de "confiance faite à son propre détriment".

[53] L'Argentine a dit clairement qu'elle n'invoquait pas le principe de l'autorité de la chose jugée. Même si le Paraguay juge ce principe pertinent pour la présente procédure, il n'a pas, en tant que tierce partie, le droit de déterminer la portée des questions préliminaires que nous devons examiner.

[54] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention* ("*États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*"), WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003, paragraphe 297.

> de fond d'un traité, ce Membre n'a par conséquent pas agi de bonne foi. Selon nous, il serait nécessaire de prouver davantage qu'une simple violation pour étayer une telle conclusion."[55]

7.36 Sur la base de la constatation susmentionnée de l'Organe d'appel, nous estimons que deux conditions doivent être remplies avant que l'on puisse constater qu'un Membre n'a pas agi de bonne foi. Premièrement, le Membre doit avoir violé une disposition de fond des accords de l'OMC. Deuxièmement, il doit y avoir "davantage qu'une simple violation". S'agissant de la première condition, l'Argentine n'a pas allégué que le Brésil a violé une quelconque disposition de fond des accords de l'OMC en soumettant la présente affaire. Par conséquent, même sans examiner la deuxième condition, il n'y a rien qui justifie que nous constations que le Brésil a violé le principe de la bonne foi en engageant la présente procédure à l'OMC.

7.37 L'Argentine a aussi fait valoir que le principe de l'estoppel empêchait le Brésil d'engager la présente procédure de règlement des différends à l'OMC. L'Argentine affirme que le principe de l'estoppel s'applique dans des circonstances dans lesquelles il y a i) un exposé d'un fait qui est clair et non ambigu et qui ii) est volontaire, inconditionnel et autorisé, iii) auquel on se fie de bonne foi. Nous avons demandé à l'Argentine d'expliquer exactement comment elle estimait que ces trois conditions étaient remplies en l'espèce. En particulier, nous lui avons demandé d'identifier l'"exposé d'un fait" pertinent établi par le Brésil et de décrire comment elle s'était fiée à cet exposé de bonne foi.[56] L'Argentine a répondu comme suit:

> "Premièrement, l'Argentine estime que le comportement du Brésil, qui a successivement déposé des recours et activé des procédures de règlement des différends devant des instances différentes, d'abord dans le cadre du MERCOSUR, puis à l'OMC – et à plus forte raison lorsque sont pris en considération les précédents mentionnés dans la première communication écrite de l'Argentine[1] , c'est-à-dire le recours au mécanisme de règlement des différends prévu dans le Protocole de Brasilia pour régler les conflits avec d'autres États parties au MERCOSUR et le respect du contenu et de la portée des décisions arbitrales dans tous les différends – fournit des exposés de faits qui remplissent les conditions requises, à savoir être clairs, non équivoques, volontaires, inconditionnels et autorisés, éléments essentiels de l'estoppel aux termes de la définition donnée au paragraphe 13 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine.
>
> Au paragraphe 20 de cette communication[2], l'Argentine précise les éléments que comporte l'affaire actuellement portée par le Brésil devant l'OMC. Parmi ces éléments, la dernière phrase de l'alinéa iii) de ce paragraphe indique ce qui suit: "En conséquence, le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales, confirmé par la signature du Protocole d'Olivos, rend inopposable à l'Argentine la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du Mémorandum d'accord."
>
> Qui plus est, le fait que le Brésil a signé le Protocole d'Olivos le 18 févier 2002 - acceptant ainsi expressément la clause relative au choix de l'instance - et que, sept jours après, soit le 25 février 2002, il a demandé l'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend témoigne de l'avis de l'Argentine d'une contradiction dans son comportement, dans lequel l'Argentine avait légitimement confiance étant donné

[55] *Id.*, paragraphe 298.

[56] La question n° 66 du Groupe spécial est ainsi libellée: "En ce qui concerne le paragraphe 13 de la deuxième communication de l'Argentine, quel était l'"exposé d'un fait" (point I) qu'aurait fait le Brésil? Veuillez indiquer comment l'Argentine s'est fondée de bonne foi sur cet exposé allégué (point III)".

que les deux pays sont des États parties au MERCOSUR et elle subit aujourd'hui les conséquences négatives de ce changement de position.[3] Ce fait a également été évoqué dans les communications des CE[4] et du Paraguay[5] en tant que tierces parties."[57]

---

[1] Première communication écrite de l'Argentine, 29 août 2002, paragraphes 18 à 22 et notes de bas de page correspondantes.

[2] Communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine, 17 octobre 2002, paragraphe 20.

[3] De fait, l'Argentine a déjà approuvé le Protocole d'Olivos. Le 9 octobre 2002, le Congrès national a adopté ce Protocole par la Loi n° 25663, que le pouvoir exécutif a promulguée par le Décret n° 2091/02 du 18 octobre 2002, les deux ayant été publiés au Journal officiel de la République argentine n° 30008 le 21 octobre 2002.

[4] Communication présentée par les Communautés européennes en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 17 et note de bas de page 17.

[5] Communication présentée par le Paraguay en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 8.

7.38 Nous n'estimons pas que la réponse de l'Argentine est suffisante pour établir que les trois conditions qu'elle a identifiées pour l'application du principe de l'estoppel sont remplies en l'espèce.[58] S'agissant de la première condition identifiée par l'Argentine, nous n'estimons pas que le Brésil a fait un exposé clair et non équivoque selon lequel, ayant déposé un recours dans le cadre du mécanisme de règlement des différends du MERCOSUR, il ne recourrait pas par la suite à une procédure de règlement des différends de l'OMC. À cet égard, nous notons que le Groupe spécial *CEE (États membres) – Bananes I* a constaté que l'estoppel ne pouvait "résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicite, des parties plaignantes".[59] Nous sommes d'accord. Il n'y a dans le dossier aucun élément de preuve indiquant que le Brésil a fait un exposé exprès selon lequel il n'engagerait pas une procédure de règlement des différends à l'OMC au sujet de mesures précédemment contestées dans le cadre du MERCOSUR. Le dossier ne mentionne pas non plus des circonstances exceptionnelles nous obligeant à déduire l'existence d'un tel exposé. En particulier, le fait que le Brésil a choisi de ne pas exercer ses droits en matière de règlement des différends à l'OMC à l'issue de procédures de règlement des différends engagées précédemment dans le cadre du MERCOSUR ne signifie pas, selon nous, que le Brésil a implicitement renoncé à ses droits au titre du *Mémorandum d'accord*. Cela tient spécialement au fait que le Protocole de Brasilia, au titre duquel les affaires avaient été précédemment soumises par le Brésil dans le cadre du MERCOSUR, n'impose aucune restriction quant au droit du Brésil d'engager ultérieurement une procédure de règlement des différends à l'OMC au sujet de la même mesure. Nous notons que le Brésil a signé le Protocole d'Olivos en février 2002. L'article premier du Protocole d'Olivos dispose qu'une fois qu'une partie a décidé de déposer un recours devant l'instance de règlement des différends du MERCOSUR ou celle de l'OMC, cette partie ne peut pas déposer ultérieurement un recours concernant le même objet devant l'autre instance. Le Protocole d'Olivos, toutefois, ne modifie pas notre évaluation, étant donné qu'il n'est pas encore entré en vigueur et qu'en tout état de cause, il ne s'applique pas pour ce qui est des

---

[57] Réponse de l'Argentine à la question n° 66 du Groupe spécial.

[58] Les États-Unis ont fait valoir qu'il n'y avait rien qui permettait à un groupe spécial de l'OMC d'appliquer le principe de l'estoppel. Étant donné que nous constatons que les conditions identifiées par l'Argentine pour l'application du principe de l'estoppel n'existent pas, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer si nous aurions eu ou non le pouvoir d'appliquer le principe de l'estoppel si les conditions pertinentes avaient été remplies. Nous ne jugeons pas non plus nécessaire de déterminer si les trois conditions proposées par l'Argentine sont suffisantes pour l'application de cette proposition.

[59] Rapport du Groupe spécial *CEE (États membres) – Bananes I*, *supra*, note 44, paragraphe 361. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, note de bas de page 791: "il est évident que le simple fait de garder le silence ne peut nécessairement être assimilé à un consentement tacite".

différends déjà réglés conformément au Protocole de Brasilia établi dans le cadre du MERCOSUR.[60] En effet, le fait que les parties au MERCOSUR ont ressenti la nécessité d'introduire le Protocole d'Olivos nous donne à penser qu'elles ont reconnu que (en l'absence d'un tel protocole) une procédure de règlement des différends dans le cadre du MERCOSUR pouvait être suivie d'une procédure de règlement des différends à l'OMC au sujet de la même mesure.

7.39 S'agissant de la troisième condition, nous notons que l'Argentine n'a pas cité l'intégralité du texte de l'auteur pertinent. Citée dans son intégralité, la troisième condition est ainsi libellée: "on doit se fier de bonne foi à l'exposé soit au détriment de la partie se fiant ainsi à l'exposé, soit à l'avantage de la partie faisant l'exposé".[61] Citant le même auteur, un autre groupe spécial a affirmé ce qui suit: "L'estoppel repose sur le principe que lorsqu'une partie a été amenée à agir sur la foi des assurances qui lui ont été données par une autre partie, de telle manière qu'elle subirait un préjudice si l'autre partie changeait de position ultérieurement, alors pareil changement de position est *estopped*, c'est-à-dire interdit."[62] Selon nous, le fait d'être simplement gênée par les exposés allégués du Brésil ne suffit pas à démontrer que l'Argentine a été incitée à agir en se fiant à ces exposés allégués. Il n'y a rien dans le dossier qui nous laisse penser que l'Argentine s'est activement fiée de bonne foi à un quelconque exposé fait par le Brésil, à l'avantage du Brésil ou au détriment de l'Argentine. Il n'y a rien dans le dossier qui laisse penser que l'Argentine aurait agi différemment si le Brésil n'avait pas fait l'exposé allégué selon lequel il n'engagerait pas la présente procédure de règlement des différends à l'OMC. Dans sa réponse susmentionnée à la question n° 66, qui concernait spécifiquement cette question, l'Argentine a simplement dit qu'elle "subiss[ait] maintenant les conséquences négatives du changement de position [du Brésil]" (s'agissant de sa pratique antérieure de ne pas déposer de recours à l'OMC à la suite de décisions rendues dans le cadre du MERCOSUR concernant le même objet), sans expliquer davantage la nature de ces "conséquences négatives". L'assertion vague de l'Argentine concernant les "conséquences négatives" ne suffit pas à démontrer qu'elle a été incitée à agir en se fiant à l'exposé allégué du Brésil et qu'elle subit maintenant les conséquences négatives du changement de position allégué du Brésil. Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation de l'Argentine selon laquelle le principe de l'estoppel empêche le Brésil d'engager la présente procédure de règlement des différends à l'OMC.

7.40 L'Argentine fait valoir à titre subsidiaire que, si le Groupe spécial constate que le Brésil est en droit d'engager la présente procédure de règlement des différends à l'OMC, alors le Groupe spécial est lié par la décision antérieure du MERCOSUR concernant la mesure en cause en l'espèce. L'Argentine affirme que la décision antérieure du MERCOSUR fait partie du cadre normatif qui doit être appliqué par le Groupe spécial conformément à l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*, selon lequel il sera tenu compte de "toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties" aux fins de l'interprétation des traités. L'Argentine affirme que les dispositions de la *Convention de Vienne* sont applicables dans la présente procédure en vertu de l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, qui dispose que le système de règlement des différends de l'OMC a pour objet de clarifier les dispositions existantes des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public".

7.41 Nous notons que l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* a trait aux règles internationales d'interprétation des traités. L'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne* a de même trait à l'interprétation des traités. Toutefois, l'Argentine n'a pas cherché à invoquer une quelconque loi disposant qu'en ce qui concerne les relations entre l'Argentine et le Brésil, les accords de l'OMC devraient être interprétés d'une façon particulière. En particulier, l'Argentine n'a pas invoqué la

[60] L'article 50 du Protocole d'Olivos dispose ce qui suit: "Les différends en cours engagés en conformité avec le protocole de Brasilia continueront d'être régis exclusivement par ce Protocole jusqu'à leur conclusion".

[61] Voir la note de bas de page 41 *supra*.

[62] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.23.

moindre déclaration ou constatation figurant dans la décision du Tribunal du MERCOSUR pour indiquer que nous devrions interpréter certaines dispositions des accords de l'OMC d'une façon particulière. Au lieu de s'intéresser à l'interprétation des accords de l'OMC, l'Argentine fait en réalité valoir que la décision antérieure du Tribunal du MERCOSUR nous oblige à nous prononcer d'une façon particulière. En d'autres termes, l'Argentine voudrait nous faire appliquer les dispositions pertinentes de l'OMC d'une façon particulière et non nous les faire interpréter d'une façon particulière. Toutefois, il n'y a rien dans l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*, ni dans aucune autre disposition, qui laisse entendre que nous sommes tenus de nous prononcer d'une façon particulière ou d'appliquer les dispositions pertinentes de l'OMC d'une façon particulière. Nous notons que nous ne sommes même pas tenus de suivre les décisions figurant dans les rapports de groupes spéciaux de l'OMC qui ont été adoptés[63], aussi nous ne voyons pas du tout pourquoi nous devrions être liés par les décisions rendues par des organes de règlement des différends qui ne relèvent pas de l'OMC. En conséquence, nous rejetons les arguments subsidiaires de l'Argentine concernant l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne*.[64]

7.42 À la lumière de ce qui précède, nous rejetons la demande de l'Argentine visant à ce que, à la lumière de la procédure antérieure du MERCOSUR, le Groupe spécial s'abstienne de se prononcer sur les allégations formulées par le Brésil dans la présente procédure de règlement des différends de l'OMC. Nous rejetons aussi la demande subsidiaire de l'Argentine visant à ce que nous nous considérions liés par la décision du Tribunal du MERCOSUR.

B. QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Critère d'examen

7.43 L'article 17.6 de l'*Accord antidumping* énonce le critère d'examen spécial applicable aux différends antidumping. S'agissant des questions de fait, l'article 17.6 i) dispose ce qui suit:

> "dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si **l'établissement des faits par les autorités était correct** et si leur **évaluation de ces faits était impartiale et objective**. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;" (pas de caractère gras dans l'original)

7.44 À supposer que nous parvenions à la conclusion que l'établissement des faits concernant une allégation particulière en l'espèce était correct, nous pourrions ensuite examiner si, sur la base des éléments de preuve dont disposaient les autorités argentines au moment de la détermination, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective évaluant ces éléments de preuve aurait pu arriver aux conclusions auxquelles les autorités argentines sont arrivées sur la question visée.[65]

---

[63] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques* ("*Japon – Boissons alcooliques II*"), WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, page 17, DSR 1996:I, 125.

[64] Même si l'Argentine avait invoqué la décision du Tribunal du MERCOSUR pour faire valoir que certaines dispositions de l'Accord sur l'OMC devaient être interprétées d'une façon particulière, il n'est pas tout à fait sûr que l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne* s'appliquerait. En particulier, nous ne sommes pas sûrs qu'une règle applicable uniquement entre plusieurs Membres de l'OMC constituerait une règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les "parties".

[65] Nous notons que ce critère est le même que celui qui a été appliqué par les groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée* ("*États-Unis – Acier inoxydable*"), WT/DS179/R, rapport adopté le 1er février 2001; et *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute*

7.45 L'article 17.6 i) nous oblige à évaluer les faits pour déterminer si l'établissement des faits effectué par les autorités chargées de l'enquête elles-mêmes était correct et à évaluer l'évaluation de ces faits effectuée par les autorités chargées de l'enquête elles-mêmes pour déterminer si elle était impartiale et objective. Ce qui ressort clairement de cela, c'est qu'il nous est interdit d'établir les faits et de les évaluer pour nous-mêmes; autrement dit, nous ne pouvons pas procéder à un examen *de novo*. Toutefois, cela ne limite pas notre examen des questions faisant l'objet du différend mais seulement la manière dont nous menons cet examen. À cet égard, nous ne perdons pas de vue que l'article 17.5 ii) de l'*Accord antidumping* établit que nous devons examiner la question en nous fondant sur "les faits communiqués conformément aux procédures internes appropriées aux autorités du Membre importateur".

7.46 S'agissant des questions relatives à l'interprétation de l'*Accord antidumping*, l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> "le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de **l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible**, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est **conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles**". (pas de caractère gras dans l'original)

7.47 L'article 17.6 ii) nous oblige à appliquer les règles coutumières d'interprétation des traités, qui sont énoncées dans les articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*. L'article 31 de la *Convention de Vienne* dispose qu'un traité sera interprété suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Cela n'est pas différent de ce que font tous les groupes spéciaux lorsqu'ils interprètent le texte des accords de l'OMC conformément à l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord*. Ce que l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping* fait en plus, c'est de nous donner pour instruction, si cette interprétation du traité nous amène à la conclusion que l'interprétation de la disposition en question avancée par la partie défenderesse est admissible, de constater que la mesure est conforme si elle repose sur cette interprétation admissible.

7.48 Enfin, comme cela est mentionné ci-dessous, l'Argentine nous a présenté des arguments étayant les décisions des autorités chargées de l'enquête que nous ne pouvions pas trouver dans le dossier de l'enquête dont nous disposions. Cela soulève la question de savoir si une justification *a posteriori* devrait être prise en compte afin d'évaluer le respect par l'Argentine des dispositions de l'*Accord antidumping*. Nous notons que dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, le Groupe spécial a exprimé l'avis suivant:

> "En vertu de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, il nous faut déterminer si la DCD a correctement établi les faits et si l'évaluation qu'elle a faite était impartiale et objective. Autrement dit, il nous est demandé d'examiner l'évaluation de la DCD faite au moment de la détermination telle qu'elle est exposée dans un avis au public ou dans tout autre document à caractère public ou confidentiel. Nous ne pensons pas, en tant que groupe spécial examinant l'évaluation faite par l'autorité chargée de l'enquête, que nous ayons à prendre en considération des arguments et des motifs qui ne faisaient pas partie du processus d'évaluation de ladite autorité, mais qui constituent plutôt des justifications *a posteriori* qui n'ont pas été données au moment

---

teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis ("*Mexique – Sirop de maïs*"), WT/DS132/R et Corr.1, rapport adopté le 24 février 2000.

où la détermination a été établie."[66] (souligné dans l'original, note de bas de page omise)

7.49 Nous souscrivons à l'approche suivie par ce groupe spécial. Ainsi, nous ne pensons pas qu'en tant que groupe spécial examinant l'évaluation faite par l'autorité chargée de l'enquête, nous ayons à prendre en considération des arguments et des motifs dont il n'est pas démontré qu'ils faisaient partie du processus d'évaluation de l'autorité chargée de l'enquête.

2. Charge de la preuve

7.50 Dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, la charge de la preuve incombe à la partie qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier.[67] La partie plaignante doit donc établir *prima facie* qu'il y a violation des dispositions pertinentes des accords de l'OMC, ce que le défendeur doit réfuter.[68] Dans la procédure du présent Groupe spécial, nous observons donc que c'est au Brésil, qui a contesté la compatibilité de la mesure de l'Argentine, qu'incombe la charge de démontrer que la mesure n'est pas compatible avec les dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*. Nous notons aussi toutefois qu'il appartient généralement à chaque partie affirmant un fait, qu'il s'agisse du plaignant ou du défendeur, d'en apporter la preuve.[69] À cet égard, donc, il appartient également à l'Argentine de fournir des éléments de preuve concernant les faits qu'elle affirme. Nous rappelons par ailleurs que la présentation d'éléments *prima facie* oblige en droit un groupe spécial à se prononcer en faveur de la partie qui les présente en l'absence de réfutation effective par l'autre partie. Le rôle du Groupe spécial n'est pas de plaider la cause de l'une ou l'autre des parties mais il peut leur poser des questions "afin de clarifier et de décanter les arguments juridiques".[70] En outre, nous estimons que les deux parties ont généralement le devoir de coopérer dans le cadre de la procédure pour nous aider à nous acquitter de notre mandat, en fournissant les renseignements pertinents.[71] Nous devons faire des inférences sur la base de l'ensemble des faits pertinents figurant dans le dossier, y compris, par exemple, lorsqu'une partie refuse de fournir les renseignements pertinents.[72]

---

[66] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie* ("*Argentine – Carreaux en céramique*"), WT/DS189/R, adopté le 5 novembre 2001, paragraphe 6.27.

[67] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde* ("*États-Unis – Chemises et blouses de laine*"), WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323, pages 337 et suivantes.

[68] Nous notons la déclaration suivante faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*: "Aucune disposition du Mémorandum d'accord ni de l'Accord sur les sauvegardes n'exige d'un groupe spécial qu'il se prononce expressément sur le point de savoir si le plaignant a apporté un commencement de preuve de violation avant de procéder à l'examen des moyens de défense et des éléments de preuve du défendeur." (Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 145) L'Organe d'appel a confirmé cet avis dans l'affaire *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, rapport adopté le 5 avril 2001, paragraphe 134: "À notre avis, un groupe spécial n'est pas tenu de faire une constatation distincte et spécifique, dans chaque cas, établissant qu'une partie s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait pour une allégation particulière, ou qu'une partie a réfuté une argumentation *prima facie*."

[69] Voir la note de bas de page 67, *supra*.

[70] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, *supra*, note 68, paragraphe 136.

[71] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils* ("*Canada - Aéronefs*"), WT/DS70/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:III, 1377, paragraphe 190.

[72] *Id*., paragraphe 203; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes* ("*États-Unis – Gluten de froment*"), WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001, paragraphes 173 et 174.

C. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE/VIOLATIONS PROCÉDURALES ALLÉGUÉES AU COURS DE L'ENQUÊTE

1. Caractère suffisant des éléments de preuve pour justifier l'ouverture de l'enquête - Allégations n° 2, 4, 6 et 8

7.51 Ces allégations concernent la décision de l'autorité chargée de l'enquête selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants au titre de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* pour justifier l'ouverture d'une enquête sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil. Comme la décision d'ouvrir l'enquête prise par l'autorité chargée de l'enquête était fondée sur les renseignements figurant dans la demande, les allégations du Brésil portent sur la manière dont l'autorité chargée de l'enquête a traité les renseignements figurant dans cette demande.

a) Arguments des parties

i) Allégation n° 2

7.52 Le Brésil allègue qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants pour que l'autorité chargée de l'enquête procède à un ajustement de la valeur normale afin de tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques entre la viande de volaille vendue en Argentine et celle qui est vendue au Brésil, respectivement. Il affirme qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants pour étayer l'allégation du requérant selon laquelle les volailles vendues au Brésil étaient différentes de celles qui étaient vendues en Argentine parce que les premières, contrairement aux deuxièmes, comprenaient la tête et les pattes. Il fait aussi valoir que le requérant n'a pas démontré que la différence alléguée dans les caractéristiques physiques affectait la comparabilité des prix. En dernier lieu, il affirme qu'il n'y avait aucun élément de preuve pour corroborer l'exactitude et l'adéquation des taux de rendement utilisés par l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête pour calculer le montant de l'ajustement au titre des différences alléguées dans les caractéristiques physiques.

7.53 L'Argentine rejette l'allégation du Brésil en se fondant sur la constatation formulée par le Groupe spécial *Guatemala - Ciment I*[73] selon laquelle "la quantité et la qualité des éléments de preuve que les autorités compétentes étaient tenues de réunir avant d'ouvrir une enquête devraient nécessairement être moindres que celles que ces autorités étaient tenues de réunir pour établir une détermination finale". Elle affirme que l'autorité chargée de l'enquête a procédé à l'ajustement en se fondant sur des éléments de preuve fournis par le requérant sous la forme de renseignements publiés par la société JOX Assessoria Agropecuaria S/C Ltda. ("JOX"), société de conseil brésilienne spécialisée dans le secteur agricole, qui concernaient les ventes de volailles à São Paulo. Selon elle, les renseignements de la JOX indiquaient que les volailles réfrigérées étaient vendues à São Paulo avec la tête et les pattes. L'Argentine indique que JOX est une publication spécialisée qui rend compte de l'état du marché de São Paulo et que São Paulo est un grand centre urbain qui témoigne de la structure de la consommation intérieure dans l'ensemble du Brésil.

ii) Allégation n° 4

7.54 Le Brésil allègue que l'autorité chargée de l'enquête a exclu les prix à l'exportation qui étaient supérieurs à la valeur normale et a établi le prix à l'exportation aux fins de l'ouverture de l'enquête en se fondant uniquement sur les transactions effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale. Ce faisant, l'autorité chargée de l'enquête a, de l'avis du Brésil, établi le prix à l'exportation d'une manière

[73] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* ("*Guatemala - Ciment I*"), WT/DS60/R, adopté le 25 novembre 1998, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS60/AB/R, DSR 1998:IX, 3797.

incorrecte et, en conséquence, a effectué une comparaison faussée entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour établir la marge de dumping. Le Brésil affirme qu'une autorité chargée d'une enquête devrait décider d'ouvrir ou non l'enquête sur la base de tous les éléments de preuve présentés dans la demande. Il fait valoir que, au titre de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*, les autorités chargées d'une enquête sont tenues de comparer la valeur normale moyenne pondérée à la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, et non pas seulement des transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale. La méthodologie utilisée par l'autorité chargée de l'enquête a conduit à l'établissement d'un prix à l'exportation incorrect et à une comparaison inéquitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, contrairement aux prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2. Enfin, le Brésil affirme que la décision de l'Argentine d'ouvrir l'enquête conformément à cette méthode était fondée sur une évaluation partiale et non objective des faits portés à sa connaissance.

7.55 L'Argentine affirme que l'autorité chargée de l'enquête a analysé les transactions à l'importation pour tenter de déterminer lesquelles correspondaient le mieux au produit visé par l'enquête. Elle affirme que l'autorité chargée de l'enquête l'a fait dans le seul but de calculer le prix à l'exportation le plus approprié et le plus comparable possible au stade préalable à l'ouverture de l'enquête. En d'autres termes, elle allègue qu'elle n'a exclu que les transactions à l'exportation de produits qui n'étaient pas "similaires" au produit visé par l'enquête. En outre, elle affirme que l'autorité chargée de l'enquête a établi une moyenne des transactions appropriées sans en fait opérer de choix qui aurait pu fausser la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Selon elle, le rapport du 7 janvier 1998 contient les marges de dumping établies sur la base du prix moyen des transactions à l'exportation à destination de l'Argentine concernant le produit visé par l'enquête.

iii) Allégation n° 6

7.56 Le Brésil affirme que les autorités argentines ont déterminé la valeur normale aux fins de l'ouverture de l'enquête sur la base de renseignements portant sur un seul jour, alors que les données relatives au prix à l'exportation couvraient plusieurs mois. Il fait valoir que l'article 5.3, lu conjointement avec l'article 2.4, prescrit qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il affirme que si l'autorité chargée de l'enquête avait examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elle aurait exigé du requérant qu'il fournisse des données sur la valeur normale pour toute la période analysée afin de procéder correctement à une comparaison équitable avec les prix à l'exportation pour la même période. En outre, le Brésil affirme que l'autorité chargée de l'enquête est allée au-delà du champ couvert par les données fournies dans la demande et a prolongé la période prise en compte pour les transactions à l'exportation, en vue d'établir le prix à l'exportation. D'après lui, cela indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête ne s'est pas fondée sur les renseignements fournis dans la demande pour déterminer qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture de l'enquête. Le Brésil conclut que, en n'examinant pas avec exactitude les éléments de preuve fournis dans la demande et en ajoutant des renseignements sur le prix à l'exportation qui ne figuraient pas dans la demande pour déterminer l'ouverture de l'enquête, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*.

7.57 L'Argentine affirme que l'article 5.3 n'impose aucune prescription en ce qui concerne les périodes pour lesquelles des données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale doivent être disponibles. Elle allègue que l'autorité chargée de l'enquête a agi d'une manière compatible avec l'article 2.4. Elle soutient que la base de la comparaison a été établie en fonction des éléments de preuve qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant et qui figuraient dans la demande. Elle fait valoir que, s'agissant de l'examen requis à l'article 5.3, l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas être censée remplir un critère semblable à celui qui est requis une fois que l'enquête a été ouverte.

iv) Allégation n° 8

7.58 Le Brésil fait valoir que, en raison de l'utilisation dans la demande de périodes différentes pour la collecte des données en ce qui concerne le dumping et le dommage, l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas constater qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping en juin 1997 et la menace de dommage en juin 1998. Il fait valoir que, pour vérifier qu'il existait une menace de dommage causée par les importations faisant l'objet d'un dumping, les données recueillies et analysées concernant le dumping auraient dû porter sur une période prolongée jusqu'en juin 1998.

7.59 L'Argentine fait valoir que, s'agissant de l'examen requis à l'article 5.3, l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas être censée remplir un critère semblable à celui qui est requis une fois que l'enquête a été ouverte.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.60 Ces allégations soulèvent la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête s'est conformée ou non aux prescriptions de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*, telles qu'elles sont interprétées à la lumière de l'article 2, lorsqu'elle a décidé d'ouvrir son enquête sur la base des renseignements figurant dans la demande. Pour examiner cette question, nous suivrons une approche semblable à celle qu'ont adoptée de précédents groupes spéciaux ayant examiné des allégations au titre de l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*.[74] Ainsi, conformément à notre critère d'examen, nous déterminerons si une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale, examinant les faits portés à sa connaissance, aurait pu ou non déterminer à bon droit qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping. Lorsqu'elle fait cette détermination, l'autorité chargée de l'enquête est tenue, en vertu de l'article 5.3, d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve figurant dans la demande. De toute évidence, l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve sont pertinentes pour la détermination de l'autorité chargée de l'enquête quant au point de savoir s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Ce n'est toutefois pas simplement le fait en soi que les éléments de preuve sont exacts et adéquats qui constitue le critère juridique au titre de l'article 5.3, mais le *caractère suffisant* de ces éléments de preuve. Pour analyser le caractère suffisant des éléments de preuve, nous pensons comme un groupe spécial antérieur que des déclarations et des affirmations qui ne sont étayées par aucun élément de preuve ne constituent pas des éléments de preuve suffisants au sens de l'article 5.3.[75]

7.61 Bien que les allégations du Brésil soient fondées sur l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*, elles soulèvent aussi des questions concernant la relation entre l'article 5.3 et d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*, en particulier l'article 2.[76] Nous relevons que cette question a été évoquée par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Guatemala – Ciment II* dans les termes suivants:

> "bien qu'il ne soit pas fait expressément mention au paragraphe 5.3 des éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping, les éléments de preuve relatifs aux trois éléments nécessaires pour imposer une mesure antidumping peuvent être inférés au paragraphe 5.3 à partir du paragraphe 5.2. Autrement dit, le paragraphe 5.2 exige que la demande contienne des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping,

[74] Rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, *supra*, note 65, paragraphes 7.91 à 7.110; rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphes 8.29 à 8.58.

[75] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphes 8.51 à 8.53.

[76] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 102 à 104 (allégation n° 4); paragraphe 132 (allégation n° 6); et paragraphes 149 et 155 (allégation n° 8).

d'un dommage et d'un lien de causalité, tandis que le paragraphe 5.3 exige des autorités qu'elles vérifient l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve afin de déterminer s'ils sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Ainsi, lorsqu'on lit le paragraphe 5.3 dans le contexte du paragraphe 5.2, les éléments de preuve dont il est fait mention au paragraphe 5.3 ne peuvent être que des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Nous observons dans un deuxième temps que les seules précisions données dans l'Accord antidumping relativement au terme "dumping" sont celles qui figurent à l'article 2. Par conséquent, pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, les autorités ne peuvent faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence de cette pratique, tels qu'ils sont exposés à l'article 2. Si nous procédons à la présente analyse, ce n'est pas dans l'intention de déterminer que l'ouverture d'une enquête contrevenait à l'article 2, mais plutôt pour établir la marche à suivre aux fins de notre examen de la détermination du Ministère selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête. Bien entendu, nous ne voulons pas donner à penser que les autorités doivent disposer, au moment d'ouvrir une enquête, d'éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, suivant la quantité et la qualité qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Une enquête antidumping est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête. Néanmoins, les éléments de preuve doivent être tels que des autorités impartiales et objectives pourraient déterminer qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête.[794"77]

---

[794] À ce sujet, nous souscrivons entièrement au raisonnement du Groupe spécial *Guatemala – Ciment I*, lorsqu'il dit:
"À notre avis, la mention à l'article 5.2 du "dumping" doit être interprétée comme se référant au dumping tel qu'il est défini à l'article 2. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les éléments de preuve présentés dans la demande doivent être de la quantité et de la qualité qui seraient nécessaires pour établir une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping. Toutefois, des éléments de preuve du **type** pertinent doivent, à notre avis, être fournis dans un cas tel que le cas d'espèce où il est évident d'après la demande que la valeur normale et le prix à l'exportation allégués dans la demande exigent des ajustements pour assurer une comparaison équitable. Au minimum, il devrait être indiqué qu'une comparaison équitable nécessite pareils ajustements." *Guatemala – Ciment I*, WT/DS60/R, paragraphe 7.64. (caractère gras dans l'original)

7.62 Nous souscrivons pleinement aux constatations de ce Groupe spécial et nous suivrons la même approche en l'espèce. Pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, une autorité chargée d'une enquête ne peut pas faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence de cette pratique, tels qu'ils sont exposés à l'article 2. Bien entendu, nous ne voulons pas donner à penser qu'une autorité chargée d'une enquête doit disposer, au moment d'ouvrir une enquête, d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, en *quantité* et de la *qualité* qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Néanmoins, les éléments de preuve doivent être tels qu'une autorité chargée d'une enquête impartiale et objective pourrait déterminer qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, pour justifier l'ouverture d'une enquête.

[77] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.35.

7.63 Gardant ces considérations à l'esprit, nous passons maintenant à l'examen des allégations formulées par le Brésil.

i) Allégation n° 2

7.64 La première question soulevée par l'allégation n° 2 est celle de savoir s'il y avait ou non des éléments de preuve suffisants portés à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'engagement de la procédure pour justifier un ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques entre les volailles éviscérées vendues en Argentine et celles qui étaient vendues au Brésil. Cette question est au centre de l'allégation selon laquelle les éléments de preuve étaient insuffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas constaté l'existence d'un dumping si elle n'avait pas procédé à l'ajustement au titre des différences alléguées dans les caractéristiques physiques. L'allégation du Brésil conteste également la conclusion à laquelle est parvenue l'autorité chargée de l'enquête au sujet du montant de l'ajustement qui a été fait.

7.65 Nous rappelons que, pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence de cette pratique, tels qu'ils sont exposés à l'article 2. Dans une allégation concernant les ajustements, le paragraphe 4 de l'article 2 est particulièrement pertinent. La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans (...) les caractéristiques physiques ..."

7.66 Nous notons par ailleurs que la question dont nous sommes saisis n'est pas de savoir si l'Argentine était tenue de procéder à un ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques pour décider d'ouvrir une enquête, mais de savoir si elle était en droit de le faire.

7.67 Nous passons maintenant à l'examen du premier argument du Brésil. Le Brésil allègue que les données relatives à la valeur normale figurant dans la demande ne portaient que sur les ventes effectuées à São Paulo. Selon lui, même si ces données indiquaient que les volailles étaient vendues à São Paulo avec la tête et les pattes, cela ne voulait pas dire que les volailles étaient vendues avec la tête et les pattes dans tout le pays. L'Argentine affirme que São Paulo est un grand centre urbain et que les ventes qui y sont effectuées sont donc représentatives de la structure de la consommation dans l'ensemble du pays. Le Brésil ne nie pas que São Paulo est un grand centre urbain. Nous rappelons qu'au moment de l'ouverture d'une enquête, une autorité chargée d'une enquête n'est pas tenue de disposer d'éléments de preuve de l'existence d'un dumping dans la quantité (ou de la qualité) qui serait nécessaire pour étayer une détermination préliminaire ou finale. Il nous paraît suffisant qu'une autorité chargée d'une enquête fonde sa décision d'ouvrir une enquête sur des éléments de preuve concernant les ventes intérieures sur un marché important du pays exportateur faisant l'objet de l'enquête, sans nécessairement avoir de données relatives aux ventes dans l'ensemble de ce pays.

7.68 Le Brésil fait aussi valoir que l'autorité chargée de l'enquête a accepté à tort une déclaration de la JOX (jointe à la demande) comme un élément de preuve indiquant que les volailles vendues à São Paulo comprenaient la tête et les pattes. Nous avons examiné la déclaration pertinente et avons constaté qu'il y était clairement indiqué que les données relatives aux prix intérieurs de la JOX fournies par le requérant, sur lesquelles s'est appuyée l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête concernaient les volailles vendues à São Paulo avec la tête et les pattes. Le

Brésil n'ayant pas contesté l'affirmation de l'Argentine selon laquelle JOX était une publication spécialisée rendant compte de l'état du marché à São Paulo, nous ne voyons pas pourquoi l'autorité chargée de l'enquête n'était pas endroit de s'appuyer sur la déclaration de la JOX.

7.69 Le Brésil fait en outre valoir que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas d'éléments de preuve suffisants indiquant que les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectaient la comparabilité des prix. Cette question est étroitement liée à l'allégation du Brésil concernant le montant de l'ajustement effectué par l'autorité chargée de l'enquête. À la lumière de la constatation que nous formulons ci-après au sujet de cette allégation, nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur l'argument du Brésil concernant le manque d'éléments de preuve sur la comparabilité des prix.

7.70 S'agissant du montant de l'ajustement, le Brésil note que l'ajustement de 9,09 pour cent effectué par l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête a été calculé sur la base des taux de rendement[78] indiqués dans la demande. Le requérant a déclaré que le taux de rendement était de 88 pour cent pour les volailles vendues (avec la tête et les pattes) au Brésil, alors qu'il était de 80 pour cent pour les volailles vendues en Argentine (sans la tête ni les pattes). Le Brésil affirme que le requérant n'a fourni aucun élément de preuve à l'appui de ces taux de rendement. En réponse à la question n° 5 du Groupe spécial, l'Argentine a déclaré que les éléments de preuve étayant l'utilisation de taux de rendement de 88 et 80 pour cent figuraient dans un rapport de la JOX reproduit dans la demande.[79] Néanmoins, après avoir procédé à un examen attentif, nous constatons que le rapport pertinent de la JOX ne contient aucun de ces éléments de preuve. De fait, le rapport de la JOX ne fait référence d'aucune manière que ce soit à des taux de rendement.

7.71 En réponse à une question additionnelle du Groupe spécial, l'Argentine a affirmé ce qui suit:

> "L'ajustement effectué par l'autorité chargée de la mise en œuvre au titre des différences entre la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et celle qui est vendue en Argentine a été indiqué par le requérant lorsqu'il a présenté la demande et appliqué par l'autorité dès l'ouverture de l'enquête, étant entendu que ces renseignements représentaient ce qui était raisonnablement à la disposition du requérant, qu'ils étaient raisonnables et que l'autorité chargée de la mise en œuvre

[78] Le taux de rendement correspond à la quantité de volaille éviscérée obtenue à partir de volaille vivante. Selon le requérant, 1 kg de volaille vivante vendu à l'intérieur du Brésil (avec la tête et les pattes) permet d'obtenir 880 grammes de volaille éviscérée (avec les abats (cœur, gésier, cou et foie), la tête et les pattes). Cela équivaut à un taux de rendement de 88 pour cent. Selon le requérant, le taux de rendement était inférieur pour les volailles exportées vers l'Argentine, parce que les volailles vendues à l'Argentine ne comprenaient pas la tête ni les pattes. Ainsi, 1 kg de volaille vivante exporté vers l'Argentine ne permet d'obtenir que 800 grammes de volaille éviscérée (avec les abats mais sans la tête ni les pattes). Cela donne un taux de rendement de 80 pour cent pour la viande de volaille exportée vers l'Argentine.

[79] Il est ressorti de la réponse de l'Argentine à la question n° 6 du Groupe spécial que les renseignements justifiant l'ajustement se trouvaient dans un numéro de la revue Aves & Ovos, jointe à la demande. Néanmoins, dans sa réponse à la question n° 68 du Groupe spécial, l'Argentine affirme que cette revue ne fournit aucun renseignement sur l'ajustement de 9,09 pour cent effectué. Nous tenons également compte de la réponse suivante de l'Argentine:

> "en ce qui concerne la valeur normale, l'élément de preuve examiné a été la publication de la JOX du 30 juin 1997 jointe à la demande, l'autorité chargée de la mise en œuvre n'ayant à cet égard rien demandé de plus." (Réponse de l'Argentine à la question n° 9 du Groupe spécial)

Cette déclaration confirme notre constatation selon laquelle l'APCDS ne disposait au moment de l'ouverture de l'enquête d'aucun élément de preuve à l'appui de la demande autre que ceux que nous avons examinés. Nous rappelons que nous avons examiné la demande et n'y avons pas trouvé d'éléments de preuve à l'appui des taux de rendement allégués pour les volailles éviscérées.

> n'avait pas connaissance d'éléments suggérant qu'ils ne devaient pas être examinés. Ayant évalué ces renseignements, l'autorité n'a pas jugé nécessaire d'en demander d'autres à cet égard, compte tenu des normes applicables aux renseignements à examiner à ce stade de l'enquête."[80]

7.72 Cela laisse entendre que, selon l'Argentine, l'autorité chargée de l'enquête était en droit de faire un ajustement sur la base des renseignements relatifs au taux de rendement figurant dans la demande simplement parce que ces renseignements "étaient raisonnables et ... l'autorité chargée de la mise en œuvre n'avait pas connaissance d'éléments suggérant qu'ils ne devaient pas être examinés". Nous ne pouvons pas admettre cette approche car, comme nous l'avons noté plus haut, des déclarations et des affirmations qui ne sont étayées par aucun élément de preuve ne constituent pas des éléments de preuve suffisants au sens de l'article 5.3. Compte tenu du manque d'éléments de preuve à l'appui des taux de rendement figurant dans la demande, et partant de l'ajustement devant être effectué, nous ne voyons pas comment une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu estimer que les renseignements relatifs au taux de rendement disponibles au moment de l'ouverture de l'enquête étaient adéquats pour étayer un ajustement de 9,09 pour cent de la valeur normale.

7.73 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'autorité chargée de l'enquête ne disposait pas de renseignements adéquats au moment de l'ouverture de l'enquête pour effectuer un ajustement de la valeur normale de 9,09 pour cent. En conséquence, bien que nous ayons rejeté les arguments du Brésil relatifs à l'adéquation des éléments de preuve concernant la nécessité de procéder à un ajustement de la valeur normale pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques entre les volailles vendues au Brésil et celles qui sont vendues en Argentine, respectivement, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil concernant l'adéquation des renseignements relatifs au montant de cet ajustement. En conséquence, nous constatons que l'Argentine a violé l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en déterminant qu'elle avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour ouvrir une enquête, parce que sa détermination de l'existence d'un dumping était fondée sur un ajustement de la valeur normale pour lequel elle n'avait pas d'éléments de preuve adéquats.[81]

ii) Allégation n° 4

7.74 Le Brésil affirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a tenu compte que des prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale pour calculer la marge de dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête. Il estime que cette méthodologie n'était pas en conformité avec l'article 5.3, lu conjointement avec l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

7.75 Au moment de l'ouverture de l'enquête, l'APCDS a calculé quatre marges de dumping.[82] Dans sa première communication écrite, l'Argentine a indiqué que la décision d'ouvrir une enquête était fondée sur la deuxième marge de dumping calculée par l'APCDS et que les trois autres marges étaient utilisées pour procéder à un complément d'analyse.[83] En réponse à une partie de la question n° 18 du Groupe spécial, l'Argentine a dit que "[l]a période utilisée pour déterminer le prix à l'exportation f.a.b. [était] celle allant de janvier à juin 1997 ainsi qu'août 1997". Comme il s'agit de la période visée par la deuxième marge de dumping calculée par l'APCDS, cela confirmerait la déclaration de l'Argentine selon laquelle la décision d'ouvrir l'enquête était fondée sur la deuxième des quatre marges calculées par l'APCDS. En conséquence, aux fins de l'analyse de l'allégation du Brésil,

---

[80] Réponse de l'Argentine à la question n° 11 a) du Groupe spécial.

[81] Nous notons l'affirmation du Brésil selon laquelle il n'y aurait pas eu de marge de dumping si l'ajustement en question n'avait pas été effectué. (Réponse du Brésil à la question n° 3 du Groupe spécial)

[82] Pièce n° 2 du Brésil, pages 12 et 13.

[83] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 80.

nous nous intéresserons essentiellement à la deuxième marge de dumping calculée par l'APCDS, puisque c'est la marge sur laquelle la décision d'ouvrir l'enquête a été fondée.

7.76 Pour calculer la deuxième marge de dumping, l'APCDS a pris pour point de départ la totalité des transactions à l'exportation enregistrées dans les statistiques d'importation officielles pour la période allant de janvier à juin 1997 et août 1997. Dans un premier temps, l'autorité chargée de l'enquête a écarté les transactions à l'exportation qui ne concernaient pas des produits "similaires" au produit visé par l'enquête.[84] Dans un deuxième temps, elle a exclu les transactions à l'exportation effectuées à un prix supérieur ou égal à la valeur normale (1,044 dollar EU le kg).[85] Dans un troisième temps, un prix à l'exportation moyen pondéré a été calculé en tenant compte uniquement des transactions effectuées à un prix inférieur à la valeur normale. En conséquence, le prix à l'exportation moyen pondéré n'était pas fondé sur la totalité des transactions à l'exportation comparables.

7.77 En examinant la compatibilité de cette méthodologie avec l'article 5.3, lu à la lumière de l'article 2.4.2, nous relevons la déclaration ci-après faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE - Linge de lit*:

> "En "ramenant à zéro" les "marges de dumping négatives", les Communautés européennes *n'*ont donc *pas* dûment tenu compte de l'ensemble des prix de *certaines* transactions à l'exportation, à savoir celles portant sur des modèles de linge de lit en coton pour lesquels des "marges de dumping négatives" avaient été établies. Les Communautés européennes ont plutôt traité ces prix à l'exportation comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils étaient. Cela a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping. Par conséquent, les Communautés européennes *n'*ont *pas* établi "l'existence de marges de dumping" en ce qui concerne le linge de lit en coton sur la base d'une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - c'est-à-dire *toutes* les transactions portant sur *tous* les modèles ou types du produit visé par l'enquête. Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui *ne* tient *pas* dûment compte des prix de *toutes* les transactions à l'exportation comparables - comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend - *n'*est *pas* une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2."[86] (italique dans l'original)

7.78 Nous partageons l'analyse faite par l'Organe d'appel. Nous notons que l'Organe d'appel examinait avant tout la pratique de la "réduction à zéro". La pratique adoptée par l'Argentine en l'espèce est plus pernicieuse que celle de la réduction à zéro, parce qu'elle ne consiste pas simplement à ramener à zéro la valeur des comparaisons concernant certaines transactions à l'exportation, mais exclut totalement certains prix à l'exportation de la moyenne pondérée, de sorte que le prix à l'exportation moyen pondéré utilisé par l'autorité chargée de l'enquête est encore plus bas qu'il ne le serait au moyen de la réduction à zéro. Il ne fait pour nous aucun doute que, si la pratique de la réduction à zéro est incompatible avec l'article 2.4.2, la pratique de l'Argentine consistant à faire totalement abstraction de certaines transactions à l'exportation serait également incompatible avec l'article 2.4.2 parce qu'elle n'établit pas de comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables. À notre avis, l'utilisation d'une telle pratique ne permettrait pas à une autorité chargée d'une enquête objective et

[84] Réponse de l'Argentine à la question n° 19 du Groupe spécial.
[85] Réponse de l'Argentine à la question n° 11 b) du Groupe spécial.
[86] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE - Linge de lit*"), WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001, paragraphe 55.

impartiale de conclure à bon droit qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête.

7.79 L'Argentine affirme que la méthodologie utilisée par l'APCDS a aussi été utilisée par d'autres Membres de l'OMC.[87] Même à supposer pour les besoins de l'argumentation que l'Argentine a raison, cet argument est dénué de pertinence. En l'espèce, nous devons déterminer la conformité de la méthodologie de l'Argentine (et non de celle d'autres Membres de l'OMC) à la lumière des dispositions pertinentes de l'*Accord antidumping*.

7.80 L'Argentine fait aussi valoir que "[c]e qu'il faut savoir [au moment de l'ouverture de l'enquête] c'est qu'il y a eu des transactions faisant l'objet de pratiques de dumping qui, de ce point de vue, justifient l'ouverture d'une enquête".[88] Nous croyons comprendre que l'Argentine fait valoir que, pour ouvrir une enquête, une autorité chargée d'une enquête doit seulement s'assurer qu'il y a eu un dumping, en ce sens que certaines transactions ont fait l'objet d'un dumping. Nous ne partageons pas ce point de vue. Nous rappelons que, "pour déterminer s'il y a ou non des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête, une autorité chargée d'une enquête ne peut faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence [d'un dumping], tels qu'ils sont exposés à l'article 2".[89] Une détermination de l'existence d'un dumping devrait être établie au sujet du produit dans son ensemble, pour une période donnée, et non pour des transactions individuelles concernant ce produit. Une autorité chargée d'une enquête ne peut donc pas faire abstraction de transactions à l'exportation au moment de l'ouverture de l'enquête uniquement parce qu'elles sont effectuées à un prix égal ou supérieur à la valeur normale. Faire abstraction de ces transactions ne permet pas de disposer d'une base appropriée pour déterminer s'il y a ou non des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture de l'enquête.

7.81 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'Argentine a violé l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en ouvrant son enquête sans disposer d'une base appropriée pour conclure qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture de l'enquête.

iii) Allégation n° 6

7.82 L'APCDS a établi la valeur normale sur la base d'une publication de la JOX indiquant le prix de la viande de volaille pour un jour – le 30 juin 1997 – alors que le prix à l'exportation correspondait à une période de plusieurs mois en 1997.[90] La question dont nous sommes saisis est celle de savoir si une comparaison entre une valeur normale pour un jour et un prix à l'exportation pour une période de plusieurs mois constitue une base appropriée pour déterminer s'il y a ou non des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête.

7.83 Nous rappelons que, pour déterminer qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas faire entièrement abstraction des éléments qui laissent entrevoir l'existence de cette pratique, tels qu'ils sont exposés à l'article 2. En particulier,

[87] Voir la note de bas de page 85, *supra*.
[88] *Ibid.*
[89] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.35.
[90] Nous relevons que l'APCDS a calculé quatre marges de dumping différentes à partir de *quatre* prix à l'exportation différents. Nous observons aussi que la détermination de l'existence d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping était fondée sur une comparaison entre la valeur normale pour le 30 juin 1997 et le prix à l'exportation pour la période allant de janvier à juin 1997 et août 1997, comme il est indiqué au paragraphe 7.75 *supra*. Gardant ces observations à l'esprit, nous examinerons dans le cadre de cette allégation la question de savoir si une comparaison entre des renseignements sur la valeur normale pour le 30 juin 1997 et des données sur le prix à l'exportation pour janvier à juin 1997 et août 1997 satisfait aux prescriptions énoncées à l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*.

nous relevons que l'article 2.4 prescrit qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale pour des ventes "effectuées à des dates aussi voisines que possibles". Pour interpréter l'expression "effectuées à des dates aussi voisines que possibles" dans le contexte de l'article 2.4, il nous paraît utile de nous référer à la constatation ci-après formulée par le Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*:

> "Nous considérons donc que, dans le cadre des comparaisons de moyenne pondérée à moyenne pondérée, l'obligation de procéder à une comparaison entre des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible exige *d'une manière générale* que les périodes sur la base desquelles la valeur normale moyenne pondérée et le prix à l'exportation moyen pondéré sont calculés soient les mêmes." (italique dans l'original)[91]

7.84 La constatation ci-dessus concerne une détermination finale d'une marge de dumping alors que la présente allégation concerne une détermination, préalable à l'ouverture d'une enquête, du caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dumping. Au moment de l'ouverture d'une enquête, une autorité chargée d'une enquête n'a pas besoin d'être en possession de la même quantité et de la même qualité d'éléments de preuve que celles qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping. Néanmoins, puisque des éléments de preuve du même *type* sont requis au moment de l'ouverture d'une enquête et pour une détermination préliminaire ou finale, il devrait y avoir, à notre avis, un chevauchement important des périodes examinées pour que la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation soit équitable au sens de l'article 2.4. Nous considérons toutefois que l'article 5.3, lu à la lumière de l'article 2.4, ne peut pas être interprété comme exigeant que les données relatives à la valeur normale et au prix d'exportation portent sur des périodes identiques. La quantité des éléments de preuve de l'existence d'un dumping requise au moment de l'ouverture d'une enquête serait sinon la même que celle qui est requise pour une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping. Nous considérons donc qu'une autorité chargée d'une enquête pourrait se conformer aux prescriptions de l'article 5.3 même si les périodes retenues aux fins de la comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et un prix d'exportation moyen pondéré ne sont pas identiques.

7.85 Pour un produit comme les volailles éviscérées, qui fait l'objet de nombreuses transactions journalières, nous ne sommes pas convaincus que des données relatives aux ventes intérieures pour un jour permettent un chevauchement suffisant avec des données relatives au prix d'exportation pour plusieurs mois aux fins de l'article 5.3. L'Argentine affirme que le prix intérieur pour un jour indiquait la tendance des prix de la viande de volaille vendue à São Paulo pendant une période plus longue. Si tel avait été le cas, l'utilisation de la valeur normale pour un jour aurait pu être compatible avec l'article 5.3. L'Argentine n'a toutefois mis en avant aucun élément de preuve dans le dossier laissant entendre que l'autorité chargée de l'enquête considérait effectivement que les éléments de preuve relatifs à la valeur normale pour un jour indiquaient la tendance des prix intérieurs de la viande de volaille. En outre, nous notons que les éléments de preuve sur lesquels elle s'est appuyée pour alléguer que les données concernant les prix pour un jour indiquaient une tendance des prix concernaient les volailles vivantes et non éviscérées.[92] Bien que l'Argentine ait fait valoir dans la présente procédure que la stabilité du prix d'un intrant (volailles vivantes) conduirait à la stabilité du prix du produit fini (volailles éviscérées), elle n'a désigné aucun élément de preuve tendant à indiquer qu'au moment de l'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête a considéré que la stabilité

[91] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*, *supra*, note 65, paragraphe 6.121.

[92] Voir la réponse de l'Argentine à la question n° 12 du Groupe spécial: "on peut lire dans [la] marge de droite [du texte du rapport de la JOX du 30 juin 1997], dans la traduction faite par le CEPA, que: "… la production du marché parallèle à l'intérieur de São Paulo est nettement inférieure, ce qui a maintenu le prix sur un terrain très ferme …", ce qui montre qu'il n'a pas beaucoup varié, mais est resté stable". (non souligné dans l'original)

des prix des volailles vivantes entraînerait la stabilité des prix des volailles éviscérées. En conséquence, l'argument de l'Argentine doit être rejeté.

7.86 Nous reconnaissons donc le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en ouvrant l'enquête sans disposer d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une l'enquête.

iv) Allégation n° 8

7.87 Le Brésil fait valoir que les périodes utilisées aux fins de l'établissement des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage au moment de l'ouverture de l'enquête ne coïncidaient pas et, partant, l'existence d'un lien de causalité ne pouvait pas avoir été dûment établie.

7.88 Nous sommes d'avis que nous n'aurions à examiner cette allégation que si l'autorité chargée de l'enquête avait eu des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage - les deux éléments nécessaires pour procéder à une détermination de l'existence d'un lien de causalité - pour justifier l'ouverture de l'enquête visant les volailles éviscérées en provenance du Brésil. Nous rappelons toutefois qu'à notre avis, l'autorité chargée de l'enquête ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture de cette enquête. Étant parvenus à cette conclusion, nous n'avons pas à examiner l'allégation du Brésil concernant le lien de causalité.

c) Conclusion

7.89 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous constatons que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête.

2. Caractère suffisant de la demande – Allégations n° 1 et 5

a) Arguments des parties

i) Allégation n° 1

7.90 Le Brésil affirme que l'Argentine a violé l'article 5.2 de l'*Accord antidumping* en ouvrant son enquête sur la base d'une demande qui ne satisfaisait pas aux prescriptions de cette disposition. Il affirme que l'article 5.2 prescrit qu'une demande comporte des "éléments de preuve" de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Il affirme en outre qu'une allégation ou des renseignements fournis dans la demande, sans pièces justificatives, ne constituent pas des éléments de preuve au regard de l'article 5.2. À son avis, la demande qui a abouti à l'ouverture de l'enquête concernant les volailles éviscérées en provenance du Brésil ne contenait pas d'éléments de preuve pour étayer un ajustement au titre des caractéristiques physiques allégué par le requérant. Le Brésil reconnaît que la demande contenait un rapport de la JOX daté du 30 juin 1997, qui étayait prétendument la demande d'ajustement du requérant. Il a relevé plusieurs problèmes dans le rapport de la JOX. Il fait valoir que ce rapport ne constitue pas un élément de preuve qui justifie l'ajustement. Il affirme aussi qu'il n'a été présenté aucun élément de preuve montrant que la comparabilité des prix serait affectée et que le taux de rendement proposé par le requérant était justifié.

7.91 L'Argentine affirme que le requérant a fourni tous les éléments de preuve nécessaires en ce qui concerne la valeur normale et le prix à l'exportation, ainsi que les éléments de preuve pertinents pour procéder aux ajustements nécessaires à l'établissement d'une comparaison équitable entre la valeur normale et la valeur à l'exportation. Elle affirme aussi que le requérant a présenté, dans sa

demande, les documents qui étaient à sa disposition. Elle soutient également que celui qui demande l'ouverture d'une enquête n'est pas tenu de prouver d'une manière indubitable l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, puisque la détermination finale de ces éléments est du ressort de l'autorité chargée de l'enquête. En ce qui concerne la question de l'ajustement, elle affirme que le requérant a communiqué le rapport de la JOX où figuraient des renseignements sur les prix intérieurs des volailles éviscérées au Brésil. À son avis, les éléments de preuve fournis sont une valeur représentative tirée d'une publication spécialisée pour une période donnée. Étant donné que le rapport de la JOX indiquait que les volailles éviscérées étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes et que les volailles exportées vers l'Argentine ne comprenaient pas ces parties, l'Argentine a conclu qu'il était nécessaire de procéder à un ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques.

7.92 Le Brésil convient avec l'Argentine que la quantité et la qualité des éléments de preuve requis avant d'ouvrir une enquête doivent nécessairement être moindres que celles qui sont requises pour établir une détermination finale. Il affirme toutefois que les éléments de preuve pertinents du "type" qui est nécessaire pour justifier l'ouverture d'une enquête sont les mêmes que pour faire une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, bien que la qualité et la quantité soient moindres.

ii) Allégation n° 5

7.93 Le Brésil fait valoir que les données présentées par le requérant dans la demande et utilisées pour calculer la marge de dumping étaient incompatibles avec l'article 5.2 de deux manières. Premièrement, il affirme que, parce que les renseignements fournis sur la valeur normale et le prix à l'exportation concernaient des transactions qui n'avaient pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible, la demande ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.2. Comme à son avis la date des transactions de vente peut avoir des incidences sur la comparabilité des prix d'exportation et des transactions sur le marché intérieur, il fait valoir que l'établissement de la valeur normale en se fondant sur un jour seulement (30 juin 1997) ne peut pas servir de paramètre pour une comparaison équitable avec le prix à l'exportation déterminé pour deux périodes de plus de 30 jours chacune (de janvier à juin 1997 pour l'une et août 1997 pour l'autre), dont aucune n'incluait le seul jour utilisé pour établir la valeur normale. Deuxièmement, le Brésil fait valoir que les renseignements relatifs à la valeur normale pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997 étaient raisonnablement à la disposition du requérant, vu que celui-ci a fourni le 26 juillet 1999 des renseignements mis à jour relatifs à la valeur normale pour la période allant de 1998 à janvier 1999.

7.94 En dehors des observations générales évoquées au paragraphe 7.92 *supra*, l'Argentine affirme que l'article 5.2 n'exige pas du requérant qu'il fournisse des éléments de preuve de la valeur normale pour toute la période pour laquelle des éléments de preuve de la valeur à l'exportation ont été fournis. À son avis, il est clair et logique que la quantité et la qualité des renseignements qui peuvent être à la disposition du requérant en ce qui concerne les prix sur le marché du pays exportateur ne soient pas les mêmes que pour le prix à l'exportation.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.95 Nous rappelons que nous avons conclu que la détermination de l'APCDS selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête était incompatible avec l'article 5.3. Pour cette raison, nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 5.2 concernant le caractère suffisant de la demande.

7.96 Bien que nous ne jugions pas nécessaire de formuler des constatations sur les allégations du Brésil au titre de l'article 5.2, nous notons que les communications des parties soulevaient la question de savoir dans quelle mesure – le cas échéant – l'article 5.2 imposait des obligations aux Membres, par opposition aux requérants. Nous avons donc demandé aux parties leurs vues sur la question. Le Brésil a répondu ce qui suit:

> "L'article 5.2 de l'Accord antidumping prescrit qu'une demande comporte des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Concrètement, la demande doit contenir les renseignements exigés aux points i) à iv) de l'article 5.2. Nous ne pouvons pas supposer, au vu des termes employés à l'article 5.2, que ces obligations sont imposées au requérant. La partie pertinente de l'article 5.2 dispose ce qui suit:
>
> > "(...) une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. (...)". (non souligné dans l'original)
>
> Le **jugement** concernant le caractère suffisant des éléments de preuve pour que soient satisfaites les prescriptions du paragraphe de l'article 5.2 est fait par l'autorité chargée de l'enquête et non par le requérant. Après tout, il n'appartient pas au requérant de juger si les éléments de preuve qu'il a fournis dans la demande sont suffisants pour satisfaire aux prescriptions de l'article 5.2.
>
> Par ailleurs, l'OMC et les Accords de l'OMC prévoient les obligations et les droits des **Membres** de l'OMC. Par conséquent, l'Accord antidumping impose aussi des obligations aux **Membres** de l'OMC et non pas à certaines parties intéressées par une enquête. Nous ne pouvons donc pas inférer que les obligations énoncées à l'article 5.2 sont des obligations incombant au requérant et non à l'autorité chargée de l'enquête.
>
> En vertu de l'article 5.2 de l'Accord, l'autorité chargée de l'enquête doit vérifier la demande pour voir si les renseignements exigés par cet article y figurent. Pour qu'elle accepte une demande, elle doit **juger** si les renseignements et les éléments de preuve figurant dans la demande sont suffisants pour satisfaire aux prescriptions énoncées aux points i) à iv) de l'article 5.2. À un stade ultérieur, et une fois que la demande a été jugée et acceptée par l'autorité comme répondant aux prescriptions de l'article 5.2, l'article 5.3 de l'Accord impose une autre obligation à l'autorité chargée de l'enquête. Il s'agit de l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête."[93] (souligné et caractère gras dans l'original)

7.97 L'Argentine a répondu ce qui suit:

> "L'Argentine considère que l'Accord impose des obligations aux Membres. En principe, son article 5.2 leur impose une obligation quant aux renseignements qui doivent être fournis avec la demande d'ouverture d'une enquête. En d'autres termes,

[93] Réponse du Brésil à la question n° 2 du Groupe spécial.

cet article indique les renseignements qui doivent être fournis par le secteur concerné à l'appui de sa demande d'ouverture d'une enquête."[94]

7.98 Les deux parties sont donc d'accord pour dire que l'article 5.2 impose des obligations aux Membres. Sans nous prononcer sur la question, nous n'excluons pas la possibilité que l'article 5.2 puisse obliger les Membres à vérifier que les demandes contiennent des éléments de preuve, et non une simple affirmation, de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. En particulier, dans les cas où les requérants proposent des ajustements de la valeur normale, l'article 5.2 pourrait obliger les Membres à vérifier que ces ajustements sont étayés par des éléments de preuve, et non par une simple affirmation. Cette obligation pourrait déboucher sur le rejet des demandes ne satisfaisant pas aux prescriptions de l'article 5.2. Bien que les Membres puissent choisir de combler d'éventuelles lacunes dans la demande[95], ils ne sont pas obligés de le faire.

3. Fait de ne pas avoir rejeté la demande – Allégations n° 3, 7 et 31

7.99 Ces allégations sont formulées au titre de l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*. Les allégations n° 3 et 7 portent sur la question de savoir si la demande aurait dû ou non être rejetée en raison de l'absence d'éléments de preuve suffisants relatifs au dumping. L'allégation n° 31 porte sur la question de savoir si la demande aurait dû ou non être rejetée en raison de l'absence d'éléments de preuve suffisants relatifs au dommage.

a) Arguments des parties

i) Allégations n° 3 et 7

7.100 Dans les allégations n° 3 et 7, le Brésil soutient que la demande ne contenait aucun élément de preuve substantiel à l'appui de l'ajustement effectué par l'APCDS au titre des différences dans les caractéristiques physiques, ou du taux de rendement utilisé pour faire cet ajustement. Elle ne contenait pas non plus d'éléments de preuve suffisants pour établir la valeur normale. Compte tenu de ce qui précède, le Brésil fait valoir que la demande aurait dû être rejetée parce que les éléments de preuve relatifs au dumping étaient insuffisants pour justifier la poursuite de l'enquête. Selon lui, le fait de ne pas avoir rejeté la demande constituait une violation de l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*.

7.101 L'Argentine affirme que, puisque le requérant avait fourni tous les documents qui étaient à sa disposition et que l'autorité chargée de l'enquête en avait examiné l'exactitude et l'adéquation, il n'y avait aucune raison que l'autorité chargée de la mise en œuvre rejette la demande.

ii) Allégation n° 31

7.102 Le Brésil affirme que la CNCE a rendu une détermination (Acte n° 405) datée du 7 janvier 1998 indiquant que la demande contenait des éléments de preuve relatifs au dommage insuffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Il estime que, conformément à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*, la demande aurait alors dû être rejetée, parce que c'est à ce moment que l'autorité chargée de l'enquête a été "convaincue" que les éléments de preuve relatifs au dommage n'étaient pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure.

7.103 L'Argentine affirme que, suite à la détermination de la CNCE figurant dans l'Acte n° 405, le requérant a présenté de nouveaux éléments de preuve. Elle attire l'attention sur l'article 60 du Règlement d'application de la Loi nationale sur les procédures administratives qui dispose que

[94] Réponse de l'Argentine à la question n° 2 du Groupe spécial.
[95] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment I*, *supra*, note 73, paragraphe 7.53.

l'organe compétent doit intervenir à nouveau dans la procédure si un fait nouveau se produit ou est porté à sa connaissance. Elle attire aussi l'attention sur un avis rendu par le Département juridique du MEyOSP selon lequel, avant toute démarche, le Secrétaire devrait demander à la CNCE d'intervenir à nouveau pour se prononcer sur le caractère suffisant (du point de vue du dommage) des nouveaux renseignements présentés par le requérant. À la lumière de ce qui précède, elle conclut que les autorités argentines n'auraient pas agi en conformité avec le droit interne si elles avaient rejeté la demande suite à la détermination rendue par la CNCE dans l'Acte n° 405 et, partant, n'avaient pas examiné les nouveaux éléments de preuve présentés par le requérant le 17 février 1998. En outre, l'Argentine affirme qu'en plus d'être contraire au droit administratif interne, le rejet de la demande et le classement du dossier en janvier 1998 (conformément aux conclusions exposées dans l'Acte n° 405) auraient porté préjudice aux droits individuels du requérant avec toutes les conséquences administratives qu'un tel acte aurait comportées.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.104 Nous commencerons par analyser l'allégation n° 31.

i) Allégation n° 31

7.105 Pour nous prononcer sur l'allégation n° 31, nous devons déterminer si, suite à la conclusion du 7 janvier 1998 de la CNCE figurant dans l'Acte n° 405, selon laquelle les éléments de preuve relatifs au dommage n'étaient pas suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête, la demande aurait dû être rejetée.

7.106 La partie pertinente de l'article 5.8 de l'*Accord antidumping* est ainsi libellée:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure."

7.107 L'Argentine applique un système antidumping dédoublé, comme il est expliqué d'une manière plus détaillée au paragraphe 7.122 *infra*. Alors que la DCD (anciennement l'APCDS) enquête sur les questions relatives au dumping, la CNCE enquête sur les questions relatives au dommage. Cette division des tâches s'applique à la fois au moment de l'examen (préalable à l'ouverture d'une enquête) de la demande et pendant toute enquête ultérieure. Bien que seul le Secrétaire soit habilité à décider d'ouvrir ou non une enquête[96], il ne peut pas décider d'ouvrir une enquête si la CNCE ou la DCD/APCDS ont constaté que les éléments de preuve relatifs au dommage ou au dumping, respectivement, étaient insuffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. En l'espèce, la CNCE a rendu l'Acte n° 405 le 7 janvier 1998 établissant que la demande ne contenait pas d'éléments de preuve relatifs au dommage suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.[97] Le Secrétaire a reçu la détermination de la CNCE le 9 janvier 1998.[98] Nous rappelons que, en cas d'évaluation négative de la demande par la CNCE, le Secrétaire n'a pas le droit d'ouvrir une enquête. En conséquence, à partir du moment où le Secrétaire a reçu l'évaluation négative de la demande établie par la CNCE, il aurait dû être convaincu que les éléments de preuve relatifs au dommage n'étaient pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure.[99] Aussi, conformément à l'article 5.8, il aurait dû rejeter la demande "dès qu'"il a reçu l'Acte n° 405 de la CNCE daté du 7 janvier 1998. Mais, au lieu de cela, il

[96] Réponse de l'Argentine à la question n° 70 du Groupe spécial.
[97] Pièce n° 3 du Brésil.
[98] Voir *supra* la note 96.
[99] Aucun des éléments de preuve versés au dossier n'indique que le Secrétaire a demandé au requérant des renseignements additionnels à ce stade ou même qu'il aurait été habilité à le faire.

a gardé le dossier ouvert, décidant ultérieurement d'ouvrir l'enquête après la communication de renseignements additionnels par le requérant. Le Secrétaire n'a donc pas satisfait aux prescriptions de l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*.

7.108 L'Argentine fait valoir que le rejet de la demande "dès que" l'évaluation négative de la CNCE a été reçue aurait été contraire au droit administratif interne et aurait porté préjudice aux droits individuels du requérant, avec toutes les conséquences administratives qu'un tel acte aurait comportées.[100] Cela ne modifie pas notre conclusion selon laquelle l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 en l'espèce. Nous considérons que le droit interne d'un Membre de l'OMC ne dispense pas ce Membre de s'acquitter de ses obligations au titre des accords de l'OMC. En accédant à l'OMC, l'Argentine s'est engagée à être liée par les règles que renferme l'*Accord antidumping* et notre mandat consiste à examiner dans quelle mesure l'Argentine s'est conformée à ces règles. Le fait de ne pas respecter l'article 5.8 ne peut pas être justifié sur la base de dispositions du droit interne incompatibles avec l'Accord. L'article XVI:4 de l'*Accord sur l'OMC* prévoit explicitement que chaque Membre "assurera la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec ses obligations telles qu'elles sont énoncées dans les Accords figurant en annexe". Nous notons qu'un point de vue similaire a été exprimé par le Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*.[101] En ce qui concerne l'observation de l'Argentine selon laquelle le rejet de la demande en janvier 1998 aurait porté préjudice aux droits individuels du requérant, nous relevons que rien dans l'*Accord antidumping* n'aurait empêché le requérant de déposer une demande additionnelle après le rejet de sa demande initiale. Pour cette raison, nous rejetons l'argument selon lequel le rejet de la demande en janvier 1998 aurait porté préjudice aux droits individuels du requérant.

7.109 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que, en ne rejetant pas la demande "dès que" l'évaluation négative de la CNCE a été reçue, le Secrétaire a violé l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*.

ii) Allégations n° 3 et 7

7.110 Les allégations n° 3 et 7 formulées par le Brésil reposent sur une constatation de violation au titre des allégations n° 1, 2, 5 et 6. En d'autres termes, le Brésil affirme que, si la manière dont les autorités chargées de l'enquête ont traité la demande et la décision d'ouvrir une enquête constituent des violations de l'article 5.2 et 5.3 de l'*Accord antidumping*, ces autorités n'auraient, de toute façon, jamais dû ouvrir l'enquête et auraient dû au contraire rejeter la demande conformément à l'article 5.8.

7.111 Nous rappelons que nous avons conclu au paragraphe 7.89 *supra* que l'Argentine avait violé l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête. Étant donné que les éléments factuels sur lesquels reposent les allégations n° 3 et 7 sont identiques à ceux qui étayent les allégations n° 2 6, et que nous avons déjà constaté que ces circonstances factuelles constituaient une violation de l'article 5.3, il n'est pas nécessaire d'examiner les allégations n° 3 et 7 du Brésil.

c) Conclusion

7.112 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 5.8 en ne rejetant pas la demande "dès que" le Secrétaire a reçu l'évaluation négative de la CNCE (sous la forme de l'Acte n° 405) le 9 janvier 1998.

[100] Réponse de l'Argentine à la question n° 16 du Groupe spécial.
[101] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.83.

4. Examen simultané des éléments de preuve et fait de ne pas avoir rejeté la demande - Allégation n° 9

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.113 Le Brésil affirme que les périodes couvertes par les données utilisées afin d'examiner si les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête étaient différentes. Il allègue que, tandis que la période prise en compte pour établir si les éléments de preuve relatifs au dumping étaient suffisants portait sur des parties de 1996 et de 1997, la période prise en compte pour établir si les éléments de preuve relatifs au dommage étaient suffisants finissait en juin 1998. De l'avis du Brésil, l'utilisation de périodes différentes pour la collecte des données en ce qui concerne le dumping et le dommage pour décider d'ouvrir l'enquête était incompatible avec l'article 5.7 de l'*Accord antidumping* de deux manières. Premièrement, le Brésil affirme que la période pour la collecte des données relatives au dumping aurait dû être prolongée pour englober toute la période prise en compte aux fins du dommage, c'est-à-dire jusqu'en juin 1998. À son avis, le fait que des périodes différentes ont été examinées montre que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage n'ont pas été examinés simultanément pour décider si l'enquête serait ouverte ou non. Deuxièmement, le Brésil affirme que l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 5.7 en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage dans la même décision d'ouvrir l'enquête. Il fait valoir que l'APCDS a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping dans son rapport du 7 janvier 1998. Il affirme que la CNCE a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête le 22 septembre 1998, après avoir examiné les renseignements additionnels fournis par le requérant. Cela montre, d'après le Brésil, que les éléments de preuve relatifs au dommage ont été examinés plus de huit mois après les éléments de preuve relatifs au dumping, ce qui est contraire à l'article 5.7 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil fait valoir que, pour que l'Argentine ait satisfait à la prescription de l'article 5.7, une nouvelle détermination de l'existence d'un dumping tenant compte des renseignements additionnels relatifs au dumping présentés par le requérant le 17 février 1998 aurait dû avoir lieu le 22 septembre 1998, date à laquelle la CNCE a décidé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace d'un dommage grave.

7.114 L'Argentine fait valoir que le fait que les dates des rapports dans lesquels l'APCDS et la CNCE ont constaté qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'une menace de dommage sont différentes ne signifie pas que, au moment de se prononcer sur l'ouverture de l'enquête, les autorités argentines n'ont pas examiné simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage.

7.115 Les États-Unis, en tant que tierce partie, font valoir que l'argumentation du Brésil repose sur une interprétation erronée du terme "simultanément" au sens où ce terme est employé à l'article 5.7. À leur avis, considéré dans son contexte, le terme "simultanément" figurant à l'article 5.7 se rapporte au terme "examinés" et non à l'expression "éléments de preuve". Les États-Unis estiment donc que l'obligation prévue à l'article 5.7 est d'examiner les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage simultanément (par exemple, dans des enquêtes parallèles), et non d'examiner des éléments de preuve recueillis à partir de périodes simultanées (ou identiques).

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.116 La question dont nous sommes saisis est de savoir si l'Argentine a violé l'article 5.7 en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage pour décider si une enquête serait ouverte ou non. Le Brésil présente deux arguments principaux à l'appui de son allégation. Premièrement, les périodes sur lesquelles portaient les données utilisées pour déterminer si les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage étaient suffisants pour

justifier l'ouverture de l'enquête antidumping étaient différentes. Deuxièmement, le Brésil fait valoir que la prescription de l'article 5.7 ne pouvait pas avoir été satisfaite parce que les autorités argentines ont examiné les éléments de preuve relatifs au dommage et au dumping à des dates différentes.

7.117 La partie pertinente de l'article 5.7 dispose ce qui suit:

> "Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément *a)* pour décider si une enquête sera ouverte ou non ..."

7.118 À notre avis, l'article 5.7 impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation procédurale d'examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage dont elle dispose, plutôt que séquentiellement, entre autres choses pour décider si une enquête sera ouverte ou non. Nous sommes d'avis que l'article 5.7 ne porte pas sur le fond de la décision d'ouvrir une enquête, qui est traité dans l'article 5.3 de l'*Accord antidumping*. Nous relevons qu'un groupe spécial précédent a formulé un point de vue identique sur la question.[102]

7.119 Nous passons au premier argument présenté par le Brésil. Celui-ci affirme que les périodes couvertes par les données utilisées pour déterminer si les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête étaient différentes. En d'autres termes, il semble faire valoir que l'article 5.7 prescrit qu'un Membre s'assure que ses autorités chargées d'une enquête examinent les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage provenant de périodes simultanées. Nous ne souscrivons pas à l'interprétation du Brésil. Conformément à ce que nous avons indiqué au paragraphe 7.118 *supra*, nous rappelons que l'article 5.7 n'impose qu'une obligation procédurale aux autorités du Membre importateur. Nous ne considérons pas que l'article 5.7 impose des obligations de fond. En substance, le Brésil fait valoir que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage doivent porter sur des périodes simultanées. Nous considérons que cet argument a trait au fond des éléments de preuve examinés par les autorités pour décider si une enquête sera ouverte ou non, et non au moment de l'examen en soi. L'argument du Brésil sort donc du champ d'application de l'obligation énoncée à l'article 5.7. En conséquence, nous rejetons le premier argument du Brésil.

7.120 Le deuxième argument avancé par le Brésil est que la prescription de l'article 5.7 ne pouvait pas avoir été satisfaite parce que les autorités argentines ont examiné les éléments de preuve relatifs au dommage et au dumping à des dates différentes. Nous rappelons que la CNCE a tout d'abord constaté en janvier 1998 que la demande ne contenait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage, alors que l'APCDS a constaté qu'elle contenait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping. Comme suite à la détermination de la CNCE, le requérant a présenté des éléments de preuve additionnels actualisés relatifs au dumping et au dommage en février 1998. Le Secrétaire a transmis à la CNCE les éléments de preuve additionnels actualisés relatifs au dommage, mais il n'a pas transmis à l'APCDS les éléments de preuve additionnels actualisés relatifs au dumping. Aussi, lorsque la CNCE a constaté en septembre 1998 que les éléments de preuve additionnels actualisés relatifs au dommage étaient suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, cette constatation était fondée sur des renseignements plus récents que ceux qui figuraient dans la détermination de janvier 1998 de l'APCDS (fondée sur des données relatives au dumping figurant dans la demande initiale) selon laquelle il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping. Puisque l'argument du Brésil concerne le moment où les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage ont été examinés, il entre en principe dans le champ

[102] Le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a été d'avis que "l'article 5.7 oblige[ait] les autorités à examiner simultanément, plutôt que séquentiellement, les éléments de preuve dont elles dispos[aient] au sujet du dumping et du dommage" et que "l'observation de cette prescription n'[était] absolument pas tributaire du caractère matériel de ces éléments de preuve". (non souligné dans l'original) (Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.67)

d'application de l'obligation procédurale énoncée à l'article 5.7. Nous devons à présent déterminer si l'Argentine s'est ou non conformée à cette obligation. Pour examiner cette question, nous déterminerons d'abord ce qu'il faut entendre par "décider si une enquête sera ouverte ou non", et nous passerons ensuite à la question de savoir si les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage ont été examinés simultanément pour prendre cette décision.

7.121 Le Brésil fait valoir qu'il y a eu en fait deux décisions aux fins de l'article 5.7: l'une prise par l'APCDS en janvier 1998 et l'autre prise par la CNCE en septembre 1998. L'Argentine fait valoir qu'il n'y a eu qu'une seule décision sur le point de savoir si une enquête serait ouverte ou non, et qu'elle a été prise par le Secrétaire le 20 janvier 1999.[103] Elle reconnaît que cette décision est fondée sur les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage que le Secrétaire a reçues de l'APCDS et de la CNCE, respectivement. En premier lieu, nous considérons que le fait de "décider si une enquête sera ouverte ou non" doit être une décision prise avant l'ouverture d'une enquête ou au moment de l'ouverture d'une enquête, parce que l'objectif est de déterminer si une enquête sera ouverte ou non. Nous relevons par ailleurs que dans la version anglaise de l'article 5.7, le terme "décision" est utilisé au singulier et non au pluriel. Cela signifie, à notre sens, qu'il y a normalement une décision dans laquelle l'autorité compétente du Membre importateur détermine si une enquête sera ouverte ou non. Nous estimons que c'est *seulement* dans cette décision, et *non* dans d'autres décisions, que l'autorité chargée de l'enquête compétente doit examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage.

7.122 Cela étant dit, nous devons examiner les faits pertinents en l'espèce. L'argument du Brésil consiste à dire que la prescription de l'article 5.7 ne pouvait pas avoir été satisfaite parce que les autorités argentines ont examiné les éléments de preuve relatifs au dommage et au dumping à des dates différentes. Pour comprendre le fonctionnement du système argentin, nous avons posé plusieurs questions à l'Argentine.[104] Celle-ci a expliqué qu'elle appliquait un système dédoublé, dans lequel l'APCDS - actuellement la DCD – et la CNCE examinaient le dumping et le dommage, respectivement. Étant donné cette séparation, au stade préalable à l'ouverture d'une enquête, ces deux organismes examinent séparément les éléments de preuve dont ils disposent et déterminent s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage, respectivement, pour justifier l'ouverture d'une enquête. Ces déterminations distinctes sont envoyées par les deux organismes à l'autorité chargée de décider si une enquête sera ouverte ou non, à savoir le Secrétaire. Compte tenu des explications reçues des parties, il nous semble clair qu'en Argentine le Secrétaire est l'autorité habilitée à décider si une enquête antidumping sera ouverte ou non. À cet égard, nous relevons que la partie pertinente de l'article 37 du Décret n° 2121/94 dispose que "le Sous-Secrétariat au commerce extérieur et la Commission nationale du commerce extérieur (...) communiquent leurs conclusions au Secrétariat au commerce et aux investissements, lequel décidera (...) [de] l'ouverture de l'enquête ...".[105] Le Brésil reconnaît que "le MEOSP [est] l'autorité qui a rendu la décision d'ouvrir l'enquête".[106] Si le MEyOSP –- par l'intermédiaire du Secrétaire – est l'autorité qui a la charge de décider si une enquête sera ouverte ou non, c'est par rapport à la décision du Secrétaire d'ouvrir ou non une enquête au sujet de la viande de volaille en provenance du Brésil que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage auraient dû être examinés simultanément. L'argument du Brésil selon lequel la prescription de l'article 5.7 ne pouvait pas avoir été satisfaite parce que l'APCDS et la CNCE ont examiné les éléments de preuve relatifs au dommage et au dumping à des dates différentes doit donc être rejeté, parce que les déterminations établies par l'APCDS et par la CNCE n'étaient pas assujetties aux prescriptions de l'article 5.7. Si le Secrétaire, qui est l'autorité compétente, a examiné les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage simultanément pour prendre sa décision

[103] Pièce n° 7 du Brésil.

[104] Questions n° 15, 22 et 23.

[105] Document notifié par l'Argentine et disponible sur le site Web de l'OMC (http://www.wto.org) sous la cote G/ADP/N/1/ARG/1-G/SCM/N/1/ARG/1.

[106] Réponse du Brésil à la question n° 22 du Groupe spécial.

d'ouvrir une enquête, la prescription de l'article 5.7 est satisfaite. Le Brésil n'a pas fait valoir que le Secrétaire n'avait pas satisfait à cette prescription.

7.123 Enfin, le Brésil a fait valoir que, pour que l'Argentine ait satisfait à la prescription de l'article 5.7, une nouvelle détermination de l'existence d'un dumping tenant compte des renseignements actualisés présentés par le requérant en février 1998 aurait dû être faite le 22 septembre 1998 (date à laquelle la CNCE a rendu sa détermination concernant les données additionnelles relatives au dommage présentées par le requérant en février 1998).[107] Nous ne partageons pas le point de vue du Brésil. Nous rappelons que l'article 5.7 n'impose pas d'obligation de fond. Dans la mesure où cet argument concerne le fond de la décision, il doit être rejeté. Néanmoins, même si cet argument était de nature procédurale, nous rappelons que le Secrétaire est *l'*autorité qui a la charge de décider si une enquête sera ouverte ou non et, par conséquent, c'est la décision du Secrétaire – et non celle de la CNCE ou de l'APCDS – qui doit être considérée comme constituant le fait de "décider si une enquête sera ouverte ou non" au sens de l'article 5.7. Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'Argentine n'a pas violé l'article 5.7 de l'*Accord antidumping* simplement parce que les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage faites par l'APCDS et la CNCE, respectivement, ont été rendues à des dates différentes.

c) Conclusion

7.124 Pour les raisons susmentionnées, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.7 en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage pour décider si une enquête serait ouverte ou non.

5. Fait de ne pas avoir adressé de notification aux exportateurs connus – Allégation n° 10

a) Arguments des parties

7.125 Le Brésil affirme que l'article 12.1 exige, outre un avis au public, qu'une notification soit adressée (à certaines parties intéressées et au Membre exportateur) lorsque les autorités sont convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'avis a été rendu public au moment de la publication de la Résolution n° 11 annonçant l'ouverture de l'enquête le 25 janvier 1999. Le Brésil affirme qu'il a reçu notification de l'ouverture d'une enquête le 1er février 1999. Cinq exportateurs brésiliens (Avipal, Frangosul, Nicolini, Sadia et Seara) ont aussi reçu notification de l'ouverture d'une enquête au moyen de communications émanant de la CNCE et de la DCD datées du 10 et du 16 février 1999, respectivement. Le Brésil affirme qu'un autre groupe de sept exportateurs (Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão) n'ont reçu notification de l'ouverture de l'enquête qu'en septembre 1999, alors même qu'au moins cinq de ces sept exportateurs étaient connus de la CNCE et de l'APCDS en janvier 1999. À cet égard, il relève que le rapport du 7 janvier 1999 énumérait dix exportateurs brésiliens, y compris Catarinense, Chapecó, Comaves, Minuano et Perdigão. Il fait valoir que la notification de septembre 1999 adressée à ces sept exportateurs n'était pas conforme à la prescription de l'article 12.1 parce qu'elle n'a pas été faite "lorsque les autorités [ont été] convaincues que les éléments de preuve [étaient] suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping".

7.126 L'Argentine affirme que la Résolution n° 11 portant ouverture de l'enquête a été publiée au Journal officiel le 25 janvier 1999. Elle affirme qu'elle a notifié au Brésil l'ouverture de l'enquête par une note datée du 1er février 1999 adressée à la Mission du Brésil en Argentine. Dans cette communication, elle sollicitait la collaboration des autorités brésiliennes "afin d'identifier les producteurs/exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête". L'Argentine affirme que la DCD a notifié aux exportateurs Avipal, Frangosul, Nicolini, Sadia et Seara l'ouverture de l'enquête le

[107] *Ibid.*

16 février 1999. Elle affirme en outre que, par la voie de la réponse au questionnaire d'un importateur datée du 21 avril 1999, elle a appris que sept autres exportateurs brésiliens avaient un intérêt dans l'enquête. Ces exportateurs étaient Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão. L'Argentine affirme que l'importateur a demandé aux autorités argentines de prendre contact avec ces exportateurs. Suite à cette demande, la DCD a pris contact avec Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano et Perdigão le 15 septembre 1999 et leur a demandé des renseignements. L'Argentine fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête a satisfait à la prescription de l'article 12.1 concernant l'avis au public et la notification aux parties intéressées (exportateur ou producteur étranger) au sujet desquelles elle avait connaissance du fait qu'elles avaient un intérêt, telles que le gouvernement brésilien, et qu'il aurait été impossible d'adresser une notification aux parties dont l'intérêt dans l'enquête n'était pas connu. Elle affirme qu'elle a demandé son aide au gouvernement brésilien pour informer les parties pouvant être intéressées de l'ouverture de l'enquête. Elle fait valoir qu'une notification doit être adressée aux parties qui sont considérées comme intéressées au sens de l'article 6.11, et qui sont connues et identifiées de telle sorte que cette notification soit rendue possible et identifiées en tant que parties intéressées. S'agissant de la déclaration du Brésil selon laquelle l'Argentine a implicitement reconnu qu'elle connaissait certains exportateurs en les énumérant dans le rapport du 7 janvier 1998, l'Argentine a dit que ces exportateurs n'avaient pas été suffisamment identifiés pour que les questionnaires pertinents puissent leur être envoyés.

7.127 Le Brésil affirme que l'article 12.1 impose aux autorités chargées de l'enquête du Membre importateur, et non aux autorités du Membre exportateur l'obligation d'adresser une notification aux parties intéressées. Il note que l'Argentine essaie de partager cette obligation avec le Brésil lorsqu'elle indique qu'elle a adressé une notification aux autorités brésiliennes et sollicité leur collaboration pour identifier les producteurs et les exportateurs. Il affirme qu'il n'a jamais reçu de communication des autorités argentines demandant de tels renseignements sur les cinq exportateurs spécifiques identifiés dans le rapport du 7 janvier 1998. Le Brésil fait en outre valoir que l'argument de l'Argentine selon lequel l'autorité ne doit adresser de notification qu'aux parties qui s'estiment intéressées par l'enquête, au sens de l'article 6.1.1, est insoutenable. Le Brésil demande comment une partie peut se présenter en tant que partie intéressée si elle ne sait même pas qu'une enquête a été ouverte. Selon lui, c'est précisément la raison pour laquelle l'article 12.1 prescrit à l'autorité d'adresser une notification aux parties intéressées dont elle a connaissance.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.128 La question dont nous sommes saisis est de savoir si l'Argentine s'est conformée ou non à ses obligations de notification au titre de l'article 12.1 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão. Comme toujours, nous commençons par la disposition pertinente de l'*Accord antidumping*, qui en l'espèce est l'article 12.1. La partie pertinente de cet article dispose ce qui suit:

> "Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification ..."

7.129 L'article 12.1 prescrit aux autorités du Membre importateur de notifier l'ouverture d'une enquête au(x) Membre(s) dont les produits font l'objet de l'enquête. Il prescrit également à ces autorités d'adresser une notification aux "autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt" dans l'enquête. En ce qui concerne le moment choisi pour la notification, l'article 12.1 dispose que la notification aura lieu lorsque les autorités du Membre

importateur seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5.

7.130 Pour examiner cette question, nous devons d'abord établir si les exportateurs considérés étaient ou non des "parties intéressées" au sens de l'article 12.1. Si tel était le cas, nous devons ensuite examiner si l'autorité chargée de l'enquête avait ou non connaissance de leur intérêt.

7.131 L'expression "parties intéressées" est définie à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*. Nous estimons qu'il est approprié de suivre la définition figurant à l'article 6.11 parce que cette définition est expressément donnée aux fins de l'*Accord antidumping* dans son ensemble, y compris par conséquent l'article 12.1. Conformément à l'article 6.11 i), les exportateurs ou les producteurs étrangers d'un produit faisant l'objet d'une enquête constituent des "parties intéressées". Dans un appendice joint à la demande du CEPA du 2 septembre 1997, un tableau provenant de l'Associação Paulista de Avicultura désignait Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão comme exportateurs de volailles entières vers l'Argentine.[108] Par conséquent, sur la base des éléments de preuve dont elle disposait au moment de l'enquête, il est établi *prima facie* que ces exportateurs étaient des "parties intéressées" au sens de l'article 6.11, et donc de l'article 12.1. Par définition, les "parties intéressées" ont nécessairement un intérêt dans l'enquête. Les éléments de preuve dont disposait l'autorité chargée de l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête établissent par ailleurs *prima facie* que l'autorité chargée de l'enquête avait connaissance de l'intérêt de ces exportateurs, puisqu'ils étaient expressément identifiés dans ces éléments de preuve. Il y a donc des éléments de preuve *prima facie* selon lesquels ces exportateurs étaient des "parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête [avaient] un intérêt" dans l'enquête. En conséquence, il est établi *prima facie* que ces exportateurs auraient dû recevoir une notification conformément à l'article 12.1.

7.132 L'Argentine affirme qu'elle n'a pas été en mesure d'adresser une notification à ces exportateurs parce que ses autorités ne disposaient pas des coordonnées nécessaires. À l'appui de cette affirmation, l'Argentine se réfère à une lettre datée du 1er février 1999 adressée à l'ambassade du Brésil en Argentine, dans laquelle les autorités sollicitaient la collaboration du Brésil "afin d'identifier les producteurs/exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête et de leur communiquer les demandes de renseignements jointes pour qu'ils puissent fournir au gouvernement argentin les renseignements demandés concernant le produit visé par l'enquête".[109] À notre avis, cette lettre n'étaye pas l'argument de l'Argentine selon lequel elle ne pouvait pas adresser une notification au titre de l'article 12.1 aux exportateurs susmentionnés parce qu'elle ne disposait pas des coordonnées nécessaires. En revanche, cette lettre nous montre que les autorités argentines n'ont pas traité les exportateurs susmentionnés comme des parties qui, "à [leur] connaissance … [avaient] un intérêt" dans l'enquête. Si elles les avaient traités comme tels, ces exportateurs auraient été spécifiquement identifiés et leurs coordonnées spécifiquement demandées dans cette lettre. Au lieu de cela, la lettre ne formulait qu'une demande générale d'aide sans faire référence aux exportateurs spécifiques en question. Nous admettons qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles une autorité chargée d'une enquête peut ne pas disposer de renseignements suffisants lui permettant d'adresser une notification à toutes les parties intéressées qui, à sa connaissance, ont un intérêt dans l'enquête. À cet égard, le fait qu'un exportateur, "à la connaissance" de l'autorité chargée de l'enquête, a un intérêt dans une enquête ne signifie pas nécessairement que ladite autorité a "connaissance" de renseignements suffisants concernant l'exportateur de sorte qu'elle puisse adresser la notification au titre de l'article 12.1. En d'autres termes, le fait de connaître l'intérêt d'un exportateur dans une enquête ne signifie pas nécessairement que l'on connaît les coordonnées de cet exportateur. Dans de telles circonstances, nous considérons toutefois que la nature de l'obligation de notification énoncée à l'article 12.1 est telle que l'autorité chargée de l'enquête devrait faire tous les efforts raisonnables possibles pour obtenir les

[108] Pièce n° 1 du Brésil, page 190.
[109] Pièce n° III de l'Argentine, pages 729 et 730.

coordonnées nécessaires. Envoyer une lettre ne formulant qu'une demande d'aide de caractère très général, sans préciser les exportateurs dont les coordonnées sont nécessaires, ne répond pas à l'exigence de déployer tous les efforts raisonnables possibles.

7.133 L'Argentine soutient également que "l'ouverture d'une enquête est un acte administratif à caractère général, raison pour laquelle elle est publiée au Journal officiel, ce qui constitue une notification suffisante de portée générale".[110] En d'autres termes, l'Argentine laisse entendre qu'en satisfaisant à la prescription voulant qu'un avis d'ouverture d'une enquête soit publié, elle a satisfait à l'obligation de notifier. Nous ne partageons pas ce point de vue. L'article 12.1 impose clairement deux obligations distinctes, l'une de notifier et l'autre de rendre un avis public. Ces obligations distinctes doivent toutes deux être observées dans toute enquête donnée. En conséquence, nous rejetons l'argument de l'Argentine.

7.134 Nous avons conclu que Catarinence, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão auraient dû recevoir une notification conformément à l'article 12.1. Bien que des questionnaires aient été envoyés à certains de ces exportateurs le 15 septembre 1999, nous ne comprenons pas pourquoi l'Argentine fait valoir que cette communication constitue la notification aux fins de l'article 12.1. En tout état de cause, nous sommes d'avis qu'une communication présentée environ huit mois après l'ouverture d'une enquête ne satisferait pas aux prescriptions de l'article 12.1. Cet article dispose qu'une notification doit être adressée "lorsque" les autorités sont convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Le terme "when" (lorsque) est défini entre autres choses par "as soon as" (dès que).[111] Ainsi, l'article 12.1 exige que la notification soit faite *dès que* les autorités sont convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Une notification faite environ huit mois après l'ouverture d'une enquête ne satisfait manifestement pas à cette prescription de diligence.

c) Conclusion

7.135 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine a violé l'article 12.1 de l'*Accord antidumping* en ne notifiant pas l'ouverture de l'enquête à Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão.

6. Fait de ne pas avoir ménagé un délai de 30 jours pour répondre au questionnaire/Fait de ne pas avoir fourni le questionnaire relatif au dommage – Allégation n° 11

a) Arguments des parties

7.136 Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* parce que i) l'autorité chargée de l'enquête a ménagé à CCLP, Catarinense, Chapecó, Comaves, Minuano, Perdigão et Penabranca un délai de 20 jours seulement pour répondre au questionnaire et ii) ces exportateurs n'ont jamais reçu le questionnaire relatif au dommage établi par la CNCE.

7.137 L'Argentine reconnaît que la DCD a pris contact avec certains exportateurs brésiliens le 15 septembre 1999.[112] Dans ces communications, la DCD demandait à ces exportateurs brésiliens de présenter des éléments de preuve indiquant, entre autres choses, les prix de vente sur le marché intérieur, les prix à l'exportation et les coûts.[113] L'Argentine affirme que la DCD a envoyé les formulaires du questionnaire à seule fin de satisfaire adéquatement aux prescriptions générales et de

[110] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 167.
[111] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 1595.
[112] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 127, 133 et 134.
[113] Réponse de l'Argentine à la question n° 28 du Groupe spécial.

permettre aux exportateurs de joindre tous autres renseignements qu'ils jugeaient importants.[114] Selon l'Argentine, un seul de ces sept exportateurs, Catarinense, a répondu au questionnaire. L'Argentine allègue qu'elle a non seulement ménagé aux exportateurs brésiliens un délai de plus de 30 jours pour répondre aux questionnaires, mais aussi fait droit à leurs demandes de prorogation en accordant ces prorogations chaque fois que cela était réalisable.[115]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.138 Cette allégation se rapporte à des communications qui auraient été envoyées aux sept exportateurs suivants: CCLP, Catarinense, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão. Nous sommes saisis de deux questions. Premièrement, nous devrons déterminer si la DCD a manqué à son obligation de ménager à certains exportateurs brésiliens un délai de 30 jours pour répondre au questionnaire relatif au dumping qu'elle leur avait envoyé.[116] La deuxième question dont nous sommes saisis consiste à savoir si le questionnaire de la CNCE relatif au dommage aurait également dû être envoyé aux sept exportateurs identifiés par le Brésil.

7.139 Nous commençons notre analyse de la première question par l'examen du texte de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*:

> "Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping. Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable." (note de bas de page de l'original omise)

7.140 Tel qu'il est libellé, l'article 6.1.1 est simple. En conformité avec la première phrase de cette disposition, un délai *d'au moins* 30 jours doit être ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping. Puisque la deuxième phrase de l'article 6.1.1 envisage des prorogations du délai de 30 jours prévu dans la première phrase dudit article, ce délai est un minimum absolu qui doit être accordé aux exportateurs dès le départ. Autrement dit, toute prorogation vient s'ajouter au délai initial (minimum) de 30 jours prévu dans la première phrase.

7.141 Le Brésil allègue que les demandes de renseignements que Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano et Perdigão ont reçues le 15 septembre 1999 constituent des questionnaires relevant de l'article 6.1.1, et que cette disposition a été violée parce qu'un délai de 20 jours seulement a été ménagé à ces exportateurs pour répondre aux questionnaires. L'Argentine ne nie pas avoir demandé des renseignements le 15 septembre 1999 à ces exportateurs. Selon elle, les renseignements demandés "consistaient entre autres choses, en prix de vente sur le marché intérieur, prix à l'exportation et coûts".[117] L'Argentine ne nie pas non plus avoir envoyé à ces exportateurs un

---

[114] *Ibid.*

[115] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 134.

[116] S'agissant de Penabranca, le Brésil a affirmé que cet exportateur avait reçu une notification de la DCD le 15 septembre 1999 et qu'il lui avait été accordé 20 jours pour répondre au questionnaire. Cependant, le Brésil a affirmé avoir été dans l'impossibilité de trouver la notification adressée par la DCD à Penabranca parmi les documents de l'enquête auxquels il avait accès. Le Brésil n'a donc pas communiqué de copies d'une éventuelle documentation envoyée à Penabranca par les autorités argentines. Nous rappelons que le Brésil, en tant que plaignant, est tenu d'établir *prima facie* l'existence d'une violation. Le Brésil ne nous a pas montré, ni ne nous a renvoyé à un document quelconque versé au dossier prouvant que Penabranca ne s'est vu accorder que 20 jours pour répondre au questionnaire. Aussi considérons-nous que le Brésil n'a pas établi *prima facie* que la DCD n'avait pas accordé à Penabranca au moins 30 jours pour répondre au questionnaire de la DCD relatif au dumping.

[117] Réponse de l'Argentine à la question n° 28 du Groupe spécial.

exemplaire du questionnaire qu'elle avait adressé aux autres exportateurs/producteurs étrangers au début de son enquête. Elle affirme avoir agi ainsi "à seule fin de répondre de manière adéquate aux prescriptions générales et de permettre aux exportateurs de joindre tout autre renseignement qui leur paraîtrait important".[118] Seul un des exportateurs contacté le 15 septembre 1999 a répondu à la demande de renseignements de la DCD. Il l'a fait en répondant aux onze sections du questionnaire joint à ladite demande de renseignements. Cet exportateur a donc bien compris qu'on lui avait demandé de répondre au questionnaire de la DCD. En pareilles circonstances, nous considérons que les demandes de renseignements envoyées aux exportateurs brésiliens le 15 septembre 1999 se présentaient sous la forme de "questionnaires" au sens de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping*.

7.142 S'agissant du temps accordé à CCLP, Catarinense, Chapecó, Comaves, Minuano et Perdigão pour répondre aux questionnaires, il nous faut observer que l'argument de l'Argentine sur cette question soulève des incertitudes. D'une part, en réponse à la question n° 31 du Groupe spécial, l'Argentine a indiqué ce qui suit: "Les exportateurs ont droit à 30 jours et les 30 jours sont accordés. L'alternative examinée par le Groupe spécial consistant à accorder initialement une période plus courte, puis à porter le nombre de jours à 30 n'est pas le système appliqué par l'Argentine. Ce qu'a dit l'autorité chargée de la mise en œuvre, c'est qu'outre les 30 jours elle a accordé les prorogations demandées. Il est entendu que les délais accordés pour répondre aux demandes doivent être fonction de la nature et de la complexité de celles-ci. C'est pourquoi le délai de base de 30 jours pour répondre à la totalité du questionnaire servant de fondement à l'enquête à son début est approprié." D'autre part, les communications adressées à ces exportateurs brésiliens montrent qu'il leur a été accordé 20 jours pour envoyer leurs réponses à l'autorité chargée de l'enquête.[119] L'Argentine n'a pas nié cela. Sur la base des faits qui nous sont soumis, il est donc pour nous indubitable que la DCD n'a accordé qu'une période initiale de 20 jours pour les réponses au questionnaire pertinentes.

7.143 L'Argentine fait également valoir que le délai ménagé pour fournir les réponses voulues au questionnaire était suffisant aux fins de l'article 6.1.1 parce que seul un des exportateurs contactés par la DCD le 15 septembre 1999 (Catarinense) a répondu au questionnaire; les autres soit n'exportaient pas le produit visé vers l'Argentine (CCLP et Chapecó), soit ne se montraient pas intéressés par l'enquête et n'ont pas présenté de renseignements (Comaves, Minuano et Perdigão).[120] Nous ne voyons pas la pertinence de ce fait. Selon la prescription énoncée dans la première phrase de l'article 6.1.1, un délai d'au moins 30 jours doit être ménagé aux exportateurs ou aux producteurs pour répondre au questionnaire, qu'ils choisissent effectivement de le faire ou non.

7.144 Puisque la DCD n'a pas ménagé aux exportateurs contactés le 15 septembre 1999 un délai initial d'au moins 30 jours pour répondre aux questionnaires qu'elle avait envoyés, l'Argentine n'a pas respecté la prescription énoncée dans la première phrase de l'article 6.1.1.

7.145 La deuxième question dont nous sommes saisis est de savoir si l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* exigeait de la CNCE qu'elle fasse parvenir son questionnaire relatif au dommage aux sept exportateurs identifiés par le Brésil.[121] Selon notre interprétation de la première phrase de l'article 6.1.1, si les questionnaires sont envoyés aux exportateurs ou aux producteurs étrangers, un

[118] Réponse de l'Argentine à la question n° 28 du Groupe spécial. Voir également la pièce n° 13 du Brésil et les sections VII.3.1 à VII.3.6 de la pièce n° 15 du Brésil.

[119] Pièce n° 13 du Brésil.

[120] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 133 et deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 41.

[121] Nous notons qu'au paragraphe 212 de sa première communication écrite, le Brésil affirme que "la CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs de l'enquête …". Toutefois, nous ne pensons pas que le Brésil allègue que l'Argentine a agi en violation de l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* au motif que la CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs de l'ouverture de l'enquête. À notre avis, une telle allégation serait sans fondement car l'article 6.1.1 n'est de toute évidence pas une disposition qui concerne la notification de l'ouverture d'une enquête.

délai d'au moins 30 jours leur sera ménagé pour répondre. La première phrase de cet article n'indique toutefois pas quels questionnaires devraient être envoyés aux exportateurs ou aux producteurs étrangers. Par conséquent, le fait de ne pas envoyer un questionnaire particulier aux exportateurs ou aux producteurs étrangers ne constitue pas une violation de l'article 6.1.1.

7.146 Enfin, l'Argentine affirme que le Brésil n'a pas contesté pendant l'enquête les circonstances qui constituent le fondement de l'allégation dont nous sommes saisis.[122] Toutefois, le fait qu'un argument n'a pas été formulé dans le contexte de l'enquête, en particulier un argument ayant trait à une violation d'une disposition procédurale de *l'Accord antidumping*, n'empêche pas une partie de présenter cet argument à un stade ultérieur dans une procédure de groupe spécial de l'OMC.[123] Nous observons que l'Argentine n'a pas fait valoir que la question ne nous était pas soumise à bon droit ou ne relevait pas de notre mandat.

c) Conclusion

7.147 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine a violé l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle n'a pas ménagé à Catarinense, CCLP, Chapecó, Comaves, Minuano et Perdigão un délai d'au moins 30 jours pour répondre au questionnaire relatif au dumping de la DCD. Nous concluons en outre que l'Argentine n'a pas violé l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* en n'envoyant pas le questionnaire relatif au dommage de la CNCE aux exportateurs identifiés par le Brésil.

7. Fait de ne pas avoir mis dans les moindres délais les éléments de preuve à la disposition de certains exportateurs brésiliens – Allégation n° 12

a) Arguments des parties

7.148 Le Brésil allègue que, parce que la DCD et la CNCE n'ont pas informé Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão de l'ouverture de l'enquête ni de la nécessité de présenter des réponses, les éléments de preuve présentés par écrit par d'autres parties intéressées n'ont pas été mis dans les moindres délais à la disposition de ces sept exportateurs. De l'avis du Brésil, ces éléments de preuve ne pouvaient pas être mis facilement ni immédiatement à la disposition de ces exportateurs s'ils ont reçu une notification de participer huit mois après l'ouverture de l'enquête et après l'établissement d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Le Brésil fait en outre valoir que les sociétés qui savent qu'une enquête est en cours constituent des "parties intéressées participant à l'enquête" même si elles ne portent aucun intérêt à l'enquête. Le Brésil dit que Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Perdigão et Penabranca ne savaient *pas* qu'une enquête était en cours avant de recevoir une notification des autorités huit mois après l'ouverture de celle-ci.

---

[122] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 136 et deuxième déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 44.

[123] À cet égard, nous observons qu'un argument semblable à celui que l'Argentine a formulé devant nous a été examiné par deux groupes spéciaux du GATT, à savoir *États-Unis – Droits antidumping sur le saumon norvégien* et *États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*. Dans ces deux affaires, les groupes spéciaux ont constaté que rien ne permettait de refuser d'examiner une allégation présentée par un signataire dans une procédure de règlement des différends simplement parce que l'objet de l'allégation n'avait pas été soulevé devant les autorités chargées de l'enquête dans le cadre du droit interne. (Rapport du Groupe spécial, *Imposition de droits antidumping sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège* ("*États-Unis – Droits antidumping sur le saumon norvégien*"), adopté le 27 avril 1994, IBDD, S41/I/254, paragraphe 349 et rapport du Groupe spécial, *Imposition de droits compensateurs sur les importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège* ("*États-Unis – Droits compensateurs sur le saumon norvégien*"), adopté le 28 avril 1994, IBDD, S41/II/662, paragraphe 218.)

7.149 L'Argentine répond que la DCD et la CNCE ont respecté la prescription énoncée à l'article 6.1.2 parce qu'elles ont mis dans les moindres délais à la disposition des parties intéressées participant à l'enquête les éléments de preuve présentés par écrit par d'autres parties intéressées. L'Argentine affirme que la DCD et la CNCE auraient difficilement pu mettre les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées participant à l'enquête à la disposition des sept exportateurs brésiliens si ces exportateurs ne faisaient pas partie de l'enquête. L'Argentine avait l'obligation de mettre dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée, ce qu'ont fait la DCD et la CNCE, affirme l'Argentine.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.150 La question dont nous sommes saisis est de savoir si les autorités chargées de l'enquête étaient tenues de mettre les éléments de preuve présentés par d'autres parties intéressées à la disposition de Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão.

7.151 L'article 6.1.2 de l'*Accord antidumping* est ainsi libellé:

> "Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée seront mis dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête." (non souligné dans l'original)

7.152 Nous croyons comprendre que l'article 6.1.2 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation de mettre dans les moindres délais les éléments de preuve à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête.

7.153 Nous observons que l'article 6.1.2 fait référence non pas aux "parties intéressées" mais aux "parties intéressées participant à l'enquête". Par conséquent, l'expression "parties intéressées" est nuancée par le terme "participant".[124] À notre avis, si les rédacteurs avaient eu l'intention d'étendre l'obligation imposée par l'article 6.1.2 à toutes les parties intéressées telles qu'elles sont définies à l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*, ils n'auraient pas inclus le terme "participant". Nous devons d'abord déterminer le sens ordinaire du terme "participant". Nous notons que l'expression "parties (…) participant à l'enquête" est employée à l'article 6.1.2. Le sens ordinaire du terme "participate" (participer) est "share or take part (in)" (partager ou prendre part (à)).[125] Cette définition du terme "participant" nous donne à penser que, pour participer à une enquête, une partie doit entreprendre une action quelconque.[126] À notre avis, le simple fait qu'une partie intéressée a connaissance d'une enquête en cours ne fait pas de cette partie une partie intéressée "participant à l'enquête" au sens de l'article 6.1.2, à moins que cette partie ne prenne part activement à l'enquête. Par conséquent, nous devons examiner, au vu du dossier dont nous sommes saisis, si les exportateurs identifiés par le Brésil prenaient part activement à l'enquête. À cet égard, le Brésil affirme que ces exportateurs ne savaient même pas que l'enquête existait jusqu'à ce qu'ils soient contactés par la DCD le 15 septembre 1999.[127] Nous considérons que s'ils ne savaient même pas que l'enquête existait, ils

[124] Étant donné les termes employés à l'article 6.1.2, nous ne pouvons souscrire à une interprétation de cette disposition qui ne tient aucun compte du membre de phrase "participant à l'enquête".

[125] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 996.

[126] Aux fins de l'article 6.1.2, nous sommes d'avis que l'expression "parties intéressées" devrait être interprétée en fonction de l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*. Par conséquent, nous constatons que l'expression "parties intéressées" employée à l'article 6.1.2 inclut "un exportateur ou un producteur étranger (...) d'un produit faisant l'objet d'une enquête", comme les exportateurs brésiliens Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão.

[127] "Le Brésil réaffirme que les exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et PenaBranca ne **savaient pas** que l'enquête était en cours jusqu'à ce qu'ils soient avisés par

ne pouvaient absolument pas participer à cette enquête au sens de l'article 6.1.2 de l'*Accord antidumping*.[128] Puisque les exportateurs en question ne "participaient" pas à l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas tenue de mettre dans les moindres délais à leur disposition les éléments de preuve présentés par écrit par d'autres parties intéressées.

c) Conclusion

7.154 Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.1.2 en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition de Catarinence, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées qui étaient concernées par l'enquête.

8. Droit d'une partie intéressée de défendre ses intérêts – Allégation n° 13

a) Arguments des parties

7.155 Le Brésil fait valoir que Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão n'ont pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts en violation de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil affirme qu'un délai de 20 jours seulement a été ménagé à ces exportateurs pour répondre au questionnaire, contrairement à l'article 6.1.1. Le Brésil affirme en outre que la CNCE n'a pas notifié à ces exportateurs l'ouverture de l'enquête et ne leur a pas fait parvenir les questionnaires relatifs au dommage. Enfin, le Brésil fait valoir que, puisque ces exportateurs n'ont reçu une notification de l'enquête et de la nécessité de présenter des réponses au questionnaire que huit mois après l'ouverture de l'enquête, les éléments de preuve présentés par d'autres parties intéressées n'ont pas été mis à leur disposition dans les moindres délais.

7.156 L'Argentine répond qu'une fois l'enquête commencée, elle a mis les documents relatifs à la procédure en cause à la disposition de parties intéressées comme les exportateurs et les autorités brésiliennes. L'Argentine affirme que les parties intéressées autorisées pouvaient consulter le dossier et en obtenir un exemplaire à tout moment. Toute autre partie intéressée qui estimait avoir un intérêt en la matière pouvait se présenter aux bureaux de l'autorité chargée de l'enquête avec une demande de consultation du dossier. En ce qui concerne la question de l'envoi de la notification de l'ouverture de l'enquête à certains exportateurs le 15 septembre 1999, l'Argentine fait valoir que l'obligation de rendre un avis public et d'adresser une notification aux parties intéressées s'applique seulement aux parties qui, à la connaissance des autorités, ont un intérêt dans l'enquête. L'Argentine affirme qu'il aurait été impossible d'adresser une notification aux parties au sujet desquelles on n'avait pas

---

les autorités, huit mois après son ouverture." (souligné et caractère gras dans l'original) (réponse du Brésil à la question n° 32 du Groupe spécial) Nous rappelons que le Brésil n'a pas produit d'éléments de preuve établissant que la DCD avait pris contact avec Penabranca le 15 septembre 1999 (voir la note 116 ci-dessus). Cela n'est toutefois pas pertinent pour la question de savoir si Penabranca participait ou non à l'enquête.

[128] Le Brésil fait valoir que si l'autorité chargée de l'enquête ne notifie pas l'ouverture de l'enquête à un producteur étranger ou un exportateur, la prescription énoncée à l'article 6.1.2 ne peut absolument pas être respectée. Nous ne sommes pas de cet avis étant donné que les bénéficiaires de l'obligation prévue à l'article 6.1.2 sont différents des bénéficiaires de l'obligation prévue à l'article 12.1. L'article 6.1.2 s'applique aux parties intéressées "participant à l'enquête", tandis que l'article 12.1 s'applique aux parties intéressées "qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt" dans l'enquête. Par conséquent, une violation de l'article 12.1 n'entraîne pas automatiquement une violation de l'article 6.1.2. Le fait que les parties intéressées ne participaient pas à l'enquête parce qu'elles n'avaient pas reçu une notification de l'ouverture de l'enquête ne change pas le fait que les bénéficiaires des obligations prévues aux articles 12.1 et 6.1.2 sont différents. Nous considérons que les exportateurs brésiliens ne savaient pas que l'enquête existait parce qu'ils n'avaient pas reçu une notification en conformité avec l'article 12.1 de l'*Accord antidumping*. Nous rappelons que nous avons fait des constatations séparées à propos de l'allégation n° 10 au paragraphe 7.135 *supra* relativement à cette question.

connaissance du fait qu'elles avaient un intérêt en la matière. À cet égard, l'Argentine affirme que l'autorité chargée de l'enquête a adressé au gouvernement brésilien une notification de l'ouverture de l'enquête et lui a demandé sa coopération afin d'identifier les producteurs/exportateurs intéressés. L'Argentine affirme que les autorités brésiliennes n'ont pas informé l'autorité chargée de l'enquête de l'intérêt allégué des exportateurs ayant reçu une notification le 15 septembre 1999 et dont le droit en tant que défendeurs avait, selon le Brésil, été compromis. L'Argentine conclut que la manière dont les autorités chargées de l'enquête ont donné aux parties intéressées accès à la procédure n'a manifestement compromis d'aucune façon le droit d'accès au dossier et encore moins le droit en tant que défendeur.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.157 Le Brésil a soulevé trois allégations au titre de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping*. Une de ces allégations concerne le fait que la CNCE n'aurait pas adressé de notification à certains exportateurs et ne leur aurait pas fourni le questionnaire relatif au dommage envoyé aux autres exportateurs. Après avoir soigneusement examiné la question, nous constatons qu'il n'y a pas de référence à cette allégation dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil.[129] En conséquence, cette allégation n'entre pas dans le cadre de notre mandat.

7.158 En ce qui concerne les deux allégations au titre de l'article 6.2 qui entrent dans le cadre de notre mandat, la question dont nous sommes saisis est de savoir si Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão n'ont pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts parce que a) la DCD ne leur a pas ménagé un délai d'au moins 30 jours pour répondre au questionnaire relatif au dumping, et b) la DCD et la CNCE n'ont pas mis dans les moindres délais à leur disposition les éléments de preuve présentés par d'autres parties intéressées.

7.159 La partie pertinente de l'article 6.2 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts."

7.160 Les parties conviennent que, bien que l'article 6.2 impose clairement aux autorités chargées de l'enquête le devoir général de s'assurer que les parties intéressées ont toutes possibilités pendant une enquête antidumping de défendre leurs intérêts, il ne donne aucune indication spécifique sur les dispositions que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre dans la pratique.[130] Nous partagerons cet avis.[131] Nous partageons également l'avis de groupes spéciaux antérieurs[132] et de

---

[129] La partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (document WT/DS241/3, section B.4) est libellée comme suit:

> "La DCD n'a pas ménagé à certains des exportateurs le délai fixé légalement pour répondre aux questionnaires. La DCD n'a pas non plus mis dans les moindres délais à la disposition de ces exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par d'autres parties intéressées. En ne ménageant pas à ces exportateurs un délai suffisant pour répondre aux questionnaires et en ne mettant pas à disposition dans les moindres délais les éléments de preuve présentés par d'autres parties intéressées, la DCD n'a pas donné à ces exportateurs toutes possibilités de défendre leurs intérêts lors de l'enquête, violant ainsi l'**article 6.1.1, 6.1.2 et 6.2**." (caractère gras dans l'original)

[130] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 222 et première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 150.

[131] Nous faisons observer qu'un point de vue similaire a été exprimé par le Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*. (Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.162)

[132] Voir par exemple le rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.162 et le rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Loi antidumping de 1916 – Plainte des*

l'Organe d'appel[133] dans la mesure où nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que nous examinions les allégations formulées au titre de l'article 6.2 quand nous avons déjà fait des constatations concernant la conduite qui violerait l'article 6.2 au titre d'autres dispositions plus spécifiques de l'*Accord antidumping*.

7.161 Par conséquent, nous examinerons uniquement les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article 6.2 dans la mesure où nous n'avons pas fait de constatations concernant la situation factuelle en cause au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui portent spécifiquement sur cette situation. En ce qui concerne l'argument du Brésil selon lequel la DCD n'a pas ménagé à CCLP, Catarinense, Chapecó, Comaves, Minuano, Penabranca et Perdigão un délai d'au moins 30 jours pour répondre au questionnaire relatif au dumping, nous rappelons que nous avons fait des constatations au titre de l'article 6.1.1.[134] Nous avons également fait des constatations au sujet de l'affirmation du Brésil selon laquelle la DCD et la CNCE n'ont pas mis dans les moindres délais à la disposition de Catarinense, CCLP, Comaves, Chapecó, Minuano, Penabranca et Perdigão les éléments de preuve présentés par d'autres parties intéressées au titre de l'article 6.1.2.[135] En conséquence, nous avons déjà fait des constatations au sujet des situations factuelles qui constituent le fondement des allégations du Brésil au titre de l'article 6.2, au titre d'autres dispositions de l'*Accord antidumping* qui portent spécifiquement sur ces situations factuelles.

c) Conclusion

7.162 Pour les raisons qui précèdent, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que nous fassions des constatations distinctes concernant l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 6.2.

9. Fait de ne pas avoir communiqué le texte intégral de la demande présentée par écrit en temps utile – Allégation n° 14

a) Arguments des parties

7.163 Le Brésil fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas communiqué le texte de la demande aux exportateurs et au gouvernement brésilien, de sorte que les exportateurs ont été dans l'impossibilité d'élaborer des arguments pour défendre leurs intérêts et de concevoir une stratégie de défense contre les allégations formulées par le requérant dans la demande. Le Brésil fait valoir que la prescription énoncée à l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping* en ce qui concerne les exportateurs connus et les autorités du Membre exportateur ne peut pas être respectée simplement en mettant la demande à la disposition des exportateurs et des autorités du Membre exportateur. De l'avis du Brésil, cette prescription ne peut être respectée que si l'autorité chargée de l'enquête communique *activement* le texte intégral de la demande présentée par écrit au Membre exportateur et aux exportateurs qui sont concernés par l'enquête. Le Brésil affirme que son interprétation de l'obligation imposée par l'article 6.1.3 est confirmée par le fait que cette même disposition prescrit que le texte de la demande soit "[mis] (…) à la disposition" des "autres parties intéressées qui sont concernées". De l'avis du

---

Communautés européennes ("*États-Unis – Loi de 1916 (CE)*"), WT/DS136/R et Corr. 1, adopté le 26 septembre 2000, tel qu'il a été confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, paragraphe 6.76.

[133] L'Organe d'appel a indiqué dans l'affaire *CE – Bananes III (Équateur)* que "[b]ien que l'article X:3 a) du GATT de 1994 et l'article 1:3 de l'*Accord sur les licences* soient tous deux applicables, le Groupe spécial aurait dû, à notre avis, appliquer d'abord l'*Accord sur les licences*, car cet accord traite expressément, et de manière détaillée, de l'application des procédures de licences d'importation." (Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Plainte de l'Équateur* ("*CE – Bananes III (Équateur)*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:III, 1085, paragraphe 204)

[134] Voir les paragraphes 7.138 à 7.146 *supra*.

[135] Voir les paragraphes 7.150 à 7.153 *supra*.

Brésil, si la prescription imposée à l'autorité chargée de l'enquête devait être comprise comme étant la même tant pour les exportateurs et le Membre exportateur que pour les autres parties intéressées, il ne serait pas nécessaire d'utiliser une formulation différente à l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil fait en outre valoir que, même si le terme "communiquer" devait être interprété comme signifiant "mettre à la disposition", l'autorité chargée de l'enquête aurait violé l'article 6.1.3 parce que la notification indiquant que le texte intégral de la demande présentée par écrit était disponible n'a pas été envoyée "dès qu'une enquête [a] été ouverte".

7.164 L'Argentine répond que l'article 6.1.3 ne prescrit pas à l'autorité chargée de l'enquête d'"enviar", c'est-à-dire "send" (envoyer) le texte intégral de la demande, mais de "facilitar", c'est-à-dire "provide" (communiquer) ce texte aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur. L'Argentine affirme qu'une fois l'enquête ouverte, elle a mis *les dossiers à la disposition* des parties intéressées autorisées. Ce faisant, l'Argentine dit qu'elle a respecté la prescription énoncée à l'article 6.1.3. L'Argentine affirme qu'étant donné que les autorités brésiliennes ont reçu une notification le 1er février 1999 et que l'avis d'ouverture de l'enquête visant la viande de volaille en provenance du Brésil a été publié au Journal officiel le 25 janvier 1999, la notification adressée au gouvernement brésilien a eu lieu cinq jours ouvrables après la date d'ouverture de l'enquête.

7.165 Le Brésil affirme que le terme "facilitar" employé dans la version espagnole de l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping* devrait être compris comme signifiant "proporcionar o entregar", définition qui est entièrement compatible avec celle du verbe "provide" employé dans la version anglaise de l'*Accord antidumping*.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.166 La question dont nous sommes saisis concerne l'interprétation de l'obligation imposée par le terme "provide" (communiquer) employé dans la première phrase de l'article 6.1.3.

7.167 Le texte de l'article 6.1.3 est ainsi libellé:

> "Dès qu'une enquête aura été ouverte, les autorités communiqueront aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit conformément au paragraphe 1 de l'article 5 et le mettront sur demande à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées. Il sera tenu dûment compte de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5." (note de bas de page de l'original omise)

7.168 L'obligation prévue à l'article 6.1.3 est claire. Sous réserve de la clause conditionnelle visant la protection des renseignements confidentiels, les autorités chargées de l'enquête doivent *communiquer* le texte de la demande présentée par écrit aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur. Elles doivent également *le mettre* sur demande *à la disposition* des autres parties intéressées. Cette obligation s'applique dès que l'enquête a été ouverte.

7.169 L'Argentine est d'avis qu'elle a satisfait à son "obligation [prévue à l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping*] en mettant les dossiers à la disposition des parties intéressées autorisées".[136] De l'avis de l'Argentine, le terme "*facilitar*" signifie "permettre d'accéder à une chose ou à un élément qui présente un intérêt pour l'autre partie".[137] En d'autres termes, de l'avis de l'Argentine, le verbe "communiquer" employé à l'article 6.1.3 veut dire autoriser l'accès à une chose ou un élément qui présente un intérêt pour l'autre partie. Nous faisons observer que le terme anglais "provide"

[136] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 164 et 165.
[137] Réponse de l'Argentine à la question n° 37 du Groupe spécial.

(communiquer) est, entre autres choses, défini comme "supply; furnish" (fournir, procurer).[138] Le terme "provide" pourrait donc être interprété comme fournir ou procurer le texte de la demande. Compte tenu de cette définition, nous considérons que le terme "provide" exigerait une action positive de la part de l'autorité chargée de l'enquête qui ressemble à celle de procurer ou fournir quelque chose (c'est-à-dire le texte intégral de la demande) à quelqu'un (c'est-à-dire les exportateurs connus et les autorités du Membre exportateur). Par conséquent, nous ne pouvons pas convenir avec l'Argentine que le terme "provide" qui figure dans le texte anglais de l'*Accord antidumping* ou le terme "facilitar", qui est employé dans la version espagnole de cet accord, peuvent être interprétés comme voulant dire "permettre d'accéder". Selon nous, l'autorité chargée de l'enquête *ne peut pas* se conformer à l'obligation de "communiquer aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur (…) la demande" simplement en leur permettant d'accéder à cette demande.

7.170 Notre interprétation est confirmée par les termes choisis par les rédacteurs de l'article 6.1.3. À cet égard, nous observons que l'article 6.1.3 prévoit deux obligations différentes, selon la partie qui est concernée. L'article 6.1.3 dispose que le texte intégral de la demande présentée par écrit doit être communiqué aux *exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur*. En ce qui concerne les autres parties intéressées qui sont concernées, cette disposition impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de *mettre la demande à la disposition* de ces autres parties intéressées. À notre avis, étant donné l'emploi de verbes différents dans la première phrase de l'article 6.1.3, "communiquer", d'une part, et "mettre à la disposition", d'autre part, les rédacteurs entendaient imposer des obligations différentes aux autorités chargées de l'enquête selon la partie concernée. La première obligation exige une action positive de la part de l'autorité chargée de l'enquête, tandis que la seconde envisage uniquement un acte passif.

7.171 L'Argentine fait en outre valoir qu'elle interprète le terme "facilitar" qui figure dans la version espagnole de l'article 6.1.3, suivant le sens accepté en espagnol, comme signifiant permettre d'accéder à une chose ou à un élément qui intéresse l'autre partie.[139] "Facilitar" est défini entre autres choses comme "proporcionar o entregar", c'est-à-dire "remettre".[140] Le terme "facilitar" employé dans la version espagnole pourrait donc être interprété comme exigeant la remise du texte intégral de la demande présentée par écrit aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur. Cela est compatible avec notre conclusion au sujet du sens du terme "provide" (communiquer) employé dans la version anglaise de l'*Accord antidumping*. Cette conclusion est une fois de plus confirmée par le choix des termes fait par les rédacteurs de la version espagnole de l'article 6.1.3. Nous avons constaté que l'obligation imposée à l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne les exportateurs connus et les autorités des pays exportateurs est de "facilitar" le texte intégral de la demande. En revanche, s'agissant des autres parties intéressées qui sont concernées, l'article 6.1.3 dispose que "las autoridades lo [el texto completo de la solicitud escrita] pondrán a disposición de las otras partes interesadas intervinientes que lo soliciten", c'est-à-dire que les autorités le mettront [le texte intégral de la demande], sur demande, à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées. Une analyse du texte espagnol de l'article 6.1.3 n'étaye donc pas la position de l'Argentine. Pour cette raison, l'argument de l'Argentine est sans fondement.

7.172 Nous devons ensuite examiner la question de savoir si l'Argentine a activement "communiqué" le texte intégral de la demande aux exportateurs connus et aux autorités brésiliennes. Le Brésil affirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a jamais communiqué aux exportateurs brésiliens connus ni aux autorités brésiliennes le texte intégral de la demande.[141] L'Argentine affirme que "[l]es autorités argentines ont satisfait à cette obligation en mettant les dossiers à la disposition

[138] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 1102.
[139] Réponse de l'Argentine à la question n° 37 du Groupe spécial.
[140] *Diccionario de la Lengua Española* (Espasa Calpe, 1992), page 943.
[141] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 230. Voir aussi les réponses du Brésil aux questions n° 34, 35 et 36 du Groupe spécial.

des parties intéressées autorisées".[142] Par cette déclaration, l'Argentine reconnaît que l'autorité chargée de l'enquête a simplement mis le texte intégral de la demande présentée par écrit à la disposition des exportateurs connus et des autorités brésiliennes. Toutefois, cela ne satisfait pas à l'obligation de "communiquer" activement la demande présentée par écrit au sens de l'article 6.1.3. Enfin, nous avons examiné le dossier de l'enquête tel qu'il nous a été présenté.[143] Nous n'avons rien trouvé qui indique que les autorités argentines ont communiqué le texte de la demande aux exportateurs connus et aux autorités du Brésil. Nous considérons donc que l'Argentine n'a pas communiqué le texte intégral de la demande aux exportateurs brésiliens connus et aux autorités du Membre exportateur.

c) Conclusion

7.173 Comme nous avons déterminé que l'Argentine n'a pas activement communiqué le texte intégral de la demande présentée par écrit aux exportateurs brésiliens connus et aux autorités brésiliennes, nous constatons que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'obligation prévue à l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping*.

10. Utilisation des données de fait disponibles – Allégations n° 15, 17 et 19

7.174 Ces allégations concernent l'utilisation par la DCD des "données de fait disponibles" au sens de l'article 6.8 de l'*Accord antidumping*, et se rapportent au rejet par la DCD de certaines données présentées par les exportateurs.

---

[142] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 164. Dans la même veine, le paragraphe 165 est ainsi libellé:

> "Une fois l'enquête ouverte, l'Argentine a mis à la disposition des parties intéressées, notamment les exportateurs, les importateurs et les autorités du pays concerné, les documents à l'origine de la procédure en cause. Ainsi, les parties intéressées autorisées ont eu à tout moment la possibilité de consulter le dossier et d'en obtenir un exemplaire, c'est-à-dire non seulement la demande elle-même mais aussi tous les éléments versés au dossier." (non souligné dans l'original)

[143] En particulier, nous avons examiné une communication datée du 1er février 1999 que la DCD a envoyée à la mission du Brésil en Argentine (pièce n° III de l'Argentine) ainsi que des communications envoyées par la CNCE et la DCD aux exportateurs brésiliens Avipal, Frangosul, Nicolini, Sadia et Seara les 10 et 16 février 1999, respectivement (pièces n° 8 et 9 du Brésil). Même si ces communications avaient contenu le texte intégral de la demande présentée par écrit, ce qui n'était pas le cas, nous aurions constaté que l'Argentine a agi en violation de l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping* parce que, en ce qui concerne *ces cinq exportateurs connus*, l'Argentine n'aurait pas communiqué le texte intégral de la demande dès que l'enquête a été ouverte, comme le prescrit l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping*. Nous faisons observer que les communications ont été envoyées plus de *15 jours* après la publication de l'ouverture de l'enquête au Journal officiel (le 25 janvier 1999). Nous partageons le point de vue exprimé par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* selon lequel:

> "étant donné la nature de l'obligation qui est faite à l'article 6.1.3, l'envoi de la demande, ne serait-ce que huit jours après l'ouverture de l'enquête, ne permet pas de satisfaire à l'exigence voulant que cela soit fait "dès qu'une enquête a été ouverte"". (Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.104)

a) Arguments des parties

i) Allégation n° 15

7.175 Le Brésil conteste la détermination de la DCD établissant qu'il existait des différences dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue au Brésil et en Argentine respectivement, bien qu'Avipal, Frangosul et Sadia aient informé la DCD dans leurs réponses au questionnaire que la viande de volaille vendue à l'Argentine était identique à la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. Le Brésil affirme que Catarinense a uniquement signalé une différence au sujet des volailles "à rôtir", c'est-à-dire que les volailles "à rôtir" vendues en Argentine ne comprenaient pas la tête ni les pattes, tandis que les volailles "à rôtir" vendues au Brésil comprenaient la tête mais *pas* les pattes. Le Brésil affirme que les renseignements pertinents ont été communiqués par les exportateurs dans un délai raisonnable et que la DCD n'a pas questionné ces exportateurs au sujet de ce renseignement. Le Brésil allègue que le questionnaire ne précisait pas quels renseignements ayant trait à la description du produit devaient être accompagnés de pièces justificatives. En outre, le Brésil affirme que, tout au long de l'enquête, la DCD n'a jamais demandé de renseignements justificatifs afin de vérifier la description du produit fournie par ces exportateurs.

7.176 L'Argentine affirme qu'elle a fondé ses constatations sur tous les renseignements qui étaient vérifiables et présentés d'une manière appropriée. L'Argentine reconnaît que les exportateurs et les autorités brésiliennes ont présenté des observations sur la justification de l'ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques. Toutefois, l'Argentine affirme que ces arguments n'étaient pas étayés par des données techniques. Elle soutient également que le caractère approprié de l'ajustement est en outre démontré par le fait que ces observations ne mettent pas en doute la nécessité d'un tel ajustement. L'Argentine reconnaît également que la DCD a reçu des observations concernant l'incidence de la congélation et/ou de la réfrigération au moment de déterminer la valeur normale du produit en cause. Toutefois, l'Argentine allègue que ces observations n'étaient pas étayées par des éléments de preuve non plus.

7.177 Le Brésil se réfère à la constatation du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas ignorer des renseignements et recourir aux données de fait disponibles au motif qu'une partie n'a pas présenté de pièces justificatives suffisantes relativement aux renseignements communiqués, à moins que l'autorité chargée de l'enquête n'ait clairement demandé à la partie de présenter de telles pièces justificatives. Lecture faite des instructions générales figurant dans le questionnaire, le Brésil ne pense pas que la DCD a communiqué des renseignements suffisants sur les pièces justificatives précises qu'elle s'attendait à recevoir des exportateurs concernant la description du produit/les différences entre les produits. Le Brésil affirme également que le fait de présenter des pièces justificatives pour tous les renseignements communiqués dans la réponse au questionnaire imposerait une charge déraisonnable aux exportateurs et les mettrait dans l'impossibilité de répondre dans le délai de 30 jours.

ii) Allégation n° 17

7.178 Cette allégation concerne le rejet par la DCD des données relatives au prix à l'exportation présentées par quatre exportateurs. Le Brésil affirme qu'Avipal, Catarinense, Frangosul et Sadia ont présenté des renseignements sur le prix à l'exportation dans leurs réponses au questionnaire. Le Brésil soutient que les deux dernières sociétés ont présenté des données relatives au prix à l'exportation pour certaines transactions à l'exportation, avec les factures respectives. Ce faisant, le Brésil fait valoir que les quatre exportateurs ont communiqué ces renseignements au mieux de leurs possibilités et n'ont jamais refusé de coopérer avec l'autorité chargée de l'enquête. En dépit de ce qui précède, le Brésil affirme que les renseignements sur les prix à l'exportation présentés par ces exportateurs ont été rejetés et qu'à la place, ce sont les renseignements provenant du Secrétariat à l'agriculture, à la pêche et à l'alimentation qui ont été utilisés comme source pour déterminer leurs prix à l'exportation.

7.179 L'Argentine dit que chaque fois que les parties ont fourni les renseignements en temps utile et d'une manière appropriée comme cela est prescrit, ces renseignements ont été utilisés. L'Argentine affirme par ailleurs que la DCD a dû recourir à d'autres sources de renseignements lorsqu'un aspect de ces prescriptions n'avait pas été respecté. En ce qui concerne Catarinense et Frangosul, l'Argentine affirme que les renseignements n'ont pas été utilisés simplement parce que, dans le cas de Frangosul, les données communiquées étaient insuffisantes et avaient été présentées après l'expiration du délai dans lequel leur utilisation aurait été possible[144] et, dans le cas de Catarinense, parce que les données étaient insuffisantes.[145]

7.180 Selon le Brésil, l'Argentine "explique, pour la première fois, que les renseignements fournis par Frangosul et Catarinense n'ont pas été utilisés simplement parce que, dans le cas de Frangosul, ces renseignements étaient insuffisants et hors délai, et, dans le cas de Catarinense, ils avaient été jugés insuffisants". Le Brésil affirme également que cette explication donnée par l'Argentine semble contredire la propre réponse de l'Argentine selon laquelle Frangosul avait fourni des pièces justificatives pour les prix à l'exportation déclarés dans le cadre de l'enquête.

iii) Allégation n° 19

7.181 Cette allégation concerne la décision de la DCD de ne pas utiliser la valeur normale présentée par deux exportateurs. Le Brésil affirme que les renseignements requis pour déterminer la valeur normale ont été présentés par Catarinense et Frangosul. Toutefois, ils n'ont pas été utilisés par la DCD. Dans la mesure où l'Argentine peut faire valoir que ces renseignements n'ont pas été reçus dans les délais établis par les autorités, le Brésil affirme qu'un délai raisonnable ne correspondra pas aux délais préétablis si l'autorité chargée de l'enquête n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale. À cet égard, le Brésil affirme que Frangosul s'est vu imposer une "charge excessive" en ayant à présenter des données relatives au dumping pour la période allant de 1996 à 1999. Le Brésil fait également observer que Frangosul a invité l'autorité chargée de l'enquête à vérifier les renseignements présentés dans sa réponse. Le Brésil soutient que la réponse tardive de Catarinense au questionnaire était due au fait que l'exportateur avait reçu une notification de l'existence de l'enquête environ huit mois après l'ouverture de celle-ci. Le Brésil conteste également le fait que la valeur normale qui a été utilisée à la place se rapportait à la viande de volaille réfrigérée *avec* la tête et les pattes. De l'avis du Brésil, cela était injustifié parce que Catarinense et Frangosul avaient déclaré avoir vendu le produit sur le marché intérieur *sans* tête ni pattes.

7.182 L'Argentine affirme que la DCD a analysé et examiné tous les renseignements dont elle avait été saisie qui étaient compatibles avec les principes inscrits dans l'*Accord antidumping*, c'est-à-dire des renseignements qui avaient été dûment présentés dans le délai prescrit et qui étaient accompagnés des éléments de preuve appropriés. L'Argentine allègue que, comme cela a été souligné dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, les données reçues de Catarinense ont été présentées sous une forme agrégée, sans aucune pièce justificative. Par ailleurs, l'Argentine affirme que Catarinense n'était pas légalement agréée. En ce qui concerne Frangosul, l'Argentine affirme que cet exportateur n'a jamais présenté de pièces justificatives pour les ventes intérieures et que sa dernière communication a été reçue après l'expiration du délai fixé pour l'analyse des renseignements.

[144] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 187 à 200.
[145] *Id.*, paragraphe 203.

b) Évaluation par le Groupe spécial

i) Allégation n° 15

7.183 Nous observons que les faits relatifs à l'allégation n° 15 sont sensiblement identiques à ceux qui constituent le fondement de notre constatation au sujet de l'allégation n° 25. Comme nous avons conclu au titre de l'allégation n° 25 que ces faits donnaient lieu à une violation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, il n'est pas nécessaire que nous nous prononcions sur les mêmes faits dans le contexte de l'allégation n° 15.

ii) Allégation n° 17

7.184 La question dont nous sommes saisis est de savoir si la DCD était en droit d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation présentées par Avipal, Catarinense, Frangosul et Sadia. S'agissant de Catarinense, nous constatons aux paragraphes 7.190 à 7.193 ci-après que la DCD était en droit de rejeter les données relatives à la valeur normale présentées par cet exportateur parce qu'il ne s'était pas conformé à une obligation d'accréditation. Pour la même raison, nous constatons que la DCD était aussi en droit de rejeter les données relatives au prix à l'exportation présentées par cet exportateur. Nous rejetons donc l'allégation n° 17 du Brésil en ce qui concerne Catarinense.

7.185 En ce qui concerne le traitement accordé par la DCD aux données relatives au prix à l'exportation présentées par Avipal, Frangosul et Sadia, nous notons tout d'abord que l'article 6.8 de l'*Accord antidumping* régit l'utilisation par l'autorité chargée de l'enquête dans une enquête antidumping des "données de fait disponibles". Cet article est ainsi libellé:

> "Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

7.186 Les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* sont également pertinents pour notre examen de cette allégation. Ils sont ainsi libellés:

> "5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.
>
> (…)
>
> 7. Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition – par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières – et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement."

7.187 Si nous examinons le dossier dont nous sommes saisis, nous constatons qu'Avipal, Frangosul et Sadia ont présenté des renseignements sur les prix à l'exportation.[146] L'Argentine affirme qu'elle était fondée à ignorer des renseignements qui n'avaient pas été présentés en temps utile, ou d'une manière appropriée.[147] L'Argentine a également fait valoir pendant la présente procédure qu'"[à] l'évidence, en l'absence de pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées, il est impossible pour l'autorité chargée de la mise en œuvre d'examiner les allégations présentées par les parties".[148] Nous avons demandé à l'Argentine de prouver que l'autorité chargée de l'enquête s'était fondée sur ces raisons pour rejeter les données pertinentes relatives au prix à l'exportation. L'Argentine a répondu que l'explication pouvait être trouvée dans le rapport du 4 janvier 2000 et dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, mais n'a signalé aucune déclaration particulière y figurant.[149] Nous avons donc examiné ces documents, en particulier les sections V.3 (Communications présentées par des sociétés étrangères), VII.3 (Analyse des communications présentées par les sociétés exportatrices brésiliennes après l'ouverture de l'enquête) et VIII.2 (Éléments pour la détermination du prix f.a.b. à l'exportation) de ces documents. Nous n'avons pu trouver dans aucune de ces sections des renvois à l'une quelconque des raisons données par l'Argentine qui puissent justifier la décision de la DCD d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation reçues d'Avipal, Frangosul et Sadia.[150] Étant donné ces circonstances, nous considérons que les arguments de l'Argentine concernant les raisons pour lesquelles la DCD a rejeté les données relatives au prix à l'exportation présentées par Avipal, Frangosul et Sadia constituent une justification *a posteriori* dont nous ne devrions pas tenir compte pour déterminer si les autorités argentines se sont conformées à leurs obligations prévues à l'article 6.8.[151]

---

[146] Pièce n° 15 du Brésil, sections V.3.1 (Sadia), V.3.2 (Avipal), V.3.5 (Frangosul) et VII.3.2 (Catarinense).

[147] Nous observons que l'Argentine affirme en particulier que les données relatives aux exportations de Frangosul étaient insuffisantes et avaient été présentées après l'expiration du délai.

[148] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 178. Voir aussi la deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 54 à 56.

[149] Réponse de l'Argentine à la question n° 40 du Groupe spécial.

[150] La seule raison que nous avons pu trouver dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping pour justifier le rejet des données des exportateurs et l'utilisation des données communiquées par la Direction de l'élevage du Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, aux pêches et à l'alimentation est que la DCD a jugé approprié de déterminer le prix f.a.b. à l'exportation à partir de renseignements communiqués par la Direction de l'élevage parce qu'ils provenaient de la source la plus détaillée et la plus complète. (Pièce n° 15 du Brésil, section VIII.2.3) Nous ne considérons pas qu'une telle justification ou qu'un tel raisonnement de la DCD est suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6.8. En particulier, un tel raisonnement n'indique pas que les exportateurs concernés ont entravé le déroulement de l'enquête de façon notable. Il n'indique pas non plus que les exportateurs concernés ont refusé de donner accès aux renseignements nécessaires, ou ne les ont pas communiqués dans un délai raisonnable.

[151] Dans la même veine, nous observons que le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* a constaté ce qui suit dans le cadre de l'examen d'une allégation formulée au titre de l'article 6.8:

> "(…) En vertu de l'article 17.6 de l'Accord antidumping, il nous faut déterminer si la DCD a correctement établi les faits et si l'évaluation qu'elle a faite était impartiale et objective. Autrement dit, il nous est demandé d'examiner l'évaluation de la DCD faite au moment de la détermination telle qu'elle est exposée dans un avis au public ou dans tout autre document à caractère public ou confidentiel. Nous ne pensons pas, en tant que groupe spécial examinant l'évaluation faite par l'autorité chargée de l'enquête, que nous ayons à prendre en considération des arguments et des motifs qui ne faisaient pas partie du processus d'évaluation de ladite autorité, mais qui constituent plutôt des justifications *a posteriori* qui n'ont pas été données au moment où la détermination a été établie." (souligné dans l'original, note de bas de page omise) (Rapport du Groupe spécial, *Argentine – Carreaux en céramique*, *supra*, note 66, paragraphe 6.27)

7.188 Compte tenu de ce qui précède, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.8 en rejetant les données relatives au prix à l'exportation présentées par Avipal, Frangosul et Sadia.

iii) Allégation n° 19

7.189 Cette allégation concerne le rejet par la DCD des données relatives à la valeur normale présentées par Catarinense et Frangosul.

- *Catarinense*

7.190 Sur la base du dossier dont nous sommes saisis, nous relevons que Catarinense a été contactée par la DCD le 15 septembre 1999. L'Argentine reconnaît qu'elle a envoyé à Catarinense un exemplaire du questionnaire initial, auquel Catarinense a répondu le 3 novembre 1999. Le Brésil affirme que les renseignements sur la valeur normale présentés par Catarinense auraient dû être utilisés comme base pour déterminer la valeur normale pour cet exportateur. L'Argentine fait valoir que la DCD était fondée à ignorer les données présentées par Catarinense parce que a) cet exportateur ne s'était pas fait accréditer en conformité avec la législation nationale[152], et b) les renseignements sur les prix intérieurs avaient été présentés sous une forme agrégée et sans pièces justificatives.[153]

7.191 Nous examinerons d'abord l'argument de l'Argentine selon lequel Catarinense ne s'était pas fait accréditer en conformité avec la législation nationale. L'Argentine fait valoir que, conformément à la Loi n° 19 549 sur les procédures administratives, une société doit être légalement agréée pour comparaître devant la DCD.[154] Nous notons que la DCD a informé cet exportateur qu'il devait être légalement agréé en conformité avec la Loi n° 19 549 le 8 novembre 1999.[155] Aucun élément de preuve dans le dossier ne donne à penser que Catarinense a examiné cette question avec la DCD ou fait une autre tentative pour se conformer à l'obligation d'accréditation. La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si la DCD était fondée à ignorer les données présentées par Catarinense au motif que cet exportateur n'était pas juridiquement agréé. Nous ne trouvons aucune disposition de l'*Accord antidumping* qui interdise expressément à l'autorité chargée de l'enquête d'imposer des exigences procédurales de base comme l'accréditation. Nous observons que le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* dispose que "[t]ous les renseignements qui (…) sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues (…) devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations". Nous considérons que l'emploi des termes "présentés de manière appropriée" a pour but d'englober, entre autres choses, les renseignements qui sont présentés en conformité avec les dispositions procédurales pertinentes des législations nationales des Membres de l'OMC. À notre avis, le paragraphe 3 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* peut s'interpréter comme signifiant que les renseignements qui ne sont pas "présentés de manière appropriée" en conformité avec les dispositions procédurales pertinentes des législations nationales des Membres de l'OMC peuvent être ignorés. Dans les circonstances de la cause en l'espèce, nous considérons que les renseignements présentés par Catarinense n'ont pas été "présentés de manière appropriée" au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* parce que Catarinense ne s'est pas conformée aux prescriptions de l'Argentine en matière d'accréditation. Par conséquent, la DCD était en droit de rejeter ces renseignements.

7.192 Citant une constatation du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, le Brésil fait valoir que la DCD n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale vis-à-vis de Catarinense. Nous ne

[152] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 202.
[153] *Id.*, paragraphe 189.
[154] Pièce n° XIII de l'Argentine et pièce n° 28 du Brésil, page 2795.
[155] Pièce n° XIII de l'Argentine.

sommes pas de cet avis, étant donné que la DCD a explicitement rappelé à Catarinense qu'elle devait se conformer à la prescription relative à l'accréditation. Le Brésil mentionne également les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* à l'appui de son allégation. Toutefois, nous ne voyons pas comment il pourrait être dit de Catarinense qu'elle a "agi au mieux de ses possibilités" (Annexe II, paragraphe 5), étant donné qu'elle n'a répondu d'aucune façon à la lettre du 8 novembre 1999 de la DCD. De plus, nous ne voyons pas la pertinence du paragraphe 7 de l'Annexe II, puisque le Brésil n'a pas expliqué comment l'exercice d'une "circonspection particulière" par la DCD aurait remédié au fait que Catarinense n'avait pas satisfait à la prescription de l'Argentine en matière d'accréditation.

7.193 Par ailleurs, nous ne pouvons pas convenir avec le Brésil que les données relatives à la valeur normale présentées par Catarinense étaient plus exactes que les données relatives à la valeur normale communiquées par le requérant compte tenu des caractéristiques particulières du produit. À notre avis, dès l'instant où les données communiquées par l'exportateur ne peuvent pas être utilisées en conformité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping*, l'autorité chargée de l'enquête est en droit d'utiliser des renseignements provenant d'autres sources, y compris le requérant. Comme l'a fait valoir le Brésil, le fait que les renseignements sur la valeur normale fournis par le requérant se rapportent à un produit (volailles avec la tête et les pattes) qui n'est pas identique à celui qu'exporte Catarinense (volailles sans tête ni pattes) n'empêche pas, selon nous, l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les renseignements présentés par le requérant dans la mesure où une comparaison équitable est faite. Le Brésil n'a pas fait valoir au titre de cette allégation que la comparaison n'était pas équitable. Pour cette raison, nous devons rejeter l'argument du Brésil.

- *Frangosul*

7.194 Nous notons que la DCD a pris contact avec Frangosul pour la première fois le 16 février 1999. Cet exportateur a fait parvenir une réponse au questionnaire le 27 avril 1999, après l'expiration du délai initialement accordé par la DCD. En ce qui concerne la valeur normale, Frangosul a communiqué des renseignements concernant les ventes sur le marché intérieur correspondant aux années 1996, 1997 et 1998 et aux trois premiers mois de 1999, et déclarés sur une base mensuelle.[156] Le 12 juillet 1999, la DCD a demandé des documents étayant les ventes effectuées sur le marché intérieur. Le 19 août 1999, Frangosul a répondu qu'il n'était pas possible d'envoyer des copies de toutes les factures. Frangosul faisait référence à la liste de factures qu'il avait déjà fournie dans sa réponse au questionnaire. Le 12 octobre 1999, la DCD a demandé à Frangosul de présenter une liste de factures se rapportant à toutes les transactions sur le marché intérieur pendant la période couverte par l'enquête.[157] Dans cette communication, il est dit que la liste de factures présentée dans la réponse au questionnaire était incomplète. Frangosul n'a pas répondu dans le délai applicable.[158] Le 18 novembre 1999, la DCD a renouvelé sa demande.[159] Frangosul a présenté la liste demandée le 30 décembre 1999, après l'expiration du deuxième délai fixé dans la communication en date du 18 novembre 1999 de la DCD.[160]

[156] Rien n'indique qu'à ce moment-là, Frangosul a informé la DCD que le grand nombre de factures l'empêchait de présenter des renseignements plus détaillés et des pièces justificatives.

[157] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 197 et réponse du Brésil à la question n° 41 du Groupe spécial.

[158] Nous notons l'argument de l'Argentine selon lequel, en l'absence d'un délai spécifique mentionné dans la communication envoyée à Frangosul, le délai général prévu dans la Loi n° 19 549 s'applique. Par conséquent, le délai applicable à la présentation des renseignements demandés au moyen de cette communication était de dix jours.

[159] Voir *supra* la note 157.

[160] Pièce n° XXX de l'Argentine.

7.195 Le Brésil affirme que Frangosul a bien présenté les renseignements "dans un délai raisonnable". À l'appui de son allégation, le Brésil cite le passage suivant du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "Celui-ci [l'Accord antidumping] établit que les données de fait disponibles peuvent être utilisées si les renseignements nécessaires ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable. Ce qu'est un "délai raisonnable" ne correspondra pas, dans tous les cas, aux délais préétablis indiqués dans la réglementation générale. Nous reconnaissons que, pour une bonne administration, les autorités chargées de l'enquête doivent effectivement fixer de tels délais. Toutefois, le strict respect des délais ne suffit pas dans tous les cas pour pouvoir conclure que les renseignements n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable et que, par conséquent, les données de fait disponibles peuvent être appliquées."[161]

7.196 Sur la base de ce rapport, le Brésil affirme que "l'article 6.8 suggère un certain degré de flexibilité de la part des autorités qui fait intervenir la prise en compte de **toutes** les circonstances d'une affaire donnée". (souligné et caractère gras dans l'original)[162] Nous sommes d'accord avec le Brésil. Toutefois, s'agissant de l'examen des faits en l'espèce, nous sommes d'avis que Frangosul n'a pas présenté "les renseignements nécessaires (…) dans un délai raisonnable".[163] Premièrement, nous notons que rien n'indique dans le dossier que Frangosul n'a informé la DCD des difficultés qu'elle avait à présenter des éléments de preuve documentaire concernant toutes les transactions intérieures qu'environ sept mois après l'ouverture de l'enquête (19 août 1999). D'autres exportateurs, à savoir Avipal, Nicolini, Sadia et Seara, ont quant à eux informé l'autorité chargée de l'enquête de l'existence de ces difficultés beaucoup plus tôt pendant l'enquête.[164] Nous considérons que Frangosul pouvait et aurait dû connaître l'existence de ce problème bien avant le 19 août 1999 et, partant, aurait dû en informer la DCD bien avant cette date. Le Brésil fait valoir qu'un "délai raisonnable" pour la communication de données à l'autorité chargée de l'enquête ne correspondra pas, dans tous les cas, aux délais préétablis prévus dans la réglementation générale. Nous sommes de cet avis. Toutefois, nous rappelons que l'article 5.10 de l'*Accord antidumping* impose un délai pour la clôture d'une enquête. Nous considérons que, si une enquête doit être terminée en conformité avec le délai prévu à l'article 5.10, des dates limites sont bel et bien nécessaires, ainsi que l'a reconnu le Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Dans l'affaire dont nous sommes saisis, nous notons qu'une liste complète de toutes les transactions de vente intérieures avait été demandée le 12 octobre 1999. Comme aucune réponse ne lui était parvenue dans le délai prescrit, la DCD a envoyé un rappel le 18 novembre 1999. Une fois de plus, nous notons que la réponse n'a pas été communiquée dans le deuxième délai fixé par la DCD. Comme le Brésil le reconnaît, la réponse à la demande du 12 octobre a finalement été envoyée à la DCD le 30 décembre 1999[165], c'est-à-dire plus de deux mois après que cette liste eut été demandée. Le Brésil affirme devant nous que "Frangosul a donc dû revenir en arrière et recueillir des renseignements spécifiques pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, ce qui veut dire qu'elle a parfois dû faire des recherches manuelles parmi les nombreuses factures (plus de 320 000) pour trouver les renseignements demandés par l'autorité". Dans la mesure

---

[161] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R, paragraphe 7.54. L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial portant sur l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping*. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 240)

[162] Réponse du Brésil à la question n° 41 du Groupe spécial.

[163] Nous notons que le Brésil n'a pas fait valoir devant nous que les renseignements demandés par la DCD n'étaient pas "nécessaires" au sens de l'article 6.8. Nous considérons qu'ils l'étaient car la détermination de la valeur normale en dépendait.

[164] Pièce n° 28 du Brésil, pages 2773 (Sadia), 2777 (Avipal), 2781 (Nicolini) et 2783 (Seara).

[165] Voir *supra* la note 162.

où le Brésil fait valoir qu'après la demande adressée par la DCD le 12 octobre 1999, Frangosul avait informé la DCD qu'elle ne pouvait pas présenter les données que celle-ci demandait à cause du grand nombre de transactions de vente intérieures en cause, nous considérons que l'argument du Brésil doit être rejeté parce que nous n'avons rien trouvé dans le dossier dont nous sommes saisis qui indique que Frangosul a présenté cet argument en réponse à la demande adressée par la DCD le 12 octobre. Toutefois, nous notons qu'un argument semblable à celui qu'invoque le Brésil devant nous figure dans une communication transmise par Frangosul en réponse à une demande de la DCD en date du 12 juillet 1999, dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête demandait à Frangosul de présenter "des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur …".[166] (non souligné dans l'original) Pour cette raison, nous considérons que la déclaration de Frangosul à laquelle se réfère le Brésil se rapporte à une autre demande (antérieure) de la DCD concernant la présentation de *pièces justificatives* et non à la demande que la DCD avait adressée le 12 octobre afin d'obtenir la liste des transactions de vente sur le marché intérieur. Cette conclusion est étayée par le fait que la déclaration évoquée par le Brésil figure dans un document qui est antérieur à la demande de la DCD en date du 12 octobre 1999. Par conséquent, nous considérons que l'argument formulé devant nous par le Brésil ne justifie pas la présentation tardive par Frangosul de la liste de transactions de vente sur le marché intérieur. Comme le Brésil n'a pas donné d'autre explication pour cette présentation tardive, et compte tenu de toutes les circonstances propres à cette affaire particulière, nous sommes d'avis que Frangosul n'a pas présenté les renseignements nécessaires dans un "délai raisonnable" ainsi qu'il est prévu à l'article 6.8. Pour les mêmes raisons, nous constatons que les renseignements n'ont pas été communiqués "en temps utile" au sens du paragraphe 3 de l'Annexe II.

7.197 Comme il l'a fait dans le cas de Catarinense, le Brésil mentionne les paragraphes 5 et 7 de l'Annexe II à l'appui de son allégation. Compte tenu des faits exposés au paragraphe 7.198 *supra*, en particulier la réponse tardive de Frangosul à la demande en date du 12 octobre 1999 faite par la DCD, nous ne pouvons pas considérer que Frangosul a agi au mieux de ses possibilité au sens du paragraphe 5 de l'Annexe II. En outre, nous ne voyons pas comment "une circonspection particulière" au sens du paragraphe 7 de l'Annexe II aurait exigé de la DCD qu'elle accepte les données relatives à la valeur normale de Frangosul étant donné les circonstances exposées ci-dessus. Le Brésil fait valoir que les données relatives à la valeur normale communiquées par Frangosul étaient plus exactes que les données relatives à la valeur normale présentées par le requérant au titre des caractéristiques particulières du produit. Un argument identique a été examiné au paragraphe 7.195 *supra* concernant Catarinense. Pour les raisons exposées dans ce paragraphe, nous rejetons également cet argument.

c) Conclusion

7.198 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation n° 17 du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.8 en rejetant les données relatives au prix à l'exportation communiquées par Avipal, Frangosul et Sadia. Nous rejetons l'allégation n° 19 du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II de l'*Accord antidumping* en n'utilisant pas les données relatives à la valeur normale communiquées par Catarinense et Frangosul. Nous ne faisons aucune constatation en ce qui concerne l'allégation n° 15 du Brésil.

11. Fait de ne pas avoir donné un avis au public de clôture d'enquête – Allégations n° 16, 18 et 20

7.199 Ces allégations soulèvent des questions au titre de l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping*. Elles ont trait à des omissions alléguées dans l'avis au public de clôture d'enquête donné par l'Argentine.

[166] *Ibid.*

a) Arguments des parties

i) Allégation n° 16

7.200 Selon le Brésil, l'article 12.2.2 prescrit qu'un avis au public de clôture d'enquête contienne tous les renseignements pertinents, ou indique qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales. De l'avis du Brésil, les marges de dumping déterminées ainsi qu'une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour les déterminer et pour procéder à une comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation sont considérées comme des renseignements pertinents. Malgré cette obligation, le Brésil affirme que la DCD n'a donné aucune explication au sujet de la raison pour laquelle elle a procédé à un ajustement de la valeur normale au titre des différences dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue au Brésil et de celle qui est vendue en Argentine, même si la description du produit fournie par certains exportateurs indiquait que de telles différences étaient inexistantes.

7.201 L'Argentine fait valoir que le rapport du 4 janvier 2000 et la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, "tout au long de leur texte et sous différents titres", ont traité en détail de chacune des communications présentées par les producteurs/exportateurs, pour arriver à une conclusion motivée concernant les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête a exclu les communications qui n'étaient pas étayées par des pièces justificatives suffisantes ou avaient été présentées après l'expiration du délai accordé.

ii) Allégation n° 18

7.202 Le Brésil affirme que, contrairement à l'article 12.2.2, l'avis au public de clôture d'enquête ne contenait aucune explication de la raison pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête n'a pas établi le prix à l'exportation à partir des renseignements communiqués par Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense.

7.203 Comme pour l'allégation n° 16, l'Argentine fait valoir que le rapport du 4 janvier 2000 et la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, "tout au long de leur texte et sous différents titres", ont traité en détail de chacune des communications présentées par les producteurs/exportateurs, pour arriver à une conclusion motivée concernant les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête a exclu les communications qui n'étaient pas étayées par des pièces justificatives suffisantes ou avaient été présentées après l'expiration du délai accordé.

iii) Allégation n° 20

7.204 Le Brésil allègue que l'avis au public de clôture d'enquête n'expliquait pas convenablement pourquoi la DCD n'a pas utilisé la valeur normale communiquée par Frangosul et Catarinense.

7.205 Comme pour l'allégation n° 16, l'Argentine fait valoir que le rapport du 4 janvier 2000 et la détermination finale positive de l'existence d'un dommage, "tout au long de leur texte et sous différents titres", ont traité en détail de chacune des communications présentées par les producteurs/exportateurs, pour arriver à une conclusion motivée concernant les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête a exclu les communications qui n'étaient pas étayées par des pièces justificatives suffisantes ou avaient été présentées après l'expiration du délai accordé.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.206 Dans le cadre de son examen d'allégations similaires, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a exprimé le point de vue suivant:

> "la question de savoir si le Guatemala s'est acquitté des obligations en matière de transparence qui résultaient pour lui de sa décision d'imposer des mesures antidumping définitives frappant les importations de ciment en provenance du Mexique ne tirerait à conséquence que si la décision d'imposer la mesure avait elle-même été compatible avec l'Accord antidumping. Par conséquent, comme nous avons constaté que le Guatemala a enfreint des dispositions fondamentales de l'Accord antidumping en décidant d'imposer une mesure antidumping en l'occurrence, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de statuer sur la question de savoir s'il s'est acquitté de ses obligations en matière de transparence au titre de l'article 12.2 et 12.2.2 en ce qui concerne l'imposition d'une mesure dont il a déjà été constaté qu'elle n'était pas compatible avec les obligations résultant pour le Guatemala de l'Accord sur l'OMC".[167]

7.207 Nous sommes du même avis que le Groupe spécial. Selon nous, il n'est pas nécessaire de déterminer si un Membre s'est acquitté des obligations en matière de transparence prévues à l'article 12.2.2 en imposant une mesure antidumping s'il a déjà été constaté que cette mesure enfreignait diverses dispositions fondamentales de l'*Accord antidumping*. Puisque nous avons déjà constaté que la mesure antidumping de l'Argentine était incompatible avec diverses dispositions fondamentales de l'*Accord antidumping*, il n'est pas nécessaire de déterminer si l'Argentine a ou non respecté les prescriptions en matière de transparence prévues à l'article 12.2.2 en imposant cette mesure.

c) Conclusion

7.208 Pour les raisons qui précèdent, nous ne jugeons pas nécessaire de faire des constatations sur les allégations n° 16, 18 et 20.

12. Calcul d'une marge de dumping individuelle – Allégation n° 22

a) Arguments des parties

7.209 Le Brésil affirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas calculé de marges de dumping individuelles pour Catarinense et Frangosul en dépit du fait que ces sociétés ont présenté des données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation dans un délai raisonnable. Le Brésil affirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas expliqué, que ce soit dans la détermination finale ou dans tout autre document versé au dossier de l'enquête, pourquoi, dans l'affaire à l'examen, elle n'a pas déterminé de marge de dumping individuelle pour Catarinense et Frangosul. De l'avis du Brésil, en ne déterminant pas de marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs et en appliquant à la place le taux de dumping "résiduel global", l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec la règle générale énoncée à l'article 6.10 de l'*Accord antidumping*.

7.210 L'Argentine ne souscrit pas à la façon dont le Brésil présente les faits. En ce qui concerne Catarinense, l'Argentine estime que, ainsi qu'il est indiqué dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, les données reçues des exportateurs ont été présentées sous une forme agrégée, sans pièces justificatives. Selon l'Argentine, Catarinense n'a pas présenté de renseignements sur les ventes effectuées sur le marché brésilien. L'Argentine affirme que la seule pièce justificative présentée par Catarinense était une liste de factures relatives aux exportations vers l'Argentine. Dans le cas de Frangosul, l'Argentine affirme que plusieurs notifications ont été adressées à cet exportateur lui demandant de communiquer les listes des *Notas fiscales* (factures), afin d'établir un échantillon statistique. L'Argentine affirme qu'un rappel a été envoyé à l'exportateur le 18 novembre 1999. Selon

[167] Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.291.

l'Argentine, deux disquettes contenant des données relatives aux ventes intérieures, sans pièces justificatives, ont été reçues après l'expiration du délai accordé. L'Argentine fait observer que, dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, la DCD a dit ce qui suit:

> "Enfin, nous soulignons que dans le cas de sociétés comme Catarinense Limitada, Frangosul, Comave [sic], Da Granja Agroi, Sadia Concordia, Minuano De Alimentos, Acaua Industria, Felipe Avicola, Agroi Veneto, Chapeco et Litoral Alimen [*sic*], l'autorité chargée de la mise en œuvre n'avait pas de renseignements additionnels suffisants ni de pièces justificatives pour lui permettre d'établir une détermination finale individuelle de la marge de dumping."[168]

7.211 Le Brésil fait observer que la DCD a également ignoré les données relatives au prix à l'exportation présentées par les exportateurs Sadia et Avipal. Néanmoins, elle a calculé des marges de dumping individuelles pour ces deux exportateurs. Le Brésil ne voit pas pourquoi la DCD a agi différemment dans le cas des renseignements présentés par Frangosul et Catarinense. Le Brésil affirme en outre que le fait qu'un exportateur n'a pas présenté les renseignements pertinents et appropriés pour établir la valeur normale et le prix à l'exportation n'exclut pas l'obligation qu'a l'autorité, en vertu de l'article 6.10, de calculer une marge de dumping individuelle pour cet exportateur.[169]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.212 La question dont nous sommes saisis consiste à savoir si, compte tenu des faits de la présente cause, l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* prescrivait à la DCD de déterminer des marges de dumping séparées pour les exportateurs Catarinense et Frangosul.

7.213 La partie pertinente de l'article 6.10 dispose ce qui suit:

> "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête." (non souligné dans l'original)

7.214 Nous partageons le point de vue exprimé par le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* selon lequel la première phrase de l'article 6.10 impose aux autorités chargées de l'enquête l'obligation générale de calculer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête.[170]

7.215 L'Argentine fait valoir que pour que la prescription de l'article 6.10 s'applique, l'exportateur ou le producteur concerné devrait fournir les documents nécessaires pour déterminer une marge de dumping individuelle.[171] Nous ne relevons aucune obligation semblable dans le texte de l'article 6.10. À notre avis, l'article 6.10 est de nature purement procédurale en ce qu'il impose à l'organisme chargé de l'enquête l'obligation procédurale de déterminer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. L'article 6.10 ne vise *pas* les questions de fond ayant trait à la détermination de marges individuelles, comme la disponibilité des données pertinentes. Ces questions sont régies par des dispositions comme les articles 2 et 6.8 de l'*Accord antidumping*. À cet égard, nous observons que le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* a constaté ce qui suit:

---

[168] Réponse de l'Argentine à la question n° 44 du Groupe spécial et pièce n° 15 du Brésil.

[169] Deuxième déclaration orale du Brésil, paragraphe 59 et réponse du Brésil à la question n° 90 du Groupe spécial.

[170] Rapport du Groupe spécial, *Argentine – Carreaux en céramique*, *supra*, note 66, paragraphe 6.89.

[171] Réponse de l'Argentine à la question n° 97 du Groupe spécial.

> "les dispositions de l'article 2 concernant la détermination de l'existence d'un dumping et de l'article 6.8 de l'Accord antidumping concernant les données de fait disponibles ont pour objet de permettre à l'autorité chargée de l'enquête de compléter les chiffres en ce qui concerne un exportateur donné afin de déterminer une marge de dumping lorsque les renseignements communiqués ne sont pas fiables ou que les renseignements nécessaires ne sont tout simplement pas communiqués. C'est précisément en raison des articles 2 et 6.8, entre autres, qu'il demeurera possible de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur sur la base des données de fait".[172]

7.216 Nous en convenons. Le fait que l'autorité chargée de l'enquête ne reçoit pas de renseignements d'un exportateur, ou ne reçoit que des renseignements partiels, ou des renseignements qui ne sont pas utilisables ni fiables, ne devrait pas empêcher le calcul d'une marge de dumping individuelle pour cet exportateur, puisque les dispositions de fond de l'*Accord antidumping* dont il est question au paragraphe 7.217 *supra* autorisent expressément les autorités chargées de l'enquête à compléter les données ayant trait à un exportateur particulier afin de déterminer une marge de dumping si les renseignements communiqués ne sont pas fiables ou si les renseignements nécessaires ne sont tout simplement pas fournis. Nous rejetons donc l'argument de l'Argentine selon lequel "la détermination individuelle de la marge de dumping par exportateur est subordonnée à la condition que l'exportateur soit connu et présente les documents nécessaires pour permette cette détermination".[173]

c) Conclusion

7.217 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine a violé l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* en ne déterminant pas de marge de dumping individuelle pour Catarinense et Frangosul.

13. Faits essentiels – Allégation n° 21

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.218 Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 6.9 de l'*Accord antidumping* en n'informant pas toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer un droit antidumping définitif. En particulier, le Brésil fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas informé les parties intéressées que certaines données relatives au prix intérieur et au prix de vente à l'exportation ne seraient pas utilisées pour établir la valeur normale et le prix à l'exportation. Le Brésil affirme également que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas informé les parties intéressées des raisons pour lesquelles ces renseignements n'ont pas été utilisés.

7.219 L'Argentine affirme que, au moyen du rapport de la DCD en date du 4 janvier 2000, l'autorité chargée de l'enquête a informé les parties de tous les faits essentiels sur lesquels elle entendait fonder sa décision finale.

7.220 Les Communautés européennes, en tant que tierce partie, ne prennent pas position sur la question de savoir si, compte tenu des faits de la cause en l'espèce, la mesure est compatible avec l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*. Les Communautés européennes font valoir que l'article 6.9 nécessite une action positive de la part des autorités chargées de l'enquête, et exige des autorités qu'elles divulguent activement les faits essentiels sur lesquels se fonde la décision d'appliquer ou non

---

[172] Rapport du Groupe spécial, *Argentine – Carreaux en céramique*, *supra*, note 66, note de bas de page 96.

[173] Voir *supra* la note 171.

des mesures définitives. Se référant au Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, les Communautés européennes affirment que le simple accès au dossier n'est pas suffisant, à moins que le dossier ne contienne un document de divulgation spécialement préparé par les autorités, qui identifie clairement les "faits essentiels".

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.221 Cette allégation soulève la question de savoir si certains "faits essentiels" allégués identifiés par le Brésil auraient dû être divulgués aux parties intéressées conformément à l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*.

7.222 L'article 6.9 de l'*Accord antidumping* est ainsi libellé:

> "Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts."

7.223 La première phrase de l'article 6.9 impose donc aux autorités chargées de l'enquête l'obligation d'informer les parties intéressées des faits essentiels qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Nous soulignons que l'obligation prévue à l'article 6.9 s'applique uniquement 1) aux "faits essentiels" qui 2) constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. À notre avis, les faits qui ne constitueront pas le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives ne peuvent pas être considérés comme des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*.[174]

7.224 Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 6.9 en n'informant pas les parties intéressées d'un "fait essentiel", à savoir que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation déclarées par les exportateurs ne seraient pas utilisées dans la détermination finale. À notre avis, toutefois, le fait que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation ne seront pas utilisées pour faire une détermination finale n'est pas un fait qui constituera le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Même si nous convenons que les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation utilisées en dernier ressort dans la détermination finale sont des faits essentiels qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, le fait que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation ne seront pas utilisées n'en est pas un. À cet égard, le fait que les parties intéressées n'ont peut-être pas été informées que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation ne seraient pas utilisées dans la détermination finale aurait peut-être dû être traité par le Brésil dans le contexte de l'article 6.8 de l'*Accord antidumping*.

7.225 Le Brésil allègue également que l'Argentine a violé l'article 6.9 en n'informant pas les parties intéressées des raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé certaines données relatives au prix intérieur et au prix de vente à l'exportation déclarées par les exportateurs. À notre avis, toutefois, le fait de ne pas informer une partie intéressée d'une raison n'équivaut pas au fait de ne

---

[174] Pour examiner cette question, nous avons tenu compte de la constatation suivante du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, à laquelle nous souscrivons:

> "Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives." (Rapport du Groupe spécial, *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.229)

pas informer une partie intéressée d'un fait essentiel. Le terme "fact" (fait) est défini, entre autres choses, comme "a thing that is known to have occurred, to exist ou to be true" (une chose dont on sait qu'elle s'est produite, qu'elle existe ou qu'elle est vraie), tandis qu'une "reason" (raison) est un "motive, cause or justification" (motif, cause ou justification).[175] Nous ne pensons pas que le sens ordinaire du terme "fait" étayerait la conclusion selon laquelle l'article 6.9, s'agissant de l'emploi du terme "fait", renvoie non seulement à des "faits" au sens de "choses dont on sait qu'elles se sont produites, qu'elles existent ou qu'elles sont vraies", mais aussi à des "motifs, causes ou justifications".

7.226 Le Brésil, dans sa réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, a affirmé ce qui suit:

> "Il importe de noter que le terme "faits" se trouve également à l'article 17.6 i) de l'Accord. Selon l'article 17.6 i), "dans son évaluation des **faits** de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des **faits** par les autorités était correct et si leur évaluation de ces **faits** était impartiale et objective (…)". Dans cet article, le terme "faits" ne renvoie pas seulement aux données établies et évaluées par l'autorité, mais aussi au raisonnement étayant une certaine conclusion dans l'établissement d'un fait.
>
> En conséquence, nous croyons comprendre que, dans l'article 6.9, l'expression "faits essentiels" vise les données recueillies et le raisonnement étayant une certaine conclusion rendue par une autorité dans l'établissement des faits. Cette conclusion se rapporte à l'établissement des faits par l'autorité. Par exemple, il ne suffit pas qu'elle indique simplement qu'elle a ignoré la valeur normale présentée par un certain exportateur en se fondant sur l'article 6.8 de l'Accord. L'autorité doit donner les raisons pour lesquelles certains renseignements ont été ignorés conformément à l'article 6.8." (souligné et caractère gras dans l'original)

7.227 Nous ne considérons pas que cette réponse étaye l'allégation du Brésil. Premièrement, l'article 17.6 i) de l'*Accord antidumping* fait une distinction entre 1) l'établissement des faits et 2) l'évaluation des faits. À notre avis, une raison fait partie de l'évaluation d'un fait, mais n'est pas le fait lui-même. Deuxièmement, nous convenons avec le Brésil que l'autorité chargée de l'enquête doit informer les parties intéressées des raisons pour lesquelles certains renseignements sont ignorés. Toutefois, comme le Brésil lui-même le fait observer, dans les deux dernières phrases citées plus haut, cette obligation se trouve à l'article 6.8 (par l'intermédiaire du paragraphe 6 de l'Annexe II)[176], et non à l'article 6.9.

7.228 Le Brésil s'appuie également sur le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* pour étayer son allégation.[177] Nous estimons que notre conclusion est entièrement compatible avec la constatation faite par le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*. À notre avis, ce groupe spécial a conclu que les renseignements factuels – plutôt que le raisonnement – représentaient les "faits essentiels" qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. En particulier, ce groupe spécial a constaté que "les renseignements provenant du

---

[175] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 482.

[176] Le paragraphe 6 de l'Annexe II est ainsi libellé:

> "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées."

[177] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 346 à 348.

requérant et les renseignements de source secondaire, plutôt que les renseignements des exportateurs, représentaient (en ce qui concerne l'existence d'un dumping) les faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives".[178] Cela montre clairement que ce groupe spécial a défini les "faits essentiels" comme des renseignements factuels, plutôt qu'un raisonnement.

7.229 Nous rappelons que la portée de l'obligation prévue à l'article 6.9 se limite 1) aux "faits essentiels" qui 2) constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Puisque certains des éléments identifiés par le Brésil ne sont pas des "faits essentiels", et que les autres sont des faits qui ne "constitue[ro]nt [pas] le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine n'a pas informé les parties intéressées "des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives".

c) Conclusion

7.230 Compte tenu de ce qui précède, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.9 de l'*Accord antidumping*.

D. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ET DÉTERMINATION POSITIVE FINALE

1. Fait de ne pas avoir effectué d'ajustement au titre du fret – Allégation n° 23

a) Arguments des parties

7.231 L'allégation n° 23 du Brésil concerne le fait que la DCD n'a pas effectué d'ajustements de la valeur normale de Sadia et d'Avipal au titre du fret. Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle n'a pas ajusté la valeur normale de Sadia et d'Avipal au titre des frais de transport déclarés par ces exportateurs. Le Brésil affirme que l'ajustement au titre du fret a été demandé par Sadia à l'annexe VIII, section C de sa réponse au questionnaire du 20 avril 1999. Le Brésil affirme qu'Avipal a demandé un ajustement au titre du fret dans sa réponse au questionnaire complémentaire datée du 21 décembre 1999.

7.232 L'Argentine affirme que la DCD n'a pas fait l'ajustement au titre du fret demandé par Sadia parce qu'il n'était pas suffisamment étayé par des preuves. En particulier, les frais de transport ne figuraient pas sur les échantillons de factures présentés par l'exportateur, ni correctement établis par des documents. Au lieu de cela, Sadia a simplement communiqué un chiffre représentant les frais de transport moyens sur une période prolongée, et non pas les frais de transport transaction par transaction. À cet égard, l'Argentine a répondu ce qui suit à la question n° 81 du Groupe spécial:

> "L'Argentine réaffirme ce qu'elle a dit aux paragraphes 210 et 211 de sa première communication écrite. En fait, Sadia a répondu au point du questionnaire concernant le transport intérieur, mais n'a jamais fourni à ce sujet de pièces justificatives. Et les factures présentées ne donnent aucune indication sur le pourcentage et/ou le montant de l'ajustement à effectuer.
>
> En d'autres termes, si Sadia a indiqué dans l'annexe X une valeur en dollars par tonne à déduire au titre du fret et l'a également fait dans l'annexe VIII – Ventes sur le marché intérieur – ces valeurs ont été présentées sous une forme annualisée sans aucune pièce justificative qui aurait permis à l'autorité de vérifier si elles correspondaient à la réalité et, ainsi, d'effectuer ledit ajustement.

[178] Rapport du Groupe spécial, Ar*gentine – Carreaux en céramique*, *supra*, note 66, paragraphe 6.127.

> Est jointe à cet égard une "*nota fiscal*" (certificat d'imposition) de Sadia montrant clairement que la case relative au coût du transport ne contient l'indication d'aucun montant. Et c'est le chiffre "1" correspondant à "*emitente*" qui apparaît dans la case "*frete por conta*".
>
> Le type de pièces justificatives dont il s'agit en l'occurrence serait par exemple un contrat de Sadia avec une entreprise de transport ou d'autres documents de l'entreprise indiquant clairement le montant à déduire au titre du fret. Nous insistons sur le fait que les "*notas fiscales*", où ne figurait pas le montant indicatif de l'ajustement demandé, ont été les seules pièces justificatives communiquées.
>
> (...)"

7.233 L'Argentine affirme que la demande d'Avipal en faveur d'un ajustement au titre du fret a été faite trop tard dans la procédure, ne s'accompagnait pas de pièces justificatives et n'a pas été communiquée avec la traduction appropriée en espagnol.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.234 L'allégation du Brésil porte sur le fait que la DCD n'a pas effectué d'ajustements de la valeur normale de Sadia et d'Avipal au titre du fret. Cette allégation est fondée sur l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix." (note de bas de page omise)

7.235 Comme l'a relevé le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, "L'article 2.4 impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de tenir dûment compte, dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix ...".[179] L'Argentine n'a pas fait valoir qu'il n'aurait pas été approprié en principe de faire l'ajustement au titre du fret. Cela est tout à fait raisonnable, car il nous semble que dans des circonstances normales, il existe une incompatibilité évidente avec l'article 2.4 si l'autorité chargée de l'enquête compare les prix à l'exportation f.a.b. avec les prix intérieurs "à la livraison", parce qu'une telle comparaison ne serait pas faite au même niveau commercial. Nous allons maintenant examiner les raisons pour lesquelles, selon l'Argentine, la DCD était en droit de ne pas faire l'ajustement au titre du fret.

7.236 S'agissant de Sadia, l'Argentine affirme qu'elle était en droit de ne pas faire d'ajustement au titre du fret parce que Sadia a déclaré ses frais de transport sur une base annualisée, sans pièces justificatives. Nous ne voyons rien dans le questionnaire de la DCD qui exclurait certaines formes de déclaration, y compris l'"annualisation". L'Argentine n'a pas non plus indiqué quoi que ce soit dans le questionnaire qui exclurait une telle déclaration. Puisque le questionnaire n'a pas exclu la déclaration "annualisée", et qu'il n'y a rien dans le dossier qui expliquerait pourquoi une déclaration "annualisée" pourrait être considérée comme déraisonnable, le fait que Sadia a déclaré les frais de transport sur une base "annualisée" ne constitue pas une raison suffisante pour que la DCD ne fasse aucun ajustement au titre du fret.

---

[179] *Id.*, paragraphe 6.113.

7.237 S'agissant de l'argument de l'Argentine selon lequel Sadia n'a pas présenté de pièces justificatives concernant un quelconque ajustement au titre du fret, le Groupe spécial a demandé à l'Argentine d'"indiquer précisément (numéro de page, numéro de paragraphe, numéro de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a exposé le motif du rejet de la demande de Sadia dans sa détermination finale, ou dans tout autre document établi par l'autorité chargée de l'enquête au moment de sa détermination".[180] L'Argentine a répondu que "[l']explication dont il s'agit est donnée à la section VIII.1.3.3.1 du rapport sur les actions entreprises. À ce sujet, la DCD a indiqué de façon détaillée dans ce rapport quels renseignements, où ne figurait aucun ajustement au titre du fret, elle retiendrait pour la détermination de la valeur normale". À l'examen de la section pertinente de la détermination finale de la DCD, nous ne trouvons aucune référence au manquement allégué, de la part de Sadia, à l'obligation de fournir des pièces justificatives. L'explication de l'Argentine est donc une justification *a posteriori* que nous sommes tenus d'ignorer dans l'examen de la présente allégation. Bien que la réponse de l'Argentine à la question n° 82 semble laisser entendre que l'absence d'éléments de preuve documentaires devrait être inférée du fait que la DCD n'a pas effectué l'ajustement au titre du fret demandé par Sadia, il n'y a aucune base nous permettant de faire une telle inférence. Il pourrait y avoir un nombre indéfini de raisons pour lesquelles la DCD n'a pas fait l'ajustement demandé par Sadia, et le but de la présente allégation est de déterminer si la DCD était ou non en droit d'agir ainsi.

7.238 En tout état de cause, nous notons que dans la réponse à la question n° 81 du Groupe spécial, l'Argentine a reconnu[181] qu'au moins une facture de vente fournie par Sadia mentionnait le fret imputé à l'"*emitente*", c'est-à-dire, le fournisseur.[182] Ainsi, Sadia avait fourni certains éléments de preuve documentaires à l'appui de sa demande d'ajustement au titre du fret, puisque la facture pertinente indiquait clairement que les frais de transport étaient supportés par le fournisseur, à savoir, Sadia, et non pas par le client. Compte tenu de la prescription énoncée à l'article 2.4 selon laquelle les autorités chargées de l'enquête doivent tenir dûment compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, nous considérons que ces éléments de preuve documentaires auraient dû conduire la DCD à demander des précisions supplémentaires à Sadia sur cette question. Les éléments de preuve documentaires étaient en tout état de cause suffisants pour empêcher la DCD de conclure que Sadia n'avait pas fourni d'éléments de preuve à l'appui de son ajustement au titre du fret. Au contraire, il existait des éléments de preuve documentaires dans le dossier indiquant que Sadia supportait bien des frais de transport en ce qui concerne les ventes intérieures. Nous ne sommes donc pas persuadés par la justification avancée par l'Argentine pour ne pas avoir accepté la demande de Sadia en faveur d'un ajustement au titre du fret.

7.239 S'agissant d'Avipal, l'Argentine indique que sa demande d'ajustement au titre du fret a été rejetée parce qu'elle n'était pas étayée par des éléments de preuve documentaires, n'était pas intégralement traduite en espagnol, et était présentée tardivement. En ce qui concerne les questions de la traduction et du caractère tardif, nous ne trouvons aucune mention de telles considérations dans la détermination finale de la DCD. L'Argentine ne nous a pas non plus fourni d'éléments de preuve issus de l'époque où la DCD a fait sa détermination donnant à penser que ces facteurs ont conduit la DCD à rejeter la demande d'Avipal en faveur d'un ajustement au titre du fret. Faute de tels éléments de preuve, les arguments de l'Argentine concernant la traduction et le caractère tardif constituent une justification *a posteriori*, et n'offrent donc aucune base nous permettant de trancher la question qui nous est soumise. S'agissant de l'absence de pièces justificatives, nous notons qu'il est indiqué au premier paragraphe de la page 65 de la détermination positive finale de l'existence d'un dumping que la DCD n'a fait que les ajustements qu'elle pouvait vérifier. Nous croyons comprendre qu'il s'agit d'une affirmation de la DCD selon laquelle elle ne ferait que les ajustements pour lesquels elle avait

[180] Question n° 82 du Groupe spécial.
[181] Voir le paragraphe 7.232 *supra*.
[182] Voir la pièce n° 29 du Brésil, page 6.

des pièces justificatives. Lorsque nous examinons le fond de l'allégation du Brésil, nous constatons qu'il n'y a rien dans le dossier donnant à penser qu'Avipal avait fourni des éléments de preuve documentaires à l'appui de sa demande d'ajustement au titre du fret. Il y a donc une distinction claire entre les circonstances factuelles dans lesquelles les demandes d'ajustement au titre du fret ont été faites par Sadia et Avipal.[183] En conséquence, nous constatons que la DCD était en droit de rejeter l'ajustement au titre du fret demandé par Avipal.

c) Conclusion

7.240 Pour conclure, nous constatons que la DCD a agi en violation de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne faisant pas l'ajustement de la valeur normale au titre du fret demandé par Sadia.

2. Fait de ne pas avoir effectué divers ajustements au titre des différences décrites par la JOX – Allégation n° 24

a) Arguments des parties

7.241 La présente allégation concerne l'utilisation par la DCD des données relatives aux ventes intérieures obtenues de la JOX aux fins d'établir la valeur normale pour certains exportateurs brésiliens. Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce que la DCD a comparé les données de la JOX (valeur normale) avec le prix à l'exportation sans faire d'ajustement au titre des différences indiquées par la JOX en ce qui concerne les taxes, les frais financiers, les commissions sur les ventes et les frais de transport.

7.242 Au cours de la présente procédure, l'Argentine a avancé deux arguments pour défendre la décision de la DCD de ne pas faire les ajustements de la valeur normale demandés. Premièrement, l'Argentine a affirmé que les données de la JOX relatives aux ventes intérieures n'ont pas été ajustées pour faire en sorte que la valeur normale et le prix à l'exportation soient comparés au même niveau commercial. Si les ajustements avaient été faits, la comparaison aurait été – à mauvais escient – entre un prix sortie usine pour la valeur normale et un prix à l'exportation f.a.b., parce qu'il n'existait pas de renseignements identiques sur les déductions à faire du prix à l'exportation des marchandises. Deuxièmement, l'Argentine a indiqué que des précisions sur les ajustements pertinents ont été communiquées par la JOX en portugais, alors que la Loi n° 19 549 sur les procédures administratives et l'article 28 du Décret d'application n° 1759/72 disposent que les communications en langue étrangère adressées à l'autorité chargée de l'enquête doivent être traduites en espagnol par un traducteur agréé.

7.243 S'agissant de l'argument de l'Argentine relatif au niveau commercial, le Brésil affirme que même l'utilisation d'une valeur normale f.a.b. (à savoir, au même niveau commercial que le prix à l'exportation f.a.b.) aurait nécessité des ajustements/déductions au titre des différences dans les taxes et les frais financiers, parce que le prix à l'exportation f.a.b. n'inclut pas les taxes et les frais financiers.[184]

7.244 S'agissant de la communication de données par la JOX en portugais, le Brésil affirme que les renseignements pertinents ont été communiqués par la JOX en réponse à une demande faite par la DCD, et non pas par les exportateurs brésiliens ou le requérant.[185] La JOX est un organisme privé, sans lien avec le gouvernement brésilien ni avec aucun des exportateurs brésiliens visés par l'enquête.

[183] De plus, la demande d'Avipal a été faite très tard au cours de la procédure, le 21 décembre 1999 (même si sa réponse initiale au questionnaire a été présentée en avril 1999), ce qui a limité le temps dont disposait la DCD pour évoquer de nouveau cette question avec Avipal.

[184] Voir la réponse du Brésil à la question n° 93 du Groupe spécial.

[185] Voir les observations du Brésil sur la réponse de l'Argentine à la question n° 85 du Groupe spécial.

Ainsi, la JOX ne constituait pas une "partie[ ] intéressée[ ]" au sens de l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*, et n'était donc nullement tenue de répondre aux autorités argentines, encore moins de fournir une traduction de sa réponse en espagnol.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.245 Comme on l'a fait observer plus haut, l'Argentine a présenté deux arguments (à savoir, le niveau commercial et la langue) à l'appui de la décision de la DCD de ne pas faire certains ajustements des données de la JOX utilisées pour établir la valeur normale pour certains exportateurs. Aucun élément de preuve ne nous a été présenté donnant à penser que la DCD s'est appuyée sur le premier argument, concernant le niveau commercial, au moment de sa décision. Cet argument constitue donc une justification *a posteriori* que nous ne pouvons pas prendre en considération.

7.246 S'agissant du choix de la langue fait par la JOX, nous notons que les données de la JOX sont tout d'abord devenues pertinentes pour l'enquête parce que le requérant s'est appuyé sur elles aux fins d'établir la valeur normale dans sa demande. La DCD a ensuite eu recours aux données de la JOX afin d'établir la valeur normale pour certains exportateurs lorsqu'elle a déterminé que ces exportateurs n'avaient pas communiqué de données relatives aux ventes intérieures suffisantes aux fins de l'établissement de la valeur normale. Le 25 juin 1999, la DCD a demandé des précisions à la JOX au sujet de l'éventuelle nécessité de faire des ajustements. Bien que la langue officielle de l'enquête de la DCD ait été l'espagnol, la JOX a répondu à la DCD en portugais (réponse reçue par la DCD le 3 août 1999). La JOX a informé la DCD que les données relatives aux ventes intérieures qui étaient à la disposition de la DCD incluaient diverses taxes sur les ventes (14,65 pour cent au total), les frais financiers (dépendant des conditions de vente), les commissions sur les ventes (de 0,5 à 1 pour cent) et les frais de transport (dépendant de la situation géographique).

7.247 Nous notons donc que la JOX a seulement présenté des précisions concernant les ajustements des données pertinentes sur les ventes en réponse à une demande de la DCD. La JOX n'avait aucun intérêt dans la procédure. Il n'y a rien dans le dossier qui nous est soumis donnant à penser que la JOX était une "partie[ ] intéressée[ ]" au sens de l'article 6.11 de l'*Accord antidumping*. Il n'y a pas non plus d'éléments de preuve selon lesquels la JOX a demandé à participer à l'enquête de la DCD en tant que partie intéressée. En pareilles circonstances, nous ne voyons pas pourquoi les exportateurs brésiliens devraient être pénalisés (parce que la valeur normale non ajustée aurait entraîné une marge de dumping plus élevée) par le fait que la JOX n'a pas communiqué les renseignements pertinents en espagnol, ou par le fait que la DCD ne s'est pas procuré sa propre traduction de ces renseignements. La DCD voulait obtenir ces renseignements de la JOX parce qu'elle allait utiliser ces données comme base pour la valeur normale et parce qu'elle savait qu'il était probablement nécessaire de faire des ajustements des données de la JOX. Le fait que la JOX, qui n'était pas une partie intéressée, et qui ne participait pas elle-même à l'enquête, n'a pas répondu en espagnol ne libère pas la DCD de ses obligations au titre de l'article 2.4. Dans la mesure où la DCD voulait obtenir des précisions de la JOX à ses propres fins, nous considérons qu'il incombait à la DCD de se procurer sa propre traduction en espagnol de la communication de la JOX.

7.248 Nous notons également que, comme cela est démontré entre autres en ce qui concerne l'allégation n° 25 ci-après, la DCD s'est appuyée en partie sur le même document de la JOX – en portugais – pour augmenter la valeur normale afin de tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques des volailles vendues au Brésil et de celles qui sont vendues en Argentine.[186] Dans la mesure où la DCD a pu s'appuyer sur le document en portugais de la JOX pour faire un ajustement de la valeur normale à la hausse, nous ne voyons aucune raison pour laquelle la DCD ne pouvait pas, de la même façon, s'appuyer sur le même document de la JOX pour faire

[186] La DCD s'est aussi appuyée sur un deuxième document de la JOX présenté par le requérant, qui avait été traduit du portugais en espagnol.

d'autres ajustements de la valeur normale à la baisse. Pareille conduite ne dénote pas les actions d'une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale.

c) Conclusion

7.249 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que l'autorité argentine chargée de l'enquête a violé l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne faisant pas d'ajustements lorsqu'elle a comparé le prix à l'exportation avec la valeur normale établie sur la base des données de la JOX relatives aux ventes intérieures.

3. Différences dans les caractéristiques physiques justifiant un ajustement – Allégation n° 25

7.250 La présente allégation concerne un ajustement de la valeur normale à la hausse de 9,09 pour cent fait par la DCD pour tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques des volailles vendues à l'intérieur du Brésil et des volailles exportées vers l'Argentine. La DCD a constaté que les volailles étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes, tandis qu'elles étaient exportées vers l'Argentine sans la tête et les pattes. La DCD a conclu que le taux de rendement (par kilogramme) pour les volailles vendues à l'intérieur du Brésil était donc plus élevé que pour les volailles exportées vers l'Argentine. Étant donné que la différence alléguée dans les taux de rendement était de 9,09 pour cent, la DCD a augmenté la valeur normale de cette marge.

a) Arguments des parties

7.251 Le Brésil allègue que l'ajustement de 9,09 pour cent était incompatible avec l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce que, pour l'essentiel, il n'existe pas de différence entre les volailles vendues à l'intérieur du Brésil et les volailles exportées vers l'Argentine. Selon le Brésil, la plupart des exportateurs/producteurs vendent sur les deux marchés des volailles éviscérées sans la tête et les pattes. Le Brésil estime que ce fait était évident au vu des réponses au questionnaire présentées par les exportateurs: Sadia, Avipal et Frangosul ont indiqué dans leurs réponses au questionnaire qu'elles vendaient les mêmes volailles en Argentine et au Brésil, tandis que Catarinense a fait état de différences en ce qui concerne uniquement les volailles du type "à rôtir" (mais pas du type "à griller"). Catarinense a indiqué que les volailles du type "à rôtir" étaient vendues à l'intérieur du Brésil sans les pattes mais avec la tête, tandis que les volailles du type "à rôtir" exportées vers l'Argentine n'avaient ni tête ni pattes.

7.252 L'Argentine affirme que les exportateurs brésiliens n'ont pas nié expressément la nécessité d'un ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques au cours de l'enquête (bien que l'Argentine reconnaisse que les exportateurs ont critiqué le montant de l'ajustement). L'Argentine affirme aussi qu'elle a reçu de la JOX des éléments de preuve indiquant que les volailles étaient vendues avec la tête et les pattes à l'intérieur du Brésil. En particulier, une note provenant de la JOX reçue le 3 août 1999 est libellée comme suit: "Sauf indication contraire, les poulets réfrigérés vendus à São Paulo comprennent les pattes et la tête. Le prix des (poulets réfrigérés sans les pattes et la tête) devrait être plus élevé de 10 pour cent."[187]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.253 La présente allégation concerne la décision de la DCD d'augmenter de 9,09 pour cent les valeurs normales de tous les exportateurs pour tenir compte des différences alléguées dans les

[187] Pièce n° 32 du Brésil.

caractéristiques physiques des volailles vendues au Brésil et en Argentine, respectivement.[188] Puisque le Brésil ne conteste pas qu'un tel ajustement aurait été nécessaire s'il y avait effectivement eu des différences entre les volailles vendues au Brésil et en Argentine, respectivement, nous trancherons cette question en examinant si la DCD a ou non constaté à bon droit qu'il existait de telles différences.

7.254 Comme point de départ, nous notons que le dossier de la DCD contenait des éléments de preuve selon lesquels il y avait des différences entre les volailles vendues à l'intérieur du Brésil et les volailles exportées vers l'Argentine. La DCD était en possession d'un document provenant de la JOX (reçu le 3 août 1999) indiquant que certaines volailles vendues à l'intérieur du Brésil incluaient la tête et les pattes.[189] Dans ce document, la JOX a indiqué que "[s]auf indication contraire, les poulets réfrigérés vendus à São Paulo compren[aient] les pattes et la tête".

7.255 Cependant, il y avait aussi des éléments de preuve dans le dossier indiquant qu'au moins certains exportateurs vendaient un produit identique tant au Brésil qu'en Argentine. En particulier, la section A, annexe II, des réponses de Sadia au questionnaire (à savoir, la réponse initiale et la réponse complémentaire) décrivait le produit vendu au Brésil et en Argentine en termes identiques (soit, des "volailles entières avec les abats").[190] La description du produit dans la section correspondante de la réponse d'Avipal au questionnaire[191] ne faisait pas non plus de distinction entre les ventes intérieures et les ventes à l'exportation. Les réponses au questionnaire de ces deux exportateurs donnaient à penser, par conséquent, qu'ils vendaient le même produit tant au Brésil qu'en Argentine.

7.256 La section A, annexe II, de la réponse initiale de Frangosul au questionnaire n'établissait pas non plus de distinction entre les produits nationaux et les produits d'exportation.[192] En outre, la réponse complémentaire de Frangosul au questionnaire incluait une fiche sur le produit indiquant que les volailles du type "à rôtir" et du type "à griller" ne comprenaient pas la tête ou les pattes. Ainsi, la réponse de Frangosul au questionnaire indiquait non seulement qu'elle vendait les mêmes produits au Brésil et en Argentine, mais démontrait aussi que ces produits ne comprenaient pas la tête et les pattes.

7.257 Seul un exportateur, Catarinense, a fait état d'une différence entre les produits vendus au Brésil et ceux qui sont vendus en Argentine. La réponse de Catarinense au questionnaire indiquait que les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil incluaient la tête mais pas les pattes, tandis que celles qui étaient exportées vers l'Argentine ne comprenaient ni la tête ni les pattes.

7.258 Par ailleurs, nous relevons que le gouvernement brésilien a contesté l'ajustement fait par la DCD au titre des différences dans les caractéristiques physiques dans une lettre datée du 19 janvier 2000.[193] Le Brésil a dit que l'ajustement était "absurde", puisque les volailles étaient vendues dans le même état au Brésil et en Argentine.

7.259 Compte tenu de ce qui précède, nous estimons que le dossier n'offrait pas une base suffisante pour permettre à la DCD de conclure qu'il existait des différences dans les caractéristiques physiques de toutes les volailles vendues au Brésil et en Argentine, respectivement. Seule la réponse au questionnaire d'un exportateur donnait à penser qu'une certaine forme d'ajustement pouvait être

[188] À la différence de l'allégation semblable au titre de l'article 5.3 (allégation n° 2), l'allégation n° 25 du Brésil ne conteste que la nécessité de l'ajustement fait par la DCD au cours de l'enquête – mais pas son montant.

[189] Voir *supra* la note 187.

[190] Pièce n° 22 du Brésil.

[191] Pièce n° 23 du Brésil.

[192] Pièce n° 24 du Brésil.

[193] Lettre de l'ambassade du Brésil à Buenos Aires adressée aux autorités de l'Argentine (pièce n° 39 du Brésil).

nécessaire. Les réponses au questionnaire des autres exportateurs indiquaient que le même produit était vendu tant au Brésil qu'en Argentine. Malgré la possibilité d'un ajustement évoqué dans le document de la JOX susmentionné, la teneur des réponses des exportateurs au questionnaire et les observations du gouvernement brésilien auraient dû empêcher une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale de conclure, sur la base du seul document de la JOX, qu'il existait des différences dans les caractéristiques physiques des volailles vendues au Brésil et en Argentine, respectivement. À tout le moins, les éléments de preuve contradictoires auraient dû conduire la DCD à examiner plus avant la présente question avec les exportateurs.

c) Conclusion

7.260 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que la DCD a violé l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en augmentant de 9,09 pour cent les valeurs normales de tous les exportateurs pour tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques des volailles vendues au Brésil et en Argentine.

4. Période de collecte des données relatives au dumping – Allégation n° 26

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.261 Le Brésil affirme que la DCD a violé l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle n'a informé les exportateurs de la période couverte par l'enquête sur le dumping que neuf mois après l'ouverture de l'enquête et que, pendant ce temps, les exportateurs ont eu la charge déraisonnable de communiquer des données concernant les ventes sur le marché intérieur et les ventes à l'exportation pour la période allant de 1996 à 1998 et les mois de 1999 pour lesquels des données étaient disponibles.

7.262 L'Argentine affirme que l'*Accord antidumping* ne régit pas la période pour laquelle des données concernant le dumping peuvent être collectées. Elle nie que la DCD ait imposé une charge déraisonnable aux exportateurs en demandant une quantité excessive de données. En effet, l'Argentine estime qu'elle a calculé la valeur normale sur la base d'un échantillon limité de factures précisément pour que les exportateurs ne soient pas obligés de fournir un grand nombre de factures.

7.263 Les Communautés européennes estiment que l'allégation du Brésil n'entre pas dans le champ d'application de l'article 2.4 de l'*Accord antidumping*. Elles affirment que, comme l'a récemment rappelé dans son rapport le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, l'article 2.4 a exclusivement trait à la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation.[194] Il n'est pas applicable à la détermination de la valeur normale et du prix d'exportation. Les Communautés européennes indiquent que les dispositions de l'*Accord antidumping* pertinentes pour l'examen de la question soulevée par le Brésil sont l'article 6.1 et le premier paragraphe de l'Annexe II.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.264 Cette allégation concerne la fixation de la période couverte par l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête. Elle ne concerne pas la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Nous rappelons que le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier* a constaté ce qui suit:

> "En somme, l'article 2.4 dans sa totalité, y compris la prescription relative à la charge de la preuve qu'il contient, traite des moyens d'assurer une comparaison équitable,

[194] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie* ("*Égypte - Barres d'armature en acier*"), WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002, paragraphe 7.335.

> grâce à divers ajustements le cas échéant, entre prix d'exportation et valeur normale."[195]

7.265 Le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier* a été adopté pendant que se déroulait la procédure du présent Groupe spécial. Nous souscrivons à la constatation de ce groupe spécial selon laquelle l'article 2.4 impose des obligations en ce qui concerne la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation. Selon nous, l'article 2.4 n'impose aucune obligation en ce qui concerne la fixation de la période couverte par l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête, qui fait l'objet de l'allégation n° 26 du Brésil.

c) Conclusion

7.266 Compte tenu de ce qui précède, nous rejetons l'allégation n° 26 du Brésil.

5. Échantillonnage des transactions de vente sur le marché intérieur - Allégation n° 27

7.267 Cette allégation concerne la méthode de comparaison utilisée par la DCD pour calculer les marges de dumping pour Sadia et Avipal.

a) Arguments des parties

7.268 Le Brésil allègue que la DCD a agi en violation de l'article 2.4.2 parce que, bien que Sadia et Avipal aient indiqué toutes les transactions de vente sur le marché intérieur pertinentes, la DCD n'a pas pris en compte toutes les ventes intérieures lorsqu'elle a comparé la valeur normale moyenne pondérée avec le prix d'exportation moyen pondéré. En d'autres termes, le Brésil allègue que la DCD a violé l'article 2.4.2 en comparant le prix d'exportation moyen pondéré avec uniquement une moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale.

7.269 L'Argentine affirme que l'échantillon des transactions de vente sur le marché intérieur utilisé par la DCD pour établir une valeur normale moyenne pondérée était valable d'un point de vue statistique et fondé sur la documentation fournie par les exportateurs.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.270 L'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction. Une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée pourra être comparée aux prix de transactions à l'exportation prises individuellement si les autorités constatent que, d'après leur configuration, les prix à l'exportation diffèrent notablement entre différents acheteurs, régions ou périodes, et si une explication est donnée quant à la raison pour laquelle il n'est pas possible de prendre dûment en compte de telles différences en utilisant les méthodes de comparaison moyenne pondérée à moyenne pondérée ou transaction par transaction."

---

[195] *Ibid.*

7.271 L'article 2.4.2 dispose que l'autorité chargée de l'enquête devrait normalement calculer une marge de dumping en comparant la valeur normale et le prix d'exportation soit sur la base de moyennes pondérées, soit transaction par transaction. Dans le cas où on a recours à une comparaison des moyennes pondérées, l'article 2.4.2 prévoit la comparaison d'"une valeur normale moyenne pondérée" avec une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables. Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 2.4.2 parce qu'au lieu de calculer les valeurs normales moyennes pondérées pour Sadia et Avipal sur la base de l'ensemble des transactions de vente sur le marché intérieur de ces exportateurs la DCD a calculé les moyennes pondérées d'un échantillon statistique des transactions sur le marché intérieur qu'ils lui avaient indiquées. Cela soulève la question de savoir si un Membre doit ou non inclure toutes les transactions de vente sur le marché intérieur lorsqu'il établit "une valeur normale moyenne pondérée" aux fins de l'article 2.4.2.[196]

7.272 Pour examiner ce que l'on entend par "une valeur normale moyenne pondérée", nous attachons une importance particulière au sens de l'expression "valeur normale". Nous notons que l'article 2.1 de l'*Accord antidumping* fait référence à la valeur normale comme étant le "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur". L'article 2.1 définit donc la valeur normale par rapport aux transactions de vente sur le marché intérieur du Membre exportateur (même si l'article 2.2 dispose que d'autres méthodes d'établissement de la valeur normale peuvent être utilisées dans certaines circonstances).[197] L'article 2.1 ne précise toutefois pas si toutes les transactions de vente sur le marché intérieur doivent être incluses ou non. Cette question est traitée par l'article 2.2.1, qui énonce les conditions qui doivent être remplies pour que les ventes sur le marché intérieur puissent être considérées comme n'ayant pas lieu "au cours d'opérations commerciales normales" et donc être exclues aux fins de l'établissement de la valeur normale conformément à l'article 2.1. L'article 2.2.1 dispose que les ventes sur le marché intérieur "ne pourront être écartées de la détermination de la valeur normale que si" les conditions pertinentes sont remplies. Nous considérons que ces dispositions signifient que c'est uniquement dans des circonstances spécifiques que les transactions de vente sur le marché intérieur peuvent être exclues de la valeur normale. Nous estimons que ces dispositions constituent un contexte pertinent pour l'interprétation de l'expression "une valeur normale moyenne pondérée", puisqu'elles indiquent qu'"une valeur normale moyenne pondérée" est une moyenne pondérée de toutes les ventes sur le marché intérieur autres que celles qui peuvent être écartées conformément à l'article 2.2.1 de l'*Accord antidumping*.

7.273 Nous n'estimons pas que notre interprétation est remise en cause par le fait que l'article 2.4.2 fait référence à une valeur normale moyenne pondérée et non à la valeur normale moyenne pondérée. Selon nous, l'utilisation du terme "une" signifie simplement qu'il existe plusieurs façons d'établir une moyenne pondérée.[198] Cela ne signifie pas qu'il existe plusieurs façons d'établir la valeur normale.

---

[196] Nous notons que le Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier* a constaté ce qui suit: "[l'article 2.4] traite des moyens d'assurer une comparaison équitable (…) entre prix d'exportation et valeur normale. Nous constatons donc qu'il n'est pas applicable à l'établissement par les autorités chargées de l'enquête de la valeur normale en tant que telle …" (voir la note de bas de page 194 *supra*). Même si nous examinons la présente question à la lumière des dispositions de l'article 2 régissant l'établissement de la valeur normale, nous n'examinons pas l'établissement de la valeur normale en soi. Nous examinons plutôt la valeur normale moyenne pondérée établie par l'autorité chargée de l'enquête aux fins de la comparaison avec le prix d'exportation moyen pondéré.

[197] Ces méthodes ne sont pas pertinentes pour la présente procédure, puisque la DCD a établi la valeur normale sur la base des transactions de vente sur le marché intérieur.

[198] On entend par "weighted average" (moyenne pondérée) "an average in taking which each component is multiplied by a factor chosen to give it its proper importance" (une moyenne dont chaque élément est multiplié par un facteur choisi pour lui donner son importance propre) (http://www.oed.com). La moyenne pondérée peut donc varier en fonction du facteur choisi.

7.274 Nous n'estimons pas non plus que notre interprétation est remise en cause simplement par le fait que l'article 2.4.2 ne fait pas référence à la valeur normale moyenne pondérée par rapport à toutes les transactions sur le marché intérieur alors que, aux fins du prix d'exportation moyen pondéré, l'article 2.4.2 précise que les prix de toutes les transactions à l'exportation comparables seront inclus. Nous croyons que les règles strictes de l'article 2 concernant la détermination de la valeur normale prescrivent que, dans le cas habituel[199], la valeur normale devrait être établie par rapport à toutes les ventes sur le marché intérieur du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales. Il ne serait pas nécessaire de préciser les circonstances dans lesquelles les transactions intérieures peuvent être exclues de la valeur normale s'il n'y avait pas d'obligation générale d'inclure par ailleurs toutes les transactions intérieures dans la valeur normale.

7.275 En l'espèce, la DCD a établi les valeurs normales moyennes pondérées sur la base d'échantillons statistiques des transactions de vente sur le marché intérieur. La DCD n'a pas établi les valeurs normales moyennes pondérées sur la base de toutes les transactions de vente sur le marché intérieur autres que celles qu'elle était en droit d'exclure au titre de l'article 2.2.1.

c) Conclusion

7.276 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la DCD a agi en violation de l'article 2.4.2 en ne comparant pas le prix d'exportation moyen pondéré avec une valeur normale moyenne pondérée correcte.

6. Détermination de l'existence d'un dommage – Allégation n° 32

7.277 Cette allégation concerne la compatibilité de la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

a) Arguments des parties

7.278 Le Brésil allègue que la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE était incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* parce qu'elle a examiné certains facteurs relatifs au dommage sur la base de données pour la période allant de janvier 1996 à décembre 1998 et d'autres facteurs relatifs au dommage sur la base de données pour la période allant de janvier 1996 à juin 1999. En d'autres termes, certains facteurs relatifs au dommage ont été analysés à la lumière des données concernant 1999 et d'autres non. Le Brésil estime qu'une violation de l'article 3.1 entraîne nécessairement une violation de l'article 3.4 et 3.5. Il fait aussi valoir que l'Argentine a violé l'article 3.5 parce que la période couverte par l'examen relatif au dumping s'achevait en janvier 1999, tandis que la période couverte par l'examen relatif au dommage s'achevait en juin 1999. Selon le Brésil, l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas dû imputer le dommage dont il avait été constaté qu'il existait en juin 1999 aux importations faisant l'objet d'un dumping réalisées depuis janvier 1999.

7.279 L'Argentine affirme que la CNCE a pris les données concernant le dommage pour 1999 en compte parce que l'enquête avait été ouverte sur la base d'une menace de dommage et qu'une enquête sur une menace de dommage alléguée exige l'examen des données les plus récentes possible. L'Argentine affirme également que l'existence d'un accord d'autolimitation entre "les parties" entre octobre 1998 et mars 1999 impliquait qu'il était nécessaire d'analyser les importations sans les effets de cet accord, et l'analyse a donc été prolongée jusqu'en juin 1999.

7.280 En outre, l'Argentine a apporté la réponse ci-après à la question n° 87 du Groupe spécial:

[199] Autrement dit, dans le cas où la valeur normale est fondée sur les transactions intérieures.

"Dans l'Acte n° 576 du 23 décembre 1999 qui figure dans le dossier CNCE n° 43/1997 (folio 7313), à la section V ("Situation de la branche de production nationale"), deuxième alinéa, première à sixième lignes, il est indiqué clairement que:

> "La "période visée par l'analyse" va de janvier 1996 à décembre 1998. Pour certaines variables, comme la production nationale, les prix, les importations, les exportations nationales et la consommation apparente, des données relatives au premier semestre de 1999 ont été incluses. Les données relatives à l'année 1995 ont été présentées à titre de référence. Les variations du premier semestre de 1999 sont à rapprocher de celles de la même période de l'année précédente." (non souligné dans l'original)

Toutefois, l'Argentine répète les déclarations qu'elle a faites dans ses deux communications antérieures et, pour une meilleure compréhension du contexte global, sa réponse selon laquelle:

> "Tout d'abord, il n'y a pas d'obligation d'analyser un indicateur en dehors de la période fixée par les autorités comme période couverte par l'enquête.
>
> Conformément à la pratique internationale suivie dans certains pays, l'Argentine a examiné un certain nombre de variables publiquement accessibles pour confirmer les tendances observées au cours de la période couverte par l'enquête. S'il fallait chercher à actualiser constamment tous les indicateurs au cours de l'enquête, comme le Brésil semble le suggérer en l'espèce, l'enquête ne s'achèverait jamais. Tel n'est pas, répétons-le, l'objectif de l'Accord antidumping, ni la pratique des pays qui, comme l'Argentine, examinent certains indicateurs pertinents à titre de référence."

Il convient de préciser que la détermination de l'existence d'une menace de dommage s'est fondée sur la période allant de janvier 1996 à décembre 1998, les autres données ayant été utilisées à titre de référence comme cela a été indiqué dans les réponses antérieures et dans l'Acte en question."[200]

7.281 Le Brésil a formulé les observations ci-après concernant la réponse de l'Argentine:

"Dans sa réponse à la question du Groupe spécial, l'Argentine n'indique pas où l'autorité chargée de l'enquête a expliqué pourquoi elle avait examiné les données de 1999 seulement pour certains facteurs relatifs au dommage et pas pour d'autres. Dans le passage mentionné par l'Argentine, il est clairement indiqué que les données correspondant à l'année 1995 sont utilisées à titre de référence. Toutefois, il n'est **pas** indiqué dans le même passage que les données correspondant au premier semestre de 1999 ont été utilisées à titre de référence. Ce qu'indique ce passage, c'est que les données relatives aux variables production nationale, prix, importations, exportations nationales et consommation apparente correspondant au premier semestre de 1999 ont été incluses dans la période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage. Si l'autorité s'était proposée de n'utiliser les données relatives au premier semestre de 1999 qu'à titre de référence, elle l'aurait clairement indiqué dans la détermination finale, comme elle l'a fait pour les données relatives à l'année 1995. Dans la présente

[200] Voir la réponse de l'Argentine à la question n° 87 du Groupe spécial.

enquête, l'autorité argentine a retenu une certaine période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage en ce qui concerne les facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente, et une autre période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage en ce qui concerne les autres facteurs énumérés à l'article 3.4." (souligné et caractère gras dans l'original; notes de bas de page omises)[201]

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.282 L'article 3.1, 3.4 et 3.5 dispose ce qui suit:

"3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif *a)* du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

7.283 L'Argentine ne nie pas que la CNCE a uniquement examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage. L'article 3.1 prescrit un examen "objectif" du dommage. Selon nous, il y a des éléments *prima facie* indiquant que l'autorité chargée de l'enquête ne procède

[201] Voir les observations du Brésil concernant la réponse de l'Argentine à la question n° 87 du Groupe spécial.

pas à un examen "objectif" si elle examine des facteurs relatifs au dommage différents sur la base de périodes différentes. Ces éléments *prima facie* peuvent être réfutés si l'autorité chargée de l'enquête démontre que l'utilisation de périodes différentes peut se justifier par des raisons objectives (parce que, par exemple, les données concernant des périodes plus récentes n'étaient pas disponibles pour certains facteurs relatifs au dommage). Puisque la CNCE a uniquement examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage, nous constatons *prima facie* qu'elle n'a pas procédé à un examen objectif du dommage. Nous allons maintenant examiner si l'Argentine a ou non réfuté ces éléments *prima facie*.

7.284 L'Argentine a affirmé en réponse à la question n° 87 du Groupe spécial que les données concernant 1999 avaient été utilisées pour certains facteurs relatifs au dommage afin de "confirmer les tendances". Toutefois, bien que la détermination finale mentionne l'utilisation des données concernant 1995 "à titre de référence", elle ne mentionne pas l'utilisation des données concernant 1999 à cette fin. L'Argentine a aussi fait valoir au Groupe spécial que la CNCE devait examiner les données concernant 1999 parce qu'elle examinait l'existence d'une menace de dommage. Toutefois, il n'y a rien dans la détermination finale de la CNCE, ni dans les éléments de preuve versés au dossier, qui laisse penser que ces explications ne constituent pas uniquement une justification *a posteriori* qu'il nous est interdit de prendre en considération. Quoi qu'il en soit, même si la CNCE avait de bonnes raisons d'examiner les données concernant le dommage pour 1999, cela n'explique pas pourquoi elle a examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage uniquement et non pour tous. L'Argentine n'a fourni aucune justification quant aux raisons pour lesquelles les données concernant 1999 ont uniquement été utilisées pour certains facteurs relatifs au dommage et non pour tous. Bien que l'on puisse éventuellement considérer que la réponse de l'Argentine à la question n° 87 du Groupe spécial signifie que les données concernant 1999 étaient disponibles uniquement pour certains facteurs relatifs au dommage ("l'Argentine a examiné un certain nombre de variables publiquement accessibles"), aucune explication de ce type n'apparaissait dans la détermination finale de la CNCE concernant le dommage, ni dans aucun autre document figurant dans le dossier dont nous disposons. En outre, le fait que les données concernant les autres facteurs relatifs au dommage pour 1999 aient pu ne pas être accessibles au public ne signifie pas forcément que ces données n'étaient pas accessibles à l'autorité chargée de l'enquête. En conséquence, l'Argentine n'a pas réfuté la présomption que la CNCE a procédé à un examen subjectif des facteurs relatifs au dommage pertinents.

7.285 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la CNCE a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en examinant uniquement les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage.

7.286 Le Brésil affirme que la violation susmentionnée de l'article 3.1 constituerait également une violation de l'article 3.4 et 3.5. À cet égard, le Brésil semble estimer que l'article 3.4 et 3.5 impose également aux autorités chargées de l'enquête de procéder à un examen objectif du dommage et du lien de causalité. La partie de l'allégation n° 32 du Brésil concernant une violation alléguée de l'article 3.4 est fondée exactement sur les mêmes faits que ceux qui étayent notre constatation de violation de l'article 3.1. Par conséquent, selon la logique de l'allégation du Brésil, si l'Argentine devait rendre sa mesure conforme à l'article 3.1, elle rendrait également sa mesure conforme à l'article 3.4. En conséquence, il n'est pas nécessaire que nous examinions cette partie de l'allégation n° 32 concernant l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*.

7.287 La partie de l'allégation n° 32 concernant l'article 3.5 n'est pas fondée sur les mêmes faits que les arguments du Brésil concernant l'article 3.1 et 3.4. Il est donc nécessaire que nous examinions les arguments du Brésil concernant l'article 3.5. Ces arguments se rapportent au fait que les périodes pour l'examen utilisées aux fins des déterminations distinctes de l'existence d'un dumping et d'un dommage ne s'achevaient pas au même moment. Nous notons toutefois qu'il n'y a rien dans l'Accord antidumping qui indique que les périodes pour l'examen relatif au dumping et au dommage doivent

nécessairement s'achever au même moment. En effet, puisqu'il peut y avoir un décalage dans le temps entre l'entrée des importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage qu'elles causent, il peut ne pas être approprié d'utiliser des périodes identiques pour les analyses du dumping et du dommage dans tous les cas. En outre, nous notons que la question des périodes pour l'examen a été examinée par le Comité des pratiques antidumping. Il a formulé une recommandation selon laquelle, en règle générale, "la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dommage devrait normalement être d'au moins trois ans, à moins qu'une partie auprès de laquelle des données sont recueillies existe depuis moins longtemps, **et devrait comprendre la totalité de la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping**" (pas de caractère gras dans l'original).[202] Il semblerait donc que la période pour l'examen concernant le dommage doit simplement "comprendre" la totalité de la période pour l'examen concernant le dumping. Il n'y a rien dans la recommandation du Comité des pratiques antidumping qui laisse penser qu'elle ne devrait pas excéder (afin de comprendre des données plus récentes) la période couverte par l'examen du dumping.[203]

c) Conclusion

7.288 Pour les raisons susmentionnées, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation n° 32 du Brésil en ce qui concerne la violation de l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. Nous ne faisons aucune constatation en ce qui concerne l'article 3.4 et nous rejetons la partie de l'allégation n° 32 du Brésil qui est fondée sur l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*.

7. Fait de ne pas avoir expliqué pourquoi la CNCE a examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage mais pas pour d'autres – Allégation n° 33

7.289 L'allégation n° 33 du Brésil, qui concerne l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping*, est fondée sur des circonstances factuelles identiques à celles de l'allégation n° 32 précédente.

a) Arguments des parties

7.290 Le Brésil estime que l'Argentine a violé l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping* parce que la détermination finale de la CNCE concernant le dommage n'expliquait pas pourquoi la CNCE avait examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs relatifs au dommage mais pas pour d'autres.

7.291 L'Argentine estime que tous les renseignements pertinents ont été rendus publics au moyen des résolutions publiées et étaient à la disposition des parties intéressées dans le dossier.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.292 Fondamentalement, le Brésil allègue qu'une violation de l'article 12.2.2 découle automatiquement de la violation susmentionnée de l'article 3.1 (allégation n° 32). En d'autres termes, tout comme la CNCE a violé l'article 3.1 en n'expliquant pas pourquoi elle a examiné les données concernant 1999 pour certains facteurs mais pas pour d'autres, l'absence d'une telle explication dans la détermination finale constitue une violation de l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping*.

---

[202] Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping, G/ADP/6, adoptée par le Comité des pratiques antidumping le 5 mai 2000.

[203] Nous notons que, même lorsque des périodes pour l'examen différentes sont utilisées en ce qui concerne le dumping et le dommage, l'obligation d'établir au titre de l'article 3.5 un lien de causalité entre le dommage et les importations faisant l'objet d'un dumping demeure.

7.293 Nous notons que deux rapports de groupes spéciaux adoptés ont déjà examiné l'application des dispositions procédurales de l'article 12.2.2 à des circonstances factuelles dont il a auparavant été constaté qu'elles enfreignaient des dispositions de fond de l'*Accord antidumping*.[204] Ces groupes spéciaux ont constaté qu'il n'était pas nécessaire de faire des constatations au titre de l'article 12.2.2 dans de telles circonstances. Nous partageons l'avis de ces groupes spéciaux. Si la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE est fondamentalement incompatible avec les obligations juridiques pertinentes, l'adéquation de l'avis au public concernant les constatations de la CNCE sur le dommage est sans intérêt.

c) Conclusion

7.294 Pour les raisons qui précèdent, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner l'allégation n° 33 du Brésil.

8. Fait de ne pas avoir exclu l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans la détermination de l'existence d'un dommage – Allégations n° 34 à 37

7.295 Ces allégations concernent le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant dans l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.296 Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en incluant l'effet des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans sa détermination de l'existence d'un dommage. Ces importations ne faisant pas l'objet d'un dumping ont été exportées/produites par Nicolini et Seara, dont la DCD a constaté qu'elles ne pratiquaient pas le dumping. Selon le Brésil, l'article 3 autorise uniquement les Membres à prendre en compte les effets dommageables des importations faisant l'objet d'un dumping.

7.297 L'Argentine estime que, lorsqu'elle a analysé le lien de causalité, la CNCE a bien pris en compte le fait que les importations en provenance de Nicolini et Seara ne faisaient pas l'objet d'un dumping. Les prix f.a.b. moyens de ces entreprises étaient substantiellement supérieurs aux prix des autres exportations dont il avait été constaté qu'elles faisaient l'objet d'un dumping. En outre, le volume des importations en provenance de Nicolini et Seara était très loin d'atteindre les niveaux atteints par la majorité des exportations brésiliennes sur l'ensemble de la période analysée par la CNCE. La CNCE a constaté que le prix était le facteur décisif sur le marché et que la baisse des prix intérieurs sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête était causée par le prix des importations faisant l'objet d'un dumping. Si la CNCE avait exclu les importations en provenance de Nicolini et Seara, le prix f.a.b. moyen des importations prises en compte par la CNCE aurait été encore plus bas, ce qui aurait renforcé le lien de causalité entre les importations et le dommage causé à la branche de production nationale. À cet égard, l'Argentine a communiqué au Groupe spécial des éléments de preuve montrant qu'en 1997 et 1998 les prix f.a.b. moyens des importations en provenance de Nicolini et Seara étaient de 13 pour cent supérieurs à ceux des autres importations visés par l'enquête. En outre, le fait que les importations en provenance de Nicolini et Seara ne représentaient la part principale dans aucune année de la période couverte par l'enquête de la CNCE impliquait qu'on ne pouvait s'attendre à aucun changement radical s'agissant du volume et de la part des autres importations visées par l'enquête. Les importations en provenance d'exportateurs/de producteurs dont il avait été constaté qu'ils pratiquaient le dumping représentaient la majorité des importations,

[204] Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.291 et rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde* ("*CE – Linge de lit*"), WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS141/AB/R, paragraphe 6.259.

atteignant en 1998 presque 40 000 tonnes contre 56 000 tonnes pour les importations totales en provenance du Brésil, et le volume des importations faisant l'objet d'un dumping a augmenté plus rapidement que le volume des importations totales en 1998. En conséquence, la part des importations faisant l'objet d'un dumping dans la consommation apparente a augmenté, au détriment des ventes du produit national similaire sur le marché intérieur.

7.298 Les Communautés européennes ont contesté l'interprétation donnée par le Brésil de l'article 3. Elles ont fait observer qu'une enquête antidumping concernait un pays particulier et non un exportateur particulier, de sorte qu'une fois qu'il était constaté que certaines importations en provenance d'un pays exportateur faisaient l'objet d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête était en droit de considérer toutes les importations en provenance de ce pays comme faisant l'objet d'un dumping.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.299 Les allégations du Brésil sont fondées sur l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil affirme que la CNCE a violé ces dispositions en incluant les effets des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping (c'est-à-dire les importations en provenance des exportateurs/producteurs étrangers dont la DCD avait constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping) dans son analyse du dommage. En examinant ces allégations, nous devons d'abord déterminer si l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" figurant dans les dispositions pertinentes de l'article 3 de l'*Accord antidumping* exclut ou non les importations en provenance des producteurs/exportateurs dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. Dans l'affirmative, nous devons déterminer si la CNCE a exclu ou non les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de Nicolini et Seara lorsqu'elle a fait sa détermination finale concernant le dommage.

7.300 Nous estimons qu'une détermination de l'existence d'un dumping est faite par rapport à un produit en provenance d'un producteur/exportateur particulier. S'il a été constaté qu'un producteur/exportateur particulier ne pratiquait pas le dumping, nous ne voyons aucune raison d'inclure les importations de ce producteur/exportateur dans la catégorie des "importations faisant l'objet d'un dumping". Nous notons que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" a été interprétée par le Groupe spécial *CE – Linge de lit*, et par le groupe spécial qui a ensuite examiné le recours de l'Inde à l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord* au sujet de la mise en œuvre par les CE des résultats de la procédure initiale.

7.301 Le Groupe spécial *CE – Linge de lit* a constaté ce qui suit: "toutes les importations en provenance de n'importe quel producteur/exportateur dont il est constaté qu'il exerce un dumping peuvent être considérées comme des importations faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'analyse du dommage".[205] Bien que cette constatation ne résolve pas la question de savoir si les importations en provenance de producteurs/exportateurs dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient <u>pas</u> le dumping peuvent être considérées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping", ce groupe spécial a observé ce qui suit:

> "Il est possible qu'un calcul effectué d'une manière compatible avec l'Accord antidumping ait conduit à la conclusion que tel ou tel producteur indien devrait se voir attribuer une marge de dumping nulle ou *de minimis*. En pareil cas, nous sommes d'avis que les importations imputables à ce producteur/exportateur ne

[205] *Id.*, paragraphe 6.137.

> peuvent pas être considérées comme "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage."[206]

7.302 Au cours de la procédure concernant la mise en œuvre engagée au titre de l'article 21:5 du *Mémorandum d'accord*, le groupe spécial a "souscri[t] pleinement"[207] à l'observation formulée précédemment par le Groupe spécial *CE – Linge de lit* et a à son tour constaté ce qui suit:

> "la réponse à la question de savoir quelles importations doivent être considérées comme faisant l'objet d'un dumping est simple – les "importations faisant l'objet d'un dumping" sont toutes les importations imputables aux producteurs ou exportateurs pour lesquels une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis* est calculée. C'est ce qu'a estimé le Groupe spécial initial, rejetant l'argument selon lequel les importations imputables à un seul producteur pour lequel un dumping a été constaté devraient être divisées en deux catégories – les transactions "faisant l'objet d'un dumping" et les transactions "ne faisant pas l'objet d'un dumping"".[208]

7.303 Nous souscrivons aux constatations des Groupes spéciaux *CE – Linge de lit* et *CE – Linge de lit (recours de l'Inde à l'article 21:5)*, ainsi qu'à l'observation susmentionnée faite par le Groupe spécial *CE - Linge de lit*. Sur la base du sens ordinaire du texte, nous constatons que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" s'entend de toutes les importations imputables aux producteurs ou aux exportateurs pour lesquels une marge de dumping supérieure au niveau *de minimis* a été calculée. L'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" exclut les importations en provenance de producteurs/d'exportateurs dont il a été constaté au cours de l'enquête qu'ils ne pratiquaient pas le dumping.

7.304 Nous rappelons que la DCD a constaté que les importations en provenance de Nicolini et Seara ne faisaient pas l'objet d'un dumping. Notre constatation concernant le sens de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" signifie donc que la CNCE aurait dû exclure les importations en provenance de Nicolini et Seara lorsqu'elle a examiné les effets potentiellement dommageables des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale. Nous allons maintenant examiner si la CNCE l'a fait ou non.

7.305 Il n'y a rien dans le dossier dont nous disposons, ni dans la détermination finale de l'existence d'un dommage établie par la CNCE, qui laisse penser que la CNCE a exclu les importations en provenance de Nicolini et Seara de son analyse du dommage. En effet, il aurait été improbable que la CNCE ait pu exclure les importations en provenance de Nicolini et Seara (du fait qu'elles ne faisaient pas l'objet d'un dumping) puisque la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE avait précédé de six mois la détermination de la DCD selon laquelle Nicolini et Seara ne pratiquaient pas le dumping. En d'autres termes, la CNCE n'aurait pas pu exclure les importations en provenance de Nicolini et Seara de son analyse du dommage puisqu'elle ne savait pas au moment où elle a fait son analyse que les importations en provenance de ces exportateurs/producteurs ne faisaient pas l'objet d'un dumping.

7.306 En outre, l'Argentine n'a pas fait valoir que les importations en provenance de Nicolini et Seara étaient exclues de l'analyse du dommage faite par la CNCE. Au contraire, l'Argentine a insisté

---

[206] *Id.*, paragraphe 6.138.

[207] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* ("*CE – Linge de lit (recours de l'Inde à l'article 21:5)*"), WT/DS141/RW, 29 novembre 2002 (rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel non encore adoptés), paragraphe 6.131.

[208] Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (recours de l'Inde à l'article 21:5)*, *supra*, note 207, paragraphe 6.133.

sur les effets de l'inclusion des importations en provenance de Nicolini et Seara dans l'analyse du dommage faite par la CNCE, laissant entendre que le dommage constaté aurait été aggravé si ces importations avaient été exclues car le prix f.a.b. moyen des importations aurait diminué. Bien que l'Argentine ait présenté au Groupe spécial des arguments concernant les prix f.a.b. moyens des importations à l'exclusion des importations en provenance de Nicolini et Seara, elle n'a identifié aucun élément du dossier indiquant que la CNCE avait pris ces arguments en compte au cours de son analyse du dommage. Il en va de même pour les arguments présentés par l'Argentine au Groupe spécial en ce qui concerne la part de Nicolini et Seara dans les importations totales. Par conséquent, même s'ils sont pertinents pour déterminer si les importations en cause en provenance de Nicolini et Seara ont ou non été exclues de l'analyse du dommage faite par la CNCE – fait dont nous ne sommes pas du tout convaincus –, ces arguments constituent une justification *a posteriori* que nous sommes tenus de ne pas prendre en considération. Quoi qu'il en soit, nous estimons que, conformément à une interprétation correcte de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", les importations en provenance de Nicolini et Seara auraient dû être exclues purement et simplement de l'analyse du dommage faite par la CNCE. Il ressort clairement du dossier que la CNCE ne l'a pas fait.

c) Conclusion

7.307 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la CNCE a violé l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en incluant les importations en provenance de Nicolini et Seara dans son analyse du dommage, alors même que la DCD avait constaté que ces importations ne faisaient pas l'objet d'un dumping.

9. Fait de ne pas avoir examiné chacun des facteurs et indices relatifs au dommage qui influent sur la situation de la branche de production nationale – Allégations n° 38 à 40

7.308 Ces allégations concernent la question de savoir si la CNCE a examiné ou non chacun des facteurs relatifs au dommage énoncés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*. Le Brésil estime qu'elle ne l'a pas fait, violant ainsi les articles 3.1, 3.4 et 12.2.2 de l'*Accord antidumping*.

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.309 Le Brésil estime que la CNCE a violé l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* en n'examinant pas chacun des facteurs et indices relatifs au dommage qui influent sur la situation de la branche de production nationale énoncés dans l'article 3.4. En particulier, il affirme que la CNCE n'a pas examiné la diminution effective et potentielle de la productivité; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités; la croissance; la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Le Brésil affirme par ailleurs que le fait de ne pas avoir examiné chacun des facteurs relatifs au dommage énumérés à l'article 3.4 constitue aussi une violation de la prescription concernant l'avis au public énoncée à l'article 12.2.2 parce que les facteurs relatifs au dommage énumérés à l'article 3.4 n'ont pas tous été mentionnés ou évalués dans la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE.

7.310 L'Argentine estime que la CNCE a bien évalué les facteurs relatifs au dommage répertoriés par le Brésil. Elle mentionne l'inclusion des facteurs relatifs à la productivité dans la détermination de l'existence d'un dommage de la CNCE et donne un résumé des caractéristiques du marché argentin de la viande de volaille, des facteurs qui influent sur les prix intérieurs et des effets de la marge de dumping. Elle explique aussi pourquoi la CNCE n'avait pas besoin d'analyser le flux de liquidités ni la capacité de se procurer des capitaux, alléguant qu'au lieu de cela elle s'est concentrée, à juste titre, sur les liquidités et le "point d'équilibre".

7.311 Les États-Unis affirment qu'une violation de l'article 3.4 ne constituerait pas nécessairement une violation de l'article 12.2.2, puisque celui-ci ne prescrit que la publication des constatations et des conclusions établies sur les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Ainsi, si certains facteurs énumérés à l'article 3.4 ne sont pas importants dans une affaire donnée, ils n'ont pas besoin de figurer dans la publication faite au titre de l'article 12.2.2, du moment que l'absence d'importance apparaît au moins implicitement dans la détermination finale.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.312 Nous examinerons d'abord l'allégation n° 38 du Brésil concernant l'application de l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*. Nous examinerons ensuite les allégations n° 39 et 40, concernant les articles 3.1 et 12.2.2, respectivement.

7.313 L'article 3.4 de l'*Accord antidumping* dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

7.314 Il est bien établi dans les procédures de règlement des différends de l'OMC qu'une autorité chargée d'une enquête doit analyser chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4. Nous relevons qu'à la fois le Groupe spécial *CE – Linge de lit* et le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, auquel le premier fait référence, ont constaté que l'article 3.4 était une disposition impérative, que chaque facteur énuméré à l'article 3.4 devait être examiné et que la nature de l'examen de l'autorité chargée de l'enquête devait apparaître.[209] Nous partageons ce point de vue et nous allons à présent examiner si la CNCE s'est ou non conformée à ces prescriptions en ce qui concerne les facteurs énumérés à l'article 3.4 spécifiquement identifiés par le Brésil, à savoir la diminution effective et potentielle de la productivité, les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, l'importance de la marge de dumping, les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

i) Productivité

7.315 L'Argentine affirme que la CNCE a pris un certain nombre d'éléments en considération au sujet de la productivité, y compris la déclaration ci-après figurant dans la détermination finale de l'existence d'un dommage de la CNCE:

> "D'une manière générale, la stabilité relative du nombre d'employés en dépit des accroissements observés de la production donne à penser que la productivité physique

[209] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, *supra*, note 204, paragraphe 6.159 et le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, *supra*, note 65, paragraphe 7.128.

> de la main-d'œuvre a augmenté, en raison, probablement, de l'introduction de nouvelles technologies dont il a été fait état."[210]

7.316 À notre avis, cette déclaration est suffisante pour démontrer que la CNCE a examiné la productivité et a constaté qu'elle avait augmenté suite à l'introduction de nouvelles technologies. Cette déclaration à elle seule est donc suffisante aux fins de l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*.[211] En conséquence, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle la CNCE n'a pas examiné la productivité.

ii) Facteurs qui influent sur les prix intérieurs

7.317 L'Argentine affirme que la CNCE a examiné les facteurs qui influent sur les prix intérieurs en analysant la tendance de l'indice des prix des produits de substitution, principalement la viande rouge, ainsi que des indices du niveau général de l'activité et des prix dans les secteurs pertinents les plus importants. À cet égard, l'Argentine a donné la réponse ci-après à une partie de la question n° 59 du Groupe spécial:

> "Le Brésil ne trouve pas d'évaluation d'autres facteurs qui ont influé sur le prix des volailles entières vidées au cours de la période visée par l'enquête mais cette évaluation figure aussi bien dans l'Acte n° 576 de la CNCE que dans le rapport technique. En fait, pour ce qui est de l'évolution du prix d'un produit de substitution - les viandes rouges - ce dossier indique ce qui suit: "Un exercice économétrique a montré que pour la période allant de janvier 1995 à juin 1999, le prix du produit sur le marché intérieur a été fonction du volume des importations du mois précédent, du prix du produit importé et du prix de la viande de bœuf. L'inclusion du prix du maïs dans le modèle en question n'a pas donné de résultats satisfaisants, ce qui indique que l'importante variabilité du prix des volailles entières vidées n'est pas liée à l'évolution du prix du maïs. Des tendances similaires ont néanmoins été observées pour les deux variables ..." [Acte n° 576, pages 24 et 25]. Cette analyse est fondée sur les éléments figurant dans le rapport technique (folios 7371, 7372 et 7491 à 7507). L'Acte n° 576 de la CNCE mentionne aussi l'analyse de l'évolution du niveau général d'activité, indiquant que "la récession économique n'a pas particulièrement influé sur la consommation de volailles entières vidées, qui a continué de croître (en 1998, elle a augmenté de 14 pour cent)" [Acte n° 576, page 25]. Enfin, en ce qui concerne les prix relatifs, l'Acte n° 576 de la CNCE indique que "... le prix des produits industriels pris dans leur ensemble et de la viande de bœuf – représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, morceaux découpés dans les quartiers de devant et d'arrière-train – a évolué de la même façon que les recettes provenant des ventes susmentionnées, bien que dans le cas de la viande de bœuf, l'examen des variations annuelles ait fait apparaître une baisse plus forte en 1998 du fait de la majoration de son prix constatée cette année-là" [Acte n° 576, page 14]. Cette analyse a été corroborée par les renseignements fournis dans le rapport technique, notamment dans le tableau 16 (folio 7474) et dans la description qui en est faite (folio 7410). En ce qui concerne le tableau 16 du rapport technique, l'Argentine fait observer que, selon le Brésil, il ne contient que la recette

[210] Pièce n° 14 du Brésil, Acte n° 576, page 13.

[211] Pour cette raison, nous ne jugeons pas nécessaire de procéder à un examen détaillé des autres cas dans lesquels l'Argentine allègue que la CNCE a examiné la productivité. Nous relevons toutefois que dans certains cas l'Argentine s'est reportée à des déclarations de la CNCE sur la production, ce qui n'est pas la même chose que la productivité.

> moyenne des ventes de viande de volaille, alors qu'en fait, il donne aussi les prix relatifs susmentionnés."[212]

7.318 En outre, l'Argentine a donné la réponse ci-après à la question n° 88 du Groupe spécial au sujet du tableau 16 figurant dans l'Acte n° 576:

> "Le tableau 16 du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, qui fait partie intégrante de l'Acte n° 576, indique la recette moyenne par vente de kg de volaille éviscérée, fraîche ou réfrigérée, et les prix relatifs du produit comparable, pour ce qui est de l'ensemble des produits industriels et de la viande de bœuf, représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, quartiers d'arrière-trains et de devant.
>
> À cet égard, la comparaison concernant l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés est fondée sur la nécessité de déterminer si le prix du produit en question suivait la même tendance que les autres produits manufacturés.
>
> Par ailleurs, en ce qui concerne le deuxième indice, l'Argentine est traditionnellement consommatrice de viande rouge et c'est pourquoi il a été jugé pertinent d'utiliser cet indice pour analyser les effets que ses variations pourraient avoir sur la viande de volaille, à partir d'un certain degré de substitution entre la viande de bœuf et la viande de volaille.
>
> Ainsi qu'il ressort du tableau, l'évolution des deux prix relatifs analysés a été identique à celle des recettes moyennes provenant des ventes du produit en question, bien que dans le cas du prix correspondant à la moyenne simple des prix de la viande de bœuf, les variations annuelles fassent apparaître une diminution plus forte qu'en 1998 à la suite de l'augmentation du prix de la viande de bœuf enregistrée cette année-là. En fait comme cela est indiqué dans le chapitre relatif au marché du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, section VI.5 (Évolution récente du marché), folio 7371, troisième alinéa: "En 1998 on a observé un nouvel accroissement de la demande de viande de volaille résultant de l'effet de substitution consécutif aux fortes hausses du prix de la viande de bœuf, qui a atteint un pic au milieu de l'année. Aucune baisse de la consommation de viande de volaille n'a été enregistrée à la suite de la chute ultérieure du prix de la viande de bœuf, le marché percevant le prix de la viande de volaille comme si faible qu'il va même jusqu'à tirer vers le bas celui de la viande de bœuf."
>
> Par conséquent, l'article 3.4 a été manifestement pris en considération en ce qui concerne la disposition selon laquelle "[l']examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les ... facteurs qui influent sur les prix intérieurs ..."[213]

7.319 À notre avis, les extraits ci-dessus tirés de la détermination finale de l'existence d'un dommage établie par la CNCE (Acte n° 576 et rapport technique qui y est joint) indiquent clairement que la CNCE a bien examiné les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, en comparant la tendance des prix de la viande de volaille et la tendance des prix des produits de substitution. En conséquence,

---

[212] Voir la réponse de l'Argentine à la question n° 59 du Groupe spécial.
[213] Voir la réponse de l'Argentine à la question n° 88 du Groupe spécial.

nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle la CNCE n'a pas examiné les facteurs qui influent sur les prix intérieurs.

iii) Importance de la marge de dumping

7.320 Les seuls arguments présentés par l'Argentine au sujet de l'examen par la CNCE de l'importance de la marge de dumping aux fins de l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* figurent dans les deux paragraphes ci-après tirés de la première communication écrite de l'Argentine:

> "Dans un contexte de taux de change fixe et de récession, conjugué aux facteurs déjà exposés concernant les caractéristiques du marché argentin, l'incidence de pratiques déloyales telles que le dumping est ressentie même lorsque les marges sont peu importantes. Il en est particulièrement ainsi lorsque le produit de référence est un produit de base et que la variable prix est le facteur essentiel de la concurrence.
>
> En conséquence, compte tenu des explications ci-dessus concernant la capacité du Brésil de dégager ses excédents dans des conditions de concurrence déloyale, des marges comprises entre 8 et 14 pour cent sont lourdes de conséquence et c'est ainsi qu'elles ont été évaluées par l'autorité chargée de l'enquête, en raison de leur incidence potentielle sur la production argentine."[214]

7.321 Nous notons que l'Argentine n'a pas indiqué où ces arguments étaient exposés dans l'Acte n° 576 de la CNCE ni attiré notre attention sur tel ou tel autre document dans lequel la CNCE aurait examiné ces arguments. Ces arguments constituent donc une justification *a posteriori* dont il ne nous est pas permis de tenir compte. En tout état de cause, nous notons que la référence aux marges de dumping de 8 à 14 pour cent qui est faite par l'Argentine concerne les marges calculées par le requérant dans sa demande. Il ne s'agit pas des marges calculées par la DCD pendant l'enquête. En outre, la CNCE a achevé son analyse du dommage (le 23 décembre 1999) six mois avant que la DCD n'achève son enquête sur l'existence d'un dumping (23 juin 2000); nous ne voyons donc pas comment la CNCE aurait pu tenir compte de l'importance de la marge de dumping dans son analyse du dommage.

7.322 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 3.4 de l'*Accord antidumping* parce que la CNCE n'a pas examiné l'importance de la marge de dumping dans son analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

iv) Effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement

7.323 Les arguments les plus détaillés que l'Argentine ait présentés au sujet de l'analyse de la CNCE concernant le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux et l'investissement figuraient dans sa première communication écrite:

> "Tout d'abord, il convient de mentionner les modalités de financement des entreprises en Argentine, où le marché des capitaux n'a jamais constitué une source importante, à quelques exceptions près pendant les années 90, ce qui transparaît dans une grande mesure dans la législation en vigueur en matière de comptabilité.
>
> Sur le plan législatif, en vertu de l'article 299 de la Loi n° 19550, les entreprises sont tenues de présenter une "déclaration sur l'origine et l'utilisation des fonds", qui, à la

[214] Voir la première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 294 et 295.

différence de l'état du flux de liquidités au sens strict utilisé dans le domaine de la comptabilité financière, ne constitue pas une ventilation détaillée de la situation du flux de liquidités mais simplement une synthèse des éléments qui ont entraîné une augmentation ou une diminution des fonds. En conséquence, ces postes ne permettent de tirer aucune conclusion pour ce qui est du flux de liquidités.

Compte tenu de ce qui est exposé précédemment, les indicateurs qui permettraient d'effectuer par approximation une analyse en fonction de la variable de référence seraient ceux qui correspondent aux liquidités et au point d'équilibre, qui ont été examinés d'une manière appropriée dans le Rapport technique annexé à l'Acte n° 576.

Enfin, en rapport avec le paragraphe 296 *supra* et les mécanismes de financement du secteur, aucun des requérants n'est coté à la Bourse ni n'a jamais eu recours au marché des capitaux de sorte que, indépendamment des règles en vigueur en la matière, l'obligation de procéder à une analyse du flux de liquidités n'est pas pertinente ni ne peut être remplie."[215]

7.324 L'Argentine fait donc valoir qu'en raison des conditions légales et des conditions du marché particulières dans lesquelles les producteurs argentins de viande de volaille exercent leurs activités, certains facteurs énumérés à l'article 3.4 n'étaient pas pertinents pour ce qui concerne la situation de la branche de production nationale. Nous ne trouvons toutefois aucune référence à cette explication dans aucun des documents élaborés par ou pour la CNCE (c'est-à-dire ni dans la détermination finale de l'existence d'un dommage de la CNCE, ni dans le rapport technique qui y est annexé). Pour cette raison, nous sommes tenus de considérer ces arguments comme une justification *a posteriori* dont il ne nous est pas permis de tenir compte. Ces arguments mis à part, rien dans le dossier ne nous donne à penser que la CNCE a examiné le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. En outre, nous rappelons que tant le Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs* que le Groupe spécial *CE – Linge de lit* ont constaté que "si les autorités peuvent déterminer que certains facteurs ne sont pas pertinents ou n'ont pas une grande importance pour la décision, elles ne peuvent pas simplement écarter ces facteurs mais doivent expliquer leurs conclusions au sujet du manque de pertinence ou d'importance de ces facteurs".[216] Nous sommes d'accord avec cette constatation et notons que rien dans le dossier ne donne à penser que la CNCE a exclu ces facteurs parce qu'elle avait constaté qu'ils n'étaient pas pertinents ou n'avaient pas une influence significative sur sa décision concernant le dommage. Nous constatons par conséquent que la CNCE n'a pas examiné ces facteurs, ce qui est contraire à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*.

7.325 Dans son allégation n° 39, le Brésil fait valoir que la constatation que nous avons formulée au paragraphe précédent selon laquelle l'Argentine a violé l'article 3.4 devrait nécessairement nous amener à conclure que l'Argentine a aussi violé l'article 3.1 de l'*Accord antidumping*. L'Argentine ne répond pas à cet argument. À notre avis, il y a un lien évident entre les paragraphes 1 et 4 de l'article 3. L'article 3.1 b) prescrit "un examen objectif … de l'incidence [des] importations sur les producteurs nationaux" des produits pertinents. L'article 3.4 dispose que "[l']examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche …". Nous estimons que "[l']examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping" dont il est question à l'article 3.4 est précisément l'"examen objectif … de l'incidence [des] importations" dont il est question à l'article 3.1 b). Aussi, dans la mesure où un Membre n'a pas procédé à un "examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping" approprié aux fins de l'article 3.4, il n'a pas non plus procédé à un "examen objectif … de l'incidence

[215] *Id.*, paragraphes 296 à 299.

[216] Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit*, *supra*, note 204, paragraphe 6.162 et le rapport du Groupe spécial *Mexique – Sirop de maïs*, *supra*, note 65, paragraphe 7.129.

[des] importations" au sens de l'article 3.1 b). En conséquence, comme nous avons constaté que l'Argentine avait violé l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*, nous constatons aussi que l'Argentine a violé l'article 3.1 b) dudit accord.

7.326 Le Brésil allègue en outre (allégation n° 40) qu'une violation de l'article 3.4 serait automatiquement une violation des prescriptions procédurales de l'article 12.2.2. Comme il est indiqué plus haut au sujet de l'allégation n° 33, dès l'instant où il est constaté que la détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE est incompatible avec les prescriptions juridiques pertinentes, les constatations concernant l'adéquation de l'avis de la CNCE perdent tout intérêt.[217] En conséquence, il n'est ni nécessaire ni approprié que nous examinions cette allégation.

c) Conclusion

7.327 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que l'Argentine a violé l'article 3.1 b) et 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 de l'*Accord antidumping*. Nous n'estimons pas nécessaire d'examiner l'allégation n° 40 du Brésil.

10. Branche de production nationale – Allégation n° 41

7.328 Cette allégation concerne la définition de l'expression "branche de production nationale" figurant à l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.329 Le Brésil relève que l'article 4.1 définit l'expression "branche de production nationale" comme désignant l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent "une proportion majeure" de la production nationale totale de ces produits. Il estime que l'expression "une proportion majeure" figurant à l'article 4.1 s'entend de "la majorité" ou de la plus grande partie par rapport à l'ensemble (c'est-à-dire plus de 50 pour cent). Il estime que l'Argentine a violé l'article 4.1 parce que la CNCE a défini la branche de production nationale comme étant les producteurs dont les productions additionnées constituaient 46 pour cent - et partant moins de la majorité - de la production nationale totale, et a recueilli des données relatives au dommage pour ces producteurs.

7.330 L'Argentine fait valoir que l'article 4.1 n'a intentionnellement pas défini avec exactitude ce qu'il faut entendre par "une proportion majeure". Elle conteste qu'"une proportion majeure" doive être supérieure à 50 pour cent et note que la pratique des autres Membres corrobore son interprétation.

7.331 Les États-Unis affirment que l'article 4.1 contient simplement une définition de la "branche de production nationale" et n'impose aucune obligation aux Membres. Ils affirment aussi que l'expression "une proportion majeure" ne veut pas nécessairement dire "la majorité", mais peut également signifier "exceptionnellement important, sérieux ou notable". Ils font en outre valoir que les rédacteurs de l'*Accord antidumping* ont été assez explicites lorsqu'ils entendaient assujettir une obligation particulière à la règle de la majorité, comme en témoigne l'exigence de représentativité à hauteur de 50 pour cent énoncée à l'article 5.4.

7.332 Selon les Communautés européennes, l'expression "une proportion majeure" ne signifie pas la majorité de la production nationale, mais une partie importante de celle-ci, qui peut être inférieure à 50 pour cent. Les Communautés européennes s'appuient sur la même définition de l'expression "proportion majeure" que les États-Unis. Elles notent aussi que l'article 4.1 fait référence à "une"

[217] Voir le paragraphe 7.293, *supra*.

proportion majeure et non à "la" proportion majeure, ce qui laisse entendre qu'il peut y avoir plus d'une proportion majeure.

7.333 Les Communautés européennes affirment par ailleurs que leur interprétation est étayée par l'article 5.4, qui dispose qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom". L'article 5.4 dispose ensuite ce qui suit:

> "Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale."

7.334 Les Communautés européennes affirment que, conformément à l'article 5.4, une demande peut être considérée comme ayant été présentée "[au] nom [de la branche de production nationale]" même si les producteurs qui la soutiennent représentent moins de 50 pour cent de la production nationale. L'expression "branche de production nationale" a le même sens dans tout l'*Accord antidumping*. Si un certain nombre de producteurs qui représentent moins de 50 pour cent de la production nationale peuvent, dans certaines circonstances, être considérés comme constituant "une proportion majeure" de la production nationale aux fins de l'article 5.4, il devrait en être de même aussi aux fins des autres dispositions de l'*Accord antidumping*. Par ailleurs, il serait illogique d'autoriser l'ouverture d'une enquête sur la base d'une demande présentée par des producteurs qui représentent moins de 50 pour cent de la production nationale uniquement pour conclure par la suite que le dommage subi par ces producteurs ne constitue pas, en raison du pourcentage de la production nationale qu'ils représentent, un dommage causé à la "branche de production nationale".

7.335 Les Communautés européennes font aussi valoir que, même si l'expression "une proportion majeure" signifie la majorité (c'est-à-dire plus de 50 pour cent), cela ne veut pas nécessairement dire que la détermination de l'existence d'un dommage faite par une autorité chargée d'une enquête doit évaluer les données concernant la majorité des producteurs nationaux. En premier lieu, si un producteur national qui fait partie de la branche de production nationale ne coopère pas à l'enquête, comme cela s'est effectivement produit dans l'affaire à l'examen, les autorités peuvent, conformément aux dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II, recourir aux "données de fait disponibles" pour déterminer si ce producteur a subi un dommage. À cette fin, les "données de fait disponibles" pertinentes peuvent comprendre les données recueillies auprès des autres producteurs qui ont coopéré à l'enquête. En second lieu, lorsqu'elles évaluent la situation de la branche de production nationale, les autorités peuvent recourir à des techniques d'échantillonnage. En d'autres termes, les autorités chargées de l'enquête peuvent estimer que les données relatives à certains producteurs nationaux sont représentatives de la situation de l'ensemble de la branche de production nationale. La possibilité d'utiliser des techniques d'échantillonnage est expressément prévue à l'article 6.10 en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping. Il n'y a aucune raison que des techniques d'échantillonnage similaires ne soient pas autorisées aussi aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, sous réserve de la prescription générale énoncée à l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporter un "examen objectif" des faits pertinents.

7.336 Le Brésil rejette l'argument des États-Unis selon lequel l'article 4.1 n'impose aucune obligation aux Membres. Il estime que l'article 4.1 prescrit aux Membres d'interpréter l'expression "branche de production nationale" d'une manière compatible avec la définition énoncée dans cette

disposition. Il rejette également l'argument des Communautés européennes concernant les prescriptions en matière de représentativité énoncées à l'article 5.4, en faisant valoir que rien dans l'article 5.4 n'assimile les "producteurs ... soutenant expressément la demande" à la "branche de production nationale".

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.337 La partie pertinente de l'article 4.1 dispose ce qui suit:

> "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits ..."

7.338 Nous devons d'abord déterminer si l'article 4.1 impose ou non une quelconque obligation aux Membres, c'est-à-dire s'il pourrait ou non être constaté que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 (à distinguer de toute autre disposition de l'*Accord antidumping*) en utilisant une définition de la "branche de production nationale" autre que celle qui est prescrite par l'article 4.1. Nous notons que l'article 4.1 dispose que l'expression "branche de production nationale" "s'entendra" d'une manière précise. À notre avis, cela impose aux Membres l'obligation expresse d'interpréter l'expression "branche de production nationale" de la manière qui est précisée. Ainsi, si un Membre devait interpréter différemment cette expression dans le cadre d'une enquête antidumping, il violerait l'obligation énoncée à l'article 4.1.

7.339 Ayant constaté que l'article 4.1 contient bien une obligation que l'Argentine aurait éventuellement pu violer, nous devons à présent déterminer si c'est ou non ce qu'elle a fait lorsqu'elle a défini la "branche de production nationale" comme étant des producteurs représentant 46 pour cent de la production nationale totale. En particulier, nous devons examiner si l'expression "une proportion majeure" signifie ou non que la "branche de production nationale" doit comprendre les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent la majorité, c'est-à-dire plus de 50 pour cent, de la production nationale totale.[218]

7.340 En ce qui concerne le sens ordinaire de l'expression "major proportion" (proportion majeure), le Brésil affirme que cette expression est synonyme de "major part" (majeure partie), qui est à son tour définie comme étant "the majority" (la majorité).[219] Il estime que par "the majority" (la majorité), il faut entendre "the greater number or part" (le plus grand nombre ou la plus grande partie). Il estime que 46 pour cent de la production nationale totale ne peut pas être considérée comme la plus grande partie de 100 pour cent de la production nationale totale. Les Communautés européennes et les États-Unis affirment que le mot "major" (majeur) ne signifie pas nécessairement "majority" (majorité), mais peut aussi vouloir dire "unusually important, serious, or significant" (exceptionnellement important, sérieux ou notable).[220,221]

---

[218] Nous notons que cette allégation ne porte pas sur la question de savoir si une autorité chargée d'une enquête peut définir immédiatement la "branche de production nationale" comme étant les producteurs nationaux "dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale", sans chercher en premier lieu à englober dans la "branche de production nationale" l'ensemble de tous les producteurs nationaux de produits similaires.

[219] Le Brésil s'appuie sur *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995).

[220] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (Clarendon Press, 1993).

[221] Les Communautés européennes ont aussi fait valoir que leur interprétation était étayée par l'article 5.4 de l'*Accord antidumping*. Cet argument ne nous convainc pas, parce que le critère énoncé à l'article 5.4 concerne la représentativité des requérants et non la définition de la branche de production nationale. En outre, l'article 5.4 ne dit pas que la demande est nécessairement déposée "par" la branche de production nationale si elle est soutenue par des producteurs nationaux représentant 25 pour cent de la production nationale.

7.341 En examinant ces différentes définitions extraites de dictionnaires, nous relevons que le mot "major" (majeur) est aussi défini comme "important, serious, or significant" (important, sérieux ou notable).[222] En conséquence, une interprétation qui définit la branche de production nationale comme étant constituée de producteurs nationaux représentant une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale est admissible.[223] En effet, cette approche est tout à fait compatible avec la version espagnole de l'article 4.1, qui fait référence aux producteurs représentant "una proporción importante" (une proportion importante) de la production nationale. En outre, l'article 4.1 ne définit pas la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs représentant la proportion majeure de la production nationale totale. Au lieu de cela, il fait référence aux producteurs représentant une proportion majeure de la production nationale totale. Si l'article 4.1 avait fait référence à la proportion majeure, la prescription aurait clairement été de définir la "branche de production nationale" comme étant constituée de producteurs représentant plus de 50 pour cent de la production nationale totale.[224] En revanche, la référence à une proportion majeure laisse entendre qu'il peut y avoir plus d'une "proportion majeure" aux fins de la définition de la "branche de production nationale". Dans l'éventualité d'une pluralité de "proportions majeures", il est inconcevable que chaque "proportion majeure" puisse – ou doive – dépasser 50 pour cent. Cela étaye donc notre constatation selon laquelle il est admissible de définir la "branche de production nationale" comme étant constituée de producteurs nationaux représentant une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale. Pour ces raisons, nous constatons que l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* n'exige pas des Membres qu'ils définissent la "branche de production nationale" comme étant constituée des producteurs nationaux représentant la majorité, ou plus de 50 pour cent, de la production nationale totale.

7.342 Rien dans le dossier ne donne à penser que, dans les circonstances de la présente affaire, 46 pour cent de la production nationale totale n'est pas une proportion importante, sérieuse ou notable de la production nationale totale. En conséquence, nous rejetons l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en définissant la "branche de production nationale" comme étant constituée de producteurs nationaux représentant 46 pour cent de la production nationale totale.

7.343 Enfin, le Brésil a fait valoir que si l'*Accord antidumping* ne prévoit aucun point de repère spécifique pour déterminer ce qui constituerait une proportion majeure de la production nationale totale, les autorités chargées de l'enquête sont obligées d'expliquer en termes exprès comment elles ont fait pour constater qu'un pourcentage inférieur à 50 pour cent pouvait être considéré comme une proportion majeure.[225] Nous ne voyons toutefois aucun fondement à une telle obligation dans l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*.

Dans un tel cas, on ne peut exclure la possibilité que la demande ait simplement été présentée "au nom de" – et non "par" – la branche de production nationale. Il est illogique de donner à entendre qu'une demande aurait pu être présentée à la fois "par" et "au nom de" une seule branche de production nationale. Ainsi, les producteurs nationaux représentant 25 pour cent de la production nationale ne constituent pas nécessairement la "branche de production nationale", contrairement à l'opinion exprimée par les Communautés européennes.

[222] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 882.

[223] Nous rappelons que, conformément à l'article 17.6 ii) de l'*Accord antidumping*, si une interprétation est "admissible", nous sommes obligés de l'accepter.

[224] Si l'article 4.1 avait fait référence à "la" proportion majeure, nous aurions peut-être été obligés d'accepter l'interprétation de l'article 4.1 donnée par le Brésil.

[225] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 87.

c) Conclusion

7.344 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine n'a pas violé l'article 4.1 en définissant la branche de production nationale comme étant constituée de producteurs nationaux représentant 46 pour cent de la production nationale totale.

11. Imposition de droits variables – Allégations n° 28 à 30

7.345 La présente affaire concerne l'imposition, au moyen de la Résolution n° 574/2000, de droits antidumping variables sur la viande de volaille en provenance du Brésil. Les allégations n° 28 à 30 portent principalement sur la compatibilité des droits antidumping variables avec l'article 9 de l'*Accord antidumping*.

a) Arguments des parties/des tierces parties

7.346 Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 9.2 et 9.3 en imposant un droit antidumping variable qui peut dépasser la marge de dumping établie par la DCD pendant son enquête et dont des montants "inappropriés" peuvent donc être recouvrés (allégations n° 28 et 29). Cela tient au fait que le droit est fondé sur la différence entre le prix f.a.b. facturé et un "prix à l'exportation minimal" calculé pour chaque exportateur pour lequel il a été constaté qu'il avait pratiqué le dumping et, selon le montant du prix f.a.b. facturé pour une transaction à l'importation donnée, cette différence (et en conséquence le droit en résultant) peut parfois dépasser la marge de dumping calculée pour l'exportateur considéré pendant l'enquête. Le Brésil estime que les droits antidumping ne doivent pas dépasser la marge de dumping établie pendant l'enquête (conformément à l'article 2 de l'*Accord antidumping*). Il fonde son argument sur la référence à "la marge de dumping déterminée selon l'article 2" qui est faite à l'article 9.3. Il affirme que la seule disposition de l'article 2 concernant l'établissement d'une marge de dumping est l'article 2.4.2, qui fait référence à la marge de dumping établie "pendant la phase d'enquête". Selon le Brésil, la "marge de dumping" à laquelle fait référence l'article 9.3 doit donc être la marge de dumping établie "pendant la phase d'enquête". À son avis, le "prix à l'exportation minimal" déterminé dans la Résolution n° 574/2000 ne peut pas constituer une marge de dumping déterminée selon l'article 2, puisqu'il ne reflète pas la valeur normale et le prix à l'exportation qui ont été communiqués par les exportateurs et examinés par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de cette dernière. Le Brésil affirme qu'un Membre ne peut pas présumer que la valeur normale établie pendant l'enquête reste inchangée par la suite au moment où les droits sont recouvrés. Il estime que les conditions du marché conduisant à une modification du prix à l'exportation sont aussi susceptibles de conduire à une modification de la valeur normale. Il affirme aussi que l'Argentine a violé l'article 12.2.2 parce qu'elle n'a pas expliqué dans sa décision d'imposer un droit antidumping comment et pourquoi elle avait établi les "prix à l'exportation minimaux" (allégation n° 30).

7.347 L'Argentine estime que l'*Accord antidumping* ne vise pas le type de droits antidumping que les Membres peuvent imposer. Elle affirme que, dans la pratique, les Membres ont imposé trois types de droits différents: des droits *ad valorem* fixes, des droits spécifiques fixes et des droits variables. Elle affirme que, lorsque des droits sont imposés d'une manière prospective (comme l'Argentine l'a fait), l'article 9.3.2 prévoit le remboursement des droits recouvrés en dépassement de la marge de dumping. Elle note qu'aucun remboursement n'a été demandé par les exportateurs brésiliens, ce qui montre qu'aucun droit n'a été recouvré en dépassement de la marge de dumping. Elle affirme aussi qu'elle a imposé un droit variable précisément pour s'assurer que le montant du droit ne dépasserait pas la marge de dumping: si les prix à l'exportation s'alignaient sur la valeur normale, aucun droit ne serait recouvré. Elle estime par ailleurs que même l'application de droits *ad valorem* fixes – droits que le Brésil aurait voulu que l'Argentine impose – peut parfois aboutir à des droits qui dépassent la marge de dumping, parce que la marge de dumping effective peut être inférieure à celle qui a été établie pendant l'enquête. L'Argentine affirme qu'elle s'est conformée à l'article 12.2.2 parce que les

diverses déterminations publiées ont fait référence aux communications des exportateurs et parce que tous les faits essentiels ont été divulgués aux parties intéressées.

7.348 Le Canada pense que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation du Brésil. S'agissant de la relation entre l'article 9.2 et l'article 9.3, il affirme qu'un montant de droit autorisé au titre de l'article 9.3 est "approprié" aux fins de l'article 9.2. Il rejette l'argument du Brésil selon lequel un droit ne doit pas dépasser la marge de dumping établie pendant l'enquête. Selon lui, rien ne limite la marge de dumping pertinente à un montant statique constaté pendant la période couverte par l'enquête. Le Canada affirme que l'approche du Brésil irait à l'encontre de l'objet et du but de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT*, qui sont de prévoir un mécanisme permettant de faire face aux situations commerciales déloyales dans lesquelles des produits sont vendus à des prix inférieurs à leur valeur normale. En particulier, l'approche du Brésil permettrait aux exportateurs de pratiquer le dumping (après l'imposition d'une mesure antidumping) en appliquant des marges encore plus grandes que pendant l'enquête, sans que le Membre importateur ne soit en mesure d'imposer un niveau de droit dépassant la marge de dumping constatée pendant l'enquête. Le Canada affirme qu'il deviendrait impossible d'aller à l'encontre de l'objet et du but de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT* si les Membres étaient fondés à imposer des droits proportionnés à la marge de dumping en vigueur au moment où les droits sont recouvrés. Selon lui, bien que les Membres puissent choisir d'appliquer un taux de droit égal à la marge de dumping constatée dans l'enquête initiale, rien dans l'article 9.3 ne les oblige à le faire.

7.349 Les Communautés européennes affirment que la marge de dumping dont il est question à l'article 9.3 ne doit pas nécessairement être celle qui est calculée pendant l'enquête. Elles notent que l'article 9.3 permet le recouvrement de droits sur une base rétrospective, ce qui entraîne nécessairement le calcul d'une marge de dumping en dehors de la période couverte par l'enquête initiale. Elles estiment que l'allégation du Brésil signifierait que l'application de droits antidumping variables, ou l'application de n'importe quel type de droits spécifiques, est en soi incompatible avec l'article 9.2. Elles ne sont pas d'accord avec le Brésil parce que, hormis pour vérifier qu'une marge de dumping est *de minimis* au titre de l'article 5.8, l'*Accord antidumping* ne prescrit pas que les marges de dumping soient exprimées en pourcentage du prix à l'exportation. Il ne prescrit pas non plus un type de droits particulier.

7.350 Les Communautés européennes estiment que le recouvrement de droits variables égaux à la différence entre la valeur normale établie pour la période couverte par l'enquête et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits est expressément prévu à l'article 9.4 de l'*Accord antidumping*. L'article 9.4 ii) énonce des règles pour le calcul du taux "résiduel global" lorsque les droits appliqués aux exportateurs inclus dans l'échantillon sont calculés sur la base de valeurs normales prospectives. Cela présuppose donc que l'utilisation de ces valeurs normales prospectives n'est pas incompatible en soi avec l'*Accord antidumping*, y compris l'article 9.2 et 9.3.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.351 Nous examinerons d'abord les allégations n° 28 et 29 du Brésil, qui sont fondées sur les paragraphes 2 et 3 de l'article 9 de l'*Accord antidumping*, respectivement. Ces dispositions prévoient ce qui suit:

> "9.2 Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix au titre du présent accord aura été accepté. (...)

9.3 Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2."

7.352 Les alinéas 1 à 3 de l'article 9.3 disposent ce qui suit:

"9.3.1 Lorsque le montant du droit antidumping sera fixé sur une base rétrospective, le montant final des droits antidumping à acquitter sera déterminé aussitôt que possible, normalement dans les 12 mois, et en aucun cas plus de 18 mois, après la date à laquelle une demande de fixation à titre final du montant du droit antidumping aura été présentée. Tout remboursement interviendra dans les moindres délais et normalement 90 jours au plus après la détermination du montant final à acquitter établie conformément au présent alinéa. En tout état de cause, dans les cas où le remboursement n'interviendra pas dans les 90 jours, les autorités fourniront une explication si demande leur en est faite.

9.3.2 Lorsque le montant du droit antidumping sera fixé sur une base prospective, des dispositions seront prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge de dumping soit remboursé, sur demande, dans les moindres délais. Le remboursement du droit acquitté en dépassement de la marge de dumping effective interviendra normalement dans les 12 mois, et en aucun cas plus de 18 mois, après la date à laquelle un importateur du produit assujetti au droit antidumping aura présenté une demande de remboursement, dûment étayée par des éléments de preuve. Le remboursement autorisé devrait normalement intervenir dans un délai de 90 jours à compter de la décision susmentionnée.

9.3.3 Pour déterminer si, et dans quelle mesure, un remboursement devrait être effectué lorsque le prix à l'exportation est construit conformément au paragraphe 3 de l'article 2, les autorités devraient tenir compte de tout changement de la valeur normale, de tout changement des frais encourus entre l'importation et la revente, et de tout mouvement du prix de revente qui est dûment répercuté sur les prix de vente ultérieurs, et devraient calculer le prix à l'exportation sans déduire le montant des droits antidumping acquittés lorsque des éléments de preuve concluants sont présentés sur ces points." (note de bas de page omise)

7.353 Pour examiner les allégations du Brésil, nous estimons aussi qu'il est nécessaire de prendre en considération l'article 9.4 de l'*Accord antidumping*, lequel dispose ce qui suit:

"9.4 Lorsque les autorités auront limité leur examen conformément à la deuxième phrase du paragraphe 10 de l'article 6, un droit antidumping appliqué à des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas:

i) la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les exportateurs ou producteurs choisis ou,

ii) dans les cas où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou les producteurs choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen,

à condition que les autorités ne tiennent pas compte, aux fins du présent paragraphe, des marges nulles ou de minimis ni des marges établies dans les circonstances

> indiquées au paragraphe 8 de l'article 6. Les autorités appliqueront des droits ou des valeurs normales individuelles aux importations en provenance des exportateurs ou des producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen et qui auront fourni les renseignements nécessaires au cours de l'enquête, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa 10.2 de l'article 6."

7.354 Nous commençons par examiner l'allégation du Brésil selon laquelle les droits antidumping variables en cause sont incompatibles avec l'article 9.3 parce qu'ils sont recouvrés par rapport à une marge de dumping établie au moment du recouvrement (c'est-à-dire l'écart entre un "prix à l'exportation minimal" ou valeur normale de référence et le prix à l'exportation effectif). Le Brésil allègue que les droits ne doivent pas dépasser la marge de dumping établie pendant l'enquête. Il affirme que, "[e]ntre le moment où le droit antidumping est imposé et celui où un réexamen de l'imposition de ce droit est effectué, la seule marge de dumping possible, calculée selon l'article 2, est la marge évaluée dans le cadre de l'enquête, constatée dans la détermination finale et communiquée à toutes les parties intéressées par voie d'avis au public, ainsi qu'il est prévu à l'article 12.2 de l'*Accord antidumping*".[226]

7.355 En examinant cette allégation, nous relevons que rien dans l'*Accord antidumping* ne précise explicitement la forme que les droits antidumping doivent prendre. En particulier, rien dans l'*Accord antidumping* n'interdit explicitement l'utilisation de droits antidumping variables. L'allégation n° 29 du Brésil est fondée sur l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*. Comme l'indique le titre de l'article 9 de l'*Accord antidumping*, l'article 9.3 est une disposition concernant l'imposition et le recouvrement de droits antidumping. L'article 9.3 dispose qu'un droit ne peut pas être recouvré en dépassement de la marge de dumping déterminée selon l'article 2. Les modalités permettant d'assurer le respect de cette obligation sont exposées aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 9.3, qui portent chacun sur la fixation (assessment) des droits et le remboursement des droits excessifs. Le principal objectif de l'article 9.3, lu conjointement avec les alinéas 1 à 3, est de faire en sorte que des droits antidumping finals ne soient pas fixés en dépassement de la marge de dumping pertinente et de prévoir le remboursement des droits dans les cas où des droits antidumping excessifs seraient autrement recouvrés. Notre interprétation selon laquelle l'article 9.3 vise principalement la fixation (assessment) des droits est confirmée par le fait que la disposition sensiblement équivalente qui figure dans l'*Accord SMC* (à savoir l'article 19.4) fait référence à la "per[ception]" des droits et que la note de bas de page 51 relative à cette disposition indique que "[l]e terme "percevoir" (...) s'entend de **l'imposition (assessment) ou du recouvrement** légaux d'un droit ou d'une taxe à titre définitif ou final" (pas de caractère gras dans l'original).[227] De ce point de vue, il n'est pas évident que – comme le Brésil le fait effectivement valoir – l'article 9.3 interdise les droits antidumping variables en prévoyant que les droits antidumping ne dépassent pas la marge de dumping déterminée pendant "la phase d'enquête" conformément à l'article 2.4.2. Ni le sens ordinaire de l'article 9.3, ni son contexte (à savoir les alinéas 1 à 3) ne corroborent ce point de vue. Si l'article 9.3 était destiné à interdire l'utilisation de droits de douane variables, cette interdiction aurait vraisemblablement été clairement formulée.

7.356 Le Brésil s'appuie sur l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* pour étayer son argument selon lequel les droits antidumping ne peuvent pas dépasser la marge de dumping établie pendant l'enquête. La partie pertinente de l'article 2.4.2 dispose que "l'existence de marges de dumping pendant la phase

---

[226] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 127.

[227] L'*Accord antidumping* issu du Tokyo Round est également instructif à cet égard, puisqu'il disposait à l'article 8.3 ce qui suit: "[l]e montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping déterminée selon l'article 2. **En conséquence**, s'il est constaté, après application du droit, que le droit ainsi recouvré dépasse la marge effective de dumping, la partie du droit qui dépasse la marge sera restituée aussi rapidement que possible" (pas de caractère gras dans l'original). Cette disposition montre clairement que la prescription générale selon laquelle les droits antidumping ne doivent pas dépasser la marge de dumping concerne la fixation (assessment) des droits.

d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction". Le Brésil affirme qu'étant donné que l'article 9.3 fait référence à la marge de dumping "déterminée selon l'article 2" et que la seule disposition de l'article 2 régissant l'établissement d'une marge de dumping est le passage de l'article 2.4.2 susmentionné, qui fait référence à la "phase d'enquête", la marge de dumping pertinente aux fins de l'article 9.3 est celle qui est établie "pendant la phase d'enquête". Il estime que la marge de dumping est établie sur la base des renseignements recueillis et examinés pendant l'enquête et, en ce sens, les marges de dumping sont limitées à la période couverte par l'enquête, comme il est indiqué à l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping*.

7.357 Nous considérons que dans son principal argument le Brésil interprète d'une manière erronée la référence à la "marge de dumping" qui est faite à l'article 9.3. S'appuyant sur ce libellé, le Brésil focalise toute son attention sur l'article 2.4.2 et la référence à la "phase d'enquête" faite dans cette disposition. L'article 9.3 ne fait toutefois pas référence à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2.4.2", mais à la marge de dumping déterminée "selon l'article 2". À notre avis, cela veut simplement dire que lorsqu'il s'assure que le montant du droit ne dépasse pas la marge de dumping, un Membre devrait se référer à la méthodologie énoncée à l'article 2. Cette démarche est tout à fait compatible avec la clause introductive de l'article 2, qui donne une définition du dumping "aux fins du présent accord …". De fait, il ne serait pas possible d'établir une marge de dumping sans se référer aux différents éléments de l'article 2. Par exemple, il ne serait pas possible d'établir une marge de dumping sans déterminer une valeur normale, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.2, ou sans procéder aux ajustements pertinents pour assurer une comparaison équitable, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.4. Ainsi, le fait que l'article 2.4.2, cas unique parmi les dispositions de l'article 2, traite de l'établissement de la marge de dumping "pendant la phase d'enquête" n'est pas déterminant pour la question dont nous sommes saisis, puisque les autres dispositions de l'article 2 ne prévoient pas cette limitation.[228]

7.358 Notre point de vue selon lequel le Brésil interprète d'une manière erronée la référence à la "marge de dumping" figurant à l'article 9.3 est étayée par le fait que la première phrase de l'article 8.3 de l'*Accord antidumping* issu du Tokyo Round faisait également référence à la "marge de dumping déterminée selon l'article 2", alors même qu'il n'y avait pas d'équivalent de l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* dans l'*Accord antidumping* issu du Tokyo Round. Dans le cadre de l'*Accord antidumping* issu du Tokyo Round, la référence à la "marge de dumping déterminée selon l'article 2" doit donc s'entendre comme visant les dispositions de l'article 2 d'une manière générale. Nous ne voyons pas pourquoi cela n'est plus vrai de la disposition équivalente de l'*Accord antidumping*. Si les rédacteurs de l'*Accord antidumping* avaient voulu faire exclusivement référence à l'article 2.4.2 dans le contexte de l'article 9.3, ce dernier aurait indiqué ce qui suit: "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.4.2". Ce n'est pas ce que dit l'article 9.3.

7.359 L'interprétation du Brésil est également contredite par le contexte immédiat de l'article 9.3. En particulier, en interprétant l'article 9.3 comme voulant dire que des droits antidumping ne peuvent pas être recouvrés en dépassement de la marge de dumping établie pendant l'enquête initiale, le Brésil

[228] Pris au pied de la lettre, l'argument du Brésil concernant l'article 2.4.2 signifierait que l'article 2.4.2 est la seule disposition de l'article 2 qui s'applique dans le contexte de l'article 9.3, parce que le Brésil note que l'article 9.3 fait référence à la "marge de dumping déterminée selon l'article 2" et que l'article 2.4.2 est la seule disposition de l'article 2 qui fait référence à l'établissement d'une "marge de dumping". Or, nous ne pouvons pas accepter une telle approche, qui signifierait que les dispositions de l'article 2 régissant les ventes n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales, les comparaisons équitables, etc. ne s'appliqueraient pas dans le contexte de l'article 9.3. Bien que le Brésil ait affirmé que son argument ne devrait pas être interprété de cette manière (deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 136), c'est la conséquence inévitable de l'importance que le Brésil attache aux termes "marge de dumping" figurant dans l'article 9.3.

ne saisit pas la signification de l'article 9.4 ii) de l'*Accord antidumping*, qui fait référence aux cas "où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective". À notre avis, l'article 9.4 ii) décrit l'utilisation des droits antidumping variables, qui sont calculés sur la base d'une comparaison entre le prix à l'exportation effectif (c'est-à-dire au moment du recouvrement) et une valeur normale prospective. Puisque l'article 9.4 ii) envisage expressément l'imposition de droits antidumping variables, nous ne sommes pas fondés à constater que l'utilisation par l'Argentine de droits variables (calculés sur la base de "prix à l'exportation minimaux" employés comme valeurs normales prospectives) est nécessairement incompatible avec l'article 9.3 de l'*Accord antidumping*.[229]

7.360 Nous notons l'argument du Brésil selon lequel l'article 9.4 ii) "fait référence aux cas dans lesquels les droits sont fixés sur une base rétrospective".[230] Rien ne nous fonde toutefois à conclure que la fixation *rétrospective* des droits implique l'utilisation d'une valeur normale *prospective*. Au contraire, la fixation rétrospective des droits implique l'utilisation d'une valeur normale effective établie au moment où le droit est fixé.

7.361 On trouve d'autres éléments contextuels étayant notre approche de l'article 9.3 dans l'article 9.3.1, qui prévoit le recouvrement de droits antidumping sur une base rétrospective. Par définition, le recouvrement rétrospectif des droits présuppose le calcul de marges de dumping sur la base de renseignements relatifs à des expéditions particulières ou à des périodes autres que la période couverte par l'enquête initiale. Par ailleurs, en soulignant l'importance de la marge de dumping établie pendant l'enquête, nous considérons que le Brésil a diminué l'importance contextuelle du mécanisme de remboursement prévu dans le cas de droits antidumping prospectifs. La première phrase de l'article 9.3.2 prévoit que "[l]orsque le montant du droit antidumping sera fixé sur une base prospective, des dispositions seront prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge de dumping soit remboursé, sur demande, dans les moindres délais. Le remboursement du droit acquitté en dépassement de la marge de dumping **effective** interviendra normalement dans les 12 mois …" (pas de caractère gras dans l'original). Ainsi, l'article 9.3.2 prévoit un remboursement des droits antidumping recouvrés en dépassement de la marge de dumping effective. Le mot "actual" (effectif) est défini entre autres choses comme suit: "existing now; current" (qui existe maintenant; actuel).[231] En conséquence, nous comprenons que le mécanisme de remboursement prévu à l'article 9.3.2 viserait les remboursements de droits antidumping acquittés en dépassement de la marge de dumping en vigueur au moment où le droit est recouvré. Cela va donc encore à l'encontre de l'argument du Brésil selon lequel la seule marge de dumping pertinente jusqu'à ce qu'il soit procédé à un réexamen au titre de l'article 11.2 est la marge établie pendant l'enquête. Si la base utilisée pour le remboursement du droit est la marge de dumping en vigueur au moment du recouvrement du droit, nous ne voyons pas pourquoi un Membre ne devrait pas utiliser la même base pour le recouvrement du droit. Le Brésil a relevé que les remboursements ne supposent pas la modification du droit et ne sont effectués qu'à la demande de l'importateur.[232] Ces points sont peut-être corrects, mais ils ne changent rien au fait que le mécanisme de remboursement fonctionne en prenant pour référence la marge de dumping en vigueur au moment du recouvrement du droit. C'est cet aspect du mécanisme de remboursement qui

[229] Nous notons que dans la mesure en cause le montant du droit antidumping à acquitter est calculé en comparant le prix à l'exportation effectif avec un "prix à l'exportation minimal", qui est légèrement inférieur à la valeur normale établie pendant l'enquête. En conséquence, il n'est peut-être pas tout à fait approprié de dire que le mécanisme de recouvrement de l'Argentine implique l'utilisation d'une "valeur normale" prospective. Il implique toutefois l'utilisation d'un prix de référence prospectif, ce qui est à notre avis suffisant pour le faire entrer dans le champ de l'article 9.4 ii). Toute autre conclusion ferait passer la forme avant le fond, puisque cela signifierait qu'il est permis de recouvrer des droits variables calculés sur la base d'une valeur normale prospective, mais pas de recouvrer des droits inférieurs sur la base d'un prix de référence inférieur à la valeur normale établie pendant l'enquête.

[230] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 149.

[231] *The Concise Oxford Dictionary of Current English* (Clarendon Press, 1995), page 14.

[232] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 141.

le rend pertinent d'un point de vue contextuel pour la question dont nous sommes saisis. En conséquence, nous ne voyons pas pourquoi il n'est pas admissible[233] qu'un Membre perçoive des droits antidumping sur la base de la marge de dumping effective en vigueur au moment du recouvrement du droit.

7.362 Le Brésil affirme aussi que l'Argentine n'était pas autorisée à recouvrer des droits au motif que la valeur normale calculée pendant l'enquête demeurait constante par la suite, sans tenir compte des modifications éventuelles des prix sur le marché intérieur. Selon lui, il n'est pas improbable que des modifications des conditions du marché ou l'amélioration de la productivité d'un exportateur créent une situation dans laquelle le prix du produit, sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation, est réduit. En d'autres termes, s'il y a une modification du prix à l'exportation, il peut aussi y avoir une modification de la valeur normale. Là encore, nous ne partageons pas cet avis. Premièrement, parce que nous avons déjà noté que l'article 9.4 ii) faisait référence à l'utilisation d'une valeur normale prospective. Deuxièmement, parce que même des droits *ad valorem* fixes recouvrés sur une base prospective sont recouvrés en partant du principe qu'à la fois la valeur normale et le prix à l'exportation (et donc la marge de dumping) établis dans le cadre de l'enquête ne changeront pas. En tout état de cause, un système de droits variables correctement conçu comporterait un mécanisme de remboursement compatible avec l'article 9.3.2 et prévoirait un réexamen pour changement de circonstances au titre de l'article 11.2.

7.363 Enfin, pour étayer son argument selon lequel la marge de dumping à laquelle fait référence l'article 9.3 est celle qui est établie pendant la période couverte par l'enquête, le Brésil a demandé à quoi servirait l'établissement d'une marge de dumping dans le cadre de l'enquête initiale si cette marge ne déterminait pas le montant des droits qui pourraient ultérieurement être recouvrés.[234] Sans vouloir donner une réponse exhaustive à cette question, nous notons que, conformément à l'article 5.8 de l'*Accord antidumping*, la clôture de l'enquête sera immédiate si la marge de dumping est *de minimis*. En conséquence, l'une des principales raisons de l'établissement d'une marge de dumping dans le cadre de l'enquête est d'assurer la conformité avec l'article 5.8.

7.364 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les droits antidumping variables en cause ne sont pas incompatibles avec l'article 9.3 simplement parce qu'ils sont recouvrés par rapport à une marge de dumping établie au moment du recouvrement (à savoir l'écart entre un "prix à l'exportation minimal", ou valeur normale de référence, et le prix à l'exportation effectif).[235] Le Brésil n'ayant pas fait valoir que l'un quelconque des droits antidumping effectivement recouvrés par les autorités argentines dépassait la marge de dumping (en vigueur au moment du recouvrement du droit), nous rejetons l'allégation n° 29 du Brésil.

7.365 Passant à l'allégation n° 28 du Brésil, qui est fondée sur l'article 9.2 de l'*Accord antidumping*, nous relevons que le Canada a affirmé qu'un droit antidumping qui est en conformité avec l'article 9.3 est nécessairement "approprié" au sens de l'article 9.2. Le Brésil souscrit à cette approche, en faisant valoir que la "violation de l'article 9.2 est entièrement subordonnée à la violation de l'article 9.3".[236] Nous relevons que l'article 9.3 énonce une obligation spécifique concernant le montant du droit antidumping à imposer, alors que l'article 9.2 fait référence en des termes beaucoup plus généraux au recouvrement de droits dont les montants sont "appropriés". En particulier, l'article 9.2 ne donne aucune indication sur ce que le montant "approprié" d'un droit peut être dans un cas donné. En l'absence de toute autre indication sur le caractère approprié du montant des droits antidumping, il

[233] Nous utilisons ce terme eu égard en particulier au critère d'examen prévu à l'article 17.6 ii).
[234] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 133.
[235] La portée de la présente constatation est bien entendu limitée aux circonstances de l'affaire examinée, qui concerne l'imposition des droits initiale, et non les procédures de remboursement au titre de l'article 9.3.2 ou de réexamen au titre de l'article 11.
[236] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 124.

semblerait raisonnable de conclure qu'un droit antidumping satisfaisant aux prescriptions de l'article 9.3 (à savoir qu'il n'excède pas la marge de dumping) serait "approprié" au sens de l'article 9.2. Puisque nous avons déjà constaté que les droits antidumping variables imposés par l'Argentine ne sont pas incompatibles avec l'article 9.3 et que le Brésil n'a pas fourni d'éléments de preuve additionnels établissant que le montant des droits antidumping n'était pas "approprié", nous rejetons l'allégation n° 28 du Brésil.

7.366 Le Brésil allègue par ailleurs (allégation n° 30) que l'Argentine a violé l'article 12.2.2 de l'*Accord antidumping* parce que la Résolution n° 574/2000 n'indiquait pas comment l'Argentine avait calculé les "prix à l'exportation minimaux". À notre avis, dès l'instant où il est constaté qu'une mesure antidumping est incompatible avec les dispositions de fond de l'*Accord antidumping*, les constatations concernant l'adéquation de l'avis de la DCD perdent tout intérêt.[237] En conséquence, puisque nous avons constaté que la Résolution n° 574/2000 était incompatible avec diverses dispositions de fond de l'Accord antidumping, il n'est pas nécessaire que nous examinions cette allégation.

c) Conclusion

7.367 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine n'a pas violé l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* en imposant des droits antidumping variables. En outre, nous concluons qu'il n'est pas nécessaire que nous examinions l'allégation n° 30 du Brésil.

E. VIOLATION DE L'ARTICLE VI DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE PREMIER DE L'*ACCORD ANTIDUMPING*

a) Arguments des parties

7.368 Le Brésil considère que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article VI du *GATT de 1994* et l'article premier de l'*Accord antidumping*, qui autorise l'application de mesures antidumping dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994 et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions de l'*Accord antidumping*. Il affirme que, puisque les allégations exposées dans la section III.A *supra* du présent rapport indiquent qu'il y a violation de diverses dispositions de l'*Accord antidumping*, il y a par conséquent violation de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'*Accord antidumping*.

b) Évaluation par le Groupe spécial

7.369 En examinant cette question, nous notons qu'un groupe spécial "ne doit traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend".[238] Nous notons que les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article premier de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT de 1994* sont des allégations dépendantes, en ce sens qu'elles dépendent entièrement des constatations selon lesquelles l'Argentine a violé d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*. S'il n'était pas constaté que l'Argentine a violé d'autres dispositions de l'*Accord antidumping*, les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article premier de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT de 1994* seraient dénuées de fondement. Au vu de la nature dépendante des allégations formulées par le Brésil au titre de l'article premier de l'*Accord antidumping* et de l'article VI du *GATT de 1994*, nous ne voyons pas l'utilité de les examiner.[239] En particulier, si

[237] Voir le paragraphe 7.293 *supra*.

[238] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, *supra*, note 67, page 28.

[239] Nous notons qu'une approche similaire a été suivie par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* (rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, *supra*, note 48, paragraphe 8.296) et le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour*

nous nous prononcions sur ces allégations dépendantes, nous ne donnerions pas d'indications additionnelles quant aux dispositions qui doivent être prises par l'Argentine pour mettre en œuvre notre recommandation concernant les violations dont dépendent ces allégations.

c) Conclusion

7.370 Compte tenu de ce qui précède, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'*Accord antidumping*.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

A. CONCLUSIONS

8.1 Compte tenu de nos constatations exposées ci-dessus, nous concluons que:

a) l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de:

i) l'article 5.3 de l'*Accord antidumping* en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour ouvrir une enquête (allégations n° 2, 4 et 6);

ii) l'article 5.8 de l'*Accord antidumping* en ne rejetant pas la demande et en ne prononçant pas la clôture de l'enquête dans les moindres délais, dès que les autorités concernées ont été convaincues que les éléments de preuve relatifs au dommage ou à la menace de dommage n'étaient pas suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête (allégation n° 31);

iii) l'article 12.1 de l'*Accord antidumping* en n'adressant pas de notification à plusieurs exportateurs qui, à la connaissance de l'autorité chargée de l'enquête, avaient un intérêt dans l'enquête, lorsque cette autorité a été convaincue que les éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête antidumping (allégation n° 10);

iv) l'article 6.1.1 de l'*Accord antidumping* en ne ménageant pas à plusieurs exportateurs un délai d'au moins 30 jours pour répondre aux questionnaires relatifs au dumping fournis par l'autorité chargée de l'enquête (allégation n° 11);

v) l'article 6.1.3 de l'*Accord antidumping* en ne communiquant pas aux exportateurs connus et au gouvernement brésilien, dès que l'enquête a été ouverte, le texte de la demande présentée par écrit (allégation n° 14);

vi) l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping* en ignorant les données relatives aux prix à l'exportation communiquées par certains exportateurs (allégation n° 17);

vii) l'article 6.10 de l'*Accord antidumping* en n'établissant pas de marges de dumping individuelles pour deux exportateurs (allégation n° 22);

---

mémoires RAM dynamiques (DRAM) de un mégabit ou plus, originaires de Corée ("*États-Unis - DRAM*"), WT/DS99/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:II, 521, paragraphe 6.92).

viii) l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne tenant pas dûment compte des différences dans les frais de transport dans la valeur normale établie pour un exportateur (allégation n° 23);

ix) l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans la valeur normale établie pour plusieurs exportateurs (allégation n° 24);

x) l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en augmentant les valeurs normales de tous les exportateurs de 9,09 pour cent pour tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue en Argentine et au Brésil (allégation n° 25);

xi) l'article 2.4.2 de l'*Accord antidumping* en établissant une marge de dumping pour deux exportateurs sur la base d'une valeur normale moyenne pondérée inexacte (allégation n° 27);

xii) l'article 3.1 de l'*Accord antidumping* en ne procédant pas à un examen objectif du dommage lorsqu'elle a utilisé des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 (allégation n° 32);

xiii) l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping* en incluant les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping en provenance de deux exportateurs dans son analyse de l'existence d'un dommage (allégations n° 34 à 37); et

xiv) l'article 3.1 et 3.4 de l'*Accord antidumping* en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 (allégations n° 38 et 39).

b) l'Argentine n'a pas agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de:

i) l'article 5.7 de l'*Accord antidumping* en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage pour déterminer si l'enquête serait ouverte ou non (allégation n° 9);

ii) l'article 6.1.2 de l'*Accord antidumping* en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition de certains exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête (allégation n° 12);

iii) l'article 6.8 et l'Annexe II de l'*Accord antidumping* en ignorant les données relatives à la valeur normale communiquées par deux exportateurs (allégation n° 19);

iv) l'article 6.9 de l'*Accord antidumping* en n'informant pas les exportateurs des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives (allégation n° 21);

v) l'article 2.4 de l'*Accord antidumping* en fixant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping (allégation n° 26);

vi) l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* en recouvrant des droits antidumping variables sur la base de "prix à l'exportation minimaux" (allégations n° 28 et 29);

vii) l'article 4.1 de l'*Accord antidumping* en définissant la branche de production nationale comme étant constituée de producteurs nationaux représentant 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine (allégation n° 41).

c) Nous avons conclu qu'il n'était pas nécessaire que nous formulions des constatations au sujet des allégations n° 1, 3, 5, 7, 8, 13, 15, 16, 18, 20, 30, 33 et 40 du Brésil. Nous considérons aussi qu'il n'est pas nécessaire d'examiner les allégations formulées par le Brésil au titre de l'article VI du *GATT de 1994* et de l'article premier de l'*Accord antidumping*.

B. ANNULATION OU RÉDUCTION D'AVANTAGES

8.2 En vertu de l'article 3:8 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages résultant de cet accord. En conséquence, nous concluons que dans la mesure où l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'*Accord antidumping*, elle a annulé ou compromis des avantages résultant pour le Brésil de cet accord.

C. RECOMMANDATION

8.3 Le Brésil demande que nous exercions notre pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* pour suggérer à l'Argentine des façons de mettre en œuvre notre recommandation. Plus précisément, il nous demande de suggérer que l'Argentine abroge la Résolution n° 574/2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les volailles éviscérées en provenance du Brésil "eu égard aux nombreuses violations de l'Accord antidumping décisives pour l'issue de la procédure".[240]

8.4 Pour examiner la demande du Brésil, nous commençons par rappeler que la partie pertinente de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où un groupe spécial ou l'Organe d'appel conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Outre les recommandations qu'il fera, le groupe spécial ou l'Organe d'appel *pourra suggérer au Membre concerné des façons de mettre en œuvre ces recommandations*." (pas d'italique dans l'original; notes de bas de page omises)

8.5 Ainsi, en vertu de l'article 19:1 du *Mémorandum d'accord*, les groupes spéciaux ont le pouvoir discrétionnaire ("pourra") de suggérer à un Membre des façons de mettre en œuvre la recommandation pertinente. Cependant, un groupe spécial n'est manifestement pas tenu de faire une suggestion s'il ne juge pas approprié de le faire.

8.6 Nous avons déterminé que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'*Accord antidumping* en imposant des droits antidumping sur les importations de volailles éviscérées en provenance du Brésil. Nous avons constaté que ces violations étaient d'une nature fondamentale et constante.

---

[240] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 550.

8.7 Compte tenu de la nature et de l'ampleur des violations dans la présente affaire, nous ne voyons pas comment l'Argentine pourrait dûment mettre en œuvre notre recommandation sans annuler la mesure antidumping en cause dans le présent différend. En conséquence, nous suggérons que l'Argentine abroge la Résolution n° 574/2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les volailles éviscérées en provenance du Brésil.

_____

ANNEXE A

Brésil

Table des matières		Page
Annexe A-1	Première communication écrite du Brésil	A-2
Annexe A-2	Première déclaration orale du Brésil	A-115
Annexe A-3	Deuxième communication écrite du Brésil	A-129
Annexe A-4	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Première réunion	A-159
Annexe A-5	Deuxième déclaration orale du Brésil	A-191
Annexe A-6	Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	A-205
Annexe A-7	Observations du Brésil sur les réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial et du Brésil - Deuxième réunion	A-218

ANNEXE A-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

(8 août 2002)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION A-5
II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN DU DIFFÉREND A-9
III. HISTORIQUE DES FAITS A-10
IV. ARGUMENTS JURIDIQUES A-12
A. CRITÈRE D'EXAMEN DE L'ACCORD ANTIDUMPING A-12
B. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING A-13
1. Article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 ..... A-13
a) Éléments factuels A-15
i) Allégation n° 1: Incompatibilité avec l'article 5.2 de l'Accord antidumping A-20
ii) Allégation n° 2: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping A-23
iii) Allégation n° 3: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping A-27
iv) Allégation n° 4: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping A-28
v) Allégation n° 5: Incompatibilité avec l'article 5.2 de l'Accord antidumping A-30
vi) Allégation n° 6: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping A-33
vii) Allégation n° 7: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping A-35
viii) Allégation n° 8: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping A-35
ix) Allégation n° 9: Incompatibilité avec l'article 5.7 de l'Accord antidumping A-38
x) Allégation n° 31: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping A-40
C. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'AVIS AU PUBLIC A-42
1. Article 12.1 ..... A-42
a) Éléments factuels A-42
i) Allégation n° 10: Incompatibilité avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping A-42
2. Article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3 et 6.2 ..... A-44
a) Éléments factuels A-44
i) Allégation n° 11: Incompatibilité avec l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping A-45
ii) Allégation n° 12: Incompatibilité avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping A-46
iii) Allégation n° 13: Incompatibilité avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping A-47

iv) ***Allégation n° 14: Incompatibilité avec l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping*** *A-47*

3. Articles 6.8, 6.10, 12.2.2 et Annexe II **A-50**

a) Éléments factuels A-51

i) ***Allégation n° 15: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping*** *A-54*

ii) ***Allégation n° 16: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping*** *A-58*

iii) ***Allégation n° 17: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping*** *A-60*

iv) ***Allégation n° 18: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping*** *A-62*

v) ***Allégation n° 19: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping*** *A-63*

vi) ***Allégation n° 20: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping*** *A-65*

vii) ***Allégation n° 22: Incompatibilité avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping*** *A-66*

4. Article 6.9 ..... **A-68**

a) Éléments factuels A-68

i) ***Allégation n° 21: Incompatibilité avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping*** *A-71*

D. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ET DÉTERMINATION POSITIVE FINALE A-73

1. Article 2.4 et 2.4.2 ..... **A-73**

a) Éléments factuels A-73

i) ***Allégation n° 23: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping*** *A-81*

ii) ***Allégation n° 24: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping*** *A-83*

iii) ***Allégation n° 25: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping*** *A-86*

iv) ***Allégation n° 26: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping*** *A-88*

v) ***Allégation n° 27: Incompatibilité avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping*** *A-89*

2. Articles 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2 ..... **A-90**

a) Éléments factuels A-91

i) ***Allégation n° 32: Incompatibilité avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping*** *A-91*

ii) ***Allégation n° 33: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping*** *A-92*

3. Article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 ..... **A-93**

a) Éléments factuels A-93

i) ***Allégation n° 34: Incompatibilité avec l'article 3.2 de l'Accord antidumping*** *A-94*

ii) ***Allégation n° 35: Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping*** *A-95*

iii) ***Allégation n° 36: Incompatibilité avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping*** *A-96*

iv) ***Allégation n° 37: Incompatibilité avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping*** *A-98*

4. Articles 3.1, 3.4 et 12.2.2 ..... A-99
a) Éléments factuels A-99
i) Allégation n° 38: Incompatibilité avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping *A-99*
ii) Allégation n° 39: Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping *A-103*
iii) Allégation n° 40: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping *A-104*
5. Article 4.1 ..... A-105
a) Éléments factuels A-105
i) Allégation n° 41: Incompatibilité avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping *A-106*
E. IMPOSITION ET RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING À LA SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING A-107
1. Articles 9.2, 9.3 et 12.2.2 ..... A-107
a) Éléments factuels A-107
i) Allégation n° 28: Incompatibilité avec l'article 9.2 de l'Accord antidumping *A-109*
ii) Allégation n° 29: Incompatibilité avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping *A-110*
iii) Allégation n° 30: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping *A-111*
V. CONCLUSION ET DEMANDES A-112
A. CONCLUSION A-112
B. DEMANDES A-113

I. INTRODUCTION

1. La présente communication énonce la mise en cause par le Brésil de l'imposition par l'Argentine de mesures antidumping définitives visant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil, relevant des lignes 0207.11.00 et 0207.12.00 du tarif du MERCOSUR. Les diverses actions liées à l'introduction, à l'application et à l'imposition de ces mesures définitives sont incompatibles avec les obligations de l'Argentine au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 ("Accord antidumping").

2. Les mesures antidumping visant la viande de volaille ont été imposées à la suite d'une enquête et de déterminations faites par la Comisión Nacional de Comercio Exterior ("CNCE") et la Dirección de Competencia Desleal ("DCD"). Ces deux organismes assument conjointement la responsabilité de l'administration de la législation antidumping et des procédures d'enquête en Argentine, la DCD déterminant l'existence d'un dumping et calculant les marges de dumping, et la CNCE déterminant si la branche de production nationale a subi un dommage du fait des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping.

3. L'enquête antidumping menée par la DCD et l'imposition de mesures définitives ont violé les articles 2, 5, 6, 9, 12 et l'Annexe II de l'Accord antidumping. Les allégations du Brésil, telles qu'elles sont énoncées dans la présente communication, concernant l'enquête antidumping et l'imposition de mesures définitives, sont résumées ci-après:

- La demande du requérant présentait un calcul destiné à ajuster la valeur normale en raison de différences alléguées dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. La demande n'apportait pas d'éléments de preuve pertinents de ces différences, contrairement à la prescription énoncée à l'article 5.2 (**allégation n° 1**). En acceptant le calcul de l'ajustement fait par le requérant, l'Argentine a manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, conformément à l'article 5.3 (**allégation n° 2**) et de rejeter la demande ainsi qu'il est prévu à l'article 5.8 (**allégation n° 3**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 (**allégation n° 4**) en établissant les prix à l'exportation sur la seule base de transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale.

- La demande du requérant présentait des données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale pour des périodes différentes. Plus précisément, la demande présentait des données relatives à la valeur normale pour un jour seulement de 1997 (le 30 juin 1997), données qui ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve pertinents pour établir la valeur normale conformément à l'article 5.2 (**allégation n° 5**). En calculant une marge de dumping en procédant à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour des ventes qui n'ont pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible et en établissant la valeur normale pour un jour seulement de 1997, l'Argentine a manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.3 (**allégation n° 6**) et de rejeter la demande conformément à l'article 5.8 (**allégation n° 7**).

- En comparant des données relatives au dumping et au dommage recueillies pour des périodes différentes, l'Argentine a examiné d'une manière incorrecte les éléments de preuve fournis dans la demande, violant ainsi l'article 5.3 (**allégation n° 8**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.7 (**allégation n° 9**) en n'examinant pas simultanément les données recueillies relatives au dumping et au dommage dans la décision d'ouvrir ou non l'enquête.

- L'Argentine n'a pas avisé sept exportateurs brésiliens lorsqu'elle a été convaincue que les éléments de preuve étaient suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête antidumping. En n'adressant pas de notification à ces exportateurs lorsque l'enquête a été ouverte, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.1 (**allégation n° 10**).

- L'Argentine n'a pas ménagé aux sept exportateurs brésiliens un délai de 30 jours au moins pour répondre aux questionnaires relatifs au dumping fournis par la DCD, commettant ainsi une violation *prima facie* de l'article 6.1.1 (**allégation n° 11**). Au demeurant, la CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs et ne leur a jamais fourni le questionnaire relatif au dommage.

- L'Argentine n'a pas mis non plus dans les moindres délais à la disposition des sept exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, en violation de l'article 6.1.2 (**allégation n° 12**).

- En ne ménageant pas aux sept exportateurs le délai requis pour répondre aux questionnaires et en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition de ces exportateurs les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, l'Argentine n'a pas ménagé à ces exportateurs toutes possibilités de défendre leurs intérêts, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.2 (**allégation n° 13**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.3 (**allégation n° 14**) en ne communiquant pas aux exportateurs brésiliens ni au gouvernement brésilien, dès que l'enquête a été ouverte, le texte de la demande présentée par écrit.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (**allégation n° 15**) en ignorant les réponses communiquées par les exportateurs brésiliens en ce qui concerne la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil, et en recourant au calcul de l'ajustement de la valeur normale fourni par le requérant dans la demande.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 16**) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les renseignements fournis par les exportateurs en ce qui concerne la description du produit et d'appliquer à la place l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (**allégation n° 17**) en ignorant les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens, et en utilisant les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par l'organisme argentin – la Dirección de Ganadería, Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentación ("Ganadería").

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 18**) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les

exportateurs brésiliens, et d'utiliser les données relatives au prix à l'exportation communiquées par l'organisme argentin Ganadería.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II (**allégation n° 19**) en ignorant tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par deux exportateurs brésiliens, et en utilisant les renseignements communiqués par le requérant.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 20**) en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par deux exportateurs brésiliens, et d'utiliser les renseignements communiqués par le requérant.

- L'Argentine n'a pas informé les exportateurs brésiliens des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, empêchant ainsi les exportateurs brésiliens de défendre comme il convenait leurs intérêts, contrairement à la prescription énoncée à l'article 6.9 (**allégation n° 21**).

- L'Argentine n'a pas établi de marges de dumping individuelles pour deux exportateurs brésiliens, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.10 (**allégation n° 22**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (**allégation n° 23**) en ne tenant pas dûment compte des différences de fret dans la valeur normale établie pour deux exportateurs brésiliens.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (**allégation n° 24**) en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (**allégation n° 25**) en procédant d'une manière incorrecte à des ajustements de la valeur normale sur la base de différences alléguées entre les caractéristiques physiques du produit vendu à l'intérieur du Brésil et celles du produit vendu à l'Argentine.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 (**allégation n° 26**) en imposant une charge de la preuve déraisonnable à trois exportateurs brésiliens en ne déterminant pas la période couverte par l'enquête sur le dumping et en laissant ainsi ces exportateurs présenter des renseignements relatifs au dumping pour la période allant de 1996 à 1999, alors qu'il a été déterminé ultérieurement que la période de l'enquête sur le dumping allait de janvier 1998 à janvier 1999.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 (**allégation n° 27**) en établissant une marge de dumping fondée sur une comparaison incorrecte entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour deux exportateurs brésiliens. L'Argentine a établi la valeur normale sur la seule base des transactions sur le marché intérieur pour lesquelles des factures ont été présentées, au lieu de déterminer la valeur normale en se fondant sur toutes les transactions déclarées effectuées sur le marché intérieur au cours de la période. La DCD a établi les marges de dumping pour ces deux exportateurs brésiliens à partir d'une comparaison entre une moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.2 (**allégation n° 28**) et l'article 9.3 (**allégation n° 29**) en imposant un droit antidumping variable qui peut dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 30**) en n'indiquant pas comment le "prix à l'exportation minimal" avait été établi dans la détermination concluant à l'imposition de droits antidumping définitifs.

4. L'enquête de la CNCE sur l'existence d'un dommage et la détermination finale de la CNCE ont violé les articles 3, 4, 5 et 12 de l'Accord antidumping. Les allégations du Brésil, telles qu'elles sont énoncées dans la présente communication, concernant l'enquête sur l'existence d'un dommage et l'imposition de mesures définitives, sont résumées comme suit:

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 (**allégation n° 31**) en ne rejetant pas la demande et en ne prononçant pas la clôture de l'enquête dans les moindres délais, dès que la CNCE a eu déterminé dans le document Acta n° 405 que les éléments de preuve relatifs au dommage ou à la menace de dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

- En utilisant des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, l'Argentine a manqué à l'obligation de faire une détermination finale de l'existence d'un dommage fondée sur des éléments de preuve positifs et comportant un examen objectif, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 (**allégation n° 32**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 33**) en n'expliquant pas dans la détermination finale pourquoi la CNCE a examiné les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 en se fondant sur des périodes différentes.

- Dans la détermination finale, l'analyse de l'existence d'un dommage n'excluait pas les importations de deux exportateurs brésiliens, quand bien même la DCD avait estimé que ces importations n'étaient pas des "importations faisant l'objet d'un dumping". En n'excluant pas les importations de ces deux exportateurs brésiliens des "importations faisant l'objet d'un dumping", la CNCE n'a pas dûment examiné le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", l'effet des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur les prix, et l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.2. (**allégation n° 34**) et 3.4 (**allégation n° 36**). L'évaluation faussée des "importations faisant l'objet d'un dumping" indique que la détermination finale de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas un examen objectif, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1 (**allégation n° 35**).

- En n'excluant pas des "importations faisant l'objet d'un dumping" les importations de ces deux exportateurs brésiliens, l'Argentine n'a pas dûment examiné le dommage, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1, et, en conséquence, n'a pas dûment démontré l'existence d'un lien de causalité entre les "importations faisant l'objet d'un dumping" et le dommage causé à la branche de production nationale, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.5 (**allégation n° 37**).

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 (**allégation n° 38**) et 3.1 (**allégation n° 39**) en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 (**allégation n° 40**) en ne présentant pas et en n'examinant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale l'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4.

- L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 (**allégation n° 41**) en estimant que 46 pour cent constituait la "proportion majeure" de la production nationale totale de viande de volaille de l'Argentine et pouvait donc être considéré comme constituant la branche de production nationale.

5. En déterminant l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article VI du GATT de 1994 et avec l'article premier de l'Accord antidumping.

6. À la lumière de ces violations commises par l'Argentine, dont le Brésil fera la démonstration détaillée dans la présente communication, le Brésil demande que le Groupe spécial formule les constatations et recommandations énoncées dans la partie IV de la présente communication.

II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE D'EXAMEN DU DIFFÉREND

7. Le 7 novembre 2001, le gouvernement brésilien a demandé des consultations avec le gouvernement argentin conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"), à l'article XXII du GATT de 1994, à l'article 17 de l'Accord antidumping et à l'article 19 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 ("Accord sur l'évaluation en douane") au sujet des mesures antidumping définitives visant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[1]

8. Des consultations ont eu lieu à Genève le 10 décembre 2001. Bien que les consultations aient permis une meilleure compréhension de la question, elles n'ont pas abouti à une solution convenue d'un commun accord.

9. Le 25 février 2002, le gouvernement brésilien a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article XXII du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17 de l'Accord antidumping, et a demandé que le groupe spécial soit doté du mandat type, ainsi qu'il est prévu à l'article 7 du Mémorandum d'accord.[2]

10. À sa réunion du 17 avril 2002, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a établi un groupe spécial chargé d'examiner les plaintes du gouvernement brésilien. La composition du Groupe général a été déterminée le 27 juin 2002.[3]

11. Le mandat du Groupe spécial, conformément à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, était le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS241/3, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

---

[1] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*: *demande de consultations présentée par le Brésil*, WT/DS241/1 (12 novembre 2001).

[2] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*: *demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil*, WT/DS241/3 (26 février 2002).

[3] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*: *constitution du Groupe spécial établi à la demande du Brésil*, WT/DS241/4 (5 juillet 2002).

III. HISTORIQUE DES FAITS

12. Le 2 septembre 1997, le Centro de Empresas Procesadoras Avícolas ("CEPA")[4] a présenté au SubSecretaría de Comercio Exterior ("SSCE") une demande concernant l'ouverture d'une enquête antidumping en alléguant que les importations de viande de volaille en provenance du Brésil étaient exportées en Argentine à des prix de dumping et que ces importations représentaient une menace de dommage important pour la branche de production nationale.[5] Le 23 septembre 1997, la CNCE a rendu un avis concernant la représentativité de la branche de production nationale et, le 21 octobre 1997, le SSCE a accepté la demande présentée par le CEPA.

13. Le 7 janvier 1998, l'Área de Prácticas Comerciales Desleales y Salvaguardias ("APCDS"), dans son rapport concernant la viabilité de l'ouverture de l'enquête, a conclu qu'il y avait une pratique commerciale déloyale sous forme de dumping de viande de volaille en provenance du Brésil sur le marché argentin.[6]

14. Le 7 janvier 1998, la CNCE a déterminé dans le document Acta n° 405 que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Dans cette détermination, les données prises en considération portaient sur la période allant de janvier 1994 à juin 1997, les données pour l'année 1993 servant d'année de référence.[7]

15. Plus d'un mois après que la CNCE a établi que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête, le CEPA a présenté le 17 février 1998 des renseignements nouveaux et mis à jour au Secretaría de Industria Comercio y Minería ("SICM").[8] Le 18 juin 1998, la Dirección General de Asuntos Jurídicos ("DGAJ") a envoyé au SSCE une lettre indiquant que les renseignements nouveaux et mis à jour présentés par le CEPA n'avaient pas été examinés lorsque la CNCE a rendu sa détermination dans le document Acta n° 405 et que, en conséquence, la DGAJ demandait que la CNCE tienne compte des nouveaux renseignements et établisse une nouvelle détermination.[9]

16. Le 22 septembre 1998, la CNCE, dans le document Acta n° 464, a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête. La nouvelle détermination relative au dommage prenait en considération les renseignements mis à jour du CEPA pour la période allant de janvier 1994 à juin 1998, les données pour l'année 1993 servant d'année de référence.[10]

17. Le 20 juin 1999, le Ministerio de Economía y Obras y Servicios Públicos ("MEOSP") a publié la Résolution n° 11, avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[11]

18. Le 10 février 1999, la CNCE a envoyé aux exportateurs brésiliens Sadia SA ("Sadia"), Avipal SA Avicultura e Agropecuaria ("Avipal"), Frigorífico Nicolini Ltda. ("Nicolini"), Seara Alimentos SA ("Seara") et Frangosul SA Agro Avícola Industrial ("Frangosul") des lettres annonçant l'ouverture de l'enquête et demandant qu'ils communiquent leurs réponses au questionnaire envoyé par la CNCE, qui est un questionnaire distinct de celui envoyé par le SSCE.[12] Le 16 février 1999, le SSCE a envoyé

[4] Dans tout le texte de la communication, le CEPA est également désigné par le terme le requérant.
[5] *Voir* la pièce n° 1 du Brésil.
[6] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil.
[7] *Voir* la pièce n° 3 du Brésil.
[8] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[9] *Voir* la pièce n° 5 du Brésil.
[10] *Voir* la pièce n° 6 du Brésil.
[11] *Voir* la pièce n° 7 du Brésil.
[12] *Voir* la pièce n° 8 du Brésil.

aux cinq exportateurs brésiliens des lettres les invitant à participer le 25 février 1999 à une audition en vue de consultations concernant l'ouverture de l'enquête antidumping et pour la remise des questionnaires.[13]

19. Le 28 juin 1999, la CNCE a rendu une détermination positive préliminaire concluant à l'existence d'un dommage.[14] Le 6 août 1999, la DCD a rendu une détermination positive préliminaire concluant à l'existence d'un dumping.[15] Le 20 août 1999, le SSCE a rendu une détermination positive préliminaire concluant à l'existence d'un lien de causalité entre les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale par ces importations.[16] Aucune mesure provisoire n'a été imposée.

20. Le 15 septembre 1999, la DCD a envoyé à sept exportateurs brésiliens: Cooperativa Central de Laticínios do Paraná ("CCLP"), Cooperativa Central Oeste Catarinense Ltda. ("Catarinense")[17], Chapecó Cia. Industrial ("Chapecó"), Cia. Minuano de Alimentos ("Minuano"), Perdigão Agroindustrial ("Perdigão"), Comaves Industria e Comércio de Alimentos Ltda. ("Comaves") et Penabranca S.A, ("Penabranca")[18], qui n'avaient pas été avisés de l'enquête, des lettres les invitant à communiquer leurs réponses au questionnaire.[19] Dans cette lettre, la DCD a établi, pour la première fois, la période consacrée à la collecte des données aux fins de l'enquête comme étant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.

21. Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu une détermination positive finale de l'existence d'un dommage.[20] Six mois après qu'eut été rendue la détermination finale de l'existence d'un dommage, la DCD a rendu le 23 juin 2000[21] une détermination positive finale concluant à l'existence d'un dumping. Le 17 juillet 2000, le SSCE a rendu une détermination positive finale concluant à l'existence d'un lien de causalité entre les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale par ces importations.[22]

22. Se fondant sur les déterminations finales de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, le MEOSP a publié la Résolution n° 574 du 21 juillet 2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil pour une période de trois ans.[23] Ces mesures prenaient la forme de droits antidumping spécifiques à recouvrer, correspondant à la différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé pour chaque expédition et le "prix à l'exportation minimal" désigné, également fixé sur une base f.a.b., applicables chaque fois que le premier de ces deux prix était inférieur au second. Le "prix à l'exportation minimal" établi pour chaque exportateur était de 0,92 dollar EU par kilogramme pour Sadia, 0,98 dollar EU par kilogramme pour Avipal, et 0,98 dollar EU par kilogramme pour tous les autres exportateurs. Les exportateurs brésiliens Nicolini et Seara n'étaient pas visés par les mesures antidumping puisqu'il avait été constaté qu'ils n'exportaient pas de viande de volaille à des prix de dumping. L'avis au public indiquait également les marges de dumping constatées pour Sadia (14,91 pour cent), Avipal (15,48 pour cent) et tous les autres exportateurs (8,19 pour cent).

---

[13] *Voir* la pièce n° 9 du Brésil. Parmi les documents de l'enquête auxquels le Brésil a eu accès, le Brésil n'a pas pu trouver la notification datée du 16 février 1999 adressée par le SSCE à l'exportateur brésilien Sadia.

[14] *Voir* la pièce n° 10 du Brésil.

[15] *Voir* la pièce n° 11 du Brésil.

[16] *Voir* la pièce n° 12 du Brésil.

[17] La société Catarinense est également connue sous le nom d'Aurora.

[18] Parmi les documents de l'enquête auxquels le Brésil a eu accès, le Brésil n'a pas pu trouver la notification de la DCD adressée à l'exportateur brésilien Penabranca.

[19] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.

[20] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.

[21] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.

[22] *Voir* la pièce n° 16 du Brésil.

[23] *Voir* la pièce n° 17 du Brésil.

IV. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. CRITÈRE D'EXAMEN DE L'ACCORD ANTIDUMPING

23. Le critère d'examen à appliquer par un groupe spécial appelé à connaître de différends surgissant dans le contexte de l'Accord antidumping est énoncé à l'article 17.6 de cet accord. Plus précisément, l'article 17.6 traite des questions relatives à l'évaluation des faits dans une enquête et des questions relatives à l'interprétation de l'Accord antidumping.

24. En ce qui concerne les questions de fait, l'article 17.6 i) dispose ce qui suit:

> "Dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;".

25. L'article 17.6 i) a trait à l'évaluation que le groupe spécial donne de l'établissement et de l'évaluation des faits par une autorité. Il s'agit d'un critère d'examen à deux volets, donnant pour instruction au groupe spécial, de déterminer: 1) si l'établissement des faits par les autorités était correct; et 2) si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective.

26. Premièrement, pour évaluer si les faits ont été correctement établis, il faut déterminer si les autorités chargées de l'enquête ont recueilli des renseignements pertinents et dignes de foi sur la question qu'il s'agit de trancher. Dans le cas présent, le Groupe spécial devrait tout d'abord déterminer si le gouvernement argentin, au cours de l'enquête, a recueilli, évalué et traité les faits d'une manière compatible avec les règles prévues dans l'Accord antidumping, et, par conséquent, s'il a établi les faits d'une manière "correcte".

27. Deuxièmement, le Groupe spécial devrait déterminer si le gouvernement argentin a évalué ces faits d'une manière impartiale et objective. À cet égard, le Groupe spécial devrait examiner si, en se fondant sur les éléments de preuve dont les autorités argentines chargées de l'enquête étaient saisies au moment de la détermination, une autorité impartiale et objective chargée de l'enquête qui aurait évalué ces éléments de preuve aurait pu parvenir aux conclusions auxquelles les autorités argentines chargées de l'enquête étaient en l'espèce parvenues. Dans ce contexte, le Groupe spécial devrait examiner si tous les éléments de preuve ont été pris en considération, y compris les faits qui pourraient aller à l'encontre de la décision à laquelle les autorités argentines sont effectivement parvenues.

28. Le gouvernement brésilien ne demande pas au Groupe spécial de déterminer si une autre conclusion est possible sur la base des faits qui ont été mis à la disposition des autorités argentines au cours de l'enquête correspondante. En l'espèce, les arguments factuels visent directement l'établissement incorrect des faits par le gouvernement argentin et l'évaluation non objective et partiale qu'en a donnée le gouvernement argentin afin de favoriser les intérêts de la branche de production nationale, d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping.

29. En ce qui concerne les questions d'interprétation de l'Accord antidumping, l'article 17.6 ii) dispose ce qui suit:

> "Le Groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles."

30. La première phrase de cette disposition donne pour instruction au Groupe spécial d'"interprét[er] les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". L'Organe d'appel a à maintes reprises donné pour instruction aux groupes spéciaux d'examiner l'interprétation des Accords de l'OMC, y compris de l'Accord antidumping, en se conformant aux principes énoncés dans la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne"). En conséquence, le Groupe spécial devrait d'abord se pencher sur le sens ordinaire de la disposition en question, dans son contexte, et à la lumière de son objet et de son but. Le Groupe spécial peut prendre en considération, comme moyen complémentaire d'interprétation, les travaux préparatoires dont la disposition en question a fait l'objet, c'est-à-dire l'historique des négociations. Le Groupe spécial devrait ensuite évaluer si l'interprétation de l'Argentine est une interprétation "admissible" à la lumière des règles d'interprétation coutumières du droit international. Si tel n'est pas le cas, le Groupe spécial devrait rejeter l'interprétation, et l'action contestée devrait être jugée incompatible avec l'Accord antidumping.

31. Le gouvernement brésilien affirme que les mesures qui sont en l'espèce contestées ne sont pas admissibles en vertu des règles d'interprétation de la Convention de Vienne. Le gouvernement argentin a totalement ignoré certaines normes ou dispositions juridiques de l'Accord antidumping ou agi d'une manière incompatible avec les dispositions pertinentes, au-delà de toute interprétation juridique admissible. Ces aspects de la pratique argentine reposent sur une interprétation de l'Accord antidumping qui n'est pas une expression de bonne foi et ne peuvent être considérés comme des interprétations admissibles.

B. OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

1. Article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8

32. Dix allégations découlent des faits décrits ci-dessous et du texte juridique de l'Accord antidumping:

Allégation n° 1: La demande du requérant présentait un calcul destiné à ajuster la valeur normale fondée sur des différences alléguées dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. Selon le requérant, les volailles vendues à l'Argentine ne comprennent pas la tête et les pattes, et les volailles vendues à l'intérieur du Brésil comprennent la tête et les pattes. Du fait de cette différence, le requérant a allégué que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'Argentine était de 80 pour cent du poids vif et le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil de 88 pour cent du poids vif. Le requérant a présenté un calcul selon lequel un coefficient de 9,09 pour cent devait s'appliquer à la valeur normale pour compenser la différence entre les deux produits.

La violation de l'article 5.2 repose sur le fait que la demande présentée par le requérant n'avançait aucun élément de preuve à l'appui de l'affirmation selon laquelle: 1) la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était physiquement différente du produit vendu à l'Argentine; 2) ces prétendues différences physiques affectaient la comparabilité des prix; et 3) le taux de rendement de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et à l'Argentine, tel qu'il ressortait des allégations faites par le requérant dans la demande, était correct.

Allégation n° 2: En acceptant le calcul du requérant pour ajuster la valeur normale, qui n'était pas corroboré par des éléments de preuve pertinents, l'Argentine n'a pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés dans la demande et n'a pas déterminé que les éléments de preuve étaient insuffisants pour justifier l'engagement de la procédure, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.3.

Allégation n° 3: Conformément aux allégations n° 1 et 2, l'Argentine a manqué à l'obligation de rejeter la demande, qui reposait sur des éléments de preuve de l'existence d'un dumping insuffisants pour justifier la poursuite de la procédure, ainsi qu'il est prévu à l'article 5.8.

Allégation n° 4: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 en établissant les prix à l'exportation sur la seule base des transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale.

Allégation n° 5: La demande du requérant présentait des données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale qui reposaient sur des périodes différentes. Plus précisément, la demande n'indiquait la valeur normale que pour un jour seulement de la période, à savoir le 30 juin 1997. Dans la demande, les données relatives au prix à l'exportation portaient sur la période allant de janvier à mai 1997 et sur août 1997. Le fait que les données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale présentées dans la demande ne portaient pas sur des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible et que la valeur normale indiquée dans la demande ne s'appliquait qu'à un jour seulement de 1997 ne peut pas être considéré comme un élément de preuve pertinent suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 5.2.

Allégation n° 6: En calculant une marge de dumping en procédant à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour des ventes qui n'avaient pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible et en n'établissant la valeur normale que pour un jour seulement de 1997, l'Argentine a manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés dans la demande. En conséquence, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 en déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

Allégation n° 7: Conformément aux allégations n° 5 et 6, l'Argentine a manqué à l'obligation de rejeter la demande qui reposait sur des éléments de preuve de l'existence d'un dumping insuffisants pour justifier la poursuite de la procédure, comme le prévoit l'article 5.8.

Allégation n° 8: Aux fins de l'engagement de la procédure, les données recueillies pour l'analyse de l'existence d'un dumping portaient sur la période allant de janvier à mai 1997 et les données recueillies pour l'analyse de l'existence d'un dommage portaient sur la période allant de janvier 1994 à juin 1998. L'Argentine a examiné d'une manière incorrecte les éléments de preuve présentés dans la demande en n'examinant pas les données supplémentaires relatives au dumping communiquées par le requérant pour la période allant de juillet 1997 à juin 1998, et a ainsi violé l'article 5.3.

Allégation n° 9: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.7 en n'examinant pas simultanément les données recueillies relatives au dumping et les données recueillies relatives au dommage pour décider d'ouvrir ou non l'enquête.

Allégation n° 31: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.8 en ne rejetant pas la demande et en ne prononçant pas la clôture de l'enquête dans les moindres délais, dès que la CNCE a déterminé dans le document Acta n° 405 que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage important ou d'une menace de dommage important étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

a) Éléments factuels

33. Le 7 janvier 1998, la DCD a rendu une détermination concluant à l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[24] Dans cette détermination, la DCD a établi la valeur normale et le prix à l'exportation comme indiqué ci-dessous.

Valeur normale

34. La DCD a établi la valeur normale à partir des renseignements communiqués par le requérant dans la demande. Le requérant a établi la valeur normale en se fondant sur les prix publiés par la société brésilienne JOX Assessoria Agropecuária S/C Ltda. ("JOX")[25] le 30 juin 1997, pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, pour le marché de gros de São Paulo. La valeur normale a donc été établie en se fondant sur les prix valables pour un jour seulement de 1997, à savoir le 30 juin.[26]

35. Les prix publiés par la JOX et utilisés par le requérant pour établir la valeur normale concernaient: 1) les volailles fraîches vendues sur le marché de détail de São Paulo, dont le prix variait entre 1,05 real et 1,12 real (1,085 real en moyenne); 2) les volailles fraîches vendues sur le marché de gros de São Paulo à des prix variant entre 1,00 real et 1,077 real (1,0385 real en moyenne); et 3) les volailles fraîches vendues sur le grand marché de gros de São Paulo à des prix variant entre 0,98 real et 1,00 real (0,99 real en moyenne). La valeur normale était obtenue en calculant la moyenne arithmétique de ces prix (1,0378 real), qui a été convertie en dollars EU (0,957 dollar EU).[27]

36. Le tableau ci-dessous indique comment la DCD a établi la valeur normale:

Produit	**Reais**	**Dollars EU**
Volailles fraîches dans le commerce de détail	1,085	1,00
Volailles fraîches dans le commerce de gros	1,0385	0,958
Volailles fraîches sur le grand marché de gros	0,990	0,913
Moyenne	**1,0378**	**0,957**

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 9.

Ajustement de la valeur normale

37. En se fondant sur le prix ci-dessus, la DCD a procédé à un ajustement de la valeur normale, comme il était proposé par le requérant, pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques du produit vendu à l'intérieur du Brésil et à l'Argentine.

38. D'après l'ajustement suggéré, le poids vif moyen des volailles élevées au Brésil était de 2,250 kg. Le requérant a allégué, sans présenter aucun élément de preuve, que le taux de rendement du produit était de 88 pour cent au Brésil, et donc que 1 kilogramme de poids vif de volaille permettait d'obtenir 880 g de volaille éviscérée, abats compris (cœur, estomac, cou et foie), et avec la tête et les pattes. Le requérant a également fait valoir que le rendement du produit vendu à l'Argentine était différent du rendement obtenu au Brésil. En Argentine, le rendement du produit était de 80 pour cent, étant donné que la tête et les pattes étaient éliminées. La conclusion du requérant était que sur

[24] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil.

[25] La JOX est une société privée ayant vocation de fournir des informations commerciales d'appui à l'agro-industrie. La JOX établit des rapports qui rendent compte du comportement des marchés suivants: œufs, viande de volaille, viande de porc et de bœuf, soja et maïs. Le gouvernement brésilien et les exportateurs brésiliens faisant l'objet de l'enquête en question n'ont ni association avec la JOX ni participation dans la JOX.

[26] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 7 et 8.

[27] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 9.

une volaille d'un poids vif de 2,250 kg, on obtenait 1,800 kg de volaille éviscérée qui pouvait être effectivement vendue sur le marché argentin. D'après le requérant, la différence entre les taux de rendement est due au fait que les volailles sont vendues à l'Argentine sans la tête et les pattes alors que les volailles sont vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes.[28]

39. Le requérant a présenté l'ajustement suivant fondé sur cette allégation:

Volaille, poids vif	**Taux de rendement au Brésil**	**Volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil**	**Taux de rendement en Argentine**	**Volailles éviscérées vendues en Argentine**	**Différence**
(A)	**(B)**	**(C) = (A) x (B)**	**(D)**	**(E) = (A) x (D)**	**(F) = (C) x (E)**
2,250 kg	88%	1,980 kg	80%	1,800 kg	0,180 kg

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 9.

40. Le requérant a allégué que cette différence de rendement diminuait de 9,09 pour cent le poids des volailles vendues en Argentine et qu'un ajustement équivalent devait donc s'appliquer à la valeur normale.[29]

41. Le calcul du requérant, qui a été accepté et utilisé par la DCD, était le suivant:

Différence de rendement	**Volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil**	**Ajustement**
(A)	**(B)**	**(C) = (A) x (B) x 100**
0,180 kg	1,980 kg	9,09%

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 9.

42. Afin de comparer les prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil (valeur normale) avec les prix de la viande de volaille vendue à l'Argentine (prix à l'exportation), la DCD devrait ajouter 9,09 pour cent au prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil de manière à compenser le fait que les volailles sont vendues en Argentine sans la tête et les pattes, alors que les volailles sont vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes. Le requérant n'a pas présenté d'éléments de preuve à l'appui de cette allégation.

43. Se fondant sur le calcul de l'ajustement proposé, la DCD a établi une valeur normale de 1,044 dollar EU par kilogramme, conformément au calcul ci-dessous.

Valeur normale de la viande de volaille (dollars EU/kg)	**Ajustement**	**Ajustement de la valeur normale de la viande de volaille (dollars EU/kg)**	**Valeur normale ajustée de la viande de la volaille (dollars EU/kg)**
(A)	**(B)**	**(C) = (A) x (B)**	**(D) = (A) x (C)**
0,957	9,09%	0,087	1,044

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 9.

Prix à l'exportation

44. La DCD a établi le prix à l'exportation de la marchandise visée vendue en Argentine en se fondant sur les données présentées par le requérant pour la période allant de janvier à mai 1997 et

[28] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 9.
[29] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 9.

pour août 1997.[30] La source des renseignements relatifs au prix à l'exportation présentés par le CEPA était la Sysdec et concernait exclusivement la viande de volaille congelée vendue en Argentine, qui relève de la ligne 0207.12.00 du tarif du MERCOSUR[31], comme indiqué dans le tableau ci-dessous:

Période	Volume des importations (tonnes)	Valeur des importations (dollars EU)	Prix moyen (dollars EU/tonne)
Janvier 1997	1 688,01	1 856 202,30	1 099,64
Février 1997	1 351,76	1 420 448,69	1 050,81
Mars 1997	2 091,13	2 220 081,50	1 061,67
Avril 1997	859,22	862 237,89	1 003,51
Mai 1997	40,00	40 600,00	1 015,00
Total partiel	6 030,12	6 399 570,38	1 061,27
Août 1997	2 847,14	2 608 635,66	916,23
Total	**8 877,26**	**9 008 206,04**	**1 014,75**

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 10.

45. Se fondant sur les renseignements présentés par le requérant, la DCD a estimé qu'une proportion importante des importations de viande de volaille en provenance du Brésil entrait à des prix de dumping, c'est-à-dire à des prix inférieurs au prix des volailles éviscérées vendues sur le marché intérieur brésilien (valeur normale).[32]

46. La DCD a estimé que ces prix à l'exportation, qui étaient inférieurs à la valeur normale, concernaient 34,24 pour cent du volume total des importations pour la période allant de janvier à mai 1997 et 28,86 pour cent de la valeur totale pour la même période.[33]

47. Sans justification, la DCD a présenté un tableau indiquant le prix à l'exportation pour la période allant de janvier à mai 1997 pour les transactions pour lesquelles le prix était inférieur à la valeur normale établie.[34]

Période	Volume (tonnes)	Valeur (dollars EU)	Moyenne pondérée (dollars EU/tonne)
Janvier 1997	414,37	369 244,86	891,10
Février 1997	376,99	307 233,77	814,97
Mars 1997	495,43	406 077,69	819,65
Avril 1997	738,21	723 892,40	980,60
Mai 1997	40,00	40 600,00	1015,00
Total	**2 065,00**	**1 847 048,72**	**894,45**

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 11.

[30] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 10.
[31] *Voir* la pièce n° 1 du Brésil.
[32] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 10.
[33] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 10.
[34] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 11.

48. Dans la détermination, la DCD a expliqué qu'au vu des prix à l'exportation présentés pour le mois d'août 1997, 97,97 pour cent des produits concernés étaient entrés en Argentine à des prix inférieurs à la valeur normale moyenne.[35]

49. En ajoutant les transactions à l'exportation effectuées à un prix inférieur à la valeur normale pendant le mois d'août 1997 aux importations de viande de volaille effectuées à un prix inférieur à la valeur normale pendant la période allant de janvier à mai 1997, la DCD a conclu que 54,68 pour cent du volume (4 854,24 tonnes) et 48,74 pour cent de la valeur (4 390 836,38 dollars EU) des importations de viande de volaille entraient à des prix de dumping.[36]

Période	**Tonnes**	**Proportion du total des importations**	**Dollars EU**	**Part du total des importations**	**Moyenne pondérée (dollars EU/tonne)**
	(A)		**(B)**		**(C) = (B) : (A)**
Janvier-mai et août 1997	4 854,24	54,68%	4 390 836,38	48,74%	904,54

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 11.

50. La DCD a également utilisé les données fournies par l'organisme argentin Delegación II - Unidad Informatica ("DUI"), qui fait partie du SSCE, pour établir le prix à l'exportation. Les données fournies par cet organisme portaient sur la période allant d'août à octobre 1996.[37]

51. Une fois de plus, la DCD a estimé qu'une proportion importante des importations correspondant à cette période entrait à des prix de dumping, c'est-à-dire à des prix inférieurs au prix des volailles éviscérées vendues sur le marché intérieur brésilien (valeur normale).[38]

52. D'après la DCD, 26,62 pour cent du volume et 23,47 pour cent de la valeur des volailles éviscérées importées en provenance du Brésil pendant la période allant d'août à octobre 1996 étaient importés à des prix de dumping.[39]

Période	**Tonnes**	**Proportion du total des importations**	**Dollars EU**	**Proportion du total des importations**	**Moyenne pondérée (dollars EU/tonne)**
Août-octobre 1996	1 207,915	26,62%	1 162 809,10	23,47%	962,66

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 12.

Marge de dumping

53. Se fondant sur la valeur normale présentée par le requérant et le prix à l'exportation présenté par le requérant et par la DUI, la DCD a calculé deux marges de dumping.

54. En ce qui concerne la première marge, la valeur normale prise en compte était le prix des volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo le 30 juin 1997. Le calcul de l'ajustement susmentionné, destiné à tenir compte de l'allégation selon laquelle toutes les volailles étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes, a été appliqué à cette valeur normale. Les prix à l'exportation pris en compte pour le calcul de cette marge

[35] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 11.
[36] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 11.
[37] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 11 et 12.
[38] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 11.
[39] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 11 et 12.

étaient les prix des importations de volailles congelées en provenance du Brésil effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale pendant la période allant d'août à octobre 1996.[40]

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping
(A)	**(B)**	**(C) = (A) : (B)**
1,044	0,9627	8,45%

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 12.

55. En ce qui concerne la deuxième marge, la valeur normale prise en compte était le prix des volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo le 30 juin 1997. Cette fois encore, le calcul de l'ajustement susmentionné, destiné à tenir compte de l'allégation selon laquelle toutes les volailles étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes, a été appliqué à cette valeur normale. Pour la deuxième marge, la DCD a établi que le prix à l'exportation était le prix des importations de volailles congelées en provenance du Brésil effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale pendant la période allant de janvier à mai 1997 et en août 1997.[41]

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping
(A)	**(B)**	**(C) = (A) : (B)**
1,044	0,904536	15,42%

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 12.

56. La détermination concluant à l'ouverture de l'enquête antidumping comportait également d'autres calculs de marge, sans explication ni logique. L'un reposait sur le prix f.a.b. à l'exportation le plus faible de janvier 1997, tel qu'il était présenté par le requérant, et sur la valeur normale établie pour le 30 juin 1997, comme indiqué plus haut.[42] L'autre reposait sur le prix f.a.b. à l'exportation le plus faible des mois d'août et septembre 1996, tel qu'il était présenté par la DUI, et sur la valeur normale établie pour le 30 juin 1997.[43]

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix f.a.b. le plus faible de janvier 1997 (dollars EU/kg)	Marge de dumping
(A)	**(B)**	**(C) = (A) : (B)**
1,044	0,76512	36,45%

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 13.

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix f.a.b. le plus faible d'août/septembre 1996 (dollars EU/kg)	Marge de dumping
(A)	**(B)**	**(C) = (A) : (B)**
1,044	0,880	18,64%

Source: Pièce n° 2 du Brésil, page 13.

[40] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 12.
[41] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 12.
[42] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 12 et 13.
[43] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 13.

Dommage

57. Le 7 janvier 1998, la CNCE a déterminé dans le document Acta n° 405 qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête.[44] La période de collecte des données aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage allait de janvier 1994 à juin 1997, les données pour l'année 1993 servant d'année de référence.[45]

58. Le 17 février 1998, plus d'un mois après que la CNCE eut rendu une détermination établissant que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, le CEPA a présenté à la SICM de nouveaux renseignements et des renseignements mis à jour relatifs au dommage.[46] Le 18 juin 1998, la DGAJ a adressé au SSCE une lettre où il était indiqué que les nouveaux renseignements et les renseignements mis à jour présentés par le CEPA n'avaient pas été examinés lorsque la CNCE a rendu sa détermination dans le document Acta n° 405. La DGAJ a demandé à la CNCE et lui a donné pour instruction de tenir compte des nouveaux renseignements et de rendre une nouvelle détermination.[47]

59. Le 15 juillet 1998, le SSCE a envoyé à la CNCE une lettre invitant cet organisme à examiner les nouveaux renseignements présentés par le CEPA et à faire une détermination fondée sur ces nouveaux renseignements.[48] Le 24 juillet 1998, la CNCE a demandé une mise à jour des renseignements présentés le 17 février 1998, en fixant pour la présentation des renseignements mis à jour un délai venant à expiration le 10 août 1998.[49] Le 14 août 1998, la CNCE a envoyé au CEPA une lettre prorogeant jusqu'au 20 août 1998 le délai fixé pour la présentation des renseignements mis à jour.[50] Le 26 août 1998, la CNCE a envoyé au CEPA une autre lettre fixant au 2 septembre 1998 la nouvelle date limite pour la présentation des renseignements demandés dans sa lettre du 24 juillet 1998.[51] Le 1er septembre 1998, le CEPA a présenté les renseignements demandés par la CNCE.

60. Le 22 septembre 1998, la CNCE a déterminé, dans le document Acta n° 464, qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête.[52] La période de collecte des données aux fins de la nouvelle analyse de l'existence d'un dommage allait de janvier 1994 à juin 1998, les données pour l'année 1993 servant d'année de référence.[53]

i) Allégation n° 1: Incompatibilité avec l'article 5.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.2

61. L'article 5.2 régit le contenu d'une demande aux fins d'ouverture d'une enquête antidumping. Les paragraphes subséquents de l'article 5.2 énumèrent certains renseignements spécifiques concernant une série de facteurs, qui doivent être inclus dans la demande. La partie pertinente de l'article 5.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

---

[44] *Voir* la pièce n° 3 du Brésil, page 9.
[45] *Voir* la pièce n° 3 du Brésil, page 5.
[46] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[47] *Voir* la pièce n° 5 du Brésil.
[48] *Voir* la pièce n° 18 du Brésil.
[49] *Voir* la pièce n° 18 du Brésil.
[50] *Voir* la pièce n° 18 du Brésil.
[51] *Voir* la pièce n° 18 du Brésil.
[52] *Voir* la pièce n° 6 du Brésil.
[53] *Voir* la page 8 du document "Actualización Informe Técnico Previo a la Apertura", pièce n° 6 du Brésil.

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage au sens où l'entend l'article VI du GATT de 1994 tel qu'il est interprété par le présent accord et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. La demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant, sur les points suivants:
>
> (…)
>
> iii) des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation (ou, le cas échéant, des renseignements sur les prix auxquels le produit est vendu à partir du ou des pays d'origine ou d'exportation à un ou plusieurs pays tiers, ou sur la valeur construite du produit) et des renseignements sur les prix à l'exportation ou, le cas échéant, sur les prix auxquels le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant sur le territoire du Membre importateur;
>
> iv) des renseignements sur l'évolution du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, démontrés par des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 1

62. L'introduction de l'article 5.2 prescrit qu'une demande aux fins d'ouverture d'une enquête comporte des "éléments de preuve" de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité entre les deux.

63. Afin d'évaluer quel type de renseignement est considéré comme "élément de preuve", à inclure dans une demande aux fins d'ouverture d'une enquête, nous examinons le sens ordinaire du terme "*evidence*" (éléments de preuve). Le terme "*evidence*" (éléments de preuve) est défini comme désignant "les faits, circonstances, etc., disponibles appuyant ou corroborant une conviction, une proposition, etc., ou indiquant si une chose est ou non vraie ou valide".[54] Plus précisément, dans un contexte juridique, le terme "*evidence*" (éléments de preuve) désigne les "renseignements donnés personnellement ou tirés d'un document, etc., et tendant à prouver un fait ou une proposition".[55]

64. D'après l'interprétation ci-dessus de l'expression "éléments de preuve", le Brésil croit comprendre qu'une allégation ou des renseignements fournis dans la demande, sans pièces justificatives, ne constituent pas des éléments de preuve. Notre interprétation découle du libellé de l'article 5.2 qui précise encore le type de renseignements nécessaire dans une demande. L'article 5.2 dispose qu'"une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe".

65. En conséquence, une affirmation ou une allégation faite par le requérant dans la demande ne répond pas à la prescription énoncée à l'article 5.2 qui doit être satisfaite pour qu'une demande soit viable. Une proposition ou une allégation formulée par le requérant dans une demande doit être accompagnée de pièces justificatives ou de renseignements probants pour pouvoir être considérée

[54] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 467.
[55] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 467.

comme un élément de preuve ("*evidence*"). Plus précisément, le Brésil estime qu'un renseignement extrait d'un document tendant à démontrer un fait ou un argument est le type de renseignement exigé dans une demande.

66. En ce qui concerne les éléments de preuve relatifs au dumping, la demande doit comporter des "éléments de preuve" concernant les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur les marchés intérieurs du ou des pays d'origine ou d'exportation.

67. En l'espèce, la demande ne présentait pas d'"éléments de preuve" pour appuyer: 1) l'argument selon lequel la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était physiquement différente de la viande de volaille vendue à l'Argentine; 2) l'argument selon lequel les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectaient la comparabilité des prix; et 3) la différence alléguée dans le taux de rendement présentée par le requérant entre la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et celle qui est vendue à l'Argentine.

68. Dans la demande, le requérant a allégué que la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était physiquement différente de la viande de volaille vendue à l'Argentine. À l'appui de cette allégation, le requérant a joint un rapport de la société brésilienne JOX, dans lequel il était possible d'identifier les prix d'un kilogramme de viande de volaille réfrigérée à São Paulo. Le requérant a en outre indiqué que ces prix étaient en reais (monnaie brésilienne), qu'ils comportaient trois variantes et qu'ils correspondaient aux prix des "volailles avec les pattes, la tête et les abats", conformément au fax envoyé par la JOX et joint à la demande.[56] Le requérant a ensuite affirmé que cette différence obligeait à effectuer un calcul afin d'homogénéiser les comparaisons entre les prix de la viande de volaille vendue à l'Argentine et les prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et a joint un calcul de l'ajustement.

69. Le rapport de la JOX sur les prix concernait la viande de volaille réfrigérée vendue à São Paulo le 30 juin 1997. Le fax de la JOX donnait l'explication suivante au sujet du prix publié pour la viande de volaille:

> "Suite à votre lettre du 30 juin 1997, nous vous informons que les cotations mentionnées dans notre rapport pour la viande de volaille concernent les volailles réfrigérées, avec la tête, les pattes et les abats."[57]

70. Les renseignements communiqués par la JOX concernaient exclusivement les prix des volailles réfrigérées vendues à São Paulo, avec la tête, les pattes et les abats, pour un jour seulement de 1997. Ces renseignements n'indiquaient ni n'affirmaient que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête et les pattes. Ils indiquaient seulement que les prix publiés par la JOX concernaient les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes. Le requérant n'a ni démontré ni fourni d'éléments de preuve indiquant que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête, les pattes et les abats. En conséquence, la demande ne comportait pas de renseignements ou d'éléments de preuve concernant les prix auxquels le produit en question est vendu quand il est destiné à la consommation à l'intérieur du Brésil.

71. En fait, la publication de la JOX sur les prix ne concernait que la viande de volaille réfrigérée et non la viande de volaille congelée. Les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par le requérant dans la demande concernaient la viande de volaille réfrigérée, alors que les renseignements fournis dans la demande pour établir le prix à l'exportation concernaient la viande de volaille congelée. Le requérant n'a pas fourni d'explications ou d'éléments de preuve montrant qu'il n'était pas vendu de viande de volaille congelée à l'intérieur du Brésil et que, en conséquence, les prix de la viande de volaille réfrigérée étaient les prix corrects à utiliser pour établir la valeur normale et

[56] *Voir* la pièce n° 1 du Brésil.
[57] *Voir* la pièce n° 1 du Brésil.

procéder à une analyse en vue d'une comparaison équitable. Il est clair que les renseignements relatifs à la valeur normale fournis dans la demande ne comportaient pas d'éléments de preuve quant aux prix de la viande de volaille congelée au Brésil.

72. De plus, et conformément au raisonnement du requérant en ce qui concerne le calcul de l'ajustement, le requérant aurait dû également suggérer, et l'autorité chargée de l'enquête aurait dû prendre en considération, un ajustement destiné à compenser le fait que le prix de la viande de volaille utilisé pour établir la valeur normale était différent (viande de volaille réfrigérée) du prix de la viande de volaille utilisé pour établir le prix à l'exportation (viande de volaille congelée). Aucun ajustement de ce type n'a été présenté et l'autorité chargée de l'enquête n'a pas posé de questions au sujet de ces différences.

73. En outre, ni la publication de la JOX sur les prix ni l'explication fournie par la JOX au sujet des prix publiés dans son rapport ne précisaient s'il y avait des différences de prix entre les volailles vendues avec et les volailles vendues sans la tête et les pattes. Le requérant n'a pas présenté d'"éléments de preuve" pour appuyer l'argument selon lequel la différence alléguée dans les caractéristiques physiques affectait la comparabilité des prix et, par conséquent, justifierait un ajustement du prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil (valeur normale). Dans la demande, le requérant a fait une simple affirmation, qui n'est corroborée par aucun "élément de preuve", selon laquelle les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectaient la comparabilité des prix, et la valeur normale devrait être en conséquence ajustée.

74. De plus, le requérant a joint un calcul de l'ajustement destiné à compenser les différences dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil, calcul qui supposait que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil était de 88 pour cent du poids vif et que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'Argentine était de 80 pour cent du poids vif. Le requérant a retenu ces chiffres comme base de son calcul de l'ajustement sans produire aucun "élément de preuve" à l'appui des différences alléguées entre les taux de rendement.

ii) Allégation n° 2: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.3

75. L'article 5.3 de l'Accord antidumping impose à l'autorité chargée de l'enquête une obligation lors de l'ouverture de l'enquête. L'article 5.3 dispose ce qui suit:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 2

76. Conformément à l'article 5.3, les autorités chargées de l'enquête doivent examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer si ces éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

77. Comme indiqué plus haut, les renseignements fournis par la JOX concernaient exclusivement les prix des volailles réfrigérées, vendues à São Paulo, avec la tête, les pattes et les abats, pour un jour seulement de 1997. Le requérant a utilisé ces renseignements comme éléments de preuve pour établir la valeur normale, comme s'ils étaient représentatifs du prix universel de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. Les renseignements figurant dans la publication de la JOX sur les prix n'indiquaient pas ou n'affirmaient pas que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête, les pattes et les abats. Les éléments de preuve présentés ne correspondaient

donc pas aux prix auxquels le produit en question était vendu pour être mis à la consommation au Brésil. Le Brésil considère que les renseignements relatifs au prix communiqués par la JOX n'étaient pas des éléments de preuve suffisants pour procéder à un ajustement du prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et n'étaient donc pas suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

78. En ce qui concerne ce qui constitue des "éléments de preuve suffisants" pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping, le Brésil approuve le critère défini par le Groupe spécial dans l'affaire *Mexique – SHTF*:

> "En ce qui concerne la question de savoir si les éléments de preuve peuvent être jugés suffisants au regard de l'Accord antidumping aux fins de l'ouverture de l'enquête, nous notons les constatations du Groupe spécial chargé de l'affaire Guatemala - Ciment, qui avait tenu compte du raisonnement du Groupe spécial chargé du différend États-Unis – Bois de construction. Nous reconnaissons que, étant donné que l'Organe d'appel avait infirmé la conclusion du Groupe spécial Guatemala - Ciment sur la question de savoir s'il avait compétence pour examiner le différend, les conclusions formulées par ce groupe spécial à cet égard n'ont aucune valeur juridique. Toutefois, dans son rapport, le Groupe spécial avait établi un critère que nous jugeons instructif pour la présente affaire:
>
> > 7.54 Ce qui constitue des "éléments de preuve suffisants" pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping n'est pas défini dans l'Accord antidumping. Dans la présente affaire, naturellement, nous sommes tenus par les prescriptions de l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping en tant que critère d'examen applicable à notre examen de la décision du Ministère d'ouvrir l'enquête. L'article 17.6 i) dispose ce qui suit:
> >
> > > "dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée".
> >
> > 7.55 Le Groupe spécial chargé de l'affaire États-Unis - Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada avait examiné une question très similaire à celle dont nous sommes saisis ici lors d'un différend dans lequel était contestée l'ouverture d'office d'une enquête en matière de droits compensateurs, sur la base, entre autres choses, d'éléments de preuve prétendument insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête. Le Groupe spécial avait fait observer ce qui suit:
> >
> > > "En analysant plus à fond le sens de l'expression "éléments de preuve suffisants", le Groupe spécial a noté que la quantité et la qualité des éléments de preuve que les autorités compétentes étaient tenues de réunir avant d'ouvrir une enquête devraient nécessairement être moindres que celles que ces autorités étaient tenues de réunir pour établir une détermination finale. En même temps, il est apparu au Groupe spécial que les "éléments de preuve suffisants" devaient manifestement être davantage que de simples

> allégations ou conjectures et ne pouvaient pas être considérés comme signifiant simplement "n'importe quel élément de preuve". En particulier, la décision des autorités nationales chargées de l'enquête devait être fondée sur des faits et ces faits devaient pouvoir être examinés au regard de l'Accord. Si la quantité et la qualité des éléments de preuve requis au moment de l'ouverture de l'enquête étaient moindres que ce qui était requis pour établir, dans le cadre de l'enquête, l'existence des conditions énoncées dans l'accord concernant une subvention, des importations subventionnées, un préjudice et un lien de causalité entre les importations subventionnées et le préjudice, le Groupe spécial a estimé que les éléments de preuve requis au moment de l'ouverture de l'enquête devaient néanmoins être pertinents pour établir l'existence de ces mêmes conditions énoncées dans l'Accord."'[58]

79. Même si la quantité et la qualité des éléments de preuve que l'autorité compétente est tenue de réunir afin d'ouvrir une enquête sont moindres que celles des éléments de preuve que l'autorité est tenue de réunir pour établir une détermination préliminaire ou finale, les "éléments de preuve suffisants" nécessaires pour justifier l'ouverture d'une enquête doivent être plus qu'une simple allégation.

80. En l'espèce, le requérant a tenté de faire de l'explication présentée par la JOX, à savoir que le prix publié dans son rapport concernait les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, un élément de preuve indiquant que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil étaient réfrigérées et comprenaient la tête et les pattes. L'autorité chargée de l'enquête a accepté à tort l'explication fournie par la JOX comme élément de preuve indiquant que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil étaient réfrigérées et comprenaient la tête et les pattes.

81. Le requérant a également allégué qu'il était nécessaire de compenser cette différence dans les caractéristiques physiques et est parti de l'hypothèse que ces différences affectaient la comparabilité des prix. L'autorité chargée de l'enquête a accepté comme exacte l'allégation du requérant, quand bien même aucun élément de preuve n'était présenté pour appuyer l'argument selon lequel les prétendues différences physiques affectaient la comparabilité des prix.

82. Se fondant sur l'allégation selon laquelle les différences physiques affectaient la comparabilité des prix, le requérant a présenté un calcul destiné à ajuster la valeur normale en tenant compte des différences entre les taux de rendement des volailles éviscérées vendues sur les marchés en question. Le requérant a fait valoir que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil était de 88 pour cent du poids vif et que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'Argentine était de 80 pour cent du poids vif. L'autorité chargée de l'enquête a accepté le calcul du requérant quand bien même aucun élément de preuve n'était présenté pour justifier ces taux de rendement.

83. En l'espèce, le Brésil ne demande pas que le Groupe spécial procède à une nouvelle évaluation des éléments de preuve et des renseignements dont les autorités compétentes étaient saisies lorsqu'elles ont décidé d'ouvrir l'enquête. Nous partageons plutôt l'opinion exprimée par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, selon laquelle le Groupe spécial doit:

---

[58] *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, 28 janvier 2000, WT/DS132/R, paragraphe 7.94 (adopté le 21 novembre 2001) ("*Mexique – SHTF*"). Les constatations du Groupe spécial concernant l'allégation relative à l'article 5.3 n'ont pas fait l'objet d'un appel.

> "(…) examiner si les éléments de preuve sur lesquels le Ministère s'est fondé étaient suffisants, c'est-à-dire si une autorité impartiale et objective évaluant les éléments de preuve aurait à bon droit pu déterminer qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture de l'enquête."[59]

84. En l'espèce, les éléments de preuve insuffisants présentés ou l'absence d'éléments de preuve montrent qu'une autorité impartiale et objective chargée de l'enquête aurait constaté que les allégations formulées par le requérant dans la demande n'étaient pas étayées par des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

85. Dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*, le Groupe spécial a en outre déclaré ce qui suit:

> "À notre avis, pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête, les autorités chargées de l'enquête ne sauraient faire abstraction des dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping. L'article 5.2 de l'Accord dispose que la demande doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un "dumping" et l'article 5.3 dispose que les autorités doivent déterminer s'il y a des éléments de preuve "suffisants" pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'article 2 de l'Accord antidumping énumère les éléments techniques du calcul du dumping, y compris les prescriptions pour déterminer la valeur normale, le prix à l'exportation et les ajustements nécessaires pour assurer une comparaison équitable. À notre avis, la mention à l'article 5.2 du "dumping" doit être interprétée comme se référant au dumping tel qu'il est défini à l'article 2. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les éléments de preuve présentés dans la demande doivent être de la quantité et de la qualité qui seraient nécessaires pour établir une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping. Toutefois, des éléments de preuve du **type** pertinent doivent, à notre avis, être fournis dans un cas tel que le cas d'espèce où il est évident d'après la demande que la valeur normale et le prix à l'exportation allégués dans la demande exigent des ajustements pour assurer une comparaison équitable. Au minimum, il devrait être indiqué qu'une comparaison équitable nécessite pareils ajustements."[60] (caractère gras ajouté par le Groupe spécial)

86. Pour que la DCD ait été fondée à accepter qu'un ajustement de la valeur normale était justifié, elle aurait dû exiger que soient présentés dans la demande des éléments de preuve pertinents du <u>type</u> de viande de volaille vendu à l'intérieur du Brésil et à l'Argentine. À cet égard, nous citons encore une fois le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment I*:

> "(…) L'objet ou le **type** d'éléments de preuve nécessaires pour justifier l'ouverture d'une enquête est le même que pour établir une détermination préliminaire ou finale concluant à une menace de dommage, bien que la qualité et la quantité soient moindres (…)."[61] (caractère gras ajouté par le Groupe spécial)

87. En l'espèce, pour les prix des volailles <u>réfrigérées</u> vendues à São Paulo avec la tête, les pattes et les abats le 30 juin 1997, la publication de la JOX n'était pas représentative de la valeur normale de

---

[59] *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, 19 juin 1998, WT/DS60/R, paragraphe 7.57 (adopté le 25 novembre 1998) ("*Guatemala – Ciment I*"). L'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment I* sur le point de savoir s'il avait compétence pour examiner le différend dont il était saisi. *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, 2 novembre 1998, WT/DS60/AB/R, paragraphe 90 (adopté le 25 novembre 1998) ("*AB – Guatemala – Ciment I*").

[60] *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 7.64.

[61] *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 7.77.

la viande de volaille congelée vendue à l'intérieur du Brésil et ne pouvait donc être considérée comme le type d'éléments de preuve nécessaires pour justifier l'ouverture d'une enquête. De plus, le requérant n'a présenté aucun élément de preuve pour étayer l'argument selon lequel le prix correspondant à la valeur normale de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était différent du prix à l'exportation de la viande de volaille brésilienne vendue à l'Argentine. L'ajustement que le requérant a proposé d'appliquer à la valeur normale tenait compte d'un taux de rendement des volailles éviscérées vendues sur ces marchés qui n'était étayé par aucun élément de preuve. Se fondant sur ces faits, les autorités argentines ont manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande quand elles ont décidé qu'il y avait dans la demande des éléments de preuve suffisants de la valeur normale pour justifier l'ouverture d'une enquête.

88. En ce sens, dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, le Groupe spécial a formulé une conclusion appropriée au sujet des obligations que l'article 5.3 impose aux autorités chargées de l'enquête:

> "Nous tenons à souligner que nous n'attendons pas des autorités, au stade de l'ouverture d'une enquête, qu'elles découvrent dans une demande toutes les différences possibles qui pourraient affecter la comparabilité des prix ni qu'elles procèdent ou demandent qu'il soit procédé à des ajustements complexes. Néanmoins, lorsqu'il est évident au vu de la demande que de sérieuses questions se posent quant à la comparabilité du prix à l'exportation et du prix sur le marché intérieur, nous nous attendons à ce que les autorités reconnaissent au moins que ces différences de prix soulèvent des questions concernant la comparabilité de ces prix et qu'elles réfléchissent à l'incidence de ces différences sur le caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dumping ou cherchent à obtenir un complément d'information si nécessaire."[62] (non souligné dans l'original)

89. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête n'a ni examiné l'incidence des différences éventuelles sur le caractère suffisant des éléments de preuve présentés ni cherché à obtenir d'autres éléments de preuve comme cela était manifestement nécessaire.

90. En outre, l'article 5.3 prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve qui sont, en fait, présentés dans la demande. En l'espèce, aucun élément de preuve n'a été présenté par le requérant pour étayer l'allégation selon laquelle: 1) les différences alléguées dans les caractéristiques physiques des volailles vendues à l'Argentine (sans la tête et les pattes) et des volailles vendues à l'intérieur du Brésil (avec la tête et les pattes) affectaient la comparabilité des prix, ce qui justifierait un ajustement du prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil (valeur normale); et 2) le taux de rendement présenté par le requérant et utilisé pour calculer l'ajustement de la valeur normale était exact.

iii) Allégation n° 3: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.8

91. La partie pertinente de l'article 5.8 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure (…)."

---

[62] *Guatemala – Mesures antidumping définitives sur le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, 24 octobre 2000, WT/DS156/R, paragraphe 8.40 (adopté le 17 novembre 2000) ("*Guatemala - Ciment II*").

Argument juridique relatif à l'allégation n° 3

92. Comme indiqué à propos des arguments juridiques relatifs aux allégations n° 1 et 2, le requérant n'a présenté dans la demande aucun élément de preuve substantiel à l'appui de l'allégation selon laquelle: 1) il existe des différences dans les caractéristiques physiques entre la viande de volaille vendue à l'Argentine et la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil; 2) les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectent la comparabilité des prix; et 3) la différence entre les taux de rendement alléguée par le requérant pour calculer l'ajustement de la valeur normale était exacte.

93. Le requérant a basé son allégation sur les prix publiés par la société brésilienne JOX pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo. La DCD a accepté l'ajustement de la valeur normale allégué par le requérant sans examiner l'adéquation et l'exactitude des éléments de preuve présentés dans la demande. En fait, l'autorité chargée de l'enquête a accepté le calcul de l'ajustement de la valeur normale suggéré par le requérant quand bien même aucun élément de preuve n'avait été présenté pour étayer l'allégation selon laquelle les différences physiques entre le produit vendu à l'intérieur du Brésil et celui qui était vendu à l'Argentine affectaient la comparabilité des prix, et le taux de rendement proposé par le requérant et utilisé dans le calcul de l'ajustement était exact.

94. Conformément aux allégations n° 1 et 2, en ne rejetant pas la demande eu égard aux éléments de preuve insuffisants pour justifier en l'espèce la poursuite de la procédure, l'Argentine a violé l'article 5.8 de l'Accord antidumping.

iv) Allégation n° 4: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.3

95. L'article 5.3 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés dans la demande pour déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 4

96. Dans la détermination concluant à l'ouverture de l'enquête antidumping, la DCD a calculé le prix à l'exportation à partir des données présentées par le requérant pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997 et des données fournies par la DUI pour la période allant d'août à octobre 1996.

97. À partir de ces données, la DCD a estimé qu'une proportion importante des importations de viande de volaille en provenance du Brésil entrait à des prix de dumping, c'est-à-dire à des prix inférieurs au prix des volailles éviscérées vendues sur le marché intérieur brésilien (valeur normale). Sans justification, la DCD a exclu les prix à l'exportation pratiqués dans les transactions à l'importation qui étaient supérieurs à la valeur normale, et a établi le prix à l'exportation aux fins de l'engagement de la procédure en se fondant uniquement sur les transactions effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale.

98. Ce faisant, la DCD a établi le prix à l'exportation d'une manière incorrecte et, en conséquence, a effectué une comparaison faussée entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour établir la marge de dumping.

99. Aux termes de l'article 5.3, les autorités doivent examiner, en se fondant sur les éléments de preuve présentés dans la demande, s'il y a des éléments de preuve suffisants indiquant l'existence d'un dumping et d'un dommage causé à la branche de production nationale qui justifierait l'ouverture d'une enquête. Donc, pour déterminer s'il y a une indication de l'existence d'un dumping et d'un dommage, les autorités doivent fonder leur détermination sur les éléments de preuve présentés dans la demande.

100. En sélectionnant certaines transactions à l'exportation parmi la totalité des transactions à l'exportation mentionnées par le requérant dans la demande, les autorités ont manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation de tous les éléments de preuve qui étaient présentés dans la demande, conformément à l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

101. L'article 5.3 prescrit expressément à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner "l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés dans la demande …". Dans cette allégation, le Brésil ne fait pas valoir que l'Argentine n'a pas "examiné" des éléments de preuve se trouvant en dehors du champ de la demande. L'argument avancé ici, c'est que l'Argentine avait l'obligation, conformément à l'Accord, de fonder sa détermination sur son évaluation des faits de la cause dont elle était saisie.

102. En outre, aux termes de l'article 5.3, les autorités sont tenues d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture d'une enquête. L'examen des éléments de preuve relatifs au dumping, prévu à l'article 5.3, introduit le concept de "dumping", tel qu'il est défini à l'article 2 de l'Accord antidumping.

103. En particulier, l'article 2.4 définit comment il est procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale et l'article 2.4.2 précise comment les marges de dumping doivent être établies. La partie pertinente de l'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "(…) l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables (…)". (non souligné dans l'original)

104. Conformément à cette méthode, les autorités sont tenues de comparer la valeur normale moyenne pondérée avec la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, et pas seulement des transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale.

105. En excluant les transactions à l'exportation effectuées à des prix correspondant ou supérieurs à la valeur normale pour déterminer s'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête a adopté une méthode qui donnerait toujours une marge de dumping. La méthode ainsi adoptée par les autorités argentines a conduit à l'établissement d'un prix à l'exportation incorrect et à une comparaison inéquitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, contrairement aux prescriptions de l'article 2.4 et 2.4.2.

106. Notre interprétation de l'article 2.4.2 dérive du raisonnement suivant de l'Organe d'appel dans l'affaire *AB – CE – Linge de lit*:

> "(...) Nous insistons ici sur le fait qu'il est question à l'article 2.4.2 de "toutes" les transactions à l'exportation comparables. Comme nous l'avons expliqué plus haut, lorsqu'elles "ont ramené certaines marges à zéro", les Communautés européennes ont affecté une valeur nulle aux "marges de dumping" se rapportant aux modèles dont la "marge de dumping" était "négative". Comme le Groupe spécial l'a fait remarquer à juste titre en ce qui concerne ces modèles, les Communautés européennes ont considéré que "la moyenne pondérée du prix à l'exportation ... éta[i]t égale à la

> moyenne pondérée de la valeur normale ..., alors qu'elle était en réalité plus élevée". En "ramenant à zéro" les "marges de dumping négatives", les Communautés européennes n'ont donc pas dûment tenu compte de l'ensemble des prix de certaines transactions à l'exportation, à savoir celles portant sur des modèles de linge de lit en coton pour lesquels des "marges de dumping négatives" avaient été établies. Les Communautés européennes ont plutôt traité ces prix à l'exportation comme s'ils étaient inférieurs à ce qu'ils étaient. Cela a eu pour effet de gonfler le résultat du calcul de la marge de dumping. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas établi "l'existence de marges de dumping" en ce qui concerne le linge de lit en coton sur la base d'une comparaison entre la valeur normale moyenne pondérée et la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables - c'est-à-dire toutes les transactions portant sur tous les modèles ou types du produit visé par l'enquête. Par ailleurs, nous estimons également qu'une comparaison entre un prix à l'exportation et une valeur normale qui ne tient pas dûment compte des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables - comme c'est le cas avec la pratique de la "réduction à zéro" qui est en cause dans le présent différend - n'est pas une "comparaison équitable" entre un prix à l'exportation et une valeur normale, comme l'exigent le paragraphe 2.4 et l'alinéa 2.4.2."[63] (non souligné dans l'original)

107. En l'espèce, comme cela s'est passé dans l'affaire susmentionnée, les autorités argentines, en excluant les prix à l'exportation qui étaient égaux ou supérieurs à la valeur normale, n'ont pas pleinement tenu compte de l'ensemble des prix des transactions à l'exportation et ont traité les transactions exclues comme si elles étaient inférieures à ce qu'elles étaient réellement. Non seulement cette méthode gonflait la marge de dumping, mais elle ignorait également les éléments de preuve présentés dans la demande.

108. La décision de l'Argentine d'ouvrir l'enquête conformément à cette méthode reposait sur une évaluation biaisée et non objective des faits dont elle était saisie, incompatible avec la norme énoncée à l'alinéa i) de l'article 17.6 de l'Accord antidumping.

109. Étant donné que la méthode adoptée par les autorités argentines pour l'établissement du prix à l'exportation, la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale et l'établissement d'une marge de dumping ne tenait pas pleinement compte des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables signalées dans la demande, l'Argentine a violé l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

v) Allégation n° 5: Incompatibilité avec l'article 5.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.2

110. La partie pertinente de l'article 5.2 dispose ce qui suit:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage au sens où l'entend l'article VI du GATT de 1994 tel qu'il est interprété par le présent accord et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. La demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant, sur les points suivants: (...)"

---

[63] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, 1er mars 2001, WT/DS141/AB/R, paragraphe 55 (adopté le 12 mars 2001) ("AB - *CE - Linge de lit*").

Argument juridique relatif à l'allégation n° 5

111. Le requérant a présenté dans la demande des données portant sur des périodes différentes pour le prix à l'exportation et la valeur normale. La valeur normale reposait sur le prix des volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo et portait sur un jour seulement de 1997, à savoir le 30 juin. Le prix à l'exportation reposait sur les données relatives au prix à l'exportation provenant des statistiques de la Sysdec pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997. Les données présentées dans la demande par le requérant, et utilisées pour calculer une marge de dumping, étaient incompatibles avec l'article 5.2 d'au moins deux manières différentes.

112. Premièrement, étant donné que les renseignements fournis sur la valeur normale et le prix à l'exportation concernaient des transactions qui n'avaient pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible, la demande ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un "dumping", ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.2.

113. Aux termes de l'article 5.2 de l'Accord antidumping, une demande doit comporter des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un "dumping". La référence au dumping qui figure à l'article 5.2 introduit le concept de "dumping", tel qu'il est défini à l'article 2 de l'Accord antidumping. L'article 2 est la disposition qui énonce les éléments techniques d'un calcul du dumping, y compris les prescriptions à observer pour déterminer la valeur normale, le prix à l'exportation et les ajustements nécessaires pour une comparaison équitable. L'article 2.1 de l'Accord antidumping donne la définition suivante du terme "dumping":

> "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur." (non souligné dans l'original)

114. Les dispositions subséquentes de l'article 2 décrivent en détail les renseignements et les méthodologies à utiliser pour déterminer s'il existe un "dumping". En particulier, l'article 2.4 de l'Accord antidumping indique comment il doit être procédé à une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. La partie pertinente du texte introductif de l'article 2.4 dispose notamment ce qui suit:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial qui sera normalement le stade sortie usine et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. (…)". (non souligné dans l'original)

115. L'article 2.4 exige qu'il soit procédé à une comparaison équitable "pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible". Il ressort clairement du libellé de l'article 2.4 que la date des transactions de vente peut avoir des incidences sur la comparabilité des prix d'exportation et des transactions sur le marché intérieur.

116. En l'espèce, la valeur normale présentée dans la demande ne concernait qu'un jour seulement de 1997 (le 30 juin), alors que les données relatives au prix à l'exportation présentées concernaient les prix des transactions à l'exportation pour une période de six mois de 1997 (janvier à mai 1997 et août 1997). L'établissement d'une valeur normale fondée sur un jour seulement (30 juin 1997) ne peut servir de paramètre pour une comparaison équitable avec le prix à l'exportation déterminé pour deux périodes de plus de 30 jours chacune (de janvier à mai 1997 pour l'une et août 1997 pour l'autre), dont aucune n'incluait le seul jour utilisé pour établir la valeur normale.

117. Étant donné que les prix peuvent varier au cours d'une certaine période, une comparaison entre une moyenne des prix à l'exportation pour une période beaucoup plus longue et un prix unique pour la valeur normale ne peut être considérée comme une comparaison équitable. Conformément à l'article 2.4, pour qu'une comparaison soit équitable et pour que "l'existence d'un dumping" soit établie, la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale doit être faite "pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible". Pour se conformer à la prescription de l'article 5.2 concernant les éléments de preuve de "l'existence d'un dumping", le requérant aurait dû présenter des données relatives à la valeur normale pour une période de temps équivalente à la période couverte par les données relatives au prix d'exportation.

118. De plus, l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping indique la base de comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation à utiliser pour établir l'existence de "marges" de dumping. La partie pertinente de l'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "(…) l'existence de marges de dumping (…) sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation, transaction par transaction." (non souligné dans l'original)

119. Afin de comprendre le sens de l'article 2.4.2, il faut définir le terme "comparable". D'après une simple interprétation textuelle, "comparable" (comparable) signifie "to be able to be compared" (susceptible d'être comparé), "fit to be compared" (apte à être comparé) ou "worth comparing" (qui mérite d'être comparé).[64] Le terme "compare" (comparer) est défini comme signifiant "express similarities in" (exprimer des similitudes entre), "estimate the similarity or dissimilarity of" (estimer la similitude ou la différence entre), ou "be equal or equivalent to" (être égal ou équivalent à).[65]

120. En conséquence, il doit être procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale sur la base de transactions comparables, c'est-à-dire de transactions qui sont aptes à être comparées ou de transactions équivalentes.

121. Il est impossible d'estimer la similitude ou la différence ou d'évaluer la relation entre deux éléments sans établir la base d'une telle comparaison. Cette base est établie à l'article 2.4, qui exige qu'il soit procédé à la comparaison "pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible".

122. La détermination de la valeur normale fondée sur des prix correspondant à un jour seulement de 1997 ne peut être la base d'une comparaison équitable pour établir s'il existe ou non une marge de dumping.

123. Le Brésil croit comprendre que même si les éléments de preuve fournis dans la demande ne sont pas les mêmes, en quantité et en qualité, que ceux qui sont nécessaires pour faire une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, des éléments de preuve fondés sur des renseignements du type pertinent sont indispensables dans une affaire où la valeur normale présentée dans la demande repose sur un prix unique pour l'année.

124. Deuxièmement, l'article 5.2 prévoit que la demande comporte les renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation "qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant". À cet égard, le Brésil croit comprendre que les renseignements relatifs à la valeur normale pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997 étaient raisonnablement à la disposition du requérant. Cependant, le requérant n'a fourni dans la demande que des renseignements sur la valeur normale

---

[64] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 269.
[65] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 269.

pour un jour de 1997 (le 30 juin). Le Brésil estime que le requérant avait accès aux renseignements relatifs à la valeur normale pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997, vu qu'il a fourni le 26 juillet 1999 des renseignements mis à jour relatifs à la valeur normale pour la période allant de 1998 à janvier 1999. Cette feuille de calcul présentait des renseignements sur le prix correspondant à la valeur normale pour trois jours de chacun des 12 mois de 1998 et pour deux jours de janvier 1999.[66] Les renseignements relatifs à la valeur normale étaient accompagnés des numéros respectifs de la publication quotidienne de la JOX sur les prix.

125. C'est là la preuve que la publication de la JOX sur les prix de la viande de volaille pouvait raisonnablement être à la disposition du requérant et que les renseignements relatifs à la valeur normale pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997 auraient pu être présentés dans la demande, puisque ces renseignements aussi pouvaient être raisonnablement disponibles. Cependant, le requérant a décidé de n'inclure dans la demande que des renseignements sur la valeur normale pour un jour seulement de 1997, le 30 juin.

126. Du fait que le requérant n'a pas fourni dans la demande des renseignements qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition, il n'a pas été satisfait à la prescription énoncée à l'article 5.2.

vi) Allégation n° 6: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.3

127. Article 5.3:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 6

128. S'agissant de l'allégation n° 6, le Groupe spécial devrait commencer par examiner, conformément à l'article 5.3 de l'Accord antidumping, les prescriptions de l'article 5.2 relatives aux éléments de preuve et aux renseignements qui doivent être inclus dans la demande d'ouverture d'une enquête antidumping.

129. Comme indiqué dans l'allégation n° 5 de la présente communication, le requérant a présenté dans la demande des données portant sur des périodes différentes pour le prix à l'exportation et la valeur normale. La valeur normale était fondée sur le prix des volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo le 30 juin 1997, et le prix à l'exportation était établi pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997.

130. Dans la détermination concluant à l'ouverture de l'enquête antidumping, la DCD a établi la valeur normale en se fondant sur les données relatives à la valeur normale présentées dans la demande pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo le 30 juin 1997. La DCD a établi le prix à l'exportation en se fondant sur les données fournies par le requérant pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997 et sur les données relatives aux exportations fournies par l'organisme argentin DUI pour la période allant d'août à octobre 1996.

131. La DCD n'a pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande quand elle a constaté qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour établir la valeur normale et, par conséquent, l'existence d'un dumping, pour justifier l'ouverture de l'enquête.

---

[66] *Voir* la pièce n° 19 du Brésil.

132. Premièrement, pour évaluer s'il y a dans la demande des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un "dumping" pour justifier l'ouverture de l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête ne doit pas ignorer les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping, qui définit et qui régit la détermination de l'existence d'un "dumping". En particulier, l'article 2.4 de l'Accord antidumping prescrit qu'il soit procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

133. Si la DCD avait examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elle se serait rendu compte que les données relatives à la valeur normale présentées dans la demande portaient sur un jour seulement de 1997 (le 30 juin) et que les données relatives au prix à l'exportation portaient sur une période de six mois en 1997 (janvier à mai 1997 et août 1997). Étant donné que les prix varient au cours d'une période de temps, il doit être procédé à une comparaison équitable pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Les données relatives à la valeur normale présentées dans la demande portaient sur une période qui n'était pas équivalente à la période sur laquelle portaient les données fournies dans la demande en ce qui concerne le prix à l'exportation.

134. De plus, pour établir le prix à l'exportation, les autorités sont allées au-delà de la période couverte par les données fournies dans la demande et ont prolongé la période prise en compte pour les transactions à l'exportation. Dans la détermination concluant à l'ouverture de l'enquête, la DCD a établi le prix à l'exportation en se fondant sur des données couvrant une période de neuf mois (données sur six mois fournies par le requérant et données sur trois mois fournies par la DUI). La valeur normale a donc été établie sur la base des renseignements présentés dans la demande (prix de la viande de volaille réfrigérée, au 30 juin 1997), mais le prix à l'exportation a été établi à partir des renseignements présentés par le requérant (pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997) et des renseignements fournis par la DUI (pour la période allant d'août à octobre 1996). Cela indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête ne s'est pas fondée sur les renseignements fournis dans la demande pour déterminer qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de "l'existence d'un dumping" pour justifier l'ouverture de l'enquête.

135. De plus, l'autorité a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping en se fondant sur des renseignements relatifs au prix à l'exportation et à la valeur normale pour des ventes qui n'avaient pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible.

136. Le Brésil croit comprendre que même si les éléments de preuve fournis dans la demande ne sont pas les mêmes, en quantité et en qualité, que ceux qui sont nécessaires pour faire une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, des éléments de preuve du type de renseignements pertinents sont indispensables dans une affaire où la valeur normale présentée dans la demande repose sur un prix unique pour l'année. Si les autorités avaient examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elles auraient exigé que le requérant communique les prix de la viande de volaille pour toute la période analysée, afin de procéder correctement à une comparaison équitable avec les prix à l'exportation pour la même période.

137. Deuxièmement, étant donné que le requérant n'a présenté des renseignements sur la valeur normale que pour un jour seulement de 1997, les éléments de preuve fournis dans la demande ne satisfaisaient pas à la prescription de l'article 5.2, selon laquelle le requérant doit inclure dans la demande les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition. Comme indiqué dans les arguments relatifs à l'allégation n° 5, le requérant aurait pu présenter pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997 des renseignements relatifs à la valeur normale tirés de la publication de la JOX disponible. Cependant, le requérant n'a présenté des renseignements relatifs à la valeur normale que pour un jour seulement de la période.

138. En n'examinant pas avec exactitude les éléments de preuve fournis dans la demande et en ajoutant des renseignements relatifs au prix à l'exportation qui ne figuraient pas dans la demande pour

déterminer l'ouverture de l'enquête, la DCD a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

vii) Allégation n° 7: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.8

139. L'article 5.8 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure (…)."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 7

140. Conformément aux allégations n° 5 et 6 ci-dessus, le requérant a présenté dans la demande des éléments de preuve insuffisants pour établir la valeur normale. Ces éléments de preuve étaient nécessaires pour indiquer l'existence d'un dumping. Se fondant sur les éléments de preuve insuffisants présentés par le requérant en ce qui concerne la valeur normale, la DCD a décidé à tort d'ouvrir l'enquête sans examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés dans la demande.

141. Étant donné l'absence d'éléments de preuve permettant d'étayer la valeur normale alléguée par le requérant dans la demande, la DCD a manqué à l'obligation de rejeter la demande et, en conséquence, a violé l'article 5.8 de l'Accord antidumping.

viii) Allégation n° 8: Incompatibilité avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.3

142. Article 5.3:

> "Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande pour déterminer s'il y a des preuves suffisantes pour justifier l'ouverture d'une enquête."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 8

143. Le dumping constaté dans la détermination concluant à l'ouverture de l'enquête était fondé sur: 1) le prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil le 30 juin 1997 (valeur normale); 2) le prix de la viande de volaille importée en Argentine en provenance du Brésil pour la période allant d'août à octobre 1996, pour la période allant de janvier à mai 1997 et pour août 1997 (prix à l'exportation).

144. Le dommage constaté dans la détermination concluant à l'ouverture de l'enquête reposait sur les données se rapportant à la période allant de janvier 1994 à juin 1998.

145. S'agissant de la période consacrée à la collecte des données relatives au dommage, la CNCE a tout d'abord examiné le dommage dans le document Acta n° 405 en se fondant sur les données recueillies pour la période allant de janvier 1994 à juin 1997. Se fondant sur les données afférentes à cette période, le document Acta n° 405 n'a pas constaté d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage causé à la branche de production nationale. Lorsque la CNCE a rectifié sa détermination dans le document Acta n° 464, la période consacrée à la collecte des

données aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage a été prolongée d'un an et allait désormais de janvier 1994 à juin 1998. Le document Acta n° 464 a constaté qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête.

146. Dans la détermination de l'existence du lien de causalité aux fins de l'ouverture de l'enquête, la SICM a expliqué que l'APCDS avait fondé sa détermination de l'existence d'un dumping sur les éléments inclus dans la demande, qui correspondaient à l'origine aux renseignements se rapportant à la période allant de janvier à juin 1997.[67] La SICM a par ailleurs indiqué qu'après la détermination de l'existence d'un dumping, le requérant avait fourni des renseignements supplémentaires mis à jour comportant des données pour toute l'année 1997 et pour le premier semestre de 1998.[68] Cependant, les données supplémentaires ont été présentées par le requérant[69] le 17 février 1998, plus d'un mois après que l'APCDS eut déterminé l'existence d'un dumping le 7 janvier 1998.[70] La détermination de l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête n'a jamais été mise à jour pour tenir compte des nouveaux renseignements fournis par le requérant.

147. La prise en compte par les autorités compétentes, dans la décision d'ouvrir l'enquête, de périodes différentes pour la collecte des données relatives au dumping et au dommage, indique que les autorités argentines n'ont pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande dans leur détermination établissant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un lien de causalité pour justifier l'ouverture de l'enquête.

148. L'article 5.3 de l'Accord antidumping prescrit aux autorités d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Il est clair, à la lumière des faits cités plus haut, que l'APCDS n'a pas tenu compte des nouveaux renseignements communiqués par le requérant le 17 février 1998 et, en conséquence, n'a pas mis à jour sa détermination de l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête. Les autorités chargées de l'enquête ont donc manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande.

149. L'article 5.3 fait également référence aux "éléments de preuve suffisants" (dans la demande) qui sont nécessaires pour justifier l'ouverture d'une l'enquête. Les "éléments de preuve" mentionnés à l'article 5.3 sont ceux visés à l'article 5.2, qui dispose ce qui suit:

> "Une demande (…) comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage (…) et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué (…)." (non souligné dans l'original)

150. Étant donné que l'APCDS n'a pas mis à jour sa détermination de l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête en tenant compte des nouveaux renseignements fournis le 17 février 1998 par le requérant, la SICM ne pouvait pas constater qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un lien de causalité entre les importations ayant fait l'objet d'un dumping en juin 1997 et la menace de dommage en juin 1998.

151. Dans le document Acta n° 405, la CNCE n'a pas constaté qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage causé à la branche de production nationale pour la période allant de janvier 1994 à juin 1997. Étant donné que le document Acta n° 405 a constaté qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage, on peut à bon droit supposer que le dumping constaté par l'APCDS

[67] *Voir* la pièce n° 20 du Brésil, page 2.
[68] *Voir* la pièce n° 20 du Brésil, page 4.
[69] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[70] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil.

pour la période allant de janvier à juin 1997 ne causait pas de dommage ou de menace de dommage à la branche de production nationale en juin 1997.

152. Les nouveaux renseignements fournis par le requérant le 17 février 1998 ont constitué la base de la nouvelle détermination de l'existence d'un dommage établie par la CNCE dans le document Acta n° 464. Se fondant sur la période consacrée à la collecte des données allant de janvier 1994 à juin 1998, le document Acta n° 464 a constaté qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête. Cependant, la détermination de l'existence d'un dumping n'avait pas été mise à jour compte tenu des nouveaux renseignements fournis par le requérant.

153. En ne prenant pas en considération dans l'analyse relative au dumping les nouveaux éléments fournis par le requérant, comment l'APCDS a-t-elle pu déterminer qu'il y avait en fait un dumping? De plus, si le dumping constaté pour la période allant de janvier à juin 1997 ne causait pas de dommage ou de menace de dommage à la branche de production nationale en juin 1997, comment la SICM a-t-elle pu déterminer que le dumping constaté pour la période allant de janvier à juin 1997 causait une menace de dommage en juin 1998?

154. Pour vérifier qu'il y avait une menace de dommage provenant des importations à des prix de dumping, la période pour laquelle les données relatives au dumping étaient recueillies et analysées aurait dû être prolongée jusqu'à juin 1998. La DCD n'a pas examiné s'il existait un dumping au deuxième semestre de 1997 et/ou au premier semestre de 1998.

155. À cette fin, l'article 3.7 de l'Accord antidumping donne une bonne indication des faits et des circonstances à prendre en considération en ce qui concerne l'existence d'une menace de dommage important.

> "La détermination concluant à une menace de dommage important se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent."

156. Plus précisément, l'article 3.7 indique que le changement de circonstances qui créerait une situation où le dumping causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent. La note de bas de page 10 relative à l'article 3.7 donne comme exemple "des raisons convaincantes de croire qu'il y aura, dans l'avenir immédiat, une augmentation substantielle des importations du produit en question à des prix de dumping".

157. En l'occurrence, le document Acta n° 405 a établi que jusqu'en juin 1997 il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage. De juin 1997 à juin 1998, il n'y a pas eu de changement de circonstances prévu et imminent créant une situation où les importations faisant l'objet d'un dumping en juin 1997 causaient une menace de dommage à la branche de production nationale en juin 1998 (fin de la période de collecte des données aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage).

158. Contrairement à l'article 5.3, la DCD et la SICM ont manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande en ne prenant pas en considération les données supplémentaires relatives au dumping soumises par le requérant pour la période allant de juillet 1997 à juin 1998. En comparant des périodes différentes pour le dumping et le dommage, la SICM a manqué à l'obligation d'entreprendre un examen exact et adéquat des éléments de preuve de l'existence d'un lien de causalité fournis dans la demande.

ix) Allégation n° 9: Incompatibilité avec l'article 5.7 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.7

159. L'article 5.7 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément a) pour décider si une enquête sera ouverte ou non et b) par la suite, pendant l'enquête, à compter d'une date qui ne sera pas postérieure au premier jour où, conformément aux dispositions du présent accord, des mesures provisoires peuvent être appliquées."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 9

160. La période de collecte des données relatives au dumping, telle qu'elle a été établie par la DCD, était le 30 juin 1997 pour la valeur normale et la période allant d'août à octobre 1996, et de janvier à mai 1997 et le mois d'août 1997 pour le prix à l'exportation. La période de collecte des données relatives au dommage, telle qu'elle a été établie par la CNCE, allait de janvier 1994 à juin 1998.

161. En ce qui concerne la période de collecte des données relatives au dommage, la CNCE a d'abord examiné le dommage dans le document Acta n° 405 en se fondant sur les données recueillies pour la période allant de janvier 1994 à juin 1997. Sur la base des données concernant cette période, le document Acta n° 405 n'a pas constaté d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage causé à la branche de production nationale. Lorsque la CNCE a rectifié sa détermination dans le document Acta n° 464, la période de collecte des données aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage a été prolongée d'un an; elle allait désormais de janvier 1994 à juin 1998. Le document Acta n° 464 a constaté des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture d'une enquête.

162. Dans la détermination concluant à l'existence d'un lien de causalité aux fins de l'ouverture de l'enquête, la SICM a expliqué que l'APCDS avait fondé sa détermination de l'existence d'un dumping sur les éléments inclus dans la demande, lesquels correspondaient à l'origine aux renseignements portant sur la période allant de janvier à juin 1997. La SICM a fait en outre remarquer qu'à la suite de la détermination concluant à l'existence d'un dumping, le requérant avait fourni des renseignements supplémentaires et mis à jour, y compris des données pour toute l'année 1997 et le premier semestre de 1998. Cependant, les données supplémentaires ont été communiquées par le requérant le 17 février 1998, plus d'un mois après que l'APCDS eut déterminé l'existence d'un dumping le 7 janvier 1998. La détermination concluant à l'existence d'un dumping aux fins de l'ouverture de l'enquête n'a jamais été mise à jour pour tenir compte des nouveaux renseignements fournis par le requérant.

163. La prise en compte par les autorités argentines, dans la décision d'ouvrir l'enquête, de périodes différentes pour la collecte des données relatives au dumping et au dommage, était incompatible avec l'article 5.7 d'au moins deux manières différentes.

164. Premièrement, comme indiqué plus haut, les données recueillies aux fins de l'analyse de l'existence d'un dumping n'allaient que jusqu'en juin 1997. La CNCE a déterminé qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage en se fondant sur les données relatives au dommage recueillies jusqu'en juin 1998.

165. Le document Acta n° 405 de la CNCE a établi qu'il n'y avait pas de dommage important ou de menace de dommage important causé à la branche de production nationale pendant la période allant de janvier 1994 à juin 1997. Le dumping constaté en juin 1997 ne causait donc pas de dommage ou

de menace de dommage en juin 1997. Pour vérifier qu'il existait en juin 1998 une menace de dommage provenant des importations à des prix de dumping, il eût fallu prolonger jusqu'en juin 1998 la période de collecte de données aux fins de l'analyse de l'existence d'un dumping.

166. Dans le document Acta n° 464, la nouvelle détermination de la CNCE concernant l'existence d'un dommage constatait l'existence d'une menace de dommage pour la branche de production nationale en se fondant sur les nouvelles données présentées par le requérant pour le deuxième semestre de 1997 et le premier semestre de 1998. La période relative au dumping, qui était examinée par la DCD aux fins de l'engagement de la procédure, n'englobait pas les nouveaux renseignements fournis par le requérant le 17 février 1998, et seuls y étaient inclus les prix pour la période allant jusqu'en juin 1997.

167. À partir des faits susmentionnés, comment la SICM a-t-elle pu constater l'existence d'une menace de dommage en juin 1998 si les importations faisant l'objet d'un dumping en juin 1997 ne causaient pas de dommage ou de menace de dommage en juin 1997? Cela n'aurait été possible que si l'APCDS avait mis à jour son analyse relative au dumping pour tenir compte des nouveaux renseignements fournis par le requérant, ce que l'APCDS n'a pas fait.

168. La prise en compte par la DCD et la CNCE de périodes différentes pour déterminer s'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage montre que les éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage n'ont pas été examinés simultanément dans la décision d'ouvrir ou non l'enquête.

169. Deuxièmement, l'Argentine n'a pas agi conformément à l'article 5.7 de l'Accord antidumping en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage dans la même décision concluant à l'ouverture de l'enquête.

170. D'après les faits, l'APCDS a déterminé dans son rapport du 7 janvier 1998 qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping dans les transactions à l'exportation concernant la viande de volaille en provenance du Brésil vers l'Argentine. Le 22 septembre 1998, la CNCE a déterminé dans le document Acta n° 464 qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête. Le 20 janvier 1999, le MEOSP a rendu la Résolution n° 11, avis au public annonçant l'ouverture d'une enquête antidumping concernant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.

171. Comme indiqué dans le paragraphe ci-dessus, les éléments de preuve de l'existence d'un dumping et d'un dommage ont été examinés à des dates différentes. La détermination établissant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping a été rendue le 7 janvier 1998 et la détermination établissant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage a été rendue le 22 septembre 1998, plus de huit mois après l'examen du dumping. À cet égard, l'article 5.7 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément a) pour décider si une enquête sera ouverte ou non (…)."

172. L'article 5.7 de l'Accord antidumping prescrit que, pour décider si une enquête sera ouverte ou non, l'autorité compétente examine simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage. D'après une interprétation littérale, le terme "simultaneous" (simultané) est défini comme signifiant "occurring or operating at the same time" (se produisant ou opérant au même moment).[71]

[71] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1294.

173. En l'espèce, les autorités ont examiné les éléments de preuve relatifs au dommage plus de huit mois après avoir examiné les éléments de preuve relatifs au dumping, ce qui ne peut être interprété comme des examens effectués au même moment.

174. À la lumière des arguments susmentionnés, l'Argentine a violé l'article 5.7 de l'Accord antidumping en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage dans la décision d'ouvrir l'enquête.

x) Allégation n° 31: Incompatibilité avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 5.8

175. La partie pertinente de l'article 5.8 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues qu'il n'y a pas d'éléments de preuve suffisants relatifs soit au dumping soit au dommage pour justifier la poursuite de la procédure (…)."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 31

176. L'article 5.8 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de rejeter la demande dès qu'elles sont convaincues qu'il n'y a pas d'éléments de preuve suffisants relatifs au dumping ou au dommage.

177. Conformément au sens littéral du terme "convaincu" et à l'interprétation de l'article 5.8, les autorités rejetteront une demande lorsque les éléments de preuve qui y sont présentés "[does not adequately meet, fulfill or comply with conditions" (ne satisfont pas, ne répondent pas ou ne correspondent pas d'une manière adéquate à des conditions)[72] indiquant l'existence d'un dumping ou d'un dommage.

178. Lorsque la CNCE a rendu le document Acta n° 405, elle n'avait aucun doute, au vu des éléments de preuve présentés dans la demande, quant au fait qu'il n'y avait ni dommage ni menace de dommage justifiant l'engagement de la procédure. Le document Acta n° 405 contenait un examen et le raisonnement expliquant pourquoi les conditions requises pour répondre au critère nécessaire de dommage n'étaient pas satisfaites.

179. Le Brésil affirme que la détermination négative rendue par la CNCE dans le document Acta n° 405 concernant l'existence d'un dommage marquait le moment où la CNCE était "convaincue" qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage pour justifier la poursuite de la procédure, et que, en conséquence, la CNCE aurait dû rejeter la demande dans les moindres délais.

180. Plus précisément, nous ne pensons pas que le document Acta n° 405 ait été simplement une occasion offerte au requérant par l'autorité argentine pour lui permettre de fournir plus de renseignements et de modifier la demande. Si la CNCE voulait que le requérant fournisse plus de renseignements, elle aurait dû lui envoyer une lettre l'invitant à le faire, comme elle l'avait fait précédemment.[73] Au lieu de cela, la CNCE a rendu une détermination établissant, sur la base des éléments de preuve présentés dans la demande, que les importations de viande de volaille ne causaient pas de dommage ou ne menaçaient pas de causer un dommage à la branche de production nationale.

181. À partir du moment où la CNCE a déterminé que les éléments de preuve étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête, elle aurait dû rejeter la demande et attendre que la branche de

---

[72] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1226.
[73] *Voir* la pièce n° 18 du Brésil.

production nationale soumette une demande nouvelle accompagnée de renseignements révisés et mis à jour relatifs au dommage ainsi qu'au dumping.

182. En outre, l'article 5.8 prescrit à l'autorité chargée de l'enquête de rejeter la demande "dans les moindres délais" dès qu'elle est convaincue qu'il n'y a pas d'éléments de preuve suffisants pour justifier la poursuite de la procédure. À cet égard, l'article 5.8 exige que le rejet de la demande soit prononcé ou prenne effet sans retard. Cependant, au lieu que la demande soit rejetée, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.8, la CNCE a été invitée à examiner les nouveaux renseignements soumis par le CEPA plus de 30 jours après qu'eut été rendue la détermination négative de l'existence d'un dommage. Comme le montrent les données factuelles concernant la présente allégation, le document Acta n° 405 a été rendu le 7 janvier 1998 et le requérant a présenté à la SICM de nouveaux renseignements et des renseignements mis à jour le 17 février 1998, plus d'un mois après que la CNCE eut rendu la détermination négative de l'existence d'un dommage aux fins de l'ouverture de l'enquête.

183. À cet égard, nous soulignons la disposition du règlement antidumping de l'Argentine (Décret n° 2121/94) qui prévoit des délais pour le rejet d'une demande par les autorités chargées de l'enquête.

> "Article 38 – L'autorité compétente avisera le requérant de toute erreur ou omission relevée dans la demande dans les 30 jours ouvrables qui suivront la présentation de la demande. Le requérant aura 15 jours ouvrables, à compter de la date de la notification, pour communiquer les corrections. Si le requérant ne communique pas, dans ce délai, les corrections demandées, la demande sera rejetée sans autre procédure."[74]

184. Le règlement antidumping de l'Argentine qui était en vigueur pendant l'enquête dispose que, lorsque le requérant ne fournit pas dans la période de notification les corrections demandées, la demande doit être rejetée sans autre procédure.

185. D'après les données factuelles concernant les présentes allégations, la CNCE a demandé le 24 juillet 1998 que le CEPA mette à jour les renseignements présentés le 17 février 1998. Le CEPA a présenté les renseignements demandés le 2 septembre 1998, après l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'article 38 du Décret n° 2121/94.

186. Le Brésil n'affirme pas que le document Acta n° 405 était une notification adressée ou une occasion offerte au requérant pour lui permettre de communiquer des corrections apportées à la demande. Le document Acta n° 405 marquait le moment où la CNCE était arrivée à une décision ou à une conclusion selon laquelle les éléments de preuve présentés dans la demande indiquaient qu'il n'y avait pas de dommage ou de menace de dommage causé à la branche de production nationale. Dès que la CNCE a été convaincue qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête, elle aurait dû rejeter sans retard la demande, ainsi qu'il est prescrit à l'article 5.8 de l'Accord antidumping.

187. Si l'Argentine croit comprendre que le document Acta n° 405 était une notification adressée ou une occasion offerte au requérant pour lui permettre d'amender une erreur ou une omission commise dans la demande, dans ce cas les autorités argentines n'ont pas respecté le délai fixé dans leur propre règlement antidumping pour le rejet de la demande.

[74] *Voir* la pièce n° 21 du Brésil.

C. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'AVIS AU PUBLIC

1. Article 12.1

188. **Allégation n° 10**: L'Argentine n'a pas adressé de notification à sept exportateurs brésiliens lorsqu'elle a été convaincue qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping. En n'avisant pas ces exportateurs lors de l'ouverture de l'enquête, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping.

a) Éléments factuels

189. Le 20 janvier 1999, le MEOSP a rendu la Résolution n° 11/1999 annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping concernant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[75] Le 10 février 1999, la CNCE a adressé à cinq exportateurs brésiliens – Sadia, Avipal, Nicolini, Seara, et Frangosul – des lettres les informant de l'ouverture de l'enquête et leur demandant de fournir des réponses aux questionnaires envoyés par la CNCE.[76] Le 16 février 1999, le SSCE a envoyé aux mêmes cinq exportateurs brésiliens des lettres les invitant à participer à une audition le 25 février 1999 en vue de consultations sur l'ouverture de l'enquête antidumping et de la remise des questionnaires.[77]

190. Le 15 septembre 1999, la DCD a envoyé à d'autres exportateurs brésiliens – CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves, et Penabranca – des lettres les informant de l'enquête antidumping et leur demandant de communiquer leurs réponses au questionnaire.[78] La CNCE n'a jamais envoyé de notification ni adressé son questionnaire à ces exportateurs.

i) Allégation n° 10: Incompatibilité avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.1

191. L'article 12.1 dispose ce qui suit:

> "Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve seront suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification et un avis sera rendu public."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 10

192. L'article 12.1 est une disposition générale qui exige un avis au public et une notification adressée aux parties intéressées connues des autorités chargées de l'enquête.

193. La première partie de l'article 12.1 établit un repère temporel qui détermine le moment auquel les autorités devraient émettre un avis au public et adresser une notification au Membre et aux parties intéressées. Ce repère temporel correspond au moment où les autorités sont convaincues qu'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

---

[75] *Voir* la pièce n° 7 du Brésil.
[76] *Voir* la pièce n° 8 du Brésil.
[77] *Voir* la pièce n° 9 du Brésil.
[78] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil. Parmi les documents de l'enquête auxquels le Brésil a accès, le Brésil n'a pas pu trouver la notification de la DCD à l'exportateur brésilien Penabranca.

194. Le Brésil croit comprendre qu'il a été donné avis au public quand a été rendue la Résolution n° 11/99 annonçant l'ouverture de l'enquête. Cependant, l'article 12.1 exige, outre l'avis au public, l'envoi d'une notification lorsque les autorités sont convaincues qu'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Une notification de l'ouverture de l'enquête a été adressée le 10 février 1999 au Membre dont les produits faisaient l'objet de l'enquête, quand la CNCE a envoyé la lettre aux cinq exportateurs brésiliens et le 16 février 1999 quand le SSCE a envoyé des lettres aux cinq exportateurs brésiliens.

195. Cependant, les sept autres exportateurs, qui participaient également à l'enquête, ont été avisés de l'ouverture de l'enquête et de la nécessité de communiquer leurs réponses au questionnaire huit mois après l'ouverture de l'enquête. La notification a eu lieu le 15 septembre 1999 quand la DCD a envoyé aux exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca des lettres réclamant leurs réponses au questionnaire.

196. Compte tenu de ce délai, le Brésil estime que la notification adressée aux sept exportateurs n'était pas conforme à l'article 12.1 parce qu'elle n'a pas été effectuée dès que l'enquête a été ouverte.

197. La deuxième partie de l'article 12.1 établit qui doit être avisé: les Membres dont le produit fait l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière. Aux termes de l'article 6.11 de l'Accord antidumping, les "parties intéressées" comprennent:

> "i) un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;
>
> ii) le gouvernement du Membre exportateur; et
>
> iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur". (non souligné dans l'original)

198. En conséquence, les exportateurs ou les producteurs étrangers d'un produit faisant l'objet d'une enquête doivent être avisés de l'engagement de la procédure.

199. Plus précisément, la deuxième partie de l'article 12.1 exige que l'autorité chargée de l'enquête adresse une notification aux autres parties qui, à [sa] connaissance, sont concernées par l'engagement de la procédure. Sur les sept exportateurs auxquels une notification a été adressée par la DCD le 15 septembre 1999, cinq au moins (Comaves, Catarinense, Minuano, Chapecó et Perdigão) étaient connus de l'autorité chargée de l'enquête au moment où l'enquête a été ouverte. Le Brésil sait qu'il s'agit d'un fait parce que le 7 janvier 1998 l'APCDS a conclu, dans son rapport relatif à la viabilité de l'ouverture de l'enquête, qu'il y avait un dumping d'exportations de viande de volaille en provenance du Brésil sur le marché argentin. Ce rapport énumérait dix exportateurs brésiliens, parmi lesquels Comaves, Catarinense, Minuano, Chapecó et Perdigão, cinq des sept exportateurs brésiliens qui ont été avisés huit mois après l'ouverture de l'enquête.[79]

200. De plus, les autorités argentines et les importateurs argentins de viande de volaille en provenance du Brésil, qui participaient également à l'enquête, savaient qui étaient les exportateurs brésiliens de viande de volaille pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping.

[79] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, page 5.

201. Étant donné que les sept exportateurs brésiliens ont été avisés de l'enquête huit mois après qu'elle avait été ouverte et que ces exportateurs étaient des parties intéressées connues des autorités chargées de l'enquête, l'Argentine a commis une violation *prima facie* de l'article 12.1 de l'Accord antidumping.

2. Article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3 et 6.2

202. Les quatre allégations suivantes découlent des faits décrits ci-dessous:

Allégation n° 11: L'Argentine n'a pas ménagé aux sept exportateurs brésiliens un délai d'au moins 30 jours pour répondre aux questionnaires relatifs au dumping fournis par la DCD, commettant ainsi une violation *prima facie* de l'article 6.1.1. En outre, la CNCE n'a jamais adressé de notification à ces sept exportateurs et ne leur a jamais fourni les questionnaires relatifs au dommage.

Allégation n° 12: L'Argentine a également manqué à l'obligation de mettre dans les moindres délais à la disposition des sept exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, en violation de l'article 6.1.2.

Allégation n° 13: En ne ménageant pas aux sept exportateurs le délai requis pour répondre aux questionnaires et en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition de ces exportateurs les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées concernées par l'enquête, l'Argentine n'a pas ménagé à ces exportateurs toutes possibilités de défendre leurs intérêts, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.2.

Allégation n° 14: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.3 en ne communiquant pas aux exportateurs brésiliens et au gouvernement brésilien, dès que l'enquête a été ouverte, le texte de la demande présentée par écrit.

a) Éléments factuels

203. Le 20 janvier 1999, le MEOSP a rendu la Résolution n° 11/1999 annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping concernant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[80] Le 10 février 1999, la CNCE a envoyé aux exportateurs brésiliens Sadia, Avipal, Nicolini, Seara, et Frangosul des lettres les informant de l'ouverture de l'enquête et demandant qu'ils communiquent leurs réponses aux questionnaires envoyés par la CNCE.[81] Le 16 février 1999, le SSCE a envoyé aux cinq exportateurs brésiliens des lettres les invitant à participer à une audition le 25 février 1999 en vue de consultations sur l'ouverture de l'enquête antidumping et pour la remise des questionnaires.[82] La DCD et la CNCE n'ont jamais communiqué aux cinq exportateurs brésiliens ni au gouvernement brésilien, dès que l'enquête a été ouverte, le texte de la demande présentée par écrit.

204. Le 28 juin 1999, la CNCE, dans le document Acta n° 531, a rendu une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dommage.[83] Le 6 août 1999, la DCD a rendu une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping.[84] Le 20 août 1999, le SSCE a rendu une détermination préliminaire positive concluant à l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[85]

205. Le 15 septembre 1999, huit mois après l'ouverture de l'enquête, la DCD a envoyé à sept exportateurs brésiliens: CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca,

[80] *Voir* la pièce n° 7 du Brésil.
[81] *Voir* la pièce n° 8 du Brésil.
[82] *Voir* la pièce n° 9 du Brésil.
[83] *Voir* la pièce n° 10 du Brésil.
[84] *Voir* la pièce n° 11 du Brésil.
[85] *Voir* la pièce n° 12 du Brésil.

des lettres les avisant de l'enquête et demandant qu'ils communiquent leurs réponses au questionnaire.[86] La lettre envoyée par la DCD aux sept exportateurs brésiliens les invitait à communiquer leurs réponses au questionnaire pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, dans les 20 jours suivant la réception de la notification.[87] La CNCE n'a jamais envoyé de notification ni fourni à ces sept exportateurs les questionnaires relatifs au dommage. En outre, la DCD et la CNCE n'ont jamais communiqué à ces exportateurs le texte de la demande présentée par écrit.

i) Allégation n° 11: Incompatibilité avec l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.1.1

206. L'article 6.1.1. dispose ce qui suit:

> "Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping. Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 11

207. L'article 6.1.1 de l'Accord antidumping est la seule disposition de l'Accord relative à la preuve qui établit un délai spécifique pour l'exécution d'une obligation. La première partie de l'article 6.1.1 prescrit que les autorités chargées de l'enquête ménagent aux exportateurs ou aux producteurs étrangers un délai d'au moins 30 jours pour répondre aux questionnaires.

208. Comme il a été expliqué plus haut dans la présente communication, la responsabilité de l'administration de la législation antidumping et des procédures d'enquête en Argentine est partagée entre deux administrations: la DCD est chargée de l'enquête sur l'existence d'un dumping et la CNCE de l'enquête sur l'existence d'un dommage.

209. L'enquête antidumping a été ouverte le 20 janvier 1999, quand le MEOSP a rendu la Résolution n° 11/1999. L'enquête antidumping visait les importations de viande de volaille en provenance du Brésil et, par conséquent, concernait tous les producteurs et exportateurs brésiliens de la marchandise visée. Cependant, seulement cinq producteurs/exportateurs brésiliens de la marchandise en question ont été avisés de l'ouverture de l'enquête et de la nécessité de communiquer des réponses aux questionnaires. Ces notifications adressées aux cinq exportateurs brésiliens ont été envoyées par la CNCE le 10 février 1999 et par la DCD le 16 février 1999.

210. Le 15 septembre 1999, huit mois après que l'enquête avait été ouverte, la DCD a envoyé à CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca, producteurs/ exportateurs brésiliens de la marchandise visée qui étaient déjà inclus dans l'enquête sans avoir connaissance de cette dernière, des notifications les informant de l'enquête et de la nécessité de répondre aux questionnaires.

211. La notification de la DCD à ces sept exportateurs brésiliens les invitait à communiquer leurs réponses aux questionnaires dans un délai de 20 jours à compter de la réception de la notification. À première vue, le délai de 20 jours imposé par la DCD dans la notification n'était pas conforme au délai de 30 jours prescrit pour les réponses aux questionnaires, comme prévu dans la première partie de l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.

---

[86] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.
[87] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.

212. La CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs de l'enquête et de la nécessité de communiquer leurs réponses au questionnaire. En fait, ces sept exportateurs n'ont jamais reçu le questionnaire relatif au dommage.

213. En ne ménageant pas à ces sept exportateurs brésiliens 30 jours au moins pour répondre au questionnaire relatif au dumping et en ne communiquant pas à ces exportateurs le questionnaire relatif au dommage pour qu'ils puissent y répondre, l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping.

ii) Allégation n° 12: Incompatibilité avec l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.1.2

214. Le texte de l'article 6.1.2 dispose ce qui suit:

> "Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée seront mis dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 12

215. L'article 6.1.2 de l'Accord antidumping dispose que les éléments de preuve présentés par une partie intéressée seront mis "dans les moindres délais à la disposition" des autres parties intéressées.

216. Sans le savoir, CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca ont participé à l'enquête pendant huit mois avant d'être avisées de l'enquête et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire.

217. Étant donné que la DCD et la CNCE ne les avaient pas informées de l'enquête et de la nécessité de communiquer des réponses, les éléments de preuve présentés par écrit par une autre partie intéressée n'ont pas été mis dans les moindres délais à la disposition de ces sept exportateurs.

218. Au sujet de l'expression "mis à la disposition dans les moindres délais", nous faisons nôtre l'interprétation qui en a été donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, interprétation selon laquelle, à première vue, l'article 6.1.2 n'exige pas nécessairement que les parties aient accès au dossier pour qu'il soit satisfait à cette disposition.[88] Dans cette affaire, le Groupe spécial a donné des exemples qui montrent comment les éléments de preuve peuvent être mis à la disposition des parties au cours d'une enquête sans que ces parties aient accès aux dossiers. Par exemple, l'autorité chargée de l'enquête peut demander à chaque partie intéressée de remettre un exemplaire de ses communications à toutes les autres parties intéressées; ou bien l'autorité chargée de l'enquête peut se charger de remettre un exemplaire de chaque communication d'une partie intéressée aux autres parties intéressées.

219. Cependant, étant donné que les sept exportateurs n'avaient pas été avisés de l'ouverture de l'enquête ou n'avaient pas reçu les questionnaires pour pouvoir y répondre, mais qu'ils étaient de toute façon inclus dans l'enquête parce qu'ils exportaient la marchandise visée vers l'Argentine pendant la période couverte par l'enquête, ils ne savaient même pas que des éléments de preuve avaient été présentés au cours de l'enquête par les autres parties intéressées, et moins encore, qu'ils auraient dû, ou pu, avoir accès à ces éléments de preuve.

220. En outre, l'article 6.1.2 fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de mettre les éléments de preuve à disposition dans les moindres délais. D'après une interprétation textuelle, le

[88] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.133.

terme "promptly" (dans les moindres délais) signifie "to make or do readily or at once" (faire promptement ou immédiatement).[89] Le Brésil estime que les éléments de preuve n'ont pas pu être mis promptement ou immédiatement à la disposition de ces exportateurs si, lorsque leur a été adressée la notification les invitant à participer, il y avait déjà huit mois que l'enquête était ouverte et qu'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité avait été établie.

iii) Allégation n° 13: Incompatibilité avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.2

221. La partie pertinente de l'article 6.2 dispose ce qui suit:

> "Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts (…)."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 13

222. L'article 6.2 impose aux autorités chargées de l'enquête une obligation générale de veiller à ce que les parties intéressées aient pendant toute la durée de l'enquête toutes possibilités de défendre leurs intérêts. Quand bien même l'article 6.2 ne donne pas d'indications précises au sujet des dispositions que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre dans la pratique, le Brésil estime que le fait d'adresser notification de l'enquête et de demander communication des réponses au questionnaire relatif au dommage huit mois après l'ouverture de l'enquête constitue une violation de l'article 6.2.

223. Premièrement, les sept exportateurs ont eu un délai de 20 jours pour communiquer leurs réponses au questionnaire relatif au dumping, contrairement au délai de 30 jours prescrit à l'article 6.1.1.

224. De plus, la CNCE n'a avisé de l'enquête aucun des sept exportateurs et ne leur a pas fourni les questionnaires relatifs au dommage. En conséquence, ces exportateurs n'ont eu aucune possibilité de défendre leurs intérêts.

225. Deuxièmement, étant donné que les sept exportateurs brésiliens n'ont été avisés de l'enquête et de la nécessité de communiquer des réponses aux questionnaires relatifs au dumping que huit mois après l'ouverture de l'enquête, les éléments de preuve présentés par les autres parties intéressées n'ont pas été mis dans les moindres délais à la disposition de ces sept exportateurs.

226. Ces faits indiquent que les sept exportateurs brésiliens n'ont pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts, ce qui constitue une violation flagrante de l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

iv) Allégation n° 14: Incompatibilité avec l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.1.3

227. L'article 6 de l'Accord antidumping énonce les prescriptions à observer en matière de preuve dans une enquête antidumping. Plus précisément, l'article 6.1.3 dispose ce qui suit:

> "Dès qu'une enquête aura été ouverte, les autorités communiqueront aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur le texte intégral de la demande

[89] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1096.

> présentée par écrit conformément au paragraphe 1 de l'article 5 et le mettront sur demande à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées. Il sera tenu dûment compte de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 14

228. Les termes employés à l'article 6.1.3 énoncent à l'intention des autorités un délai pour la communication aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur du texte intégral de la demande présentée par écrit. L'Argentine n'a pas respecté cette prescription relative au délai, puisqu'elle n'a jamais communiqué le texte de la demande aux exportateurs ou au gouvernement brésilien.

229. En ce qui concerne notre interprétation de l'article 6.1.3, le Brésil fait référence à l'affaire *Guatemala – Ciment II*, dans laquelle le Groupe spécial a donné une explication du but et de la fonction de l'article 6.1.3, en faisant valoir ce qui suit:

> "*(…) Il importe que les exportateurs aient accès à la demande en temps voulu pour pouvoir préparer leurs arguments afin de défendre leurs intérêts devant les autorités chargées de l'enquête*."[90] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

Ce groupe spécial a ensuite expliqué ce qui suit:

> "*(…) Puisque les délais prévus dans la procédure d'enquête sont calculés à partir de la date d'ouverture de celle-ci, il est essentiel que les autorités chargées de l'enquête communiquent le texte de la demande "dès qu'une enquête a été ouverte" pour que l'exportateur soit en mesure d'élaborer une stratégie afin de réfuter les allégations formulées contre lui."*[91] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

230. Au sujet de la présente allégation, les autorités argentines n'ont jamais communiqué au gouvernement brésilien ni aux exportateurs le texte de la demande présentée par écrit, mettant ainsi les exportateurs dans l'impossibilité de préparer des arguments pour défendre leurs intérêts et d'élaborer une stratégie afin de réfuter les allégations formulées par le requérant dans la demande.

231. Au cours des consultations, le Brésil, dans sa communication du 5 décembre 2001 adressée à l'Argentine, a soumis des questions au sujet de l'enquête. En particulier, la question suivante, concernant l'article 6.1.3, a été soumise:

Question n° 25:

> **Veuillez expliquer pourquoi les autorités n'ont pas communiqué aux exportateurs connus et aux autorités brésiliennes, dès que l'enquête a été ouverte, le texte intégral de la demande présentée par écrit.**

> L'Argentine a répondu le 11 janvier 2002 en déclarant ce qui suit:
>
> "Par la note ex-SSCE n° 121 du 1er février 1999, notification de l'ouverture de l'enquête a été adressée au chef de la Mission commerciale brésilienne en Argentine, le Ministre conseiller Pedro Motta, pour lui demander sa coopération en vue de l'identification des producteurs/exportateurs intéressés et de la remise des

[90] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.102.
[91] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.102.

> questionnaires respectifs envoyés à cette fin par le département technique ("área técnica").
>
> Notification de l'ouverture de l'enquête a également été adressée au Sous-Secrétaire à l'intégration économique américaine, l'Ambassadeur Alfredo Morelli, sous couvert de la note ex-SSCE n° 122/99, et à l'ex-Sous-Secrétaire aux négociations économiques internationales, l'Ambassadeur Eduardo Sadous; les deux notifications ont été envoyées le 1er février 1999.
>
> Une fois que l'enquête a été ouverte, l'Argentine a mis à la disposition des parties intéressées, parmi lesquelles les exportateurs, les importateurs et les autorités du pays en question, les pièces de la procédure à l'origine de l'enquête en question. À tout moment, les parties intéressées avaient la possibilité de voir le dossier administratif et d'en obtenir copie, non seulement de la demande mais aussi de toutes les pièces de la procédure d'enquête." (non souligné dans l'original)

232. Comme l'indique la réponse communiquée par l'Argentine au cours des consultations, la demande a été "mise à la disposition" des parties intéressées une fois que l'enquête a été ouverte. Le Brésil croit comprendre que la réponse de l'Argentine selon laquelle l'Argentine "a mis la demande à disposition" ne satisfait pas à la prescription énoncée à l'article 6.1.3, qui exige que l'autorité chargée de l'enquête "communique" la demande.

233. L'article 6.1.3 fait obligation aux autorités "de communiquer" le texte intégral de la demande présentée par écrit. Dans ce contexte, le verbe "to provide" (communiquer) est un synonyme du verbe "to supply" (fournir).[92] Selon notre interprétation, l'Argentine était tenue de fournir au gouvernement brésilien et aux exportateurs le texte intégral de la demande présentée par écrit. La position de l'Argentine selon laquelle le verbe "communiquer" pourrait être interprété comme signifiant que les autorités argentines étaient uniquement tenues "de mettre à disposition", une fois que l'enquête a été ouverte, le texte intégral de la demande présentée par écrit est incorrecte. L'article 6.1.3 prend soin de faire la distinction entre l'obligation que les autorités chargées de l'enquête ont vis-à-vis des exportateurs et du Membre exportateur et l'obligation des autorités chargées de l'enquête vis-à-vis des autres parties intéressées. Dans le premier cas, l'autorité chargée de l'enquête doit "communiquer" activement au Membre exportateur et aux exportateurs concernés par l'enquête le texte intégral de la demande présentée par écrit. Dans le second cas, les autorités chargées de l'enquête doivent "met[tre]" "sur demande à la disposition" des autres parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit. Le Brésil estime que si la prescription imposée à l'autorité chargée de l'enquête devait être interprétée comme étant la même pour les exportateurs et/ou le Membre exportateur que pour les autres parties intéressées, il ne serait pas nécessaire d'employer des termes différents dans l'article 6.1.3.

234. De plus, et toujours sur la base de la réponse faite par l'Argentine au cours des consultations, même si le terme "communiquer" pouvait être interprété par le Groupe spécial comme étant un synonyme de "mettre à disposition", ce qui, en l'occurrence, n'est pas possible, la réponse de l'Argentine selon laquelle elle a adressé aux autorités brésiliennes, le 1er février 1999, notification de l'ouverture d'une enquête ne signifie pas que l'Argentine ait, à ce moment-là, mis "à disposition" le texte intégral de la demande présentée par écrit.

235. Même en admettant que la notification de l'ouverture de l'enquête ait contenu une formule indiquant que le texte intégral de la demande présentée par écrit était "à la disposition" de toutes les parties intéressées, la notification de l'ouverture de l'enquête a néanmoins eu lieu le 1er février 1999, 12 jours après que l'enquête avait été ouverte, et pas "dès" que l'enquête a été ouverte, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping.

---

[92] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1102.

236. Notre interprétation du "délai" défini à l'article 6.1.3 par l'expression "dès que" dérive de la conclusion formulée par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> "*(…) Ayant déterminé que le Guatemala a envoyé le texte intégral de la demande au plus tôt huit jours après l'ouverture de l'enquête, nous estimons qu'étant donné la nature de l'obligation qui est faite à l'article 6.1.3, l'envoi de la demande, ne serait-ce que huit jours après l'ouverture de l'enquête, ne permet pas de satisfaire à l'exigence voulant que cela soit fait "dès qu'une enquête a été ouverte"*".[93] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

237. Le Brésil croit comprendre que si le Groupe spécial, dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, a conclu que huit jours après l'ouverture de l'enquête n'étaient pas suffisants pour satisfaire à la prescription de l'article 6.1.3, en l'espèce, une période de 12 jours après l'engagement de la procédure devrait aussi être considérée comme ne permettant pas de satisfaire à la prescription de l'article 6.3.1 de l'Accord antidumping.

3. Articles 6.8, 6.10, 12.2.2 et Annexe II

238. Sept allégations découlent des faits ci-dessous et des prescriptions juridiques de l'Accord antidumping.

Allégation n° 15: L'Argentine a ignoré les réponses soumises par les exportateurs brésiliens au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil, et a appliqué l'ajustement de la valeur normale qui était présenté par le requérant dans la demande. L'application par l'Argentine de données de fait disponibles défavorables était incompatible avec l'article 6.8 et avec les paragraphes 3, 6 et 7 de l'Annexe II.

Allégation n° 16: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les renseignements communiqués par les exportateurs au sujet de la description du produit et d'utiliser à la place l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant.

Allégation n° 17: L'Argentine a ignoré toutes les données relatives au prix à l'exportation fournies par les exportateurs brésiliens et a utilisé les données relatives au prix à l'exportation communiquées par l'organisme argentin *Ganadería*. L'application par l'Argentine de données de fait disponibles défavorables était incompatible avec l'article 6.8 et avec les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II.

Allégation n° 18: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens et d'utiliser les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par l'organisme argentin Ganadería.

Allégation n° 19: L'Argentine a ignoré tous les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense et a utilisé les renseignements communiqués par le requérant. L'application par l'Argentine de données de fait disponibles défavorables était incompatible avec l'article 6.8 et avec les paragraphes 3, 5 et 7 de l'Annexe II.

Allégation n° 20: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer tous les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense, et d'utiliser les renseignements communiqués par le requérant.

---

[93] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.104.

Allégation n° 22: L'Argentine n'a pas établi de marges de dumping individuelles pour Frangosul et Catarinense, ainsi qu'il est prescrit à l'article 6.10.

a) Éléments factuels

Réponse des exportateurs brésiliens au questionnaire

239. Le 7 janvier 1998, la DCD a rendu une détermination concluant à l'ouverture de l'enquête antidumping concernant la viande de volaille en provenance du Brésil.[94] Dans cette détermination, la DCD a établi la valeur normale en se fondant sur les renseignements communiqués dans la demande et a procédé à un ajustement de la valeur normale comme il était proposé par le requérant, pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques du produit vendu à l'intérieur du Brésil et du produit vendu à l'Argentine.[95]

240. Le requérant a allégué qu'un ajustement de la valeur normale était justifié parce qu'au Brésil les volailles éviscérées étaient vendues avec les abats (cœur, estomac, cou et foie), et avec la tête et les pattes, et qu'en Argentine les volailles éviscérées étaient vendues sans la tête et les pattes.[96]

241. Le requérant a en outre allégué que pour comparer d'une manière équitable les prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil (valeur normale) et de la viande de volaille vendue en Argentine (prix à l'exportation), la DCD devrait ajouter 9,09 pour cent au prix de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil afin de compenser le fait que les volailles étaient vendues en Argentine sans la tête et les pattes et que les volailles étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes. L'ajustement de la valeur normale effectué par le requérant était fondé sur les prix publiés par la société brésilienne JOX le 30 juin 1997, pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, destinées au marché de gros de São Paulo.[97]

242. À l'annexe II de la section A du questionnaire relatif au dumping destiné aux producteurs/exportateurs, il était demandé aux exportateurs de fournir une description complète du produit, avec les spécifications techniques pour chaque modèle/type/code de la marchandise vendue sur le marché intérieur et de la marchandise exportée vers l'Argentine.[98] À la question 2 de la section B (ventes à l'Argentine) du questionnaire, il était demandé aux producteurs/exportateurs de préciser par modèle/type/code si la marchandise exportée vers l'Argentine était identique ou similaire à la marchandise vendue sur le marché intérieur. À la question 2, il était en outre demandé que, au cas où la marchandise n'était pas identique, le producteur/exportateur indique les différences techniques et précisent comment ces différences influençaient le prix à l'exportation.

Sadia

243. Le 20 avril 1999, Sadia a soumis sa réponse au questionnaire, en fournissant des renseignements relatifs aux ventes pour le marché intérieur et pour l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1998 et pour janvier et février 1999.[99] À l'annexe II de la section A du questionnaire, Sadia a décrit le produit comme étant des volailles entières, congelées et éviscérées, avec les abats.[100] Plus précisément, Sadia a décrit le produit destiné au marché intérieur comme suit: volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats, en cartons de 18 kg – d'un poids individuel de 1,750 à 2,750 kg; et le produit destiné à l'Argentine comme suit: volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats,

[94] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil.
[95] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 8, 9, 12 et 13.
[96] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 7 et 8.
[97] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil, pages 8 et 9.
[98] *Voir* les pièces n° 22, 23, 24 et 25 du Brésil.
[99] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil.
[100] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil.

en cartons de 18 kg – d'un poids individuel de 1,700 à 2,700 kg.[101] D'après la réponse de Sadia, il n'y avait pas de différence dans les caractéristiques physiques des produits vendus à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

244. Le 28 avril 1999, Sadia a soumis un complément de réponse au questionnaire.[102] Dans cette réponse, Sadia indiquait, dans les renseignements complémentaires concernant l'annexe V de la section A, que des volailles entières, congelées, éviscérées, sans les abats, avaient été vendues sur le marché intérieur mais pas à l'Argentine pendant la période allant de janvier 1996 à février 1999.[103] La DCD n'a jamais demandé de renseignements complémentaires spécifiques concernant la description du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil.

Avipal

245. Le 21 avril 1999, Avipal a soumis, avec la réponse au questionnaire, une disquette contenant des renseignements relatifs aux ventes pour le marché intérieur et pour l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1998 et pour janvier et février 1999.[104]

246. Le 7 mai 1999, Avipal a envoyé une copie papier des renseignements non confidentiels figurant dans la réponse au questionnaire.[105] À l'annexe II de la section A de cette réponse au questionnaire, Avipal décrivait le produit comme suit: volailles entières, congelées, éviscérées. Avipal a en outre réparti le produit en deux types: i) à rôtir (avec les abats), comprenant un emballage plastique avec le cou sans la tête, le gésier et le foie; et ii) à griller (sans les abats).[106] À l'annexe 5 de cette réponse, Avipal a signalé que les deux types de volaille – à rôtir et à griller – étaient vendus à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.[107] D'après la réponse d'Avipal, il n'y avait pas de différence dans les caractéristiques du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil. La DCD n'a jamais demandé de renseignements complémentaires spécifiques au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil.

Frangosul

247. Le 27 avril 1999, Frangosul a soumis la réponse au questionnaire en communiquant des renseignements relatifs aux ventes pour le marché intérieur et pour l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1998 et de janvier à mars 1999.[108] A l'annexe II de la section A du questionnaire, Frangosul décrivait le produit comme suit: volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats (du type "à rôtir"), et volailles entières, congelées, éviscérées, sans les abats (du type "à griller").[109] Des volailles aussi bien du type "à rôtir" que du type "à griller" étaient vendues à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

248. Le 19 août 1999, Frangosul a également joint à sa réponse une fiche sur le produit (en anglais et en espagnol), dans laquelle étaient décrits les types de marchandise produits et vendus.[110] D'après la description figurant sur la fiche, les volailles du type "à griller" étaient des volailles fraîches, congelées, à peau blanche ou jaune, entièrement éviscérées, sans la tête et sans les pattes, sans les abats; et les volailles du type à rôtir étaient des volailles fraîches, congelées, à peau blanche,

[101] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil.
[102] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil.
[103] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil.
[104] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[105] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[106] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[107] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[108] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil.
[109] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil.
[110] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.

entièrement éviscérées, sans la tête et sans les pattes, avec les abats.[111] De la réponse de Frangosul, il ressort que l'exportateur ne vendait pas de volailles avec la tête et les pattes et qu'il n'y avait pas de différence dans les caractéristiques physiques du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil. La DCD n'a jamais demandé de renseignements complémentaires spécifiques au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil.

Catarinense

249. Le 15 septembre 1999, la DCD a envoyé à Catarinense une lettre l'avisant de l'enquête et lui demandant de communiquer des réponses au questionnaire destiné aux producteurs/exportateurs.[112]

250. Le 20 octobre 1999, Catarinense a demandé une prorogation du délai imparti pour la communication de la réponse au questionnaire.[113] Le 3 novembre 1999, Catarinense a communiqué ses réponses au questionnaire.[114] À l'annexe II de la section A du questionnaire, Catarinense a décrit le produit comme suit: volailles entières, congelées, avec (pour le type "à rôtir") et sans les abats (pour le type "à griller").[115] Pour le marché d'exportation, les volailles du type "à rôtir" (avec les abats) comprennent le foie, le gésier et le cou. Pour le marché intérieur, les volailles du type "à rôtir" (avec les abats) comprennent le foie, le gésier et la partie inférieure des pattes (paws)[116], la tête et le cou. Les volailles du type "à griller" vendues à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil ne comprennent pas les abats.[117] Catarinense a signalé qu'elle vendait des volailles du type "à rôtir" et "à griller" sur le marché intérieur et que les volailles du type "à rôtir" vendues sur le marché intérieur comprenaient la tête mais pas les pattes.[118] La DCD n'a jamais demandé de renseignements complémentaires spécifiques au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

Détermination finale de l'existence d'un dumping

251. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[119]

Valeur normale

252. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a établi les valeurs normales non ajustées suivantes pour les exportateurs brésiliens: pour Sadia 0,852 dollar EU, pour Avipal 0,9988 dollar EU, et pour Frangosul et Catarinense la même valeur que celle appliquée à tous les autres exportateurs, soit 0,9519 dollar EU.[120] À ces valeurs constatées dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a appliqué un ajustement de 9,09 pour cent afin de calculer la valeur normale ajustée destinée à compenser la différence alléguée, selon laquelle les volailles sont vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes et à l'Argentine sans la tête et les pattes.[121] La DCD a appliqué le calcul de l'ajustement tel qu'il était proposé par le requérant dans la demande, calcul qui n'était pas étayé par des éléments de preuve pertinents et qui ne tenait pas compte des réponses des exportateurs.

---

[111] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[112] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.
[113] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 38.
[114] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil.
[115] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil.
[116] Le terme anglais "paw" ne désigne pas la même chose que le terme anglais "feet" (patte). En espagnol, le terme "paw" correspond à "garra" et le terme "feet" à "pata". Le terme "paw" désigne l'extrémité inférieure de la patte d'une volaille, pas la "patte" proprement dite. *Voir* la pièce n° 34 du Brésil.
[117] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil.
[118] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil.
[119] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[120] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 55, 63 et 65.
[121] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 55, 63, 65, 67 et 69.

Prix à l'exportation

253. La DCD a établi le prix à l'exportation en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations fournis par l'organisme argentin *Ganadería* et a ignoré toutes les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens.[122]

i) Allégation n° 15: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.8 et de l'Annexe II

254. L'article 6.8 de l'Accord antidumping régit l'utilisation des "données de fait disponibles" par l'autorité chargée de l'enquête dans une enquête antidumping. Il permet aux autorités chargées de l'enquête de recourir, dans des circonstances spécifiques, aux données de fait disponibles. L'article 6.8 dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

L'Annexe II énonce les conditions et considérations supplémentaires pertinentes à prendre en compte pour l'application des données de fait disponibles dans une affaire particulière.

La partie pertinente du paragraphe 3 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés d'une manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandé par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. (…)"

Le paragraphe 6 de l'Annexe II prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'informer immédiatement la partie ayant communiqué des renseignements des raisons pour lesquelles les éléments de preuve ou les renseignements en question n'ont pas été acceptés. Le paragraphe 6 dispose ce qui suit:

> "Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications supplémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées."

Le paragraphe 7 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur

[122] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 76, 77 et 104.

> disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 15

255. Les conditions à observer, en vertu de l'article 6.8, pour l'application des "données de fait disponibles" sont claires. Dans les cas où une partie intéressée: i) "refusera de donner accès aux" renseignements nécessaires dans un délai raisonnable; ii) "ou ne communiquera pas" les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable; ou iii) "entravera le déroulement de l'enquête de façon notable", l'autorité chargée de l'enquête pourra établir des déterminations sur la base des données de fait disponibles.

256. Comme le montrent les données de fait qui ont trait aux présentes allégations, les exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul ont indiqué que la viande de volaille vendue à l'Argentine était identique à la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. L'exportateur brésilien Catarinense a indiqué qu'en ce qui concerne les deux types de volailles vendus ("à rôtir" et "à griller"), il y avait une différence entre les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine et celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil. Les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine ne comprenaient pas la tête et les pattes, tandis que les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête mais pas les pattes.

257. Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense n'ont pas refusé de donner accès à ces renseignements ou de les mettre à disposition dans un délai raisonnable, et ces exportateurs n'ont pas non plus entravé le déroulement de l'enquête de façon notable. Ces réponses ont été communiquées en tant que réponses au questionnaire de la DCD relatif au dumping et soumises dans un délai raisonnable aux fins d'évaluation par l'autorité chargée de l'enquête.

258. La DCD n'a pas tenu compte de ces réponses et a appliqué le calcul de l'ajustement de la valeur normale quand bien même, d'après les réponses des exportateurs, cet ajustement n'était pas justifié.

259. En particulier, le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que tous les renseignements qui sont vérifiables, présentés d'une manière appropriée et communiqués en temps utile devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations.

260. En l'espèce, les renseignements relatifs à la description du produit présentés par les exportateurs d'une manière appropriée, et en temps utile, n'ont pas été pris en compte dans la détermination finale.

261. En ce qui ce qui concerne l'application des données de fait disponibles et le paragraphe 3 de l'Annexe II, le Brésil fait sien le raisonnement formulé par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, selon lequel:

> "*(...) L'Accord antidumping établit que les données de fait disponibles peuvent être utilisées si les renseignements nécessaires ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable. Ce qu'est un "délai raisonnable" ne correspondra pas, dans tous les cas, aux délais préétablis indiqués dans la réglementation générale. Nous reconnaissons que, pour une bonne administration, les autorités chargées de l'enquête doivent effectivement fixer de tels délais. Toutefois, le strict respect des*

> *délais ne suffit pas dans tous les cas pour pouvoir conclure que les renseignements n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable et que, par conséquent, les données de fait disponibles peuvent être appliquées.*
>
> *À cet égard, nous prenons note du paragraphe 3 de l'Annexe II, dont la partie pertinente dispose ce qui suit: "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés d'une manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile, (...) devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations." En particulier lorsque les renseignements sont bien communiqués à temps pour être vérifiés, et qu'ils pourraient effectivement être vérifiés, nous considérons qu'ils devraient être généralement acceptés, à moins que cela n'empêche l'autorité chargée de l'enquête d'achever l'enquête dans les délais établis par l'Accord. Cela pourrait être le cas, par exemple, si l'intégralité de la réponse à un questionnaire était communiquée juste avant le moment prévu pour la vérification. Toutefois, en l'espèce, il semble clair que les renseignements auraient pu être vérifiés et utilisés, alors qu'ils ont été rejetés au motif qu'ils n'avaient pas été présentés en temps utile. Un des principaux éléments régissant les enquêtes antidumping qui est présent dans l'ensemble de l'Accord antidumping est l'objectif consistant à assurer une prise de décisions objective sur la base des faits. L'article 6.8 et l'Annexe II favorisent la réalisation de cet objectif en assurant que, même si l'autorité chargée de l'enquête n'est pas en mesure d'obtenir les "meilleurs" renseignements sur lesquels fonder sa décision, elle va tout de même fonder sa décision sur des données de fait, même s'il s'agit de "deuxièmes meilleures" données de fait. Cette situation ne justifie cependant pas un refus d'examiner des renseignements simplement parce qu'ils ont été communiqués en dehors d'un délai prédéterminé, s'ils sont communiqués dans un délai qui est raisonnable compte tenu des circonstances – c'est-à-dire un délai qui permet de vérifier les renseignements et de les utiliser lors de la détermination, compte dûment tenu des délais prévus dans l'Accord antidumping pour l'achèvement de l'enquête et du laps de temps dont l'autorité chargée de l'enquête a besoin pour ce faire. Nous jugeons important, en l'espèce, que les renseignements qui ont été communiqués après l'expiration du délai, mais avant la vérification, n'étaient pas des renseignements nouveaux concernant des questions telles que les prix, les coûts ou les ajustements qui n'avaient jamais été fournis auparavant et qui auraient demandé une vérification approfondie. (…)*"[123] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

262. En l'espèce, Sadia, Avipal et Frangosul ont indiqué qu'il n'y avait pas de différence dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et de celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil. Plus précisément, ces réponses ont été communiquées en avril 1999, plus d'un an avant que la DCD ne rende, le 23 juin 2000, sa détermination positive finale de l'existence d'un dumping. Les renseignements fournis par les exportateurs auraient pu être vérifiés et utilisés, puisqu'ils avaient été présentés dans un délai raisonnable qui donnait à l'autorité chargée de l'enquête la possibilité de le faire.

263. Catarinense a signalé le 3 novembre 1999 la différence existant entre les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine et celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil, donc sept mois environ

---

[123] *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, 28 février 2001, WT/DS184/R, paragraphes 7.54 et 7.55 ("*États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*"). L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping dans leur application des données de fait disponibles. *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, 24 juillet 2001, WT/DS184/AB/R, paragraphe 240 (adopté le 23 août 2001) ("*AB - États-Unis - produits en acier laminés à chaud*").

avant la détermination positive finale de l'existence d'un dumping. Le Brésil rappelle que Catarinense n'a été avisée de l'enquête que le 15 septembre 1999, huit mois après l'ouverture de l'enquête.

264. En ce qui concerne la réponse de Catarinense, le Brésil fait observer que l'exportateur a indiqué qu'il vendait à la fois des volailles du type "à griller" (sans les abats) et du type "à rôtir" (avec les abats) à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil. Cependant, la DCD a choisi d'appliquer l'ajustement de la valeur normale à la totalité des ventes de viande de volaille effectuées à l'intérieur du Brésil, quand bien même certaines de ces ventes ne justifiaient pas l'application d'un ajustement, vu qu'il s'agissait de ventes de volailles du type "à griller", c'est-à-dire de volailles vendues sans la tête et les pattes.

265. En outre, l'ajustement de la valeur normale effectué par la DCD tenait compte d'un taux de rendement des volailles éviscérées fondé sur l'allégation selon laquelle les volailles étaient vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes. D'après les renseignements fournis par Catarinense, les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête mais ne comprenaient pas les pattes. Par conséquent, le taux de rendement proposé dans le calcul de l'ajustement présenté par le requérant pour la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était incompatible avec le taux de rendement de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil par Catarinense. Dans le cas de Catarinense, la DCD aurait dû tenir compte de ces faits dans l'établissement d'un ajustement de la valeur normale pour procéder à une comparaison équitable.

266. La DCD n'a pas demandé aux exportateurs d'autres renseignements spécifiques sur les différences alléguées dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et de celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil. La DCD a simplement rejeté les renseignements fournis par les exportateurs et a utilisé l'ajustement proposé dans la demande par le requérant.

267. À cet égard, le Brésil se réfère à l'analyse faite par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* au sujet de l'interprétation de l'article 6.8 de l'Accord antidumping:

> "(…) Nous estimons que le fait de ne pas coopérer n'entrave pas nécessairement le déroulement d'une enquête de façon notable, puisque à nos yeux l'Accord antidumping n'exige pas des parties intéressées qu'elles coopèrent à tout prix. Bien que le refus de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête ne soit pas sans conséquence pour les parties intéressées (compte tenu de l'article 6.8), il ne peut avoir de conséquence à notre avis que si les autorités chargées de l'enquête ont elles-mêmes agi de manière raisonnable, objective et impartiale (…)."[124]

268. Le Brésil estime qu'en l'espèce la DCD n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale. La DCD avait accès aux renseignements communiqués par les exportateurs en ce qui concerne la description du produit bien avant que la détermination finale ne doit établie. Si la DCD avait des questions au sujet des renseignements fournis par les exportateurs, elle aurait dû les leur poser au cours de l'enquête, mais elle ne l'a pas fait. Les exportateurs n'ont pas refusé ou n'ont pas manqué à l'obligation de communiquer les renseignements nécessaires pour permettre à la DCD d'examiner si un ajustement de la valeur normale était justifié. La DCD a simplement ignoré les renseignements communiqués par les exportateurs et n'en a pas tenu compte.

269. Aux termes du paragraphe 6 de l'Annexe II, si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, l'autorité chargée de l'enquête doit indiquer les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été acceptés et devrait donner à la partie concernée l'occasion de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable. Si les explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements communiqués devraient être indiquées dans une détermination publiée.

---

[124] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.251.

270. Tel n'a pas été le cas pour Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense. La DCD n'a jamais demandé des renseignements spécifiques sur la description du produit – la viande de volaille – vendu à l'intérieur du Brésil et à l'Argentine. Si la DCD avait eu, au sujet des renseignements communiqués par ces exportateurs, des questions ou des doutes qui en auraient justifié le rejet, elle aurait dû demander des éclaircissements sur ce point et ménager aux exportateurs la possibilité de fournir des explications au cours de l'enquête. La DCD ne l'a pas fait.

271. Étant donné que Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense ont fourni les renseignements requis pour permettre à la DCD de conclure qu'il n'était pas nécessaire d'ajuster la valeur normale dans le cas de ces exportateurs, la DCD ne devait pas fonder sa constatation relative à la valeur normale sur les faits disponibles, qui étaient en l'espèce les renseignements fournis par le requérant dans la demande.

272. Même si la DCD avait dû fonder sa constatation relative à la valeur normale sur des renseignements de source secondaire, ce qui n'est pas le cas, le paragraphe 7 de l'Annexe II donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête de le faire avec une circonspection particulière.

273. Le Brésil affirme que la DCD n'a pas établi sa constatation selon laquelle la valeur normale justifiait un ajustement avec une circonspection particulière ou sur la base d'un examen approfondi des renseignements fournis dans la demande. Si elle l'avait fait, la DCD aurait demandé des renseignements et des éclaircissements additionnels au sujet du type et des caractéristiques physiques du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil et aurait vérifié les renseignements fournis dans la demande à l'aide de renseignements provenant d'autres sources indépendantes. La DCD n'a jamais soulevé la question au cours de l'enquête.

ii) Allégation n° 16: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

274. L'article 12 définit le contenu des avis au public émis au cours d'une enquête antidumping. Ses dispositions pertinentes sont les suivantes:

> "12.2 Il sera donné avis au public de toute détermination préliminaire ou finale, qu'elle soit positive ou négative, de toute décision d'accepter un engagement en conformité avec l'article 8, de l'expiration de cet engagement, et de la suppression d'un droit antidumping définitif. L'avis exposera de façon suffisamment détaillée, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct exposant de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête. Tous les avis et rapports de ce genre seront communiqués au Membre ou aux Membres dont les produits font l'objet de la détermination ou de l'engagement et aux autres parties intéressées réputées avoir un intérêt en la matière.
>
> 12.2.1 Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:
>
> i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;
>
> ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;

iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;

iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;

v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 16

275. La question soumise au Groupe spécial est de savoir si la détermination finale comporte un raisonnement suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, expliquant pourquoi la DCD n'a pas utilisé les renseignements de Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense relatifs à la description des produits vendus à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

276. Les réponses au questionnaire communiquées par Sadia, Avipal et Frangosul n'indiquaient aucune différence entre la viande de volaille vendue à l'Argentine et celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil. L'exportateur brésilien Catarinense a signalé que, en ce qui concerne les deux types de volailles vendus (à rôtir et à griller), il y avait une différence entre les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine et celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil. Les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine ne comportaient pas la tête et les pattes, tandis que les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil comportaient la tête mais pas les pattes.

277. Au cours de l'enquête, la DCD n'a pas demandé d'autres renseignements spécifiques au sujet des caractéristiques physiques du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil et n'a pas non plus demandé si de telles différences affectaient la comparabilité des prix de la viande de volaille vendue sur ces deux marchés.

278. Dans la détermination finale, la DCD a appliqué le calcul de l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant dans la demande, sans fournir d'explications quant aux raisons pour lesquelles les renseignements présentés par les exportateurs sur la description du produit vendu à l'Argentine et du produit à l'intérieur du Brésil n'étaient pas acceptés et qu'il n'en était donc pas tenu compte.

279. Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif, l'article 12.2.2 exige qu'un avis au public de clôture d'enquête contienne tous les renseignements pertinents, ou indique qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales. Doivent être incluses en tant que renseignements pertinents les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix d'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2.

280. D'après la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a ajusté la valeur normale de manière à tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques des produits vendus à l'Argentine et de ceux qui sont vendus à l'intérieur du Brésil. La DCD n'a pas fourni d'explication des raisons pour lesquelles elle n'a pas tenu compte des renseignements communiqués par les exportateurs au sujet de la description du produit, qui indiquaient qu'aucun ajustement de la valeur normale n'était nécessaire pour procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. La DCD a simplement appliqué le calcul de l'ajustement de la valeur normale tel qu'il était proposé par le requérant dans la demande.

281. En ne communiquant pas ces renseignements, l'Argentine a commis une violation *prima facie* de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

iii) Allégation n° 17: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.8

282. L'article 6.8 dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

Les dispositions pertinentes de l'Annexe II sont reproduites ci-dessous.

La partie pertinente du paragraphe 3 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. (...)"

Le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 17

283. Dans la détermination finale, la DCD a établi le prix à l'exportation pour tous les exportateurs brésiliens en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations fournis par l'organisme argentin *Ganadería*.

284. Sadia a communiqué des renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à février 1999.[125] Avipal a fourni des renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à mars 1999.[126] Frangosul a fourni des renseignements sur le prix à l'exportation pour

[125] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil et pièce n° 15 du Brésil, pages 18 et 43.
[126] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil et pièce n° 15 du Brésil, pages 22 et 45.

diverses transactions de vente à l'exportation de viande de volaille à l'Argentine réalisées de janvier 1996 à mars 1999, avec les factures respectives.[127] Catarinense a fourni des renseignements sur le prix à l'exportation pour diverses transactions de vente de viande de volaille à l'Argentine effectuées de janvier 1998 à janvier 1999, avec les factures respectives.[128]

285. Comme indiqué plus haut, l'article 6.8 limite l'utilisation des données de fait disponibles aux circonstances suivantes: i) les cas où une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou ii) les cas où une partie intéressée entrave le déroulement de l'enquête de façon notable.

286. En l'espèce, les exportateurs n'ont ni refusé ni omis de fournir dans un délai raisonnable les renseignements relatifs au prix à l'exportation. Frangosul et Catarinense ont même fourni les renseignements relatifs au prix à l'exportation pour diverses transactions à l'exportation vers l'Argentine en joignant les factures respectives.

287. Le paragraphe 3 de l'Annexe II fait obligation aux autorités de tenir compte, lors de l'établissement des déterminations, de tous les renseignements qui sont vérifiables ou présentés d'une manière appropriée. Plus important encore, le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose expressément que même si les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards, cela ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.

288. À cet égard, Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense ont fourni des renseignements au mieux de leurs possibilités et n'ont jamais refusé de coopérer avec la DCD. En outre, le Groupe spécial devrait tenir compte du fait que la DCD n'a déterminé la période couverte par l'enquête que neuf mois après que l'enquête eut été ouverte. Pendant ces neuf mois, Sadia, Avipal, et Frangosul ont communiqué des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation sans se limiter à la période couverte par l'enquête[129], qui a été ensuite définie comme étant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[130] Initialement, la DCD n'avait pas établi la période couverte par l'enquête antidumping et les exportateurs ont dû présenter des renseignements sur les prix à l'exportation et la valeur normale pour 1996, 1997, 1998 et les mois de 1999 pour lesquels des données étaient disponibles.[131]

289. Les exportateurs n'ont jamais refusé de communiquer ces renseignements, même si la charge qui en résultait était excessive. Compte tenu de cette considération, les réponses n'ont peut-être pas été présentées exactement sous la forme ou avec le contenu attendus, ou souhaités, par la DCD, mais elles ont été néanmoins présentées. À cet égard, le Brésil rappelle que le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose que le simple fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités.

290. En ignorant complètement tous les renseignements fournis par les exportateurs au sujet du prix à l'exportation et en utilisant à la place les renseignements provenant de la *Ganadería*, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et avec les paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

---

[127] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil et pièce n° 15 du Brésil, pages 29 et 49.
[128] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil et pièce n° 15 du Brésil, pages 38 et 39.
[129] *Voir* les pièces n° 22, 23 et 24 du Brésil.
[130] *Voir* les pièces n° 13 et 26 du Brésil.
[131] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 18, 22 et 29.

iv) Allégation n° 18: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

291. L'article 12.2.2 indique quels renseignements doivent être inclus dans l'avis au public de clôture d'enquête dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif. La partie pertinente de l'article dispose ce qui suit:

> "12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 18

292. La question soumise au Groupe de travail est de savoir s'il était présenté dans la détermination finale un raisonnement suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping concernant les raisons pour lesquelles la DCD n'a pas utilisé les renseignements relatifs au prix à l'exportation fournis par Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense.

293. Dans la détermination finale, la DCD a établi le prix à l'exportation pour tous les exportateurs brésiliens en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations fournis par l'organisme argentin *Ganadería* et a ignoré le prix à l'exportation indiqué par Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense.

294. La DCD a limité son explication de l'utilisation des renseignements relatifs au prix à l'exportation en déclarant que:

> "À ce stade de la procédure et se fondant sur la source de renseignements la plus complète et la plus détaillée, la DCD considère qu'il est approprié d'utiliser la valeur des exportations, sur une base f.a.b., obtenue de la Dirección de Ganadería, Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentación, telle qu'elle était indiquée pour chaque société (…)."[132]

295. Il n'a pas été fourni de plus ample explication sur les raisons pour lesquelles les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par les exportateurs n'ont pas été acceptés.

296. L'article 12.2.2 exige expressément que l'avis ou le rapport contienne les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des allégations ou arguments pertinents présentés par les exportateurs et les importateurs. Parmi les renseignements pertinents décrits à l'article 12.2.1, il y a les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale.

---

[132] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 76.

297. Contrairement à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, aucune explication n'a été fournie au sujet des raisons pour lesquelles la DCD n'a pas établi le prix à l'exportation en se fondant sur les renseignements communiqués par les exportateurs.

v) Allégation n° 19: Incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.8

298. L'article 6.8 dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe."

Le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés d'une manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. (…)"

Le paragraphe 5 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités."

Le paragraphe 7 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 19

299. Conformément aux données factuelles relatives aux présentes allégations, Frangosul a communiqué les réponses au questionnaire, y compris des données relatives à la valeur normale, le 27 avril 1999. Le 19 août 1999, Frangosul a fourni des explications indiquant que le volume considérable des ventes sur le marché intérieur ne lui permettait pas de fournir un exemplaire de facture pour chaque transaction. Frangosul, dans cette réponse, invitait la DCD à vérifier sur place ou à choisir un échantillon de transactions, pour permettre à Frangosul de fournir des exemplaires des

factures des transactions retenues.[133] Le 12 octobre 1999, la DCD a envoyé à Frangosul une lettre dans laquelle elle réclamait une nouvelle liste de factures pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, afin de permettre à la DCD de choisir un échantillon des transactions pour lesquelles elle souhaitait obtenir une documentation.[134] Le 30 décembre 1999, Frangosul a présenté la liste des factures sur disquette.[135] Le 5 janvier 2000, la DCD a envoyé à Frangosul une lettre lui faisant savoir que l'étape de la procédure consacrée à la présentation des éléments de preuve était achevée.[136] La DCD n'a jamais sélectionné les transactions pour lesquelles elle souhaitait que Frangosul lui fournisse des exemplaires des factures.

300. En ce qui concerne les réponses communiquées par Catarinense, le Brésil rappelle que l'exportateur a été avisé de l'enquête par la DCD le 15 septembre 1999, huit mois après l'ouverture de l'enquête. Le 20 octobre 1999, Catarinense a demandé une prorogation du délai prévu pour la communication de la réponse au questionnaire. Le 3 novembre 1999, Catarinense a communiqué la réponse au questionnaire, avec une liste des transactions sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999. Le 8 novembre 1999, la DCD a envoyé à Catarinense une lettre accordant la prorogation du délai jusqu'au 8 novembre 1999.[137] Le Brésil fait observer que la DCD a envoyé la lettre accordant cette prorogation à Catarinense le jour même où le délai accordé venait à expiration. Après cette date, la DCD n'a pas demandé d'autres renseignements à Catarinense.

301. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination finale de l'existence d'un dumping sans tenir compte des renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense au cours de l'enquête et n'a donc pas établi de valeur normale pour ces deux exportateurs. À la place, la DCD a appliqué à Frangosul et à Catarinense la valeur normale assignée à tous les autres exportateurs sur la base des renseignements fournis par le requérant le 26 juillet 1999.[138] Le requérant a présenté une feuille de calcul où figurait un calcul actualisé de la valeur normale pour la période allant de 1998 à 1999 sur la base des prix publiés par la JOX. Le calcul du requérant utilisait les prix constatés à trois dates de référence pour chaque mois de la période allant de janvier 1998 à janvier 1999. Les prix se rapportaient aux volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo.

302. L'article 6.8 de l'Accord antidumping limite les cas où l'utilisation des données de fait disponibles est autorisée. Il en est ainsi lorsqu'une partie intéressée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. Tout au long de l'enquête, Frangosul et Catarinense ont coopéré avec la DCD en fournissant les renseignements demandés.

303. Si la DCD estimait que les renseignements relatifs à la valeur normale n'avaient pas été présentés dans les délais établis par l'autorité et n'avaient donc pas été présentés dans un délai raisonnable, le Brésil rappelle qu'"un délai raisonnable" ne correspondra pas, dans tous les cas, aux délais préétablis définis dans la réglementation générale, surtout si l'autorité chargée de l'enquête n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale.

304. À cet égard, le Brésil rappelle que Frangosul s'est vu imposer une charge excessive du fait qu'elle a présenté des données relatives au dumping allant de 1996 à 1999, période qui se situe en dehors de la période couverte par l'enquête qui allait de janvier 1998 à janvier 1999. En ce qui concerne la réponse de Catarinense, l'exportateur a présenté les renseignements demandés par la DCD, quand bien même il a été avisé de l'enquête huit mois après que celle-ci eut été ouverte. Toutes

[133] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[134] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[135] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[136] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[137] *Voir* la pièce n° 27 du Brésil.
[138] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 55 et 104.

ces actions de l'autorité chargée de l'enquête indiquent que la DCD n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale.

305. En outre, dans le cas de Frangosul, l'exportateur a invité la DCD à vérifier les renseignements fournis dans sa réponse.

306. Le paragraphe 3 de l'Annexe II dispose que tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés d'une manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, et qui sont communiqués en temps utile, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations. Le fait que Frangosul a présenté des renseignements relatifs à la valeur normale en temps voulu pour pouvoir être vérifiés, et que ces renseignements pouvaient être effectivement vérifiés, montre que la DCD aurait dû prendre en considération et accepter les renseignements relatifs à la valeur normale.

307. Le paragraphe 5 de l'Annexe II rend également les autorités attentives au fait que les renseignements fournis ne seront peut-être pas toujours idéalement les meilleurs à tous égards et que cela ne devrait pas être un motif de les ignorer si la partie intéressée a agi au mieux de ses possibilités.

308. Dernière remarque, la DCD ne devait pas fonder sa constatation relative à la valeur normale pour Frangosul et Catarinense sur les renseignements présentés par le requérant, puisqu'elle avait à sa disposition les renseignements fournis par Frangosul et Catarinense. La valeur normale présentée par le requérant pour tous les autres exportateurs a été établie sur la base des prix publiés par la JOX pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo. D'après les réponses de Frangosul et Catarinense, la valeur normale indiquée concernait les volailles congelées, sans la tête et les pattes.[139] Incontestablement, la valeur normale communiquée par les deux exportateurs était plus exacte que la valeur normale communiquée par le requérant.

309. En ce sens, le paragraphe 7 de l'Annexe II donne pour instruction à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser les renseignements de source secondaire, y compris les renseignements qui ont trait à la valeur normale, avec une circonspection particulière.

310. Quand bien même Frangosul et Catarinense avaient communiqué des renseignements relatifs à la valeur normale d'une manière appropriée, la DCD a décidé d'utiliser les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par le requérant, qui reposaient sur le prix de la viande de volaille présentant des caractéristiques différentes de celles qui étaient indiquées par les deux exportateurs. À cet égard, le Brésil estime que la DCD n'a pas fait preuve d'une circonspection particulière quand elle a décidé d'utiliser la valeur normale provenant d'une source secondaire.

vi) Allégation n° 20: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

311. L'article 12.2.2 dispose ce qui suit:

> "12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de

[139] *Voir* les pièces n° 24 et 25 du Brésil. Nous faisons remarquer que l'exportateur brésilien Catarinense a indiqué que les volailles du type "à rôtir" vendues sur le marché intérieur (Brésil) comprenaient la tête mais pas les pattes.

> l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 20

312. La question soumise au Groupe spécial est de savoir s'il a été présenté dans la détermination finale un raisonnement suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les raisons pour lesquelles la DCD n'a pas utilisé les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense.

313. Dans la détermination finale, la DCD n'a pas établi la valeur normale pour Frangosul et Catarinense. En fait, la DCD n'a pas établi de marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs, quand bien même ils avaient fourni des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation.

314. La seule explication fournie par la DCD au sujet des raisons pour lesquelles elle n'a pas utilisé les renseignements communiqués par Frangosul et Catarinense était que l'autorité ne comptait pas sur des renseignements supplémentaires ou des pièces justificatives suffisantes qui lui permettraient de rendre une détermination finale établissant une marge de dumping individuelle.[140]

315. Il n'a pas été fourni d'autre explication au sujet des raisons pour lesquelles les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par les exportateurs n'ont pas été acceptés.

316. L'article 12.2.2 prescrit expressément que l'avis ou le rapport contienne les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, et indique également les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents présentés par les exportateurs et les importateurs. Parmi les renseignements pertinents décrits à l'article 12.2.1, figurent les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale.

317. Contrairement à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, aucune explication n'a été fournie quant aux raisons pour lesquelles aucun des renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense n'a été utilisé pour établir la valeur normale.

vii) Allégation n° 22: Incompatibilité avec l'article 6.10 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.10

318. L'article 6.10 dispose ce qui suit:

> "En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter."

[140] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 76.

Argument juridique relatif à l'allégation n° 22

319. Comme le démontrent les faits relatifs à ces allégations, Frangosul et Catarinense étaient des producteurs/exportateurs connus du produit faisant l'objet de l'enquête. Frangosul et Catarinense ont toutes deux communiqué les renseignements demandés sur la valeur normale et le prix à l'exportation, renseignements que la DCD a ignorés sans explication. À la place, la DCD a décidé d'appliquer les données de fait disponibles et a utilisé les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par le requérant et les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par l'organisme argentin SENASA[141], afin d'établir la marge de dumping pour tous les autres exportateurs. La marge de dumping appliquée à tous les autres exportateurs a été appliquée à Frangosul et Catarinense, quand bien même ces exportateurs ont communiqué de façon appropriée, dans un délai raisonnable, les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation demandées par la DCD. Compte tenu de ces faits, la DCD a été invitée à déterminer une marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense.

320. La première phrase de l'article 6.10 énonce une règle générale établissant que les autorités doivent déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur ou producteur connu du produit visé par l'enquête.

321. La deuxième phrase de l'article 6.10 de l'Accord antidumping permet à l'autorité chargée de l'enquête de s'écarter de la règle générale dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés est si important que l'établissement d'une telle détermination est irréalisable, les autorités chargées de l'enquête pouvant alors "limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons (…), soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter".

322. Le Brésil indique que la deuxième phrase de l'article 6.10 de l'Accord antidumping, qui est l'exception à la règle énoncée dans la première partie de l'article, n'est applicable que lorsque le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés dans une enquête est si important que la détermination d'une marge individuelle est irréalisable.

323. Le Brésil affirme que tel n'était pas le cas en l'espèce. L'argument selon lequel le nombre de producteurs et d'exportateurs brésiliens connus de viande de volaille concernés par l'enquête était si important que l'établissement d'une détermination définissant une marge de dumping individuelle était irréalisable n'a jamais été soulevé par la DCD au cours de l'enquête. À cet égard, le paragraphe 1 de l'article 6.10 dispose qu'un tel choix "sera fait de préférence en consultation avec les exportateurs, producteurs, ou importateurs concernés et avec leur consentement". À aucun moment au cours de l'enquête, la DCD n'a indiqué aux producteurs/exportateurs brésiliens concernés qu'elle allait procéder à un choix parmi les exportateurs conformément à l'article 6.10, pas plus qu'elle ne les a consultés ou ne leur a demandé leur consentement à ce sujet. En fait, la DCD a envoyé les questionnaires relatifs au dumping pour que Frangosul et Catarinense y répondent, ce qui indique clairement que l'autorité chargée de l'enquête avait l'intention d'examiner les renseignements fournis par ces deux exportateurs.

324. De plus, la DCD n'a fourni aucune explication, ni dans la détermination finale ni dans aucun autre document figurant dans le dossier de l'enquête, sur les raisons pour lesquelles, en l'espèce, il n'était pas possible de déterminer une marge individuelle pour Frangosul et Catarinense. La DCD n'a pas communiqué d'évaluation des faits figurant dans le dossier qui aurait pu servir de base pour une telle conclusion, ce qui montre que la DCD n'a pas procédé à une évaluation objective et impartiale des faits que le Groupe spécial est appelé à examiner, conformément au critère d'examen applicable en matière de dumping.

[141] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 104.

325. En ne déterminant pas de marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense et en appliquant à la place le taux établi pour tous les autres exportateurs, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec la règle générale énoncée à l'article 6.10 de l'Accord.

4. Article 6.9

326. **Allégation n° 21:** L'Argentine n'a pas informé les exportateurs brésiliens des faits essentiels examinés, qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, empêchant ainsi les exportateurs brésiliens de défendre d'une manière adéquate leurs intérêts, contrairement à la prescription de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

a) Éléments factuels

327. Le 4 janvier 2000, la DCD a remis le mémorandum intitulé *Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa Probatoria*, rapport établi avant la clôture de la période de l'enquête antidumping consacrée à la présentation des éléments de preuve.[142] Au paragraphe VIII de ce rapport, la DCD présentait une analyse technique des renseignements recueillis au cours de l'enquête antidumping, y compris des éléments pris en compte pour la détermination de la valeur normale et ceux qui étaient pris en compte pour la définition du prix à l'exportation.[143] Il s'agissait dans tous les cas de faits examinés qui seraient utilisés pour constituer la base de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.

Valeur normale

Sadia

328. Dans le rapport établi avant la détermination finale, la DCD a dit que Sadia avait fourni le 26 août 1999 des listes des factures émises de 1996 à février 1999 et copie d'une facture avec la traduction correspondante.[144] En raison du nombre considérable de factures à examiner et pour lesquelles des pièces justificatives devraient être fournies, la DCD a établi un échantillon statistique pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[145] D'après la DCD, l'échantillon était constitué selon une approche aléatoire et englobait 372 transactions.[146] La DCD a ensuite demandé des pièces justificatives pour l'échantillon qu'elle avait constitué. Jusqu'à ce moment-là, d'après le rapport, Sadia n'avait pas présenté la documentation correspondante.[147]

329. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[148] Dans la détermination, la DCD disait que Sadia avait présenté le 13 janvier 2000 une partie des pièces justificatives demandées par la DCD (268 factures).[149] La DCD a calculé la valeur normale pour Sadia en se fondant sur l'échantillon qu'elle avait sélectionné, et pour lequel Sadia avait présenté des pièces justificatives.[150]

Avipal

330. Le rapport établi avant la détermination finale indiquait que, le 12 août 1999, Avipal avait expliqué qu'en raison du grand nombre de factures (environ 545 factures par jour et 196 200 factures

[142] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[143] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 50.
[144] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, pages 60 et 61.
[145] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 61.
[146] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 61.
[147] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 61.
[148] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[149] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.
[150] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 63.

par an) il ne serait pas possible d'envoyer des copies de toutes les factures.[151] Le 1er septembre 1999, Avipal a soumis des exemplaires de la traduction des formulaires des factures.[152] Le 21 décembre 1999, Avipal a présenté une disquette avec la liste des factures en y joignant des feuilles de calcul où étaient indiquées les déductions à appliquer à la liste communiquée.[153] La DCD a précisé que, jusqu'à ce moment-là, les renseignements mentionnés n'avaient pas encore été examinés.[154]

331. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[155] Dans la détermination, la DCD a expliqué qu'elle avait procédé, au vu des renseignements fournis par Avipal le 12 août 1999, à un calcul fondé sur les transactions pour lesquelles Avipal avait communiqué copie des factures (25 factures).[156] La DCD a en outre déclaré que les renseignements présentés le 21 décembre 1999 n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives et qu'elle n'effectuait que les déductions qu'elle était en mesure de corroborer.[157] La DCD a calculé la valeur normale pour Avipal sur la seule base des renseignements concernant les transactions pour lesquelles Avipal avait communiqué copie des factures.[158]

Frangosul

332. Chose curieuse, le rapport remis par la DCD avant la détermination finale ne faisait pas référence aux renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul tout au long de l'enquête.[159] À cet égard, il est important de noter que Frangosul a invité la DCD à vérifier sur place ou à sélectionner un échantillon des transactions de manière à permettre à Frangosul de communiquer les factures correspondantes.[160] Le 30 décembre 1999, Frangosul a présenté sur disquette une liste de factures pour les transactions effectuées sur le marché intérieur de janvier 1998 à janvier 1999.[161] La DCD n'a jamais sélectionné les transactions pour lesquelles Frangosul était censée communiquer copie des factures.

333. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[162] La DCD a appliqué à Frangosul la valeur normale constatée pour tous les autres exportateurs, qui reposait sur les renseignements présentés par le requérant le 26 août 1999.[163]

Catarinense

334. Dans le rapport établi avant la détermination finale, la DCD a dit que Catarinense avait communiqué la réponse au questionnaire relatif au dumping le 3 novembre 1999.[164] Il est important de noter que Catarinense n'a été avisée de l'enquête et n'a été invitée à communiquer ses réponses au questionnaire que le 15 septembre 1999.[165] Le rapport de la DCD établi avant la détermination finale présentait le tableau suivant, qui reposait sur les données communiquées par Catarinense.

[151] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 62.
[152] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 62.
[153] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 62.
[154] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 62.
[155] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[156] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 64.
[157] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 64 et 65.
[158] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 65.
[159] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[160] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[161] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[162] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[163] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 54, 55, 103 et 104.
[164] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 66.
[165] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.

Valeur normale déclarée par Catarinense

Année	Total (kg)	Total (dollars EU)	Prix par kg	Valeur normale (+9,09%)
1998	52 528 211	47 068 340,55	0,8961	0,9775
1999*	43 475 875	24 424 618,28	0,5618	0,6129
Moyenne pondérée	96 004 086	71 492 958,83	0,7447	0,8124

Source: Pièce n° 28 du Brésil, page 66.

335. La DCD a indiqué que les valeurs figurant dans le tableau provenaient des données agrégées présentées dans les annexes V et VI du questionnaire destiné aux exportateurs et portaient sur une période plus longue que la période couverte par l'enquête.[166]

336. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[167] Dans la détermination finale, la DCD indiquait que Catarinense n'avait pas présenté de pièces justificatives pour les ventes énumérées effectuées sur le marché intérieur, et qu'elle appliquait la valeur normale constatée pour tous les autres exportateurs, qui était fondée sur les renseignements présentés par le requérant le 26 août 1999.[168]

Prix à l'exportation

337. Dans le rapport établi avant la détermination finale, la DCD a indiqué que le 13 septembre 1999, le Subdirector General de Operaciones Aduaneras del Interior avait communiqué des listes des transactions à l'exportation[169], et que le CEPA avait également communiqué les 17 novembre et 16 décembre 1999 des renseignements concernant les importations pour les mois d'octobre et novembre 1999.[170] Les exportateurs ont également présenté des listes de factures pour les ventes à l'Argentine effectuées tout au long de la période couverte par l'enquête. Cependant, le rapport ne mentionnait pas les renseignements relatifs au prix à l'exportation présentés par les exportateurs brésiliens. Les renseignements considérés par la DCD comme étant la source de renseignements la plus complète et la plus détaillée pour l'établissement du prix f.a.b. à l'exportation étaient ceux qui avaient été fournis par la *Ganadería*.[171]

338. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[172] Dans la détermination finale, la DCD a établi le prix à l'exportation en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations communiqués par la *Ganadería*.[173] Pour établir le prix à l'exportation applicable à tous les autres exportateurs, la DCD a utilisé les renseignements communiqués par la SENASA.[174]

[166] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 66.
[167] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[168] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 103 et 104.
[169] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 72.
[170] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, pages 72 et 73.
[171] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil, page 72.
[172] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[173] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 76 et 77.
[174] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 104.

i) Allégation n° 21: Incompatibilité avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 6.9

339. L'article 6.9 dispose ce qui suit:

> "Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 21

340. L'article 6.9 de l'Accord antidumping impose aux autorités l'obligation d'informer toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. L'article 6.9 dispose en outre que cette divulgation des faits essentiels devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.

341. Les renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation, qui sont utilisés pour établir les marges de dumping, sont considérés comme des faits essentiels qui doivent être examinés dans la détermination finale. En n'indiquant pas dans le rapport établi avant la détermination finale que la valeur normale et le prix à l'exportation déclarés par les exportateurs ne seraient pas utilisés et en n'indiquant pas les raisons pour lesquelles ces renseignements seraient ignorés, la DCD n'a pas fait connaître les faits essentiels examinés pris en considération dans la décision d'appliquer ou non des mesures définitives et n'a pas donné aux exportateurs la possibilité de défendre leurs intérêts.

342. En particulier, le rapport de la DCD établi avant la détermination finale n'indiquait pas: i) que les renseignements contenus dans les listes de factures communiquées par Sadia, qui portaient sur la longue période allant de 1996 à février 1999, ne seraient pas utilisés pour établir la valeur normale; ii) que les seuls renseignements examinés pour établir la valeur normale pour Sadia dans la détermination finale correspondraient aux renseignements relatifs aux transactions choisies au moyen de l'échantillon établi par la DCD, pour lesquelles des pièces justificatives avaient été effectivement communiquées à la DCD; et iii) pour quelle raison la DCD ne tiendrait pas compte des renseignements communiqués par Sadia pour toutes les ventes effectuées sur le marché intérieur.

343. En outre, le rapport n'indiquait pas que les seuls renseignements qui seraient examinés pour établir la valeur normale pour Avipal seraient les renseignements relatifs aux transactions pour lesquelles des pièces justificatives avaient été communiquées à la DCD (25 factures).

344. En ce qui concerne Frangosul et Catarinense, la DCD a simplement ignoré les renseignements communiqués par ces deux exportateurs et a appliqué la valeur normale constatée pour tous les autres exportateurs en se fondant sur les renseignements fournis par le requérant.

345. De même, le rapport n'indiquait pas pourquoi les renseignements communiqués par les exportateurs n'avaient pas été examinés aux fins de la détermination du prix f.a.b. à l'exportation, et la DCD n'expliquait pas non plus pourquoi elle estimait que les renseignements fournis par la *Ganadería* étaient plus complets et pourquoi elle refusait ainsi aux exportateurs le droit de défendre leurs intérêts.

346. Notre interprétation de l'article 6.9 découle du raisonnement formulé par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Carreaux de sol en céramique*:

> "(...) la DCD s'est appuyée essentiellement sur les éléments de preuve présentés par les requérants et provenant de sources secondaires, plutôt que sur les renseignements communiqués par les exportateurs, comme fondement factuel d'une détermination de

> l'existence d'un dumping. Ainsi, les renseignements provenant du requérant et les renseignements de sources secondaires, plutôt que les renseignements des exportateurs, représentaient (en ce qui concerne l'existence d'un dumping) les faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Nous examinons donc le dossier afin de déterminer si les exportateurs ont été informés par l'autorité argentine, par la communication du dossier, que c'était sur ces faits que l'autorité s'appuierait essentiellement dans sa détermination concernant l'existence d'un dumping."[175] (non souligné dans l'original)

347. De plus, le Brésil fait sienne la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les exportateurs ne pouvaient pas savoir en l'espèce, simplement en examinant le dossier de l'enquête, que les éléments de preuve présentés par les requérants et provenant de sources secondaires, plutôt que les faits communiqués par les exportateurs, constitueraient le fondement essentiel de la détermination de l'existence d'un dumping et de son ampleur.[176] Le Brésil fait sienne la conclusion de ce groupe spécial selon laquelle:

> "(...) La DCD n'a donc pas avisé les exportateurs d'un fait essentiel examiné. De ce fait, les exportateurs n'ont pas pu défendre leurs intérêts au sens de l'article 6.9, par exemple, en présentant les raisons pour lesquelles leurs réponses ne devraient pas être rejetées et en proposant d'autres sources de données de fait disponibles s'il n'était néanmoins pas tenu compte de leurs réponses. Dans ces circonstances, nous constatons que la DCD, en renvoyant les exportateurs au dossier complet de l'enquête, n'a pas satisfait à l'obligation qui lui incombait en vertu de l'article 6.9 d'informer les exportateurs des "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives".[177] (non souligné dans l'original)

348. Le Brésil estime que l'analyse et les conclusions du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Carreaux de sol en céramique* s'appliquent à la présente allégation. La DCD n'a pas informé les exportateurs de faits essentiels qui constitueraient le fondement de l'application des mesures définitives, ni du fait que les renseignements communiqués par les exportateurs ne seraient pas utilisés.

349. En n'expliquant pas les raisons pour lesquelles ces renseignements ont été rejetés, la DCD a refusé aux exportateurs la possibilité de défendre leurs intérêts au sens de l'article 6.9. Cela constitue une violation *prima facie* de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

350. De même, dans la mesure où l'Argentine, pour justifier ses activités dans la conduite de l'enquête, pourrait faire état de renseignements ou de documents qui n'auraient pas été divulgués aux exportateurs au cours de l'enquête (en particulier en ce qui concerne l'allégation n° 39), le Brésil fait valoir que cette non-divulgation de faits essentiels devrait être également considérée comme une violation de l'article 6.9.

---

[175] *Argentine – Mesures définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, 28 septembre 2001, WT/DS189/R, paragraphe 6.127 (adopté le 5 novembre 2001) ("*Argentine - Carreaux de sol en céramique*").

[176] *Argentine – Carreaux de sol en céramique*, paragraphe 6.129.

[177] *Argentine – Carreaux de sol en céramique*, paragraphe 6.129.

D. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ET DÉTERMINATION POSITIVE FINALE

1. Article 2.4 et 2.4.2

351. Cinq allégations découlent des faits décrits ci-dessous et du texte juridique de l'Accord antidumping:

Allégation n° 23: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des différences relatives au fret dans la valeur normale établie pour Sadia et Avipal.

Allégation n° 24: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, le fret et les frais financiers dans la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs.

Allégation n° 25: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en procédant d'une manière incorrecte à des ajustements de la valeur normale sur la base de différences alléguées entre les caractéristiques physiques du produit vendu à l'intérieur du Brésil et celles du produit vendu à l'Argentine.

Allégation n° 26: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en imposant à Sadia, Avipal et Frangosul une charge de la preuve déraisonnable en ne déterminant pas la période couverte par l'enquête et en laissant les exportateurs présenter des renseignements relatifs au dumping pour la période allant de 1996 à 1999, alors qu'il a été déterminé ultérieurement que la période couverte par l'enquête antidumping allait de janvier 1998 à janvier 1999.

Allégation n° 27: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 en procédant d'une manière incorrecte, pour Sadia et Avipal, à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale sur la seule base des transactions sur le marché intérieur pour lesquelles des factures ont été présentées, au lieu de déterminer la valeur normale en se fondant sur toutes les transactions effectuées sur le marché intérieur pendant cette période, énumérées et présentées à la DCD. La DCD a établi les marges de dumping pour Sadia et Avipal en se fondant sur une comparaison entre une moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.

b) Éléments factuels

352. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[178] Le prix à l'exportation, la valeur normale et le calcul de la marge de dumping dans la détermination finale étaient établis comme suit:

Prix à l'exportation

353. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a établi le prix à l'exportation en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations communiqués par la *Ganadería*.[179] La DCD a utilisé une moyenne pondérée du prix f.a.b. à l'exportation pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999 pour chaque exportateur. Le tableau utilisé par la DCD pour établir le prix à l'exportation est le suivant:

Total par producteur	Dollars EU (base f.a.b.)	Kg (poids net)	Kg/dollars EU
Sadia SA	16 216 345	20 049 051	0,80883

[178] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[179] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 76, 77, 103 et 104.

Total par producteur	Dollars EU (base f.a.b.)	Kg (poids net)	Kg/dollars EU
Comaves	3 015 738	3 380 321	0,89215
Da Granja Agroi	1 652 300	1 820 106	0,90780
Sadia Concordia	1 398 960	1 519 560	0,92063
Minuano Alimentos	3 139 461	3 390 151	0,92605
Avipal	3 554 693	3 767 350	0,94355
Acaua Industria	39 824	41 920	0,95000
Felipe Avícola	306 650	322 000	0,95233
Nicolini – SIF	5 172 876	5 397 254	0,95843
Catarinense Ltd.	1 163 894	1 158 307	1,00482
Perdigão Agroin	1 564 110	1 551 753	1,00796
Seara Alimentos	11 147 872	11 038 851	1,00988
Ceval Alimentos	947 993	917 261	1,03350
Frangosul	2 663 240	2 558 914	1,04077
Veneto	67 252	64 050	1,04999
Chapecó CI	1 445 063	1 363 221	1,06004
Litoral Aliment	523 440	482 000	1,08598
TOTAL	**54 019 711**	**58 822 070**	**0,91836**

Source: Pièce n° 15 du Brésil, pages 76 et 77.

Prix à l'exportation pour tous les autres exportateurs

354. Dans la détermination finale, la DCD a calculé le prix à l'exportation pour tous les autres exportateurs en se fondant sur les renseignements communiqués par la SENASA.[180] Le tableau suivant est le tableau utilisé par la DCD pour établir ce prix à l'exportation.

Prix f.a.b. à l'exportation, 1998-Janvier 1999

Producteur	Dollars EU/kg	Kg (poids net)	Dollars EU (base f.a.b.)
Comaves	0,89215	3 380 321,00	3 015 738,00
Da Granja Agroi	0,90780	1 820 106,00	1 652 300,00
Sadia Concordia	0,92063	1 820 106,00	1 652 300,00
Minuano Alimentos	0,92605	3 390 151,00	3 139 461,00
Acaua Industria	0,95000	41 920,00	39 824,00
Felipe Avícola	0,95233	322 000,00	306 650,00
Catarinense Ltd.	1,00482	1 158 307,00	1 163 894,00
Perdigão Agroin	1,00796	1 551 753,00	1 564 110,00
Frangosul	1,04077	2 558 914,00	2 663 240,00
Veneto	1,04999	64 050,00	67 252,00
Chapecó CI	1,06004	1 363 221,00	1 445 063,00

[180] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 104.

Producteur	Dollars EU/kg	Kg (poids net)	Dollars EU (base f.a.b.)
Litoral Aliment	1,08598	482 000,00	523 440,00
TOTAL	0,95992	17 952 849,00	17 233 272,00

Source: Annexe "Precio FOB de exportación de las firmas brasileñas con escasa o sin participación en la investigación", pièce n° 15 du Brésil.

Valeur normale

Sadia

355. Le 20 avril 1999, Sadia a présenté la réponse au questionnaire en communiquant des renseignements relatifs aux ventes destinées au marché intérieur et à l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1998 et pour janvier et février 1999.[181] Le 26 août 1999, Sadia a envoyé à la DCD une lettre communiquant une liste des ventes effectuées sur le marché intérieur de 1996 à 1999 et expliquant qu'il était impossible, vu le volume considérable des ventes sur le marché intérieur, de communiquer copie des factures pour chaque transaction. Dans cette lettre, Sadia invitait la DCD à vérifier sur place les transactions énumérées ou à sélectionner un échantillon de transactions pour permettre à Sadia de fournir les factures correspondantes.[182] Le 3 décembre 1999, la DCD a envoyé à Sadia une lettre réclamant des copies des factures pour 372 ventes sélectionnées effectuées sur le marché intérieur et fixant un délai de cinq jours pour communiquer copie des factures.[183] Le 4 janvier 2000, la DCD a remis le mémorandum intitulé *Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa Probatoria*, rapport établi avant la clôture de la période de l'enquête consacrée à la présentation des éléments de preuve.[184] Le 13 janvier 2000, Sadia a présenté des copies des factures demandées par la DCD.[185] Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[186]

356. Dans sa détermination, la DCD a expliqué comment elle avait établi la valeur normale pour Sadia. Se référant aux renseignements communiqués par Sadia le 26 août 1999, la DCD a dit qu'en raison du volume considérable de renseignements à analyser et pour lesquels des pièces justificatives étaient nécessaires, elle avait sélectionné un échantillon statistique pour la période allant de janvier 1998 à 1999.[187] La DCD n'a pas expliqué comment cet échantillon était constitué. La seule explication fournie était que la DCD avait déterminé que la taille de l'échantillon serait de 166 transactions, compte tenu d'une erreur admissible de 2 pour cent et d'un intervalle de confiance ("*intervalo de confianza*") de 95 pour cent.[188] Sans plus d'explications, la DCD a dit qu'elle avait décidé de choisir pour Sadia un échantillon de plus grande taille comprenant 372 transactions.[189]

357. Se fondant sur cet échantillon, la DCD a demandé à Sadia de fournir des pièces justificatives (des copies des factures) pour l'échantillon. La DCD a dit que Sadia avait demandé une prolongation du délai, qui avait été accordée, et que le 13 janvier 2000 Sadia avait présenté une partie des pièces justificatives demandées (268 factures).[190] La DCD a en outre indiqué que conformément au mémorandum du 4 janvier 2000 établi avant la détermination finale, l'autorité chargée de l'enquête

[181] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 18 et 19, et la pièce n° 22 du Brésil.
[182] *Voir* la pièce n° 29 du Brésil.
[183] *Voir* la pièce n° 30 du Brésil.
[184] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[185] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.
[186] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[187] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.
[188] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.
[189] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.
[190] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 62.

examinerait, aux fins de la détermination finale, les renseignements communiqués jusqu'à cette date.[191] La DCD a calculé la valeur normale pour Sadia en se fondant sur les renseignements communiqués par Sadia pour l'échantillon sélectionné par la DCD et pour lesquels Sadia avait fourni des pièces justificatives. Le calcul de la valeur normale pour Sadia était le suivant:

Échantillon statistique
Sadia SA

Période	Prix brut moyen non pondéré (reais)	Prix net moyen non pondéré (reais)	Prix brut moyen non pondéré (dollars EU)	Prix net moyen non pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%	Prix brut moyen pondéré (dollars EU)	Prix net moyen pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%
Janvier 1998–Janvier 1999	1,2409	1,1465	1,0527	0,9726	1,061	0,9222	0,852	0,9294

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 63.

Avipal

358. Le 21 avril 1999, Avipal a communiqué sa réponse au questionnaire.[192] Le 7 mai 1999, Avipal a communiqué un exemplaire de la réponse sur papier, avec les renseignements non confidentiels.[193] Le 12 août 1999, Avipal a communiqué une liste des ventes effectuées sur le marché intérieur de 1996 à 1999, avec un échantillon de factures pour chaque mois de 1997 et de 1998, en expliquant qu'il était impossible, vu le volume considérable des ventes sur le marché intérieur, de communiquer copie des factures pour chaque transaction. Dans sa lettre datée du 12 août 1999, Avipal invitait la DCD à vérifier sur place les transactions énumérées ou à choisir un échantillon de transactions pour permettre à Avipal de communiquer les factures correspondantes.[194] Le 1er septembre 1999, Avipal a communiqué la traduction d'une facture type du portugais en espagnol.[195] Le 21 décembre 1999, Avipal a communiqué une disquette sur laquelle figurait une liste des factures pour les ventes de viande de volaille sur le marché intérieur effectuées pendant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, avec indication des déductions et des taxes.[196] La DCD n'a jamais sélectionné les transactions pour lesquelles Avipal proposait de fournir copie des factures. Le 4 janvier 2000, la DCD a remis le mémorandum intitulé *Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa Probatoria*, rapport établi avant la clôture de la période de l'enquête antidumping consacrée à la présentation des éléments de preuve.[197] Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la determination positive finale de l'existence d'un dumping.[198]

359. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a expliqué comment elle avait établi la valeur normale pour Avipal. À partir des renseignements communiqués par Avipal le 12 août 1999, la DCD a procédé à un calcul fondé sur les transactions pour lesquelles Avipal avait envoyé copie des factures (25 factures).[199]

Factures correspondant aux transactions effectuées sur le marché intérieur

[191] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 63.
[192] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[193] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil.
[194] *Voir* la pièce n° 31 du Brésil.
[195] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 64.
[196] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 64.
[197] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[198] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[199] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 64.

Avipal SA

Année	Nombre de factures présentées	Poids total (kg)	Prix brut moyen non pondéré (dollars EU)	Prix net moyen non pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%	Prix net moyen pondéré (reais)	Prix brut moyen pondéré (dollars EU)	Prix net moyen pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%
1998	25	174 030,9	1,102	1,007	1,0985	1,2220	1,0806	1,0437	1,1385

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 64.

360. La DCD a dit en outre que le 1er septembre 1999 Avipal avait envoyé une traduction d'une facture type. La DCD a indiqué que le 21 décembre 1999 Avipal avait envoyé une disquette avec la liste des factures et qu'étaient jointes à la réponse des feuilles de calcul indiquant les déductions à appliquer aux chiffres déclarés.[200] À partir de l'analyse des renseignements communiqués, la DCD a établi le tableau suivant:

Liste des ventes sur le marché intérieur
Avipal SA

Période	Poids total (kg)	Prix brut moyen non pondéré (reais)	Prix net moyen non pondéré (reais)	Prix brut moyen pondéré (dollars EU)	Prix net moyen pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%
Janvier 1998–Janvier 1999	126 828 110,36	1,2183	1,1358	1,011	0,9421	1,028

Source: Pièce n° 15 du Brésil, pages 64 et 65.

361. La DCD a indiqué que les renseignements communiqués le 21 décembre 1999 n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives et que la DCD n'avait effectué que les déductions qu'elle était en mesure de corroborer.[201]

362. La DCD a calculé la valeur normale pour Avipal en se fondant sur les renseignements relatifs aux transactions qui étaient accompagnés d'une copie des factures. Le calcul de la valeur normale pour Avipal était le suivant:

Factures relatives aux transactions sur le marché intérieur
Avipal SA

Année	Nombre de factures présentées	Poids total (kg)	Prix brut moyen non pondéré (dollars EU)	Prix net moyen non pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%	Prix net moyen pondéré (reais)	Prix brut moyen pondéré (dollars EU)	Prix net moyen pondéré (dollars EU)	Valeur normale +9,09%
1998	25	174 030,9	1,102	0,986	1,0756	1,1695	1,0806	0,9988	1,0896

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 65.

Frangosul

[200] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 64.
[201] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 65.

363. Le 27 avril 1999, Frangosul a communiqué sa réponse au questionnaire.[202] Le 19 août 1999, Frangosul a communiqué la traduction de quatre factures correspondant à des ventes à l'Argentine, la traduction d'une brochure sur le produit et une explication indiquant que, vu le volume considérable des ventes sur le marché intérieur, il était impossible de communiquer copie des factures pour chaque transaction. Dans sa réponse, Frangosul invitait la DCD à vérifier sur place ou à sélectionner un échantillon des transactions afin de permettre à Frangosul de communiquer les factures correspondantes.[203] Le 30 décembre 1999, Frangosul a présenté sur disquette une liste de factures pour les transactions effectuées sur le marché intérieur pendant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[204] La DCD n'a jamais sélectionné les transactions pour lesquelles Frangosul avait proposé de communiquer copie des factures. Le 4 janvier 2000, la DCD a remis le mémorandum intitulé *Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa Probatoria*, rapport établi avant la clôture de la période de l'enquête antidumping consacrée à la présentation des éléments de preuve.[205] Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[206]

364. Dans la détermination finale, la DCD n'a pas examiné la réponse de Frangosul et n'a pas non plus fourni d'explication quant aux raisons pour lesquelles les renseignements communiqués n'avaient pas été utilisés.[207]

Catarinense

365. Le 15 septembre 1999, la DCD a envoyé à Catarinense une lettre l'avisant de l'enquête et lui demandant de communiquer des réponses au questionnaire. Dans cette lettre, la DCD a établi, pour la première fois, que la période de collecte des données aux fins de l'enquête était la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[208] Le 13 octobre 1999, Catarinense a demandé une prolongation de 20 jours pour la communication des réponses. Le 3 novembre 1999, Catarinense a communiqué ses réponses au questionnaire. Au sujet des ventes à l'Argentine, Catarinense a communiqué une liste des factures et des copies des factures pour 1998 et 1999. En ce qui concerne les ventes sur le marché intérieur, Catarinense a communiqué une liste des ventes.[209] Le 8 novembre 1999, suite à la demande présentée le 13 octobre 1999 par Catarinense, la DCD a envoyé à Catarinense une lettre accordant la prolongation du délai jusqu'au 8 novembre 1999.[210] Après cette date, la DCD n'a pas demandé d'autres renseignements à Catarinense. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping, sans tenir compte des réponses communiquées par Catarinense au cours de l'enquête.[211]

366. Dans la détermination finale, la DCD a présenté le tableau suivant établi à partir des renseignements communiqués par Catarinense le 3 novembre 1999:

Valeur normale déclarée par Catarinense

Année	Poids total (kg)	Total (dollars EU)	Prix par kg	Valeur normale (+9,09%)
1998	52 528 211	47 068 340,55	0,8961	0,9775

[202] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil.
[203] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[204] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[205] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[206] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[207] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 103 et 104.
[208] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.
[209] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 38 et 39, et la pièce n° 25 du Brésil.
[210] *Voir* la pièce n° 27 du Brésil.
[211] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 103 et 104.

1999*	43 475 875	24 424 618,28	0,5618	0,6129
Moyenne pondérée	96 004 086	71 492 958,83	0,7447	0,8124

Source: Pièce n° 15 du Brésil, pages 69 et 70.

367. Dans la détermination finale, la DCD a indiqué que les valeurs figurant dans le tableau provenaient des données agrégées présentées dans les annexes V et VI de la section A de la réponse de Catarinense au questionnaire et correspondaient à une période plus longue que la période couverte par l'enquête, et que les renseignements communiqués par Catarinense n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives.[212]

Valeur normale pour tous les autres exportateurs

368. Dans la détermination finale, la DCD a calculé la valeur normale pour tous les autres exportateurs à partir des renseignements communiqués par le requérant le 26 juillet 1999.[213] Le requérant avait présenté une feuille de calcul où figurait le calcul de la valeur normale effectué pour le marché intérieur pour la période allant de 1998 à 1999, sur la base des prix publiés par la JOX.[214] Le calcul du requérant était fondé sur les prix correspondant à trois dates de référence pour chaque mois de la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[215] Ces prix correspondaient aux volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo. Le calcul du requérant était le suivant:

Valeur normale - São Paulo - Volailles réfrigérées

Date	Prix moyen (reais)	Taux de change	Prix moyen (dollars EU)	Ajustement 9,09%
5 janvier 1998	1,175	1,1161	1,0528	1,1485
14 janvier 1998	1,065	1,1195	0,9513	1,0378
30 janvier 1998	1,167	1,123	1,0392	1,1336
Janvier				1,107
10 février 1998	1,217	1,1261	1,0807	1,1790
16 février 1998	1,235	1,1281	1,0948	1,1943
27 février 1998	1,215	1,1301	1,0751	1,1729
Février				1,182
4 mars 1998	1,240	1,1311	1,0963	1,1959
17 mars 1998	1,203	1,1341	1,0608	1,1572
27 mars 1998	1,190	1,1361	1,0474	1,1427
Mars				1,165
8 avril 1998	1,212	1,1319	1,0708	1,1681
17 avril 1998	1,183	1,1409	1,0369	1,1312
30 avril 1998	1,187	1,144	1,0376	1,1319
Avril				1,144
6 mai 1998	1,187	1,1445	1,0371	1,1314
11 mai 1998	1,187	1,145	1,0367	1,1309

[212] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 70.
[213] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 54.
[214] *Voir* la pièce n° 19 du Brésil.
[215] *Voir* la pièce n° 19 du Brésil.

Date	Prix moyen (reais)	Taux de change	Prix moyen (dollars EU)	Ajustement 9,09%
18 mai 1998	1,132	1,1465	0,9874	1,0771
Mai				1,113
4 juin 1998	1,017	1,1514	0,8833	0,9636
16 juin 1998	1,120	1,1538	0,9707	1,0589
24 juin 1998	1,032	1,1547	0,8937	0,9750
Juin				0,999
3 juillet 1998	1,005	1,1566	0,8689	0,9479
14 juillet 1998	1,078	1,1645	0,9257	1,0099
30 juillet 1998	0,990	1,162	0,8520	0,9294
Juillet				0,962
7 août 1998	1,090	1,17	0,9316	1,0163
13 août 1998	1,088	1,17	0,9299	1,0144
31 août 1998	0,998	1,18	0,8458	0,9226
Août				0,984
4 septembre 1998	1,07	1,18	0,9068	0,9892
16 septembre 1998	1,052	1,18	0,8915	0,9726
29 septembre 1998	0,987	1,19	0,8294	0,9048
Septembre				0,956
5 octobre 1998	0,97	1,19	0,8151	0,8892
14 octobre 1998	1,092	1,19	0,9176	1,0011
29 octobre 1998	1,007	1,19	0,8462	0,9231
Octobre				0,938
4 novembre 1998	1,048	1,19	0,8807	0,9607
16 novembre 1998	1,020	1,19	0,8571	0,9351
30 novembre 1998	1,015	1,2	0,8458	0,9227
Novembre				0,940
4 décembre 1998	1,053	1,2	0,8775	0,9573
16 décembre 1998	1,170	1,21	0,9669	1,0548
29 décembre 1998	1,252	1,21	1,0347	1,1288
Décembre			34,476	1,0470
Valeur normale moyenne 1998			0,9577	1,0447
4 janvier 1999	1,232	1,21	1,0182	1,1107
15 janvier 1999	0,972	1,43	0,6797	0,7415
Janvier			0,8490	0,9261
Total 1998 et 1999			36,174	39,4620
Valeur normale moyenne 1998/99			0,9519	1,0385

Source: Pièce n° 15 du Brésil, pages 54 et 55, et pièce n° 19 du Brésil.

Marge de dumping

369. Dans la détermination finale, la DCD a calculé la marge de dumping en se fondant sur le prix à l'exportation et la valeur normale, comme il est expliqué ci-dessus. Les tableaux suivants indiquent comment les marges de dumping ont été calculées:

Sadia SA

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix f.a.b. moyen (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
0,9294	0,80883	14,91

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 102.

Avipal SA

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix f.a.b. moyen (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
1,0896	0,94355	15,48

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 103.

Tous les autres exportateurs

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix f.a.b. moyen (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
1,0385	0,95992	8,19

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 104.

370. La DCD a en outre indiqué que pour les sociétés Catarinense, Frangosul, Comaves, Da Granja Agroi, Sadia Concordia, Minuano, Acaua, Felipe, Perdigão, Veneto, Chapecó et Litoral Aliment, l'autorité chargée de l'enquête ne disposait pas de pièces justificatives ou de renseignements supplémentaires suffisants pour permettre la détermination finale d'une marge de dumping individuelle.[216]

i) Allégation n° 23: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 2.4

371. L'article 2.4 de l'Accord antidumping indique comment il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale:

> "Il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Elle sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. Dans les cas visés au paragraphe 3, il devrait être tenu compte également des frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices. Si, dans ces cas, la comparabilité des prix a été affectée, les autorités établiront la valeur normale à un

[216] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 103 et 104.

> niveau commercial équivalant au niveau commercial du prix à l'exportation construit, ou tiendront dûment compte des éléments que le présent paragraphe permet de prendre en considération. Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 23

372. Le 20 avril 1999, Sadia a présenté sa réponse au questionnaire en communiquant des renseignements relatifs aux ventes destinées au marché intérieur et à l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1998 et pour janvier et février 1999. À l'annexe VIII, section C de sa réponse au questionnaire, Sadia a indiqué les frais de transport pour les ventes effectuées sur le marché intérieur pour 1996, 1997, 1998 et pour janvier et février 1999.

373. Le 21 avril 1999, Avipal a communiqué sa réponse au questionnaire. Le 12 octobre 1999, la DCD a demandé une liste de factures pour toutes les ventes de viande de volaille effectuées sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999. La DCD n'a pas indiqué de délai pour la présentation de ces renseignements par Avipal. Le 21 décembre 1999, Avipal a communiqué une disquette contenant une liste de factures pour les ventes de viande de volaille effectuées sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, y compris une feuille de calcul indiquant les taxes (ICMS/PIS/COFINS), les commissions, le fret et les frais financiers inclus dans la valeur normale, qui devraient venir en déduction aux fins de la comparaison entre le prix sortie usine et le prix à l'exportation.

374. Dans sa détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a calculé la valeur normale pour Sadia en se fondant sur les renseignements fournis par Sadia, qui étaient accompagnés de pièces justificatives, pour l'échantillon choisi par la DCD. Dans son calcul de la valeur normale, la DCD n'a pas procédé aux déductions au titre du fret telles qu'elles étaient signalées dans la réponse de Sadia au questionnaire datée du 20 avril 1999.

375. Également dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a calculé la valeur normale pour Avipal en se fondant sur les transactions effectuées sur le marché intérieur pour lesquelles Avipal avait communiqué copie des factures. La DCD n'a pas procédé aux déductions au titre du fret telles qu'elles avaient été indiquées par Avipal le 21 décembre 1999.

376. L'article 2.4 de l'Accord antidumping exige qu'il soit dûment tenu compte des différences qui affectent la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.

377. La prescription exigeant qu'il soit dûment tenu compte de ces différences signifie, au minimum, que l'autorité doit évaluer les différences identifiées afin de voir si un ajustement est nécessaire pour maintenir la comparabilité des prix et assurer une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation, conformément à l'article 2.4. À partir de l'évaluation des différences identifiées, les autorités doivent procéder à un ajustement si nécessaire.

378. Au vu des éléments factuels relatifs à la présente allégation, la DCD a violé l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte du fret, comme il a été démontré par Sadia et Avipal dans leurs réponses présentées au cours de l'enquête.

ii) Allégation n° 24: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 2.4

379. La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "(...) Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. (...)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 24

380. Le 25 juin 1999, la DCD a demandé à la JOX de fournir des éclaircissements au sujet des taxes incluses dans les prix publiés et utilisés pour déterminer la valeur normale dans la détermination préliminaire.[217] Le 27 juillet 1999, la DCD a envoyé une nouvelle demande d'éclaircissements à la JOX.[218] Le 3 août 1999, la JOX a envoyé à la DCD une lettre expliquant que les prix publiés par la JOX comprenaient les taxes suivantes: 12 pour cent d'ICMS (taxe à la valeur ajoutée) et 2,65 pour cent au titre de la PIS/COFINS (contribution sociale sur le revenu). La JOX a en outre expliqué que les prix publiés comprenaient: les frais financiers, dépendant des conditions de vente; une commission sur les ventes allant de 0,5 à 1 pour cent de la valeur de la vente concernée; et des frais de transport variables pour la livraison, en fonction de la situation géographique de l'acheteur et du vendeur.[219] La JOX a communiqué ces réponses en portugais.

381. D'après les éléments factuels concernant les présentes allégations, la DCD a établi la valeur normale pour tous les autres exportateurs en se fondant sur les renseignements fournis par le requérant le 26 juillet 1999. Ces renseignements comportaient une feuille de calcul indiquant la valeur normale calculée. Le calcul du requérant utilisait les prix publiés par la JOX pour trois dates de référence pour chaque mois de la période janvier 1998-janvier 1999. Les prix publiés concernaient les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, vendues sur le marché de gros de São Paulo.

382. Quand bien même la DCD avait décidé d'utiliser les prix de la viande de volaille publiés par la JOX pour établir la valeur normale pour tous les autres exportateurs, elle n'a pas dûment tenu compte des taxes, des frais financiers, de la commission sur les ventes et du fret qui étaient inclus dans les prix publiés, comme il était expliqué par la JOX. La DCD a simplement ignoré les renseignements qu'elle avait demandés à la JOX et a décidé de ne pas appliquer d'ajustement à la valeur normale, dont il était démontré qu'il affectait la comparabilité des prix.

383. Dans la détermination finale, la DCD a simplement dit que les renseignements que la JOX avait fournis étaient en portugais.[220]

---

[217] *Voir* la pièce n° 32 du Brésil.
[218] *Voir* la pièce n° 32 du Brésil.
[219] *Voir* la pièce n° 32 du Brésil.
[220] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 56.

384. L'article 2.4 de l'Accord antidumping exige qu'il soit dûment tenu compte des différences qui affectent la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités, dans les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. La DCD a violé l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des taxes et autres différences qui affectent la comparabilité (frais financiers, commission sur les ventes et fret), comme il a été démontré par la JOX dans la lettre adressée à la DCD le 3 août 1999.

385. Au cours de la phase de ce différend consacrée aux consultations, le Brésil a soumis à l'Argentine, le 5 décembre 2001, des questions concernant l'enquête. Plus précisément, le Brésil a demandé les explications suivantes.

Question n° 39

Veuillez expliquer pourquoi les autorités ont ignoré les renseignements qu'elles avaient demandés à la JOX qui précisaient que le prix de référence publié par la JOX comprenait les taxes (TVA et contribution sociale sur le revenu), le fret et les frais financiers.

L'Argentine a répondu le 11 janvier 2002 en disant ce qui suit:

> "Concernant la publication de la JOX, l'autorité, par la notification DCD n° 273-000788/99, a demandé que la JOX fournisse des éclaircissements concernant les taxes incluses dans les prix publiés, ainsi que les conditions générales auxquelles ces prix étaient soumis. La demande a été renouvelée ultérieurement par une autre notification.
>
> Finalement, le 28 juillet 1999 et le 3 août 1999, la JOX a communiqué des renseignements en portugais, ce qui n'a pas permis à l'autorité d'utiliser les renseignements dès lors qu'ils n'étaient pas conformes aux prescriptions formelles imposées par les lois et règlements concernant le régime des procédures administratives."

Question n° 40

Si les autorités ont ignoré les explications de la JOX en raison de l'absence de traduction, veuillez indiquer si les autorités ont demandé une traduction et pourquoi les autorités n'ont pas fourni elles-mêmes la traduction puisque c'étaient elles qui avaient demandé les renseignements.

L'Argentine a répondu le 11 janvier 2002 en déclarant ce qui suit:

> "Nous nous référons à la réponse communiquée au sujet de la question n° 39. (…) Il conviendrait de faire observer que les procédures concernant les pratiques commerciales déloyales sont régies par la Loi sur les procédures administratives qui stipule que la documentation présentée doit être traduite, fait connu des parties intervenant dans la procédure."

386. Le Brésil rappelle que les éclaircissements fournis par la JOX n'avaient pas été demandés par les exportateurs brésiliens ni par le CEPA, mais par les autorités elles-mêmes. En fait, la publication de la JOX concernant la viande de volaille réfrigérée vendue à São Paulo n'était pas une source d'information utilisée par les exportateurs brésiliens. Cependant, le Brésil estime que dès lors que la DCD avait décidé d'utiliser les renseignements de la JOX pour établir la valeur normale pour tous les

autres exportateurs, elle aurait dû aussi tenir compte de l'explication présentée par la JOX sur les taxes, les frais financiers, la commission sur les ventes et le fret en ce qui concerne les prix publiés.

387. Le Brésil rappelle également que la JOX n'était pas une partie intéressée dans la présente procédure. À cet égard, les "parties intéressées" sont définies à l'article 6.11 de l'Accord antidumping, dans les termes suivants:

> "i) un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;
>
> ii) le gouvernement du Membre exportateur; et
>
> iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur." (non souligné dans l'original)

388. La JOX n'est pas incluse dans la définition des "parties intéressées" telle qu'elle est énoncée dans l'Accord et n'était donc pas tenue de se conformer à la Loi sur les procédures administratives, comme il est indiqué par l'Argentine.

389. De plus, et ainsi qu'il est précisé dans la note de bas de page 25 de la présente communication, la JOX est une entité privée, qui n'a aucun lien avec le gouvernement brésilien ou l'un quelconque des exportateurs brésiliens faisant l'objet de l'enquête, et n'était donc aucunement tenue de répondre aux autorités argentines, moins encore de fournir une traduction de sa réponse en espagnol. En répondant à la demande de la DCD, la JOX rendait service aux autorités argentines.

390. Le Brésil croit comprendre que lorsque l'Argentine a demandé des éclaircissements à la JOX au sujet de ce qui était inclus dans les prix publiés, elle vérifiait les données reçues du requérant avec la source de ces renseignements. Il appartenait donc à la DCD de faire traduire l'explication de la JOX.

391. En outre, la DCD n'a jamais réclamé de traduction de l'explication fournie par la JOX, ce qui est une autre indication du fait que l'autorité chargée de l'enquête n'était pas impartiale et objective lorsqu'elle a procédé à l'évaluation des renseignements relatifs à la valeur normale communiqués au cours de l'enquête.

392. De plus, Sadia, Avipal, Frangosul, Nicolini et Seara ont présenté le 26 août 1999 des arguments concernant la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale.[221] L'un des arguments avancés était que les taxes, le fret et les frais financiers devraient venir en déduction de la valeur normale communiquée par le CEPA.[222] Les exportateurs ont présenté le tableau suivant pour montrer quelle devrait être la valeur normale comparable au prix à l'exportation au stade sortie usine.

[221] *Voir* la pièce n° 33 du Brésil.
[222] *Voir* la pièce n° 33 du Brésil.

Prix de la JOX

Prix de la JOX		0,920 dollar EU
Déductions		
TVA 12%	0,110	
Contribution sociale sur le revenu 2,65%/0,92 dollar EU	0,024	
Fret intérieur	0,055	
Frais financiers	0,016	
Total		0,715

Source: Pièce n° 33 du Brésil.

393. Même en possession des renseignements communiqués par la JOX, et alors que les exportateurs demandaient qu'il soit dûment tenu compte des différences qui affectent la valeur normale, la DCD ne s'est pas conformée aux prescriptions énoncées à l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

iii) Allégation n° 25: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 2.4

394. La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "(...) Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix. (…)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 25

395. Le 7 janvier 1998, la DCD a rendu un avis d'ouverture d'une enquête antidumping visant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil. Dans cet avis, la DCD a décidé d'ouvrir l'enquête en se fondant sur les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par le requérant dans la demande, qui tenaient compte des prix publiés par la société brésilienne JOX le 30 juin 1997, pour les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, pour le marché de gros de São Paulo. Se fondant sur les prix publiés par la JOX, la DCD a procédé à un ajustement de la valeur normale, comme il était proposé par le requérant, pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et de la viande de volaille vendue à l'Argentine.

396. D'après l'ajustement suggéré, le poids moyen des volailles vivantes élevées au Brésil est de 2,250 kg. Le requérant faisait valoir, sans présenter aucun élément de preuve, que le rendement du produit était de 88 pour cent au Brésil et que, par conséquent, sur 1 kg de volaille vivante on obtenait 880 grammes de volaille éviscérée, avec les abats (le cœur, l'estomac, le cou et le foie), et avec la tête et les pattes. Le requérant soutenait également que le rendement du produit vendu en Argentine était différent du rendement obtenu au Brésil. En Argentine, le rendement du produit était de 80 pour cent, attendu que la tête et les pattes étaient éliminées. La conclusion du requérant était qu'une volaille vivante pesant 2,250 kg donnait 1,800 kg de volaille éviscérée qui pouvait être effectivement vendu sur le marché argentin.

397. Toujours selon le requérant, la différence entre les taux de rendement est due au fait que les volailles sont vendues à l'Argentine sans la tête et les pattes tandis que les volailles sont vendues à l'intérieur du Brésil avec la tête et les pattes. La DCD a ajouté 9,09 pour cent au prix des volailles vendues à l'intérieur du Brésil pour tenir compte de l'allégation selon laquelle les volailles sont vendues à l'Argentine sans la tête et les pattes. Aucun élément de preuve n'a été présenté pour appuyer l'allégation du requérant en ce qui concerne les différences entre les caractéristiques physiques.

398. Tout au long de l'enquête, les exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul ont indiqué que la viande de volaille vendue à l'Argentine était identique à la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. L'exportateur brésilien Catarinense a indiqué qu'en ce qui concerne les deux types de volaille qu'il commercialisait (à rôtir et à griller), il y avait une différence en ce qui concerne les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine et celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil. Les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine ne comprenaient pas la tête et les pattes, tandis que les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil comprenaient la tête mais pas les pattes.

399. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping. Dans la comparaison équitable à laquelle il avait été procédé entre le prix à l'exportation et la valeur normale, la DCD a décidé de tenir compte de la différence alléguée dans les caractéristiques physiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil. La DCD a appliqué à la valeur normale un ajustement de 9,09 pour cent, quand bien même les exportateurs avaient indiqué dans leurs réponses qu'il n'y avait pas de différences dans les caractéristiques physiques des produits vendus sur les deux marchés.

400. L'article 2.4 stipule qu'il doit être procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Afin d'obtenir une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale, l'article 2.4 dispose en outre qu'il sera dûment tenu compte, dans chaque cas, selon ses particularités, des différences qui affectent la comparabilité des prix. L'article 2.4 énumère, mais ne limite pas, ces différences. Elles comprennent les différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix.

401. Étant donné que les exportateurs brésiliens ont communiqué des renseignements indiquant qu'il n'y avait pas de différence dans les caractéristiques physiques des volailles vendues à l'intérieur du Brésil et de celles qui sont vendues à l'Argentine, la DCD n'avait pas à tenir dûment compte des différences liées aux caractéristiques physiques.

402. Il est important de noter que l'article 2.4 exige qu'il soit dûment tenu compte des différences qui affectent la comparabilité des prix. La DCD a ajusté la valeur normale en se fondant sur l'allégation non corroborée du requérant selon laquelle il y avait des différences dans les caractéristiques physiques des volailles vendues à l'Argentine et de celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil. Les exportateurs ont présenté des réponses et des éléments de preuve démontrant que ces différences n'existaient pas. En outre, il ne doit être dûment tenu compte que des différences qui affectent la comparabilité des prix. Le requérant n'a pas fourni d'éléments de preuve indiquant, et n'a pas non plus démontré, que les différences alléguées affectaient la comparabilité des prix.

403. Se fondant sur la réponse des exportateurs au questionnaire et sur le manque d'éléments de preuve présentés par le requérant pour démontrer qu'il existait des différences dans les caractéristiques physiques des volailles vendues en Argentine et de celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil, et que ces différences affectaient la comparabilité des prix, le Brésil affirme que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping en procédant d'une manière incorrecte à des ajustements de la valeur normale.

iv) Allégation n° 26: Incompatibilité avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 2.4

404. La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "(...) Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 26

405. Le 20 janvier 1999, le MEOSP a rendu un avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil. Dans l'avis au public annonçant l'ouverture de l'enquête, l'Argentine n'a pas établi la période sur laquelle portait la collecte des données aux fins de l'enquête antidumping. Le 16 février 1999, le SSCE a envoyé à Sadia, Avipal, Frangosul, Nicolini et Seara des lettres les invitant à participer le 25 février 1999 à une audition en vue de consultations concernant l'ouverture de l'enquête antidumping et pour la remise des questionnaires relatifs au dumping.

406. Les questionnaires relatifs au dumping n'établissaient pas la période sur laquelle portait la collecte des données aux fins de l'enquête antidumping. Les cinq exportateurs ont présenté des renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation pour 1996, 1997, 1998, et pour les mois de 1999 pour lesquels des données étaient disponibles. La DCD a demandé de plus amples renseignements sans délimiter la période couverte par l'enquête antidumping.

407. Le 15 septembre 1999, la DCD a adressé à CCLP, Catarinense, Chapeco, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca des lettres les avisant de l'enquête et invitant ces exportateurs à communiquer des réponses au questionnaire relatif au dumping. Dans ces lettres, la DCD a établi, pour la première fois au cours de l'enquête, que la période sur laquelle portait la collecte des données relatives au dumping allait de janvier 1998 à janvier 1999.

408. Le 12 octobre 1999, la DCD a envoyé à Frangosul et Avipal des lettres leur demandant de communiquer une liste des transactions et des factures pour les ventes effectuées sur le marché intérieur de janvier 1998 à janvier 1999. Le 18 octobre 1999, la DCD a adressé à Sadia, Nicolini et Seara des lettres leur demandant de communiquer des listes des transactions et des factures pour les ventes effectuées sur le marché intérieur de janvier 1998 à janvier 1999. Neuf mois après que l'enquête avait été ouverte et après qu'avait été rendue une détermination préliminaire, la DCD a choisi d'établir la période sur laquelle portait la collecte des données aux fins de l'enquête antidumping.

409. L'article 2.4 de l'Accord antidumping prescrit que les autorités indiquent aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable et prescrit en outre aux autorités compétentes de ne pas imposer à ces parties une charge de la preuve déraisonnable.

410. Les données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale constituent les renseignements nécessaires indispensables pour procéder à une comparaison équitable. Cependant, demander que ces renseignements soient fournis pour une période de temps indéterminée n'est pas conforme à la prescription de l'article 2.4. Cette disposition établit que les autorités doivent indiquer quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable. Les renseignements portant sur une période particulière peuvent être différents des renseignements concernant une autre période; pour l'exportateur, qui doit savoir quels renseignements doivent être fournis afin d'assurer une comparaison équitable, il est donc essentiel que soit définie la période couverte par l'enquête.

411. La demande des autorités invitant les exportateurs à communiquer des données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation pour une période dépassant la période couverte par l'enquête est une charge de la preuve déraisonnable imposée aux exportateurs par l'autorité. Les limites de la période pour la collecte des données n'étant pas clairement indiquées aux cinq exportateurs brésiliens, ceux-ci se sont vu imposer une charge de la preuve excessive et déraisonnable, puisqu'ils ont dû présenter des données pour une période se situant en dehors de la période sur laquelle portait la collecte des données relatives au dumping. Étant donné cette charge de la preuve déraisonnable, qui a prévalu pendant neuf mois de l'enquête, les exportateurs ont été dans l'impossibilité de fournir des réponses complètes, exactes et communiquées en temps utile.

412. Le Brésil estime que l'établissement de la période pour la collecte des données neuf mois après l'ouverture de l'enquête et après qu'une détermination préliminaire eut été rendue n'est pas conforme à l'article 2.4.

413. Le Brésil estime également que la dernière partie de l'article 2.4 a été violée du fait que l'Argentine a établi la valeur normale (dans le cas de Sadia et Avipal) en se fondant uniquement sur les transactions effectuées sur le marché intérieur pour lesquelles les exportateurs ont présenté des factures.

414. Comme il a été démontré tout au long de l'enquête, étant donné le volume considérable des ventes de viande de volaille à l'intérieur du Brésil, les exportateurs étaient dans l'impossibilité de joindre toutes les factures correspondant à ces transactions. Les exportateurs ont invité la DCD à vérifier sur place les réponses communiquées, afin qu'elle s'assure que les réponses étaient exactes et complètes. La DCD a choisi de ne pas procéder à des vérifications auprès de ces exportateurs, ce qui ne signifie pas que les renseignements qu'ils avaient communiqués n'étaient pas vérifiables.

415. Étant donné le volume considérable des ventes de viande de volaille à l'intérieur du Brésil et le fait que seules les ventes pour lesquelles les exportateurs ont présenté des factures ont été prises en compte pour établir la valeur normale, les exportateurs se sont vu imposer une charge de la preuve déraisonnable et impossible, contrairement à la prescription de l'article 2.4.

v) Allégation n° 27: Incompatibilité avec l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 2.4.2

416. La partie pertinente de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction (...)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 27

417. L'article 2.4.2 de l'Accord antidumping indique comment les marges de dumping doivent être établies. La première partie de cette disposition énonce la règle générale exigeant qu'il soit procédé à une comparaison entre: 1) une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables; ou 2) la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction.

418. Dans la détermination finale, la DCD a établi les marges de dumping pour les exportateurs Sadia et Avipal en se fondant sur les renseignements relatifs à la valeur normale pour lesquels des

factures avaient été présentées, et non sur la base de toutes les ventes sur le marché intérieur déclarées pour la période. Le fait que la DCD n'a pas tenu compte de toutes les transactions sur le marché intérieur pour établir la valeur normale constituait une violation des prescriptions de l'article 2.4.2 en ce qui concerne la manière dont il doit être procédé à une comparaison pour établir l'existence de marges de dumping.

419. Dans la détermination finale, la DCD a établi les marges de dumping pour Sadia et Avipal sur la base d'une comparaison entre la moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale et la moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables.

420. Le Brésil croit comprendre que si l'autorité chargée de l'enquête avait accès à des renseignements concernant toutes les transactions effectuées sur le marché intérieur, quand bien même les renseignements relatifs à ces transactions n'étaient pas accompagnés de factures, elle ne pouvait pas procéder à un choix au moyen d'un échantillon, fût-il aléatoire, et utiliser une proportion limitée de ces transactions pour établir la valeur normale et procéder à la comparaison aux fins de l'établissement de la marge de dumping. Une moyenne pondérée d'un échantillon statistique de la valeur normale n'est pas la même chose qu'une moyenne pondérée de la valeur normale de toutes les transactions déclarées par les exportateurs.

421. Comme le montrent les faits susmentionnés, Sadia et Avipal ont indiqué que les ventes sur le marché intérieur étaient trop volumineuses pour que les exportateurs puissent présenter une facture pour chaque transaction. Sadia et Avipal ont présenté une liste de toutes les transactions effectuées sur le marché intérieur au cours de la période. Des factures n'ont été présentées que pour quelques transactions afin que la DCD puisse vérifier l'exactitude des données communiquées dans les réponses en général et pas seulement de celles pour lesquelles des factures avaient été soumises. Le Brésil croit comprendre qu'en raison de la masse des renseignements fournis, toutes les données ne seront peut-être pas effectivement examinées, mais cela n'exclut pas la validité des données communiquées, à plus forte raison si ces données pouvaient être vérifiées.

422. Non seulement Sadia et Avipal ont indiqué leurs transactions pour la période couverte par l'enquête (janvier 1998-janvier 1999), mais elles ont aussi communiqué des renseignements sur les ventes effectuées en dehors de la période couverte par l'enquête (1996, 1997, 1998 et les données disponibles pour 1999), qu'elles ont également déclarées. Le fait d'imposer une telle charge aux exportateurs pour qu'ensuite l'autorité chargée de l'enquête n'utilise que quelques-unes des transactions de 1998 et de janvier 1999 est contraire aux prescriptions de l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping quant à la manière dont une marge devrait être établie.

2. Articles 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2

423. Les deux allégations suivantes découlent des faits ci-dessous.

Allégation n° 32: En utilisant des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, l'Argentine n'a pas procédé à une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur des éléments de preuve positifs et comportant un examen objectif, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.1, 3.4 et 3.5.

Allégation n° 33: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas dans la détermination finale pourquoi la CNCE avait examiné les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 en se fondant sur des périodes différentes.

a) Éléments factuels

424. Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dommage.[223] Dans la détermination, la CNCE a déclaré que la période sur laquelle portait l'analyse de l'existence d'un dommage allait de janvier 1996 à décembre 1998, les données de 1995 servant d'année de référence.[224] La CNCE a en outre expliqué que pour certains facteurs tels que: la production, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente, la période retenue aux fins de l'analyse allait de janvier 1996 à juin 1999; et que pour les autres facteurs la période retenue aux fins de l'analyse allait de janvier 1996 à décembre 1998.[225]

i) Allégation n° 32: Incompatibilité avec l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.1

425. L'article 3.1 de l'Accord antidumping énonce les prescriptions générales relatives à la détermination de l'existence d'un dommage.

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 32

426. Conformément à l'article 3.1 de l'Accord antidumping, une détermination de l'existence d'un dommage doit comporter un examen objectif du volume des importations faisant l'objet d'un dumping, de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux.

427. D'après une interprétation textuelle, le terme "objectif" signifie ce qui n'est "pas subjectif".[226] Le terme "subjectif" se réfère à quelque chose qui est "imaginaire", "partial" ou "faussé".[227] En conséquence, pour qu'il y ait un examen objectif, les facteurs faisant l'objet de l'examen doivent être évalués dans les limites des mêmes paramètres et ne doivent pas être soumis à des paramètres différents ou faussés. Cela dit, l'article 3.4 de l'Accord antidumping indique quels facteurs économiques doivent être évalués pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. Pour qu'il y ait un examen objectif, les facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés sur la base des mêmes paramètres.

428. Le fait que la CNCE a évalué les données concernant la production, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente pour la période allant de janvier 1996 à juin 1999 et les données concernant tous les autres facteurs et indices énumérés à l'article 3.4 en se fondant sur les données de la période allant de janvier 1996 à décembre 1998 indique que des paramètres d'évaluation différents ont été utilisés. L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux n'était donc pas objectif et était, par conséquent, contraire à l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

---

[223] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.
[224] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil, page 9.
[225] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil, page 9.
[226] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 938.
[227] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1387.

429. L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée doit être objectif, puisque l'article 3.1 de l'Accord antidumping impose cette obligation pour tous les facteurs à examiner dans une détermination de l'existence d'un dommage. Dès lors que le Groupe spécial établit que la détermination de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur un examen objectif, le Groupe spécial doit aussi établir que l'Argentine a violé l'article 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

430. En ce qui concerne l'article 3.5, quelques-uns des facteurs pris en compte dans l'analyse de l'existence d'un dommage ont été examinés pour une période qui allait jusqu'en juin 1999. Étant donné que le dumping n'a été établi que pour une période qui allait jusqu'en janvier 1999, il n'existe aucune base sur laquelle les autorités pourraient se fonder pour attribuer le dommage existant en juin 1999 au dumping constaté en janvier 1999. À tout le moins, une explication extrêmement convaincante des modalités de ce lien serait indispensable dans la détermination finale de l'existence d'un lien de causalité.

ii) Allégation n° 33: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

431. La partie pertinente de l'article 12.2.2 dispose ce qui suit:

> "Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 33

432. La question soumise au Groupe spécial est de savoir s'il a été présenté dans la détermination finale un raisonnement suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, expliquant pourquoi la DCD a utilisé des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

433. Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif, l'article 12.2.2 prescrit qu'un avis au public de clôture d'enquête contienne tous les renseignements pertinents, ou indique qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales. En particulier, l'avis au public de clôture d'enquête doit contenir les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 de l'article 12. Parmi les renseignements exigés à l'alinéa 2.1 de l'article 12 figurent les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage, telles qu'elles sont exposées à l'article 3 de l'Accord antidumping.

434. Ainsi qu'il est indiqué dans l'allégation ci-dessus, l'examen par la CNCE des facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 n'était pas objectif parce qu'il utilisait des paramètres différents pour évaluer ces facteurs. Certains facteurs ont été évalués en tenant compte de la période allant de janvier 1996 à juin 1999 et d'autres facteurs ont été évalués en tenant compte de la période allant de janvier 1996 à décembre 1998.

435. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, la CNCE a simplement dit que la période analysée correspondait à la période allant de janvier 1996 à décembre 1998. La CNCE a dit en outre que pour certaines variables, telles que la production nationale, les prix, les importations, les exportations nationales et la consommation apparente, les données concernant le premier semestre de 1999 avaient été incluses.

436. Il n'a été présenté dans la détermination finale ni explication ni argument sur les raisons pour lesquelles la CNCE a évalué les données relatives à la production, aux prix, aux importations, aux exportations et à la consommation apparente pour la période allant de janvier 1996 à juin 1999, qui se situait en dehors de la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage.

437. En ne présentant pas dans la détermination finale d'argument pertinent pour la détermination de l'existence d'un dommage ainsi qu'il est prescrit à l'article 3, l'Argentine a violé l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

3. Article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5

438. Les quatre allégations suivantes découlent des faits décrits ci-dessous:

Allégation n° 34: Dans la détermination finale, l'analyse de l'existence d'un dommage n'a pas exclu les importations de Nicolini et de Seara, quand bien même la DCD estimait que ces importations n'étaient pas des "importations faisant l'objet d'un dumping". En n'excluant pas les importations de Nicolini et de Seara du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", la CNCE n'a pas dûment examiné s'il y avait eu une "augmentation notable" des importations faisant l'objet d'un dumping, violant ainsi l'article 3.2.

Allégation n° 35: L'évaluation faussée des "importations faisant l'objet d'un dumping" indique que la détermination finale de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas un examen objectif, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1.

Allégation n° 36: En n'excluant pas les importations provenant de Nicolini et de Seara du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", la CNCE n'a pas dûment examiné l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.4.

Allégation n° 37: En n'excluant pas les importations provenant de Nicolini et de Seara du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", la CNCE n'a pas dûment examiné le dommage, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1, et, en conséquence, n'a pas dûment démontré l'existence du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.5.

a) Éléments factuels

439. Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dommage.[228] Le 23 juin 2000, la DCD a rendu la détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[229] Dans la détermination de l'existence d'un dumping, la DCD a établi que les exportateurs brésiliens Nicolini et Seara n'exportaient pas la marchandise visée à des prix de dumping et que la viande de volaille en provenance de Sadia, d'Avipal et de tous les autres exportateurs était exportée à des prix de dumping.[230]

[228] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.
[229] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[230] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, pages 102, 103 et 104.

440. Le 17 juillet 2000, le SSCE a rendu la détermination positive finale concluant à l'existence d'un lien de causalité entre les importations dont il était allégué qu'elles faisaient l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[231]

i) Allégation n° 34: Incompatibilité avec l'article 3.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.2

441. L'article 3.2 de l'Accord antidumping indique les facteurs dont il faut tenir compte en ce qui concerne l'augmentation du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping", dont l'article 3.1 exige l'examen. La partie pertinente de l'article 3.2 dispose ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. (...)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 34

442. Le libellé employé tout au long de l'article 3 de l'Accord antidumping est cohérent, le dommage à la branche de production nationale doit avoir été causé par "les importations faisant l'objet d'un dumping". L'article 2.1 de l'Accord antidumping donne la définition de ce qui constitue un produit faisant l'objet d'un dumping. À cet égard, l'article 2.1 énonce la définition suivante:

> "Aux fins du présent accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur."

443. D'après le libellé de l'article 2.1, les "importations font l'objet d'un dumping" lorsqu'un produit est introduit sur le marché d'un autre pays à un prix qui est inférieur au prix du produit similaire dans le pays exportateur.

444. Le Brésil croit comprendre que la définition de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", telle qu'elle figure à l'article 2.1, est applicable à tous les articles dans le contexte de l'Accord antidumping.

445. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a déterminé que les exportateurs brésiliens Nicolini et Seara n'exportaient pas la marchandise visée à des prix de dumping.

446. Comme indiqué précédemment dans la présente communication, la DCD a établi le prix à l'exportation dans la détermination finale de l'existence d'un dumping en se fondant sur les renseignements relatifs aux importations fournis par la *Ganadería*. La DCD a établi une liste indiquant le volume net des importations de viande de volaille en kilogrammes, la valeur f.a.b. totale des importations de viande de volaille en dollars EU, et le prix unitaire f.a.b. par kilogramme en dollars EU des exportations de chaque exportateur brésilien pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[232]

---

[231] *Voir* la pièce n° 16 du Brésil.
[232] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 76.

447. D'après cette liste, pendant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, Nicolini a exporté vers l'Argentine 5 397 254 kilogrammes du produit faisant l'objet de l'enquête, Seara a exporté vers l'Argentine 11 038 851 kilogrammes du produit faisant l'objet de l'enquête, et le volume total du produit exporté par tous les exportateurs brésiliens était de 58 822 070 kilogrammes.

448. Sur le volume total exporté par les exportateurs brésiliens pendant la période couverte par l'enquête, Nicolini a exporté 9,18 pour cent et Seara 18,77 pour cent.

Produit	**Poids net (kg)**	**Part du total (%)**
Nicolini	5 397 254	9,18%
Seara	11 038 851	18,77%
Total	58 822 070	100%

Source: Pièce n° 15 du Brésil, pages 76 et 77.

449. Ensemble, Nicolini et Seara ont exporté 27,95 pour cent du total des exportations en provenance du Brésil du produit faisant l'objet de l'enquête, soit près d'un tiers du total des exportations de viande de volaille en provenance du Brésil pour la période. Le Brésil croit comprendre que cela représente un volume notable et un facteur pertinent pour l'analyse de l'existence d'un dommage.

450. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, l'analyse relative au dommage n'excluait pas les importations en provenance de Nicolini et de Seara des "importations faisant l'objet d'un dumping" examinées.

451. Le Brésil sait que tel est effectivement le cas puisque la détermination finale de l'existence d'un dommage, qui a été rendue le 23 décembre 1999, a précédé de six mois la détermination finale de l'existence d'un dumping, qui a été rendue le 23 juin 2000.

452. L'article 3.2 de l'Accord antidumping stipule que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner s'il y a eu une augmentation notable des "importations faisant l'objet d'un dumping", soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Le Brésil affirme que l'examen par les autorités chargées de l'enquête du point de savoir s'il y a eu une augmentation notable des "importations faisant l'objet d'un dumping" n'a jamais eu lieu, étant donné que le volume notable des importations en provenance de Nicolini et de Seara était exclu du volume des "importations faisant l'objet d'un dumping".

453. En n'excluant pas les importations en provenance de Nicolini et de Seara du volume total des "importations faisant l'objet d'un dumping", l'Argentine n'a pas examiné d'une manière adéquate s'il y avait eu une augmentation notable des "importations faisant l'objet d'un dumping", violant ainsi l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

ii) Allégation n° 35: Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.1

454. L'article 3.1 de l'Accord antidumping énonce les prescriptions générales concernant la détermination de l'existence d'un dommage.

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des

> importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 35

455. L'article 3.1 prescrit qu'une détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif de trois facteurs: 1) le volume des "importations faisant l'objet d'un dumping"; 2) l'effet des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur; et 3) l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur les producteurs nationaux de ces produits.

456. D'après les éléments factuels susmentionnés, l'Argentine n'a pas fondé sa détermination finale de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et n'a pas procédé à un examen objectif des facteurs énoncés à l'article 3.1, en établissant d'une manière incorrecte les "importations faisant l'objet d'un dumping".

457. Comme il a été démontré dans l'allégation précédente, l'article 2.1 de l'Accord antidumping considère qu'un produit fait l'objet d'un dumping lorsqu'il est introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale.

458. En conséquence, "les importations faisant l'objet d'un dumping" sont les importations qui sont introduites sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur au prix correspondant à la valeur normale. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, la DCD a constaté que les importations de viande de volaille de Nicolini et de Seara à destination de l'Argentine ne faisaient pas l'objet d'un dumping.

459. Cependant, la détermination finale de l'existence d'un dommage a inclus les importations en provenance de Nicolini et de Seara dans les "importations faisant l'objet d'un dumping" examinées conformément à l'article 3.1.

460. Étant donné que la CNCE n'a pas exclu du total des "importations faisant l'objet d'un dumping" les importations de viande de volaille en provenance de Nicolini et de Seara, l'examen du dommage, au sens de l'article 3.1, ne peut pas être considéré comme objectif.

iii) Allégation n° 36: Incompatibilité avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.4

461. L'article 3.4 de l'Accord antidumping concerne l'examen de l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale. L'article 3.4 dispose ce qui suit:

> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 36

462. L'article 3.4 de l'Accord antidumping prescrit que l'examen de l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale comporte une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche. En particulier, l'examen auquel il faut procéder est l'examen de l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale.

463. Une interprétation textuelle de la première phrase de l'article 3.4 indique que l'autorité chargée de l'enquête doit examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, non pas l'incidence de toutes les importations d'une certaine provenance.

464. Dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, une part notable (près de 30 pour cent) des importations de viande de volaille en provenance du Brésil a été considérée comme des "importations ne faisant pas l'objet d'un dumping". Cependant, aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, ces importations qui n'étaient pas considérées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" n'ont pas été exclues de l'analyse du dommage causé par les "importations faisant l'objet d'un dumping". En n'excluant pas ces importations du total des importations de viande de volaille, la CNCE a procédé à un examen incorrect de l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale.

465. Un précédent groupe spécial du GATT a soulevé une question analogue dans l'affaire *CE - Fils de coton*:

> "(...) [Le Groupe spécial] a noté que la CE avait répondu de la manière suivante à une question qu'il lui avait posée: "S'agissant du volume dont il fallait tenir compte aux fins de la détermination de l'existence d'un préjudice, la Communauté a tenu compte, pour les raisons susmentionnées, de toutes les importations, qu'elles aient fait ou non l'objet d'un dumping." L'article 3.2 et 3.4 de l'Accord exigeait que les autorités chargées de l'enquête examinent le volume et les effets des importations "faisant l'objet d'un dumping". Le Groupe spécial a noté que la CE avait indiqué dans sa réponse qu'elle avait tenu compte, aux fins de l'analyse du préjudice, des effets de toutes les importations en provenance du Brésil, qu'elles aient fait ou non l'objet d'un dumping. Comme le Brésil n'avait pas allégué que la CE avait ainsi agi de manière incompatible avec l'Accord, le Groupe spécial ne pouvait pas se prononcer sur cette allégation."[233] (non souligné dans l'original)

466. Ce groupe spécial a indiqué que si le Brésil avait allégué que la CE avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord en tenant compte des incidences de toutes les importations en provenance du Brésil dans l'analyse de l'existence d'un dommage, et pas seulement des importations faisant l'objet d'un dumping, le Groupe spécial aurait pu être en mesure de statuer sur cette allégation.

467. Contrairement à ce qui s'était passé dans l'affaire dont était saisi le Groupe spécial susmentionné du GATT, le Brésil affirme que la détermination de l'Argentine était incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping.

468. En ce qui concerne la présente allégation, en n'excluant pas du total des "importations faisant l'objet d'un dumping" les importations en provenance de Nicolini et de Seara, l'Argentine n'a pas dûment examiné l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de

[233] *Imposition de droits antidumping sur les importations de fils de coton en provenance du Brésil*, 4 juillet 1995, ADP/137, paragraphe 525 ("*CE - Fils de coton*").

production nationale concernée, contrairement à la disposition de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

iv) Allégation n° 37: Incompatibilité avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.5

469. L'article 3.5 de l'Accord antidumping établit les prescriptions concernant l'analyse de l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale:

> "Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. (…)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 37

470. L'article 3.5 de l'Accord antidumping précise comment doit être établie l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.

471. Premièrement, l'article 3.5 prescrit que la démonstration de l'existence d'un lien de causalité soit fondée sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents. Deuxièmement, l'article 3.5 dispose que les autorités examineront tous les facteurs connus autres que les "importations faisant l'objet d'un dumping" qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale. Troisièmement, les autorités doivent s'assurer que les dommages causés par ces facteurs ne sont pas imputables aux "importations faisant l'objet d'un dumping".

472. Le SSCE n'a pas procédé à une analyse de l'existence d'un lien de causalité. Le SSCE a simplement reproduit les marges de dumping constatées dans la détermination finale positive de l'existence d'un dumping, quelques-uns des facteurs examinés dans la détermination positive finale de l'existence d'un dommage, et conclu qu'il y avait un lien de causalité entre les deux, sans indiquer les raisons pour lesquelles il estimait qu'un tel lien de causalité existait. Aucune démonstration de l'existence d'un lien de causalité entre les deux n'a été faite dans la détermination positive finale de l'existence d'un lien de causalité.

473. En outre, l'article 3.5 fait obligation aux autorités de déterminer que les "importations faisant l'objet d'un dumping" sont la cause du dommage infligé à la branche de production nationale. Comme indiqué ci-dessus, les autorités savaient, avant qu'eût été rendue la détermination de l'existence d'un lien de causalité, que les importations de Nicolini et de Seara n'étaient pas considérées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping". Cependant, la détermination établissant l'existence d'un lien de causalité n'a pas évalué ce facteur et n'a pas exclu les importations de Nicolini et de Seara du total des "importations faisant l'objet d'un dumping".

474. Le Brésil considère qu'en l'absence de constatation valable de l'existence d'un dommage, constatation qui était faussée par l'inclusion des importations en provenance de Nicolini et de Seara dans le total des "importations faisant l'objet d'un dumping", il n'y avait aucune base pour constater l'existence d'un lien de causalité.

4. Articles 3.1, 3.4 et 12.2.2

475. Les trois allégations suivantes découlent des faits décrits ci-dessous et des prescriptions juridiques de l'Accord antidumping:

Allégation n° 38: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4.

Allégation n° 39: L'Argentine n'ayant pas évalué dans sa détermination finale tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, la détermination de l'existence d'un dommage établie par l'Argentine n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et ne comportait pas une évaluation objective, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1.

Allégation n° 40: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate et en ne fournissant pas dans sa détermination finale une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4.

a) Éléments factuels

476. Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu sa détermination positive finale de l'existence d'un dommage.[234] L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale ne comportait pas d'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production. En particulier, la CNCE n'a pas évalué la diminution effective et potentielle de la productivité; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; et les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

i) Allégation n° 38: Incompatibilité avec l'article 3.4 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.4

477. L'article 3.4 régit l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. L'examen doit comporter une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale, y compris les suivants:

> "(...) diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 38

478. L'article 3.4 de l'Accord antidumping énonce des prescriptions spécifiques pour l'examen du facteur b) de l'article 3.1. Il prescrit que, pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, les autorités évaluent tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production. L'article 3.4 énumère, mais ne limite pas, les facteurs qui doivent être évalués par l'autorité chargée de l'enquête.

[234] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.

479. Dans sa détermination finale de l'existence d'un dommage, la CNCE n'a pas évalué la diminution effective et potentielle de la productivité; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; et les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. La CNCE n'a pas fait référence à la diminution effective et potentielle de la productivité au cours de la période analysée et n'a pas non plus évalué la productivité de la branche de production nationale. De même, d'autres facteurs qui influent sur les prix intérieurs n'ont été ni mentionnés ni évalués par l'autorité chargée de l'enquête. En ce qui concerne l'importance de la marge de dumping, la CNCE ne l'a pas évaluée et n'aurait pas pu l'évaluer, puisque la détermination finale de l'existence d'un dumping, avec la marge de dumping, a été rendue le 23 juin 2000, six mois après que la détermination finale de l'existence d'un dommage eut été rendue. Des données et une analyse spécifique des effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement n'étaient pas non plus incluses dans la détermination finale de l'existence d'un dommage. Tous ces facteurs sont des facteurs spécifiés à l'article 3.4 et auraient dû être examinés.

480. Cette interprétation selon laquelle la liste des facteurs spécifiés à l'article 3.4 est impérative, et non pas exemplative, découle du libellé de l'article 3.4, ainsi que de diverses interprétations de cette disposition par les groupes spéciaux.

481. Le membre de phrase de l'article 3.4 où il est dit que "l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs … économiques pertinents" suggère fortement que l'évaluation des facteurs énumérés dans cette disposition est impérative dans tous les cas. L'article 3.4 dispose en outre que l'évaluation de tous les facteurs économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production nationale comprenne la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Le terme "comportera", tel qu'il figure à l'article 3.4, indique simplement qu'il peut y avoir d'autres facteurs économiques supplémentaires pertinents à analyser parmi tous les facteurs qui doivent être évalués.

482. De plus, divers groupes spéciaux de l'OMC ont conclu que l'évaluation des facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 était impérative. Dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, par exemple, le Groupe spécial a interprété le membre de phrase de l'article 3.4 "comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la branche de production nationale, y compris …" comme:

> "(...) introduisant une liste impérative de facteurs pertinents qui doivent être évalués dans tous les cas. Nous sommes d'avis que le changement apporté durant le Cycle d'Uruguay à l'énoncé de la disposition pertinente (remplacement des mots "tels que" par "y compris") a été effectué pour une raison déterminée et qu'il permet d'interpréter le libellé actuel de l'article 3.4 comme énonçant une liste qui n'est pas simplement indicative ou exemplative mais impérative. (...)"[235]

483. Le même groupe spécial a ensuite déclaré que:

> "Nous sommes d'avis que l'énoncé de l'article 3.4 montre clairement que tous les facteurs énumérés dans cet article doivent être examinés dans tous les cas. La

[235] *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, 28 septembre 2000, WT/DS122/R, paragraphe 7.225 ("*Thaïlande – Poutres en H*").

> disposition est spécifique et impérative à cet égard. (...)"[236] (non souligné dans l'original)

484. Le même groupe a conclu en déclarant ce qui suit:

> "Sur la base de cette analyse textuelle de l'article 3.4, nous sommes donc d'avis que chacun des 15 différents facteurs énumérés dans la liste impérative de facteurs figurant à l'article 3.4 doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête. (...)"[237]

485. L'Organe d'appel a confirmé les conclusions de ce groupe spécial en ce qui concerne l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.4 imposait une évaluation impérative de tous les facteurs énumérés dans cette disposition.[238]

486. De même, dans l'affaire *Mexique – SHTF* le Groupe spécial a traité de ce problème précis en déclarant ce qui suit:

> "(...) Le texte de l'article 3.4 est contraignant:
>
> "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée **comportera** une évaluation de **tous les facteurs** et indices **économiques pertinents** qui influent sur la situation de cette branche, **y compris** ..."
>
> À notre avis, ce libellé indique clairement que les facteurs énumérés à l'article 3.4 doivent être examinés dans tous les cas. Il peut y avoir d'autres facteurs économiques pertinents dans un cas particulier, dont l'examen serait aussi requis."[239] (caractère gras ajouté par le Groupe spécial)

487. Cette interprétation est également soutenue par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Linge de lit*, qui a conclu que:

> "(...) **chacun** des 15 facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête dans chaque cas au moment d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée."[240] (caractère gras ajouté par le Groupe spécial)

488. En outre, l'évaluation des facteurs énumérés à l'article 3.4 ne peut, par nature, se limiter à un simple rappel de ces facteurs mais doit tenir compte des données présentées, les situer dans le contexte et les analyser. Une évaluation des facteurs énumérés à l'article 3.4 impose à l'autorité

---

[236] *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.729.

[237] *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.231.

[238] *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer et en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, 12 mars 2001, WT/DS122/AB/R (adopté le 5 avril 2001) ("*AB – Thaïlande – Poutres en H*").

[239] *Mexique – SHTF*, paragraphe 7.128. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial s'était acquitté du devoir qu'il avait, aux termes de l'article 12:7 du Mémorandum d'accord, d'exposer les "justifications fondamentales de [ses] constatations" en ce qui concerne l'article 3.4 de l'Accord antidumping. *Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, 22 octobre 2001, WT/DS132/AB/RW, paragraphe 135 (adopté le 21 novembre 2001) ("*AB - Mexique - SHTF*").

[240] *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, 30 octobre 2000, WT/DS141/R, paragraphe 6.159 (adopté le 12 mars 2001) ("*CE – Linge de lit*"). Les constatations du Groupe spécial concernant l'allégation relative à l'article 3.4 n'ont pas fait l'objet d'un appel.

chargée de l'enquête l'obligation de déterminer l'importance et la valeur des renseignements au moyen d'une appréciation et d'une étude approfondies.

489. Cette conception peut s'appuyer sur l'interprétation donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Produits laminés à chaud*, selon laquelle il ne suffirait pas que l'autorité chargée de l'enquête mentionne simplement les données se rapportant à certains facteurs énumérés à l'article 3.4 sans entreprendre une évaluation de ces facteurs. D'après ce groupe spécial:

> "(...) L'évaluation d'un facteur suppose de placer les données dans leur contexte et de les évaluer tant du point de vue de leur évolution interne que par rapport aux autres facteurs examinés. C'est seulement en se fondant sur l'évaluation des données figurant dans la détermination qu'un groupe spécial pourrait être en mesure de juger si les conclusions tirées de l'examen sont celles d'une autorité impartiale et objective."[241] (non souligné dans l'original)

490. On peut trouver d'autres arguments à l'appui de cette interprétation dans l'affaire *Thaïlande - Poutres en H*, où le Groupe spécial a émis l'opinion suivante:

> "(...) En conséquence, en déterminant que l'article 3.4 contient une liste impérative de 15 facteurs à examiner, nous n'entendons pas établir une simple "approche récapitulative" qui consisterait uniquement à vérifier mécaniquement que chaque facteur énuméré a été mentionné d'une manière ou d'une autre par les autorités chargées de l'enquête. (…) En effet, nous sommes d'avis que l'article 3.4 fait obligation aux autorités d'établir correctement s'il existe une base factuelle pour étayer une analyse valable et bien motivée de la situation de la branche de production ainsi qu'une constatation de l'existence d'un dommage. Cette analyse ne découle pas d'une simple caractérisation du degré de "pertinence" ou de "non-pertinence" de chaque facteur, sans exception, mais doit être fondée sur une évaluation approfondie de la situation de la branche de production et, eu égard à la dernière phrase de l'article 3.4, doit contenir une explication convaincante de la manière dont l'évaluation des facteurs pertinents a débouché sur la détermination de l'existence d'un dommage."[242] (non souligné dans l'original)

491. De même, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, le Groupe spécial a conclu ce qui suit:

> "Pour ce qui concerne la nature de l'évaluation requise pour chaque facteur, le Groupe spécial a déterminé que si les autorités peuvent établir que certains facteurs ne sont pas pertinents ou ne pèsent pas de manière importante dans la décision, les autorités ne peuvent pas ignorer purement et simplement ces facteurs, mais doivent expliquer leurs conclusions quant au manque de pertinence ou d'importance desdits facteurs."[243] (non souligné dans l'original)

492. À la lumière des considérations ci-dessus et de la détermination finale de l'existence d'un dommage, le Groupe spécial vérifiera non seulement que tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 n'ont pas été examinés par l'autorité chargée de l'enquête, mais aussi que les facteurs n'ont pas tous été dûment évalués, ce qui constitue une violation *prima facie* de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

---

[241] *États-Unis – Produits laminés à chaud*, paragraphe 7.232.
[242] *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.236.
[243] *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.159.

ii) Allégation n° 39: Incompatibilité avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 3.1

493. L'article 3.1 de l'Accord antidumping indique la structure générale de l'analyse de l'existence d'un dommage à laquelle doit procéder l'autorité:

> "La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 39

494. L'article 3.1 énonce les prescriptions générales concernant une détermination de l'existence d'un dommage fondée sur l'examen du volume, des prix et de l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping" sur la branche de production nationale. Les sections subséquentes de l'article 3 donnent des indications plus précises en vue de ces déterminations. L'article 3.4 énonce les facteurs à prendre en compte pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1. Cet examen exige une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents, énumérés à l'article 3.4, qui influent sur la branche de production nationale.

495. À cet égard, la prescription de l'article 3.4 exigeant une "évaluation de tous les facteurs pertinents" doit être lue à la lumière des prescriptions générales imposées par l'article 3.1 qui exigent des "éléments de preuve positifs" et "un examen objectif" pour une détermination de l'existence d'un dommage.

496. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, la CNCE n'a pas évalué la diminution effective et potentielle de la productivité; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; et les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Pour que la constatation de l'existence d'un dommage par la CNCE soit fondée sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif, il aurait fallu que les autorités chargées de l'enquête mentionnent expressément et évaluent dans la détermination de l'existence d'un dommage <u>tous</u> les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 3.4. Tel n'a pas été le cas.

497. La CNCE n'a pas fait référence à la diminution effective et potentielle de la productivité pendant la période analysée et n'a pas non plus évalué la productivité de la branche de production nationale. De même, les autres facteurs qui influent sur les prix intérieurs n'ont été ni mentionnés ni évalués par l'autorité chargée de l'enquête. En ce qui concerne l'importance de la marge de dumping, la CNCE ne l'a pas évaluée et n'aurait pas pu l'évaluer puisque la détermination finale de l'existence d'un dumping, avec la marge de dumping, a été rendue le 23 juin 2000, six mois après qu'eut été rendue la détermination finale de l'existence d'un dommage. Des données et une analyse spécifiques des effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement n'étaient pas non plus incluses dans la détermination finale de l'existence d'un dommage.

498. Ces facteurs font partie de la liste impérative des facteurs qui doivent être évalués dans l'examen de l'incidence des importations sur la branche de production nationale. Un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux implique que soit évaluée la totalité des facteurs énumérés à l'article 3.4.

499. En n'évaluant pas la totalité de ces facteurs, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

iii) Allégation n° 40: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

500. La partie pertinente de l'article 12.2.2 dispose ce qui suit:

> "Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 40

501. La question soumise au Groupe spécial est de savoir si la détermination finale mentionnait et prenait suffisamment en compte tous les facteurs et indices économiques énumérés à l'article 3.4 pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

502. Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif, tout avis au public de clôture d'enquête doit contenir tous les renseignements pertinents, ou indiquer qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales. En particulier, l'avis au public doit contenir les renseignements décrits à l'alinéa 2.1 de l'article 12. Parmi les renseignements exigés à l'alinéa 2.1 de l'article 12, il y a les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage, telles qu'elles sont exposées à l'article 3 de l'Accord antidumping.

503. D'après les allégations n° 28 et 29, les facteurs économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, qui doivent être inclus dans l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, n'ont pas tous été mentionnés ou évalués dans la détermination finale de l'existence d'un dommage.

504. En particulier, la CNCE n'a pas mentionné ni évalué la diminution effective et potentielle de la productivité au cours de la période; les autres facteurs qui influent sur les prix intérieurs n'ont été ni mentionnés ni évalués par l'autorité chargée de l'enquête; et des données et une analyse spécifiques concernant les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement n'étaient pas non plus incluses dans la détermination finale de l'existence d'un dommage. En ce qui concerne l'importance de la marge de dumping, la CNCE n'a pas évalué, et ne pouvait pas évaluer, l'importance de cette marge parce que la détermination finale de l'existence d'un dumping n'a été rendue que le 23 juin 2000, six mois après qu'eut été rendue la détermination finale de l'existence d'un dommage.

505. En ce qui concerne ce qui doit être examiné dans la détermination écrite finale, le Brésil se réfère à l'interprétation du Groupe spécial dans l'affaire *Mexique – SHTF*. Ce groupe spécial a confirmé que l'article 3.4 prescrit ce qui suit:

> "(…) l'examen de chacun des facteurs énumérés à l'article 3.4 doit apparaître dans la détermination finale de l'autorité chargée de l'enquête."[244] (non souligné dans l'original)

506. De même, le Groupe spécial, dans l'affaire *CE – Linge de lit*, a conclu ce qui suit:

> "(…) Chaque facteur mentionné à l'article 3.4 doit être examiné … et la nature de cet examen, y compris le point de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a jugé le facteur pertinent dans son analyse de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, doit apparaître dans la détermination finale."[245] (non souligné dans l'original)

507. Étant donné que la productivité; les facteurs qui influent sur les prix intérieurs; l'importance de la marge de dumping; le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement n'ont pas été mentionnés ni examinés dans la détermination finale, le Brésil croit comprendre que l'Argentine a commis une violation *prima facie* de l'article 12.2.2.

5. Article 4.1

508. **Allégation n° 41:** L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping en estimant que 46 pour cent constituaient la proportion majeure de la production nationale totale et pouvaient donc être considérés comme la branche de production nationale.

a) Éléments factuels

509. Le 23 décembre 1999, la CNCE a rendu la détermination finale de l'existence d'un dommage.[246] Dans cette détermination, la CNCE a dit que les sociétés argentines San Sebastian, Rasic Hnos, Granja Tres Arroyos, Avicola Roque Perrez, Domvil, F.E.P.A.S.A, Frigorífico de Aves Soychu, Miralejos, Las Camelias, Frigorifico Cumini, Industrial Avicola Cordobesa, Nestor Eggs, et Super avaient officiellement approuvé la demande présentée par le CEPA.[247] Sur les 13 sociétés mentionnées ci-dessus, dix ont répondu aux questionnaires relatifs au dommage envoyés par la CNCE aux producteurs nationaux.[248] Sur les dix producteurs nationaux qui ont répondu au questionnaire de la CNCE relatif au dommage, les réponses de seulement six producteurs nationaux ont été vérifiées.[249]

510. L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale était fondé sur les données communiquées par les dix sociétés qui avaient répondu aux questionnaires. Ces sociétés constituaient 45 pour cent de la production nationale totale des produits similaires au cours de la période faisant l'objet de l'analyse (de janvier 1996 à décembre 1998), et 46 pour cent de la production nationale totale de 1998.[250]

---

[244] *Mexique – SHTF*, paragraphe 7.128.
[245] *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.162.
[246] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.
[247] *Voir* la page 61 de l'"Informe Técnico Previo a La Determinación Final", pièce n° 14 du Brésil.
[248] Les producteurs nationaux qui ont répondu au questionnaire de la CNCE étaient les suivants: San Sebastian, Rasic Hnos, Granja Tres Arroyos, Avicola Roque Perez, Domvil, F.E.P.A.SA, Frigorífico de Aves Soychu, Miralejos, Las Camelias et Super. *Voir* la page 61 de l'"Informe Técnico Previo a La Determinación Final", pièce n° 14 du Brésil.
[249] La CNCE a vérifié les réponses aux questionnaires relatifs au dommage communiquées par les sociétés suivantes: San Sebastian, Rasic, Granja Tres Arroyos, Avicola Roque Perez, Frigorífico de Aves Soychu et Las Camelias. *Voir* la page 61 de l'"Informe Técnico Previo a La Determinación Final", pièce n° 14 du Brésil.
[250] *Voir* la page 62 de l'"Informe Técnico Previo a La Determinación Final", pièce n° 14 du Brésil.

i) Allégation n° 41: Incompatibilité avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 4.1

511. La partie pertinente de l'article 4.1 dispose ce qui suit:

> "Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 41

512. La question soumise au Groupe spécial est de savoir si 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine constituent une proportion majeure de la production nationale totale.

513. La définition que l'article 4.1 donne de la "branche de production nationale" exige que les autorités tiennent compte, non pas d'un segment de la branche de production nationale, mais de la branche de production nationale prise dans son ensemble ou des producteurs dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale. Pour examiner la question, le Groupe spécial doit interpréter le sens de l'expression "proportion majeure" employée à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

514. D'après l'interprétation textuelle courante, l'expression "major part" (majeure partie)[251] est définie comme signifiant "the majority" (la majorité).[252] "Majority" (majorité) signifie "the greater number or part" (le plus grand nombre ou la plus grande partie).[253] D'après ces définitions, l'expression "proportion majeure" peut être interprétée comme signifiant la plus grande partie par rapport au tout. Si le tout en question est 100 pour cent de la production nationale totale du produit similaire, 46 pour cent ne peuvent être considérés comme la plus grande partie par rapport au tout.

515. Ainsi qu'il a été indiqué, l'article 4.1 définit la "branche de production nationale" comme désignant les producteurs nationaux représentant l'ensemble des producteurs des produits similaires ou ceux de ces producteurs dont les productions additionnées des produits en question constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

516. Le Brésil croit comprendre que l'article 4.1 dispose que la branche de production nationale peut être représentée soit par 100 pour cent des producteurs du produit similaire soit par ceux de ces producteurs dont la production, considérée conjointement, constitue plus de la moitié de la production nationale totale. Si la production des producteurs nationaux, considérée conjointement, est inférieure à 50 pour cent de la production totale, les producteurs nationaux ne satisfont pas à la définition de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

517. La détermination de la branche de production nationale est importante, plus particulièrement aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage. Étant donné que l'examen de l'existence d'un dommage tient compte de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, si la branche de production nationale n'est pas correctement constituée, l'examen de l'incidence dans l'analyse de l'existence d'un dommage peut être faussé.

---

[251] Les termes "proportion" et "partie" sont ici considérés et utilisés comme des synonymes. *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, pages 995 et 1098.

[252] *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 822.

[253] *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 822.

518. La prescription concernant la détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale, lue à la lumière de la définition de la branche de production nationale énoncée à l'article 4.1, signifie que le dommage doit être analysé par référence à l'ensemble des producteurs nationaux du produit similaire ou par référence à ceux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure, ou la majorité, de la production nationale totale de ces produits. Le dommage ne peut pas être évalué par référence à un segment ou à une partie de la branche de production nationale.

519. La détermination de la CNCE selon laquelle 46 pour cent de la production nationale totale du produit similaire constituaient la proportion majeure des productions additionnées des producteurs nationaux est à première vue incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

E. IMPOSITION ET RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING À LA SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

1. Articles 9.2, 9.3 et 12.2.2

520. Les trois allégations suivantes découlent des faits décrits ci-dessous et des prescriptions juridiques de l'Accord antidumping.

Allégation n° 28: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.2 en imposant un droit antidumping variable dont le montant recouvrable peut être inapproprié.

Allégation n° 29: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.3 en imposant un droit antidumping variable qui peut dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale.

Allégation n° 30: L'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'indiquant pas comment le "prix à l'exportation minimal" était établi dans la détermination prévoyant l'imposition de droits antidumping définitifs.

a) Éléments factuels

521. Le 23 juin 2000, la DCD a rendu sa détermination positive finale de l'existence d'un dumping.[254] Dans sa détermination, la DCD a calculé et déterminé des marges de dumping de 14,91 pour cent pour les exportations de la marchandise visée en provenance de Sadia[255], de 15,48 pour cent pour les exportations de la marchandise visée en provenance d'Avipal[256], et de 8,19 pour cent pour les exportations de la marchandise visée en provenance de tous les autres exportateurs.[257] La DCD a déterminé que les exportateurs brésiliens Nicolini et Seara n'exportaient pas la marchandise visée à des prix de dumping.[258] Les marges de dumping ont été calculées comme suit:

[254] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[255] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 102.
[256] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 103.
[257] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 104.
[258] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil, page 103.

Sadia SA

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
0,9294	0,80883	14,91

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 102.

Avipal SA

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
1,0896	0,94355	15,48

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 103.

Frigorífico Nicolini Ltda

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
0,8027	0,95843	-

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 103.

Seara Alimentos SA

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
0,9104	1,00988	-

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 103.

Tous les autres exportateurs

Valeur normale (dollars EU/kg)	Prix moyen f.a.b. (dollars EU/kg)	Marge de dumping (%)
(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B)**
1,0385	0,95992	8,19

Source: Pièce n° 15 du Brésil, page 104.

522. Le 21 juillet 2000, se fondant sur la détermination finale concluant à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, le MEOSP a rendu la Résolution n° 574/2000 imposant des mesures antidumping définitives sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil pour une période de trois ans.[259]

[259] *Voir* la pièce n° 17 du Brésil.

523. Ces mesures ont pris la forme de droits antidumping spécifiques à recouvrer correspondant à la différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé pour une expédition et un "prix à l'exportation minimal" désigné, également fixé sur une base f.a.b., à appliquer chaque fois que le premier de ces deux prix était inférieur au second. Le "prix à l'exportation minimal" établi pour chaque exportateur était de 0,92 dollar EU par kilogramme pour Sadia, de 0,98 dollar EU par kilogramme pour Avipal et de 0,98 dollar EU par kilogramme pour tous les autres exportateurs.[260] L'avis au public concernant la décision d'imposer les droits antidumping n'expliquait pas comment les "prix à l'exportation minimaux" avaient été déterminés. Les exportateurs brésiliens Nicolini et Seara ne faisaient pas l'objet de mesures antidumping puisqu'il avait été constaté qu'ils n'exportaient pas de viande de volaille à des prix de dumping.[261] L'avis au public établissait également les marges de dumping constatées pour Sadia (14,91 pour cent), Avipal (15,48 pour cent) et tous les autres exportateurs (8,19 pour cent).[262]

i) Allégation n° 28: Incompatibilité avec l'article 9.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 9.2

524. La partie pertinente de l'article 9.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage. (...)"

Argument juridique relatif à l'allégation n° 28

525. Le Brésil affirme que les droits antidumping variables imposés sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil, c'est-à-dire la différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé pour une expédition et un "prix à l'exportation minimal" désigné, également fixé sur une base f.a.b., à appliquer chaque fois que le prix f.a.b. à l'exportation est inférieur au "prix à l'exportation minimal" désigné, peuvent dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale et que, en conséquence, les montants ainsi recouvrés peuvent être inappropriés.

526. Un exemple hypothétique d'une telle situation est présenté dans l'exercice ci-dessous:

Tableau 1

Exportateur	**"Prix à l'exportation minimal" dans la Résolution n° 574**	**Droit *ad valorem* dans la détermination finale**
Sadia	0,92 dollar EU/kg	14,91%
Avipal	0,98 dollar EU/kg	15,48%
Tous les autres exportateurs	0,98 dollar EU/kg	8,19%

[260] *Voir* la pièce n° 17 du Brésil.
[261] *Voir* la pièce n° 17 du Brésil.
[262] *Voir* la pièce n° 17 du Brésil.

Tableau 2

Exportateur	**"Prix à l'exportation minimal"**	**Exemple de prix à l'exportation, base f.a.b.**	**Marge de dumping *ad valorem* (en %)**
	(A)	**(B)**	**(A) – (B) / (B) x 100%**
Sadia	0,92 dollar EU/kg	0,75 dollar EU/kg	22,66%
Avipal	0,98 dollar EU/kg	0,75 dollar EU/kg	30,66%
Tous les autres exportateurs	0,98 dollar EU/kg	0,75 dollar EU/kg	30,66%

Tableau 3

Exportateur	**Droit *ad valorem* dans la détermination finale**	**Droit *ad valorem* dans l'exercice**	**Différence**
	(A)	**(B)**	**(B) – (A)**
Sadia	14,91%	22,66%	7,75%
Avipal	15,48%	30,66%	15,18%
Tous les autres exportateurs	8,19%	30,66%	22,47%

527. Dans l'exercice ci-dessus, le Brésil a simulé le calcul d'une marge de dumping en supposant que le prix f.a.b. facturé pour une expédition était de 0,75 dollar EU par kilogramme et que le "prix à l'exportation minimal" était le prix déterminé dans la Résolution n° 574 pour chaque société (tableau 2 ci-dessus).

528. Dans cet exercice hypothétique, les droits antidumping spécifiques à recouvrer correspondant à la différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé pour cette expédition et le "prix à l'exportation minimal" désigné, également fixé sur une base f.a.b., aboutissent à un droit *ad valorem* de 22,66 pour cent pour Sadia, 30,66 pour cent pour Avipal et 30,66 pour cent pour tous les autres exportateurs (tableau 2 ci-dessus).

529. En comparant les marges de dumping constatées dans la détermination positive finale de la DCD concluant à l'existence d'un dumping avec les marges calculées dans l'exercice ci-dessus, le Groupe spécial vérifiera que le droit antidumping applicable dans ce cas hypothétique dépasserait de beaucoup la marge de dumping établie dans la détermination finale (tableau 3 ci-dessus).

530. D'après l'exercice ci-dessus, si les exportateurs brésiliens choisissent d'exporter de la viande de volaille vers l'Argentine à un prix inférieur déterminé, ils se verront imposer des droits antidumping à recouvrer d'un montant inapproprié, c'est-à-dire qui dépasseraient la marge de dumping constatée au cours de l'enquête et établie dans la détermination finale.

531. Cette situation violerait la prescription de l'article 9.2 de l'Accord antidumping selon laquelle un droit antidumping doit être d'un montant approprié dans chaque cas.

ii) Allégation n° 29: Incompatibilité avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 9.3

532. La partie pertinente de l'article 9.3 dispose ce qui suit:

> "Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 29

533. Après que l'Argentine a imposé des droits antidumping variables sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil, les exportateurs brésiliens n'ont pas exporté de viande de volaille vers l'Argentine à un prix inférieur au "prix à l'exportation minimal" afin de ne pas acquitter un droit antidumping d'un montant qui dépasse la marge établie en vertu de l'article 2.

534. L'article 9.3 de l'Accord antidumping dispose expressément que le montant du droit antidumping ne doit pas dépasser la marge de dumping établie en vertu de l'article 2. À cet effet, l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping dispose que l'"existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction".

535. Dans la présente affaire, la marge de dumping, établie en vertu de l'article 2 de l'Accord antidumping, est la marge établie pendant la phase d'enquête, à partir des données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation recueillies entre janvier 1998 et janvier 1999. Le "prix à l'exportation minimal" déterminé dans la Résolution n° 574 ne peut pas constituer une marge de dumping déterminée en vertu de l'article 2, puisqu'il ne reflète pas la valeur normale et le prix à l'exportation indiqués par les exportateurs et examinés par l'autorité chargée de l'enquête.

536. De plus, comme il a été indiqué dans l'exercice hypothétique présenté dans l'allégation n° 28 ci-dessus, si les exportateurs brésiliens choisissent d'exporter de la viande de volaille vers l'Argentine à un prix inférieur déterminé, ils se verront imposer des droits antidumping à recouvrer en dépassement la marge de dumping constatée dans la détermination finale.

537. En établissant pour les importations de viande de volaille en provenance du Brésil une mesure antidumping variable qui peut dépasser la marge de dumping déterminée en vertu de l'article 2, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.3 de l'Accord antidumping.

iii) Allégation n° 30: Incompatibilité avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping

Texte de l'article 12.2.2

538. La partie pertinente de l'article 12.2.2 dispose ce qui suit:

> "Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argument juridique relatif à l'allégation n° 30

539. La question soumise au Groupe spécial est de savoir s'il a été présenté dans la détermination finale des renseignements suffisants pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2 de l'Accord

antidumping en ce qui concerne la manière dont l'autorité argentine a calculé le "prix à l'exportation minimal" établi dans la Résolution n° 574/2000.

540. La Résolution n° 574/2000 était l'avis au public de clôture d'enquête qui prévoyait l'imposition d'un droit définitif. La Résolution n° 574/2000 imposait des mesures antidumping sous forme de droits antidumping spécifiques à recouvrer correspondant à la différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé dans une expédition et un "prix à l'exportation minimal désigné", également fixé sur une base f.a.b., à appliquer chaque fois que le premier de ces deux prix est inférieur au second. Aucune explication n'a été fournie dans la Résolution n° 574/2000 en ce qui concerne la manière dont l'Argentine a calculé le "prix à l'exportation minimal".

541. Aux termes de l'article 12.2.2, un avis au public prévoyant l'imposition d'un droit définitif doit contenir tous les renseignements pertinents ou indiquer qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales.

542. L'Argentine n'a pas fourni de renseignements pertinents expliquant pourquoi la marge établie dans la détermination finale n'était pas appliquée et comment le "prix à l'exportation minimal" était calculé.

543. Le Brésil considère que l'application des mesures antidumping est un renseignement pertinent qui doit être inclus dans l'avis au public prévoyant l'imposition d'un droit antidumping. Un exportateur a le droit de savoir comment les renseignements et les arguments présentés au cours de l'enquête ont été examinés par l'autorité compétente et comment ces renseignements ont été utilisés pour aboutir à une mesure antidumping.

544. En ne présentant pas dans l'avis au public des renseignements pertinents expliquant comment et pourquoi l'autorité chargée de l'enquête avait établi un "prix à l'exportation minimal", l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

V. CONCLUSION ET DEMANDES

A. CONCLUSION

545. Les allégations énoncées dans la partie III de la présente communication exposent les faits et le fondement juridique sur lesquels le Brésil s'appuie pour estimer que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec le GATT de 1994 et avec les diverses dispositions de l'Accord antidumping. Le Brésil estime que la procédure antidumping qui aboutit à l'application de mesures antidumping définitives concernant les importations de viande de volaille en provenance du Brésil n'aurait jamais dû être engagée (partie III.B de la présente communication – Ouverture de l'enquête antidumping). Non seulement la demande ne présentait pas d'éléments de preuve pertinents pouvant être jugés suffisants pour satisfaire aux prescriptions relatives aux éléments de preuve nécessaires dans une demande, mais les autorités argentines ont aussi manqué à l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation de ces éléments de preuve pour justifier l'ouverture de l'enquête. En ne le faisant pas, les autorités argentines ont manqué à l'obligation de rejeter la demande fondée sur des éléments de preuve insuffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage.

546. Après que l'Argentine eut indûment ouvert l'enquête, les autorités argentines ont agi d'une manière incompatible avec les règles concernant la notification, l'avis au public, les éléments de preuve et la procédure générale énoncées dans l'Accord antidumping (partie III.C de la présente communication – Conduite de l'enquête antidumping – Prescriptions en matière de preuve et concernant l'avis au public). Le non-respect de ces dispositions de l'Accord a porté atteinte aux droits des exportateurs d'avoir "toutes possibilités" de défendre leurs intérêts au cours de l'enquête en question. En outre, la détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage comportait

d'importantes erreurs en ce qui concerne l'établissement de la valeur normale, les ajustements de la valeur normale, le prix à l'exportation, la comparaison équitable; l'examen de l'existence d'un dommage, et de ses éléments, et l'établissement de la branche de production nationale (partie III.D de la présente communication – Conduite de l'enquête antidumping et détermination positive finale).

547. Lorsque l'Argentine a imposé des mesures définitives, elle a en outre vicié la procédure en imposant des droits qui peuvent dépasser la marge de dumping constatée dans la détermination finale et dont les montants à recouvrer peuvent donc être inappropriés (partie III.E de la présente communication – Imposition et recouvrement de droits antidumping à la suite de l'enquête antidumping).

548. Enfin, le Brésil fait observer qu'en vertu de l'article 3:8 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage au titre de cet accord. En conséquence, et conformément aux allégations exposées dans la présente communication, dans la mesure où l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, l'Argentine a annulé ou compromis les avantages résultant pour le Brésil de cet accord.

B. DEMANDES

549. Pour les raisons susmentionnées, le Brésil demande que le Groupe spécial constate que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping, ainsi qu'il est indiqué dans les allégations ci-dessus, qui sont résumées comme suit:

- l'engagement par l'Argentine de la procédure antidumping visant la viande de volaille en provenance du Brésil est incompatible avec l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'Accord antidumping;

- l'ouverture et la conduite par l'Argentine de l'enquête antidumping visant la viande de volaille en provenance du Brésil étaient incompatibles avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping;

- la conduite par l'Argentine de l'enquête antidumping visant la viande de volaille en provenance du Brésil était incompatible avec l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2, 6.8, avec les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II et avec l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping;

- la détermination finale de l'Argentine visant la viande de volaille en provenance du Brésil concluant à l'existence d'un dumping est incompatible avec les articles 2.4, 2.4.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

- la détermination finale de l'Argentine visant la viande de volaille en provenance du Brésil concluant à l'existence d'un dommage est incompatible avec les articles 3.1, 3.2, 3.4, 3.5 et 12.2.2 de l'Accord antidumping;

- la détermination finale de l'existence d'un dommage et l'imposition par l'Argentine de mesures antidumping définitives visant la viande de volaille en provenance du Brésil sont incompatibles avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping; et

- l'imposition par l'Argentine de mesures antidumping définitives visant la viande de volaille en provenance du Brésil est incompatible avec les articles 9.2, 9.3 et 12.2.2 de l'Accord antidumping.

550. En conséquence, le Brésil demande que le Groupe spécial:

- recommande que l'ORD demande à l'Argentine de rendre ces mesures conformes au GATT de 1994 et à l'Accord antidumping;

- use de son droit de suggérer à l'Argentine des façons de mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial, ainsi qu'il est prévu à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord; et

- suggère que, eu égard aux nombreuses violations de l'Accord antidumping, décisives pour l'issue de la procédure, l'Argentine abroge immédiatement la Résolution n° 574/2000 imposant des droits antidumping définitifs.

ANNEXE A-2

PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL

(25 septembre 2002)

INTRODUCTION

1. Le Brésil apprécie l'occasion qui lui est offerte de se présenter devant le Groupe spécial pour expliquer sa position dans le présent différend. Nous aimerions remercier le Groupe spécial et le Secrétariat du temps et des efforts qu'ils consacrent à l'affaire à l'examen.

2. Dans la présente déclaration, le Brésil ne répétera pas les arguments qu'il a présentés dans sa première communication et abordera simplement quelques-unes des questions centrales dont le Groupe spécial est saisi à la lumière des arguments soulevés par l'Argentine dans sa première communication.

3. Toutefois, avant d'en venir aux arguments spécifiques, nous aimerions d'abord examiner une question qui est soulevée dans la première communication de l'Argentine. Cette question se rapporte à l'allégation de l'Argentine selon laquelle le différend soumis au Groupe spécial a déjà été "examiné et réglé" par un Tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur. L'Argentine donne à entendre que, pour cette raison, le Groupe spécial devrait rejeter la plainte du Brésil.

LE TRIBUNAL *AD HOC* DU MERCOSUR – Chose jugée

4. Bien que l'Argentine ne le dise pas clairement dans sa première communication, elle semble alléguer que la décision rendue par le Tribunal du Mercosur sur le différend a force de chose jugée.[1] Selon le principe de la chose jugée, un jugement définitif rendu par un tribunal compétent sur le fond d'une cause est incontestable quant aux droits des parties et de leurs ayants cause et, s'agissant de ces parties, constitue un empêchement absolu à l'introduction d'une action ultérieure concernant la même allégation, la même demande ou la même cause d'action. En d'autres termes, le principe de la chose jugée ne s'applique que si l'action ultérieure se rapporte aux mêmes parties, aux mêmes mesures et aux mêmes allégations que l'action antérieure.

5. Cela dit, nous soulignons que même si le différend soumis au présent Groupe spécial concerne les mêmes parties (le Brésil et l'Argentine) et la même mesure (la résolution n° 574/2000), les allégations qui sont formulées ne sont pas les mêmes.

6. Comme l'Argentine s'est longuement étendue sur cet argument, nous aimerions expliquer que l'affaire dont le Tribunal du Mercosur était saisi devait être tranchée selon les règles antidumping du Mercosur régissant les échanges commerciaux dans cette région. Le Tribunal du Mercosur a toutefois constaté que les règles antidumping du Mercosur régissant les échanges commerciaux dans cette région n'étaient pas dûment en vigueur. Dans ce contexte, il a constaté que les États membres du Mercosur étaient autorisés à appliquer leur législation antidumping nationale en ce qui concerne le commerce régional. Le Tribunal a également conclu qu'il n'avait pas à se prononcer sur les questions de fond ayant trait à l'enquête, comme l'existence d'un dumping, d'un dommage causé à la branche de production nationale et d'un lien de causalité.

[1] Première communication de l'Argentine, paragraphe 17.

7. Le Brésil fait observer que les arbitres du Mercosur ont examiné le différend dans le cadre du Protocole de Brasilia, qui est le mécanisme de règlement des différends qui s'applique strictement aux textes juridiques du Mercosur, c'est-à-dire le Traité d'Asunción et tous les autres accords et décisions qui forment le cadre juridique du Mercosur.

8. Les allégations que le Brésil formule devant le présent Groupe spécial ne se rapportent pas à l'interprétation, à l'application ou au non-respect des dispositions des textes du Mercosur. Les allégations que le Brésil formule devant le présent Groupe spécial ont trait à la compatibilité de l'enquête et de la mesure antidumping de l'Argentine avec les dispositions de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994, questions qui n'ont jamais été examinées par les arbitres du Mercosur.

9. Nous faisons tout particulièrement observer que le Paraguay fait également valoir, dans sa communication en tant que tierce partie, que la décision rendue par le Tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur a force de chose jugée.[2] Dans l'exposé de ses arguments, le Paraguay juge pertinent de mentionner le Protocole d'Olivos. À ce stade-ci, le Brésil rappellera simplement que le Protocole d'Olivos n'est même pas encore en vigueur.

10. Quoi qu'il en soit, ce que le Paraguay et l'Argentine soumettent au présent Groupe spécial, c'est une situation dans laquelle les Membres du Mercosur pourraient bien avoir des divergences de vues sur ce que peuvent être les droits et les obligations résultant pour eux des textes juridiques du Mercosur. Pourtant, l'article premier du Mémorandum d'accord limite la compétence du présent Groupe spécial aux différends soumis en vertu des "accords visés" (ceux qui sont énumérés à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord), de l'"Accord sur l'OMC" et du Mémorandum d'accord, considérés isolément ou conjointement les uns avec les autres. Le Protocole de Brasilia et le Protocole d'Olivos ne sont pas énumérés à l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord.

11. Pour soumettre cette allégation de chose jugée au Groupe spécial, l'Argentine ne cite aucune disposition des textes juridiques de l'OMC à l'appui de sa prétention. Elle fait simplement référence à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sans indiquer clairement comment cette disposition étayerait l'argument fondé sur la chose jugée. Ce n'est pas étonnant car l'article 3:2 du Mémorandum d'accord se rapporte exclusivement à la clarification des dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC et n'a absolument rien à voir avec le lien entre les décisions antérieures d'un tribunal international et les droits et les obligations résultant pour les Membres de l'OMC des "accords visés", de l'"Accord sur l'OMC" et du Mémorandum d'accord.

12. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que le système de règlement des différends de l'OMC "a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". En fait, l'article 3:2 confirme le droit du Brésil de faire en sorte que le Groupe spécial prenne connaissance des allégations selon lesquelles la mesure antidumping de l'Argentine porte atteinte aux droits du Brésil dans le cadre de l'OMC.

OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

a) Article 5.2 – Éléments de preuve fournis dans la demande

13. En ce qui concerne les allégations de violation de l'article 5.2 de l'Accord antidumping, l'Argentine allègue qu'un requérant n'est pas tenu de prouver indubitablement l'existence d'un dumping, mais reconnaît qu'une simple affirmation de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité n'est pas suffisante si elle n'est pas étayée par des éléments de preuve pertinents.

[2] Communication du Paraguay, paragraphe 5.

Selon l'Argentine, une demande étayée par des éléments de preuve pertinents est subordonnée aux renseignements qui peuvent "raisonnablement être à la disposition" du requérant.[3]

14. L'Argentine affirme qu'il y a deux niveaux de prescriptions en ce qui concerne la qualité et la quantité des éléments de preuve qui devraient être produits. Le premier niveau est celui des éléments de preuve présentés dans une demande d'ouverture d'une enquête, lesquels, selon l'Accord, sont ceux qui peuvent "raisonnablement être à la disposition" du requérant. Le second niveau est celui des éléments de preuve qui devraient être produits une fois que l'enquête a été ouverte. À cet égard, l'Argentine cite des rapports de groupes spéciaux de l'OMC qui appuient l'idée que la quantité et la qualité des éléments de preuve requis avant l'ouverture d'une enquête doivent être nécessairement moindres que celles des éléments de preuve requis pour établir une détermination finale.[4]

15. Le Brésil est de cet avis. Ce que l'Argentine ne dit pas, toutefois, c'est que des groupes spéciaux de l'OMC ont déjà constaté que les éléments de preuve requis au moment de l'ouverture d'une enquête devaient **néanmoins** être **pertinents** pour établir l'existence des éléments prescrits par l'Accord, et que le **type** d'éléments de preuve requis pour justifier l'ouverture d'une enquête **est le même que** le type d'éléments de preuve requis pour établir une détermination préliminaire ou finale de l'existence d'un dumping, malgré le fait que la qualité et la quantité soient moindres.

16. L'existence, dans la demande, d'éléments de preuve pertinents du type requis pour mener une enquête est particulièrement importante lorsqu'il est évident au vu de la demande que des ajustements seront inévitablement apportés aux données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation.

17. Cela dit, l'Argentine n'a pas présenté d'arguments ni indiqué les éléments de preuve fournis dans la demande qui appuient le fait: 1) que la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était physiquement différente de la viande de volaille vendue à l'Argentine; 2) que les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectent effectivement la comparabilité des prix; et 3) que la différence dans le taux de rendement alléguée par le requérant était correcte.

18. Dans la communication du Brésil, nous avons montré que le requérant, en suggérant l'ajustement à apporter pour tenir compte de la différence alléguée entre la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et celle vendue à l'Argentine, n'avait fourni aucun "élément de preuve" - c'est-à-dire aucun renseignement tiré d'un document tendant à prouver un fait ou une affirmation - qui justifierait un tel ajustement. De même, il n'a été présenté aucun élément de preuve indiquant que la comparabilité des prix serait affectée ou que le taux de rendement proposé par le requérant était justifié.

19. Le Brésil a également montré que la valeur normale fournie dans la demande visait seulement une journée en 1997 (le 30 juin), tandis que les données relatives aux exportations couvraient une période de six mois en 1997 (de janvier à mai 1997 et août 1997). Selon l'Accord antidumping, il doit être procédé à une comparaison équitable pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. D'après les données fournies dans la demande, une telle comparaison ne serait pas possible.

20. L'Argentine ne cesse de faire valoir l'argument selon lequel une demande étayée par des éléments de preuve pertinents est subordonnée aux renseignements qui peuvent "raisonnablement être à la disposition" du requérant.[5] Nous avons indiqué que les renseignements sur la valeur normale pour la totalité de 1996 et 1997 pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant, même si le requérant avait uniquement présenté des renseignements sur la valeur normale pour une journée en

[3] Première communication de l'Argentine, paragraphe 34.
[4] Première communication de l'Argentine, paragraphe 37.
[5] Première communication de l'Argentine, paragraphes 31, 32 et 39.

1997.[6] Le requérant aurait pu joindre les prix de la viande de volaille publiés par la JOX pour tous les mois de 1997. Quoi qu'il en soit, il a choisi de le faire pour une seule journée de cette année-là.

b) Article 5.3 – Exactitude et adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande

21. En ce qui concerne les allégations de violation de l'article 5.3 de l'Accord antidumping, l'Argentine fait de nouveau valoir que le niveau des éléments de preuve qui est suffisant pour justifier l'ouverture d'une enquête est sensiblement inférieur au niveau requis dans une détermination prévoyant l'application d'une mesure préliminaire ou définitive. L'Argentine cite des passages choisis de rapports de groupes spéciaux de l'OMC.

22. Nous répétons que nous ne contestons pas cette norme. Ce que l'Argentine ne dit pas, encore une fois, c'est que ces mêmes rapports concluent que "lorsqu'il est évident au vu de la demande que de sérieuses questions se posent quant à la comparabilité du prix à l'exportation et du prix sur le marché intérieur, nous nous attendons à ce que les autorités reconnaissent au moins que ces différences de prix soulèvent des questions concernant la comparabilité de ces prix et qu'elles réfléchissent à l'incidence de ces différences sur le caractère suffisant des éléments de preuve de l'existence d'un dumping ou cherchent à obtenir un complément d'information si nécessaire".

23. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas réfléchi à l'incidence des différences possibles sur le caractère suffisant des éléments de preuve fournis dans la demande, et n'a pas cherché à obtenir un complément d'information, ce qui était manifestement nécessaire.

24. Toujours en ce qui concerne l'article 5.3, le Brésil a montré dans sa première communication que l'Argentine fixait les prix à l'exportation – et, par conséquent, les marges de dumping – à partir des seules transactions à l'exportation inférieures à la valeur normale. Nous faisons simplement référence à la pièce n° 2 du Brésil. Dans cette pièce, le Groupe spécial vérifiera que l'autorité chargée de l'enquête n'a pris en considération, parmi les données relatives aux importations présentées dans la demande, que la portion des importations du produit qui entrait en Argentine à des prix inférieurs à ceux du produit vendu à l'intérieur du Brésil.[7]

25. En choisissant certaines transactions à l'exportation, à savoir celles qui étaient inférieures à la valeur normale, parmi toutes les transactions à l'exportation mentionnées dans la demande, non seulement l'Argentine n'a pas examiné l'exactitude et l'adéquation de tous les éléments de preuve qui étaient fournis dans la demande, mais elle a aussi gonflé la marge de dumping. Il est évident que l'adoption de cette méthode entraîne toujours une marge de dumping.

26. Pour expliquer la méthodologie utilisée pour fixer le prix à l'exportation, l'Argentine a donné dans sa première communication une explication différente de celle qui figurait dans la décision d'ouvrir l'enquête. Dans sa première communication, l'Argentine affirme que l'autorité chargée de l'enquête a examiné les transactions à l'importation "pour tenter de déterminer lesquelles correspondaient le plus au produit visé par l'enquête, et l'a fait dans le seul but de calculer le prix à l'exportation le mieux ajusté et le plus comparable possible à ce stade préalable à l'engagement de la procédure".[8] Madame et Messieurs les membres du Groupe spécial, c'est une façon détournée d'essayer d'expliquer ce qu'est, en réalité, la méthode de la "réduction à zéro". Nous ne pouvons pas souscrire à l'affirmation selon laquelle un prix à l'exportation plus ajusté et plus comparable est un prix qui est inférieur aux prix du produit vendu sur le marché intérieur.

27. En outre, si l'autorité chargée de l'enquête avait correctement examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elle se serait rendu compte que les

[6] Première communication du Brésil, paragraphe 124.
[7] Pages 10 et 11 de la pièce n° 2 du Brésil.
[8] Première communication de l'Argentine, paragraphes 78 et 79.

données relatives à la valeur normale contenues dans la demande se rapportaient à une seule journée en 1997 et que les données relatives au prix à l'exportation se rapportaient à une période de six mois en 1997. Comme les prix varient dans le temps, il faut procéder à une comparaison équitable pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, même aux fins de l'ouverture d'une enquête. De toute évidence, il n'est pas suffisant ni adéquat de comparer la valeur normale au cours d'une seule journée avec des prix à l'exportation couvrant une période de six mois non consécutifs.

CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET D'AVIS AU PUBLIC

a) Article 12.1 – Notification et avis au public concernant l'ouverture d'une enquête

28. En ce qui concerne les allégations de violation de l'article 12.1 de l'Accord, l'Argentine fait valoir qu'il était impossible d'adresser une notification aux sept exportateurs, étant donné que l'intérêt de ces parties était inconnu au moment où l'autorité chargée de l'enquête a eu la conviction qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.[9]

29. Premièrement, il est extrêmement important de réaffirmer que l'article 12.1 oblige les autorités chargées de l'enquête à adresser une notification "[au] … Membre[ ] … dont les produits feront l'objet d'une enquête **et** [aux] autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête …". Cette obligation incombe exclusivement à l'autorité chargée de l'enquête. L'Argentine tente de partager cette obligation avec le Brésil lorsqu'elle dit qu'elle a donné au Brésil notification de l'ouverture de l'enquête et demandé qu'il coopère à l'établissement de l'identité des producteurs et des exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête.[10]

30. Deuxièmement, il n'est absolument pas vrai que l'Argentine n'a pas adressé de notification à ces sept exportateurs parce qu'elle ne savait pas qu'ils étaient des parties ayant un intérêt dans l'enquête. Comme il est indiqué et démontré au paragraphe 199 de la première communication du Brésil et dans la pièce n° 2 du Brésil, parmi les sept exportateurs brésiliens qui n'ont pas reçu une notification de l'ouverture de l'enquête, au moins cinq (Comaves, Catarinense, Minuano, Chapecó et Perdigão) figuraient parmi les exportateurs brésiliens dans la détermination portant ouverture de l'enquête.[11]

31. Même si l'Argentine savait que ces sept exportateurs étaient des parties intéressées par l'enquête, elle leur a adressé une notification seulement huit mois après l'ouverture de l'enquête.

b) Article 6.1.1 – Délais fixés pour les réponses

32. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 6.1.1 de l'Accord, l'Argentine affirme qu'elle a accordé aux exportateurs un délai de plus de 30 jours pour répondre au questionnaire.

33. Ce n'est pas vrai. Le Brésil a fourni, en tant que pièce n° 13 du Brésil, les lettres que la DCD avait adressées aux sept exportateurs brésiliens pour les inviter à répondre au questionnaire dans un délai d'au plus 20 jours commençant dès la réception de la lettre en question. Il est évident que le délai fixé par la DCD dans ces lettres était, à première vue, contraire au délai de 30 jours prescrit par l'article 6.1.1 de l'Accord.

34. Au paragraphe 133 de sa première communication, l'Argentine confirme qu'elle a envoyé les questionnaires aux exportateurs brésiliens Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca le 15 septembre 1999. Toutefois, l'Argentine n'a pas informé le Groupe spécial que dans

[9] Première communication de l'Argentine, paragraphe 110.
[10] Première communication de l'Argentine, paragraphes 112 à 116.
[11] Pièce n° 2 du Brésil, page 5.

ce document daté du 15 septembre, elle accordait un délai "d'au plus 20 jours commençant dès la réception du [document]".[12]

35. Nous réaffirmons également que la CNCE n'a jamais donné à ces sept exportateurs une notification de l'ouverture de l'enquête et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire relatif au dommage. En fait, ces exportateurs n'ont même jamais reçu ces questionnaires. L'Argentine confirme que la CNCE n'a envoyé les questionnaires relatifs au dommage qu'à huit exportateurs – en fait, seulement cinq exportateurs les ont reçus.[13] En n'envoyant pas les questionnaires relatifs au dommage à tous les exportateurs participant à l'enquête, l'Argentine a porté atteinte à leurs droits à une défense, ce qui contrevenait une fois de plus à l'article 6.1.1.

c) Article 6.1.2 – Les éléments de preuve présentés … seront mis dans les moindres délais à disposition

36. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 6.1.2 de l'Accord, le Brésil a déjà établi que l'Argentine savait que ces exportateurs étaient des parties intéressées par l'enquête au moment de l'ouverture de l'enquête. Nous avons également présenté des éléments de preuve indiquant que ces exportateurs avaient reçu une notification de l'enquête et de la nécessité d'y participer huit mois après l'ouverture de l'enquête. Ces éléments de preuve figurent dans la pièce n° 13 jointe à la communication du Brésil.

37. Dans ce sens, comment des éléments de preuve présentés par les autres parties intéressées par l'enquête pouvaient-ils être mis "dans les moindres délais" à disposition, ainsi que le prescrit l'article 6.1.2, si ces sept exportateurs ont reçu une notification de participation à l'enquête huit mois après l'ouverture de l'enquête et l'établissement d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité?

d) Article 6.1.3 – … communiqueront … le texte intégral de la demande présentée par écrit

38. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 6.1.3 de l'Accord, l'Argentine fait d'abord valoir que dans la version espagnole de l'Accord, le terme "communiquer" est rendu par "facilitar". Par conséquent, sur la base de la version espagnole de l'Accord, l'Argentine allègue que les autorités chargées de l'enquête se sont conformées à la prescription de l'article 6.1.3 lorsqu'elles ont mis la demande présentée par écrit à la disposition des parties intéressées après l'ouverture de l'enquête.

39. En fait, selon une interprétation raisonnable de l'article 6.1.3, l'Argentine était obligée de fournir au gouvernement du Brésil et aux exportateurs le texte intégral de la demande présentée par écrit. La position de l'Argentine selon laquelle le verbe "communiquer" pourrait être compris comme signifiant que les autorités étaient simplement tenues de "mettre à disposition" le texte intégral de la demande présentée par écrit est incorrecte.

40. La première phrase de l'article 6.1.3 de l'Accord dit que "[d]ès qu'une enquête aura été ouverte, les autorités communiqueront aux exportateurs connus et aux autorités du Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit conformément au paragraphe 1 de l'article 5 et le mettront sur demande à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées".

41. L'article 6.1.3 de l'Accord fait soigneusement la distinction entre l'obligation que les autorités chargées de l'enquête ont vis-à-vis des exportateurs et du Membre exportateur et l'obligation que les autorités chargées de l'enquête ont vis-à-vis des autres parties intéressées. Dans le premier cas,

[12] Pièce n° 13 du Brésil.
[13] Première communication de l'Argentine, paragraphe 135.

l'autorité chargée de l'enquête doit activement "communiquer" le texte intégral de la demande présentée par écrit au Membre exportateur et aux exportateurs concernés. Dans le second cas, les autorités chargées de l'enquête doivent "mettre" sur demande le texte intégral de la demande présentée par écrit "à la disposition" des autres parties intéressées. Le Brésil estime que si la prescription imposée à l'autorité chargée de l'enquête devait être comprise comme étant la même tant pour les exportateurs et le Membre exportateur que pour les autres parties intéressées, il ne serait pas nécessaire d'employer une formulation différente à l'article 6.1.3 de l'Accord.

42. Le même raisonnement s'applique au texte espagnol. La prescription imposée aux autorités chargées de l'enquête de "communiquer", ou "facilitar", aux exportateurs et au Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit est différente de la prescription imposée aux autorités de "mettre à la disposition", ou " pondrán a disposición", des autres parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit. Enfin, le dictionnaire de la *Real Academia Española* définit le terme "facilitar" comme signifiant "proporcionar o entregar", soit une définition qui est entièrement compatible avec le terme "provide" (communiquer) employé dans la version anglaise.

e) Article 6.8 – Données de fait disponibles

43. En ce qui concerne les allégations d'utilisation incorrecte des données de fait disponibles par l'Argentine, nous faisons observer que l'autorité n'a tenu aucun compte des réponses fournies par les exportateurs brésiliens au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et au Brésil. L'autorité a plutôt appliqué l'ajustement de la valeur normale qui était suggéré dans la demande. L'Argentine allègue qu'il était impossible de tenir compte des allégations faites par les exportateurs sans pièces justificatives qui pouvaient être vérifiées.

44. Nous avons montré dans les pièces n° 22, 23, 24 et 26 du Brésil que les exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul avaient indiqué que la viande de volaille vendue à l'Argentine était semblable à la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. Nous avons également montré dans la pièce n° 25 du Brésil que l'exportateur brésilien Catarinense avait indiqué que s'agissant des deux types de volailles qui étaient vendus (à rôtir ou à griller), il y avait une différence dans les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil. Les volailles du type "à rôtir" vendues à l'Argentine par Catarinense n'avaient ni tête ni pattes, tandis que les volailles du type "à rôtir" vendues à l'intérieur du Brésil avaient la tête mais pas les pattes.

45. Même si les exportateurs ont fourni ces renseignements importants dans un délai raisonnable et que l'autorité ne leur a pas posé de questions sur ces renseignements - ni demandé d'autres précisions -, la DCD a quand même choisi d'appliquer l'ajustement arbitraire de la valeur normale proposé par le requérant dans la demande.

46. L'Argentine allègue que les renseignements indiqués dans les questionnaires n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives qui pouvaient être vérifiées.

47. Le Groupe spécial notera que non seulement le questionnaire ne précisait pas que ces renseignements devaient être accompagnés de pièces justificatives, mais aussi que l'autorité n'a jamais demandé, pendant toute la durée de l'enquête, de pièces justificatives afin de vérifier la désignation du produit fournie par ces exportateurs. De plus, les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais informé les exportateurs que les éléments de preuve et les renseignements qu'ils avaient communiqués n'étaient pas acceptés, en conformité avec le paragraphe 6 de l'Annexe II.

48. En outre, l'autorité chargée de l'enquête a décidé que les renseignements fournis par le requérant dans la demande, sans aucune pièce justificative, étaient plus "exacts" et "vérifiables" que les renseignements précis fournis par les exportateurs au sujet de leur propre produit. Nous rappelons que les renseignements utilisés par le requérant dans la demande pour indiquer qu'il était nécessaire d'ajuster la valeur normale reposaient sur des renseignements fournis par la JOX concernant les

volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, destinées au marché de gros de São Paulo. Les renseignements fournis par la JOX concernaient les volailles réfrigérées avec la tête et les pattes, produit qui était différent du produit faisant l'objet de l'enquête, soit les volailles congelées sans tête ni pattes.

49. Nous rappelons que ces exportateurs ont invité l'autorité chargée de l'enquête à vérifier leurs réponses sur place, mais les autorités ont décidé de ne pas effectuer cette visite de vérification. Le Brésil croit comprendre qu'en pareil cas, même les renseignements fournis sans pièces justificatives étaient toujours des renseignements qui pouvaient être vérifiés. L'Argentine semble confondre le sens de renseignements "vérifiables", c'est-à-dire des renseignements "qui peuvent être vérifiés", avec celui de renseignements "qui n'ont pas encore été vérifiés".

50. Par ailleurs, le paragraphe 7 de l'Annexe II donne instruction à l'autorité chargée de l'enquête de faire preuve d'une "circonspection particulière" si l'autorité est amenée à fonder ses constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande présentée par le requérant. L'Argentine n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" puisqu'elle a ignoré, d'une manière injustifiable, les réponses fournies par ces exportateurs et décidé d'appliquer l'ajustement arbitraire de la valeur normale suggéré par le requérant dans la demande.

CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – DÉTERMINATION FINALE POSITIVE

a) Article 2.4 – Comparaison équitable

51. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'Argentine n'a pas dûment tenu compte des frais de transport dans le calcul de la valeur normale de deux exportateurs, l'Argentine allègue que l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas pu procéder à l'ajustement au titre du fret, même si Sadia avait indiqué que de tels ajustements étaient justifiés, parce que ces déductions n'étaient pas accompagnées des documents requis.

52. Même si l'Argentine considère que cet ajustement a "une incidence manifeste et importante sur la comparabilité des prix"[14], elle a tout de même considéré que l'autorité chargée de l'enquête aurait agi de façon erronée si elle avait accordé cette réduction bien précise. Selon l'Argentine, aucun élément de preuve documenté n'a été fourni et les renseignements sur les frais de transport fournis par l'exportateur avaient un caractère trop général pour être utilisés.

53. Même si l'Argentine sait que cet ajustement est justifié et qu'il est "manifeste et important" pour la comparaison des prix, elle a tout simplement décidé de ne pas l'apporter, au lieu d'utiliser des renseignements de source secondaire pour évaluer une telle déduction, comme elle l'a fait pour ajuster la valeur normale afin de tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques de la viande de volaille vendue à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

54. S'agissant du fait que l'Argentine n'a pas dûment tenu compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans le calcul de la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs, il est important que le Groupe spécial ne soit pas induit en erreur par les arguments nébuleux de l'Argentine.

55. Pendant l'enquête, la DCD a demandé à la JOX de fournir des précisions sur les taxes incluses dans les prix publiés et utilisés pour établir la valeur normale dans la détermination préliminaire.[15] Dans la détermination finale, la DCD a simplement indiqué que les renseignements fournis par la JOX

[14] Première communication de l'Argentine, paragraphe 211.
[15] Pièce n° 32 du Brésil.

étaient en portugais.[16] Nous soulignons le fait qu'aucune autre explication n'a été fournie par les autorités dans la détermination finale à l'exception du fait que les renseignements fournis par la JOX étaient en portugais.

56. À l'étape des consultations en l'espèce, le Brésil a demandé qu'on lui explique pourquoi les autorités chargées de l'enquête n'avaient tenu aucun compte des renseignements fournis par la JOX. L'Argentine a répondu que la JOX avait présenté des renseignements en portugais, ce qui n'était pas conforme aux prescriptions de forme des lois et réglementations argentines en matière de procédure administrative.

57. Dans sa première communication, l'Argentine donne une réponse tout à fait différente. L'Argentine fait valoir que pour être équitable, la comparaison doit être faite au même niveau commercial, et que c'est la raison pour laquelle elle n'a pas tenu compte des déductions mentionnées par la JOX, puisqu'il s'agirait d'une comparaison entre un prix sortie usine pour la valeur normale et un prix f.a.b. pour le prix à l'exportation.

58. Il convient de noter qu'à toutes les autres fins, y compris l'ajustement de la valeur normale, l'Argentine a utilisé les renseignements fournis par la JOX. Pour ce qui est des différences alléguées dans les caractéristiques, la DCD a bel et bien utilisé les renseignements fournis par la JOX, même si les exportateurs avaient présenté des renseignements indiquant et prouvant qu'il n'y avait pas de telles différences. En ce qui concerne la valeur normale pour tous les autres exportateurs, la DCD a également utilisé tous les autres renseignements fournis par la JOX pour établir la valeur normale.

59. Le prix sortie usine est le prix sans les frais puisqu'il représente le prix à l'usine. Le prix f.a.b. comprend les frais de transport intérieur jusqu'au port d'exportation, d'assurance intérieure, de manutention et de chargement. Le prix f.a.b. ne comprend pas les taxes ni les frais financiers. Cela dit et compte tenu des renseignements fournis par la JOX, l'autorité chargée de l'enquête aurait quand même dû déduire de la valeur normale les taxes et les frais financiers inclus dans les prix publiés par la JOX. Ces déductions auraient permis de procéder à une comparaison équitable au même niveau commercial.

60. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'Argentine a à tort tenu compte des différences alléguées dans les caractéristiques physiques pour établir la valeur normale, les autorités ont une fois de plus refusé tous les renseignements fournis par les exportateurs au motif qu'il n'existait pas de pièces justificatives. Les autorités n'ont jamais demandé à obtenir de telles pièces ni pris l'initiative de vérifier les renseignements fournis.

61. Toujours dans les allégations de violation de l'article 2.4 qu'il formule, le Brésil affirme que l'Argentine a imposé une charge de la preuve déraisonnable aux exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul en autorisant les exportateurs à présenter des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation pour les années 1996 à 1999, alors que la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping avait par la suite été fixée aux mois de janvier 1998 à janvier 1999.

62. L'Argentine admet que c'est à dessein qu'elle n'a pas défini la période de collecte des données pour l'enquête sur l'existence d'un dumping.[17] L'Argentine tente de justifier son action en affirmant que l'Accord ne définit pas la période de collecte des données. L'Argentine affirme en outre que l'autorité a le pouvoir discrétionnaire de demander les documents qu'elle juge nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping et peut demander un complément d'information au besoin pour garantir la régularité de la procédure.

[16] Pièce n° 15 du Brésil.
[17] Première communication de l'Argentine, paragraphe 243.

63. Le Brésil reconnaît que l'Accord antidumping ne définit ni n'établit ce que doit être la période de collecte des données. Toutefois, l'Accord dispose à l'article 2.4 que les autorités chargées de l'enquête ont l'obligation d'indiquer aux parties quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable et ne peuvent pas imposer une charge de la preuve déraisonnable aux parties.

64. Ce n'est qu'en octobre 1999 que la DCD a établi que la période de collecte des données pour l'enquête sur l'existence d'un dumping serait de janvier 1998 à janvier 1999, c'est-à-dire neuf mois après l'ouverture de l'enquête, après l'établissement d'une détermination préliminaire, et après la fourniture par Sadia, Avipal et Frangosul, dans leurs réponses au questionnaire, de renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation pour les années 1996 à 1999. Le temps et les ressources consacrés par ces exportateurs à la collecte de renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation pour les années 1996 à 1999 représentent une charge de la preuve déraisonnable leur ayant été imposée.

65. En outre, une charge de la preuve excessive a également été imposée aux exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul lorsque l'autorité chargée de l'enquête a exigé d'eux qu'ils fournissent un exemplaire de facture pour toutes les ventes effectuées sur le marché intérieur afin d'établir la valeur normale et, partant, de procéder à une "comparaison équitable".

66. Ces mêmes exportateurs ont fourni à la DCD des lettres dans lesquelles ils indiquaient que l'important volume des ventes de viande de volaille à l'intérieur du Brésil ne leur permettait pas de joindre toutes les factures correspondant à ces ventes. Ces exportateurs ont joint les factures se rapportant à quelques transactions à titre d'échantillon. Ils ont également invité l'autorité chargée de l'enquête à vérifier sur place les réponses fournies, de manière à s'assurer de leur exactitude et de leur exhaustivité.[18] La DCD a choisi de ne pas vérifier ces exportateurs.

b) Article 3 – Détermination de l'existence d'un dommage

67. Les allégations de violation des articles 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2 de l'Accord formulées par le Brésil se rapportent à l'utilisation de périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, et à l'absence d'explication dans la détermination finale sur la raison pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête a décidé d'examiner les facteurs et indices économiques pertinents sur la base de périodes différentes.

68. Une fois de plus, l'Argentine tente d'induire le Groupe spécial en erreur en faisant valoir que, dans les affaires de menace de dommage, le droit et la pratique internationaux prévoient la possibilité d'analyser une période plus longue que la période couverte par l'enquête afin de vérifier s'il y a ou non une tendance à l'accroissement des importations.[19]

69. Nous soulignons que ce n'est pas la question dont le Groupe spécial est saisi. Nous ne soulevons pas le point de savoir si, dans une affaire de menace de dommage, l'autorité chargée de l'enquête peut ou non analyser des données se rapportant à une période plus longue que celle couverte par l'enquête. Ce que nous mettons en question, c'est le fait que dans l'enquête en cause, l'autorité a considéré une certaine période pour l'analyse de l'existence d'un dommage pour certains facteurs et une autre période pour d'autres facteurs.

70. Dans la détermination finale, la CNCE a indiqué que la période couverte par l'analyse allait de janvier 1996 à décembre 1998. Toutefois, c'est seulement pour quelques variables comme la production, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente que l'autorité a inclus des données correspondant au premier semestre de 1999.

[18] Pièces n° 26, 29 et 31 du Brésil.
[19] Première communication de l'Argentine, paragraphes 252 à 254.

71. À cet égard, les États-Unis ne souscrivent pas à la prétention du Brésil selon laquelle l'analyse de périodes différentes ne peut pas être objective et, partant, contrevient à l'article 3.1 de l'Accord. À l'appui de leur point de vue, les États-Unis citent le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Dans cette enquête, les États-Unis avaient recueilli des renseignements sur tous les facteurs pendant toute la période de trois ans couverte par l'enquête, et avaient évalué les différents facteurs, dans divers cas, sur cette période de trois ans.

72. Nous ne pousserons pas plus loin l'analyse de ce rapport de groupe spécial parce que nous pensons que les faits relatifs à cette enquête et l'allégation de violation présentée en l'espèce par le Brésil sont très différents de cette affaire. Premièrement, en l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas recueilli de renseignements sur tous les facteurs pendant la même période, c'est-à-dire de janvier 1996 à décembre 1998. Pour ce qui est des facteurs que sont la production nationale, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente, la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage allait de janvier 1996 à juin 1999. Deuxièmement, l'autorité argentine chargée de l'enquête n'a pas évalué tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 pendant la même période pour l'analyse de l'existence d'un dommage.

73. Selon nous, les États-Unis font valoir que sur une période déterminée pour l'analyse de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête peut comparer des données relatives à certaines années sans expressément examiner de données relatives à d'autres années. Toutefois, tous les facteurs sont analysés pendant une certaine période définie pour l'analyse de l'existence d'un dommage. En l'espèce, à la différence de l'affaire citée par les États-Unis, les autorités argentines ont décidé que pour certains facteurs la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage serait celle qui va de janvier 1996 à décembre 1998 et que pour d'autres facteurs, ce serait celle qui va de janvier 1996 à juin 1999. Ce que les autorités chargées de l'enquête ne peuvent pas faire, d'où notre allégation de violation des articles 3.1 et 3.4 de l'Accord, c'est établir une certaine période pour l'analyse de l'existence d'un dommage pour certains facteurs et une autre période pour d'autres facteurs.

74. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'analyse de l'existence d'un dommage faite par la CNCE dans la détermination finale était viciée parce qu'elle n'excluait pas les importations en provenance des exportateurs brésiliens Nicolini et Seara des "importations faisant l'objet d'un dumping" visées par l'analyse, l'Argentine fait valoir que dans la détermination finale de l'existence d'un lien de causalité, l'autorité a tenu compte de la détermination de l'existence d'un dumping selon laquelle les importations en provenance des exportateurs brésiliens Nicolini et Seara ne faisaient pas l'objet d'un dumping.[20] Ce n'est pas vrai.

75. Premièrement, l'analyse concernant le dommage contenue dans la détermination finale de l'existence d'un dommage n'a jamais mentionné l'exclusion des importations en provenance de ces deux exportateurs brésiliens du total des "importations faisant l'objet d'un dumping" visées par l'analyse. Le Groupe spécial peut vérifier cette affirmation dans la pièce n° 14 du Brésil. Comme il est indiqué au paragraphe 450 de la première communication du Brésil, nous savons que c'est un fait acquis parce que la détermination finale de l'existence d'un dommage a été établie le 23 décembre 1999, et précédait de six mois la détermination finale de l'existence d'un dumping, établie le 23 juin 2000. C'est dans la détermination finale de l'existence d'un dumping que l'autorité chargée de l'enquête est parvenue à la conclusion que les exportateurs Nicolini et Seara n'exportaient pas la marchandise visée à des prix de dumping.

76. Dans sa première communication, l'Argentine reconnaît effectivement qu'elle n'a pas exclu les importations en provenance de Nicolini et de Seara de l'analyse relative au dommage. Il s'agit, en soi, d'une violation flagrante de l'article 3.1, 3.2 et 3.4. C'est, après tout, dans la détermination de

[20] Première communication de l'Argentine, paragraphe 266.

l'existence d'un dommage que les autorités doivent examiner le volume, l'effet et l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping.

77. L'Argentine tente de corriger cette situation en alléguant que c'est en établissant l'existence d'un lien de causalité qu'elle a tenu compte du fait que ces importations ne faisaient pas l'objet d'un dumping.[21] Toutefois, la détermination de l'existence d'un lien de causalité ne contient pas la moindre indication que les importations en provenance de Nicolini et de Seara étaient exclues du total des "importations faisant l'objet d'un dumping". La détermination finale de l'existence d'un lien de causalité réaffirmait simplement ce qui était déjà mentionné dans la détermination finale de l'existence d'un dumping.

78. S'agissant de l'allégation de violation selon laquelle l'Argentine n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, l'Argentine tente de convaincre le Groupe spécial que ces facteurs ont été évalués en mentionnant plusieurs pages de la détermination finale de l'existence d'un dommage dans lesquelles ces renseignements auraient été fournis. Nous démontrerons que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas évalué ces facteurs.

79. En ce qui concerne la diminution effective et potentielle de la productivité, l'Argentine mentionne les pages 12 à 14 et 20 de la détermination finale et les pages 26 à 30 et 95 du rapport technique pour tenter de démontrer que ce facteur a été évalué. Nous demandons au Groupe spécial d'examiner ces pages et de vérifier que les facteurs qui y sont évalués se rapportent à la production, à la capacité, à l'utilisation des capacités, à l'emploi et aux salaires, c'est-à-dire à des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord autres que la diminution effective et potentielle de la productivité. L'Argentine mentionne également les annexes 1, 11, 12, 13 et 14 du rapport technique joint à la détermination finale. Le Groupe spécial doit savoir que ces annexes se rapportent à la production, à l'emploi, aux salaires et à la structure de coûts, mais ne se rapportent pas au facteur productivité.

80. En ce qui concerne les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, l'Argentine allègue qu'elle a analysé l'évolution des indices de prix de produits de remplacement, essentiellement la viande rouge, ainsi que le niveau général d'activité et les indices de prix des secteurs les plus importants.[22] Nous n'avons relevé aucune évaluation semblable. L'Argentine mentionne en outre le tableau 16 du rapport technique, qui présente le produit des ventes moyen par kilogramme de viande de volaille fraîche ou réfrigérée. Le Brésil ne voit pas en quoi cela se rapporte aux facteurs affectant le prix intérieur.

81. En ce qui concerne l'importance de la marge de dumping, au lieu de citer la détermination finale pour démontrer que ce facteur avait été évalué, l'Argentine tente d'évaluer ce facteur dans sa communication. À cet égard, nous réaffirmons que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas et n'aurait pas pu évaluer l'importance de la marge de dumping parce que la détermination finale de l'existence d'un dumping, avec la marge de dumping, a été établie le 23 juin 2000, c'est-à-dire six mois après l'établissement de la détermination finale de l'existence d'un dommage.

82. Pour ce qui est des facteurs restants, qui concernent les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement, l'Argentine reconnaît qu'elle n'a pas évalué le flux de liquidités et allègue qu'une telle évaluation serait impossible étant donné certaines particularités du marché argentin.[23] Le Brésil note qu'aucune explication semblable à celle qui est offerte dans la première communication de l'Argentine n'apparaît dans la détermination finale, dans laquelle cette question n'est même pas mentionnée. Pour ce qui est des autres facteurs (la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement), l'Argentine n'indique pas, dans sa première communication, si et où ces facteurs ont été évalués dans l'analyse concernant le dommage contenue dans la détermination finale de l'existence d'un dommage.

[21] *Id.*
[22] Première communication de l'Argentine, paragraphe 292.
[23] Première communication de l'Argentine, paragraphes 297 à 299.

83. Il nous paraît opportun à ce moment-ci d'aborder l'observation faite par les États-Unis sur ces allégations. Premièrement, les États-Unis reconnaissent que l'Accord exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle évalue chacun des facteurs mentionnés à l'article 3.4. Deuxièmement, les États-Unis ne partagent pas l'avis selon lequel le fait de ne pas mentionner un facteur particulier dans la détermination publiée contrevient nécessairement à l'article 12.2.2. À l'appui de ce point de vue, les États-Unis affirment que l'article 12.2.2 exige seulement des autorités qu'elles exposent "de façon suffisamment détaillée, les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". Les États-Unis font valoir que tous les facteurs énumérés doivent être évalués, mais qu'ils ne sont pas tous nécessairement importants dans une affaire donnée.

84. Nous avons démontré dans notre communication que l'Argentine n'a même pas énuméré dans la détermination finale tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, et les a encore moins évalués. De plus, il n'est pas visible dans la détermination publiée que les autorités ont évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4. Surtout, le Brésil rappelle que l'évaluation de tous les facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 3.4 est obligatoire et, en tant que telle, est une question de fait et de droit intrinsèquement importante. Même si un facteur particulier n'a pas un effet important dans la détermination de l'existence d'un dommage, son évaluation ne peut pas être considérée comme sans importance par les autorités. Par conséquent, la détermination finale doit nécessairement indiquer si et comment tous les facteurs ont été évalués dans l'enquête correspondante et, au moins, expliquer pourquoi un facteur particulier a été jugé sans importance.

c) Article 4.1 – Proportion majeure

85. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 4.1 de l'Accord, nous convenons avec l'Argentine que l'Accord ne prévoit pas un pourcentage exact de ce qui constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale. C'est exactement la question dont le Groupe spécial est saisi, à savoir si 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine constituent une proportion majeure de la production nationale totale.

86. À ce stade-ci, le Brésil réitérera simplement les termes de sa première communication. Le Brésil prend toutefois note des arguments avancés par certaines tierces parties et fait observer que si le Groupe spécial constatait qu'une "proportion majeure" pourrait signifier moins de 50 pour cent de la production nationale, les considérations suivantes devraient s'appliquer.

87. Premièrement, contrairement à ce que les CE donnent à entendre, il n'y a rien dans l'article 5.4 qui permette d'assimiler les "producteurs nationaux soutenant expressément la demande" à la "branche de production nationale". Deuxièmement, si l'Accord ne prévoit aucun point de repère précis pour déterminer ce qui constituerait une proportion majeure de la production nationale totale, les autorités chargées de l'enquête sont alors obligées d'expliquer en termes exprès comment elles ont fait pour constater qu'un pourcentage inférieur à 50 pour cent pouvait être considéré comme une proportion majeure.

IMPOSITION ET COLLECTE DE DROITS ANTIDUMPING PAR SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

88. Madame et Messieurs les membres du Groupe spécial, en ce qui concerne les allégations de violation de l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord, étant donné l'imposition de droits antidumping rattachés à des prix à l'exportation minimaux, le Brésil prend note des arguments formulés par l'Argentine et certaines tierces parties. À ce stade-ci, le Brésil s'abstiendra de formuler d'autres arguments et s'en tiendra à ceux qui figurent dans sa première communication. Le Brésil poursuit son évaluation des nouveaux éléments introduits dans la présente analyse et fournira une analyse plus substantielle et plus solide de cette question dans sa deuxième communication. Néanmoins, s'il le faut, le Brésil

essaiera de donner des réponses préliminaires aux questions posées par le Groupe spécial à la réunion en cours.

89. Monsieur le Président, Madame, Messieurs, membres du Groupe spécial, la présente déclaration orale ne fait qu'effleurer quelques-unes des questions soulevées dans la première communication du Brésil. Nous avons tenté de présenter au Groupe spécial un point de vue nouveau sur quelques-unes des questions et quelques-uns des arguments fondamentaux de la cause en l'espèce, en gardant à l'esprit certains points soulevés par l'Argentine et les tierces parties dans leurs communications. Nous n'avions pas l'intention d'épuiser les arguments que le Brésil pouvait formuler et formulera au cours des prochaines étapes de la présente procédure. Les omissions ne doivent pas être interprétées comme un manque d'intérêt vis-à-vis des points qui n'ont pas été abordés, et n'indiquent pas que le Brésil a abandonné l'une quelconque des allégations formulées dans sa première communication.

90. Je vous remercie encore une fois pour le temps et l'attention que vous m'avez consacrés.

ANNEXE A-3

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU BRÉSIL

(17 octobre 2002)

TABLE DES MATIÈRES

Page

INTRODUCTION **A-131**

I. ARTICLE 18:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD **A-131**

II. CRITÈRE D'EXAMEN DANS LES AFFAIRES ANTIDUMPING **A-132**

III. DÉCISION RENDUE PAR LE TRIBUNAL ARBITRAL *AD HOC* DU MERCOSUR **A-133**

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING **A-138**

Article 5.3 ..... A-138

Allégation n° 4 – Prix à l'exportation inférieur à la valeur normale A-138

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET D'AVIS AU PUBLIC **A-139**

Articles 12.1, 6.1.1, 6.8, 6.9 et Annexe II A-139

Allégation n° 10 – Fait de ne pas avoir adressé une notification à sept exportateurs brésiliens A-139

Allégation n° 11 – Fait de ne pas avoir ménagé un délai de 30 jours pour répondre au questionnaire A-140

Allégation n° 15 – Fait de ne pas avoir tenu compte de la description du produit fournie par les exportateurs A-141

Allégation n° 17 – Fait de ne pas avoir tenu compte des renseignements sur le prix à l'exportation fournis par les exportateurs A-144

Allégation n° 21 – Fait de ne pas avoir indiqué les faits essentiels examinés A-145

VI. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ET LA DÉTERMINATION FINALE POSITIVE **A-146**

Articles 2.4, 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2 ..... A-146

Allégation n° 26 – Charge déraisonnable imposée aux exportateurs A-146

Allégation n° 32 – Fait de ne pas avoir utilisé la même période pour évaluer les facteurs mentionnés à l'article 3.4 ..... A-148

Allégation n° 38 – Fait de ne pas avoir évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4 ..... A-150

Allégation n° 40 – Fait de ne pas avoir donné un avis final adéquat.....A-151

VII. A-ALLÉGATIONS CONCERNANT L'IMPOSITION ET LE RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING PAR SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING.....A-152

Articles 9.2, 9.3 et 12.2.2.....A-152

Allégations n° 28 et 29 – Droit dépassant la marge de dumping.....A-152

Allégation n° 30 – Fait de ne pas avoir indiqué comment les "prix à l'exportation minimaux" ont été établis.....A-157

VIII. CONCLUSIONS ET DEMANDES.....A-158

A. CONCLUSION.....A-158

B. DEMANDES.....A-158

INTRODUCTION

1. Le Brésil remercie le Groupe spécial de son attention soutenue et se félicite de cette possibilité de réfuter les arguments présentés par l'Argentine dans sa première communication écrite et dans ses déclarations orales. Avec sa deuxième communication, le Brésil présente également les réponses écrites à la liste de questions du Groupe spécial, communiquée à la première réunion de fond tenue le 25 septembre 2002. En substance, la présente communication a pour objet de faire ressortir davantage les incompatibilités constatées dans les faits et les interprétations erronées des dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (l'"Accord antidumping") qui n'ont pas été traitées dans la première communication du Brésil ni dans la réponse écrite aux questions du Groupe spécial.

2. Par souci de clarté, le Brésil a divisé la présente réfutation en huit parties:

I. Article 18:2 du Mémorandum d'accord

II. Critère d'examen dans les affaires antidumping

III. Décision rendue par le Tribunal *ad hoc* du Mercosur

IV. Allégations concernant l'ouverture de l'enquête antidumping

V. Allégations concernant le déroulement de l'enquête antidumping – Prescriptions en matière de preuve et d'avis au public

VI. Allégations concernant le déroulement de l'enquête antidumping et la détermination finale positive

VII. Allégations concernant l'imposition et le recouvrement de droits antidumping par suite de l'enquête antidumping

VIII. Conclusion et demandes.

3. Avant de formuler des considérations au sujet des allégations spécifiques, le Brésil aimerait aborder trois questions soulevées par l'Argentine. La première se rapporte à l'allégation de l'Argentine selon laquelle le Brésil a agi d'une manière incompatible avec l'article 18:2 du Mémorandum d'accord. La deuxième se rapporte au critère d'examen dans les affaires de dumping, tel qu'il est exposé à l'article 17.6 de l'Accord antidumping. La troisième concerne l'allégation de l'Argentine selon laquelle le différend soumis au présent Groupe spécial avait déjà été "examiné et réglé" dans une décision antérieure rendue par un Tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur (le "Tribunal du Mercosur").

I. ARTICLE 18:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

4. Le Brésil a dit que sa première communication écrite ne contenait pas de renseignements confidentiels, à l'exception des pièces. À cet égard, le Brésil a gracieusement donné à l'Argentine la possibilité d'identifier toute partie de la première communication du Brésil qu'elle aurait pu juger confidentielle. L'Argentine n'a désigné aucune partie de ce document comme étant confidentielle.

5. L'Argentine a toutefois allégué qu'en qualifiant l'intégralité de sa première communication de document non confidentiel, le Brésil avait agi d'une manière contraire à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord et "porté atteinte" aux droits résultant pour l'Argentine du Mémorandum d'accord.[1]

[1] Lettre de l'Argentine au Groupe spécial, n° 220/02, datée du 15 août 2002.

6. De l'avis de l'Argentine, la première phrase de l'article 18:2 prescrit que les communications écrites soient toujours traitées comme confidentielles, indépendamment du fait que les communications écrites peuvent parfois ne **pas** contenir de renseignements confidentiels. L'Argentine croit comprendre que la deuxième phrase de l'article 18:2 autorise seulement la communication au public des positions ("statements" of positions) d'une partie. Le Brésil croit comprendre que le Mémorandum d'accord ne limite pas la portée, la forme, la longueur ni le contenu des "statements" communiqués par une partie et que, dans l'affaire à l'examen, la première communication du Brésil, sans les pièces, est identique aux positions "statements" dont il est question dans la deuxième phrase de l'article 18:2.

7. Cette affirmation est conforme à la règle 3 des Procédures de travail du présent Groupe spécial, qui dispose ce qui suit:

> *"(…) Dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses exposés écrits, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un exposé non confidentiel des renseignements contenus dans ses exposés qui peuvent être communiqués au public."* (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

8. En l'espèce, il n'y avait pas de version confidentielle de la communication écrite du Brésil et, partant, le Brésil n'était pas tenu de fournir un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans sa première communication.

9. Nous rappelons que le but de l'article 18:2 est de protéger les renseignements confidentiels. Si aucun renseignement confidentiel ne figure dans la première communication, il n'y a rien à protéger et la communication peut être rendue publique sans restrictions.

10. À titre d'observation finale, nous faisons observer que l'Argentine n'a pas démontré comment la divulgation de renseignements présentés dans la première communication du Brésil "portant atteinte" aux droits résultant pour l'Argentine du Mémorandum d'accord.

II. CRITÈRE D'EXAMEN DANS LES AFFAIRES ANTIDUMPING

11. En ce qui concerne le critère d'examen dans les affaires antidumping, l'Argentine allègue que le Brésil a formulé un argument à caractère général sans identifier les aspects de l'enquête menée par l'Argentine pour lesquels il estime que l'Argentine n'a pas agi de bonne foi.[2] Selon l'Argentine, "une accusation à caractère général n'est pas pertinente dans une procédure de l'OMC dans laquelle il faudra en fin de compte appliquer le droit à tous les faits de la cause qui ont été identifiés".[3]

12. Le Groupe spécial devrait noter que l'allégation de l'Argentine n'est pas correcte. Dans sa première communication, le Brésil a présenté des arguments qui définissent à bon droit les différents aspects de l'enquête menée par l'Argentine qui contrevenaient à l'Accord antidumping. Plus précisément, aux paragraphes 3 et 4 de sa première communication, le Brésil a fourni un résumé des 41 allégations, dans lequel il identifie les mesures particulières prises par les autorités argentines pendant l'enquête. Aux paragraphes 11 à 544, le Brésil a également exposé les allégations spécifiques, les faits et les arguments juridiques propres à chacune des 41 allégations. L'identification de ces allégations, les faits connexes et les arguments juridiques ne sont **pas** de nature générale et ne sont **pas** dénués de pertinence dans la présente procédure de l'OMC.

[2] Première communication de l'Argentine, paragraphe 11.
[3] *Id.*

13. De plus, l'Argentine allègue que le Brésil n'a pas justifié les arguments présentés dans les paragraphes correspondant au point "Critère d'examen de l'Accord antidumping", et s'est contenté de formuler des allégations qu'il n'a pas étoffées.[4]

14. Le Brésil a indiqué qu'il expliquait en détail la violation dont il faisait mention dans chaque allégation dans toute sa première communication.[5] Par conséquent, nous avons justifié toutes nos allégations de violation et croyons comprendre que le Groupe spécial examinera attentivement ces allégations afin d'évaluer si les autorités chargées de l'enquête de l'Argentine ont correctement établi les faits et si l'évaluation de ces faits était impartiale et objective.

15. Contrairement à ce que l'Argentine a dit, le Brésil n'a **jamais** affirmé, ni donné à entendre, que le libellé de l'article 17.6 i) de l'Accord visait les parties plutôt que le Groupe spécial.[6] Par conséquent, nous n'avons **jamais** non plus allégué dans le présent différend que l'Argentine avait agi en violation de l'article 17.6 i) de l'Accord.

III. DÉCISION RENDUE PAR LE TRIBUNAL ARBITRAL *AD HOC* DU MERCOSUR

16. Dans la partie II.2 de sa première communication, l'Argentine allègue que le Brésil n'a pas agi de bonne foi en omettant de faire mention de la décision rendue par le Tribunal du Mercosur au sujet du même différend soumis au Marché commun du sud ("Mercosur").[7] L'Argentine indique en outre que l'affaire à l'examen avait déjà été "examinée et réglée" dans le cadre du Mercosur et qu'en omettant de faire mention de cette décision, le Brésil avait exercé d'une manière abusive les droits résultant pour lui des Accord visés de l'OMC.[8]

17. Par ailleurs, l'Argentine semble conclure que dans le but de clarifier la portée des obligations en cause, le Groupe spécial devrait tenir compte en l'espèce du cadre juridique du Mercosur et des conséquences de l'application du Protocole de Brasilia.[9] Subsidiairement, l'Argentine conclut que le principe de l'estoppel devrait s'appliquer au présent différend étant donné que, selon l'Argentine, le Brésil a eu un comportement "homogène et sans équivoque" qui a créé une conviction en Argentine au sujet des questions portant sur le règlement des différends commerciaux entre les deux Membres dans le cadre du Mercosur et au sujet de la portée des décisions rendues par un Tribunal.[10]

18. Même si l'Argentine a indiqué qu'elle n'avait **pas** allégué l'application du principe de la chose jugée[11], d'après les arguments présentés dans sa première communication (affaire ayant déjà été "examinée et réglée"), il semble, en fait, que l'Argentine suggère que la décision rendue par le Tribunal du Mercosur a force de chose jugée. Dans le cas où l'Argentine **allègue** l'application du principe de la chose jugée, nous invitons le Groupe spécial à tenir compte des considérations suivantes.

19. Le principe de la chose jugée pose la "règle selon laquelle un jugement définitif rendu par un tribunal compétent sur le fond est incontestable quant aux droits des parties et de leur ayants cause et, s'agissant de ces parties, constitue un empêchement absolu à l'introduction d'une action ultérieure concernant la même allégation, la même demande ou la même cause d'action".[12] Par conséquent, pour

---

[4] Première communication de l'Argentine, paragraphe 12.
[5] Première communication du Brésil, paragraphe 6.
[6] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 3.
[7] Première communication de l'Argentine, paragraphe 16.
[8] Première communication de l'Argentine, paragraphe 17.
[9] Première communication de l'Argentine, paragraphe 22.
[10] Première communication de l'Argentine, paragraphe 22.
[11] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 7.
[12] Black's Law Dictionary, Sixth Edition by the Publisher's Editorial Staff, St. Paul, Minn., West Publishing Co. 1990, page 1305.

qu'une décision ait force de chose jugée, il faut que les allégations formulées dans une nouvelle action soient **les mêmes** que celles de l'action antérieure, lorsqu'un jugement définitif a été rendu.

20. En ce qui concerne l'applicabilité du principe de la chose jugée dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, nous nous reportons au raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *Inde – Automobiles*. Dans cette affaire, le Groupe spécial a jugé opportun d'examiner d'abord la question de savoir si les circonstances factuelles donnant lieu à l'application du principe de la chose jugée pouvaient être réunies dans les circonstances propres à cette affaire avant de rendre une décision sur l'applicabilité de ce principe en tant que doctrine.[13] Pour effectuer cette analyse, le Groupe spécial a établi un point de repère au moyen duquel les différends peuvent être considérés comme distincts ou similaires aux fins du rejet ou de l'application du principe de la chose jugée.[14] Le Groupe spécial a établi ce point de repère comme suit:

> *"Dans le contexte des procédures de règlement des différends de l'OMC, la notion de "question", telle qu'elle est employée à l'article 7:1 du Mémorandum d'accord, détermine la portée de ce qui est soumis à un groupe spécial et ce sur quoi il peut statuer. Comme l'a confirmé l'Organe d'appel dans l'affaire Guatemala – Ciment, la question portée devant l'ORD comprend deux éléments: les mesures spécifiques en cause et le fondement juridique de la plainte (ou des allégations). Il semble au Groupe spécial que c'est là le point de référence minimal le plus approprié pour examiner si les conditions de la chose jugée pourraient éventuellement être remplies, au cas où cette notion serait pertinente.*
>
> *Le Groupe spécial considère donc que, pour que la notion de chose jugée puisse entrer en ligne de compte dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, il faudrait, à tout le moins, que la question tranchée précédemment soit essentiellement la même que celle qui est soumise au groupe spécial suivant. Cela suppose que les mesures et les allégations y relatives soient les mêmes. Il faut aussi, aux fins du principe de la chose jugée, que les parties soient les mêmes* (…)"[15] (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

21. Le Brésil souscrit à ce point de repère et estime qu'en l'espèce le Groupe spécial devrait également appliquer ce critère. À cet égard, nous réaffirmons notre position selon laquelle si les parties et la mesure en cause dans le différend dont le présent Groupe spécial est saisi sont les mêmes que les parties et la mesure en cause dans le différend soumis au Tribunal du Mercosur, les allégations du différend dont le présent Groupe spécial est saisi ne sont **pas** les mêmes que celles qui avaient été soumises au Tribunal du Mercosur.

22. Pour que le Groupe spécial puisse vérifier cette affirmation, il nous paraît indiqué de fournir des renseignements de caractère général sur le champ d'application du système de règlement des différends du Mercosur.

23. Le 17 décembre 1991, les États membres du Mercosur ont approuvé le Protocole de Brasília portant création du mécanisme de règlement des différends du Mercosur. Ce protocole définit la portée du mécanisme de règlement des différends en indiquant que "les différends entre des États membres du Mercosur portant sur l'interprétation, l'application ou le non-respect des dispositions du Traité d'Asunción et des accords et décisions intégrés dans son cadre doivent être soumis à la

---

[13] Inde - Mesures concernant le secteur automobile, 21 décembre 2001, WT/DS146/R et WT/DS175/R, paragraphe 7.60 (rapport adopté le 5 avril 2002) (*"Inde – Automobiles"*). La constatation du Groupe spécial concernant le principe de la chose jugée n'a pas été portée en appel.

[14] *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.61.

[15] *Inde – Automobiles*, paragraphes 7.65 et 7.66.

procédure de règlement des différends prévue dans le Protocole".[16] Selon le Protocole, le champ d'application du mécanisme de règlement des différends se rapporte à l'interprétation, à l'application ou au non-respect des dispositions du Traité d'Asunción et des accords et décisions intégrés dans son cadre.[17]

24. Il est important de noter que les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'OMC présentée par le Brésil ne se rapportent pas à l'interprétation, à l'application ou au non-respect des dispositions du Traité d'Asunción et de tous les autres accords et décisions qui forment le cadre juridique du Mercosur. L'objet de la contestation dont le Brésil a saisi l'OMC se rapporte au manquement par l'Argentine aux obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC et, en particulier, à l'Accord antidumping et au GATT de 1994.[18]

25. Le Tribunal du Mercosur a examiné le différend sur la base du champ d'application défini dans le Protocole, c'est-à-dire la question de savoir si les dispositions formant le cadre juridique du Mercosur avaient été correctement interprétées, appliquées ou respectées pendant l'enquête antidumping menée par l'Argentine sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil. Le Tribunal n'était **pas** chargé d'examiner ni de trancher la question de savoir si l'Argentine s'était conformée aux obligations qu'elle a contractées dans le cadre de l'OMC relativement à la conduite de l'enquête et à l'imposition de mesures antidumping visant la viande de volaille en provenance du Brésil. Selon le Brésil, le présent Groupe spécial a la compétence voulue pour examiner de telles allégations.

26. À cet égard, l'article 23 du Mémorandum d'accord prescrit l'application exclusive du Mémorandum d'accord aux violations de l'Accord sur l'OMC. La partie pertinente de l'article 23 dispose ce qui suit:

> *"1. Lorsque des Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations ou d'annulation ou de réduction d'avantages résultant des accords visés, ou d'entrave à la réalisation d'un objectif desdits accords, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du présent mémorandum d'accord.*
>
> *2. Dans de tels cas, les Membres:*
>
> *a) ne détermineront pas qu'il y a eu violation, que des avantages ont été annulés ou compromis ou que la réalisation d'un objectif des accords visés a été entravée si ce n'est en recourant au règlement des différends conformément aux règles et procédures du présent mémorandum d'accord, et établiront toute détermination de ce genre au regard des constatations contenues dans le rapport du groupe spécial ou de l'Organe d'appel adopté par l'ORD ou d'une décision arbitrale rendue au titre du présent mémorandum d'accord(…)"* (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

27. Par conséquent, les allégations présentées au Groupe spécial concernant la violation par l'Argentine de ses obligations dans le cadre de l'OMC donnent au Brésil le droit de déclencher et d'utiliser le mécanisme de règlement des différends de l'OMC, ce qui enlève de ce fait à tout autre mécanisme le pouvoir d'examiner les allégations de violation du droit de l'OMC.

28. L'Argentine fait également valoir l'argument selon lequel le principe de l'estoppel devrait s'appliquer au présent différend, car l'Argentine, s'appuyant sur des décisions antérieures du Tribunal

---

[16] *Voir* l'article premier du Protocole de Brasilia.
[17] *Id.*
[18] *Voir* Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil: Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil, WT/DS241/3 (26 février 2002).

du Mercosur, est convaincue que le Brésil renoncerait à son droit de recourir au règlement des différends de l'OMC chaque fois qu'une affaire est tranchée par un Tribunal du Mercosur. À cet égard, le Brésil affirme une fois de plus que le différend soumis au Tribunal du Mercosur avait un **fondement juridique différent** de celui du différend dont le présent Groupe spécial est saisi.

29. Néanmoins, si le Groupe spécial estime que l'examen de cet argument est pertinent, le Brésil fait observer qu'il doit interpréter le principe de l'estoppel et déterminer s'il est applicable au règlement des différends de l'OMC.

30. L'estoppel signifie qu"'une partie est empêchée par ses propres actions de revendiquer un droit au détriment d'une autre partie qui était en droit de se fier à une telle conduite et qui a agi en conséquence".[19] Comme les Communautés européennes ("CE") l'ont fait observer dans leur communication en tant que tierce partie[20], le Groupe spécial *CE –Bananes I* a conclu à bon droit que "[l'estoppel] ne pouvait résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicites, de ces parties ou des PARTIES CONTRACTANTES".[21] Le Groupe spécial a en outre estimé ce qui suit:

> "*La décision d'une partie contractante de ne pas invoquer un droit à l'égard d'une autre partie contractante à un moment donné ne pouvait donc pas en soi être raisonnablement considérée comme une décision de relever cette autre partie contractante des obligations qui découlaient pour elle de l'Accord général. Le Groupe spécial a noté à cet égard que de précédents groupes spéciaux avaient fondé leurs constatations sur des mesures qui étaient restées incontestées pendant de longues périodes. Le Groupe spécial a donc constaté que le simple fait que les parties plaignantes n'avaient pas par le passé invoqué leurs droits au titre de l'Accord général n'avait pas modifié ces droits et ne les empêchait pas de les invoquer à présent.*"[22] (pas d'italique dans l'original)

31. Il en va de même en l'espèce. Le simple fait que le Brésil a soumis un différend similaire au Tribunal du Mercosur ne signifie pas que le Brésil a consenti à ne pas soumettre le présent différend à l'OMC. D'autant plus que le différend dont le présent Groupe spécial est saisi a un **fondement juridique différend** de celui du différend soumis au Tribunal du Mercosur.

32. Nous attirons également l'attention du Groupe spécial sur le fait que le Protocole d'Olivos sur le règlement des différends du Mercosur, signé le 18 février 2002, ne peut pas être invoqué en l'espèce en tant que consentement implicite ou exprès du Brésil à s'abstenir de soumettre le présent différend au règlement des différends de l'OMC.

33. À cet égard, nous sommes conscients du fait que le Protocole d'Olivos dispose que "les différends entrant dans le champ d'application du Protocole qui peuvent également être soumis au système de règlement des différends de l'OMC peuvent être portés devant l'une ou l'autre instance, suivant le choix fait par le plaignant".[23] Le Protocole précise en outre qu"'après l'introduction d'une procédure de règlement des différends, aucune des deux parties ne peut avoir recours à d'autres

---

[19] Black's Law Dictionary, Sixth Edition by the Publisher's Editorial Staff, St. Paul, Minn., West Publishing Co. 1990, page 551.

[20] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 16.

[21] CEE – Régimes d'importation applicables aux bananes dans les États Membres, 3 juin 1993, WT/DS32/R, paragraphe 361 (rapport non adopté) (*CE – Bananes I*). La conclusion du Groupe spécial concernant le principe de l'estoppel n'a pas été portée en appel.

[22] *CE – Bananes I*, paragraphe 362.

[23] *Voir* l'article 1.2 du Protocole d'Olivos.

mécanismes de règlement des différends devant d'autres instances relativement au même **objet** tel qu'il est défini à l'article 14 du Protocole".[24]

34. Nous faisons observer, et répétons, que l'objet dont le Tribunal du Mercosur était saisi est **différent** de l'objet dont le présent Groupe spécial est saisi. En outre, le Protocole d'Olivos n'est pas encore entré en vigueur, et même s'il l'était et que l'objet du différend était le même, le Protocole d'Olivos dispose que "les différends engagés en conformité avec le Protocole de Brasília continueront d'être régis exclusivement par ce protocole jusqu'à leur achèvement".[25] Par ailleurs, il est également indiqué dans ce protocole que "tant que les différends engagés sous le régime du Protocole de Brasília ne seront pas complètement achevés et tant que les procédures prévues à l'article 49 ne seront pas terminées, le Protocole de Brasilia continuera de s'appliquer".[26] Par conséquent, le Protocole d'Olivos ne s'applique pas aux différends qui ont déjà été menés à terme dans le cadre du Protocole de Brasília.

35. L'Argentine commet également une erreur en pensant que l'existence du cadre juridique du Mercosur et les décisions rendues dans le cadre de son mécanisme de règlement des différends doivent être prises en considération par le Groupe spécial pour s'acquitter de ses obligations en conformité avec le Mémorandum d'accord.[27] L'Argentine affirme que cela est conforme aux dispositions de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord relatives à la clarification des obligations prévues dans les accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.[28]

36. Nous rappelons que l'article 3:2 porte exclusivement sur la clarification des dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC et ne dispose **pas** qu'une décision antérieure rendue par un tribunal international entrave l'interprétation que donne un groupe spécial de l'OMC d'un Accord de l'OMC.

37. L'article 3:2 dispose, en fait, que:

> "*Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Les Membres reconnaissent qu'il a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés, et de clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

38. D'après cette disposition, le Brésil croit comprendre que le Groupe spécial doit examiner une allégation présentée par un Membre concernant la violation d'un accord visé afin de préserver les droits résultant pour ce Membre de cet accord.

39. À titre d'observation finale sur cette question, le Brésil fait observer que contrairement à ce que l'Argentine allègue, il n'a pas exercé d'une manière abusive les droits résultant pour lui des Accords de l'OMC[29], ni agi d'une manière contraire au principe de la bonne foi en ne mentionnant pas dans sa première communication la décision rendue par le Tribunal du Mercosur.[30] Le Brésil n'a pas fait mention de cette décision simplement parce qu'il estimait qu'elle n'était pas pertinente pour le présent différend, étant donné que les allégations dont le Groupe spécial est actuellement saisi **ne sont pas les mêmes** que les allégations soumises au Tribunal du Mercosur.

---

[24] *Id.*
[25] *Voir* l'article 50 du Protocole d'Olivos.
[26] *Voir* le paragraphe 2 de l'article 55 du Protocole d'Olivos.
[27] Première communication de l'Argentine, paragraphe 18.
[28] *Id.*
[29] Première communication de l'Argentine, paragraphe 23.
[30] Première communication de l'Argentine, paragraphe 16.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

Article 5.3

Allégation n° 4 – Prix à l'exportation inférieur à la valeur normale

40. L'Argentine a dit que l'assertion du Brésil selon laquelle, aux fins de l'établissement du prix à l'exportation, le choix des données était incorrect et partial est fausse.[31] Pour prouver que cette assertion est fausse, l'Argentine a expliqué que "l'autorité chargée de la mise en œuvre a examiné les transactions à l'importation pour tenter de déterminer lesquelles correspondaient le plus au produit visé par l'enquête, et l'a fait dans le seul but de calculer le prix à l'exportation le mieux ajusté et le plus comparable possible au stade préalable à l'engagement de la procédure".[32] L'Argentine a en outre mentionné qu'"elle a établi une moyenne des transactions appropriées sans opérer par conséquent de choix qui auraient pu fausser la différence entre la valeur à l'exportation et la valeur normale".[33]

41. Le Brésil ne peut pas accepter cette réponse à titre d'explication de la façon dont le prix à l'exportation a été établi au stade de l'ouverture de l'enquête. Nous avons démontré dans notre première communication que la DCD **avait** fait un choix de transactions à l'exportation, à savoir celles dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale, et que ce choix **avait** faussé la différence entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

42. Le Brésil le montrera de nouveau au Groupe spécial. Le tableau qui figure à la page 10 de la pièce n° 2 du Brésil présente la totalité des renseignements sur le prix à l'exportation communiqués par le requérant dans sa demande. Le prix moyen à l'exportation établi à partir de ces renseignements était de **1 014 dollars EU la tonne**. D'après les renseignements présentés dans la demande, l'autorité chargée de l'enquête a estimé qu'une partie importante du produit était importée en Argentine à des conditions de dumping, c'est-à-dire à des prix inférieurs à ceux qui étaient pratiqués sur le marché intérieur du Brésil.[34] La DCD n'a ensuite tenu compte que des prix de ces transactions à l'exportation qui étaient inférieurs à la valeur normale.

43. Le tableau qui figure à la page 11 de la pièce n° 2 du Brésil indique le volume et la valeur des transactions à l'exportation inférieures à la valeur normale pour les mois de janvier à mai 1997. Plus précisément, la DCD a indiqué que le même choix avait été fait pour le mois d'août 1997 (transactions à l'exportation dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale).[35] Ensuite, l'autorité a ajouté les transactions à l'exportation inférieures à la valeur normale du mois d'août 1997 aux transactions à l'exportation inférieures à la valeur normale des mois de janvier à juin 1997.[36] Elle a obtenu un montant de 4 390 836,38 dollars EU et un volume de 4 854,24 tonnes pour les exportations de viande de volaille en provenance du Brésil dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale pour la période allant de janvier à août 1997.[37] Cela s'est traduit par le prix moyen f.a.b. à l'exportation de **0,904536 dollar EU le kilo** utilisé pour ouvrir l'enquête, qui figure à la page 12 de la pièce n° 2 du Brésil.

44. De toute évidence, la méthode adoptée par la DCD a faussé (et fait fléchir) le prix à l'exportation et, partant, a faussé la marge de dumping. Non seulement l'Argentine n'a pas examiné l'exactitude et l'adéquation de **tous** les éléments de preuve présentés dans la demande, mais elle a gonflé la marge de dumping.

---

[31] Première communication de l'Argentine, paragraphe 78.
[32] *Id.*
[33] *Id.*
[34] *Voir* la page 10 de la pièce n° 2 du Brésil.
[35] *Voir* le premier paragraphe de la page 11 de la pièce n° 2 du Brésil.
[36] *Id.*
[37] *Id.*

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET D'AVIS AU PUBLIC

Articles 12.1, 6.1.1, 6.8, 6.9 et Annexe II

Allégation n° 10 – Fait de ne pas avoir adressé une notification à sept exportateurs brésiliens

45. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 12.1.1 de l'Accord, le Brésil a présenté des pièces qui corroborent le fait que les autorités chargées de l'enquête avaient reconnu et identifié les exportateurs brésiliens Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense et Perdigão avant l'ouverture de l'enquête.[38]

46. Les autorités ont été avisées pour la première fois de l'existence de ces producteurs/exportateurs le 17 février 1998, lorsque le requérant a communiqué des renseignements complémentaires qui incluaient des listes d'importations de viande de volaille en provenance du Brésil ventilées par producteur et par exportateur.[39] Le nom de ces exportateurs brésiliens figurait sur toutes les listes présentées par le requérant. En fait, les renseignements contenus dans ces listes provenaient de deux organismes argentins: la *SENASA – Direccion Nacional de Fiscalizacion Agroalimentaria* ("*SENASA*") et le *Secretaria de Agricultura, Ganaderia, Pesca y Alimentacion Direccion de Ganaderia* ("*Ganaderia*"). Comment, en ce cas, l'Argentine peut-elle faire valoir qu'elle ne connaissait pas ces exportateurs au moment de l'engagement de la procédure, alors que l'identification de ces producteurs/exportateurs brésiliens avait en réalité été faite par deux organismes argentins?

47. Le 7 janvier 1998, à une deuxième occasion mais toujours avant l'engagement de la procédure, la DCD a rendu public le rapport concernant la viabilité de l'ouverture de l'enquête antidumping, dans lequel les mêmes exportateurs étaient de nouveau identifiés.[40] Cette fois, l'identification des exportateurs était faite par les autorités **elles-mêmes**.

48. Le Brésil a également démontré que ces cinq exportateurs avaient reçu une notification de l'enquête et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire sur le dumping le 15 septembre 1999 seulement[41], près de huit mois après l'engagement de la procédure et après la publication d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dommage, d'un dumping et d'un lien de causalité.[42]

49. Le moment auquel ces exportateurs ont reçu cette notification prouve que les autorités ne se sont pas conformées aux prescriptions de l'article 12.1 de l'Accord.

50. Il est intéressant de noter que l'Argentine essaie de partager l'obligation prévue à l'article 12.1 avec le Brésil lorsqu'elle affirme qu'elle avait demandé la coopération du Brésil pour procéder à l'identification des producteurs/exportateurs brésiliens.[43] Même si l'Argentine l'affirme, elle n'a jamais demandé la coopération du Brésil pour ce qui est de fournir l'adresse de ces exportateurs précis, qu'elle avait déjà identifiés, ou des renseignements permettant de prendre contact avec eux.

51. La façon dont l'Argentine tente implicitement d'assimiler l'obligation de notification à l'obligation de publication est également curieuse. En particulier, l'Argentine affirme que "l'ouverture

[38] *Voir* les annexes 1 et 2 de la pièce n° 4 du Brésil et les pages 4 et 5 de la pièce n° 2 du Brésil.
[39] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[40] *Voir* les pages 4 et 5 de la pièce n° 2 du Brésil.
[41] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.
[42] *Voir* les pièces n° 10, 11 et 12 du Brésil.
[43] Première communication de l'Argentine, paragraphes 112 à 116.

d'une enquête est un acte administratif à caractère général, raison pour laquelle elle est publiée au Journal officiel, ce qui constitue une **notification** suffisante de portée générale".[44]

52. Nous ne pouvons pas souscrire à une telle affirmation, surtout compte tenu de la distinction expresse qui est établie entre les obligations prévues à l'article 12.1. La partie pertinente de cet article dispose ce qui suit:

> "*Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière, recevront une notification **et** un avis sera rendu public*." (non souligné dans l'original; pas de caractère gras dans l'original; pas d'italique dans l'original)

53. De toute évidence, l'article 12.1 prescrit qu'**en plus** d'un avis au public, une **notification** doit être donnée lorsque les autorités sont convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Par conséquent, la prescription en matière de notification n'est pas respectée simplement par la publication de l'avis au public.

Allégation n° 11 – Fait de ne pas avoir ménagé un délai de 30 jours pour répondre au questionnaire

54. Dans sa première communication, l'Argentine affirme catégoriquement qu'elle a ménagé aux sept exportateurs brésiliens **un délai de plus de 30 jours** pour répondre au questionnaire de la DCD et qu'elle a en outre dûment fait droit à leurs demandes de prorogation.[45]

55. Le Brésil réaffirme que ce n'est tout simplement **pas** vrai. La notification donnée par la DCD de l'enquête et de la nécessité de fournir des réponses aux questionnaires envoyés aux exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et PenaBranca mentionnait **expressément** que ces exportateurs n'avaient **pas plus de 20 jours** pour répondre au questionnaire.[46] Il est évident que le délai fixé par la DCD dans ces lettres était à première vue contraire au délai de 30 jours prévu à l'article 6.1.1 pour répondre aux questionnaires.

56. La prescription qui figure à l'article 6.1.1 est si importante que c'est la seule disposition de l'article 6 qui fixe un délai bien précis pour l'exécution d'une obligation. C'est simple: si les autorités n'accordent pas au moins 30 jours aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires, elles agissent en violation de l'article 6.1.1 de l'Accord.

57. Aux termes de l'article 6.1.1, les autorités ne sont **pas** autorisées à simplement ménager un délai de réponse moins long au commencement, pourvu que le délai total ménagé pour répondre (incluant une prorogation) soit d'au moins 30 jours. Cette interprétation viderait de son sens l'obligation prévue à l'article 6.1.1 de l'Accord:

> "*Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping. Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable.*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

---

[44] Première communication de l'Argentine, paragraphe 167.
[45] Première communication de l'Argentine, paragraphe 126.
[46] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.

58. L'article 6.1.1 comporte deux phrases. La première phrase se rapporte expressément au délai initial que les autorités doivent ménager aux exportateurs/producteurs pour répondre au questionnaire. La deuxième phrase se rapporte aux prorogations que les autorités peuvent accorder à cette fin. La première phrase impose une **obligation** aux autorités et doit être lue séparément de la deuxième phrase, qui **n'impose pas une obligation**. Si les autorités pouvaient simplement accorder aux exportateurs/producteurs un délai, inférieur à 30 jours, pour répondre au questionnaire et par la suite accorder des prorogations pour une période qui totaliserait 30 jours, la deuxième phrase de l'article 6.1.1 ne serait pas nécessaire. Selon nous, tel n'est pas le sens de l'article 6.1.1 de l'Accord.

59. Par ailleurs, lorsque des exportateurs et des producteurs reçoivent un questionnaire, ils comptent sur ce délai de 30 jours pour planifier et affecter les ressources nécessaires pour fournir les réponses. Le grand nombre de renseignements demandés dans un questionnaire exige du temps et un personnel disponible pour s'occuper de la collecte et de la présentation de ces renseignements. Si, au commencement, ces exportateurs/producteurs reçoivent un questionnaire assorti d'un délai de réponse inférieur à 30 jours, soit ils n'essaieront même pas de répondre au questionnaire, soit ils fourniront des réponses incomplètes/insuffisantes. En un certain sens, la possibilité de défendre leurs intérêts est compromise.

60. C'est encore plus vrai si le Groupe spécial considère que dans l'affaire à l'examen les sept exportateurs brésiliens ont reçu une notification de l'enquête presque huit mois après l'engagement de la procédure et après la publication de la détermination préliminaire de l'existence d'un dommage, d'un dumping et d'un lien de causalité. Le droit de se défendre de ces exportateurs avait déjà été affaibli. De plus, ces exportateurs faisaient face à l'obligation de répondre au questionnaire sur le dumping dans un délai de 20 jours **seulement**.

61. À titre de remarque finale, le Groupe spécial devrait également noter que l'article 6.1.1 mentionne les réponses aux questionnaires. Dans l'affaire à l'examen, **aucun** des sept exportateurs n'a reçu le questionnaire sur le dommage et, partant, ceux-ci n'ont même pas eu la possibilité de fournir des réponses.

Allégation n° 15 – Fait de ne pas avoir tenu compte de la description du produit fournie par les exportateurs

62. Le Brésil a démontré dans les pièces n° 22, 23, 24 et 26 du Brésil que Sadia, Avipal et Frangosul avaient indiqué dans leurs réponses au questionnaire qu'il n'y avait pas de différences dans les caractéristiques physiques entre la viande de volaille vendue à l'Argentine et la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil. Malgré cela, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas tenu compte de ce renseignement et a utilisé l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant dans la demande.

63. Le Brésil a également démontré dans la pièce n° 25 du Brésil que Catarinense avait vendu des volailles du type "à griller" (sans les abats) et des volailles du type "à rôtir" (avec les abats) à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil. Toutefois, l'autorité chargée de l'enquête a choisi d'appliquer l'ajustement de la valeur normale à la totalité des ventes de volailles à l'intérieur du Brésil, même si quelques-unes de ces ventes ne justifiaient pas un ajustement parce qu'il s'agissait de ventes de volailles du type "à griller", c'est-à-dire des volailles vendues sans la tête ni les pattes.

64. Dans sa première communication, l'Argentine semble justifier le fait qu'elle n'a pas utilisé les renseignements sur la description du produit communiqués par les exportateurs brésiliens dans leurs réponses au questionnaire en invoquant simplement l'absence de pièces justificatives.[47] Nous croyons comprendre que dans l'affaire à l'examen la DCD n'avait pas le droit de recourir aux données de fait disponibles.

[47] Première communication de l'Argentine, paragraphes 176 à 185.

65. Aux termes de l'article 6.8, l'autorité chargée de l'enquête est uniquement autorisée à recourir aux données de fait disponibles lorsqu'une partie refuse de donner accès aux **renseignements nécessaires** ou ne les communique pas, ou lorsqu'une partie entrave le déroulement de l'enquête de façon notable. Au stade d'une enquête consacrée à la présentation des éléments de preuve, l'autorité chargée de l'enquête a l'obligation fondamentale d'indiquer les renseignements qui sont exigés pour mener l'enquête. À cet égard, l'article 6.1 de l'Accord dispose ce qui suit:

> "*Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent et se verront ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents pour les besoins de l'enquête en question.*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

66. L'article 6.1 dispose que les autorités doivent donner avis des renseignements qui sont exigés. Ainsi, si l'autorité chargée de l'enquête ne précise pas clairement quels renseignements sont exigés, elle ne peut pas pénaliser la partie intéressée (recours aux données de fait disponibles) qui n'aurait pas fourni de tels renseignements.

67. En outre, le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord réaffirme l'obligation prévue à l'article 6.1 en indiquant ce qui suit:

> "*Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse. Les autorités devraient aussi faire en sorte que cette partie sache qu'au cas où ces renseignements ne seraient pas communiqués dans un délai raisonnable, elles seront libres de fonder leurs déterminations sur les données de fait disponibles, y compris celles que contient la demande d'ouverture de l'enquête émanant de la branche de production nationale.*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

68. Le paragraphe 1 de l'Annexe II exige des autorités chargées de l'enquête qu'elles indiquent **de manière détaillée** les renseignements qui doivent être fournis. Si ces renseignements ne sont pas communiqués dans un délai raisonnable, les autorités chargées de l'enquête doivent aviser la partie intéressée que leur détermination pourra être fondée sur les données de fait disponibles. Par conséquent, les autorités chargées de l'enquête **ne sont pas** admises à recourir aux données de fait disponibles si la partie intéressée n'a pas communiqué certains renseignements parce que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas indiqué précisément que ceux-ci étaient exigés.

69. Nous estimons que l'article 6.6 de l'Accord corrobore notre point de vue selon lequel la DCD n'était pas admise à recourir aux données de fait disponibles, compte tenu de l'absence de pièces justificatives. L'article 6.6 dispose ce qui suit:

> "*Sauf dans les circonstances prévues au paragraphe 8, les autorités s'assureront au cours de l'enquête de l'exactitude des renseignements fournis par les parties intéressées sur lesquels leurs constatations sont fondées.*" (pas d'italique dans l'original)

70. Selon les termes employés à l'article 6.6, à moins que les autorités ne l'indiquent de manière détaillée, les exportateurs ne sont pas tenus de fournir des pièces justificatives pour tous les renseignements communiqués en vue de démontrer l'exactitude de ces renseignements.

71. C'est également la conclusion à laquelle est arrivé le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*:

> "*(…) nous concluons que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas ne pas tenir compte de certains renseignements et recourir aux données de fait disponibles en vertu de l'article 6.8 au motif qu'une partie n'a pas présenté de pièces justificatives suffisantes pour les renseignements communiqués* ***à moins que*** *ladite autorité n'ait clairement demandé que la partie fournisse de telles pièces.*"[48] (pas de caractère gras dans l'original; pas d'italique dans l'original)

72. À cet égard, après la communication par Savia, Avipal, Frangosul et Catarinense de leurs réponses au questionnaire sur le dumping qui se rapportaient à la description du produit, l'autorité chargée de l'enquête n'a, à aucun moment pendant l'enquête, demandé des renseignements/précisions ou des pièces justificatives spécifiques sur la description du produit présentée par ces exportateurs.

73. En fait, même le questionnaire sur le dumping n'exigeait pas spécifiquement des exportateurs qu'ils présentent des pièces justificatives pour la description du produit.[49] Dans la partie "Instructions pour remplir le questionnaire du producteur/de l'exportateur", sous la rubrique "Objectif et portée", le questionnaire précise que le producteur/l'exportateur répondra au questionnaire d'une manière aussi précise que possible, en joignant des pièces justificatives à ses réponses, ou, si ce n'est pas possible, en indiquant la source des renseignements.[50] De même, il est indiqué dans la partie "Instructions générales pour remplir le questionnaire" que le producteur/l'exportateur est tenu de mentionner, sur chacune des pages qu'il présente, le numéro de dossier, la réponse détaillée à chaque question, des renseignements sur les sources utilisées et les pièces jointes correspondantes, en tant que condition nécessaire pour confirmer la véracité de la source.[51]

74. D'après les instructions générales contenues dans le questionnaire concernant la nécessité de présenter des pièces justificatives, nous ne sommes pas d'avis que l'autorité a fourni des renseignements suffisants sur les pièces justificatives précises attendues des exportateurs.

75. Nous ne pouvons pas raisonnablement présumer que le questionnaire demandait la présentation de pièces justificatives pour **tous** les renseignements communiqués par les exportateurs dans leurs réponses. À tout le moins, cette exigence imposerait une charge déraisonnable aux exportateurs devant répondre au questionnaire. Sans parler du fait que les exportateurs seraient dans l'**impossibilité** de respecter le délai de 30 jours ménagé pour répondre aux questionnaires, comme il est prévu à l'article 6.1.1 de l'Accord.

76. Le fait que la DCD n'a jamais demandé de précisions ni de pièces justificatives au sujet des renseignements communiqués par les exportateurs indiquait que les renseignements qui avaient été fournis seraient acceptés. Dans ce sens, le paragraphe 6 de l'Annexe II dispose ce qui suit:

> "*Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.*" (pas d'italique dans l'original)

---

[48] Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie, 28 septembre 2001, WT/DS189/R, paragraphe 6.58 (rapport adopté le 5 novembre 2001) ("*Argentine – Carreaux en céramique*").

[49] *Voir* les pages 19 et 21 de la pièce n° 22 du Brésil.

[50] *Voir* la page 19 de la pièce n° 22 du Brésil.

[51] *Voir* la page 21 de la pièce n° 22 du Brésil.

77. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'autorité chargée de l'enquête n'a **jamais** informé les exportateurs que les renseignements sur la description du produit qu'ils avaient communiqués étaient insuffisants ou inacceptables. Ce faisant, l'autorité a agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord.

78. Par ailleurs, l'Argentine confirme que l'ajustement était fondé sur la méthode de calcul fournie par le requérant dans la demande et que la validité de cette méthode était confirmée par l'absence d'objection de la part des exportateurs.[52] À cet égard, les considérations suivantes devraient entrer en ligne de compte.

79. Premièrement, en fournissant exactement les renseignements sur la description du produit, les exportateurs indiquaient déjà que la nécessité de procéder à l'ajustement proposé par le requérant n'était pas justifiée. De plus, l'Ambassade du Brésil à Buenos Aires avait envoyé, avant l'établissement de la détermination finale, une lettre exposant ses considérations au sujet de l'ajustement proposé par le requérant et que les autorités utiliseraient pour établir la détermination finale.[53] Dans cette lettre, l'Ambassade du Brésil mentionnait que pour procéder à une comparaison équitable, l'autorité chargée de l'enquête devrait respecter, pour **chaque exportateur**, les caractéristiques du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.[54] L'Ambassade du Brésil indiquait en outre que l'ajustement de 9,09 pour cent correspondant à la tête et aux pattes était absurde, puisqu'il y avait des exportateurs qui vendaient sur le marché intérieur **les mêmes** volailles que celles qui étaient vendues à l'Argentine.[55] D'autres considérations portant sur la méthode utilisée pour calculer l'ajustement étaient également formulées par l'ambassade, mais elles n'ont pas été prises en compte par l'autorité dans la détermination finale.[56]

80. Deuxièmement, le requérant n'a fourni, aux fins de l'engagement de la procédure et pendant l'enquête, aucune pièce justificative indiquant qu'il existait des différences dans les caractéristiques physiques entre les volailles vendues à l'Argentine et les volailles vendues à l'intérieur du Brésil, que les différences alléguées affectaient la comparabilité des prix et que la différence dans le taux de rendement présenté était correcte. En outre, les renseignements sur l'ajustement utilisés par le requérant dans la demande reposaient sur des renseignements communiqués par la JOX sur les volailles réfrigérées, avec la tête et les pattes, un produit différent du produit visé par l'enquête, soit les volailles congelées sans tête ni pattes. Malgré tout, l'autorité chargée de l'enquête a considéré les renseignements communiqués par la JOX comme des éléments de preuve acceptables pour justifier un ajustement.[57]

81. En tenant compte des renseignements fournis par le requérant au lieu des renseignements communiqués par les exportateurs, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière" pour établir la valeur normale et, partant, a également agi en violation du paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord.

Allégation n° 17 – Fait de ne pas avoir tenu compte des renseignements sur le prix à l'exportation fournis par les exportateurs

82. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'Argentine n'a tenu aucun compte des données concernant le prix à l'exportation présentées par les exportateurs brésiliens et, à la place, a eu recours aux renseignements sur le prix à l'exportation communiqués par l'organisme argentin *Ganaderia*, nous

[52] Première communication de l'Argentine, paragraphe 179.
[53] *Voir* la pièce n° 39 du Brésil.
[54] *Voir* la page 5 de la pièce n° 39 du Brésil.
[55] *Id.*
[56] *Voir* la page 6 de la pièce n° 39 du Brésil.
[57] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 50.

avons montré que Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense avaient présenté de tels renseignements pendant l'enquête.

83. Le 23 avril 1999, Sadia a présenté des renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à février 1999.[58] Le 7 mai 1999, Avipal a présenté des renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à mars 1999.[59]

84. Le 27 avril 1999, Frangosul a communiqué des renseignements sur le prix à l'exportation pour certaines transactions à l'exportation de viande de volaille vendue à l'Argentine de janvier 1996 à mars 1999, en y joignant des pièces justificatives.[60] Même si Frangosul a présenté des données concernant le prix à l'exportation pour chaque vente effectuée en Argentine pour la période allant de 1996 à mars 1999, avec les pièces justificatives correspondantes, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas accepté ces renseignements au motif que ces factures n'avaient pas été traduites.[61] Nous avons indiqué dans la pièce n° 26 du Brésil que Frangosul avait présenté quelques factures traduites concernant des ventes à l'Argentine en guise d'échantillon de toutes les factures présentées. Par ailleurs, la plupart des renseignements contenus dans les factures concernant des ventes à l'Argentine étaient déjà en espagnol.

85. Le 3 novembre 1999, Catarinense a communiqué des renseignements sur le prix à l'exportation pour certaines transactions concernant de la viande de volaille vendue à l'Argentine de janvier 1998 à janvier 1999, en y joignant des pièces justificatives.[62] La DCD n'a jamais demandé la traduction des pièces justificatives fournies pour les données concernant le prix à l'exportation. De plus, la plupart des renseignements contenus dans les factures concernant des ventes effectuées en Argentine étaient déjà en espagnol.

86. En l'espèce, non seulement l'autorité a exigé la communication de renseignements allant au-delà de la période de collecte des données aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dumping (de janvier 1998 à janvier 1999), mais elle a décidé que les renseignements spécifiques, accompagnés de pièces justificatives, qui avaient été communiqués par les exportateurs n'étaient pas aussi complets et détaillés que les renseignements provenant de l'organisme argentin *Ganaderia*.[63] Nous ne comprenons pas comment l'autorité a pu parvenir à une telle conclusion. Nous ne comprenons pas non plus les motifs pour lesquels l'autorité a utilisé les meilleurs renseignements disponibles, comme le prévoit l'article 6.8 de l'Accord.

Allégation n° 21 – Fait de ne pas avoir indiqué les faits essentiels examinés

87. Le Brésil a présenté dans la pièce n° 28 du Brésil le rapport établi avant la fin du stade de l'enquête sur l'existence d'un dumping consacré à la présentation des éléments de preuve ("*Relevamiento de lo Actuado com Anterioridad al Cierre de la Etapa Probatoria*"). En particulier, le Brésil a mentionné que ce rapport n'indiquait pas ce qui suit:

1) les renseignements sur la valeur normale fournis dans la liste de factures présentée par Sadia, couvrant la période allant de janvier 1996 à février 1999, ne seraient pas utilisés pour établir la valeur normale de Sadia;

2) les seuls renseignements pris en considération pour établir la valeur normale de Sadia dans la détermination finale correspondraient aux renseignements se rapportant aux

[58] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil et les pages 18 et 43 de la pièce n° 15 du Brésil.
[59] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil et les pages 22 e 45 de la pièce n° 15 du Brésil.
[60] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil et les pages 29 et 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[61] *Voir* la page 75 de la pièce n° 15 du Brésil.
[62] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil et les pages 38 et 39 de la pièce n° 15 du Brésil.
[63] *Voir* la page 75 de la pièce n° 15.

transactions choisies dans l'échantillon constitué par la DCD, et pour lesquelles des pièces justificatives avaient effectivement été fournies;

3) la raison pour laquelle la DCD ne prendrait pas en considération les renseignements communiqués par Sadia pour toutes les ventes déclarées sur le marché intérieur;

4) les seuls renseignements qui seraient pris en considération pour établir la valeur normale d'Avipal seraient les renseignements se rapportant aux transactions pour lesquelles des pièces justificatives avaient été fournies;

5) la raison pour laquelle la DCD ne prendrait pas en considération les renseignements communiqués par Avipal pour toutes les ventes déclarées sur le marché intérieur;

6) aucun des renseignements concernant la valeur normale présentés par Frangosul et Catarinense ne serait pris en considération pour établir la valeur normale et une marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs;

7) la raison pour laquelle la DCD ne prendrait pas en considération les renseignements concernant la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense;

8) la raison pour laquelle les renseignements communiqués par tous les exportateurs brésiliens ne seraient pas pris en considération pour déterminer le prix f.a.b. à l'exportation; et

9) la raison pour laquelle la description du produit fournie par les exportateurs pendant l'enquête ne serait pas prise en considération pour évaluer si l'ajustement apporté à la valeur normale pour tenir compte des différences dans les caractéristiques physiques était justifié.

88. Le Brésil réaffirme sa position selon laquelle les exportateurs ne peuvent pas être informés simplement en examinant le dossier de l'enquête indiquant que les éléments de preuve présentés par le requérant et provenant de sources secondaires, et non les faits présentés par les exportateurs, seraient utilisés comme fondement principal de la détermination de l'existence d'un dumping et de son importance. En n'expliquant pas les raisons pour lesquelles ces renseignements ont été rejetés, l'autorité chargée de l'enquête a privé les exportateurs de la possibilité de défendre leurs intérêts au sens de l'article 6.9 de l'Accord.

89. Comme il est indiqué dans la première communication, dans le cas où l'Argentine fournit des renseignements ou des documents qui n'ont pas été communiqués aux exportateurs pendant l'enquête comme moyen de justification de ses actions pendant l'enquête, le Brésil estime que cette non-divulgation de faits essentiels devrait également être considérée comme une violation de l'article 6.9 de l'Accord. [64]

VI. ALLÉGATIONS CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING ET LA DÉTERMINATION FINALE POSITIVE

Articles 2.4, 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2

Allégation n° 26 – Charge déraisonnable imposée aux exportateurs

90. La DCD a imposé aux exportateurs brésiliens Sadia, Avipal et Frangosul une charge déraisonnable en permettant que les exportateurs présentent des renseignements sur la valeur normale

[64] Première communication du Brésil, paragraphe 350.

et le prix à l'exportation pour les années 1996 à 1999, alors que la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dumping avait par la suite été définie comme allant de janvier 1998 à janvier 1999. L'autorité chargée de l'enquête a également imposé aux exportateurs brésiliens une charge excessive en exigeant qu'ils fournissent un exemplaire de facture pour toutes les ventes effectuées sur le marché intérieur afin de tenir compte de toutes les ventes déclarées dans l'établissement de la valeur normale et, par conséquent, de procéder à une "comparaison équitable".

91. L'Argentine reconnaît qu'elle n'a pas défini la période de collecte des données aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dumping.[65] En guise de justification, l'Argentine affirme que l'Accord ne définit pas la période de collecte des renseignements, ni la période couverte par l'enquête elle-même, de sorte que l'autorité a le pouvoir discrétionnaire de demander les documents qu'elle juge nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping, et peut exiger des renseignements complémentaires s'ils sont nécessaires pour garantir la régularité de la procédure aux parties intéressées.[66]

92. Le Brésil ne voit pas comment des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation se rapportant aux mois de janvier 1996 à décembre 1997 étaient nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping pendant la période allant de janvier 1998 à janvier 1999. De même, le Brésil ne voit pas comment des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation se rapportant aux mois de janvier 1996 à décembre 1997 étaient nécessaires pour garantir la régularité de la procédure à toute partie intéressée par l'enquête.

93. L'Argentine tente de faire valoir l'argument selon lequel l'allégation du Brésil est contradictoire parce que celui-ci allègue parfois que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas demandé de renseignements complémentaires.[67] L'Argentine affirme en outre que "chaque fois que l'autorité en question a demandé davantage de renseignements pour obtenir un résultat précis, le Brésil [s'est] plaint de ce que les renseignements sollicités représent[aient] une "charge excessive pour les exportateurs"".[68]

94. Il existe une différence manifeste entre le type de renseignements pertinents que l'autorité chargée de l'enquête doit exiger dans une enquête et les renseignements qui ne sont pas pertinents pour l'enquête.

95. À titre d'exemple, la description du produit est le type de renseignements qui étaient pertinents pour l'enquête en question. Les autorités étaient tenues, au titre de l'article 2.4 de l'Accord, d'effectuer des ajustements pour procéder à la comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Si les autorités n'étaient pas certaines de l'opportunité d'effectuer de tels ajustements, étant donné que des exportateurs avaient signalé qu'il n'y avait pas de différence entre le produit vendu à l'intérieur du Brésil et le produit vendu à l'Argentine, elles étaient tenues de demander des renseignements complémentaires. Toutefois, elles ne l'ont pas fait. L'application de l'ajustement relatif à la tête/aux pattes avait une incidence directe sur la valeur normale et sur la marge de dumping définitive. C'était le type de renseignements qui étaient pertinents pour l'enquête en question et que l'autorité était tenue de demander.

96. Toutefois, les renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation se rapportant à une période en dehors de la période couverte par l'enquête, qui n'ont donc même pas été utilisés pour établir la marge de dumping, ne correspondaient **pas** au type de renseignement qui étaient pertinents pour l'enquête. Ainsi, le fait d'exiger la communication de ces renseignements, avec des pièces justificatives, représentait une charge déraisonnable pour les exportateurs.

---

[65] Première communication de l'Argentine, paragraphe 243.
[66] *Id.*
[67] Première communication de l'Argentine, paragraphe 244.
[68] *Id.*

97. En ce qui concerne cette allégation, les CE font valoir que l'article 2.4 de l'Accord ne porte pas sur la question soulevée par le Brésil.[69] Ce faisant, les CE rappellent le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, dans lequel il est indiqué que l'article 2.4 vise exclusivement la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation et, par conséquent, ne s'applique pas à la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation.[70]

98. Le Brésil considère que l'interprétation qui est donnée dans ce rapport de l'expression "charge … déraisonnable" employée à l'article 2.4 est incorrecte dans la mesure où le Groupe spécial a constaté que la prescription relative à la charge de la preuve s'applique uniquement à la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, compte tenu des différents ajustements requis selon le cas, et non à l'établissement de la valeur normale.

99. Le Brésil croit comprendre que l'article 2.4 prescrit la manière dont une comparaison équitable doit être faite entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Plus précisément, la dernière phrase de l'article 2.4 précise que "les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable". Cela étant, les renseignements sur la valeur normale **sont** inclus dans les renseignements nécessaires pour garantir une comparaison équitable. Si les autorités n'indiquent pas exactement quels renseignements sont requis pour établir la valeur normale, comment une comparaison équitable peut-elle être faite?

100. Dans l'affaire à l'examen, les renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation se rapportant à la période de janvier 1996 à décembre 1997 n'étaient **pas** des renseignements qui étaient nécessaires pour procéder à une comparaison équitable. Par conséquent, en demandant ces renseignements, l'autorité chargée de l'enquête a imposé une charge déraisonnable aux exportateurs.

Allégation n° 32 – Fait de ne pas avoir utilisé la même période pour évaluer les facteurs mentionnés à l'article 3.4

101. Le Brésil a présenté en tant que pièce n° 14 du Brésil la détermination finale positive de l'existence d'un dommage établie par la CNCE. Dans cette détermination, la CNCE indiquait que la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage correspondait aux mois de janvier 1996 à décembre 1998.[71] Toutefois, c'est uniquement pour certaines variables, comme la production nationale, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente, que la CNCE a inclus dans son analyse des données correspondant au premier semestre de 1999.[72]

102. Le fait que quelques-uns des facteurs mentionnés à l'article 3.4 ont été évalués pour une certaine période tandis que d'autres facteurs ont été évalués pour une période différente montre que différents critères d'évaluation ont été utilisés. Cela démontre que l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux n'était pas objectif et était donc incompatible avec la prescription énoncée à l'article 3.1 de l'Accord.

103. L'Argentine a fait valoir que dans les affaires concernant une menace de dommage, comme l'affaire à l'examen, "les règles internationales et la pratique pertinente" prévoient qu'il est possible d'effectuer une analyse **au-delà de la période couverte par l'enquête** pour déterminer s'il existe ou non une tendance à la hausse des importations et, ainsi, donner à l'enquête une base factuelle plus solide.[73]

---

[69] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 27.
[70] *Id.*
[71] *Voir* la page 9 de la pièce n° 14 du Brésil.
[72] *Id.*
[73] Première communication de l'Argentine, paragraphe 252.

104. Ce n'est pas la question dont le Groupe spécial est saisi. Le Brésil ne conteste pas la question de savoir si, dans une affaire concernant une menace de dommage, l'autorité chargée de l'enquête peut ou non analyser des données se rapportant à une période au-delà de la période couverte par l'enquête. Nous contestons le fait que dans l'enquête en question, la CNCE a pris en considération une certaine période pour l'analyse de l'existence d'un dommage en ce qui concerne certains facteurs et une autre période pour l'analyse de l'existence d'un dommage en ce qui concerne d'autres facteurs. Si la CNCE avait décidé d'analyser les données se rapportant à **tous** les facteurs mentionnés à l'article 3.4 pour une période **au-delà de** la période couverte par l'enquête, l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux aurait, au moins, été objectif au sens de l'article 3.1 de l'Accord. Cela n'a pas été le cas.

105. L'analyse de l'existence d'un dommage a porté sur les données ayant trait aux facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente pour la période allant de 1996 à juin 1999. Le Groupe spécial peut vérifier cette affirmation en consultant les pages suivantes de l'analyse de l'existence d'un dommage contenue dans la détermination finale: **production** (page 9 et tableau 1 de la pièce n° 14 du Brésil); **prix du produit sur le marché intérieur** (page 14 et tableaux 15b – 16 de la pièce n° 14 du Brésil); **volume et valeur des importations** (pages 15 et 16 et tableaux 22 à 29 de la pièce n° 14 du Brésil); **exportations** (page 10 et tableau 5 de la pièce n° 14 du Brésil); et **consommation apparente** (page 25 et tableaux 30 et 31 de la pièce n° 14 du Brésil).

106. S'agissant de tous les autres facteurs mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord, la CNCE a pris en considération, dans son analyse, les données se rapportant aux mois de janvier 1996 à décembre 1998.

107. Dans leur communication en tant que tierce partie, les États-Unis ne semblent pas souscrire à l'affirmation du Brésil selon laquelle l'analyse de périodes différentes ne peut pas être objective et, partant, contrevient en soi à l'article 3.1 de l'Accord.[74]

108. Pour étayer leur point de vue, les États-Unis citent le rapport du Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*. Dans cette enquête, le Japon avait allégué que l'USITC s'était concentrée sur deux des trois années couvertes par l'enquête.[75] Nous croyons comprendre que dans cette enquête les États-Unis avaient recueilli des renseignements sur **tous les facteurs économiques pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production nationale pendant toute la période de trois ans couverte par l'enquête**, et analysé tous ces facteurs sur la base des données se rapportant à cette période. Également dans cette affaire, le Japon **avait reconnu** que l'USITC avait recueilli des données concernant toute la période de trois ans et que ces données étaient mentionnées dans le rapport de l'USITC dans divers tableaux et annexes.[76]

109. L'affaire mentionnée par les États-Unis est sans rapport avec l'affaire à l'examen. Nous sommes d'avis que les faits de cette enquête et les faits et allégations de violation présentés en l'espèce par le Brésil sont très différents. Premièrement, il n'y a pas eu de discussion dans cette enquête sur la période couverte par l'enquête. Apparemment, des données avaient été recueillies et analysées relativement à toute la période de trois ans couverte par l'enquête. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête n'a **pas** recueilli de renseignements sur tous les facteurs pendant la même période, c'est-à-dire de janvier 1996 à décembre 1998. Comme il est indiqué ci-dessus, dans le cas des facteurs production nationale, prix, importations, exportations et consommation apparente, la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage allait de janvier 1996 à juin 1999. Deuxièmement, dans

[74] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 12.

[75] États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, 28 février 2001, WT/DS184/R, paragraphe 7.226 ("*États-Unis – Produits en acier laminé à chaud*"). Cette question n'a pas été portée en appel. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, 24 juillet 2001, WT/DS184/AB/R, paragraphe 240 (rapport adopté le 23 août 2001) ("*Organe d'appel – États-Unis – Produits en acier laminé à chaud*").

[76] *Id.*

cette enquête, l'USITC avait analysé **tous** les facteurs économiques pertinents concernant toute la période de trois ans couverte par l'enquête. En l'espèce, l'autorité chargée de l'enquête de l'Argentine n'a **pas** évalué **tous** les facteurs énumérés à l'article 3.4 relativement à la même période pour l'analyse de l'existence d'un dommage.

110. Les États-Unis semblent faire valoir que s'agissant d'une période déterminée pour l'analyse de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête peut comparer des données concernant certaines années sans **explicitement** examiner des données concernant d'autres années. Cependant, tous les facteurs sont analysés pendant une certaine période déterminée pour l'analyse de l'existence d'un dommage. En l'espèce, contrairement à ce qui était le cas dans l'affaire citée par les États-Unis, les autorités argentines ont décidé que, pour certains facteurs, la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage serait de janvier 1996 à décembre 1998 et que, pour d'autres facteurs, la période pour l'analyse de l'existence d'un dommage serait de janvier 1996 à juin 1999.

111. Si l'autorité chargée de l'enquête établit une certaine période pour l'analyse de l'existence d'un dommage pour certains facteurs et une autre période pour l'analyse de l'existence d'un dommage pour d'autres facteurs, elle ne fait pas un examen objectif de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les producteurs nationaux au sens de l'article 3.1de l'Accord.

Allégation n° 38 – Fait de ne pas avoir évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4

112. Pour examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale, les autorités chargées de l'enquête sont obligées d'évaluer **tous** les facteurs et indices économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, la CNCE n'a pas évalué les facteurs économiques pertinents suivants qui sont mentionnés à l'article 3.4: diminution effective et potentielle de la productivité; facteurs qui influent sur le prix intérieur; importance de la marge de dumping; et effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

113. L'Argentine allègue que les requérants ont présenté des renseignements sur la "situation au chapitre de la productivité" dans le secteur pendant l'enquête.[77] L'Argentine allègue que ces renseignements ressortent aux pages 12, 13, 14 et 20 de la détermination finale de l'existence d'un dommage et aux pages 26, 28, 29, 30 et 95 du Rapport technique. Nous demandons au Groupe spécial de vérifier ces renseignements. Le Brésil a constaté que ces pages présentent une analyse des facteurs suivants: capacité de production, utilisation des capacités, emploi, salaires, structure de coûts et ventes sur le marché intérieur, mais ne présentent pas de données se rapportant à la période visée par l'analyse ni aucune évaluation du facteur productivité pour cette période.

114. S'agissant des facteurs qui influent sur le prix intérieur, l'Argentine affirme également que la CNCE a dûment tenu compte de tous les facteurs qui, outre les importations, auraient pu avoir une incidence sur le prix du produit national.[78] À l'appui de cette affirmation, l'Argentine renvoie le Groupe spécial au tableau 16 du Rapport technique.[79] Le tableau 16 présente le produit des ventes moyen du kilogramme de viande de volaille fraîche ou réfrigérée. Le Brésil ne voit pas le rapport entre les renseignements qui figurent dans le tableau 16 et les facteurs qui influent sur le prix intérieur.

115. En ce qui concerne l'importance de la marge de dumping, l'Argentine propose de faire l'évaluation qui devait être faite dans la détermination finale de l'existence d'un dommage dans sa

[77] Première communication de l'Argentine, paragraphe 275.
[78] Première communication de l'Argentine, paragraphe 292.
[79] *Id.*

première communication.[80] Par conséquent, l'Argentine ne précise pas où dans sa détermination finale de l'existence d'un dommage l'autorité a évalué l'importance de la marge de dumping. Une fois de plus, nous affirmons que l'autorité n'a pas évalué l'importance de la marge de dumping et ne pouvait pas le faire parce que la détermination finale de l'existence d'un dumping, avec la marge de dumping, a été rendue le 23 juin 2000, c'est-à-dire six mois après que la détermination finale de l'existence d'un dommage a été rendue. Pourtant, l'Argentine fait valoir dans sa première communication que des marges variant entre 8 à 14 pour cent sont importantes et ont été évaluées par l'autorité en raison de leur incidence potentielle sur la production de l'Argentine.[81] Premièrement, aucune évaluation semblable n'a été faite dans la détermination finale de l'existence d'un dommage. Deuxièmement, même si la CNCE avait tenu compte, ce qu'elle n'a pas fait, de marges variant entre 8 et 14 pour cent dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, ces marges se rapportaient aux marges utilisées pour ouvrir l'enquête[82] et ne tenaient pas compte des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation présentés pendant l'enquête.

116. S'agissant du facteur qu'est le flux de liquidités, l'Argentine affirme, pour la première fois, que la prescription relative à l'analyse du flux de liquidités n'était pas pertinente et ne pouvait pas être respectée en raison des caractéristiques particulières du marché argentin.[83] Le Brésil fait observer qu'aucune explication de ce genre n'a été fournie dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, où ce facteur n'est même pas mentionné. S'agissant des facteurs croissance et capacité de se procurer des capitaux ou investissement, l'Argentine n'indique nulle part dans sa première communication où, et si, ces facteurs ont été évalués dans l'analyse de l'existence d'un dommage faite dans la détermination finale.

Allégation n° 40 – Fait de ne pas avoir donné un avis final adéquat

117. Les États-Unis semblent convenir avec le Brésil que l'Accord antidumping exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle évalue **tous** les facteurs mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord.[84] Toutefois, les États-Unis ont affirmé que le fait de ne pas mentionner un facteur particulier dans la détermination publiée ne contrevient pas nécessairement à l'article 12.2.2 de l'Accord.[85]

118. Les États-Unis croient comprendre que l'article 12.2 exige simplement des autorités qu'elles exposent "de façon suffisamment détaillée … les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit *jugés importants par les autorités chargées de l'enquête*".[86] Les États-Unis font valoir que, même si tous les facteurs énumérés doivent être évalués, ils ne sont pas tous nécessairement importants dans une affaire donnée.[87]

119. Le Brésil a démontré que dans la détermination finale de l'existence d'un dommage l'Argentine n'avait même pas énuméré tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, et les avait encore moins évalués. Le Brésil croit comprendre que si le Groupe spécial constate que l'Argentine n'a pas évalué tous les facteurs économiques mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord (allégation n° 38), le Groupe spécial n'a donc pas besoin de traiter l'allégation du Brésil concernant le fait que l'Argentine n'a pas donné d'explication adéquate de l'évaluation de ces facteurs dans l'avis final (allégation n° 40). Nous croyons comprendre qu'un avis peut expliquer adéquatement la détermination qui a été faite, mais si cette détermination est incompatible quant au fond avec les prescriptions de l'Accord, le caractère adéquat de l'avis ne veut rien dire. Néanmoins, si le Groupe spécial ne constate pas que

[80] Première communication de l'Argentine, paragraphe 294.
[81] Première communication de l'Argentine, paragraphe 295.
[82] *Voir* la page 12 de la pièce n° 2 du Brésil.
[83] Première communication de l'Argentine, paragraphe 299.
[84] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 14.
[85] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 15.
[86] *Id.*
[87] *Id.*

l'Argentine n'a pas évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4, il doit examiner l'allégation du Brésil concernant le fait de ne pas avoir donné un avis adéquat.

120. Les États-Unis ont également indiqué qu'il devrait toutefois ressortir de la détermination publiée que les autorités ont évalué tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4.[88] À cet égard, le Brésil fait observer que l'évaluation de **tous** les facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 3.4 est **obligatoire** et, en tant que telle, cette évaluation est une question de fait et de droit foncièrement importante. Même si un facteur particulier n'a pas un effet important dans la détermination de l'existence d'un dommage, son évaluation **ne peut pas** être considérée comme sans importance par les autorités et doit être prévue dans l'avis final. Par conséquent, la détermination finale doit nécessairement indiquer si et comment tous les facteurs ont été évalués dans l'enquête correspondante et, au moins, expliquer pourquoi un facteur particulier a été jugé sans importance.

VII. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'IMPOSITION ET LE RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING PAR SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

Articles 9.2, 9.3 et 12.2.2

Allégations n° 28 et 29 – Droit dépassant la marge de dumping

121. En ce qui concerne les allégations de violation des articles 9.2, 9.3 et 12.2.2 de l'Accord, ayant trait aux droits antidumping spécifiques à recouvrer en tant que différence absolue entre le prix f.a.b. facturé pour une expédition et un "prix à l'exportation minimal" désigné, nous avons pris en considération les arguments présentés par l'Argentine[89] et par les CE et le Canada, dans leurs communications en tant que tierces parties[90], pour préparer l'analyse suivante de la question.

122. Nous commençons par examiner les termes employés à l'article 9 de l'Accord, qui prévoit comment les droits antidumping doivent être imposés et recouvrés. Plus précisément, la partie pertinente de l'article 9.2 de l'Accord dispose que:

> "*Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage (…)*" (pas d'italique dans l'original)

123. L'article 9.3 de l'Accord dispose en outre que:

> "*Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2*." (pas d'italique dans l'original)

124. D'après les termes employés dans ces deux dispositions, nous croyons comprendre que la prescription prévue à l'article 9.2 (recouvrement de droits antidumping dont les montants seront appropriés) est étroitement liée à la prescription prévue à l'article 9.3 de l'Accord (les droits ne dépasseront pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2). En d'autres termes, si le montant d'un droit antidumping dépasse la marge déterminée selon l'article 2, il s'ensuivra le recouvrement d'un droit dont le montant sera inapproprié. Cela étant, la violation de l'article 9.2 est entièrement subordonnée à la violation de l'article 9.3 de l'Accord.

---

[88] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 16.
[89] Première communication de l'Argentine, paragraphes 305 à 321.
[90] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphes 29 à 37; communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 1 à 18.

125. Nous procédons donc à un examen plus approfondi de l'article 9.3 de l'Accord.

126. L'article 9.3 de l'Accord impose une limite au montant du droit antidumping. Cette limite est la marge de dumping qui a été constatée dans le cadre de l'enquête, telle qu'elle a été déterminée selon l'article 2 de l'Accord. L'article 2 de l'Accord prévoit la détermination de l'existence d'un dumping. Nous constatons qu'aux termes de l'article 2, la **seule** disposition qui définit la façon dont les marges de dumping doivent être déterminées est le paragraphe 2.4.2 de cette disposition. La partie pertinente de l'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "*Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction.*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original*)*

127. En l'espèce, la marge de dumping déterminée selon l'article 2 de l'Accord est celle qui a été déterminée pendant la phase d'enquête. Il s'agit donc de la marge de dumping fondée sur les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation présentées par les exportateurs pendant l'enquête, pour la période de janvier 1998 à janvier 1999, et utilisées par l'autorité pour établir la détermination finale.[91] Entre le moment où le droit antidumping est imposé et celui où un réexamen de l'imposition de ce droit est effectué, la seule marge de dumping possible, calculée selon l'article 2, est la marge évaluée dans le cadre de l'enquête, constatée dans la détermination finale et communiquée à toutes les parties intéressées par voie d'avis au public, ainsi qu'il est prévu à l'article 12.2 de l'Accord. À cet égard, l'article 12.2.2 prescrit que l'avis au public de clôture d'enquête contienne les renseignements suivants:

> "*(…) iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2; (…)*" (pas d'italique dans l'original)

128. Le "prix à l'exportation minimal" déterminé dans la résolution n° 574/2000 n'est pas une marge de dumping déterminée selon l'article 2, étant donné qu'il ne reflète pas la valeur normale et le prix à l'exportation communiqués par les exportateurs et examinés par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'enquête.

129. À cet égard, le Canada a indiqué dans sa communication en tant que tierce partie que l'article 2.4.2 de l'Accord ne semble pas directement pertinent pour l'affaire à l'examen[92], puisque pour déterminer la "marge de dumping" aux fins de l'article 9.3, il faudrait examiner l'article 2 dans son intégralité.[93] Ce faisant, le Canada fait valoir que la **marge de dumping** correspond tout simplement à la différence entre le prix à l'exportation et "le prix comparable … dans le pays exportateur", ainsi qu'il est prévu à l'article 2.1.[94]

130. Nous rappelons au Groupe spécial que l'article 2.1 ne définit pas, ni même ne mentionne, comment une marge de dumping doit être déterminée. L'article 2.1 définit simplement ce qu'est le dumping. En fait, la seule disposition de l'Accord qui explique spécifiquement comment la marge de dumping doit être déterminée est l'article 2.4.2.

---

[91] *Voir* les pages 102 à 104 de la pièce n° 15 du Brésil.
[92] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 11.
[93] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 10.
[94] *Id.*

131. L'Argentine et le Canada semblent croire l'un comme l'autre que la marge de dumping constatée au cours de l'enquête initiale ne limite pas le montant des droits antidumping qui peuvent être imposés lorsque des importations futures seront effectuées.[95] Le Canada ajoute que lorsque ces importations futures feront l'objet d'un dumping avec une marge plus élevée que celle dont l'existence a été déterminée au moment de l'établissement de la détermination finale, le Membre importateur pourra imposer des mesures antidumping égales à cette marge.[96]

132. Pour faire cette affirmation, le Canada ne tient pas compte du fait que cette "marge de dumping plus élevée" alléguée, due à des importations futures, ne tiendrait compte que des prix à l'exportation de la marchandise visée, sans égard aux changements éventuels dans les prix sur le marché intérieur. Il est assez probable que des changements dans les conditions du marché ou l'amélioration de la productivité d'un exportateur créent une situation dans laquelle le prix du produit, sur le marché intérieur et sur le marché d'exportation, est réduit. Il semble que le Canada n'envisage pas la possibilité qu'une telle situation puisse se produire, puisqu'il avance que les droits antidumping pourront être modifiés sur la base d'importations futures seulement.

133. Par ailleurs, si nous devions présumer, à partir de l'argument du Canada, que la "marge de dumping" à imposer et à recouvrer fait simplement référence à la différence entre le prix à l'exportation et le prix comparable dans le pays exportateur **pour une période donnée**, quel serait le but de la "marge de dumping" constatée dans une détermination finale? De toute évidence, la marge de dumping constatée dans la détermination finale faite dans le cadre d'une enquête est celle qui est déterminée en fonction de la valeur normale et du prix à l'exportation fournis pendant l'enquête. Dans ce sens, la marge de dumping est celle qui est constatée pendant la période couverte par l'enquête.

134. Contrairement à ce qu'avance le Canada, nous constatons que l'article 2.4.2 de l'Accord est **extrêmement** pertinent pour interpréter les termes employés à l'article 9.3 de l'Accord.

135. Le même raisonnement s'applique aux arguments des CE ayant trait à l'interprétation de l'article 9.3. En particulier, les CE affirment qu'"[i]l ne découle pas du fait que l'article 2.4.2 s'applique à la phase d'enquête que l'application de toutes les autres dispositions de l'article 2 se limite aussi à la phase d'enquête".[97]

136. Nous attirons l'attention du Groupe spécial sur le fait que le Brésil n'a **jamais** affirmé, ni donné à entendre, que toutes les autres dispositions de l'article 2 se limitent à la phase d'enquête. Nous avons fait valoir que la marge de dumping est établie sur la base des renseignements recueillis et examinés pendant l'enquête et, dans ce sens, les marges de dumping se limitent à la période couverte par l'enquête, comme il est indiqué à l'article 2.4.2 de l'Accord.

137. À propos de cette question, une précision s'impose. L'article 2.4 indique comment une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale doit être faite (même niveau commercial, ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, possibilité de tenir compte de différents facteurs, etc.). Cette disposition est valable pour procéder à une comparaison équitable dans le cadre de n'importe quelle procédure, étant donné que l'article 2.1 définit ce qu'est le dumping aux fins de l'Accord, c'est-à-dire dans les enquêtes et les réexamens. De même, les dispositions prévues à l'article 2 concernant la valeur normale et le prix à l'exportation sont également applicables à n'importe quelle procédure (enquêtes et réexamens). Toutefois, la méthode utilisée pour la détermination d'une marge de dumping est prévue à l'article 2.4.2 et **est** limitée aux enquêtes.

[95] Déclaration orale de l'Argentine, paragraphe 60; communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 17.
[96] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 17.
[97] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 32.

138. Les CE ajoutent que l'interprétation du Brésil est contredite par le contexte immédiat de l'article 9.3.[98] Pour faire cet argument, les CE affirment que "l'article 9.3.1 prévoit la possibilité d'un recouvrement des droits sur une base rétrospective, ce qui, par définition, présuppose la possibilité de calculer les marges de dumping à partir de données relatives à des expéditions données ou à des périodes autres que la période couverte par l'enquête".[99] Les CE citent également l'article 9.3.2 de l'Accord qui dispose que "lorsque les droits seront fixés sur une base prospective, les autorités rembourseront les droits "acquitté[s] en dépassement de la marge de dumping"".[100] Selon les CE, cette "marge de dumping" n'est **pas** la marge déterminée pour la période couverte par l'enquête, mais plutôt la marge déterminée pour des expéditions données ou des périodes **postérieures** à l'imposition des droits.[101] C'est également ce que semble comprendre l'Argentine dans sa première communication.[102]

139. Nous ne pouvons pas souscrire à cette interprétation.

140. L'article 9.3.1 prévoit que les droits seront fixés sur une base rétrospective. En pareil cas, non seulement la marge de dumping positive, déterminée à la suite d'une enquête, permet le recouvrement de droits, mais elle sert de base à l'établissement du dépôt fait par les importateurs, jusqu'à ce que ce droit soit effectivement recouvré. Aux fins du recouvrement, chaque fois que cela est demandé, un réexamen administratif est effectué pour déterminer la marge de dumping correspondant à une nouvelle période. À titre d'exemple, pendant la première année d'application de la mesure antidumping, les importateurs déposent un montant équivalant à la marge de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête pour chaque transaction effectuée (montant à acquitter). À la fin de l'année, sur demande, un réexamen administratif est effectué pour déterminer une valeur normale et un prix à l'exportation correspondant à cette année-là. La comparaison entre cette nouvelle valeur normale et le prix à l'exportation entraînera la détermination d'une marge de dumping qui servira de base au droit qui sera effectivement recouvré et au nouveau montant à acquitter qui sera déterminé pour l'année suivante.

141. L'article 9.3.2 prévoit que les droits seront fixés sur une base prospective. En pareil cas, le droit à recouvrer est établi et ne peut pas dépasser la marge de dumping constatée. Ce droit servira de base au recouvrement jusqu'à ce qu'une nouvelle marge de dumping soit déterminée (dans le cadre d'un réexamen). Comme le droit est fixe, il est possible que le recouvrement dépasse la marge constatée pour des transactions spécifiques. C'est la raison pour laquelle l'article 9.3 prévoit des remboursements. Toutefois, un remboursement n'est effectué que si un **importateur** le demande et ne suppose pas la modification du droit. Pour qu'il y ait modification du droit, il faudrait déterminer une nouvelle marge de dumping, qui tiendrait compte des données fournies par les exportateurs (valeur normale et prix à l'exportation) pour une période différente de celle qui a été prise en considération pendant l'enquête.

142. Par conséquent, dans le système prospectif, lorsque le droit est imposé, la seule marge de dumping qui peut être prise en considération pour fixer le droit à recouvrer est la marge de dumping déterminée dans le cadre de l'enquête, en conformité avec l'article 2.

143. En ce qui concerne les remboursements de droits acquittés en dépassement de la marge de dumping, le Groupe spécial devrait noter que de tels remboursements n'impliquent pas qu'un Membre a le pouvoir discrétionnaire (ou le droit) de recouvrer des droits correspondant à un montant donné. Il est également important de faire observer que l'importateur a la charge de demander un tel remboursement. L'objectif du remboursement est de garantir que l'importateur ne paiera pas un

[98] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 33.
[99] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 33.
[100] *Id.*
[101] *Id.*
[102] Première communication de l'Argentine, paragraphes 309 à 316.

montant qui dépasse la marge constatée dans le cadre de l'enquête dans les cas où la marge de dumping se rapportant à une transaction spécifique d'un importateur est inférieure à la marge de dumping constatée dans le cadre de l'enquête. Nous faisons observer que la procédure de remboursement n'est pas immédiate étant donné qu'elle nécessite un nouveau calcul de la marge et que les délais requis pour faire de tels calculs sont équivalents aux délais requis dans le cadre d'une enquête.

144. Plus précisément en ce qui concerne les "prix à l'exportation minimaux" imposés par l'Argentine, il n'y a pas de limite au montant des droits à recouvrer et, partant, en substance, cette situation n'est pas conforme aux dispositions de l'Accord. Comme nous l'avons déjà indiqué, nous ne pouvons pas admettre que la mention de la marge de dumping à l'article 9.3.2 de l'Accord ne se rapporte pas à la marge de dumping déterminée pour la période couverte par l'enquête.

145. En outre, l'article 9.3.2 ne prévoit pas la façon de déterminer la marge de dumping, mais des situations de remboursement, ainsi qu'il est expliqué plus haut. Nous ne pouvons pas présumer que l'article 9.3.2 prévoit un réexamen permanent du droit antidumping, lorsque seul le prix à l'exportation est réexaminé et que la valeur normale demeure inchangée (c'est-à-dire la valeur normale constatée dans le cadre de l'enquête). Au minimum, cette nouvelle marge de dumping ne serait pas conforme à l'article 2.4 de l'Accord, étant donné que la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale ne se rapporterait pas à des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible. Une comparaison entre un prix courant à l'exportation pour une transaction spécifique et une valeur normale moyenne basée sur des données remontant à un an n'est pas conforme à l'article 2.1 et 2.4 (les prix doivent être *comparables*).

146. Si l'article 9.3.2 devait se comprendre de cette façon, cela voudrait également dire que les exportateurs, qui sont les parties intéressées par l'enquête ayant fourni les données concernant le prix à l'exportation et la valeur normale, n'auraient absolument **aucun** droit de défense en ce qui concerne ce "réexamen" prévu à l'article 9.3.2, puisqu'il incombe à l'importateur, et non à l'exportateur, de demander les remboursements prévus à l'article 9.3.2. Nous répétons que **l'article 9.3.2 de l'Accord ne prévoit pas le réexamen de la marge de dumping constatée dans le cadre de l'enquête**. Si un réexamen est justifié, l'Accord prévoit une telle situation à l'article 11. Dans ce cas, toutes les parties intéressées, incluant l'exportateur, y participent et sont en mesure de présenter de nouveaux renseignements sur le prix à l'exportation et la valeur normale, et de défendre leurs intérêts.

147. Par ailleurs, lorsque les CE affirment que l'article 9.4 de l'Accord prévoit **expressément** "le recouvrement de droits variables égaux à la différence entre la valeur normale établie pour la période couverte par l'enquête et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits"[103], nous ne pouvons en **aucun** cas souscrire à ce point de vue.

148. Pour examiner l'argument des CE, nous examinons la partie pertinente de l'article 9.4:

> "*Lorsque les autorités auront limité leur examen conformément à la deuxième phrase du paragraphe 10 de l'article 6, un droit antidumping appliqué à des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas:*
>
> > *i) la marge moyenne pondérée de dumping établie pour les exportateurs ou producteurs choisis ou,*
> >
> > *ii) dans les cas où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou les producteurs*

[103] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 35.

> *choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen, (…)*" (non souligné dans l'original; pas d'italique dans l'original)

149. L'article 9.4 de l'Accord identifie un plafond que les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas dépasser pour établir un taux "résiduel global". Nous croyons comprendre que l'article 9.4 i) fait référence aux cas dans lesquels le droit antidumping est fixé sur une base prospective (article 9.3.2) et que l'article 9.4 ii) fait référence aux cas dans lesquels les droits sont fixés sur une base rétrospective (article 9.3.1). Nous savons que c'est le cas, puisque les termes employés à l'article 9.4 i) font **expressément** référence à la "marge de dumping", c'est-à-dire la "marge de dumping" constatée pendant l'enquête.

150. Cette interprétation est étayée par l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "*Avant de nous intéresser au libellé restrictif de l'article 9.4 de l'Accord antidumping, nous rappelons que le terme "marges", qui figure à l'article 2.4.2 dudit accord, a fait l'objet d'une interprétation dans l'affaire Communautés européennes - Linge de lit. Dans cette affaire, le Groupe spécial a constaté, et nous souscrivons à sa constatation, que le terme "marges" désignait la marge de dumping individuelle établie pour chacun des exportateurs et producteurs du produit* ***visé par l'enquête*** *qui avaient été* ***soumis à enquête****, pour ce produit particulier. Cette marge est le résultat d'une comparaison qui se fonde sur un examen de toutes les* ***transactions*** *pertinentes effectuées* ***sur le marché intérieur*** *et* ***sur le marché d'exportation****. Nous ne voyons pas de raison, à l'article 9.4, de donner au terme " marges" un sens différent de celui qu'il a à l'article 2.4.2*"[104] (non souligné dans l'original; pas de caractère gras dans l'original; pas d'italique dans l'original)

151. Comme l'article 9.4 ii) fait référence au "montant des droits antidumping à acquitter", nous croyons comprendre que cette disposition se rapporte aux droits fixés sur une base rétrospective, et non sur une base prospective.

152. Cela dit, le Brésil a démontré dans sa première communication que l'Argentine avait imposé un droit antidumping variable pouvant dépasser la marge de dumping constatée dans la détermination finale[105] et, partant, dont le montant qui sera recouvré peut être inapproprié.

Allégation n° 30 – Fait de ne pas avoir indiqué comment les "prix à l'exportation minimaux" ont été établis

153. À titre de remarque finale, les CE ont indiqué dans leur communication que la méthode précise suivie par les autorités argentines pour calculer les "prix à l'exportation minimaux" n'était pas claire.[106] Selon les CE, il est malaisé de déterminer si, et le cas échéant comment, ces "prix à l'exportation minimaux" se rapportent aux valeurs normales établies pendant l'enquête.[107]

154. De plus, le Brésil ne sait pas au juste comment l'autorité chargée de l'enquête a établi les "prix à l'exportation minimaux". C'est précisément la teneur de notre allégation de violation de l'article 12.2.2 de l'Accord. Dans la détermination finale et dans la résolution n° 574/2000, aucune explication n'a été fournie sur la façon dont l'Argentine avait calculé les "prix à l'exportation

---

[104] États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, 24 juillet 2001, WT/DS184/AB/R, paragraphe 118 (rapport adopté le 23 août 2001) ("*Organe d'appel – États-Unis – Acier laminé à chaud*").

[105] Première communication du Brésil, paragraphes 520 à 531.

[106] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 37.

[107] *Id.*

minimaux". Nous avons allégué dans notre première communication que l'Argentine n'avait pas communiqué les renseignements pertinents concernant la raison pour laquelle la marge déterminée dans la détermination finale n'était pas appliquée et la façon dont le "prix à l'exportation minimal" était calculé.[108] Nous estimons que l'application de mesures antidumping est un renseignement pertinent qui doit être inclus dans l'avis au public prévoyant l'imposition d'un droit définitif. Un exportateur est en droit de savoir comment les renseignements et les arguments présentés pendant l'enquête ont été pris en considération par l'autorité chargée de l'enquête et comment ces renseignements ont été utilisés pour aboutir à une mesure antidumping.

155. À cet égard, même si le "prix à l'exportation minimum" est équivalent ou inférieur aux valeurs normales pertinentes établies pendant l'enquête, l'Argentine n'a cependant pas indiqué dans la détermination finale de l'existence d'un dumping, ni dans la résolution n° 574/2000, pourquoi la marge déterminée dans la détermination finale n'était pas appliquée ni comment les "prix à l'exportation minimaux" avaient été calculés, ainsi que le prescrit l'article 12.2.2 de l'Accord.

VIII. CONCLUSIONS ET DEMANDES

A. CONCLUSION

156. Le Brésil a formulé 41 allégations dans le présent différend. Ces allégations ont été présentées en détail dans la première communication du Brésil, qui comprenait également 34 pièces corroborant les différentes allégations du Brésil. D'autres éléments de preuve et arguments se rapportant à ces 41 allégations ont été soulevés et présentés par le Brésil dans sa première déclaration orale, ainsi que dans la présente communication. Par conséquent, les allégations qui n'ont pas été abordées dans la présente communication ne devraient pas être interprétées comme des allégations que le Brésil a abandonnées.

157. Le Brésil estime avoir traité tous les points soulevés par le Groupe spécial, l'Argentine et les tierces parties au différend, et croit comprendre que des questions ou des considérations additionnelles concernant les arguments présentés dans la présente communication pourront être formulées. En pareil cas, le Brésil sera heureux de pouvoir présenter ses vues et ses arguments à ce moment-là.

B. DEMANDES

158. Pour les raisons qui ont été exposées tout au long du présent différend, le Brésil réitère la demande qu'il a formulée dans sa première communication, à savoir que le Groupe spécial constate que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en ce qui concerne les articles 5.2, 5.3, 5.7, 5.8, 12.1, 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2, 6.8, les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II, et les articles 6.9, 6.10, 2.4, 2.4.2, 12.2.2, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 9.2 et 9.3.

159. Par conséquent, le Brésil réitère également sa demande voulant que le Groupe spécial recommande à l'Organe de règlement des différends de rendre ces actions conformes au GATT de 1994 et à l'Accord antidumping et utilise pour ce faire son droit de faire des suggestions sur les façons dont l'Argentine pourrait mettre en œuvre les recommandations du Groupe spécial, ainsi qu'il est prévu à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

160. Compte tenu des nombreuses violations de l'Accord antidumping qui influent de manière décisive sur le résultat, nous demandons au Groupe spécial de suggérer à l'Argentine d'abroger immédiatement la résolution n° 574/2000 portant imposition de droits antidumping définitifs.

---

[108] Première communication du Brésil, paragraphe 542.

ANNEXE A-4

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

(25 septembre 2002)

Allégation n° 1

À l'attention des deux parties

2. De l'avis des parties, quelles sont les obligations au titre de l'article 5.2? En outre, les parties conviendraient-elles que l'article 5.2 impose des obligations au requérant et non pas à l'autorité chargée de l'enquête comme il est indiqué dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*? Veuillez préciser. En cas d'accord avec les conclusions rendues dans l'affaire *Guatemala - Ciment II*, quelle recommandation un groupe spécial devrait-il formuler s'il est constaté une infraction à l'article 5.2 de l'Accord antidumping? En particulier, une recommandation visant à ce qu'un Membre rende la mesure conforme serait-elle appropriée?

Réponse

L'article 5.2 de l'Accord antidumping prescrit qu'une demande comporte des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité. Concrètement, la demande doit contenir les renseignements exigés aux points i) à iv) de l'article 5.2. Nous ne pouvons pas supposer, au vu des termes employés à l'article 5.2, que ces obligations sont imposées au requérant. La partie pertinente de l'article 5.2 dispose ce qui suit:

> "*(...) une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. (...)*" (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

Le **jugement** concernant le caractère suffisant des éléments de preuve pour que soient satisfaites les prescriptions du paragraphe de l'article 5.2 est fait par l'autorité chargée de l'enquête et non par le requérant. Après tout, il n'appartient pas au requérant de juger si les éléments de preuve qu'il a fournis dans la demande sont suffisants pour satisfaire aux prescriptions de l'article 5.2.

Par ailleurs, l'OMC et les Accords de l'OMC prévoient les obligations et les droits des **Membres** de l'OMC. Par conséquent, l'Accord antidumping impose aussi des obligations aux **Membres** de l'OMC et non pas à certaines parties intéressées par une enquête. Nous ne pouvons donc pas inférer que les obligations énoncées à l'article 5.2 sont des obligations incombant au requérant et non à l'autorité chargée de l'enquête.

En vertu de l'article 5.2 de l'Accord, l'autorité chargée de l'enquête doit vérifier la demande pour voir si les renseignements exigés par cet article y figurent. Pour qu'elle accepte une demande, elle doit **juger** si les renseignements et les éléments de preuve figurant dans la demande sont suffisants pour satisfaire aux prescriptions énoncées aux points i) à iv) de l'article 5.2. À un stade ultérieur, et une fois que la demande a été jugée et acceptée par l'autorité comme répondant aux prescriptions de l'article 5.2, l'article 5.3 de l'Accord impose une autre obligation à l'autorité chargée de l'enquête. Il s'agit de l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve

fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête.

À l'attention du Brésil

3. L'article 5.2 de l'Accord antidumping prescrit-il que la demande contienne des éléments de preuve pertinents qui peuvent raisonnablement être disponibles sur tout ajustement à faire s'il est nécessaire de procéder à un tel ajustement pour que le requérant allègue l'existence d'un "dumping"? À cet égard, lesdits éléments de preuve devraient-ils établir les points suivants:

a) le fait qu'un ajustement est nécessaire;

b) la nature et l'ampleur de l'ajustement;

c) la base/méthodologie pour procéder à un tel ajustement?

Veuillez préciser.

Réponse

L'article 5.2 de l'Accord antidumping prescrit que la demande comporte des éléments de preuve de l'existence d'un **dumping**. Conformément à l'article 2.1 de l'Accord, le "dumping" est l'introduction d'un produit sur le marché d'un autre pays à un prix à l'exportation inférieur à la valeur normale (prix comparable sur le marché du pays exportateur). Pour prouver que le dumping existe, ou qu'il y a une indication de dumping, il faut procéder à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Lorsqu'on procède à cette comparaison, des ajustements sont effectués pour tenir compte des différences qui affectent la comparabilité des prix. Ainsi, si le requérant allègue qu'un ajustement est nécessaire pour procéder à une comparaison équitable, et pour qu'il y ait une indication de dumping, les éléments de preuve pertinents d'un tel ajustement **doivent** être inclus dans la demande.

Compte tenu de ce qui précède, nous croyons comprendre que l'article 5.2 de l'Accord prescrit que la demande contienne les éléments de preuve pertinents qui peuvent raisonnablement être disponibles concernant les ajustements à effectuer, en particulier si l'ajustement considéré est si important que sans celui-ci, le requérant n'aurait pas pu alléguer l'existence d'un dumping. Manifestement, les ajustements n'ont pas tous une telle incidence pour déterminer s'il existe un dumping. Or ce n'est pas le cas ici.

En l'espèce, si l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas accepté l'ajustement de la valeur normale (9,09 pour cent) tel qu'il avait été proposé par le requérant et si elle avait pris en considération le prix à l'exportation pour toutes les transactions, et non pas seulement pour celles dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale, il n'y aurait aucune indication de l'existence d'un dumping et l'enquête n'aurait pas été ouverte.

Pour en faire la démonstration, nous avons simulé un exercice afin de montrer qu'il n'y aurait aucune indication de dumping si les autorités avaient pris en considération les éléments suivants:

1. le prix f.a.b. moyen pour toutes les transactions à l'exportation, et non pas seulement celles qui avaient été faites à des prix inférieurs à la valeur normale pour établir le prix à l'exportation; et

2. le fait qu'un ajustement de la valeur normale n'était pas justifié parce que le requérant n'avait pas présenté d'éléments de preuve pertinents à l'appui d'un tel ajustement.

Pour la valeur normale, nous avons utilisé le prix JOX publié le 30 juin 1997, tel qu'il était fourni dans la demande, sans l'ajustement de la valeur normale de 9,09 pour cent. Dans ce cas de figure, la valeur normale aurait été de **0,957** dollar EU/kg.[1]

Pour le prix à l'exportation, nous avons examiné toutes les données présentées par le requérant pour la période allant de janvier à juin ainsi qu'en août de 1997, au lieu de ne prendre en considération que les transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs au prix des volailles éviscérées au Brésil. En utilisant cette méthodologie, le prix à l'exportation pour cette période aurait été de **1,014** dollar EU/kg.[2]

Toujours en ce qui concerne le prix à l'exportation, nous avons aussi pris en considération toutes les données relatives à l'exportation communiquées par l'organisme argentin Delegación II - Unidade de Informatica ("DUI") pour la période allant d'août à octobre de 1996, au lieu de ne prendre en considération que les transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs au prix des volailles éviscérées au Brésil. Le prix à l'exportation pour cette période aurait été de **1,091** dollar EU/kg.[3]

En comparant les prix à l'exportation ci-dessus (**1,014** dollar EU/kg ou **1,091** dollar EU/kg) avec la valeur normale non ajustée (**0,957** dollar EU/kg), le Groupe spécial pourra vérifier que la valeur normale était inférieure aux prix à l'exportation et, par conséquent, qu'il n'y avait **aucune** indication que la viande de volaille en provenance du Brésil pénétrait sur le marché argentin à des prix de dumping.

Cet exercice sert à montrer au Groupe spécial combien il importait que l'autorité chargée de l'enquête ait pris en considération les éléments de preuve pertinents dans la demande et ait exigé que ceux-ci établissent les points ci-après:

1. un ajustement était nécessaire;

2. la nature et l'ampleur de cet ajustement; et,

3. la base/méthodologie pour procéder à un tel ajustement.

Le Brésil considère que des éléments de preuve du **type** pertinent sont nécessaires dans une affaire où il est évident au vu de la demande qu'il faudra procéder à des ajustements considérables de la valeur normale et du prix à l'exportation allégués dans la demande pour effectuer une comparaison équitable. Au minimum, lorsqu'elles ont examiné la demande, les autorités chargées de l'enquête auraient dû exiger des éléments de preuve pertinents à l'appui de l'allégation selon laquelle un ajustement, ayant une telle incidence, était justifié. Des éléments de preuve pertinents, à savoir des renseignements tirés d'un document tendant à prouver un fait ou une proposition, doivent étayer la nécessité d'un ajustement (en particulier si les différences dans les caractéristiques physiques alléguées qui entraînent l'ajustement affectent la comparabilité des prix) et la méthode adoptée pour procéder à un tel ajustement.

4. Les renseignements concernant les ajustements mentionnés aux paragraphes 70 et 71 de la première communication écrite du Brésil pouvaient-ils "raisonnablement être à la disposition" du requérant au moment du dépôt de la demande? Veuillez préciser.

---

[1] *Voir* la page 9 de la pièce n° 2 du Brésil.

[2] *Voir* la page 10 de la pièce n° 2 du Brésil et l'annexe de la pièce n° 2 du Brésil contenant les données relatives à l'exportation pour la période allant de janvier à juin ainsi qu'en août 1997.

[3] *Voir* la dernière page de la pièce n° 2 du Brésil comportant les données relatives à l'exportation pour la période allant d'août à octobre 1996.

Réponse

Oui, nous estimons que les renseignements concernant la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil (y compris les caractéristiques physiques) pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant au moment où la demande a été déposée.

Nous ne proposons pas ici d'indiquer comment et où le requérant devrait rechercher ces renseignements pour fournir les éléments de preuve exigés dans une demande. Néanmoins, nous avons constaté qu'il existait plusieurs associations et publications (nationales et régionales) concernant la viande de volaille au Brésil, auprès desquelles le requérant aurait pu recueillir les éléments de preuve nécessaires. À cet égard, nous mentionnons la publication brésilienne présentée par l'importateur Interamericana Comercial S.R.L. ("Interamericana"), la Folha de Londrina/Folha do Paraná.[4] Plus spécifiquement, les exportateurs brésiliens ont également présenté au cours de l'enquête la publication sur les prix provenant de l'Associação Nacional dos Abatedouros Avícolas ("ANAB") concernant la viande de volaille congelée vendue sur le marché intérieur pour toute l'année 1997 et les sept premiers mois de 1998.[5]

Allégation n° 2

À l'attention du Brésil

14. L'allégation du Brésil au titre de l'article 5.3 concernant l'ajustement relatif à l'état congelé/réfrigéré dépend-elle d'une constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Argentine a eu raison de procéder à l'ajustement relatif à la tête/aux pattes au moment de l'engagement de la procédure? Autrement dit, le Brésil fait-il valoir que s'il était manifestement nécessaire de procéder à un ajustement relatif à la tête/aux pattes au vu de la demande, alors il en allait de même pour un ajustement relatif à l'état congelé/réfrigéré?

Réponse

L'allégation n° 2 contenue dans la communication du Brésil, relative à la violation de l'article 5.3 de l'Accord, ne porte pas sur la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête aurait dû faire l'ajustement relatif à l'état congelé/réfrigéré. L'argument présenté dans l'allégation n° 2 est que si les autorités considéraient au vu des renseignements fournis dans la demande qu'un ajustement destiné à compenser les différences relatives à la tête/aux pattes était nécessaire, alors, au minimum, les autorités chargées de l'enquête auraient dû aussi faire un ajustement pour compenser les différences entre la viande de volaille congelée et la viande de volaille réfrigérée.

Nous rappelons que la demande du requérant figure dans la pièce n° 1 du Brésil. À la lecture de cette pièce, le Groupe spécial pourra vérifier que les données relatives au prix à l'exportation présentées par le requérant, et utilisées par l'autorité, se rapportaient aux volailles congelées (nomenclature commune du MERCOSUR NCM 0207.12.00)[6], un produit différent de celui qui correspondait à la publication de la JOX sur les prix utilisés pour établir la valeur normale, qui concernait les volailles réfrigérées (NCM 0207.11.00).[7] Si l'Argentine a constaté là l'existence d'éléments de preuve suffisants pour faire l'ajustement relatif à la tête et aux pattes, elle aurait dû aussi constater, au vu des renseignements présentés dans la demande, qu'un ajustement relatif à l'état congelé et à l'état réfrigéré était aussi nécessaire.

[4] *Voir* la page 13 de la pièce n° 15 du Brésil.
[5] *Voir* les pages 16, 20 et 24 de la pièce n° 15 du brésil.
[6] *Voir* la page 6 de la pièce n° 1 du Brésil.
[7] *Voir* la page 2 de la pièce n° 1 du Brésil.

Cela dit, l'allégation n° 2 du Brésil est qu'il n'y avait **pas** d'éléments de preuve suffisants au vu des renseignements fournis dans la demande pour que les autorités argentines acceptent qu'un ajustement de la valeur normale était nécessaire pour compenser les différences alléguées dans les caractéristiques physiques (tête/pattes) entre les volailles vendues à l'Argentine et celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil.

Les renseignements concernant la valeur normale communiqués dans la demande par le requérant étaient des renseignements fournis par la JOX exclusivement en ce qui concerne les prix des volailles réfrigérées, vendues à Sao Paulo, avec la tête, les pattes et les abats sur une journée en 1997. Les renseignements figurant dans la publication de la JOX sur les prix n'indiquaient ou n'affirmaient pas que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil étaient pourvues de la tête, des pattes et des abats. Les renseignements présentés ne correspondaient pas aux prix auxquels le produit en question était vendu lorsqu'il était destiné à la consommation au Brésil.

Nous croyons comprendre que le requérant a essayé de faire du prix JOX publié pour les volailles réfrigérées avec la tête et les pattes un élément de preuve établissant que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil sont réfrigérées et incluent la tête et les pattes. Cela n'est pas vrai. Toutefois, l'autorité chargée de l'enquête a accepté à tort les renseignements de la JOX comme éléments de preuve établissant que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil sont réfrigérées et sont pourvues de la tête et des pattes.

Le requérant a par ailleurs allégué qu'il était nécessaire de compenser ces différences dans les caractéristiques physiques et a supposé qu'elles affectaient la comparabilité des prix. Là encore, aucun élément de preuve n'a été présenté dans la demande pour étayer l'allégation selon laquelle ces différences affectent la comparabilité des prix.

Le requérant a alors présenté un calcul de compensation selon lequel le taux de rendement des volailles éviscérées vendues à l'intérieur du Brésil est de 88 pour cent des volailles vivantes et que le taux de rendement des volailles éviscérées vendues en Argentine est de 80 pour cent des volailles vivantes. Nulle part dans la demande ni dans la détermination aux fins de l'engagement de la procédure il n'est indiqué un document justifiant l'allégation selon laquelle le taux de rendement des volailles vendues à l'intérieur du Brésil est de 88 pour cent et celui des volailles vendues en Argentine est de 80 pour cent. Ce calcul et les taux de rendement proposés ont été acceptés par l'autorité chargée de l'enquête bien qu'aucun élément de preuve à l'appui n'ait été présenté dans la demande pour étayer ces allégations.

Allégation n° 6

À l'attention du Brésil

21. La partie pertinente du paragraphe 136 de la première communication écrite du Brésil est libellée comme suit:

> **"si les autorités avaient examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elles auraient exigé que le requérant communique les prix de la viande de volaille pour toute la période analysée afin de procéder correctement à une comparaison équitable avec les prix à l'exportation pour la même période".**

De l'avis du Brésil, quelle est "toute la période analysée"?

Réponse

La réponse du Brésil à cette question ne vise pas le point de savoir si nous estimons que la période analysée établie par l'Argentine, avant l'engagement de la procédure, est appropriée. Le Brésil limitera sa réponse à ce qu'il considère comme étant toute la période analysée sur la base des données concernant la valeur normale et le prix à l'exportation utilisées par l'autorité dans l'engagement de la procédure.

Pour évaluer s'il existe des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping dans la demande pour justifier l'engagement de la procédure, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas faire abstraction des dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping, qui définit ce qu'est le dumping. En particulier, l'article 2.4 de l'Accord prescrit qu'une comparaison équitable soit faite entre le prix à l'exportation et la valeur normale pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.

Compte tenu de ce qu'aux fins de l'engagement de la procédure, les données prises en considération par la DCD pour établir le prix à l'exportation se rapportaient à la période allant d'août à octobre de 1996 et de janvier à juin ainsi qu'en août de 1997[8], nous considérons que, pour qu'une comparaison équitable ait eu lieu, l'autorité aurait dû, **au moins**, prendre en considération les données relatives à la valeur normale pour la même période, à savoir, d'août à octobre de 1996 et de janvier à juin ainsi qu'en août de 1997. Cela n'a pas été le cas.

Le requérant et l'autorité chargée de l'enquête ont pris en considération la valeur normale aux fins de l'engagement de la procédure en se fondant sur une journée seulement en 1997 (le 30 juin). À cet égard, nous savons, au vu des renseignements fournis par le requérant avant l'engagement de la procédure et au cours de l'enquête que les renseignements concernant la valeur normale pour toute l'année 1996 et toute l'année 1997 pouvaient raisonnablement être disponibles.

Le 17 février 1998, avant l'engagement de la procédure, le requérant a présenté à l'autorité des renseignements additionnels qui incluaient, entre autres, la publication de la JOX sur les prix pour les volailles réfrigérées avec la tête et les pattes sur le marché brésilien pour juillet et décembre de 1997 et janvier et février de 1998.[9] Même avec ces renseignements, l'autorité a choisi d'ouvrir l'enquête sur la base uniquement des renseignements concernant la valeur normale pour une journée en 1997.

De plus, le 26 juillet 1999, au cours de l'enquête, le requérant a de nouveau présenté des renseignements actualisés sur la valeur normale pour trois jours dans chacun des 12 mois de 1998 et deux jours en 1999.[10]

À partir des faits susmentionnés, nous avons montré que la publication de la JOX sur les prix pouvait (et peut) raisonnablement être à la disposition du requérant pour toute période désirée, et aurait pu être présentée dans la demande. De même, nous avons montré que les autorités n'ont pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande (ou des renseignements additionnels communiqués par le requérant) pour déterminer s'ils suffisaient pour justifier l'ouverture de l'enquête.

Allégation n° 9

À l'attention des deux parties

22. Dans la présente affaire, en vertu de quel instrument juridique l'enquête a-t-elle été ouverte?

[8] *Voir* la page 12 de la pièce n° 2 du Brésil.
[9] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[10] *Voir* la pièce n° 19 du Brésil.

Réponse

Le Brésil croit comprendre que l'enquête a été ouverte lorsque le Ministerio de Economia y Obras y Serviços Publicos ("MEOSP") a rendu la Résolution n° 11/1999, annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[11]

Cela dit, le Groupe spécial devrait tenir compte du fait que l'**examen** des éléments de preuve relatifs au dumping et l'examen des éléments de preuve relatifs au dommage, qui ont conduit à la décision d'ouvrir l'enquête, n'ont pas été effectués simultanément. Par souci de clarification, nous présenterons la séquence des faits relatifs à cette allégation pour que le Groupe spécial vérifie ce que nous avons fait valoir.

1. Le 7 janvier 1998, la DCD a rendu un rapport concernant la viabilité de l'ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping, déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping dans les transactions à l'exportation de viande de volaille en provenance du Brésil vers l'Argentine.[12]

2. Le 7 janvier 1998, la CNCE a rendu le document Acta n° 405, déterminant que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage étaient **insuffisants** pour justifier l'ouverture de l'enquête.[13]

3. Le 17 février 1998, après avoir eu accès au document Acta n° 405, le requérant a présenté des renseignements additionnels à l'autorité.[14]

4. Le 22 septembre 1998, la CNCE a rendu le document Acta n° 464, déterminant qu'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'une menace de dommage pour justifier l'ouverture de l'enquête.[15]

5. Le 29 décembre 1999, l'autorité chargée de l'analyse de l'existence d'un lien de causalité a publié le rapport sur le lien de causalité. Dans celui-ci, elle indiquait que la DCD avait fondé son rapport sur les éléments qui étaient inclus dans la demande initiale, qui prenait en compte la période allant de janvier à juin de 1997.[16] La détermination de l'existence d'un lien de causalité soulignait aussi que le requérant avait présenté des renseignements actualisés additionnels pour toute l'année 1997 et le premier semestre de 1998.[17] Cependant, la DCD n'a pas fait ni rendu de nouvelle analyse de l'existence d'un dumping, prenant en compte les renseignements additionnels du requérant.

6. Le 20 janvier 1999, le MEOSP a rendu la Résolution n° 11/1999, annonçant l'ouverture de l'enquête antidumping sur les importations de viande de volaille en provenance du Brésil.[18] Cette Résolution a été publiée au Journal officiel argentin le 25 janvier 1999.

D'après la séquence des faits exposés ci-dessus, nous pouvons conclure que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage ont été examinés à différents moments. Les éléments de preuve relatifs au dumping ont été examinés le 7 janvier 1998, et les éléments de preuve relatifs au

[11] *Voir* la pièce n° 7 du Brésil.
[12] *Voir* la pièce n° 2 du Brésil.
[13] *Voir* la pièce n° 3 du Brésil.
[14] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[15] *Voir* la pièce n° 6 du Brésil.
[16] *Voir* la page 2 de la pièce n° 20 du Brésil.
[17] *Voir* la page 4 de la pièce n° 20 du Brésil.
[18] *Voir* la pièce n° 7 du Brésil.

dommage, le 22 septembre 1998, plus de huit mois après l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping. Si le terme "simultaneously" (simultanément) est défini comme "occuring or operating at the same time" (se produisant ou opérant au même moment)[19] et que le Groupe spécial croit comprendre que l'article 5.7 prescrit aux autorités d'examiner les éléments de preuve simultanément et non pas séquentiellement, comment l'autorité aurait-elle pu examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage s'il y avait un écart de huit mois entre les deux examens?

Pour que l'Argentine ait satisfait à la prescription énoncée à l'article 5.7, il aurait fallu qu'un nouvel examen relatif au dumping prenant en compte les renseignements actualisés présentés par le requérant ait lieu le 22 septembre 1998, mais cela ne s'est pas produit. En l'espèce, les moments choisis pour l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage n'étaient pas simultanés.

Par conséquent, bien que, d'après ce que nous croyons comprendre, le MEOSP soit l'autorité qui a rendu la décision d'ouvrir l'enquête, cette décision était fondée sur les éléments de preuve relatifs au dumping examinés par la DCD le 7 janvier 1998 et sur les éléments de preuve relatifs au dommage examinés par la CNCE le 22 septembre 1998.

23. Quelle interprétation les parties donnent-elles de la citation ci-après, tirée du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*: nous sommes d'avis que l'article 5.7 oblige les autorités à examiner simultanément, plutôt que séquentiellement, les éléments de preuve dont elles disposent au sujet du dumping et du dommage?

Réponse

Premièrement, nous voudrions indiquer que nous ne pensons pas qu'il soit possible pour une autorité d'**examiner** les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage simultanément si les éléments de preuve examinés par les autorités se rapportent indubitablement à des périodes concernant le dumping et le dommage non liées entre elles.

Le Groupe spécial vérifiera que l'analyse de l'existence d'un lien de causalité, avant l'engagement de la procédure, a été rendue le 29 décembre 1999, et que dans cette analyse, l'autorité a indiqué que la DCD avait procédé à une analyse de l'existence d'un dumping sur la base des éléments qui étaient inclus dans la demande **initiale**, qui prenait en compte la période allant de janvier à juin de 1997.[20] La détermination de l'existence d'un lien de causalité soulignait aussi que le requérant avait présenté des renseignements actualisés additionnels pour toute l'année 1997 et le premier semestre de 1998.[21] Cependant, la DCD n'a pas **examiné** les renseignements actualisés du requérant et n'a pas rendu de nouvelle analyse concernant le dumping.

D'autre part, la première analyse relative au dommage, le document Acta n° 405, a **considéré** que les éléments de preuve de l'existence d'un dommage étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête. Les données recueillies pour cette analyse concernant le dommage portent sur la période allant de janvier 1994 à juin 1997.[22] Huit mois après que l'analyse concernant le dumping et la première analyse concernant le dommage eurent été effectuées, la CNCE a rendu une deuxième analyse relative au dommage, le document Acta n° 464, considérant qu'il y avait des éléments de preuve de l'existence d'une menace de dommage suffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête. La

[19] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1294.
[20] *Voir* la page 2 de la pièce n° 20 du Brésil.
[21] *Voir* la page 4 de la pièce n° 20 du Brésil.
[22] *Voir* la pièce n° 3 du Brésil.

deuxième analyse relative au dommage était fondée sur les données recueillies pour la période allant de janvier 1994 à juin 1998.[23]

Si la première analyse concernant le dommage a considéré que le dumping constaté en juin 1997 ne causait pas de dommage ou de menace de dommage en juin 1997, comment l'Argentine a-t-elle pu constater l'existence d'une menace de dommage en juin 1998 si les importations faisant l'objet d'un dumping en juin 1997 ne causaient pas de dommage en juin 1997?

Deuxièmement, même s'il était possible de lire les termes de l'article 5.7 de l'Accord conformément à l'interprétation donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* (un examen simultané, plutôt que séquentiel, des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage), en l'espèce cela ne s'est pas non plus produit.

Notre réponse à la question n° 22 ci-dessus présente la séquence des événements indiquant clairement que les éléments de preuve relatifs au dommage ont été examinés huit mois après l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping. Un écart de huit mois entre ces deux examens n'est pas conforme à l'interprétation de la prescription énoncée à l'article 5.7 de l'Accord que donne le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*.

Allégation n° 10

À l'attention des deux parties

24. Quelles sont les "parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt" au sens de l'article 12.1 de l'Accord antidumping?

Réponse

La définition de l'expression "parties intéressées", aux fins de l'Accord antidumping, est donnée à l'article 6.11 de l'Accord. Elle inclut l'exportateur, le producteur étranger et l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête, le gouvernement du Membre exportateur et le producteur du produit similaire dans le Membre importateur.

À partir de cette définition, nous croyons comprendre que le membre de phrase "parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt" désigne les parties intéressées, telles qu'elles sont définies par l'article 6.11, reconnues ou identifiées par les autorités chargées de l'enquête comme ayant un intérêt dans l'enquête.

À cet égard, nous rappelons au Groupe spécial qu'avant l'engagement de la procédure, le requérant a présenté, le 17 février 1998, des renseignements additionnels, y compris des listes d'importations de viande de volaille en provenance du Brésil, ventilées par producteur et exportateur.[24] Ces listes identifient par leurs noms 15 producteurs et 20 exportateurs brésiliens de viande de volaille. Ces listes fournies par le requérant étaient, en fait, un document provenant de deux organismes argentins: la *SENASA - Dirección Nacional de Fiscalización Agroalimentaria* ("*SENASA*") et le *Secretaria de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentación Dirección de Ganadería* ("*Ganadería*").[25] Dans ces deux listes étaient identifiés cinq producteurs/exportateurs brésiliens (Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense et Perdigão) sur les sept producteurs/exportateurs qui ont été avisés de l'enquête presque huit mois après son ouverture.[26]

[23] *Voir* la page 8 du document "*Informe Técnico Prévio a la Apertura*" figurant dans la pièce n° 6 du Brésil.

[24] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.

[25] *Voir* les annexes 1 et 2 de la pièce n° 4 du Brésil.

[26] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 192 à 201.

Nous croyons comprendre qu'à ce moment, avant l'engagement de la procédure, le requérant avait identifié et communiqué les noms des producteurs/exportateurs brésiliens de viande de volaille à l'autorité chargée de l'enquête.

En outre, dans le rapport concernant la viabilité de l'ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping, le 7 janvier 1998, l'autorité chargée de l'enquête a identifié dix exportateurs brésiliens de la marchandise en cause.[27] L'identification de ces exportateurs brésiliens a été faite par les autorités chargées de l'enquête, **elles-mêmes**, avant l'ouverture de l'enquête. Ces dix exportateurs étaient des "parties intéressées […] à la connaissance des autorités chargées de l'enquête" au sens de l'article 12.1 de l'Accord. Parmi ces dix exportateurs identifiés se trouvaient cinq (Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense et Perdigão) des sept exportateurs qui avaient été avisés de l'enquête presque huit mois après son ouverture, et après la publication d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dommage, d'un dumping et d'un lien de causalité.

À titre d'observation finale, il nous apparaît tout à fait évident qu'un exportateur, qui exporte le produit visé par une enquête, aura indubitablement un intérêt dans l'enquête. Après tout, les exportations de ces entreprises pourraient être assujetties, à la fin de l'enquête, à des droits antidumping.

Ainsi, à partir des faits exposés ci-dessus, nous avons montré que ces exportateurs étaient des "parties intéressées […] à la connaissance des autorités chargées de l'enquête" et qu'ils auraient dû être avisés de l'enquête dès qu'elle a été ouverte.

25. Quand chacune des parties ci-après a-t-elle été avisée de l'ouverture de l'enquête:

gouvernement brésilien, Avipal, Seara, Frigorifico Nicolini, Sadia, Frangosul, Chapeco, Minuano, Perdigao, Catarinense, CCLP, Penabranca et Comaves?

Réponse

Le gouvernement brésilien a été avisé de l'ouverture de l'enquête le 1er février 1999.[28]

Les exportateurs brésiliens Avipal, Seara, Nicolini, Sadia et Frangosul ont été avisés par la DCD de l'engagement de la procédure et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire relatif au dumping le 10 février 1999.[29] Ces mêmes exportateurs ont été avisés par la CNCE de l'engagement de la procédure et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire relatif au dommage le 16 février 1999.[30]

Les exportateurs brésiliens Chapecó, Minuano, Perdigão, Catarinense, CCLP, PenaBranca et Comaves ont été avisés par la DCD de l'ouverture de l'enquête et de la nécessité de fournir des réponses au questionnaire relatif au dumping le 15 septembre 1999[31], presque huit mois après l'ouverture de l'enquête. Ces exportateurs n'ont jamais reçu de notification ni de questionnaire relatif au dommage de la part de la CNCE.

À cet égard, nous nous référons à l'explication de l'Argentine selon laquelle le questionnaire relatif au dommage n'a été envoyé qu'à huit exportateurs (alors qu'en fait, il a été envoyé à cinq exportateurs seulement) parce que l'analyse de l'existence d'un dommage examine fondamentalement

[27] *Voir* les pages 4 et 5 de la pièce n° 2 du Brésil.
[28] *Voir* la pièce n° III de l'Argentine.
[29] *Voir* la pièce n° 8 du Brésil.
[30] *Voir* la pièce n° 9 du Brésil.
[31] *Voir* la pièce n° 13 du Brésil.

le dommage causé à la branche de production nationale et, par conséquent, il n'est pas nécessaire que tous les exportateurs reçoivent le questionnaire relatif au dommage et y répondent.

Nous appelons l'attention du Groupe spécial sur le fait qu'une analyse de l'existence d'un dommage prend en compte non seulement l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale (article 3.4 de l'Accord) mais aussi le volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping (article 3.2 de l'Accord) et l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix sur le marché intérieur (article 3.2 de l'Accord). Par conséquent, les renseignements concernant le volume et le prix des importations communiqués par les exportateurs sont importants et nécessaires dans une analyse concernant le dommage.

En outre, il était important pour tous les exportateurs, et, en fait, c'était pour eux un droit, de recevoir le questionnaire relatif au dommage et d'avoir la possibilité de répondre aux questions posées par la CNCE. Si d'autres exportateurs, et les parties intéressées, avaient la possibilité de défendre leurs intérêts en répondant au questionnaire relatif au dommage, ces sept exportateurs auraient dû aussi avoir cette possibilité. Quant à la question de savoir s'ils auraient ou non répondu au questionnaire, cette décision leur appartenait et ne relevait pas de l'autorité chargée de l'enquête.

Allégation n° 11

À l'attention des deux parties

27. Quel est le sens du terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping? De l'avis des parties, le terme "questionnaires" désigne-t-il uniquement les questionnaires fournis au stade initial de l'enquête?

Réponse

Le Brésil croit comprendre que le terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping désigne les questionnaires fournis au stade initial de l'enquête. Ultérieurement, si les autorités chargées de l'enquête exigent des renseignements additionnels, complémentaires, ou une clarification des renseignements communiqués (par les exportateurs, les importateurs ou la branche de production nationale) dans les réponses aux questionnaires, l'autorité chargée de l'enquête demandera ces renseignements.

En particulier, le terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1, utilisé dans une enquête antidumping, désigne le questionnaire relatif au dumping ainsi que le questionnaire relatif au dommage. Nous croyons comprendre que certains Membres adoptent un système dans lequel deux organismes se partagent la responsabilité d'administrer la législation antidumping et les procédures en matière d'enquête, l'un étant chargé de déterminer l'existence d'un dumping et de calculer la marge de dumping, et l'autre, de déterminer si la branche de production nationale a subi un dommage du fait des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping. Nous croyons comprendre que c'est le système adopté par l'Argentine.

Par conséquent, l'Argentine n'a pas non plus respecté l'article 6.1.1 de l'Accord en n'envoyant pas le questionnaire relatif au dommage aux exportateurs brésiliens CCLP, Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense, Perdigão et PenaBranca.

Allégation n° 12

À l'attention des deux parties

32. Quel est le sens du terme "participant" figurant à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping? Les parties considéreraient-elles que les sociétés qui savent qu'une enquête est en

cours mais qui ne se montrent pas intéressées par ladite enquête constituent des "parties […] participant à l'enquête"?

Réponse

Participer signifie être une partie ou "an essential member or constituent of anything" (un membre ou un élément constitutif essentiel de quelque chose).[32] Un producteur ou un exportateur d'un produit visé par une enquête est un membre ou un élément constitutif essentiel d'une enquête.

Les sociétés qui **savent** qu'une enquête est en cours, c'est-à-dire qui en ont connaissance, constituent des "parties intéressées participant à l'enquête", même si elles ne se montrent pas intéressées par l'enquête. Le manque d'intérêt d'une partie intéressée par une enquête n'exclut ou ne diminue pas l'obligation qui incombe aux autorités chargées de l'enquête de mettre "dans les moindres délais" à leur disposition les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées. Les parties intéressées qui ne se montrent pas intéressées par une enquête peuvent néanmoins vouloir défendre leurs droits dans une enquête fondée sur certaines allégations ou éléments de preuve présentés par d'autres parties.

Cela dit, le Brésil réaffirme que les exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et PenaBranca, ne **savaient pas** que l'enquête était en cours jusqu'à ce qu'ils soient avisés par les autorités, huit mois après son ouverture.

33. Quel est le sens de l'expression "dans les moindres délais" employée à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

Interprété textuellement, le terme "promptly" (dans les moindres délais) signifie "to make or do readily or at once" (faire promptement ou immédiatement).[33] Le Brésil considère que les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée n'ont pas pu être mis promptement ou immédiatement à la disposition des exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et PenaBranca, si ces exportateurs ont été avisés de l'enquête presque huit mois après son ouverture.

Nous soulignons que, durant huit mois de l'enquête, ces sept exportateurs n'avaient pas été avisés de l'engagement de la procédure ou qu'on ne leur avait pas donné les questionnaires pour répondre mais qu'ils étaient, en tout état de cause, inclus dans l'enquête parce qu'ils exportaient la marchandise en cause vers l'Argentine dans la période couverte par l'enquête.

Il n'était pas possible de considérer tel ou tel élément de preuve présenté durant ces huit mois comme étant mis "dans les moindres délais" à la disposition de ces exportateurs s'ils ne savaient pas que cette enquête existait et qu'il leur fallait y participer.

Allégation n° 14

À l'attention des deux parties

34. Quels sont les "exportateurs connus" au sens de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping? En particulier, les producteurs dans le pays exportateur qui ont été désignés comme exportateurs du produit considéré par le requérant dans la demande constitueraient-ils des "exportateurs connus"?

[32] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 995.
[33] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 1096.

Réponse

Le Brésil voudrait tout d'abord préciser que l'Argentine n'a **jamais** communiqué le texte intégral de la demande présentée par écrit au gouvernement brésilien (les autorités du Membre exportateur) ni à aucun exportateur (connu ou prétendument inconnu) du produit visé par l'enquête.

Cela dit, nous croyons comprendre que l'expression "exportateurs connus" figurant à l'article 6.1.3 de l'Accord désigne les exportateurs qui ont été reconnus ou identifiés par les autorités chargées de l'enquête. Les renseignements présentés dans les pièces du Brésil démontrent que les autorités chargées de l'enquête connaissaient, avant l'engagement de la procédure, l'existence des exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et PenaBranca.

Avant l'engagement de la procédure, le requérant a présenté, le 17 février 1998, des renseignements additionnels, y compris des listes d'importations de viande de volaille en provenance du Brésil, ventilées par producteur et exportateur.[34] Ces listes identifiaient par leurs noms 15 producteurs et 20 exportateurs brésiliens de viande de volaille. Ces listes fournies par le requérant étaient, en fait, un document émanant de deux organismes argentins: la *SENASA – Dirección Nacional de Fiscalización Agroalimentaria* ("*SENASA*") et le *Secretaria de Agricultura, Ganaderia, Pesca y Alimentación Dirección de Ganaderia* ("*Ganaderia*").[35] Dans ces deux listes étaient identifiés cinq producteurs/exportateurs brésiliens (Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense et Perdigão) sur les sept producteurs/exportateurs qui ont été avisés de l'enquête presque huit mois après son ouverture.[36] Nous croyons comprendre qu'à ce moment, avant l'engagement de la procédure, le requérant avait identifié les producteurs/exportateurs brésiliens de viande de volaille et communiqué leurs noms à l'autorité chargée de l'enquête.

Toujours avant l'engagement de la procédure et dans le rapport relatif à la viabilité de l'ouverture de l'enquête antidumping, le 7 janvier 1998, l'autorité chargée de l'enquête a identifié dix exportateurs brésiliens de la marchandise visée.[37] Nous soulignons que, dans ce cas, l'identification de ces exportateurs brésiliens a été faite par les autorités chargées de l'enquête **elles-mêmes**. Parmi ces dix exportateurs identifiés se trouvaient cinq (Comaves, Minuano, Chapecó, Catarinense et Perdigão) des sept exportateurs qui ont été avisés de l'enquête presque huit mois après son ouverture, et après l'établissement d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dommage, d'un dumping et d'un lien de causalité. Ces dix exportateurs étaient "des exportateurs connus" au sens de l'article 6.1.3 de l'Accord.

35. Les parties approuveraient-elles la constatation du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* selon laquelle "la locution "dès que" exprime un fort sentiment d'urgence" et les termes "dès que" et "immédiatement" peuvent être considérés comme interchangeables? Veuillez préciser.

Réponse

Le Brésil note que la question ici ne se rapporte pas tant au moment choisi dans l'article 6.1.3 qu'au fait que les autorités argentines n'ont **jamais** communiqué la demande présentée par écrit au gouvernement brésilien et aux exportateurs.

[34] *Voir* la pièce n° 4 du Brésil.
[35] *Voir* les annexes 1 et 2 de la pièce n° 4 du Brésil.
[36] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 192 à 201.
[37] *Voir* les pages 4 et 5 de la pièce n° 2 du Brésil.

Cela étant, le Brésil souscrit à la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* selon laquelle la locution "dès que" exprime un fort sentiment d'urgence. En particulier, nous estimons que la conclusion ci-après de ce groupe spécial est pertinente et applicable en l'espèce:

> "*Nous notons que l'article 6.1.3 n'indique pas le nombre de jours dans lesquels le texte de la demande doit être communiqué. Il précise toutefois que le texte de la demande doit être communiqué "dès que" l'enquête a été ouverte. À cet égard, la locution "dès que" exprime un fort sentiment d'urgence. De fait, le terme "immédiatement" et la locution "dès que" sont considérés comme interchangeables. Nous ne considérons pas que la communication du texte de la demande 24 jours, ni même 18 jours, après la date d'ouverture de l'enquête satisfait à l'exigence de l'article 6.1.3 voulant que le texte soit communiqué "dès qu'une enquête a été ouverte*"."[38] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

L'accès immédiat à la demande est important pour que les exportateurs préparent leurs arguments pour défendre leurs intérêts et définissent une stratégie visant à repousser les allégations faites par le requérant dans la demande.

À l'attention du Brésil

36. Quel est le sens des termes "dès qu'une enquête aura été ouverte" employés à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping? En l'espèce, quand l'enquête a-t-elle été ouverte?

Réponse

Le Brésil, une fois de plus, prend note du fait que les autorités argentines n'ont **jamais** communiqué au gouvernement brésilien et aux exportateurs le texte de la demande présentée par écrit, comme l'exige l'article 6.1.3. Nous répétons, les autorités argentines n'ont **jamais** communiqué le texte de la demande.

Nous croyons comprendre que l'Argentine fait valoir que dans la version espagnole de l'Accord, le terme "communiquer" est rendu par le terme "facilitar" et que, sur la base de ce sens, les autorités argentines ont respecté la prescription énoncée à l'article 6.1.3 de l'Accord lorsqu'ils ont mis la demande présentée par écrit **à la disposition** des parties intéressées une fois que l'enquête a été ouverte.[39] La position de l'Argentine selon laquelle le verbe "communiquer" pourrait être interprété comme signifiant que les autorités étaient simplement tenues de "mettre à disposition" le texte intégral de la demande présentée par écrit est incorrecte.

Nous indiquons à nouveau que l'article 6.1.3 différencie soigneusement l'obligation qui incombe aux autorités chargées de l'enquête à l'égard des exportateurs et du Membre exportateur de l'obligation qui leur incombe à l'égard des autres parties intéressées. Dans le premier cas, l'autorité chargée de l'enquête doit "communiquer" activement au Membre exportateur et aux exportateurs concernés par l'enquête le texte intégral de la demande présentée par écrit. Dans le deuxième cas, l'autorité chargée de l'enquête doit "mettre à la disposition" des autres parties intéressées, sur demande, le texte intégral de la demande présentée par écrit. Le Brésil estime que si l'on devait interpréter la prescription imposée à l'autorité chargée de l'enquête comme étant la même à l'égard des exportateurs et du Membre exportateur et qu'à l'égard des autres parties intéressées, il ne serait pas nécessaire d'employer des termes différents dans l'article 6.1.3 de l'Accord.

---

[38] Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique, 24 octobre 2000, WT/DS156/R, paragraphe 8.101 (adopté le 17 novembre 2000) ("*Guatemala – Ciment II*").

[39] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 164.

Le même raisonnement s'applique au texte en espagnol. L'obligation imposée aux autorités chargées de l'enquête de communiquer, ou "facilitar", aux exportateurs et au Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit est différente de l'obligation imposée aux autorités de "mettre à la disposition", ou "podrán a disposición", des autres parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit.

Par ailleurs, le verbe "facilitar" est interprété comme signifiant "proporcionar o entregar", une définition entièrement compatible avec le verbe "provide" (communiquer) employé dans la version anglaise.[40]

Cela dit, nous revenons à la question du Groupe spécial. Le membre de phrase "dès qu'une enquête aura été ouverte" employé à l'article 6.1.3 de l'Accord signifie que l'autorité doit communiquer activement le texte de la demande **immédiatement** après l'ouverture de l'enquête. Nous notons l'urgence exigée dans l'article 6.1.3. Le Brésil fait observer que l'enquête a été ouverte lorsque le MEOSP a publié, le 25 janvier 1999, la Résolution n° 11/1999 du 20 janvier 1999. L'Argentine a avisé (mais n'a pas communiqué la demande) le gouvernement brésilien de l'ouverture de l'enquête le 1er février 1999[41], à savoir sept jours après la publication de l'engagement de la procédure.

Allégation n° 15

À l'attention du Brésil

38. En ce qui concerne les pièces n° 22, 23, 24 et 26 du Brésil, veuillez indiquer précisément où les exportateurs ont déclaré que la viande de volaille vendue à l'Argentine était identique à celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil.

Réponse

Sadia

La pièce n° 22 du Brésil inclut la section A de la réponse de Sadia au questionnaire présentée le 20 avril 1999, et la section A de la réponse complémentaire de Sadia présentée le 28 avril 1999. À l'annexe II ("*Identificación del Produto Denunciado*") de la section A, le questionnaire demande une description complète du produit avec les spécifications techniques pour chaque modèle/type/code pour la marchandise vendue sur le marché intérieur et exportée vers l'Argentine.[42]

Dans sa réponse du 20 avril 1999, Sadia a décrit le produit comme étant des volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats. Plus spécifiquement, pour le marché intérieur, Sadia a indiqué, au sujet du produit, qu'il s'agissait de volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats, dans des boîtes de 18 kg, le poids de chaque volaille allant de 1,750 à 2,750 kg. Pour le marché argentin, Sadia a indiqué au sujet du produit qu'il s'agissait de volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats, dans des boîtes de 18 kg, le poids de chaque volaille allant de 1,700 à 2,700 kg.[43] En outre, Sadia a communiqué une description détaillée des volailles produites par la société. Dans cette description, Sadia a indiqué qu'un sachet d'abats contenant le cœur, le foie, le gésier et le cou, auparavant nettoyés et réfrigérés, était placé dans la cavité abdominale de l'animal.[44] Il n'est pas fait mention de la tête et des pattes des volailles. Selon la réponse de Sadia, il n'y avait pas de différences dans les caractéristiques physiques des produits vendus à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

---

[40] *Real Academia Española*, Editorial Espasa Calpe, S.A, 2001.
[41] *Voir* la pièce n° III de l'Argentine.
[42] *Voir* la page 4 de la pièce n° 22 du Brésil.
[43] *Voir* la page 4 de la pièce n° 22 du Brésil.
[44] *Voir* la page 12 de la pièce n° 22 du Brésil.

Dans sa réponse complémentaire du 28 avril 1999, Sadia a indiqué à l'annexe V de la section A, que des volailles entières, congelées, éviscérées, **sans** les abats, ont été vendues sur le marché intérieur mais pas à l'Argentine durant la période allant de janvier 1996 à février 1999.[45] Ainsi, des volailles sans la tête ni les pattes ont été, effectivement, vendues à l'intérieur du Brésil.

La DCD n'a jamais demandé de renseignements additionnels ni de précisions concernant la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

Avipal

La pièce n° 23 du Brésil inclut une lettre d'Avipal présentant le questionnaire sur une disquette le 21 avril 1999, et la partie non confidentielle de la section A de la réponse d'Avipal au questionnaire le 7 mai avril 1999. À l'annexe II ("*Identificación del Produto Denunciado*") de la section A, le questionnaire demande une description complète du produit avec les spécifications techniques pour chaque modèle/type/code pour la marchandise vendue sur le marché intérieur et pour la marchandise exportée vers l'Argentine.[46]

Dans sa réponse, Avipal a décrit le produit comme étant des volailles entières, congelées, éviscérées. Plus spécifiquement, Avipal a divisé le produit en deux types: i) **à rôtir** – volailles entières, congelées, éviscérées, contenant un sachet en plastique avec le cou **sans la tête**, le gésier et le foie; et ii) **à griller** – volailles entières, congelées, éviscérées, sans les abats.[47] À l'annexe V de cette réponse, Avipal a indiqué que les volailles du type "à rôtir" et du type "à griller" étaient vendues à l'Argentine et au Brésil.[48] Selon la réponse d'Avipal, il n'y avait pas de différences dans les caractéristiques physiques du produit vendu à l'Argentine et du produit vendu à l'intérieur du Brésil.

Nous rappelons également que, tout au long de l'enquête, la DCD n'a jamais demandé de renseignements additionnels ni de précisions concernant la description du produit.

Frangosul

La pièce n° 24 du Brésil inclut la section A de la réponse de Frangosul au questionnaire présentée le 27 avril 1999. La pièce n° 26 du Brésil inclut la réponse de Frangosul adressée à la DCD avec la traduction en espagnol de la fiche sur le produit présentée le 19 août 1999. À l'annexe II ("*Identificación del Produto Denunciado*") de la section A, le questionnaire demande une description complète du produit avec les spécifications techniques pour chaque modèle/type/code pour la marchandise vendue sur le marché intérieur et la marchandise exportée vers l'Argentine.[49]

Dans sa réponse du 27 avril 1999, Frangosul a décrit le produit comme étant des volailles entières, congelées, éviscérées, avec les abats (**du type "à rôtir"**) et des volailles entières, congelées, éviscérées, sans les abats (**du type "à griller"**).[50] Les volailles du type "à rôtir" et du type "à griller" étaient vendues à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

Dans sa réponse du 19 août 1999, Frangosul a joint une fiche sur le produit (en anglais et en espagnol), décrivant les types de produits vendus. Selon la description figurant sur la fiche, les volailles du type "à griller" sont des volailles fraîches, congelées, à la peau blanche ou jaune, totalement éviscérées, **sans tête ni pattes**, sans abats; et les volailles du type "à rôtir" sont des

[45] *Voir* la dernière page de la pièce n° 22 du Brésil.
[46] *Voir* la page 7 de la pièce n° 23 du Brésil.
[47] *Voir* la page 7 de la pièce n° 23 du Brésil.
[48] *Voir* la page 11 de la pièce n° 23 du Brésil.
[49] *Voir* la page 5 de la pièce n° 24 du Brésil.
[50] *Voir* les pages 5 et 6 de la pièce n° 24 du Brésil.

volailles fraîches, congelées, à la peau blanche, totalement éviscérées, **sans tête ni pattes**, avec les abats.[51]

Une fois encore, tout au long de l'enquête, la DCD n'a jamais demandé de renseignements additionnels ni de précisions concernant la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

Catarinense

La pièce n° 25 du Brésil inclut la section A de la réponse de Catarinense au questionnaire présentée le 3 novembre 1999. À l'annexe II ("*Identificación del Produto Denunciado*") de la section A, le questionnaire demande une description complète du produit avec les spécifications techniques pour chaque modèle/type/code pour la marchandise vendue sur le marché intérieur et la marchandise exportée vers l'Argentine.[52]

Dans sa réponse, Catarinense a décrit le produit comme étant des volailles entières, congelées, avec les abats (**du type "à rôtir"**) et des volailles entières congelées, sans les abats (**du type "à griller"**).[53] Pour le marché d'exportation, les volailles du type "à rôtir" (avec les abats) contiennent le foie, le gésier et le cou.[54] Les volailles du type "à griller" vendues à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil ne contiennent pas d'abats.[55] Catarinense a indiqué qu'elle vendait des volailles du type "à rôtir" et du type "à griller" sur le marché intérieur.

La DCD n'a jamais demandé de renseignements additionnels ni de précisions concernant la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.

Allégation n° 19

À l'attention du Brésil

41. L'Argentine affirme que les données de Frangosul concernant la valeur normale ont été communiquées hors délai. Veuillez présenter vos observations.

Réponse

Pour répondre à cette question, nous estimons nécessaire de présenter et d'expliquer la chronologie des réponses communiquées par Frangosul et des demandes de prorogation de délai à cette fin, ainsi que des demandes de renseignements formulées par la DCD.

1. Le 16 février 1999, la DCD a avisé Frangosul de l'ouverture de l'enquête et a fixé au 29 mars 1999 la date limite pour que Frangosul réponde au questionnaire relatif au dumping.[56]

2. Le 15 mars 1999, Frangosul a demandé une prorogation du délai afin de présenter la réponse au questionnaire au plus tard le 20 avril 1999.[57]

[51] *Voir* la page 8 de la pièce n° 26 du Brésil.
[52] *Voir* la page 8 de la pièce n° 25 du Brésil.
[53] *Voir* la page 8 de la pièce n° 25 du Brésil.
[54] *Voir* la page 9 de la pièce n° 25 du Brésil.
[55] *Voir* les pages 10 et 36 de la pièce n° 25 du Brésil.
[56] *Voir* la pièce n° 9 du Brésil.
[57] *Voir* la page 28 de la pièce n° 15 du Brésil.

3. Le 26 mars 1999, la DCD a accordé la prorogation de délai jusqu'au 20 avril 1999.[58]

4. Le 27 avril 1999, Frangosul a communiqué la réponse au questionnaire relatif au dumping.[59] En particulier, Frangosul a répondu à la section C du questionnaire concernant les ventes sur le marché intérieur. Ces renseignements incluaient les ventes de viande de volaille faites à l'intérieur du Brésil (marché intérieur) correspondant aux années 1996, 1997, 1998 et aux trois premiers mois de 1999, ventilées par mois.[60] Nous faisons spécialement observer qu'ultérieurement, l'autorité a demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur couvrant cette période.[61] Bien que Frangosul ait communiqué ces renseignements sept jours après la date limite du 20 avril 1999, elle a néanmoins fourni ces renseignements dans un délai raisonnable pour que l'autorité les prenne en considération, surtout compte tenu du volume des données présentées pour une période supérieure à ce qui était nécessaire.

5. Le 12 juillet 1999, la DCD a demandé que Frangosul fournisse des renseignements additionnels. Ces renseignements incluaient la traduction de toutes les pièces justificatives correspondant aux transactions à l'exportation relatives au produit visé par l'enquête (alors même que la plupart des renseignements fournis sur ces factures étaient déjà en espagnol); des renseignements sur les transactions à l'exportation vers les cinq plus gros marchés d'exportation (hormis l'Argentine) où le produit était vendu; la traduction de la fiche sur le produit (alors même que cette fiche avait déjà été communiquée en espagnol); et des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période.[62] La DCD a fixé un délai de dix jours à Frangosul pour présenter ces renseignements.

6. Le 28 juillet 1999, Frangosul a demandé une prorogation du délai pour présenter les renseignements demandés par la DCD.[63]

7. Le 9 août 1999, la DCD a accordé la prorogation de délai pour que Frangosul présente les renseignements demandés au plus tard sous 15 jours.[64]

8. Le 19 août 1999, Frangosul a fourni une traduction des factures afférentes à quelques transactions à l'exportation, en tant qu'échantillon de toutes les transactions à l'exportation qu'elle avait déclarées; des renseignements sur les transactions à l'exportation vers les cinq plus gros marchés d'exportation pour la période allant de 1996 à 1999; la traduction de la fiche sur le produit avec la description du produit; et une explication selon laquelle, en raison du volume important de ventes sur le marché intérieur, elle ne pouvait pas fournir d'exemplaires de facture pour chaque transaction.[65] À l'appui de son explication, Frangosul a indiqué que plus de 320 000 factures sont émises dans une année donnée pour les transactions de vente sur le marché intérieur et que, le 27 avril 1999, elle avait fourni une liste de factures pour ces transactions. Frangosul a par ailleurs indiqué que les factures étaient à la disposition des autorités chargées de l'enquête pour une vérification sur place ou pour sélectionner ces documents concernant certaines transactions qui seraient utilisés comme échantillon.[66]

---

[58] *Voir* la page 28 de la pièce n° 15 du Brésil.
[59] *Voir* la page 29 de la pièce n° 15 du Brésil.
[60] *Id.*
[61] *Voir* les pages 29 et 30 de la pièce n° 15 du Brésil.
[62] *Voir* la page 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[63] *Voir* la page 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[64] *Voir* la page 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[65] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[66] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.

9. Le 12 octobre 1999, la DCD a demandé une nouvelle liste de factures avec l'ensemble des transactions sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, de façon qu'elle puisse sélectionner un échantillon statistique et demander ultérieurement les pièces justificatives relatives à cet échantillon.[67] Dans sa demande, la DCD a également indiqué, pour la première fois dans le cadre de l'enquête, que la liste de factures envoyée le 27 avril 1999 n'incluait pas certains renseignements nécessaires à l'analyse effectuée par l'autorité.[68] Nous appelons aussi l'attention du Groupe spécial sur le fait que c'était la première fois que l'autorité chargée de l'enquête informait Frangosul de ce qu'était la période consacrée à la collecte des données relatives au dumping.

10. Le 18 novembre 1999, la DCD a de nouveau demandé une liste de factures pour les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999 et a demandé que Frangosul présente ces renseignements sur une disquette dans un délai de cinq jours. Il n'est pas fait mention des pièces justificatives.[69]

11. Le 30 décembre 1999, Frangosul a présenté, sur une disquette, la liste de factures concernant les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[70]

12. Le 4 janvier 2000, la DCD a publié le rapport préalable à la détermination finale (divulgation des faits essentiels examinés). Ce rapport ne mentionne pas la liste de factures présentée par Frangosul.[71]

13. Le 5 janvier 2000, la DCD a avisé Frangosul que l'étape de l'enquête consacrée à la présentation des éléments de preuve avait pris fin.[72]

S'agissant de la séquence des événements ci-dessus, le Brésil voudrait présenter les observations suivantes.

Premièrement, le Groupe spécial ne doit pas oublier dans quelles circonstances l'article 6.8 de l'Accord permet à l'autorité chargée de l'enquête de recourir aux données de fait disponibles. Selon l'article 6.8 de l'Accord, lorsque les parties intéressées "[n']entraver[ont] [pas] ... de façon notable" l'enquête, il est possible d'avoir recours aux données de fait disponibles **uniquement** si une partie intéressée ne présente pas les **renseignements nécessaires** "dans un délai raisonnable". Si les renseignements sont, effectivement, communiqués "dans un délai raisonnable", l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas utiliser les données de fait disponibles et doit utiliser les renseignements présentés par la partie intéressée. En l'espèce, Frangosul ne s'est exposée à aucune des circonstances énoncées à l'article 6.8 de l'Accord pour l'application des données de fait disponibles.

Bien que Frangosul ait répondu au questionnaire sept jours après la date limite, Frangosul a néanmoins communiqué ses réponses "dans un délai raisonnable". À cet égard, le Brésil rappelle qu'"un délai raisonnable" ne sera pas forcément équivalent aux délais établis par les autorités chargées de l'enquête. Notre interprétation de la notion de "délai raisonnable" rejoint celle du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*:

> "*(...) [L'Accord antidumping] établit que les données de fait disponibles peuvent être utilisées si les renseignements nécessaires ne sont pas communiqués dans un délai*

[67] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[68] *Id.*
[69] *Voir* la pièce n° XXVIII de l'Argentine.
[70] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.
[71] *Voir* la pièce n° 28 du Brésil.
[72] *Voir* la pièce n° 26 du Brésil.

> *raisonnable. Ce qu'est un "délai raisonnable" ne correspondra pas, dans tous les cas, aux délais préétablis indiqués dans la réglementation générale. Nous reconnaissons que, pour une bonne administration, les autorités chargées de l'enquête doivent effectivement fixer de tels délais. Toutefois, le strict respect des délais ne suffit pas dans tous les cas pour pouvoir conclure que les renseignements n'ont pas été communiqués dans un délai raisonnable et que, par conséquent, les données de fait disponibles peuvent être appliquées*."[73] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

Nous ne proposons pas d'affirmer ou de laisser entendre que l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord laissent toute liberté aux parties intéressées pour ignorer tout simplement les dates limites fixées par les autorités chargées de l'enquête. Cependant, nous croyons comprendre que le terme "raisonnable" employé à l'article 6.8 suggère un certain degré de flexibilité de la part des autorités qui fait intervenir la prise en compte de **toutes** les circonstances d'une affaire donnée.

Deuxièmement, le Brésil croit comprendre que l'application de l'article 6.8 de l'Accord dépend aussi des actions entreprises par l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre de l'enquête. Si elle n'agit pas d'une manière appropriée durant l'enquête, elle ne peut pas alléguer que la partie intéressée n'a pas respecté les prescriptions de l'article 6.8 et, ainsi, recourir à l'application des données de fait disponibles.

À cet égard, le Brésil se réfère à ce qu'a dit le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala - Ciment II* sur l'interprétation de l'application de l'article 6.8 de l'Accord:

> "*(...) Nous estimons que le fait de ne pas coopérer n'entrave pas nécessairement le déroulement d'une enquête de façon notable, puisqu'à nos yeux l'Accord antidumping n'exige pas des parties intéressées qu'elles coopèrent à tout prix. Bien que le refus de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête ne soit pas sans conséquence pour les parties intéressées (compte tenu de l'article 6.8), il ne peut y avoir de conséquences à notre avis* ***que*** *si les autorités chargées de l'enquête ont elles-mêmes agi de manière raisonnable, objective et impartiale (...)*"[74] (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

La séquence des faits présentés ci-dessus démontre que l'autorité chargée de l'enquête en l'espèce n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale. Le fait qu'il a été initialement exigé de Frangosul qu'elle fournisse des renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation pour une période excessivement longue (de janvier 1996 à mars 1999) et que, plus de huit mois après l'engagement de la procédure, l'autorité a fixé une période bien plus courte pour la collecte des données relatives au dumping (de janvier 1998 à janvier 1999) indique combien l'autorité s'est montrée déraisonnable, non objective et partiale dans cette enquête. En particulier, si l'on considère que l'autorité, à un stade ultérieur, a demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1996 à mars 1999. À cet égard, le Groupe spécial devrait comprendre que Frangosul a consacré un temps et des ressources considérables à recueillir et communiquer les renseignements concernant la valeur normale et le prix à l'exportation pour une période supérieure à trois ans. En particulier, nous rappelons que dans le cas de

---

[73] États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, 28 février 2001, WT/DS184/R, paragraphe 7.54 ("*États-Unis – Acier laminé à chaud*"). L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial pour ce qui est de l'incompatibilité avec l'article 6.8 et l'Annexe II de l'Accord antidumping de l'application des données de fait disponibles qu'avaient faite les États-Unis. États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon, 24 juillet 2001, WT/DS184/AB/R, paragraphe 240 (adopté le 23 août 2001) ("*AB - États-Unis – Acier laminé à chaud*").

[74] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.251.

Frangosul, il y avait plus de 320 000 transactions sur le marché intérieur simplement pour une année donnée.

Troisièmement, ce n'est que le 12 octobre 1999 que la DCD a informé Frangosul que les renseignements présentés le 27 avril 1999 ne suffisaient pas pour faire une analyse de l'existence d'un dumping. C'est aussi à ce moment que la DCD a établi la période consacrée à la collecte des données relatives au dumping. Ainsi, conformément aux instructions de l'autorité (plus de huit mois après l'engagement de la procédure), Frangosul a dû présenter un nouvel ensemble plus spécifique de données concernant la valeur normale pour une nouvelle période. Frangosul a donc dû revenir en arrière et recueillir des renseignements spécifiques pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, ce qui veut dire qu'elle a parfois dû faire des recherches manuelles parmi les nombreuses factures (plus de 320 000) pour trouver les renseignements demandés par l'autorité. Bien que ces renseignements aient été communiqués après la date limite établie par la DCD, ils ont été fournis avant la divulgation des faits essentiels examinés et la détermination finale.

Le Brésil considère que, compte tenu de la nature et de la quantité des renseignements présentés, de la charge déraisonnable imposée par l'autorité tout au long de l'enquête, et du fait que Frangosul a invité l'autorité à vérifier sur place tous les documents des transactions de vente (sur le marché intérieur et à l'Argentine), l'autorité aurait dû considérer que les renseignements étaient communiqués dans un "délai raisonnable" et aurait dû les utiliser dans la détermination finale.

Allégation n° 19

À l'attention du Brésil

46 a). Veuillez fournir un exemplaire de la réponse de Catarinense au questionnaire datée du 3 novembre 1999.

Réponse

Nous avons fourni, en tant que pièce n° 25 du Brésil, la réponse de Catarinense à la section A du questionnaire relatif au dumping. La réponse complète de Catarinense, avec la liste des factures pour toutes les transactions de vente à l'Argentine (section B) avec les exemplaires des factures, la liste des factures pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur (section C), et le coût ventilé (section D), comporte plus de 500 pages. Nous estimons que la collecte et la reproduction d'un tel volume de renseignements constitueraient non seulement une charge, mais seraient aussi de peu d'utilité, puisque nous croyons comprendre que l'objectif du Groupe spécial n'est pas de savoir si l'autorité a illicitement calculé la valeur normale et le prix à l'exportation pour Catarinense, mais qu'elle n'a même **pas** pris en considération l'un quelconque des renseignements fournis par l'exportateur.

Néanmoins, nous communiquons, en tant que pièce n° 37 du Brésil, la réponse de Catarinense à la section B du questionnaire avec un échantillon de la liste des factures de vente à l'Argentine pour chaque mois en 1998 et en janvier 1999, ainsi qu'un échantillon des factures déclarées pour les ventes effectuées chaque mois de 1998 et en janvier 1999; la réponse à la section C du questionnaire avec un échantillon de la liste des factures de vente sur le marché intérieur pour chaque mois en 1998 et en janvier 1999; et la réponse à la section D du questionnaire.

Si le Groupe spécial considère que ces renseignements sont insuffisants pour examiner les allégations avancées par le Brésil, nous nous ferons un plaisir de fournir le jeu complet des réponses de Catarinense au questionnaire.

46 b). L'Argentine affirme que les données de Frangosul concernant la valeur normale ont été communiquées hors délai. Veuillez présenter des observations.

Réponse

Prière de se reporter à la réponse à la question n° 41 ci-dessus.

Allégation n° 23

À l'attention du Brésil

49. Quand Avipal a-t-elle demandé pour la première fois un ajustement de la valeur normale au titre du fret? Avipal a-t-elle présenté des pièces justificatives avec sa demande? Dans l'affirmative, veuillez fournir un exemplaire de ces pièces justificatives.

Réponse

L'article 2.4 de l'Accord antidumping impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de procéder à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Lorsqu'on procède à cette comparaison, il faut tenir dûment compte des différences affectant la comparabilité des prix. Nous croyons comprendre que les frais de transport sont inclus dans ces ajustements.

Nous observons que l'obligation énoncée à l'article 2.4 de l'Accord est imposée à l'autorité chargée de l'enquête et que l'exportateur n'est pas tenu de demander qu'un tel ajustement soit fait. En conséquence, au cours de l'enquête, la DCD n'a jamais demandé de pièces justificatives à Avipal pour ces frais de transport.

Cela étant, nous soulignons que le 20 avril 1999, Avipal et d'autres exportateurs ont présenté à la DCD une lettre qui indiquait, entre autres choses, que pour comparer la valeur normale proposée par le requérant (publication de la JOX) avec le prix à l'exportation sortie usine, il fallait faire certains ajustements. Avipal a fourni une liste avec la valeur de ces ajustements, y compris les taxes, **les frais de transport intérieur** et les frais financiers.[75]

Le 12 octobre 1999, la DCD a établi que la période consacrée à la collecte des données relatives au dumping allait de janvier 1998 à janvier 1999, ce dont elle a informé Avipal, pour la première fois dans le cadre de l'enquête.[76] Dans cette communication, la DCD a également demandé qu'Avipal présente une liste de factures pour toutes les ventes de viande de volaille sur le marché intérieur pour cette période. La DCD n'a pas fixé de date limite à Avipal pour présenter ces renseignements.

Le 21 décembre 1999, Avipal a remis une disquette contenant une liste de factures pour les ventes de viande de volaille sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, y compris une feuille de calcul avec les taxes (ICMS/PIS/COFINS), les commissions, les **frais de transport** et les frais financiers inclus dans la valeur normale qui devraient être déduits d'une comparaison avec le prix à l'exportation au stade sortie usine.[77]

Nous croyons comprendre que l'Argentine considère que l'ajustement au titre du fret a "une incidence manifeste et importante sur la comparabilité des prix".[78] Il est toutefois intéressant de noter que, bien que l'Argentine sache que cet ajustement est justifié et qu'il est "manifeste et important" pour la comparaison des prix, elle a simplement décidé de ne pas le faire. Même si aucune pièce justificative n'a été fournie (quand, en fait, la demande n'en a même pas été faite), l'Argentine aurait

[75] *Voir* la pièce n° 35 du Brésil.
[76] *Voir* la page 44 de la pièce n° 15 du Brésil.
[77] *Voir* la pièce n° 36 du Brésil.
[78] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 211.

pu utiliser une source secondaire de renseignements pour estimer cette déduction, comme elle l'a fait pour l'ajustement de la valeur normale destinée à compenser les différences alléguées dans les caractéristiques entre la viande de volaille vendue à l'Argentine et celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil.

En ce sens, nous rappelons au Groupe spécial que la JOX a fourni une réponse à la demande de précisions formulée par l'autorité chargée de l'enquête sur les taxes et les frais qui étaient inclus dans les prix publiés et utilisés pour déterminer la valeur normale.[79] La lettre de la JOX à la DCD, datée du 3 août 1999, expliquait que les prix publiés par la JOX incluaient les taxes (12 pour cent - ICMS; 2,65 pour cent – PIS/COFINS); les frais financiers; la commission de 0,5 pour cent à 1 pour cent sur la valeur de la vente; et **des frais de transport variables pour la livraison**, en fonction de la situation géographique du vendeur et de l'acheteur.[80]

Même avec cette explication fournie par la JOX, l'autorité chargée de l'enquête a choisi de ne pas faire les ajustements de la valeur normale d'Avipal au titre du fret, exigés dans une comparaison équitable.

50. L'argument du Brésil concernant le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé les renseignements communiqués par les exportateurs se limite-t-il aux ajustements aux fins de l'article 2.4, ou bien vise-t-il aussi d'autres facteurs/allégations?

Réponse

Les arguments du Brésil concernant le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé les renseignements communiqués par les exportateurs ne se limitent **pas** aux ajustements aux fins de l'article 2.4 de l'Accord. Le Brésil a aussi fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé les renseignements communiqués par les exportateurs dans les allégations ci-après:

Allégation n° 17 – l'Argentine a ignoré le prix à l'exportation communiqué par les exportateurs brésiliens et a eu recours, au lieu de cela, aux renseignements concernant le prix à l'exportation fournis par l'organisme argentin *Ganaderia*[81];

Allégation n° 19 – l'Argentine a ignoré tous les renseignements concernant la valeur normale communiqués par les exportateurs brésiliens Frangosul et Catarinense et a eu recours, au lieu de cela, aux renseignements fournis par le requérant[82]; et

Allégation n° 27 – l'Argentine a ignoré toutes les transactions sur le marché intérieur énumérées et déclarées pour les exportateurs brésiliens Sadia et Avipal lorsqu'elle a établi la valeur normale et procédé à la comparaison équitable et a utilisé, au lieu de cela, uniquement les transactions sur le marché intérieur pour lesquelles des factures avaient été présentées.[83]

Allégations n° 23 à 27

À l'attention du Brésil

51. Veuillez indiquer précisément quels éléments de preuve versés au dossier n'ont, selon vous, pas été utilisés par les autorités chargées de l'enquête.

[79] *Voir* la pièce n° 32 du Brésil.
[80] *Voir* la pièce n° 32 du Brésil.
[81] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 282 à 290.
[82] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 298 à 310.
[83] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphes 416 à 422.

Réponse

Nous nous référons à la réponse à la question n° 50 ci-dessus.

Concernant l'**allégation n° 17**, Sadia a communiqué les renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à février 1999.[84] Avipal a communiqué les renseignements sur le prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à mars 1999.[85] Frangosul a communiqué les renseignements sur le prix à l'exportation pour certaines transactions à l'exportation concernant la viande de volaille vendue à l'Argentine de janvier 1996 à mars 1999, avec les pièces justificatives correspondantes.[86] Catarinense a communiqué les renseignements sur le prix à l'exportation pour certaines transactions concernant la viande de volaille vendue à l'Argentine de janvier 1998 à janvier 1999, avec les pièces justificatives correspondantes.[87]

Dans la détermination finale, la DCD a établi le prix à l'exportation pour tous les exportateurs brésiliens sur la base des renseignements concernant les importations provenant de l'organisme argentin *Ganaderia* et a ignoré (sans justification) toutes les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens.[88]

S'agissant de l'**allégation n° 19**, prière de se référer aux réponses à la question n° 41 (Frangosul) et à la question n° 46 a) (Catarinense) ci-dessus. Concrètement, tous les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par ces deux exportateurs ont été ignorés dans la détermination finale et la DCD a utilisé, à leur place, la valeur normale calculée pour tous les autres exportateurs. Nous notons le fait que dans la détermination finale, la valeur utilisée par l'autorité pour tous les autres exportateurs était celle qui a été communiquée par le requérant sur la base des prix publiés par la JOX pour les volailles réfrigérées avec la tête et les pattes.

S'agissant de l'**allégation n° 27**, le déroulement des événements est le suivant:

Le 26 août 1999, Sadia a adressé une lettre à la DCD avec une liste de factures émises pour les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de 1996 à 1998, ainsi que janvier et février 1999.[89] Dans cette lettre, Sadia expliquait qu'en raison du volume de ventes important sur le marché intérieur, il était impossible de fournir un exemplaire de facture pour chaque transaction et invitait la DCD à vérifier sur place les transactions répertoriées ou à sélectionner un échantillon de transactions de façon qu'elle puisse fournir les factures correspondantes.[90] Le 3 décembre 1999, la DCD a adressé une lettre à Sadia demandant des exemplaires de factures pour 372 transactions de vente sur le marché intérieur sélectionnées, fixant un délai de cinq jours pour présenter les exemplaires des factures.[91] Le 13 janvier 2000, Sadia a remis les exemplaires des factures demandés par la DCD.[92]

Dans la détermination finale, la DCD a établi la valeur normale pour Sadia uniquement sur la base des renseignements pour lesquels des pièces justificatives étaient fournies et non pas pour toutes les transactions sur le marché intérieur déclarées.[93]

---

[84] *Voir* la pièce n° 22 du Brésil et les pages 18 et 43 de la pièce n° 15 du Brésil.
[85] *Voir* la pièce n° 23 du Brésil et les pages 22 et 45 de la pièce n° 15 du Brésil.
[86] *Voir* la pièce n° 24 du Brésil et les pages 29 et 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[87] *Voir* la pièce n° 25 du Brésil et les pages 38 et 39 de la pièce n° 15 du Brésil.
[88] *Voir* les pages 76, 77 et 104 de la pièce n° 15 du Brésil.
[89] *Voir* la pièce n° 29 du Brésil.
[90] *Id.*
[91] *Voir* la pièce n° 30 du Brésil.
[92] *Voir* la page 62 de la pièce n° 15 du Brésil.
[93] *Voir* les pages 62 et 63 de la pièce n° 15 du Brésil.

Le 12 août 1999, Avipal a présenté une liste de transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de 1996 à 1999, avec une facture pour chaque mois en 1997 et 1998 à titre d'échantillon, expliquant qu'en raison du volume de ventes important sur le marché intérieur, il était impossible de fournir un exemplaire de facture pour chaque transaction. Dans cette lettre, Avipal invitait la DCD à vérifier sur place les transactions répertoriées ou à sélectionner un échantillon de transactions de façon qu'elle puisse fournir les factures correspondantes.[94] Le 1er septembre 1999, Avipal a fourni une traduction d'une facture type du portugais vers l'espagnol.[95] Le 21 décembre 1999, Avipal a remis une disquette contenant une liste de factures pour les ventes de viande de volaille sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, incluant les déductions et les taxes.[96] La DCD n'a jamais sélectionné les transactions pour lesquelles Avipal avait offert de fournir des exemplaires de factures.

Dans la détermination finale, la DCD a établi la valeur normale pour Avipal uniquement sur la base des transactions pour lesquelles Avipal avait fourni des exemplaires de factures et non sur la base de toutes les transactions sur le marché intérieur déclarées.[97]

Comme on l'a montré, Sadia et Avipal ont présenté une liste de toutes les transactions sur le marché intérieur pour la période. Des factures ont été présentées seulement pour certaines transactions afin que la DCD vérifie l'exactitude des données communiquées dans les réponses dans l'ensemble et non pas simplement celles pour lesquelles des factures étaient fournies. Le Brésil croit comprendre qu'en raison du gros volume de renseignements communiqués, il se peut que les données ne soient pas toutes minutieusement examinées, mais cela n'exclut pas leur validité, en particulier si ces données pouvaient être vérifiées.

Il importe de noter que non seulement Sadia et Avipal ont déclaré les transactions pour la période couverte par l'enquête (de janvier 1998 à janvier 1999) mais qu'elles ont aussi communiqué des renseignements sur les transactions de vente en dehors de ladite période (1996, 1997, 1998 ainsi que les données disponibles en 1999). Que cette charge ait été imposée aux exportateurs, pour ensuite que l'autorité chargée de l'enquête n'utilise que certaines des transactions durant 1998 et janvier 1999 est contraire à la façon dont une marge devrait être établie conformément à l'article 2.4 de l'Accord.

Allégation n° 25

À l'attention du Brésil

54. Veuillez fournir toutes les réponses des exportateurs aux sections B.2 et C.1.1 du questionnaire de la DCD (telles qu'elles figurent dans les "folios" 8 et 9 dans la pièce n° 22 du Brésil).

Réponse

Au vu des documents de l'enquête auxquels il avait accès, le Brésil n'a pas pu identifier les réponses aux sections B.2 et C.1.1 du questionnaire relatif au dumping en ce qui concerne les exportateurs brésiliens Sadia, Avipal et Frangosul.

Si le Groupe spécial considère que les renseignements sur la description du produit communiqués par les exportateurs dans le cadre de l'enquête et, jusqu'ici, présentés par le Brésil en l'espèce ne sont pas suffisants pour examiner la présente allégation, nous demandons que le Groupe

[94] *Voir* la pièce n° 31 du Brésil.
[95] *Voir* la page 64 de la pièce n° 15 du Brésil.
[96] *Id.*
[97] *Id.*

spécial demande que l'Argentine fournisse les réponses de ces sociétés aux sections B.2 et C.1.1 du questionnaire relatif au dumping. Nous croyons comprendre que l'autorité argentine chargée de l'enquête a toutes les réponses confidentielles et non confidentielles des exportateurs présentées dans le cadre de l'enquête et pourra communiquer les renseignements demandés au Groupe spécial.

Toutefois, nous fournissons, en tant que pièce n° 38 du Brésil, les réponses des exportateurs brésiliens Sadia, Avipal et Frangosul au questionnaire relatif au dommage, qui contiennent aussi des renseignements sur la description du produit. Également dans la pièce n° 38 du Brésil, le Groupe spécial trouvera la réponse de Catarinense à la section B.2 et à la section C.1.1 du questionnaire relatif au dumping.

Allégation n° 34

À l'attention du Brésil

61. Si les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping doivent être exclues aux fins d'une analyse de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3, cela ne donne-t-il pas à penser que la détermination de l'existence d'un dumping doit précéder la détermination de l'existence d'un dommage? Dans l'affirmative, comment un Membre s'assurera-t-il que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage seront examinés simultanément conformément à l'article 5.7?

Réponse

L'article 3.1 de l'Accord prescrit que la détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif du volume, de l'effet et de l'incidence des "**importations faisant l'objet d'un dumping**" sur les producteurs nationaux. Nous croyons comprendre que l'analyse de l'existence d'un dommage, telle qu'elle est prévue à l'article 3 de l'Accord, doit exclure les importations dont il est **constaté qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping** des importations totales visées par l'enquête. À cet égard, nous trouvons plusieurs indications dans les dispositions relatives aux enquêtes antidumping qui viennent à l'appui de notre interprétation.

Premièrement, l'article VI:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT") dispose qu'il y a dumping lorsque les **produits** d'un pays sont introduits sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur normale. Ainsi, si certains produits d'un pays ne sont pas introduits sur le marché d'un autre pays à des prix inférieurs à la valeur normale, il n'y a pas de dumping. En conséquence, ces **produits** de ce pays ne peuvent pas être considérés comme des "**importations faisant l'objet d'un dumping**".

De même, l'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose qu'un **produit** doit être considéré comme **faisant l'objet d'un dumping** si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable. Le même raisonnement s'applique, si le prix à l'exportation d'un produit exporté d'un pays n'est pas inférieur au prix comparable dans le pays exportateur, ces produits ne peuvent pas être considérés comme **faisant l'objet d'un dumping**.

Il ressort clairement du libellé de ces dispositions que la définition du dumping n'est pas liée à toutes les exportations d'un pays donné qui pénètrent sur le marché d'un autre pays mais aux exportations des **produits** de ce pays donné, qui pénètrent sur le marché d'un autre pays à des prix inférieurs à la valeur normale.

Deuxièmement, l'ensemble de l'article 3, à l'exception du paragraphe 3 de l'article, fait référence aux "**importations faisant l'objet d'un dumping**" comme étant les importations dont il est **constaté qu'elles font l'objet d'un dumping**. Nous estimons que cela est vrai, puisque l'article 3.1,

3.2, 3.4, 3.5, 3.6, 3.7 et 3.8 fait exclusivement référence aux "**importations faisant l'objet d'un dumping**", et non pas aux importations visées par une enquête.

Puisque la définition des "**importations faisant l'objet d'un dumping**", énoncée à l'article 2.1, est utilisée aux fins de l'Accord, et non pas seulement aux fins de cet article, nous croyons comprendre que l'expression figurant à l'article 3 a le même sens.

Concrètement, c'est à l'article 3.5 de l'Accord que cela est le plus évident. L'article 3.5 prescrit de démontrer que les "**importations faisant l'objet d'un dumping**" causent, par les effets du **dumping**, un dommage à la branche de production nationale. Ainsi, l'analyse de l'existence d'un lien de causalité exige qu'il soit démontré que les importations ayant des **effets de dumping** causent un dommage à la branche de production nationale, et non pas toutes les importations, qui incluent aussi les importations dont il est constaté qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping. L'article 3.5 prescrit d'autre part que la démonstration du lien de causalité, entre les "**importations faisant l'objet d'un dumping**" et le dommage causé à la branche de production nationale, se fonde sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Nous estimons que des éléments de preuve montrant qu'il n'est pas constaté que les importations en provenance de certains producteurs/exportateurs font l'objet d'un dumping constituent des éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Surtout, l'article 3.5 prescrit à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner **tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping** qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale. Les importations du produit dont il est constaté qu'elles ne font pas l'objet d'un dumping constituent des facteurs connus autres que les "**importations faisant l'objet d'un dumping**". L'article 3.5 donne même des exemples des facteurs qui pourront être pertinents à cet égard, tels que le volume et les prix des **importations non vendues à des prix de dumping**. En ce sens, le volume et la valeur des importations en provenance de Nicolini et Seara constituaient un facteur important qui aurait dû être examiné par l'autorité chargée de l'enquête dans l'analyse de l'existence d'un lien de causalité.

Comme cela est mentionné plus haut, le paragraphe 3 de l'article 3 est une exception à cet article de l'Accord. L'article 3.3 fait référence aux cas où il y a cumul, lorsque l'autorité peut procéder à une évaluation cumulative des effets des **importations** dans les cas où les **importations** d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'une enquête antidumping. Il importe de mentionner que non seulement ce n'est pas le cas ici, puisque seules les importations d'un pays faisaient l'objet de l'enquête, mais aussi que l'article 3.3 fait expressément référence aux "**importations d'un produit**" et non pas aux "**importations faisant l'objet d'un dumping**", étant entendu que pour des raisons de cumul, **toutes les importations** sont prises en considération et pas seulement celles qui **font l'objet d'un dumping**.

Troisièmement, on trouve d'autres précisions lorsqu'on examine le libellé de l'article 9.2 de l'Accord:

> "*Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage. (…)*" (pas d'italique dans l'original; non souligné dans l'original)

Le libellé de cette disposition vient à l'appui de l'idée que seules les importations d'un produit, **dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping**, en provenance d'un certain producteur/exportateur peuvent être considérées comme des importations faisant l'objet d'un dumping. Là encore, les importations du produit ne sont pas toutes assujetties à des droits antidumping, seuls le sont les produits provenant des producteurs/exportateurs dont il a été **constaté** qu'ils faisaient l'objet d'un dumping.

Cette interprétation est en accord avec l'interprétation donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Linge de lit*:

> "*(…) nous estimons que la détermination de l'existence d'un dumping se fait par référence à un* ***produit*** *en provenance d'un* ***producteur/exportateur donné****, et non par référence à des transactions individuelles. Cela signifie que la détermination de l'existence d'un dumping se fait sur la base de l'examen des transactions concernant un produit donné en provenance de* ***producteurs/exportateurs donnés****. Si cet examen aboutit à la conclusion que le produit en question en provenance de* ***producteurs/exportateurs donnés fait l'objet d'un dumping****, nous sommes d'avis que la conclusion s'applique à toutes les importations de ce produit* ***en provenance de cette (ces) source(s)****, au moins pendant la période pour laquelle le dumping a été examiné. (…)*"[98] (pas d'italique dans l'original; pas de caractère gras dans l'original; non souligné dans l'original)

Ce groupe spécial a également constaté ce qui suit:

> "*(…) Il est possible qu'un calcul effectué d'une manière compatible avec l'Accord antidumping ait conduit à la conclusion que tel ou tel producteur indien devrait se voir attribuer une marge de dumping nulle ou de minimis. En pareil cas, nous sommes d'avis que les* ***importations imputables à ce producteur/exportateur ne peuvent pas être considérées comme "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'analyse du dommage****. (…)*"[99] (pas d'italique dans l'original; pas de caractère gras dans l'original; non souligné dans l'original)

De même, dans la présente enquête, nous estimons que le Groupe spécial devrait parvenir à la même conclusion, à savoir que **seules les importations totales en provenance d'un producteur/exportateur dont il a été effectivement constaté qu'il pratiquait le dumping sont considérées comme des "importations faisant l'objet d'un dumping"**. En conséquence, les importations en provenance de Nicolini et Seara ne devraient pas être incluses dans les **"importations faisant l'objet d'un dumping"** évaluées au regard de l'article 3 de l'Accord.

Cela étant dit, nous croyons comprendre que, dans une enquête, l'analyse de l'existence d'un dumping devrait toujours précéder l'analyse de l'existence d'un dommage. Il faut qu'il en soit ainsi pour que les dispositions de l'Accord aient un sens.

Par exemple, à l'article 3.4 de l'Accord, l'un des facteurs économiques pertinents qu'il faut impérativement évaluer dans l'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale est l'importance de la **marge de dumping**. Si l'analyse de l'existence d'un dommage précède l'analyse de l'existence d'un dumping, comment l'analyse de l'existence d'un dommage peut-elle évaluer l'importance de la marge de dumping?

Par ailleurs, si l'analyse de l'existence d'un dommage précède l'analyse de l'existence d'un dumping, les **"importations faisant l'objet d'un dumping"** dans l'analyse de l'existence d'un dommage incluront toujours la totalité des importations et non pas seulement celles dont il aura été constaté dans l'analyse de l'existence d'un dumping qu'elles font l'objet d'un dumping. Pour les

---

[98] Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, 30 octobre 2000, WT/DS141/R, paragraphe 6.136 ("*CE – Linge de lit*"). Les CE n'ont pas fait appel de l'interprétation de l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" employée à l'article 3.1, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping, donnée par le Groupe spécial. Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, 1er mars 2001, WT/DS141/AB/R (adopté le 12 mars 2001) ("*AB – CE – Linge de lit*").

[99] *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.138.

raisons indiquées ci-dessus, nous ne pensons pas que l'Accord ait voulu que les importations dont il a été constaté qu'elles **ne faisaient pas l'objet d'un dumping** soient incluses dans l'expression **"importations faisant l'objet d'un dumping"** aux fins de l'analyse de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.

L'analyse de l'existence d'un dommage dépend des constatations formulées dans l'analyse de l'existence d'un dumping et ne peut donc pas être postérieure à celle-ci.

Dans la réponse à la question n° 23 ci-dessus, nous avons donné notre interprétation de l'article 5.7 de l'Accord. Nous y avons indiqué que nous ne pensions pas qu'il soit possible pour une autorité d'examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage si les éléments de preuve examinés par les autorités se rapportent incontestablement à des périodes non liées entre elles en ce qui concerne le dumping et le dommage. Les périodes différentes examinées par la DCD et la CNCE pour déterminer s'il y avait des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping et d'un dommage indiquent que les éléments de preuve relatifs au dumping et les éléments de preuve relatifs au dommage n'ont **pas** été examinés simultanément dans la décision d'ouvrir ou non l'enquête. Nous croyons comprendre qu'il n'est pas nécessaire, dans la détermination de l'existence d'un dumping, d'examiner les tendances dans le temps, tandis que la détermination de l'existence d'un dommage exigera normalement des renseignements couvrant plus d'une année afin d'évaluer l'évolution du volume et du prix. Cependant, pour qu'une autorité examine simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et les éléments de preuve relatifs au dommage, lesdits éléments devraient, au minimum, se rapporter à la même période, pour qu'ils justifient l'ouverture d'une enquête. Nous le répétons, les éléments de preuve relatifs au dumping et les éléments de preuve relatifs au dommage ne peuvent pas être examinés simultanément s'ils se rapportent à des périodes différentes.

À cet égard, nous nous tournons vers les considérations des États-Unis concernant la présente allégation. Les États-Unis affirment que l'obligation énoncée à l'article 5.7 de l'Accord est d'examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage.[100] Selon les États-Unis, le terme "simultanément" est lié au terme "examiner" et non pas aux termes "éléments de preuve".[101] À titre d'exemple d'examen simultané, les États-Unis mentionnent l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage dans des "enquêtes parallèles".[102]

Le Brésil ne pense pas qu'il faille entendre par "examen simultané" l'examen du dumping et des éléments de preuve dans des enquêtes parallèles. Manifestement, dans toutes les enquêtes, il faut que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage soient examinés dans des enquêtes parallèles, sinon les prescriptions énoncées à l'article 5.2 et 5.3 de l'Accord ne sont pas satisfaites. Si les éléments de preuve relatifs au dommage sont examinés dans une enquête différente de celle dans laquelle sont examinés les éléments de preuve relatifs au dumping, comment la prescription énoncée à l'article 5.2, voulant que la demande comporte des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, pourrait-elle être satisfaite? De même, comment les autorités pourraient-elles examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande si les éléments de preuve relatifs au dumping sont examinés dans une enquête distincte de celle dans laquelle sont examinés les éléments de preuve relatifs au dommage? Nous ne considérons pas que le terme "simultanément" figurant à l'article 5.7 de l'Accord se rapporte à l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage dans des enquêtes parallèles.

De plus, le Brésil croit comprendre que le Département du commerce des États-Unis ("DOC"), chargé des enquêtes sur l'existence d'un dumping, et la Commission du commerce international des États-Unis ("USITC"), chargée des enquêtes sur l'existence d'un dommage, ne

[100] *Voir* la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 3.
[101] *Id.*
[102] *Id.*

publient pas leur détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage au même moment. En ce sens, et selon l'interprétation du terme "simultanément" donnée par le Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*, l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping et celui des éléments de preuve relatifs au dommage du DOC et de l'USITC ne sont pas faits simultanément.

Même si l'article 5.7 de l'Accord doit être interprété comme prévoyant un examen simultané des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage, et non pas un examen séquentiel, cela ne s'est pas non plus produit dans le cadre de cette enquête. Le Groupe spécial pourra vérifier que la détermination affirmative finale de l'existence d'un dommage a été publiée le 23 décembre 1999[103] et que la détermination finale de l'existence d'un dumping a été publiée le 23 juin 2000[104], exactement six mois après l'examen des éléments de preuve relatifs au dumping. Comment les autorités ont-elles pu examiner simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage s'il y avait six mois d'écart entre les deux examens?

Allégation n° 41

À l'attention du Brésil

65. En ce qui concerne le paragraphe 87 de sa première déclaration orale, le Brésil allègue-t-il que le fait que l'Argentine n'a pas expliqué pourquoi elle considérait un pourcentage inférieur à 50 pour cent comme "une proportion majeure" constitue une violation de l'article 4.1, ou de quelque autre disposition de l'Accord antidumping? Dans l'affirmative, veuillez indiquer comment cette allégation entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

Réponse

Le Brésil ne pense pas que la détermination de la CNCE, selon laquelle 46 pour cent de la production nationale totale du produit similaire constituait la "proportion majeure" des productions additionnées des producteurs nationaux, soit compatible avec l'article 4.1 de l'Accord. Nous rappelons au Groupe spécial que la question est exactement de savoir si 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale.

Nous avons donné notre interprétation de l'expression "proportion majeure" dans notre première communication et, selon cette interprétation, nous croyons comprendre que l'article 4.1 de l'Accord prévoit que la branche de production nationale peut être représentée soit par 100 pour cent des producteurs du produit similaire, soit par ceux dont les productions, considérées conjointement, constituent plus de la moitié de la production nationale totale. Nous pensons qu'il s'agit d'un point de repère objectif qui laisse très peu de place à la confusion ou aux abus. Il est indubitable que 51 pour cent, 60 pour cent, ou 70 pour cent de la production nationale totale constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale (100 pour cent).

Ici, nous jugeons approprié d'examiner les arguments présentés par les tierces parties à l'égard de la présente allégation.

Premièrement, le Guatemala reconnaît que le terme "major" dans la version anglaise de l'Accord pourrait sous-entendre un niveau de prescription plus élevé que le terme "importante" dans la version espagnole.[105] Cependant, le Guatemala considère à tort que le terme "importante" ne pourrait, **en aucun cas**, être censé désigner plus de la moitié d'un ensemble, comme l'avance le Brésil.[106] Nous

[103] *Voir* la pièce n° 14 du Brésil.
[104] *Voir* la pièce n° 15 du Brésil.
[105] *Voir* la communication du Guatemala en tant que tierce partie, paragraphe 21.
[106] *Id.*

ne partageons pas l'avis selon lequel le terme "importante" ne pourrait **en aucun cas** être interprété comme désignant plus de la moitié de la production totale. Si nous suivons le raisonnement du Guatemala, nous ne pourrions pas considérer la branche de production nationale comme une "proporción importante" dans le cas où la branche de production nationale représente 70 pour cent de la production nationale totale, ce qui est clairement la majorité de la production totale.

Deuxièmement, les États-Unis avancent tout d'abord que l'article 4.1 de l'Accord est simplement une définition, et, à ce titre, qu'il n'impose pas d'obligation indépendante aux Membres de l'OMC.[107] Nous ne partageons pas cet avis. L'article 4.1 de l'Accord prescrit que l'expression "branche de production nationale" s'entende de l'ensemble des producteurs nationaux ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la branche de production nationale totale. L'expression "branche de production nationale" ne peut pas être interprétée d'une autre façon que celle qui est prévue à l'article 4.1 de l'Accord. Si l'autorité chargée de l'enquête d'un Membre agit ainsi, elle ne respecte pas ce qui est prescrit dans l'article 4.1 de l'Accord.

De plus, les États-Unis se trompent lorsqu'ils indiquent que le sens du terme "majeur" ne peut pas évoquer "la majorité".[108] Nous avons dit dans notre première communication que le terme peut avoir cette connotation.[109]

Les États-Unis font aussi valoir que l'interprétation du Brésil selon laquelle l'expression "proportion majeure" désigne la "majorité" "va directement à l'encontre du fait que les rédacteurs ont été assez explicites, ailleurs dans l'Accord, lorsqu'ils entendaient assujettir une obligation particulière à la règle de la majorité".[110] Selon les États-Unis, l'article 5.4 impose clairement la règle de la "majorité", tandis que l'article 4.1 établit une prescription concernant une "proportion majeure", qui est une norme différente.[111]

Nous convenons avec les États-Unis que la règle prévue à l'article 5.4 est différente de celle qui est énoncée à l'article 4.1 de l'Accord. Dans l'article 5.4 de l'Accord, la prescription pour qu'une demande soit considérée comme présentée par la branche de production nationale ou en son nom est que la demande soit soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande, du moment que les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représentent au moins 25 pour cent de la production nationale totale. L'article 5.4 fait référence au statut des producteurs soutenant la demande, tandis que l'article 4.1 fait référence à la définition de la "branche de production nationale", avec les conséquences concernant l'analyse de l'existence d'un dommage. En fait, le seuil fixé à l'article 5.4 est inférieur à celui qui est fixé à l'article 4.1 de l'Accord, car ils se rapportent à des règles différentes.

Troisièmement, à la différence des États-Unis, les Communautés européennes ("CE") soutiennent la position selon laquelle l'expression "branche de production nationale" a le même sens dans tout l'Accord antidumping.[112] Ici, les CE semblent vouloir dire que l'expression "proportion majeure" est définie par référence aux prescriptions de l'article 5.4 de l'Accord concernant le statut, à savoir les producteurs représentant au moins 25 pour cent de la production nationale totale. Nous ne pouvons pas convenir que l'expression "proportion majeure" employée à l'article 4.1, qui est utilisée comme autre possibilité par rapport à l'ensemble des producteurs nationaux (100 pour cent), puisse

[107] *Voir* la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 8.
[108] *Voir* la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 9.
[109] *Voir* la première communication du Brésil, paragraphe 514.
[110] *Voir* la communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 10.
[111] *Id.*
[112] *Voir* la communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 51.

signifier 25 pour cent de la production nationale totale. Rien dans l'Accord antidumping ne prévoit, ou ne laisse entendre, que "les producteurs […] soutenant expressément la demande" équivalent à la "branche de production nationale" dans une enquête.

Notre avis est que l'expression "proportion majeure" employée à l'article 4.1 permet de faire des déterminations dans les situations où les renseignements concernant la branche de production dans son ensemble ne sont pas disponibles, du moment que ces renseignements se rapportent aux producteurs qui constituent plus de 50 pour cent de la production nationale totale.

Cependant, si le Groupe spécial estime que l'Accord antidumping ne fournit pas de point de repère spécifique pour ce qui constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale, alors nous pensons que l'autorité chargée de l'enquête doit expliquer comment elle a jugé qu'un pourcentage inférieur à 50 pour cent constituait une "proportion majeure". Sinon, les autorités chargées des enquêtes disposeront d'un pouvoir si discrétionnaire qu'elles pourront considérer 46 pour cent, 25 pour cent ou 10 pour cent de la production nationale totale comme suffisant pour constituer une "proportion majeure" de la branche de production nationale totale. Nous ne pouvons pas croire que ce soit l'intention de l'Accord.

Il entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial de décider si 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine constitue une "proportion majeure" de la production nationale totale. Ce faisant, le Groupe spécial doit examiner le sens de l'expression "proportion majeure". Un tel examen doit exposer ce qu'est (ou ce que devrait être) le raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête lorsqu'elle détermine qu'une "proportion majeure" représente un pourcentage inférieur à 50 pour cent de la production nationale totale.

Nous rappelons que dans la première communication de l'Argentine, le seul argument avancé était que l'interprétation donnée par le Brésil de l'expression "proportion majeure" est subjective.[113] Au contraire, nous estimons qu'une constatation faite par l'autorité chargée de l'enquête selon laquelle un pourcentage inférieur à 50 pour cent constitue la "proportion majeure" de la production nationale totale est subjective. En conséquence, nous estimons que les autorités chargées de l'enquête doivent expliquer comment, en pareil cas, cette proportion de la branche de production nationale peut être entendue comme constituant une "proportion majeure".

[113] *Voir* la première communication de l'Argentine, paragraphe 302.

ANNEXE A-5

DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL

(26 novembre 2002)

INTRODUCTION

1. Le Brésil est heureux d'avoir à nouveau la possibilité de comparaître devant le Groupe spécial et de présenter ses vues sur le différend relatif à l'imposition par l'Argentine de droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil. Nous aimerions remercier encore une fois le Groupe spécial et le Secrétariat du temps et des efforts qu'ils consacrent à l'affaire à l'examen.

2. Comme il l'a fait dans sa première déclaration orale, le Brésil s'efforcera de ne pas répéter les arguments qui ont déjà été formulés à maintes reprises dans la présente procédure. Le Brésil traitera simplement quelques-unes des grandes questions dont le Groupe spécial est saisi à la lumière des arguments et des réponses présentés par l'Argentine dans sa deuxième communication et dans sa réponse aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

3. Avant d'en venir à nos arguments spécifiques, nous ferons de brèves observations sur la position de l'Argentine au sujet de la décision rendue par le Tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur et de l'applicabilité du principe de la bonne foi et du principe de l'estoppel à l'affaire à l'examen.

DÉCISION DU TRIBUNAL *AD HOC* DU MERCOSUR

4. L'Argentine fait valoir que l'initiative du Brésil de soumettre le présent différend à l'OMC va à l'encontre du principe de la bonne foi parce qu'un différend similaire a déjà été soumis, examiné et réglé dans le cadre du Mercosur. Selon l'Argentine, le différend dont le Groupe spécial est saisi représente l'exercice d'un droit du Brésil d'une manière contraire au principe de la bonne foi et, partant, le Groupe spécial devrait empêcher le Brésil de se prévaloir de ses droits dans le cadre de l'OMC en appliquant le principe de l'estoppel.[1]

5. Le Brésil conteste énergiquement l'allégation de l'Argentine et affirme que l'exercice de ses droits dans le cadre de l'OMC n'est **pas** contraire au principe de la bonne foi.

6. À cet égard, nous rappelons que les allégations relatives au différend dont le présent Groupe spécial est saisi ne sont **pas** les mêmes que les allégations qui avaient été présentées au Tribunal du Mercosur. Ce dernier a examiné le différend du point de vue de la question de savoir si les dispositions qui forment le cadre du Mercosur avaient été correctement interprétées, appliquées ou respectées dans l'enquête antidumping menée par les autorités argentines.[2] Les allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de l'OMC présentée par le Brésil se rapportent au manquement par l'Argentine à ses obligations dans le cadre de l'OMC, en particulier au titre de l'Accord antidumping.[3]

---

[1] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 6.

[2] *Voir* l'article premier du Protocole de Brasília.

[3] *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil: Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil*, WT/DS241/3 (26 février 2002).

7. L'allégation de l'Argentine selon laquelle le Brésil n'a pas agi en conformité avec le principe de la bonne foi en ayant recours d'abord au mécanisme de règlement des différends du Mercosur puis au mécanisme de règlement des différents de l'OMC relativement au même différend[4] n'est pas correcte. Nous avons montré que ces différends ne sont pas identiques.

8. En outre, le Tribunal du Mercosur lui-même a constaté qu'il n'avait pas compétence pour examiner des allégations de violation de l'Accord sur l'OMC. Nous rappelons que le Tribunal du Mercosur a constaté que les règles antidumping du Mercosur régissant les échanges commerciaux dans la région n'étaient pas dûment en vigueur[5] et que les États membres du Mercosur étaient autorisés à appliquer leur législation antidumping nationale en ce qui concerne le commerce régional.[6]

9. Le Tribunal a en outre établi que les divergences ayant trait à l'existence de prescriptions concernant l'application de droits antidumping, c'est-à-dire la question de savoir s'il existait un dumping, un dommage et un lien de causalité, n'étaient pas des aspects qu'il appartenait au Tribunal de clarifier.[7] Par conséquent, le Tribunal lui-même a reconnu que sa compétence était limitée.

10. Par ailleurs, nous croyons comprendre que l'article 23 du Mémorandum d'accord prescrit l'application exclusive du Mémorandum d'accord en cas de violations de l'Accord sur l'OMC.

11. L'article 3:2 du Mémorandum d'accord dispose que le système de règlement des différends de l'OMC "a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés". Par conséquent, le Brésil est en droit de demander au Groupe spécial de statuer sur ses allégations. Une interprétation contraire diminuerait les droits résultant pour le Brésil des accords visés de l'OMC.

12. En ce qui concerne l'allégation de l'Argentine selon laquelle le principe de l'estoppel devrait être invoqué dans le présent différend soumis à l'OMC, nous réaffirmons que le simple fait que le Brésil a soumis un différend connexe – mais distinct – au Tribunal du Mercosur ne signifie pas qu'il a accepté de renoncer à son droit de soumettre le présent différend au Groupe spécial. Nous insistons sur le fait que le différend qui est soumis au présent Groupe spécial n'a pas le même fondement juridique que le différend qui a été soumis au Tribunal du Mercosur.

13. Même au regard du critère de l'Argentine relatif à ce qui constitue l'estoppel – l'exposé d'un fait qui est clair, non équivoque, volontaire, inconditionnel et autorisé, auquel on se fie de bonne foi[8] – le Groupe spécial vérifiera qu'aucun exposé semblable n'a été fait au nom du Brésil quant à la renonciation à son droit de soumettre à l'OMC un différend fondé sur des allégations différentes.

14. Subsidiairement, l'Argentine semble faire valoir que, s'agissant de l'examen des allégations formulées par le Brésil dans le présent différend, le Groupe spécial ne peut pas faire abstraction de la décision rendue par le Tribunal du Mercosur, en conformité avec les règles du droit international applicables dans les relations entres les parties, en vertu de l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités ("Convention de Vienne"), et comme le prévoit l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.[9] Concernant cette allégation, les considérations suivantes sont appropriées.

15. Premièrement, l'Argentine demande au Groupe spécial de tenir compte des règles du Mercosur utilisées par le Tribunal du Mercosur pour interpréter le différend dont le Groupe spécial est saisi.[10] Nous ne pouvons pas raisonnablement présumer qu'une décision rendue par le Tribunal du

[4] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 10.
[5] Décision arbitrale du quatrième Tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur, 21 mai 2001, paragraphe 131.
[6] *Id.*, paragraphe 153.
[7] *Id.*, paragraphe 214.
[8] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 13.
[9] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 7.
[10] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 29.

Mercosur, qui ne traite même pas de l'Accord antidumping, doit être utilisée pour interpréter les dispositions de cet accord, qui lie plus de 140 Membres de l'OMC qui ne font pas partie du Mercosur.

16. Deuxièmement, le Brésil réaffirme que l'article 3:2 du Mémorandum d'accord porte exclusivement sur la clarification des dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC. Il ressort clairement du libellé de l'article 3:2 que le système de règlement des différends "a pour objet de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des "accords visés", et de clarifier les dispositions existantes de **ces accords**".

17. Contrairement à l'interprétation donnée par l'Argentine[11], l'article 3:2 du Mémorandum d'accord se limite, en fait, aux règles d'interprétation utilisées pour clarifier les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC et n'a rien à voir avec la relation entre les décisions antérieures d'un tribunal international et les droits et les obligations résultant pour les Membres de l'OMC des "accords visés".

OUVERTURE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

a) Article 5.2 – Absence d'éléments de preuve dans la demande

18. Selon l'Argentine, la publication de la JOX du 30 juin 1997, qui est présentée dans la demande, contenait des renseignements sur les "volailles entières". Plus précisément, cette publication indique le prix des volailles réfrigérées, avec la tête, les pattes et les abats, vendus à São Paulo, au Brésil.[12] L'Argentine a **affirmé** que la différence dans les "caractéristiques physiques" affectait les prix et que cette différence avait une valeur équivalente à la demande, compte tenu des caractéristiques des marchés.[13]

19. Même si l'Argentine allègue que ces différences affectent les prix, elle n'a pas indiqué où, dans la demande ou dans la détermination portant ouverture de l'enquête, des éléments de preuve avaient été présentés à l'appui de cette allégation. En fait, l'Argentine **présume** que les différences alléguées produisent de tels effets seulement en se fondant sur la description du produit contenue dans la publication de la JOX.

20. L'Argentine a également dit que les éléments de preuve présentés par le requérant à l'autorité contenaient des données suffisantes, au sens de l'article 5.2 de l'Accord, pour établir: 1) qu'il y avait des différences dans les caractéristiques physiques du produit utilisé comme base de calcul de la valeur normale; 2) que dans la mesure où ces différences affectaient le rendement commercial des produits visés par la comparaison, il y avait **incontestablement** une incidence sur la comparabilité des prix; et 3) que ces différences méritaient un ajustement qui permettrait de procéder, avant l'engagement de la procédure, à une comparaison équitable, aux fins de laquelle une méthodologie d'ajustement était présentée.[14]

21. Apparemment, l'Argentine **suppose** qu'à partir des données fournies dans la publication de la JOX sur les prix, l'autorité chargée de l'enquête pouvait en **inférer** que toutes les volailles vendues à l'intérieur du Brésil comportaient la tête et les pattes; que ces différences affectaient la comparabilité des prix; qu'un ajustement était donc justifié et que la méthodologie présentée par le requérant était justifiée. Mais une fois de plus, l'Argentine n'indique pas les **éléments de preuve** présentés dans la demande qui étayeraient les conclusions de l'autorité chargée de l'enquête selon lesquelles l'ajustement proposé par le requérant était nécessaire pour procéder à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale.

---

[11] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 23

[12] Réponse de l'Argentine aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond, question n° 5.

[13] *Id.*

[14] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 36.

22. Même si l'Argentine semble souscrire à la définition que donne le Brésil de l'expression "éléments de preuve"[15], elle n'indique toujours pas quels "renseignements tirés d'un document tendant à prouver un fait ou une proposition"[16] ont été utilisés à l'appui de l'allégation selon laquelle ces différences affectent la comparabilité des prix et justifient la méthodologie utilisée pour ajuster la valeur normale.

23. Dans sa réponse à la question du Groupe spécial portant sur le point de savoir si l'Argentine considérait que la publication de la JOX sur les prix pour une journée seulement (30 juin) représentait la totalité des renseignements sur la valeur normale qui "[pouvaient] raisonnablement être à la disposition du requérant", l'Argentine a répondu que même si le requérant avait communiqué la valeur pour une journée, cette valeur indiquait la **tendance** des prix sur le marché ainsi que les causes de l'existence de ses fluctuations.[17]

24. En l'espèce, le Brésil ne peut pas admettre que le prix JOX publié pour une journée seulement en 1997 pouvait raisonnablement indiquer **une tendance** des prix sur le marché pour une période de six mois.

25. À cet égard, l'Argentine affirme que "les éléments de preuve communiqués [dans la demande] consistent en une valeur représentative tirée d'une publication spécialisée pour une période donnée".[18] Lorsqu'on lui a demandé ce que signifiait l'expression "période donnée", l'Argentine a dit catégoriquement que même si la publication de la JOX indiquait le prix en vigueur le 30 juin 1997, on pouvait voir dans la marge de droite de cette publication que la "production du marché parallèle à l'intérieur de São Paulo est nettement inférieure, ce qui a maintenu le prix sur un terrain très ferme".[19] Selon l'Argentine, ce renseignement fait ressortir le fait que le prix publié par la JOX n'a pas beaucoup fluctué et a conservé sa stabilité.[20] Nous croyons comprendre que c'est la raison pour laquelle l'Argentine n'a pas fourni la publication de la JOX sur les prix pour d'autres mois de 1997 afin d'établir la valeur normale.

26. En l'espèce, nous attirons l'attention du Groupe spécial sur le fait que les renseignements cités par l'Argentine dans la publication de la JOX font référence au marché des volailles **vivantes** et **non** au marché des volailles congelées ou réfrigérées (volailles abattues), marché dont la description par la même publication ne contient pas la référence citée par l'Argentine. Par conséquent, l'Argentine essaie d'utiliser l'explication donnée dans la publication de la JOX pour un produit différent, les **volailles vivantes**, pour justifier le fait de ne pas avoir demandé, ni utilisé, des prix pour plus d'une journée en 1997 pour les volailles réfrigérées, un produit complètement différent des volailles vivantes. Le Brésil n'admet pas qu'il s'agisse d'une explication raisonnable pour l'établissement de la valeur normale en se fondant sur une seule journée en 1997.

27. Par ailleurs, la publication de la JOX sur les prix que le requérant a utilisée dans la demande est une publication quotidienne. Le Brésil a donc fourni la pièce n° 19 dans laquelle il est démontré que les renseignements sur la valeur normale pour la totalité de 1996 et 1997 pouvaient "raisonnablement être à la disposition" du requérant. Cette pièce montre que le requérant aurait pu joindre des renseignements sur les prix de la viande de volaille publiés par la JOX pour tous les mois de 1997, mais a plutôt choisi de fournir ces renseignements pour une seule journée de cette année-là.

28. Selon la propre définition qu'en donne l'Argentine, le membre de phrase "[éléments de preuve] qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant" figurant à l'article 5.2 s'entend

---

[15] Réponse de l'Argentine, question n° 6.
[16] Première communication du Brésil, paragraphe 63.
[17] Réponse de l'Argentine, question n° 7.
[18] Première communication de l'Argentine, paragraphe 50.
[19] Réponse de l'Argentine, question n° 12.
[20] *Id.*

des éléments de preuve que peut obtenir un requérant sans que soit imposée une charge de la preuve excessive, qui rendrait la présentation de la demande impossible.[21]

29. Le Brésil croit comprendre que la publication de la JOX sur les prix pour tous les mois de 1997 constituait des renseignements que le requérant aurait pu obtenir sans que la charge de la preuve soit excessive et qui auraient rendu la présentation de la demande possible.

30. L'Argentine affirme également que la publication de la JOX sur les prix pour le 30 juin 1997 était considérée comme un élément de preuve relatif à la valeur normale présenté dans la demande et que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas demandé de renseignements additionnels à ce sujet.[22] Selon l'Argentine, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas jugé nécessaire de demander des renseignements additionnels sur les différences dans les caractéristiques physiques mentionnées dans la demande et sur l'ajustement présenté par le requérant, compte tenu du critère à prendre en considération en matière de présentation de renseignements à cette étape de l'enquête (c'est-à-dire avant l'engagement de la procédure).[23]

31. Nous estimons que cette assertion prouve en réalité que l'autorité n'a pas examiné l'exactitude et l'adéquation des renseignements fournis dans la demande. Cet ajustement de la valeur normale était si important que sans celui-ci, le requérant n'aurait pas pu alléguer l'existence d'un dumping et, partant, l'enquête n'aurait pas pu être ouverte. Il était évident d'après les renseignements fournis dans la demande que l'autorité chargée de l'enquête, tout à fait consciente de l'incidence de cet ajustement, aurait dû demander et utiliser des renseignements additionnels.

32. Par conséquent, le Brésil croit comprendre que l'Argentine n'a pas pris en considération l'incidence des différences possibles sur le caractère suffisant des éléments de preuve présentés dans la demande, ni cherché à obtenir d'autres éléments de preuve, ainsi que l'Argentine l'a confirmé.

b) Article 5.3 – Exactitude et adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande

33. Le Brésil réaffirme son point de vue selon lequel la méthode adoptée par l'Argentine pour établir le prix à l'exportation et, partant, la marge de dumping, reposait uniquement sur des prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale, qui, à leur tour, entraîneraient toujours une marge de dumping.[24] Le Brésil a également affirmé que la méthodologie adoptée par l'autorité argentine était, en fait, la méthodologie de la "réduction à zéro".[25]

34. L'Argentine a confirmé notre interprétation, à savoir que pour établir la marge de dumping aux fins de l'engagement de la procédure, l'autorité chargée de l'enquête a pris toutes les transactions à l'exportation dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale, à l'exclusion des transactions qui entraîneraient une marge de dumping négative.[26] Par conséquent, il ne fait aucun doute que la méthodologie employée par l'Argentine a gonflé la marge de dumping et a fait en sorte qu'il en existe une.

[21] Réponse de l'Argentine, question n° 8.
[22] Réponse de l'Argentine, question n° 9.
[23] Réponse de l'Argentine, question n° 11.
[24] Première déclaration orale du Brésil, paragraphes 24 et 25.
[25] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 26.
[26] Réponse de l'Argentine, question n° 11.b.

DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET D'AVIS AU PUBLIC

a) Article 12.1 – Notification et avis au public concernant l'engagement de la procédure

35. S'agissant de l'allégation de violation de l'article 12.1 de l'Accord, le Brésil a déjà démontré que l'autorité chargée de l'enquête **connaissait**, avant l'engagement de la procédure, l'existence et l'intérêt d'au moins cinq des sept exportateurs qui n'avaient pas reçu une notification de l'enquête presque huit mois après l'ouverture de celle-ci.[27]

36. L'Argentine semble donner à entendre que l'autorité doit adresser une notification seulement aux parties qui se considèrent intéressées par l'enquête, au sens de l'article 6.1.1 de l'Accord.[28] Le raisonnement de l'Argentine est insoutenable; comment une partie peut-elle se présenter comme une partie intéressée si elle ne sait même pas qu'une enquête a été ouverte? C'est exactement la raison pour laquelle l'article 12.1 exige de l'autorité qu'elle adresse une notification aux parties intéressées dont elle connaît l'existence.

37. Pour expliquer la façon dont elle concilie le fait que cinq exportateurs avaient été mentionnés (et identifiés) dans le rapport portant ouverture de l'enquête et le fait qu'ils avaient reçu une notification seulement huit mois après l'ouverture de l'enquête, l'Argentine confirme qu'elle "connaissait" ces exportateurs, mais que ce seul point ne constituait pas une "identification" qui aurait permis à l'autorité d'envoyer les questionnaires correspondants.[29] On peut supposer que l'Argentine allègue qu'elle n'avait pas les adresses de ces sociétés.

38. Une fois de plus, l'Argentine tente de partager avec le Brésil l'obligation de notification qui est imposée à l'autorité chargée de l'enquête, en indiquant que l'autorité avait demandé la coopération du gouvernement brésilien pour procéder à cette identification.[30] Ce n'est tout simplement pas vrai; les autorités argentines n'ont jamais adressé au Brésil une communication ayant pour objet de demander de tels renseignements au sujet des cinq exportateurs **spécifiques** identifiés dans le rapport.

b) Article 6.1.1 – Délais fixés pour les réponses

39. Dans sa réponse à la question posée par le Groupe spécial au sujet de l'article 6.1.1, l'Argentine a expressément indiqué qu'elle n'appliquait **pas** un système consistant à prévoir une période moins longue au commencement, pourvu que la période totale, incluant les prorogations de délai, soit d'au moins 30 jours.[31] En fait, l'Argentine confirme que le délai de 30 jours accordé au commencement est applicable dans tous les cas. Néanmoins, dans les pièces n° XLVI à LIII de l'Argentine, nous vérifions que le délai fixé par l'autorité pour répondre au questionnaire se rapportait à une période **d'au plus 20 jours** à compter de la réception de la notification mentionnée.

40. Compte tenu de l'assertion de l'Argentine, de même que du fait que le délai prévu par la DCD se rapportait à une période d'au plus 20 jours et du fait que la CNCE n'a jamais envoyé le questionnaire relatif au dommage aux sept exportateurs, il est clair que les autorités chargées de l'enquête ont agi en violation de l'article 6.1.1 de l'Accord.

[27] Deuxième communication du Brésil, paragraphes 45 à 53.
[28] Réponse de l'Argentine, question n° 24.
[29] Réponse de l'Argentine, question n° 26.
[30] Réponse de l'Argentine, question n° 26.
[31] Réponse de l'Argentine, question n° 31.

c) Article 6.1.2 – Les éléments de preuve seront mis à disposition dans les moindres délais

41. Le Brésil a dit que l'Argentine n'avait pas mis dans les moindres délais les éléments de preuve présentés par les autres parties intéressées par l'enquête à la disposition des sept exportateurs brésiliens qui avaient été avisés de l'enquête presque huit mois après l'ouverture de celle-ci.[32]

42. Une fois de plus, l'Argentine embrouille les prescriptions de l'article 6.1.2 en expliquant que les parties intéressées par l'enquête sont les parties qui se sont qualifiées de parties intéressées dans l'enquête et qui se sont montrées intéressées à participer à l'enquête.[33]

43. Nous ne souscrivons pas à l'interprétation que donne l'Argentine de l'article 6.1.2. Premièrement, une partie ne peut pas se qualifier de partie intéressée par une enquête si elle n'a pas connaissance de l'enquête. Deuxièmement, une partie n'a pas besoin de se qualifier dans une enquête pour pouvoir y participer. Troisièmement, le manque d'intérêt d'une partie pour une enquête n'enlève ni ne diminue l'obligation qui incombe aux autorités chargées de l'enquête de mettre dans les moindres délais à la disposition de cette partie les éléments de preuve présentés par écrit par d'autres parties intéressées.

44. L'Argentine semble croire qu'une partie intéressée n'est incluse dans une enquête que lorsqu'elle a demandé à y participer.[34] Ce raisonnement n'a tout simplement pas de sens. Il n'y a rien dans l'Accord antidumping qui exige des parties qu'elles demandent à participer à une enquête pour pouvoir être incluses dans cette enquête. Pour pouvoir être incluse dans une enquête, une partie doit simplement être un producteur/exportateur du produit faisant l'objet de l'enquête.

d) Article 6.8 et article 12.2.2 – Utilisation inappropriée des données de fait disponibles

45. S'agissant du fait que l'autorité n'a pas tenu compte des réponses fournies par les exportateurs brésiliens au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil, l'Argentine a raffermi sa position selon laquelle seuls les renseignements fournis par les exportateurs qui étaient accompagnés de pièces justificatives avaient été utilisés par l'autorité pour établir la valeur normale.[35]

46. Dans sa deuxième communication, le Brésil a démontré que l'argument de l'Argentine relatif à l'absence de pièces justificatives ne donnait pas à l'autorité le droit de recourir aux données de fait disponibles.[36] Le Groupe spécial notera que Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense ont fourni des réponses dans le questionnaire au sujet de la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil.[37] Le Groupe spécial notera également que les questionnaires ne **précisaient** pas que les renseignements sur la description du produit devaient être accompagnés de pièces justificatives. En outre, l'autorité chargée de l'enquête n'a, à aucun moment pendant l'enquête, demandé des renseignements, des précisions ou des pièces justificatives spécifiques relativement aux réponses portant sur la description du produit fournies par ces exportateurs.

47. De plus, les autorités chargées de l'enquête n'ont jamais informé ces exportateurs que les renseignements qu'ils avaient fournis ne seraient pas acceptés et, partant, n'ont jamais ménagé aux exportateurs la possibilité de fournir des explications ou des pièces complémentaires, en conformité avec le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord.

---

[32] Première communication du Brésil, paragraphes 215 à 220.
[33] Réponse de l'Argentine, question n° 32.
[34] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 50 (dernière phrase).
[35] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 54.
[36] Deuxième communication du Brésil, paragraphes 62 à 81.
[37] Pièces n° 22, 23, 24, 25 et 26 du Brésil.

48. Le Brésil croit comprendre que l'article 6.1 de l'Accord prescrit aux autorités d'aviser toutes les parties intéressées des renseignements qui sont exigés. Par conséquent, si l'autorité chargée de l'enquête n'indique pas clairement quels renseignements sont exigés, elle ne peut pas recourir aux données de fait disponibles et pénaliser la partie intéressée parce qu'elle n'a pas fourni de tels renseignements. De même, le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord prescrit également aux autorités d'indiquer d'une manière détaillée les renseignements que doit fournir toute partie intéressée.

49. Par ailleurs, le gouvernement brésilien s'est expressément opposé au calcul de l'ajustement effectué par l'autorité. Néanmoins, l'autorité argentine a quand même ajusté la valeur normale en se fondant sur l'ajustement proposé dans la demande, alors même que le requérant n'avait pas fourni de pièces justificatives pour l'ajustement qu'il proposait.

50. À cet égard, nous croyons comprendre que l'autorité n'a pas fait preuve d'une "circonspection particulière", au sens du paragraphe 7 de l'Annnexe II, en appliquant l'ajustement arbitraire de la valeur normale suggéré par le requérant dans la demande.

51. Toujours au sujet de l'article 6.8 de l'Accord, l'autorité n'a pas tenu compte non plus du prix à l'exportation communiqué par tous les exportateurs brésiliens et, à la place, a établi le prix à l'exportation à partir des renseignements sur les importations fournis par l'organisme argentin *Ganaderia*.

52. En particulier, l'Argentine explique, pour la première fois, que les renseignements fournis par Frangosul et Catarinense n'ont pas été utilisés simplement parce que, dans le cas de Frangosul, ces renseignements étaient insuffisants et hors délai, et, dans le cas de Catarinense, ils avaient été jugés insuffisants.[38]

53. Cette explication semble contredire la propre réponse de l'Argentine selon laquelle Frangosul avait fourni des pièces justificatives concernant les prix à l'exportation déclarés dans le cadre de l'enquête.[39] Il convient de noter que l'Argentine ne répond pas à la question du Groupe spécial sur le point de savoir si la DCD avait suffisamment de données concernant les prix à l'exportation en ce qui concerne Frangosul et Catarinense.[40] La réponse à cette question serait que Frangosul et Catarinense ont fourni non seulement toutes les données concernant les prix à l'exportation demandées par l'autorité dans un délai raisonnable, mais aussi les pièces justificatives correspondantes.[41]

54. Le Groupe spécial devrait également noter que les exportateurs brésiliens Sadia, Avipal, Frangosul et Catarinense ont communiqué des renseignements sur les prix à l'exportation de la viande de volaille vendue à l'Argentine pour la période allant de 1996 à 1999, ainsi que l'avait demandé l'autorité.[42]

e) Article 6.10 – Marge de dumping individuelle

55. En ce qui concerne l'allégation de violation de l'article 6.10, l'Argentine semble justifier le fait que des marges de dumping individuelles n'ont pas été calculées pour Frangosul et Catarinense en s'appuyant sur l'argument selon lequel les renseignements sur la valeur normale fournis par ces sociétés n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives.[43]

56. Nous avons déjà présenté nos vues sur l'utilisation inappropriée des données de fait disponibles par l'Argentine sur la base de l'absence de pièces justificatives. Dans le cas de Frangosul,

[38] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 56.
[39] Réponse de l'Argentine, question n° 45.
[40] Réponse de l'Argentine, question n° 45.
[41] Pages 29, 38, 39 et 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[42] Pages 18, 22, 29, 38, 43, 45 et 49 de la pièce n° 15 du Brésil.
[43] Réponse de l'Argentine, questions n° 44 et 45.

l'autorité a modifié l'étendue de la période de collecte des données aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dumping plus de huit mois après l'ouverture de l'enquête, et a demandé des pièces justificatives pour toutes les ventes effectuées sur le marché intérieur. Ce faisant, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale, et ne pouvait pas recourir aux données de fait disponibles.[44] Dans le cas de Catarinense, l'autorité chargée de l'enquête n'a jamais demandé de pièces justificatives pour les ventes effectuées sur le marché intérieur que la société avait déclarées.[45]

57. En outre, nous avons démontré que Frangosul et Catarinense avaient fourni les données exigées concernant les prix à l'exportation ainsi que des pièces justificatives, mais que les autorités avaient quand même fait abstraction de ces renseignements.

58. À cet égard, nous nous reportons à l'explication de l'Argentine selon laquelle il était évident que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas fait fond sur les éléments nécessaires pour calculer les marges de dumping individuelles.[46] Selon l'Argentine, cette marge ressort de la relation entre les deux valeurs, soit le prix à l'exportation et la valeur normale; aucune pièce justificative n'avait été fournie pour cette dernière.[47]

59. Nous signalons au Groupe spécial que même si l'autorité chargée de l'enquête a également fait abstraction des renseignements sur les prix à l'exportation fournis par les exportateurs Sadia et Avipal, l'autorité chargée de l'enquête a calculé des marges de dumping individuelles pour ces deux sociétés. Le Brésil ne voit pas pourquoi l'autorité a décidé d'agir différemment dans le cas des renseignements fournis par Frangosul et Catarinense.

DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – DÉTERMINATION FINALE POSITIVE

a) Article 2.4 – Comparaison équitable

60. S'agissant de l'allégation selon laquelle l'Argentine n'a pas dûment tenu compte des frais de transport pour ajuster la valeur normale des exportateurs Sadia et Avipal, l'Argentine admet que Sadia avait présenté dans l'Annexe VIII les frais de transport intérieur pour les ventes effectuées sur le marché intérieur.[48] L'Argentine explique en outre que cet ajustement aurait dû être fait si Sadia avait présenté des pièces justificatives.[49]

61. Ce que l'Argentine n'indique pas, c'est qu'après la communication par Sadia des données relatives aux frais de transport intérieur dans l'Annexe VIII de sa réponse au questionnaire, l'autorité chargée de l'enquête n'a jamais demandé de renseignements, de précisions ou de pièces justificatives additionnels sur les frais de transport intérieur.[50]

62. Même si l'Argentine reconnaît que cet ajustement a "une incidence manifeste et importante sur la comparabilité des prix"[51], elle soutient toujours que l'autorité chargée de l'enquête aurait agi à tort si elle avait accordé cette remise bien précise.

63. Nous avons déjà démontré que l'autorité aurait pu utiliser des renseignements de source secondaire pour estimer une telle déduction, comme elle l'avait fait avec l'ajustement de la valeur normale pour tenir compte des différences alléguées dans les caractéristiques des volailles vendues à

[44] Réponse du Brésil aux questions du Groupe spécial à la première réunion de fond, question n° 41.
[45] Première communication du Brésil, paragraphe 250.
[46] Réponse de l'Argentine, question n° 45.
[47] Réponse de l'Argentine, question n° 45.
[48] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 71.
[49] *Id.*
[50] Réponse de l'Argentine, question n° 47, pièce n° XLIV de l'Argentine.
[51] Première communication de l'Argentine, paragraphe 211.

l'Argentine et de celles qui sont vendues à l'intérieur du Brésil, mais qu'elle a choisi de ne pas le faire.[52]

64. Par ailleurs, la pièce n° LVI de l'Argentine présente une lettre que le mandataire de Sadia et d'Avipal a adressée à l'autorité chargée de l'enquête et dans laquelle il indique explicitement que la valeur normale établie pour Sadia et Avipal incluait à tort les frais de transport intérieur.[53] Pourtant, l'autorité chargée de l'enquête n'a quand même pas ajusté, comme elle aurait dû le faire, la valeur normale de ces deux sociétés pour tenir compte des frais de transport.

65. En ce qui concerne l'allégation relative au fait que l'Argentine n'a pas tenu dûment compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs, si l'autorité avait constaté que les renseignements de la JOX étaient fiables au point d'apporter des ajustements pour tenir compte de caractéristiques physiques qui n'étaient pas justifiés, pourquoi n'a-t-elle pas considéré que les renseignements de la JOX sur la taxation, les frais de transport et les frais financiers étaient fiables?

66. Nous soulignons que les renseignements de la JOX sur les ajustements au titre de la taxation, des frais de transport et des frais financiers ont été fournis par suite d'une demande formulée par l'autorité chargée de l'enquête et non par une partie intéressée par l'enquête. Si la réponse de la JOX avait été fournie en portugais, les autorités elles-mêmes auraient dû soit faire traduire les renseignements, soit demander à la JOX de leur fournir une traduction. Au lieu de cela, l'autorité chargée de l'enquête a choisi de ne pas tenir compte de ces renseignements et de ne pas faire les ajustements requis.

67. L'Argentine fait valoir que les renseignements de la JOX n'ont pas été pris en considération parce qu'il en aurait résulté une comparaison inappropriée entre un prix sortie usine pour la valeur normale et un prix à l'exportation f.a.b. Selon l'Argentine, il n'y avait pas de renseignements identiques sur les montants à déduire des valeurs à l'exportation des marchandises.[54]

68. Le Brésil rappelle qu'un prix f.a.b. inclut les frais de transport intérieur jusqu'au port d'exportation, d'assurance intérieure, de manutention et de chargement. Toutefois, un prix f.a.b. ne comprend pas les taxes ni les frais financiers. Par conséquent, il n'y avait pas d'ajustements à apporter au prix à l'exportation f.a.b. en ce qui concerne les taxes et les frais financiers. Comme le prix f.a.b. n'inclut pas les taxes ni les frais financiers, l'autorité aurait dû, au moins, ajuster la valeur normale pour exclure les taxes et les frais financiers (inclus dans les prix JOX) pour procéder à une comparaison équitable. Ce faisant, l'autorité serait tout de même restée avec un prix ayant servi à établir la valeur normale qui n'était pas exactement un prix sortie usine – car il aurait toujours inclus les frais de transport intérieur –, mais la comparaison aurait été effectuée à un niveau commercial plus similaire. Ces déductions auraient permis de procéder à une comparaison équitable.

69. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête a imposé une "charge de la preuve déraisonnable" aux exportateurs, le Brésil aimerait simplement préciser que l'assertion de l'Argentine selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête n'a pas demandé ni exigé pendant l'enquête que toutes les factures soient présentées n'est pas vraie.[55]

70. L'autorité chargée de l'enquête a, en réalité, demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente à l'intérieur du Brésil et à l'Argentine. Le Groupe spécial le confirmera en consultant les pages 18, 19, 22, 23, 27, 29 et 30 de la pièce n° 15 du Brésil. Nous rappelons que les exportateurs Sadia, Avipal et Frangosul s'étaient plaints du fait qu'il s'agissait d'une exigence

[52] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 53.
[53] Pièce n° LVI de l'Argentine.
[54] Première communication de l'Argentine, paragraphe 229.
[55] Réponse de l'Argentine, question n° 52.

excessive et impossible à satisfaire en raison de l'important volume des ventes sur le marché intérieur.[56]

b) Article 3 – Détermination de l'existence d'un dommage

71. Pour ce qui est des allégations de violation relatives à l'utilisation de périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents mentionnés à l'article 3.4, l'Argentine soutient qu'une autorité n'est pas obligée d'examiner l'un ou l'autre de ces facteurs en dehors de la période couverte par l'enquête.[57]

72. Nous convenons avec l'Argentine qu'une autorité n'est pas obligée d'examiner l'un ou l'autre des facteurs mentionnés à l'article 3.4 en dehors de la période couverte par l'enquête. Toutefois, tel n'est pas le cas en l'espèce. Dans l'enquête en question, l'autorité argentine a tenu compte d'une certaine période pour l'analyse relative au dommage en ce qui concerne les facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente, et d'une autre période pour l'analyse relative au dommage en ce qui concerne les autres facteurs mentionnés à l'article 3.4.

73. Pour expliquer sa position, l'Argentine dit que l'autorité a tenu compte de certains facteurs dans le but de confirmer la tendance observée pendant la période couverte par l'enquête.[58] Dans ce sens, l'autorité chargée de l'enquête évalue certains facteurs pertinents pour une période donnée en dehors de la période couverte par l'enquête à titre de référence.[59]

74. Le Groupe spécial peut vérifier que, dans l'enquête en question, ce n'est pas ainsi que l'autorité argentine a agi. Le Brésil estime que si l'autorité chargée de l'enquête avait examiné la production, les prix, les importations, les exportations et la consommation apparente pour le premier semestre de 1999 à titre de référence, elle l'aurait indiqué dans la détermination finale de l'existence d'un dommage tout comme elle l'avait fait pour les données se rapportant à l'année 1995.[60]

75. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, l'autorité a explicitement indiqué qu'elle avait tenu compte des données se rapportant à l'année 1995 en tant qu'année de référence. Comme les données recueillies pour 1995 avaient simplement été utilisées comme référence et n'étaient pas incluses dans son examen, l'autorité chargée de l'enquête n'a même pas mentionné l'année 1995 dans son évaluation descriptive des facteurs visés à l'article 3.4. Le Groupe spécial notera que pour tous les facteurs qui ont été évalués dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, l'autorité a commencé son évaluation avec l'année 1996. De même, dans les tableaux joints à la détermination finale de l'existence d'un dommage, les données pour 1995 sont même ombrées différemment du restant des données, et il est indiqué au bas de chaque tableau que l'année 1995 est utilisée comme période de référence.

76. Contrairement à ce qui était le cas pour les données relatives à 1995, l'autorité chargée de l'enquête a fait une évaluation descriptive des facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente, en tenant compte du premier semestre de 1999.[61] De la même manière, les données concernant le premier semestre de 1999 figurant dans les tableaux relatifs aux facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente sont ombrées, comme pour les données concernant la période allant de janvier 1996 à décembre 1998[62], et il n'y a pas d'indication

[56] Pièces n° 29, 31 et 26 du Brésil.
[57] Réponse de l'Argentine, question n° 59.
[58] Réponse de l'Argentine, question n° 59.
[59] Réponse de l'Argentine, question n° 59.
[60] Page 9 de la pièce n° 14 du Brésil.
[61] Pages 9, 10, 14, 15, 16 et 25 de la pièce n° 14 du Brésil.
[62] Tableaux 1, 5, 15b- 16, 22-29 et 30-31 de la pièce n° 14 du Brésil.

selon laquelle les données relatives au premier semestre de 1999 sont utilisées uniquement à titre de référence.[63]

77. En ce qui concerne le fait que l'autorité n'a pas exclu les importations en provenance des exportateurs brésiliens Nicolini et Seara des "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'analyse relative au dommage, nous devons signaler qu'au lieu de citer la détermination finale pour faire en sorte que les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping soient exclues aux fins de l'analyse relative au dommage, l'Argentine tente dans sa première communication d'expliquer que comme "les prix f.a.b. moyens des autres importations visées par l'enquête étaient inférieurs aux prix des sociétés qui ne pratiquaient pas le dumping, la conséquence logique était que la vente sur le marché national aurait inévitablement produit des prix internationaux encore plus bas que les prix déterminés par la CNCE dans sa détermination finale".[64]

78. Nous ne voyons pas comment cette explication prouve que les importations en provenance de Nicolini et Seara ont **effectivement** été retranchées du total des "importations faisant l'objet d'un dumping" dans l'analyse relative au dommage.

79. En revanche, le Brésil a montré que l'analyse relative au dommage faite dans la détermination finale n'a jamais mentionné l'exclusion des importations en provenance de ces deux exportateurs brésiliens.[65] Le Brésil a trouvé un appui additionnel dans le fait que la détermination finale de l'existence d'un dommage avait été rendue le 23 décembre 1999, et précédait de six mois la détermination finale de l'existence d'un dumping, qui avait été publiée le 23 juin 2000.

80. Par ailleurs, l'Argentine indique que l'autorité chargée de l'enquête a tenu compte de la détermination selon laquelle Nicolini et Seara n'avaient pas pratiqué le dumping lorsqu'elle a analysé l'existence d'un lien de causalité.[66] Ce seul fait montre clairement que dans l'analyse relative au dommage, l'autorité n'a pas exclu les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. Après tout, c'est dans la détermination de l'existence d'un dommage que les autorités doivent examiner le volume, l'effet et l'incidence des "importations faisant l'objet d'un dumping".

81. Même si nous considérons la détermination de l'existence d'un lien de causalité, nous ne trouvons rien qui indique que les importations de Nicolini et Seara ont été exclues du total des "importations faisant l'objet d'un dumping".[67] Nous répétons que la détermination finale de l'existence d'un lien de causalité reformulait simplement ce qui était déjà dit dans la détermination finale de l'existence d'un dumping.

82. Nous en venons maintenant à l'allégation de l'Argentine selon laquelle le facteur diminution effective et potentielle de la productivité a été spécifiquement analysé dans la détermination finale de l'existence d'un dommage.[68]

83. Le Brésil n'a pas relevé dans la détermination finale une analyse spécifique du facteur productivité pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage. De plus, il n'y a pas de données spécifiques dans la détermination finale ni dans les tableaux joints à la détermination qui présentent une analyse explicite de ce facteur. Ce que l'Argentine a présenté, c'est l'évaluation par l'autorité des facteurs capacité de production, utilisation des capacités, emploi, salaires, structure de coûts et ventes sur le marché intérieur, mais pas l'évaluation du facteur productivité.

---

[63] *Id.*
[64] Première communication de l'Argentine, paragraphe 269.
[65] Pièce n° 14 du Brésil.
[66] Première communication de l'Argentine, paragraphe 266.
[67] Pièce n° 16 du Brésil.
[68] Réponse de l'Argentine, question n° 59.

84. Dans ce sens, l'Argentine mentionne que la détermination prévoyait qu'"en termes généraux, la stabilité relative du nombre d'employés par rapport à l'augmentation de la production observée indiquerait une productivité physique accrue de la main-d'œuvre, probablement due à l'incorporation de la technologie susmentionnée".[69] Nous ne voyons pas en quoi cette affirmation constitue une analyse spécifique du facteur productivité pour la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage ni où sont indiquées les données relatives à la productivité pour cette période.

85. En outre, l'Argentine indique que l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée sur une lettre présentée par le requérant le 2 décembre 1999 pour évaluer le facteur productivité.[70] Sur cette question, le Brésil formule les considérations suivantes.

86. Premièrement, la lettre présentée par le requérant ne contenait pas de données, ni de pièces justificatives, concernant son allégation.[71] Deuxièmement, l'Argentine cite un passage de la détermination finale qui renvoie aux arguments formulés par les parties et non à l'évaluation par l'autorité des facteurs dans l'examen de l'incidence.[72] L'autorité a simplement repris dans la détermination finale une partie de la lettre présentée par le requérant et n'a pas évalué ni pris en considération les données relatives au facteur productivité pour la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage.[73]

87. Le Brésil souligne également le fait que l'Argentine n'a pas indiqué où dans la détermination finale le facteur importance de la marge de dumping était évalué. À cet égard, l'Argentine n'a pas répondu à la question du Groupe spécial visant à obtenir des observations sur le paragraphe 81 de la première déclaration orale du Brésil.[74] Cette omission n'est pas surprenante. Le Brésil a déjà établi que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas et ne pouvait pas avoir évalué ce facteur parce que la détermination finale de l'existence d'un dumping, avec la marge de dumping, avait été rendue six mois après la détermination finale de l'existence d'un dommage.

88. De plus, l'Argentine n'a pas indiqué où dans la détermination finale se trouve une évaluation **spécifique** des données relatives aux facteurs flux de liquidités, croissance et capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement pendant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage.

89. Dans le cadre de son examen des allégations n° 38 à 40, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit que même si certains facteurs n'étaient peut-être pas pertinents ou n'ont peut-être pas eu beaucoup de poids dans la décision de l'autorité chargée de l'enquête, celle-ci était quand même obligée d'expliquer sa conclusion quant au manque de pertinence ou d'importance de tels facteurs et ne pouvait pas simplement n'en tenir aucun compte.

CONCLUSION

90. Membres du Groupe spécial, la présente déclaration a simplement pour but d'examiner quelques-uns des arguments principaux ou nouveaux formulés par l'Argentine dans sa deuxième communication écrite et dans sa réponse aux questions du Groupe spécial. Nous avons essayé de ne pas répéter les arguments déjà exposés au cours des étapes antérieures de la présente procédure et d'offrir des précisions additionnelles sur les questions fondamentales que soulève le présent différend. Dans la présente déclaration, nous n'avons pas fait mention des allégations au sujet desquelles la

[69] Page 13 de la pièce n° 14 du Brésil.
[70] Première communication de l'Argentine, paragraphe 279.
[71] Pièce n° LX de l'Argentine.
[72] Page 95 de la pièce n° 14 du Brésil.
[73] *Id.*
[74] Réponse de l'Argentine, question n° 59.

deuxième communication de l'Argentine et les réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial n'apportaient pas d'arguments nouveaux ou importants.

91. En conclusion, nous demandons au Groupe spécial de constater que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, ainsi qu'il est indiqué dans les 41 allégations présentées dans la première communication du Brésil. Nous vous remercions de votre temps et de votre attention et nous serons heureux de répondre aux questions que vous voudrez bien nous poser.

ANNEXE A-6

RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

(28 novembre 2002)

Questions adressées au Brésil

Allégation n° 22

90. Il est indiqué au paragraphe 319 de la première communication écrite du Brésil que "Frangosul et Catarinense ont [...] communiqué les renseignements demandés sur la valeur normale et le prix à l'exportation, renseignements que la DCD a ignorés sans plus d'explication". Le Brésil conviendrait-il que, s'il n'avait pas été tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas été tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense? Veuillez préciser.

Réponse

Le Brésil voudrait tout d'abord préciser que Frangosul et Catarinense ont effectivement présenté les renseignements demandés concernant la valeur normale et le prix à l'exportation et que donc, l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas pu ignorer ces renseignements sur la base des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. En conséquence, l'autorité argentine était en fait tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense.

Nous croyons comprendre que l'Argentine a allégué que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas calculer de marge de dumping individuelle pour ces deux sociétés parce que les renseignements concernant la valeur normale qu'elles avaient présentés n'étaient pas accompagnés de pièces justificatives.[1] À cet égard, nous exposons, une nouvelle fois, la chronologie des renseignements concernant la valeur normale et le prix à l'exportation présentés par ces deux sociétés et les raisons pour lesquelles la DCD aurait pu, et aurait dû, calculer une marge de dumping individuelle pour celles-ci.

Valeur normale de Frangosul

S'agissant des données relatives à la valeur normale présentées par Frangosul, le Groupe spécial peut vérifier que, le **27 avril 1999**, Frangosul a répondu à la section C du questionnaire concernant les ventes sur le marché intérieur. Ces renseignements incluaient les ventes de viande de volaille à l'intérieur du Brésil correspondant aux années 1996, 1997, 1998 et aux trois premiers mois de 1999, ventilées par mois.[2] Le Groupe spécial notera également qu'ultérieurement, l'autorité argentine a demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur couvrant cette période.[3]

[1] Réponse de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la première réunion de fond, questions n° 44 et 45.

[2] Page 29 de la pièce n° 15 du Brésil.

[3] Pages 29 et 30 de la pièce n° 15 du Brésil.

Le **19 août 1999**, Frangosul a adressé une lettre à la DCD expliquant qu'en raison de l'importance du volume des ventes sur le marché intérieur, il n'était pas possible pour la société de fournir des exemplaires de factures pour chaque transaction.[4] Dans cette lettre, Frangosul a indiqué que plus de 320 000 factures étaient émises dans une année donnée pour les transactions de vente sur le marché intérieur et que les factures étaient à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête pour une vérification sur place ou pour sélectionner ces documents afin d'utiliser certaines transactions comme échantillon.[5]

Le **12 octobre 1999**, la DCD a demandé une nouvelle liste de factures avec l'ensemble des transactions sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999, de façon qu'elle puisse sélectionner un échantillon et demander ensuite les pièces justificatives y relatives.[6] C'était la première fois que l'autorité chargée de l'enquête informait Frangosul de ce qu'était la période de collecte des données concernant le dumping.

Le **30 décembre 1999**, Frangosul a présenté une disquette avec la liste des factures pour les transactions de vente sur le marché intérieur pour la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.[7] L'autorité chargée de l'enquête n'a jamais sélectionné les transactions spécifiques pour lesquelles Frangosul était censée présenter les pièces justificatives.

Le **5 janvier 2000**, la DCD a avisé Frangosul de la fin du stade de l'enquête consacré à la présentation des éléments de preuve.[8]

Le Brésil croit comprendre que l'application de l'article 6.8 de l'Accord dépend aussi des actions entreprises par l'autorité dans le cadre d'une enquête. Si l'autorité chargée de l'enquête n'agit pas d'une manière appropriée au cours de l'enquête, elle ne peut pas alléguer que la partie intéressée n'a pas respecté les prescriptions de l'article 6.8 et, ainsi, recourir à l'application des données de faits disponibles. Pour étayer cette interprétation, nous avons fait appel à l'opinion du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* sur l'interprétation de l'application de l'article 6.8 de l'Accord:

> "*(…) Nous estimons que le fait de ne pas coopérer n'entrave pas nécessairement le déroulement d'une enquête de façon notable, puisqu'à nos yeux l'Accord antidumping n'exige pas des parties intéressées qu'elles coopèrent à tout prix. Bien que le refus de coopérer avec les autorités chargées de l'enquête ne soit pas sans conséquence pour les parties intéressées (compte tenu de l'article 6.8), il ne peut avoir de conséquences à notre avis* ***que*** *si les autorités chargées de l'enquête ont elles-mêmes agi de manière raisonnable, objective et impartiale (…).*"[9] (pas d'italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Parce que l'autorité argentine a modifié la portée de la période de collecte des données concernant le dumping plus de huit mois après l'ouverture de l'enquête et, au commencement de l'enquête, a demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente sur le marché intérieur pour une période de trois ans, il nous semble que l'autorité n'a pas agi d'une manière raisonnable, objective et impartiale et qu'elle ne pouvait pas avoir recours aux données de faits disponibles.

---

[4] Pièce n° 26 du Brésil.
[5] *Id.*
[6] *Id.*
[7] *Id.*
[8] *Id.*
[9] Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique, 24 octobre 2000, WT/DS156/R, paragraphe 8.251 (adopté le 17 novembre 2000) ("*Guatemala – Ciment II*").

Valeur normale de Catarinense

S'agissant des données concernant la valeur normale présentées par Catarinense, nous observons que Catarinense a été avisée de l'enquête et de la nécessité de répondre au questionnaire relatif au dumping le **15 septembre 1999**, presque huit mois après l'ouverture de l'enquête.[10] Dans cette notification, la DCD a établi que les renseignements à fournir concernant la valeur normale et le prix à l'exportation portaient sur la période allant de janvier 1998 à janvier 1999.

Le **3 novembre 1999**, Catarinense a fourni les réponses au questionnaire avec des renseignements sur les transactions de vente vers l'Argentine, désagrégés par transaction, avec les pièces justificatives, ainsi que les renseignements sur les transactions de vente à l'intérieur du Brésil, désagrégés par transaction, sans pièces justificatives.[11] L'autorité argentine n'a jamais demandé les pièces justificatives pour les transactions de vente de Catarinense sur le marché intérieur, et n'a pas non plus sélectionné certaines transactions sur le marché intérieur pour que Catarinense communique les pièces justificatives correspondantes.

Bien que l'autorité ait avisé Catarinense presque huit mois après l'ouverture de l'enquête et après l'établissement d'une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, Catarinense a présenté les renseignements demandés. Néanmoins, la DCD a ignoré les renseignements concernant la valeur normale présentés par l'exportateur.

Prix à l'exportation de Frangosul et Catarinense

S'agissant du prix à l'exportation communiqué par Frangosul et Catarinense, le Groupe spécial notera que les deux exportateurs ont fourni les renseignements, désagrégés par transaction, avec les pièces justificatives.[12] Apparemment, même l'Argentine reconnaît ce fait.[13]

Bien que Frangosul et Catarinense aient communiqué les renseignements demandés concernant le prix à l'exportation avec des pièces justificatives, l'autorité argentine a ignoré les données qu'elles avaient fournies et a eu recours aux données de fait disponibles.

Ici, il importe de noter que, bien que l'autorité argentine ait aussi ignoré les données concernant le prix à l'exportation présentées par Sadia et Avipal, elle a calculé les marges de dumping individuelles pour ces deux sociétés. Nous n'approuvons pas le fait que l'Argentine a ignoré les renseignements concernant le prix à l'exportation de Sadia et Avipal, mais nous jugeons que l'autorité chargée de l'enquête a eu raison de procéder malgré tout au calcul d'une marge de dumping individuelle pour ces sociétés. Nous ne comprenons pas pourquoi l'autorité chargée de l'enquête a procédé différemment en ce qui concerne les renseignements fournis par Frangosul et Catarinense, et nous ne pouvons pas approuver ce fait. Il n'y avait tout simplement aucune raison, au titre de l'article 6.8 de l'Accord, pour l'autorité argentine d'ignorer la valeur normale et le prix à l'exportation (avec les pièces justificatives) communiqués par ces deux exportateurs.

Sans perdre de vue ces considérations, nous répondons à la question du Groupe spécial en déclarant qu'il n'y avait tout simplement aucune base dans l'Accord permettant à l'autorité argentine d'ignorer les renseignements communiqués par les exportateurs Frangosul et Catarinense.

Nous soulignons que même si les deux exportateurs n'avaient pas présenté les renseignements appropriés et si l'autorité les avait à juste titre ignorés conformément aux dispositions pertinentes de

[10] Pièce n° 13 du Brésil.
[11] Page 39 de la pièce n° 15 du Brésil.
[12] Pages 29 et 39 de la pièce n° 15 du Brésil.
[13] Réponse de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la première réunion de fond, question n° 45.

l'Accord, l'autorité chargée de l'enquête demeurait tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour les deux exportateurs, comme le prévoit l'article 6.10 de l'Accord. Le fait qu'un exportateur n'a pas présenté les renseignements pertinents et appropriés pour établir la valeur normale et le prix à l'exportation n'exclut pas l'obligation qu'a l'autorité, en vertu de l'article 6.10, de calculer une marge de dumping individuelle pour cet exportateur. Le Groupe spécial trouvera une réponse plus détaillée concernant la différence entre l'obligation prévue à l'article 6.10 et l'utilisation des données de faits disponibles au titre de l'article 6.8 dans notre réponse aux questions n° 97 et 98.

91. Il est indiqué au paragraphe 324 de la première communication écrite du Brésil que "la DCD n'a fourni aucune explication, ni dans la détermination finale ni dans aucun autre document figurant dans le dossier de l'enquête, sur les raisons pour lesquelles, en l'espèce, il n'était pas possible de déterminer une marge individuelle pour Frangosul et Catarinense". Le Brésil conviendrait-il que, si l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, elle n'aurait pas été tenue d'expliquer dans la détermination finale ou dans tout autre document versé au dossier de l'enquête pourquoi une marge de dumping individuelle n'avait pas été calculée pour ces exportateurs?

Réponse

Nous avons indiqué dans la réponse à la question n° 90 que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas de fondement juridique dans le cadre de l'Accord pour ignorer les données concernant la valeur normale et le prix à l'exportation communiquées par Frangosul et Catarinense et qu'elle était donc tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour les deux exportateurs.

Cependant, même si l'autorité argentine avait pu ignorer les données présentées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions de l'Accord, à savoir l'article 6.8, elle demeurait tenue d'expliquer avant la détermination finale et dans celle-ci pourquoi une marge de dumping individuelle n'avait pas été calculée pour ces exportateurs.

En ce sens, l'article 6.9 de l'Accord dispose ce qui suit:

> "*Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des* ***faits essentiels*** *examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.*" (pas d'italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Le calcul de la marge de dumping est un fait essentiel examiné ainsi qu'il est prévu à l'article 6.9 de l'Accord. En conséquence, si une autorité décide de calculer la marge de dumping pour certains exportateurs en se fondant sur des renseignements autres que ceux que les exportateurs ont communiqués durant l'enquête, cela constitue aussi un fait essentiel dont il faudrait informer les parties avant la détermination finale de façon qu'elles puissent défendre leurs intérêts. Même si l'autorité indique que les renseignements ont été ignorés conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord mais sans expliquer pourquoi ils ont été ignorés ni pourquoi une marge de dumping individuelle n'a pas été calculée, comment les exportateurs peuvent-ils défendre leurs intérêts, ainsi qu'il est prévu à l'article 6.9?

De même, l'article 12.2.2 prescrit que tout avis au public de clôture accompagnant l'imposition d'un droit définitif contienne "**tous les renseignements pertinents** sur les points de **fait et de droit et les raisons** qui ont conduit à l'imposition de mesures finales". En particulier, l'article 12.2.2 dispose qu'un tel avis doit contenir:

"*(…) iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2 (…).*" (pas d'italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Le Brésil croit comprendre que, dans l'**explication complète** des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale, est incluse la raison pour laquelle l'autorité a ignoré le prix à l'exportation et la valeur normale communiqués par les exportateurs et la raison pour laquelle une marge de dumping individuelle n'a pas été calculée pour ces exportateurs.

Allégation n° 23

92. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 210 de la première communication écrite de l'Argentine.

Réponse

L'Argentine convient que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas fait les réductions nécessaires au titre du fret sur la valeur normale de Sadia. Pour justifier l'erreur commise par l'autorité, l'Argentine fait valoir que l'autorité n'aurait pas pu faire l'ajustement parce qu'elle n'avait pas dûment reçu de documents à l'appui. L'Argentine fait d'autre part valoir que dans l'annexe VIII de la réponse de Sadia au questionnaire, l'exportateur a fourni une estimation générale des déductions au titre du fret. Selon l'Argentine, les renseignements utilisés pour calculer la valeur normale étaient fondés sur une analyse de toutes les factures fournies par Sadia conformément à l'échantillon utilisé par l'autorité et que ces factures n'étaient pas accompagnées d'indications détaillées concernant les frais de transport à déduire.

Pour ce qui est de ces allégations, le Groupe spécial devrait prendre note des considérations ci-après:

Il est un fait que Sadia a présenté, dans l'annexe VIII de sa réponse au questionnaire du 20 avril 1999, les frais de transport sur le marché intérieur.[14] Si l'Argentine considère que l'ajustement au titre du fret aurait dû être fait si des pièces justificatives avaient été présentées[15], pourquoi l'autorité argentine n'a-t-elle pas spécifiquement demandé que Sadia fournisse des renseignements additionnels ou complémentaires, et des précisions ou des pièces justificatives sur les frais de transport intérieurs? L'article 6.1 de l'Accord prescrit aux autorités d'aviser les parties intéressées des renseignements qu'elles sont tenues de présenter. De même, le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord dit **expressément** que "les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière **détaillée** les renseignements que doi[vent] fournir [les] partie[s] intéressée[s]". L'autorité argentine aurait dû préciser que les pièces justificatives concernant les déductions au titre du fret constituaient le type de renseignements que Sadia devait présenter. Cela n'ayant pas été spécifiquement indiqué à Sadia, il était impossible pour l'exportateur de savoir que les renseignements figurant à l'annexe VIII ne seraient pas utilisés.

Le Brésil est convaincu que l'Argentine savait pertinemment qu'il était nécessaire d'effectuer des ajustements au titre du fret sur la valeur normale de Sadia. Premièrement, Sadia a fait état des frais de transport sur le marché intérieur dans l'annexe VIII de sa réponse au questionnaire. Deuxièmement, la pièce n° 32 du Brésil contient une lettre de la JOX à l'autorité indiquant que les prix figurant dans sa publication incluent les taxes, les **frais de transport** et les frais financiers. Troisièmement, la pièce n° LVI de l'Argentine présente une lettre de l'avocat de Sadia et Avipal

[14] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 71.
[15] *Id.*

adressée à l'autorité chargée de l'enquête indiquant explicitement que la valeur normale établie pour Sadia et Avipal incluait à tort les frais de transport intérieurs. Alors même que l'autorité argentine savait que l'ajustement était justifié, elle n'a pas demandé que Sadia communique ces renseignements.

Nous croyons comprendre que si les frais de transport indiqués par Sadia n'étaient pas jugés fiables, l'autorité aurait pu aussi utiliser une source de renseignements secondaire pour estimer cette déduction, comme elle l'a fait pour la valeur normale afin de compenser les différences alléguées dans les caractéristiques entre la viande de volaille vendue à l'Argentine et celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil.

À titre d'observation finale, il importe que le Groupe spécial note que même si l'autorité savait, ce qu'admet l'Argentine, que l'ajustement au titre du fret avait une "incidence décisive et notable sur la comparabilité des prix"[16], l'Argentine considère que l'autorité chargée de l'enquête aurait agi d'une manière incorrecte si elle avait fait cette réduction spécifique. À cette occasion, nous rappelons au Groupe spécial que l'article 2.4 de l'Accord prescrit aux autorités de tenir dûment compte de toute différence affectant la comparabilité des prix. À notre avis, le fait de ne pas avoir procédé à un ajustement au titre du fret sur la valeur normale de Sadia était contraire à la prescription figurant à l'article 2.4 de l'Accord.

Allégation n° 24

93. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 77 à 79 de la deuxième communication écrite de l'Argentine.

Réponse

La pièce n° 32 du Brésil contient la lettre de la JOX adressée à l'autorité chargée de l'enquête expliquant que les prix mentionnés dans sa publication, utilisés par l'autorité pour établir la valeur normale pour tous les autres exportateurs, incluent la taxe à la valeur ajoutée (ICMS) de 12 pour cent, la contribution sociale sur le revenu (PIS/COFINS) de 2,65 pour cent, les frais financiers, dépendant des conditions de vente, la commission de 0,5 à 1 pour cent prélevée sur la valeur de la vente, et un fret variable pour la livraison, qui dépend de la situation géographique du vendeur et de l'acheteur.

L'article 2.4 de l'Accord dispose qu'une comparaison équitable doit être faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine. Nous avons établi, ce que l'Argentine ne conteste apparemment pas, que le prix sortie usine était le prix qui n'inclut aucun frais, puisque cela représente le prix à l'usine. Autrement dit, l'acheteur supporte tous les coûts et les risques que comporte le fait de prendre les marchandises dans les locaux du vendeur. Nous estimons aussi qu'il est juste d'indiquer que le prix JOX n'est pas un prix sortie d'usine, puisqu'il inclut les taxes, le fret et les frais financiers.

L'Argentine semble convenir avec le Brésil qu'un prix f.a.b. inclut le fret intérieur jusqu'au port d'exportation, les frais d'assurance intérieure, de manutention et de chargement.[17] On peut également dire sans risque d'erreur qu'un prix f.a.b. n'inclut pas les taxes et les frais financiers. Ainsi, il n'y a pas d'ajustements à faire sur le prix à l'exportation f.a.b. pour ce qui est des taxes et des frais financiers.

Ce que nous avons fait valoir, c'est que, comme le prix à l'exportation f.a.b. n'inclut pas les taxes et les frais financiers, l'autorité aurait dû, au minimum, faire un ajustement sur le prix JOX (valeur normale), excluant les taxes et les frais financiers, au moment de procéder à une comparaison équitable. Ce faisant, l'autorité se retrouverait encore avec une valeur normale qui ne serait pas sortie

[16] Première communication de l'Argentine, paragraphe 211.
[17] Deuxième communication de l'Argentine, paragraphe 77.

usine, car elle inclurait encore les frais de transport intérieurs. Nous rappelons que l'article 2.4 de l'Accord prescrit que la comparaison soit faite au même niveau commercial, qui est normalement le stade sortie usine. Or, si une comparaison au stade sortie usine n'est pas possible, elle doit néanmoins être faite au même niveau commercial. Déduire les taxes et les frais financiers du prix JOX aurait permis une comparaison équitable au même niveau commercial, ou au moins à un niveau commercial plus semblable.

Le Groupe spécial devrait noter que l'autorité chargée de l'enquête, lorsqu'elle a calculé la valeur normale pour les exportateurs Sadia, Avipal, Nicolini et Seara, a ajusté la valeur normale de ces exportateurs en excluant la taxe à la valeur ajoutée (ICMS) de 12 pour cent et la contribution sociale sur le revenu (PIS/COFINS) de 2,65 pour cent.[18] Pour Sadia et Avipal, l'autorité chargée de l'enquête a aussi ajusté la valeur normale en excluant les frais financiers.[19] Cette valeur normale ajustée, sans les taxes et les frais financiers, a été utilisée par l'autorité pour procéder à la comparaison équitable avec le prix à l'exportation f.a.b.[20] Nous ne voyons aucune raison pour laquelle l'autorité n'aurait pas pu effectuer le même ajustement sur la valeur normale établie pour tous les autres exportateurs. Cet ajustement aurait permis une comparaison équitable avec le prix à l'exportation f.a.b.

Allégation n° 27

94. Le Brésil considère-t-il que l'autorité chargée de l'enquête aurait violé l'article 2.4.2 si les exportateurs étaient convenus qu'elle pouvait calculer la valeur normale en se fondant sur les transactions intérieures pour lesquelles des factures avaient été demandées?

Réponse

Le Brésil considère que l'autorité chargée de l'enquête aurait violé l'article 2.4.2 même si les exportateurs étaient convenus qu'elle pouvait calculer la valeur normale en se fondant sur les transactions intérieures pour lesquelles des factures avaient été demandées.

Nous rappelons au Groupe spécial que lorsque l'enquête a été ouverte et que l'autorité a adressé le questionnaire relatif au dumping aux exportateurs Sadia, Avipal, Frangosul, Nicolini et Seara, elle avait demandé des renseignements sur la valeur normale et le prix à l'exportation pour les années 1996, 1997, 1998 et les mois pour lesquels des données étaient disponibles en 1999.[21] Par la suite, l'autorité chargée de l'enquête a demandé des pièces justificatives pour toutes les transactions de vente à l'intérieur du Brésil et vers l'Argentine pour cette même période.[22] En raison de l'énorme volume de transactions de vente sur le marché intérieur, les exportateurs ont été obligés d'adresser une lettre à l'autorité expliquant qu'il était impossible de fournir une facture pour chaque transaction.[23] Dans cette lettre, les exportateurs recommandaient que l'autorité vérifie la transaction sur place ou qu'elle sélectionne un échantillon de transactions de sorte que des pièces justificatives puissent être présentées.[24]

La suggestion faite par les exportateurs partait de l'idée de donner à l'autorité, au moyen d'un échantillon, la possibilité de vérifier l'exactitude et la véracité du corpus de renseignements concernant la valeur normale figurant dans les réponses au questionnaire. Le Groupe spécial ne doit pas oublier que les exportateurs s'étaient déjà acquittés de la tâche contraignante qui consiste à

[18] Annexe de la pièce n° 15 du Brésil.
[19] *Id.*
[20] Pages 63, 65, 67, 69, 102 et 103 de la pièce n° 15 du Brésil.
[21] Pages 18, 22, 23, 26, 27 et 29 de la pièce n° 15 du Brésil.
[22] Pages 18, 19, 22, 23, 27, 29 et 30 de la pièce n° 15 du Brésil.
[23] Pièce n° 26 du Brésil, pièce n° 29 du Brésil et pièce n° 31 du Brésil.
[24] *Id.*

recueillir et communiquer des données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation portant sur plusieurs années, qui n'ont pas été utilisées par l'autorité dans la détermination finale. Le Brésil croit comprendre qu'en raison de l'ampleur des renseignements fournis, il se peut que les données ne soient pas toutes effectivement examinées, cependant, cela n'exclut pas la validité de toutes les données communiquées, en particulier si elles pouvaient être vérifiées.

Par ailleurs, nous croyons comprendre que l'établissement de la période de collecte des données, aux fins du dumping, est intrinsèquement lié à la méthode relative à la marge de dumping énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord. L'article 2.4.2 dispose que l'existence de marges de dumping "sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables (…)". Normalement, la valeur normale moyenne pondérée est comparée au prix à l'exportation moyen pondéré pour un produit comparable vendu au cours de la période visée par l'enquête. Il importe de noter que les prix moyens pondérés sont habituellement calculés pour toute la période visée par l'enquête. Cette comparaison des prix pour des produits vendus au cours d'une certaine période donne une image plus exacte des configurations de prix pour le marché d'exportation et le marché intérieur. Nous croyons comprendre qu'il s'agit de l'une des raisons pour lesquelles le Comité des pratiques antidumping a recommandé que la période de collecte des données aux fins des enquêtes en matière de dumping soit normalement de 12 mois et ne soit en aucun cas inférieure à six mois.[25] Une période de collecte des données limitée signifie aussi des transactions limitées aux fins de la comparaison et ne peut pas remplacer une analyse comparative fondée sur toutes les transactions de vente pour l'ensemble de la période.

De même, si l'autorité limite les transactions qui devront être utilisées dans la comparaison, que ce soit celles que l'autorité a sélectionnées et pour lesquelles des factures ont été présentées, il existe un risque que les prix communiqués ne reflètent pas les configurations de prix réelles pour l'ensemble de la période.

Questions aux deux parties

Allégation n° 21

95. Quels sont les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping? En particulier, les "faits essentiels" n'incluraient-ils que des faits ou bien aussi le raisonnement étayant une certaine conclusion?

Réponse

Le terme "essential" (essentiel) signifie "absolutely necessary; indispensable" (absolument nécessaire; indispensable).[26] Le terme "facts" (faits) est "a thing that is known to have occurred, to exist, or to be true" (une chose dont on sait qu'elle s'est produite, qu'elle existe, ou qu'elle est vraie).[27] Ainsi, des "faits essentiels", au sens de l'article 6.9 de l'Accord, sont des affirmations de quelque chose qui existe ou qui a été fait, qui sont indispensables à l'examen de l'autorité pour constituer le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Les renseignements concernant l'établissement de la valeur normale et du prix à l'exportation, utilisés pour calculer la marge de dumping, sont des faits essentiels à prendre en considération dans la détermination finale.

[25] Comité des pratiques antidumping – Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping, adoptée par le Comité le 5 mai 2000 – G/ADP/6 – 16 mai 2000.
[26] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 461.
[27] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 482.

Il importe de noter que le terme "faits" se trouve également à l'article 17.6 i) de l'Accord. Selon l'article 17.6 i), "dans son évaluation des **faits** de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des **faits** par les autorités était correct et si leur évaluation de ces **faits** était impartiale et objective (…)". Dans cet article, le terme "faits" ne renvoie pas seulement aux données établies et évaluées par l'autorité, mais aussi au raisonnement étayant une certaine conclusion dans l'établissement d'un fait.

En conséquence, nous croyons comprendre que, dans l'article 6.9, l'expression "fait essentiels" vise les données recueillies et le raisonnement étayant une certaine conclusion rendue par une autorité dans l'établissement des faits. Cette conclusion se rapporte à l'établissement des faits par l'autorité. Par exemple, il ne suffit pas qu'elle indique simplement qu'elle a ignoré la valeur normale présentée par un certain exportateur en se fondant sur l'article 6.8 de l'Accord. L'autorité doit donner les raisons pour lesquelles certains renseignements ont été ignorés conformément à l'article 6.8.

Telle est notre interprétation de l'expression "faits essentiels" employée à l'article 6.9 de l'Accord. Nous notons que la première phrase de l'article 6.9 devrait être lue et interprétée conjointement avec la deuxième phrase de l'article, à savoir que la divulgation des "faits essentiels" devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent **défendre leurs intérêts**. Au sens de l'article 6.9, une partie a besoin de connaître le raisonnement étayant une certaine conclusion rendue par l'autorité afin de présenter des arguments et motifs dans sa défense. Si l'expression "faits essentiels" est interprétée différemment, la deuxième phrase de l'article 6.9 en serait vidée de son sens.

96. Au paragraphe 9.229 de son rapport, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a constaté ce qui suit:

> **"Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargée de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives."**
>
> **Approuveriez-vous la constatation qui précède? Veuillez préciser.**

Réponse

Le Brésil approuve les constatations du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II* selon lesquelles une partie intéressée ne saura si un fait donné est important que si l'autorité indique explicitement qu'il s'agit d'un "fait essentiel" à examiner pour constituer le fondement de sa décision d'imposer ou non des mesures définitives. Nous soulignons que l'obligation qui incombe à l'autorité en vertu de l'article 6.9 n'est pas d'informer toutes les parties intéressées simplement de tel ou tel "fait", mais de les informer des "faits essentiels". En fait, la prescription énoncée à l'article 6.9 est même plus spécifique. Les autorités sont tenues d'informer les parties non seulement des "faits essentiels", mais des "faits essentiels" qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.

Si une autorité résume simplement la grande quantité de renseignements qui ont été versés aux dossiers de l'enquête sans indiquer spécifiquement lesquels sont importants pour constituer le fondement de sa décision, comment un exportateur peut-il savoir quel "fait essentiel" sera utilisé dans la décision de l'autorité d'imposer ou non des mesures définitives? De même, comment peut-il défendre son intérêt?

Par exemple, en l'espèce, Frangosul et Catarinense ont communiqué les renseignements relatifs au prix à l'exportation sans pièces justificatives. Alors même que l'autorité l'a reconnu dans le rapport avant la fin du stade de l'enquête sur l'existence d'un dumping consacré à la production des

éléments de preuve[28], elle a ignoré les renseignements relatifs au prix à l'exportation dans la détermination finale. Dans le rapport de divulgation avant la détermination finale, l'autorité n'a ni indiqué que ces renseignements seraient ignorés, ni expliqué pourquoi. Les exportateurs n'avaient aucune raison de soupçonner que ces renseignements ne seraient pas pris en considération par l'autorité et, ainsi, n'ont pas pu défendre leurs intérêts.

En ce sens, nous estimons utile de citer également un autre passage des constatations du Groupe spécial dans le rapport *Guatemala - Ciment II*:

> "*(…) La difficulté, pour la partie intéressée qui a accès au dossier, sera donc de savoir sur quels éléments se fonde plus particulièrement la détermination finale établie par les autorités. L'article 6.9 a entre autres pour objet de lever cette difficulté pour les parties intéressées. Cela a été admis par le Guatemala, qui a lui-même affirmé que "l'objet et le but de l'article 6.9 étaient de donner aux exportateurs une possibilité raisonnable de présenter des observations concernant les éléments importants d'une enquête lorsqu'il n'était plus possible de consigner de nouveaux faits au dossier". Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives*."[29] (pas d'italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Tel est exactement le but de l'article 6.9: offrir aux parties intéressées la possibilité de présenter des arguments et des observations concernant les éléments importants d'une enquête une fois terminé le stade consacré à la production des éléments de preuve, mais avant la détermination finale.

Allégation n° 22

97. Comment les parties interprètent-elles les termes "pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête" contenus dans la première phrase de l'article 6.10? De l'avis des parties, le membre de la première phrase de l'article 6.10 cité prescrit-il le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu de l'autorité chargée de l'enquête? Cela serait-il également le cas lorsqu'un exportateur connu ne communique pas les renseignements pertinents demandés par l'autorité chargée de l'enquête? Veuillez préciser.

Réponse

La première phrase de l'article 6.10 de l'Accord prescrit aux autorités de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Ainsi, si un exportateur est connu de l'autorité, celle-ci est tenue, et l'article 6.10 énonce expressément qu'il s'agit d'une règle, de calculer une marge de dumping individuelle pour cet exportateur.

Si l'exportateur connu communique les renseignements pertinents nécessaires pour calculer la marge de dumping individuelle, incontestablement, l'autorité doit procéder ainsi. C'était le cas pour Frangosul et Catarinense. Si l'exportateur connu ne communique pas les renseignements pertinents nécessaires pour calculer la valeur normale et le prix à l'exportation, mais que l'autorité n'en a pas moins accès aux renseignements individuels concernant cet exportateur, l'autorité chargée de l'enquête demeure tenue de calculer la marge de dumping individuelle.

---

[28] Pages 29 et 38 de la pièce n° 28 du Brésil.
[29] *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.229.

Il importe de noter la différence entre appliquer les données de faits disponibles, conformément à l'article 6.8 de l'Accord, à un exportateur donné et ne pas calculer la marge de dumping individuelle pour cet exportateur. Dans les cas où l'autorité n'a pas les renseignements pertinents relatifs à la valeur normale ou au prix à l'exportation et où elle est en droit de recourir aux données de fait disponibles, celles qui sont applicables à un exportateur donné peuvent ne pas être les mêmes que celles qui sont applicables à un autre exportateur. En conséquence, le calcul des marges de dumping individuelles pour ces deux exportateurs ne sera pas le même.

Par exemple, dans la détermination finale, l'autorité argentine a ignoré le prix à l'exportation communiqué par les exportateurs Sadia, Avipal, Nicolini et Seara et a appliqué le prix à l'exportation moyen pondéré individuel pour ces exportateurs tel qu'il avait été communiqué par l'organisme argentin *Ganaderia*.[30] Cependant, pour Frangosul et Catarinense, l'autorité a aussi ignoré le prix à l'exportation présenté par ces exportateurs mais n'a pas utilisé le prix à l'exportation moyen pondéré individuel tel qu'il avait été communiqué par la *Ganaderia*.[31] Parce que l'autorité n'a pas calculé de marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense, elle a utilisé comme prix à l'exportation pour ces deux exportateurs un prix à l'exportation f.a.b. moyen pondéré de 0,95992 dollar EU, qui prenait en compte le prix à l'exportation moyen pondéré de tous les autres exportateurs dont la participation à l'enquête était faible ou nulle.[32] Ce prix à l'exportation de 0,95992 dollar EU était inférieur au prix à l'exportation moyen pondéré individuel fourni par la *Ganaderia* pour Frangosul (1,0407 dollar EU) et Catarinense (1,0048 dollar EU).[33] Si l'autorité avait utilisé ce prix à l'exportation moyen pondéré individuel au lieu du prix à l'exportation moyen pondéré pour tous les autres exportateurs, il n'y aurait pas eu de marge de dumping pour Frangosul et il y aurait eu une marge de dumping de 3,35 pour cent pour Catarinense.

Nous soulignons cependant que, spécifiquement en l'espèce, Frangosul et Catarinense ont **bel et bien** communiqué les renseignements exigés concernant le prix à l'exportation avec des pièces justificatives et l'autorité aurait dû les utiliser pour calculer la marge de dumping individuelle pour les deux exportateurs.

Ainsi, dans la présente affaire, l'autorité a non seulement ignoré à tort les renseignements communiqués par Frangosul et Catarinense au cours de l'enquête, et donc fait erreur en ne calculant pas la marge de dumping individuelle, mais elle avait aussi accès au prix à l'exportation moyen pondéré individuel pour ces deux exportateurs, tel qu'il avait été communiqué par la *Ganaderia*, or elle a décidé d'appliquer le prix à l'exportation f.a.b. moyen pondéré pour tous les autres exportateurs. En conséquence, l'autorité a appliqué à tort à Frangosul et Catarinense la marge de dumping relative à tous les autres exportateurs.

98. De l'avis des parties, les constatations figurant aux paragraphes 6.86 à 6.101 (ces deux paragraphes inclus) du rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* seraient-elles applicables aux faits dans le présent différend? En particulier, la constatation du Groupe spécial ci-après serait-elle pertinente pour le différend en cours: "Le fondement de la détermination de la valeur normale n'a aucune incidence sur la possibilité de calculer une marge de dumping individuelle pour le producteur dont la valeur normale est en question."? L'absence de renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation ou le coût de production permettrait-elle automatiquement de ne pas calculer une marge de dumping individuelle conformément à l'article 6.10? Veuillez préciser en identifiant et en fournissant au Groupe spécial les justifications factuelles pertinentes.

[30] Pages 76 et 77 de la pièce n° 15 du Brésil.
[31] *Id.*
[32] Page 103 et dernière page de la pièce n° 15 du Brésil.
[33] Pages 76 et 77 de la pièce n° 15 du Brésil.

Réponse

Bien que les faits de l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique* soient quelque peu différents des faits dans la présente affaire, le raisonnement donné par ce groupe spécial concernant l'interprétation de l'article 6.10 demeure valable.

Premièrement, nous partageons l'avis du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique* selon lequel l'article 6.10 prescrit qu'une marge de dumping individuelle soit déterminée pour chaque exportateur en ce qui concerne le produit visé par l'enquête. La partie pertinente de ce rapport énonce ce qui suit:

> "*La seconde phrase de l'article 6.10 permet à l'autorité chargée de l'enquête de limiter son examen à certains exportateurs ou producteurs, mais elle ne prévoit pas de dérogation à la règle générale qui veut que des marges individuelles soient déterminées pour les exportateurs ou producteurs qui sont visés par l'examen. Au contraire, l'article 9.4 prévoit que, lorsque les autorités auront limité leur examen au titre de l'article 6.10, le droit antidumping concernant les exportateurs ou les producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas un niveau déterminé sur la base des résultats de l'examen des exportateurs ou producteurs qui auront été visés par l'examen. Le fait que l'article 9.4 ne prévoit pas de méthode pour déterminer le niveau des droits applicables aux exportateurs ou aux producteurs qui sont visés par l'examen confirme à notre avis que la règle générale prescrivant le calcul de marges individuelles demeure applicable à ces exportateurs ou producteurs. Nous en trouvons une confirmation supplémentaire à l'article 6.10.2, qui prescrit qu'en règle générale, une marge de dumping individuelle soit calculée même pour les producteurs/exportateurs qui n'ont pas été initialement inclus dans l'échantillon, s'ils présentent les renseignements nécessaires et si cela ne complique pas indûment la tâche des autorités. Si même les producteurs qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon initial sont fondés à bénéficier du calcul d'une marge individuelle, il s'ensuit que les producteurs qui ont été inclus dans cet échantillon le sont également. De fait, les parties semblent convenir que l'article 6.10 de l'Accord antidumping prescrit qu'en règle générale, une marge de dumping doit être déterminée pour chaque exportateur pour ce qui est du produit visé par l'enquête*."[34]
> (pas d'italique dans l'original, non souligné dans l'original)

Nous soulignons le fait qu'en l'espèce, l'autorité n'a pas limité son examen conformément à la deuxième phrase de l'article 6.10 de l'Accord et qu'elle était donc tenue de déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné.

Deuxièmement, nous avons indiqué dans la réponse à la question n° 90 ci-dessus que Frangosul et Catarinense avaient **bel et bien** communiqué les renseignements exigés concernant la valeur normale et le prix à l'exportation au cours de l'enquête. En particulier, ces deux exportateurs ont aussi présenté des pièces justificatives avec les renseignements relatifs au prix à l'exportation. Le Brésil ne voit pas la raison pour laquelle l'autorité argentine n'a pas utilisé ces renseignements pour calculer la marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense.

Troisièmement, nous approuvons la constatation du Groupe spécial dans l'affaire *Argentine - Carreaux en céramique* selon laquelle *"(…) le fondement de la détermination de la valeur normale n'a aucune incidence sur la possibilité de calculer une marge de dumping individuelle pour*

[34] Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie, 28 septembre 2001, WT/DS189/R, paragraphe 6.90 (adopté le 5 novembre 2001) ("*Argentine – Carreaux en céramique*").

le producteur dont la valeur normale est en question".[35] Nous avons indiqué dans la réponse à la question n° 97 ci-dessus, qu'il existait une différence entre appliquer les données de fait disponibles en se fondant sur l'article 6.8 de l'Accord, afin d'établir la valeur normale et le prix à l'exportation pour un exportateur donné et ne pas calculer la marge de dumping individuelle pour cet exportateur. Lorsqu'elle établit la valeur normale ou le prix à l'exportation, l'autorité peut être en droit de recourir aux données de fait disponibles dans certaines circonstances. Cependant, cela ne signifie pas que l'autorité n'est pas tenue de calculer une marge de dumping individuelle.

Par exemple, les données de fait disponibles employées par une autorité pour déterminer la valeur normale applicable à un exportateur peuvent être différentes des données de fait disponibles employées par l'autorité pour déterminer la valeur normale applicable à un autre exportateur. On peut citer comme autre exemple le cas où une autorité emploie les données de fait disponibles pour déterminer la valeur normale applicable à un exportateur mais utilise le prix à l'exportation communiqué par ce dernier, tandis que pour un autre exportateur, elle emploie les données de fait disponibles pour déterminer le prix à l'exportation et utilise la valeur normale communiquée par ce dernier. En pareilles situations, l'autorité calculera bien une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête.

Ainsi, nous ne convenons pas que l'absence de renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation ou le coût de production permette **automatiquement** de ne pas calculer une marge de dumping individuelle. Admettre que cette affirmation est vraie constituerait une violation de la prescription énoncée dans la première phrase de l'article 6.10 de l'Accord.

[35] *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.96.

ANNEXE A-7

OBSERVATIONS DU BRÉSIL SUR LES RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL ET DU BRÉSIL – DEUXIÈME RÉUNION

(28 novembre 2002)

Questions adressées à l'Argentine

Questions préliminaires

66. En ce qui concerne le paragraphe 13 de la deuxième communication de l'Argentine, quel était l'"exposé d'un fait" (point I) qu'aurait fait le Brésil? Veuillez indiquer comment l'Argentine s'est fondée de bonne foi sur cet exposé allégué (point III).

Réponse de l'Argentine

Premièrement, l'Argentine estime que le comportement du Brésil, qui a successivement déposé des recours et a engagé des procédures de règlement des différends devant des instances différentes, d'abord dans le cadre du MERCOSUR, puis à l'OMC – et à plus forte raison lorsque sont pris en considération les précédents mentionnés dans la première communication écrite de l'Argentine[1], c'est-à-dire le recours au mécanisme de règlement des différends prévu dans le Protocole de Brasília pour régler les conflits avec d'autres États parties au MERCOSUR et le respect du contenu et de la portée des décisions arbitrales dans tous les différends –, fournit des exposés de faits qui remplissent les conditions requises, à savoir être clairs, non ambigus, volontaires, inconditionnels et autorisés, éléments essentiels de l'estoppel aux termes de la définition donnée au paragraphe 13 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine.

Au paragraphe 20 de cette communication[2], l'Argentine précise les éléments que comporte l'affaire actuellement portée par le Brésil devant l'OMC. Parmi ces éléments, la dernière phrase de l'alinéa iii) de ce paragraphe indique ce qui suit: "En conséquence, le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales, confirmé par la signature du Protocole d'Olivos, rend inopposable à l'Argentine la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du Mémorandum d'accord."

Qui plus est, le fait que le Brésil a signé le Protocole d'Olivos le 18 février 2002 – acceptant ainsi expressément la clause relative au choix de l'instance – et que sept jours après, soit le 25 février 2002, il a demandé l'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend témoigne de l'avis de l'Argentine d'une contradiction dans son comportement, dans lequel l'Argentine avait légitimement confiance étant donné que les deux pays sont des États parties au MERCOSUR, et elle

[1] Première communication écrite de l'Argentine, 29 août 2002, paragraphes 18 à 22 et notes de bas de page correspondantes.

[2] Communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine, 17 octobre 2002, paragraphe 20.

subit aujourd'hui les conséquences négatives de ce changement de position.[3] Ce fait a également été évoqué dans les communications des CE[4] et du Paraguay[5] en tant que tierces parties.

Observations du Brésil

Selon le Brésil, l'expression "exposé d'un fait" signifie "l'acte ou le fait de dire ou d'être dit; l'expression en mots"[6] d'"une chose dont on sait qu'elle s'est produite, qu'elle existe ou qu'elle est vraie".[7] En ce sens, le Brésil réaffirme qu'il n'a jamais déclaré qu'il renoncerait à son droit de porter un différend, fondé sur des allégations différentes, devant l'OMC au motif qu'un différend semblable avait été porté devant le Tribunal du MERCOSUR.

Nous rappelons que le Protocole d'Olivos sur le règlement des différends dans le cadre du MERCOSUR ne peut pas être invoqué en l'espèce en tant que consentement implicite ou exprès du Brésil à s'abstenir de soumettre la présente affaire au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Tout d'abord, nous faisons observer que l'objet dont le Tribunal du MERCOSUR était saisi était différent de l'objet dont le présent Groupe spécial est saisi. Deuxièmement, le Protocole d'Olivos n'est pas encore entré en vigueur, et même s'il l'était et si l'objet du différend était le même, le Protocole d'Olivos dispose que "les différends engagés en conformité avec le Protocole de Brasília continueront d'être régis exclusivement par ce protocole jusqu'à leur achèvement".[8] Par ailleurs, il est également indiqué dans ce protocole que "tant que les différends engagés sous le régime du Protocole de Brasília ne seront pas complètement achevés et tant que les procédures prévues à l'article 49 ne seront pas terminées, le Protocole de Brasília continuera de s'appliquer".[9] Ces dispositions autorisent à affirmer que le Protocole d'Olivos n'est pas applicable à des différends déjà réglés en conformité avec le Protocole de Brasília. Troisièmement, ce que l'Argentine soumet au Groupe spécial, c'est une situation dans laquelle des membres du MERCOSUR ont potentiellement des vues divergentes quant à ce que sont leurs droits et obligations dans le cadre juridique du MERCOSUR. Nous rappelons au Groupe spécial que l'article premier du Mémorandum d'accord limite la compétence du Groupe spécial aux différends soumis conformément aux "accords visés", à l'"Accord sur l'OMC" et au Mémorandum d'accord, considérés isolément ou conjointement l'un avec l'autre. Les dispositions du Protocole de Brasília et du Protocole d'Olivos ne sont pas énumérées à l'article premier du Mémorandum d'accord. Les règles et procédures du Mémorandum d'accord ne sont donc pas applicables aux consultations et au règlement de différends concernant les droits et obligations des Membres du MERCOSUR dans le cadre juridique du MERCOSUR.

67. Au paragraphe 13 de sa deuxième communication, l'Argentine affirme que le principe de l'estoppel est un principe général du droit international. Le principe de l'estoppel est-il une "règle [ ] coutumière [ ] d'interprétation du droit international public" au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord? Veuillez préciser. Un principe général du droit international est-il la même chose qu'une règle d'interprétation du droit international? Veuillez préciser.

[3] De fait, l'Argentine a déjà approuvé le Protocole d'Olivos. Le 9 octobre 2002, le Congrès national a adopté ce protocole par la Loi n° 25.663 que le pouvoir exécutif a promulguée par le Décret n° 2091/02 du 18 octobre 2002, les deux ayant été publiés dans le Journal officiel de la République argentine n° 30008 le 21 octobre 2002.

[4] Communication présentée par les Communautés européennes en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 17 et note de bas de page 17.

[5] Communication présentée par le Paraguay en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 8.

[6] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, page 1361.

[7] *The Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, page 482.

[8] Article 50 du Protocole d'Olivos.

[9] Paragraphe 2 de l'article 55 du Protocole d'Olivos.

Réponse de l'Argentine

Les règles d'interprétation du droit international public visées à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sont énoncées dans l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

L'article 31 de la Convention de Vienne indique les règles d'interprétation à suivre. Ces règles sont appliquées par l'organe de décision en tenant compte dans toutes les affaires des sources du droit.

Les sources auxquelles il est possible de recourir à des fins d'interprétation sont indiquées à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de justice qui mentionne comme sources principales les traités, la coutume internationale et les principes généraux du droit international.

En conséquence, l'Argentine considère que le principe de l'estoppel, en tant que principe général du droit international, est une source à laquelle tout tribunal international appelé à régler un différend peut légitimement avoir recours.

Dans le différend en cours, c'est en ce sens que l'Argentine estime que l'argument relatif au principe de l'estoppel devrait être pris en compte par le Groupe spécial dans l'exercice de ses fonctions au titre du Mémorandum d'accord. Cela est conforme à l'obligation énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord de clarifier les dispositions existantes des accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

De plus, l'Argentine répète ce qui est indiqué dans sa deuxième communication écrite[10], à savoir que d'autres groupes spéciaux ont déjà examiné le principe de l'estoppel dans les différends: "Communautés européennes – Amiante"[11] et "Guatemala – Ciment".[12]

Observations du Brésil

Aucune observation.

Allégation n° 1

68. En réponse à la question n° 6, l'Argentine fait référence à la revue *Aves & Ovos*. Si le requérant a communiqué plus d'extraits de cette revue que ceux qui sont contenus dans la pièce n° 1 du Brésil, veuillez fournir un exemplaire de ces extraits additionnels. Veuillez indiquer précisément comment les renseignements tirés de la revue *Aves & Ovos*, tels qu'ils ont été communiqués par le requérant, étayent la nécessité de procéder à un ajustement de la valeur normale de 9,09 pour cent. En outre, sur quelle base l'autorité chargée de l'enquête a-t-elle attribué la même valeur à la tête et aux pattes qu'aux autres parties du poulet?

Réponse de l'Argentine

Il convient de souligner que la revue Aves & Ovos ne fournit aucun renseignement sur l'ajustement de 9,09 pour cent effectué. Cette revue a été mentionnée dans la réponse de l'Argentine à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion à propos des éléments de preuve énumérés par le requérant dans sa demande. S'agissant de la question concernant la base sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête a attribué la même valeur à la tête et aux pattes qu'aux autres

[10] Deuxième communication écrite de l'Argentine, 17 octobre 2002, paragraphes 17, 18 et 19.

[11] WT/DS135/R, "Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant", rapport adopté le 5 avril 2001, paragraphe 8.60.

[12] WT/DS156/R, "Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique", rapport adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.23.

parties du poulet, il faut préciser une fois de plus que la tête et les pattes n'ont pas été considérées comme ayant la même valeur que les autres parties de l'animal aux fins de la fixation de l'ajustement. Au contraire, l'ajustement de 9,09 pour cent a été calculé à la suite d'une prise en compte spécifique des têtes et des pattes.

Observations du Brésil

Nous faisons observer que l'Argentine confirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a **pas** examiné si la valeur de la tête et des pattes était la même que celle des autres parties du poulet aux fins d'évaluer les ajustements nécessaires.[13] En se reportant à la pièce n° 1 du Brésil, le Groupe spécial peut s'assurer que la demande ne contenait aucun élément de preuve ni indication permettant de penser qu'il y avait, entre les produits vendus au Brésil et en Argentine, des différences de caractéristiques physiques, que ces différences alléguées affectaient la comparabilité des prix, que le taux de rendement proposé par le requérant était approprié et que, par conséquent, la méthodologie d'ajustement présentée était justifiée.

Allégation n° 2

69. En ce qui concerne la réponse de l'Argentine à la question n° 12, le Groupe spécial note que le passage du document de la JOX cité par l'Argentine figure sous la rubrique "Frango Vivo". Existe-t-il une déclaration semblable pour les volailles éviscérées? Qu'entend-on par "le prix demeure très stable"?

Réponse de l'Argentine

Non, la publication de la JOX mentionne spécifiquement les volailles vivantes. Toutefois, la référence à l'indication selon laquelle "la production sur le marché parallèle dans São Paulo est nettement plus faible, de sorte que le prix demeure très stable" est liée au fait que les volailles vivantes constituent l'élément fondamental et principal du produit faisant l'objet de l'enquête. Il est donc raisonnable, lors de cette phase précédant l'ouverture de celle-ci, de considérer que si le prix de cet élément se maintient sans modifications significatives, celui du produit final – objet de l'enquête – ne variera pas beaucoup.

En d'autres termes, l'expression "de sorte que le prix demeure très stable" signifie que le prix se maintiendrait sans modifications significatives et est donc un élément approprié lors de cette phase précédant l'enquête.

Observations du Brésil

L'Argentine confirme que l'extrait cité du document de la JOX a trait à des volailles **vivantes** et que dans le document de la JOX, il n'y a pas d'énoncé comparable concernant les volailles **éviscérées**.[14]

Nous ne partageons pas l'opinion de l'Argentine selon laquelle la référence à des volailles **vivantes** figurant dans la publication de la JOX est suffisante pour établir la tendance de la valeur normale des prix des volailles **éviscérées** (produit différent), parce que les volailles **vivantes** constituent la matière première brute du produit visé par l'enquête.[15] Le Groupe spécial devrait noter que l'extrait de la publication de la JOX figurant sous la rubrique "Frango Vivo" (volailles **vivantes**)

[13] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 68.

[14] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 69.

[15] *Id.*

observe de façon suivie les variations quotidiennes sur le marché et ne peut donc absolument pas servir à indiquer les tendances de prix sur une période plus longue. De plus, le Groupe spécial devrait noter qu'il y a dans la publication de la JOX une autre rubrique intitulée "Frango Abatido" (volailles abattues). Sous cette rubrique, on peut lire que "les ventes de volailles abattues et de morceaux de volaille à la fin de la semaine n'ont fait apparaître aucun redressement en volume. Les installations d'entreposage frigorifique (congélation) continuent à essayer de repasser à des prix plus élevés, sans succès, étant donné l'excédent d'offre existant. Même si le début du mois est proche, il sera difficile de faire passer les ajustements alors que l'offre reste insuffisante".[16] Même si les volailles abattues ("frango abatido") sont aussi un produit obtenu à partir de volailles **vivantes**, l'extrait de la publication de la JOX relatif aux volailles abattues fait apparaître l'impossibilité de faire monter les prix en raison du volume excessif de viande de volaille offert sur le marché brésilien.

Il est également intéressant que l'Argentine juge valable, au stade de l'ouverture de l'enquête, que l'autorité considère comme élément de preuve suffisant pour établir la valeur normale le prix de la viande de volaille enregistré un seul jour en 1997, alors que le prix à l'exportation a été établi sur la base d'une période de six mois. Nous avons montré que le rapport de la JOX utilisé pour établir la valeur normale est une publication journalière, qui était raisonnablement à la disposition du requérant. En conséquence, le requérant aurait pu et aurait dû présenter les prix figurant dans la publication de la JOX pour une période d'au moins six mois en 1997; il a choisi de ne pas le faire.

Allégation n° 3

70. Quand la CNCE a-t-elle fait parvenir au Secrétaire l'Acte n° 405 (daté du 7 janvier 1998)? Quand l'APCDS a-t-elle fait parvenir au Secrétaire le rapport (également daté du 7 janvier 1998)?

Réponse de l'Argentine

Le Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines a reçu l'Acte n° 405 le 9 janvier 1998 et le rapport de la DCD sur le dumping le 27 janvier 1998.

Observations du Brésil

Aucune observation.

71. En ce qui concerne la première phrase du troisième paragraphe de la réponse de l'Argentine à la question n° 16, que signifie le membre de phrase "conformément aux prescriptions de la demande le 17 février 1998"? Quelles sont précisément les "prescriptions de la demande"?

Réponse de l'Argentine

Les prescriptions de la demande sont celles qui figurent sur le formulaire n° 349 communiqué dans l'Annexe XXXIX de l'Argentine. La signification du membre de phrase mentionné est la suivante: le 17 février 1998, les requérants ont présenté des renseignements actualisés répondant aux demandes faites dans ce formulaire n° 349. Sur la base d'un avis juridique du Département compétent du ministère et conformément à la Loi n° 19.549 sur les procédures administratives, ces renseignements ont été transmis à la CNCE aux fins d'analyse. Celle-ci a donné lieu à la publication par la CNCE de l'Acte n° 464 et du rapport technique correspondant.

[16] Pièce n° 1 du Brésil.

Observations du Brésil

Aucune observation.

Allégation n° 10

72. Comment et quand l'autorité a-t-elle obtenu les adresses des exportateurs brésiliens qui ont été approchés en février 1999? Si ces adresses ont été obtenues à partir d'un document versé au dossier de l'enquête, veuillez fournir un exemplaire de ce document.

Réponse de l'Argentine

L'adresse des producteurs exportateurs qui ont reçu une notification en février 1999 a été communiquée par téléphone à l'initiative d'importateurs intéressés à l'enquête qui, ayant eu connaissance de l'ouverture de celle-ci grâce au Journal officiel, se sont mis en rapport avec l'autorité chargée de l'enquête et ont fourni ces adresses.

Observations du Brésil

Selon l'Argentine, l'autorité chargée de l'enquête a obtenu les adresses des exportateurs brésiliens approchés en février 1999 par l'intermédiaire d'importateurs intéressés à l'enquête.[17] Une fois l'ouverture de l'enquête publiée, ces importateurs ont pris contact avec l'autorité chargée de l'enquête et ont fourni les renseignements en question.[18]

Le Brésil rappelle que l'autorité chargée de l'enquête était informée, avant l'ouverture de l'enquête, de l'existence et de l'intérêt d'au moins cinq des sept exportateurs brésiliens qui n'ont été avisés de l'enquête que le 15 septembre 1999.[19] Si l'autorité chargée de l'enquête était informée, avant l'ouverture de l'enquête, de l'existence de ces exportateurs, mais ne possédait pas les renseignements nécessaires pour prendre contact avec eux, pourquoi n'a-t-elle pas demandé en février 1999 aux importateurs intéressés l'adresse de ces exportateurs brésiliens? En particulier, si l'autorité chargée de l'enquête n'a pu prendre contact avec les sept exportateurs brésiliens qu'après que l'importateur Interamericana Comercial ("Interamericana") lui eut donné leurs adresses[20], pourquoi n'a-t-elle pas demandé en février 1999 à l'importateur Interamericana l'adresse de ces sept exportateurs? De même, l'autorité aurait aussi pu demander au gouvernement brésilien de lui fournir les renseignements nécessaires pour prendre contact avec les exportateurs **particuliers** désignés dans le rapport concernant la viabilité de l'enquête.

Toujours à propos de la réponse de l'Argentine, le Brésil se demande si c'est une procédure normale, pour une autorité argentine, que d'attendre que des importateurs prennent contact avec elle pour lui fournir l'adresse des exportateurs de manière qu'elle puisse adresser une notification aux exportateurs intéressés connus. Si telle est la procédure normale, que se passe-t-il lorsque les importateurs intéressés ne prennent pas contact avec l'autorité pour lui fournir l'adresse des exportateurs connus? Faut-il conclure qu'en pareil cas les exportateurs intéressés connus des autorités ne sont pas avisés?

73. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 36 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

---

[17] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 72.

[18] *Id*.

[19] Pages 4 et 5 de la pièce n° 2 du Brésil.

[20] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la première réunion de fond, questions n° 26 et 28.

Réponse de l'Argentine

En ce qui concerne le paragraphe 36 de la déclaration du Brésil, prière de se reporter à ce que l'Argentine a déjà dit au sujet de l'article 6.1.1, à savoir que d'amples possibilités de participation ont été ménagées aux parties intéressées à l'enquête et que les demandes de prorogation présentées ont été prises en considération.

Observations du Brésil

Aucune observation.

Allégation n° 11

74. Suite à la réponse de l'Argentine à la question n° 29, tous les renseignements contenus dans la demande ont-ils été adressés à la DCD et à la CNCE, ou bien n'ont-elles reçu que les parties de la demande traitant respectivement du dumping et du dommage?

Réponse de l'Argentine

Les deux organismes ont reçu la même demande, avec les mêmes renseignements. Le requérant, en présentant une demande d'ouverture d'enquête, devait remplir le formulaire approuvé par la Résolution n° 349 du 12 novembre 1991 de l'ex-Secrétariat à l'industrie et au commerce et le remettre à l'ex-Sous-Secrétariat au commerce extérieur (SSCE). Conformément aux articles 36 et 40 du Décret n° 2121/94, la demande a été soumise à l'ex-SSCE, qui en a transmis un exemplaire complet à la CNCE pour que cette dernière puisse faire une détermination de l'existence d'un dommage.

La CNCE a reçu le 9 septembre 1997 un exemplaire de la demande d'ouverture d'enquête présentée par la CEPA au SSCE le 2 septembre 1997. Les deux communications sont identiques et celle transmise à la CNCE figure dans la section I du dossier CNCE n° 43/1997 (folios 2 à 284). Par conséquent, les deux organismes ont eu à leur disposition des exemplaires complets de la demande d'application de mesures présentée par la CEPA.

Observations du Brésil

Aucune observation.

Allégation n° 15

75. En ce qui concerne la deuxième phrase de la réponse de l'Argentine à la question n° 39, quelle est précisément la "procédure" (concernant les pièces justificatives) suivie par l'autorité chargée de l'enquête? Comment une partie intéressée devait-elle savoir quelles pièces justificatives il lui fallait fournir? Où exactement la "procédure" a-t-elle été spécifiée? Où exactement la demande de pièces justificatives est-elle énoncée? Veuillez fournir des exemplaires des sources pertinentes.

Réponse de l'Argentine

En ce qui concerne la procédure suivie par l'autorité chargée de la mise en œuvre pour obtenir des pièces justificatives, des instructions ont été jointes au questionnaire pour expliquer comment il devait être rempli et indiquer quels renseignements devaient être corroborés par des pièces justificatives à cet effet. Il était également indiqué qu'au cas où il ne serait pas possible de joindre les pièces justificatives, il faudrait préciser leur source. Par pièces justificatives, l'autorité entend des

documents étayant les déclarations ou arguments des parties intéressées. Si, par exemple, l'autorité chargée de la mise en œuvre est invitée à effectuer un ajustement au titre du fret, il serait souhaitable que la partie intéressée joigne le contrat avec l'entreprise de transport ou tout autre document en sa possession indiquant la valeur ou le pourcentage qu'il faut déduire.

Ces instructions figurent dans la première partie du questionnaire à remplir par l'exportateur.

Un exemplaire vierge du questionnaire à l'exportateur est joint en tant qu'Annexe LXIII de l'Argentine.

Observations du Brésil

L'article 6.1 et le paragraphe 1 de l'Annexe II de l'Accord font obligation aux autorités d'aviser les parties intéressées et de leur indiquer de manière détaillée les renseignements qu'elles doivent fournir. Nous notons que le questionnaire relatif au dumping n'exigeait pas spécifiquement des exportateurs qu'ils présentent des pièces justificatives pour la description du produit. Le Groupe spécial est invité à se reporter aux pages 19 et 21 de la pièce n° 22 du Brésil, où figurent les instructions à suivre pour remplir le questionnaire adressé au producteur/à l'exportateur.[21] Il ressort de ces instructions générales qu'elles ne comportaient pas de renseignements suffisants quant aux pièces justificatives précises qui étaient attendues des exportateurs. De plus, le fait que l'autorité n'ait jamais demandé d'éclaircissements ou de pièces justificatives à propos des renseignements communiqués par les exportateurs permettait de penser que les renseignements communiqués seraient acceptés. En ce sens, l'autorité n'a jamais fait connaître aux exportateurs que les renseignements se rapportant à la description du produit qu'ils avaient communiqués étaient insuffisants ou inacceptables. Ce faisant, l'autorité a agi de manière incompatible avec le paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord.

Allégation n° 20

76. En ce qui concerne la question n° 43, veuillez indiquer précisément quelles données relatives à la valeur normale il a été demandé à CATARINENSE de fournir. Veuillez préciser le(s) document(s) dans lequel/lesquels la demande a été formulée. En outre, pour quelle période a-t-il été demandé à CATARINENSE de fournir les données pertinentes relatives à la valeur normale?

Réponse de l'Argentine

Les renseignements que l'entreprise CATARINENSE a été invitée à fournir sont ceux qui ont été demandés par la note n° 273-001065/99 de la DCD jointe par le Brésil à titre de pièce n° 13 et où on peut constater que ces renseignements concernaient la période 1998-janvier 1999. À cet égard, il ne faut pas perdre de vue qu'indépendamment des documents demandés et au moyen de la dernière note envoyée par l'autorité chargée de la mise en œuvre – note n° 273-001321/99 de la DCD jointe par le Brésil à titre de pièce n° 27 –, il a été rappelé aux entreprises qu'elles devaient se conformer aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives, particulièrement en ce qui concerne l'attestation confirmant qu'elles sont dotées de la personnalité juridique, condition fondamentale à remplir pour qu'une partie puisse être prise en considération dans une enquête.

Observations du Brésil

Aucune observation.

77. En ce qui concerne les données relatives à la valeur normale de CATARINENSE, l'Argentine affirme qu'elles ont été présentées sous une forme agrégée. Cependant, il est

[21] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 73.

apparemment indiqué à la section VII.3.2 de la détermination finale de l'existence d'un dumping que CATARINENSE avait communiqué des renseignements sur les ventes faites sur le marché intérieur correspondant à 1998 et janvier 1999 désagrégées par transaction. Veuillez présenter des observations.

Réponse de l'Argentine

Comme cela est indiqué, la section VII.3.2 du Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping comporte, au folio 3023, un renvoi à l'Annexe VIII: "Ventes effectuées sur le marché intérieur en 1998 et janvier 1999, désagrégées par transaction." En ce qui concerne la valeur normale pendant la période pour laquelle ce renseignement a été demandé, CATARINENSE a donc bien fait parvenir une liste des ventes sur le marché intérieur, mais sans fournir aucune pièce justificative ni aucun support informatisé. Enfin, l'Argentine répète que CATARINENSE n'a jamais présenté aucune attestation confirmant qu'elle est dotée de la personnalité juridique malgré la demande qui lui a été faite par la note 273-001321/99 de la DCD.

À la section VIII.1.3.3.5, folios 3053 et 3054, du Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping, il est dit que les valeurs reportées sur le folio 3054 découlent des renseignements fournis sous forme agrégée par l'entreprise exportatrice dans les Annexes V et VI du questionnaire à l'exportateur et qu'elles se rapportent à une période plus longue que celle indiquée dans sa demande par l'autorité chargée de la mise en œuvre. Les valeurs détaillées du tableau du folio 3054 découlent donc du traitement des données des Annexes V et VI. Comme cela est indiqué dans les notes de bas de page des Annexes V et VI, les renseignements relatifs à l'année 1999 ont été recueillis jusqu'en septembre. Un exemplaire des Annexes V et VI, telles qu'elles ont été présentées par CATARINENSE, est joint en tant qu'Annexe LXIV de l'Argentine.

Observations du Brésil

L'Argentine confirme que l'exportateur brésilien CATARINENSE a communiqué des renseignements concernant les ventes effectuées sur le marché intérieur en 1998 et janvier 1999, désagrégés par transaction.[22] Nous rappelons que CATARINENSE n'a été avisée de l'enquête et de la nécessité de répondre au questionnaire relatif au dumping que le 15 septembre 1999.[23] Bien qu'elle n'ait été avisée de l'enquête que près de huit mois après son ouverture, CATARINENSE a néanmoins fourni une réponse au questionnaire comportant des renseignements complets sur les ventes à destination de l'Argentine, désagrégées par transaction, accompagnées de pièces justificatives, ainsi que des renseignements complets sur les ventes sur le marché brésilien, désagrégées par transaction, non accompagnées de pièces justificatives.[24] À cet égard, l'autorité argentine n'a jamais demandé de pièces justificatives pour les ventes de CATARINENSE sur le marché intérieur, et n'a pas demandé que les renseignements soient fournis sur disquette. De plus, l'autorité n'a jamais retenu un certain nombre de transactions précises sur le marché intérieur, pour lesquelles CATARINENSE devrait fournir les pièces justificatives correspondantes, comme elle l'a fait pour d'autres exportateurs.

Pendant l'enquête, CATARINENSE a communiqué des renseignements complets concernant la valeur normale et le prix à l'exportation qui auraient dû être utilisés par l'autorité pour déterminer la marge de dumping individuelle de l'exportateur.

78. Veuillez présenter des observations sur les deux premières phrases du paragraphe 53 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

---

[22] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 77.

[23] Pièce n° 13 du Brésil.

[24] Page 39 de la pièce n° 15 du Brésil.

Réponse de l'Argentine

En ce qui concerne les deux premières phrases du paragraphe 53, il n'y a aucune contradiction, contrairement à ce que prétend le Brésil, puisque l'Argentine a dit que les renseignements sur les prix à l'exportation ont été fournis, mais que la valeur normale n'ayant pu être déterminée pour les raisons déjà données, ces prix à l'exportation n'ont pu être pris en considération. À cet égard, l'Argentine disposait de renseignements officiels sur les prix à l'exportation des deux entreprises et ce sont ces données qui ont été utilisées pour la détermination finale.

Observations du Brésil

L'Argentine confirme que les renseignements relatifs aux prix à l'exportation communiqués par les exportateurs Frangosul et Catarinense étaient, en fait, accompagnés de pièces justificatives.[25] Elle allègue néanmoins que, n'ayant pas été en mesure de déterminer la valeur normale pour ces deux exportateurs, l'autorité n'a pas pu prendre en considération les renseignements relatifs aux prix à l'exportation communiqués par eux.[26] Nous n'acceptons pas la position de l'Argentine selon laquelle les renseignements relatifs à la valeur normale pour Frangosul et Catarinense ne pouvaient pas être établis. Toutefois, quand bien même cela serait vrai, cela ne change rien au fait que l'autorité aurait pu et aurait dû utiliser les renseignements relatifs aux prix à l'exportation fournis par Frangosul et Catarinense et calculer une marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs. En ce sens, nous rappelons au Groupe spécial que même si l'autorité argentine n'a pas pris en considération les renseignements relatifs aux prix à l'exportation communiqués par les exportateurs Sadia et Avipal, elle a néanmoins calculé une marge de dumping individuelle pour ces deux entreprises. Selon nous, l'autorité argentine aurait dû procéder de la même manière s'agissant de Frangosul et de Catarinense. Le fait que l'autorité ne dispose pas de renseignements relatifs à la valeur normale ou au prix à l'exportation pour un certain exportateur ne dégage pas cette autorité de l'obligation qui lui incombe en vertu de l'article 6.10 de calculer une marge de dumping individuelle pour cet exportateur.

Il est vrai que l'Argentine disposait de renseignements officiels sur les prix à l'exportation concernant Frangosul et Catarinense.[27] Toutefois, il n'est **pas** vrai que l'autorité ait utilisé ces renseignements dans la détermination finale. Dans la détermination finale, l'autorité argentine a ignoré les prix à l'exportation communiqués par les exportateurs Sadia, Avipal, Nicolini et Seara et a appliqué pour ces exportateurs la moyenne pondérée individuelle des prix à l'exportation communiquée par l'organisme argentin *Ganaderia*.[28] Dans le cas de Frangosul et de Catarinense, en revanche, outre que l'autorité a aussi ignoré les prix à l'exportation communiqués par ces exportateurs, elle n'a pas utilisé la moyenne pondérée individuelle des prix à l'exportation communiquée par *Ganaderia*.[29] N'ayant pas calculé de marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense, elle a utilisé comme prix à l'exportation pour ces deux exportateurs une moyenne pondérée des prix à l'exportation f.a.b. de 0,95992 dollar EU, qui prenait en compte la moyenne pondérée des prix à l'exportation de tous les autres exportateurs dont la participation à l'enquête était faible, voire nulle.[30] Ce prix à l'exportation de 0,95992 dollar EU était inférieur à la moyenne pondérée individuelle des prix à l'exportation communiquée par *Ganaderia* pour Frangosul (1,0407 dollar EU) et Catarinense (1,0048 dollar EU).[31] Si l'autorité avait utilisé cette moyenne pondérée individuelle des prix à l'exportation au lieu de la moyenne pondérée des prix à l'exportation de tous les autres exportateurs, il

[25] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 78.
[26] *Id.*
[27] *Id.*
[28] Pages 76 et 77 de la pièce n° 15 du Brésil.
[29] *Id.*
[30] Page 103 et dernière page de la pièce n° 15 du Brésil.
[31] Pages 76 et 77 de la pièce n° 15 du Brésil.

y aurait eu une marge de dumping négative pour Frangosul et une marge de dumping de 3,35 pour cent pour Catarinense.

Nous insistons, toutefois, sur le fait que Frangosul et Catarinense **ont bien** fourni les renseignements relatifs aux prix à l'exportation requis accompagnés de pièces justificatives et que l'autorité aurait dû utiliser ces renseignements pour calculer la marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs.

Allégation n° 21

79. Il semblerait, au vu du paragraphe 185 de la première communication écrite de l'Argentine, que les parties ont été informées des "faits essentiels" au moyen du Rapport sur les actions entreprises du 4 janvier 2002. L'Argentine pourrait-elle confirmer qu'il s'agit du seul instrument versé au dossier de l'enquête au moyen duquel l'autorité chargée de l'enquête a informé les parties intéressées des "faits essentiels"?

Réponse de l'Argentine

Oui, le Rapport sur les actions entreprises est le document au moyen duquel l'autorité chargée de l'enquête a informé les parties intéressées des faits essentiels. À cet égard, l'Argentine réaffirme ce qu'elle a dit au paragraphe 185 de sa première communication écrite.

Observations du Brésil

Aucune observation.

80. Le Groupe spécial note la réponse de l'Argentine à la question n° 47 a). À titre complémentaire, le Groupe spécial apprécierait que l'Argentine puisse répondre aux questions ci-après:

1) Dans l'enquête en cause, quels étaient les "faits essentiels" dont l'autorité chargée de l'enquête avait informé les parties intéressées?

2) Où, le cas échéant, les renseignements mentionnés aux paragraphes 340 à 350 de la première communication écrite du Brésil et au paragraphe 87 de la deuxième communication écrite du Brésil peuvent-ils être trouvés?

Lorsqu'elle répondra à ces questions, il est demandé à l'Argentine d'indiquer avec précision le numéro de paragraphe ou de page où figurent les renseignements dans le dossier de l'enquête, le cas échéant, et de fournir un exemplaire des documents pertinents.

Réponse de l'Argentine

Les faits essentiels sont ceux dont il est question tout au long du Rapport sur les actions entreprises du 4 janvier 2000 (folio 2757).

Toutefois, et afin de donner des précisions sur la valeur normale et le prix à l'exportation, on peut citer à titre d'exemple la section VIII.1 et VIII.1.3.3 de ce rapport qui explique la méthode à laquelle a eu recours Sadia pour le calcul de la valeur normale. De même, il convient de se reporter pour AVIPAL à la section VIII.1.3.3.2 où des détails sont donnés sur les renseignements utilisés et la méthode appliquée pour le calcul de la valeur normale en ce qui concerne cette entreprise. Ces indications sont également fournies pour l'entreprise NICOLINI (folios 2819 et 2820) et pour l'entreprise SEARA (folio 2821).

Par conséquent, ce qu'a dit le Brésil aux paragraphes 340 à 350 de sa première communication écrite ne correspond pas à la réalité puisque d'amples possibilités d'exprimer leur point de vue sur les faits essentiels que l'autorité examinerait pour le calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation ont été ménagées aux parties intéressées.

En ce qui concerne l'exemplaire du Rapport sur les faits essentiels, voir la pièce n° 28 du Brésil.

Observations du Brésil

Le Brésil estime que dans sa réponse à la question n° 80 2), l'Argentine n'a pas indiqué avec précision où se trouvent dans le rapport précédant la détermination finale (pièce n° 28 du Brésil) les renseignements visés aux paragraphes 340 à 350 de la première communication écrite du Brésil et au paragraphe 87 de la deuxième communication écrite du Brésil.

Allégation n° 23

81. Au paragraphe 73 de sa deuxième communication, l'Argentine laisse entendre que l'exportateur avait d'amples possibilités d'informer la DCD des éventuels ajustements qu'il fallait effectuer lorsqu'il a présenté les factures que la DCD avait demandées. Pourquoi Sadia aurait-elle dû demander un ajustement au titre du fret lorsqu'elle a présenté ses factures si elle avait déjà demandé cet ajustement dans ses réponses au questionnaire?

Réponse de l'Argentine

L'Argentine réaffirme ce qu'elle a dit aux paragraphes 210 et 211 de sa première communication écrite. En fait, SADIA a répondu au point du questionnaire concernant le transport interne, mais n'a jamais présenté à ce sujet de pièces justificatives. Et les factures présentées ne donnent aucune indication sur le pourcentage et/ou le montant de l'ajustement à effectuer.

En d'autres termes, si SADIA a indiqué dans l'Annexe X une valeur en dollars par tonne à déduire au titre du fret et l'a également fait dans l'Annexe VIII – Ventes sur le marché intérieur – ces valeurs ont été présentées pour une année sans aucune pièce justificative qui aurait permis à l'autorité de vérifier si elles correspondaient à la réalité et, ainsi, d'effectuer ledit ajustement.

Est jointe à cet égard une "*nota fiscal*" (certificat d'imposition) de SADIA montrant clairement que la case relative au coût du transport ne contient l'indication d'aucun montant. Et c'est le chiffre "1" correspondant à "*emitente*" qui apparaît dans la case "*frete por conta*".

Les pièces justificatives dont il s'agit en l'occurrence auraient été par exemple un contrat de SADIA avec une entreprise de transport ou d'autres documents de l'entreprise indiquant de manière fiable le montant à déduire au titre du fret. Mais il convient de souligner que les "*notas fiscales*", où ne figurait pas le montant indicatif de l'ajustement demandé, ont été les seules pièces justificatives communiquées.

Une photocopie de facture ainsi qu'une photocopie des Annexes VIII et X du questionnaire à l'exportateur sont jointes en tant qu'Annexe LXV de l'Argentine.

Observations du Brésil

Aucune observation.

82. L'Argentine a affirmé qu'elle n'avait pas donné suite à la demande d'ajustement au titre du fret formulée par SADIA parce que celle-ci n'avait pas étayé sa demande par des éléments de

preuve documentaires. Veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a exposé le motif du rejet de la demande de Sadia dans sa détermination finale, ou dans tout autre document établi par l'autorité chargée de l'enquête au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse de l'Argentine

L'explication dont il s'agit est donnée à la section VIII.1.3.3.1 du Rapport sur les actions entreprises. À ce sujet, la DCD a indiqué de façon détaillée dans ce rapport quels renseignements elle retiendrait pour la détermination de la valeur normale, et l'ajustement au titre du fret n'y était pas mentionné.

Observations du Brésil

Nous demandons au Groupe spécial d'examiner la section VIII.1.3.3.1 du rapport précédant la détermination finale[32] et la section VIII.1.3.3.1 de la détermination finale de l'existence d'un dumping[33], pour s'assurer que l'autorité chargée de l'enquête n'a **pas** exposé le motif du rejet de la demande d'ajustement au titre du fret formulée par Sadia.

Allégation n° 22

83. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 59 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse de l'Argentine

Tout d'abord, en ce qui concerne ce que dit le Brésil quant à la raison pour laquelle l'autorité n'a pas procédé de la même manière avec CATARINENSE et avec FRANGOSUL, il faut préciser que CATARINENSE n'a jamais fourni d'attestation confirmant qu'elle est dotée de la personnalité juridique, c'est-à-dire qu'elle ne s'est pas conformée à une prescription essentielle à laquelle doit satisfaire toute partie intéressée désireuse de participer à l'enquête, conformément aux exigences de la Loi nationale sur les procédures administratives – Loi n° 19.549 -, qui, en vertu de l'article 76 du Décret n° 2121/94, s'applique à titre supplétoire aux procédures d'enquête.

Il convient de rappeler que cette loi a été notifiée au Comité antidumping de l'OMC en son temps. C'est pourquoi, dans la dernière note adressée à CATARINENSE, qui figure dans la pièce n° 27 du Brésil, il lui a été indiqué qu'elle devait se conformer aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives. Néanmoins, cette entreprise exportatrice a persisté à ne verser au dossier aucune communication et, comme l'Argentine l'a déjà fait observer, n'a pas fourni l'attestation requise.

Par ailleurs, en ce qui concerne FRANGOSUL, il convient de souligner que malgré les prorogations successives qui lui ont été accordées et les nombreuses demandes de renseignements qui lui ont été adressées par l'autorité chargée de la mise en œuvre – comme le montre le tableau récapitulatif concernant cette entreprise, qui a été joint pour le Groupe spécial aux réponses de l'Argentine aux questions posées après la première réunion – aucun des renseignements liés aux ventes sur le marché intérieur dont l'autorité aurait eu besoin aux fins de la détermination individuelle de la marge de dumping n'a été fourni.

[32] Pages 58 à 62 de la pièce n° 28 du Brésil.
[33] Pages 59 à 63 de la pièce n° 15 du Brésil.

À cet égard, il est rappelé que, comme cela ressort du tableau récapitulatif concernant l'exportateur FRANGOSUL, l'autorité chargée de la mise en œuvre, par ses notes n° 273-001181/99 du 12 octobre 1999 et n° 273-001412/99 du 18 novembre 1999, a demandé pour la dernière fois à cette entreprise de lui communiquer les listes des ventes sur le marché intérieur. Dans la seconde de ces notes, un délai n'excédant pas cinq jours lui a été accordé pour ce faire. Il s'agissait, en fixant ce délai, de laisser à l'autorité chargée de la mise en œuvre suffisamment de temps pour analyser et traiter les renseignements reçus.

Toutefois, FRANGOSUL, après expiration du délai accordé pour la communication des renseignements, a présenté, uniquement sur support électronique (disquette) la liste des "*notas fiscales*". Cette entreprise n'a donc pas fourni la copie papier de la liste requise par la Loi nationale sur les procédures administratives. Cette loi est appliquée à titre supplétoire aux procédures antidumping, conformément aux dispositions de l'article 76 du Décret n° 2121/94.

Pour que tout soit bien clair, les articles 7 et 15 du Décret n° 1759/72, qui constitue le règlement d'application de cette loi, sont cités ci-après.

> "*Article 7 – La désignation d'un dossier lors de son ouverture est maintenue tout au long des procédures successives, quels que soient les organismes qui y participent. Toutes les unités sont tenues de fournir des renseignements tirés d'un dossier en se référant à cette désignation initiale.*
>
> *La page de titre indique l'organe qui a la responsabilité principale de la procédure et le délai dans lequel l'affaire doit être réglée.*"
>
> "*Article 15 – Les pièces sont dactylographiées ou écrites lisiblement, à l'encre, dans la langue nationale ... Les conclusions sont résumées dans la partie supérieure de la page. Les pièces sont signées par les intéressés, leurs représentants légaux ou leurs fondés de pouvoir. À la seule exception de la pièce par laquelle est engagée une procédure, la désignation du dossier correspondant figure obligatoirement dans l'en-tête et, lorsqu'il y a lieu, la représentation exercée est indiquée avec précision ...*"

En Argentine, les procédures administratives sont écrites.

Encore une fois, l'Argentine tient à appeler l'attention du Groupe spécial sur les nombreuses demandes faites par l'autorité chargée de la mise en œuvre aux entreprises exportatrices au sujet des pièces qu'elles devaient présenter. À cet égard, elle reste à disposition du Groupe spécial pour lui fournir tous les documents qu'il jugerait pertinents.

Observations du Brésil

La réponse de l'Argentine appelle l'observation ci-après. Nous estimons que l'Argentine n'a pas répondu à la question du Groupe spécial, qui lui demandait de présenter des observations sur le paragraphe 59 de la deuxième déclaration orale du Brésil. Le paragraphe 59 est libellé comme suit:

> "*Nous signalons au Groupe spécial que même si l'autorité chargée de l'enquête a également fait abstraction des renseignements sur les prix à l'exportation fournis par les exportateurs Sadia et Avipal, l'autorité chargée de l'enquête a calculé des marges de dumping individuelles pour ces deux sociétés. Le Brésil ne voit pas pourquoi l'autorité a décidé d'agir différemment dans le cas des renseignements fournis par Frangosul et Catarinense.*"

Nous avons déjà établi, et l'Argentine confirme, que les renseignements concernant les prix à l'exportation communiqués par Frangosul et Catarinense étaient complets et accompagnés de pièces

justificatives. L'autorité aurait pu et aurait dû utiliser ces renseignements pour établir les données relatives aux prix à l'exportation en ce qui concerne les deux exportateurs. Selon nous, l'autorité aurait aussi dû utiliser les renseignements relatifs à la valeur normale communiqués par Frangosul et Catarinense pendant l'enquête. Toutefois, même si l'autorité pouvait à bon droit faire abstraction des renseignements relatifs à la valeur normale en ce qui concerne ces deux exportateurs, ce qui n'est pas le cas, elle aurait néanmoins pu déterminer pour eux une marge de dumping individuelle. C'est exactement ce qu'elle a fait en ce qui concerne les exportateurs Sadia et Avipal. Ayant accepté les renseignements relatifs à la valeur normale et rejeté les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par eux, l'autorité a néanmoins calculé des marges de dumping individuelles pour Sadia et Avipal. L'Argentine n'a **pas** expliqué pourquoi l'autorité a agi différemment dans le cas de Frangosul et de Catarinense.

Le Groupe spécial devrait noter que c'est la première fois dans la présente procédure que l'Argentine expose l'argument selon lequel l'autorité chargée de l'enquête n'a pas accepté les renseignements communiqués par Catarinense parce que cette entreprise n'a pas établi la preuve de sa personnalité juridique. Nous faisons observer que nulle part dans le rapport précédant la détermination finale[34] ou dans la détermination finale[35] l'autorité ne donne cette explication comme motif du rejet des renseignements communiqués par Catarinense.

Allégation n° 24

84. En ce qui concerne l'allégation n° 24, veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a donné les motifs pour lesquels elle n'a pas procédé aux divers ajustements des données de la JOX relatives aux prix intérieurs, soit dans sa détermination finale, soit dans tout autre document qu'elle a établi au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse de l'Argentine

Les circonstances dans lesquelles a été faite la demande de renseignements adressée par l'autorité chargée de la mise en œuvre au Président de la publication de la JOX sont exposées au folio 3040 du Rapport sur la détermination finale (section VIII.1.3).

Observations du Brésil

Dans sa réponse à la question du Groupe spécial, l'Argentine renvoie à la section VIII.1.3 de la détermination finale[36], dans laquelle l'autorité chargée de l'enquête est censée donner les motifs pour lesquels elle n'a pas procédé aux divers ajustements des données de la JOX relatives aux prix intérieurs. Nous faisons observer que le passage visé par l'Argentine indique simplement que l'autorité argentine a demandé à la JOX, le 25 juin 1999 et le 27 juillet 1999, de donner une explication des taxes incluses dans les prix publiés ainsi que des conditions générales auxquelles les prix étaient assujettis. Dans ce passage, il est indiqué en outre que le 28 juillet 1999 et le 3 août 1999, la JOX a présenté les renseignements demandés en portugais. Le Groupe spécial voudra bien noter que dans la détermination finale, l'autorité chargée de l'enquête n'a **pas** indiqué que les divers ajustements indiqués par la JOX ne seraient pas apportés aux données relatives aux prix intérieurs, et n'a pas non plus donné les motifs pour lesquels elle ne procéderait pas à de tels ajustements.

85. L'autorité chargée de l'enquête a-t-elle demandé à la JOX de fournir une traduction en espagnol de sa lettre du 3 août 1999 par laquelle la JOX avait donné des renseignements en

[34] Pièce n° 28 du Brésil.
[35] Pièce n° 15 du Brésil.
[36] Page 56 de la pièce n° 15 Brésil.

portugais? Dans l'affirmative, veuillez fournir un exemplaire du document contenant cette demande.

Réponse de l'Argentine

La traduction n'a pas été demandée parce qu'il a été présumé que les parties participant à la procédure antidumping, à laquelle s'applique la Loi nationale sur les procédures administratives à titre supplétoire, connaissent les prescriptions de celle-ci.

Observations du Brésil

L'Argentine confirme que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas demandé à la JOX de fournir une traduction en espagnol de sa lettre du 3 août 1999.[37] L'Argentine justifie le fait que l'autorité n'a pas demandé de traduction en indiquant que les parties participant à une procédure antidumping connaissent les prescriptions auxquelles il faut satisfaire pour présenter de tels renseignements.[38]

À propos de la justification donnée par l'Argentine, nous rappelons au Groupe spécial ce qui suit. Premièrement, les renseignements communiqués par la JOX l'ont été à la suite d'une demande émanant de l'autorité chargée de l'enquête, et non des exportateurs brésiliens ou du requérant. Il est important que le Groupe spécial note que la JOX est une entité privée, sans lien avec le gouvernement brésilien ou avec aucun des exportateurs brésiliens faisant l'objet de l'enquête. Ainsi, selon la définition des "parties intéressées" figurant à l'article 6.11 de l'Accord, la JOX ne remplissait pas les conditions requises pour être une partie intéressée à la procédure d'enquête, et n'était nullement tenue de répondre aux autorités argentines ni, à plus forte raison, de fournir une traduction en espagnol de sa réponse. Deuxièmement, même après que la JOX eut communiqué des renseignements quant aux divers ajustements à apporter aux prix intérieurs publiés par elle, l'autorité n'en a toujours pas demandé la traduction. Nous faisons observer que l'autorité aurait pu et aurait dû demander la traduction ou traduire les renseignements elle-même. Le Brésil estime que si l'autorité argentine avait décidé d'utiliser les renseignements fournis par la JOX pour établir la valeur normale en ce qui concernait tous les autres exportateurs, elle aurait dû prendre en considération l'explication donnée par la JOX quant aux taxes, à la charge financière, à la commission sur les ventes et au fret relatifs aux prix publiés. Troisièmement, en vertu de l'article 2.4 de l'Accord, procéder à l'ajustement requis dans une comparaison équitable est, pour l'autorité chargée de l'enquête, une obligation. Si l'autorité sait qu'il y a, entre le prix à l'exportation et la valeur normale, des différences qui influent sur la comparabilité des prix, elle est tenue de procéder à cet ajustement. Dès lors que la JOX indiquait que les prix intérieurs qu'elle publiait comprenaient les taxes, le coût financier, la commission sur les ventes et le fret, l'autorité avait l'obligation de procéder à ces ajustements.

86. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 68 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse de l'Argentine

Nous sommes d'accord avec le Brésil, du point de vue théorique, pour considérer qu'afin de procéder à une comparaison équitable, tous les ajustements appropriés doivent être effectués aussi bien pour la valeur normale que pour le prix à l'exportation.

Toutefois, en l'espèce, en ce qui concerne la publication de la JOX, les renseignements qui auraient permis d'effectuer certains des ajustements que mentionne le Brésil n'étaient pas conformes aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives (Loi n° 19.549) selon laquelle

[37] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 85.

[38] *Id.*

les documents rédigés en langue étrangère doivent être traduits en espagnol par un traducteur agréé conformément à l'article 28 du Décret n° 1759/72 réglementant l'application de cette loi.

Observations du Brésil

Apparemment, l'Argentine s'associe au Brésil pour reconnaître qu'afin de procéder à une comparaison équitable, il convient d'apporter à la valeur normale et au prix à l'exportation tous les ajustements nécessaires.[39] Toutefois, l'Argentine ne présente pas d'observations sur le paragraphe 68 de la deuxième déclaration orale du Brésil, dans laquelle nous avons expliqué pourquoi l'autorité aurait dû, au moins, ajuster la valeur normale pour exclure les taxes et la charge financière inclus dans les prix publiés par la JOX afin de procéder à une comparaison équitable. Un exposé plus détaillé des raisons pour lesquelles l'autorité aurait dû exclure les taxes et la charge financière des prix intérieurs publiés par la JOX se trouve dans notre réponse aux questions posées par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.[40]

Allégation n° 32

87. Veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a expliqué pourquoi elle avait examiné les données de 1999 seulement pour certains facteurs relatifs au dommage et pas pour d'autres, soit dans sa détermination finale, soit dans tout autre document qu'elle a établi au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse de l'Argentine

Dans l'Acte n° 576 du 23 décembre 1999 qui figure dans le dossier CNCE n° 43/1997 (folio 7313), à la section V ("Situation de la branche de production nationale"), deuxième alinéa, première à sixième lignes, il est indiqué clairement que:

> "La "période visée par l'analyse" va de janvier 1996 à décembre 1998. Pour certaines variables, comme la production nationale, les prix, les importations, les exportations nationales et la consommation apparente, des données relatives au premier semestre de 1999 ont été incluses. Les données relatives à l'année 1995 ont été présentées à titre de référence. Les variations du premier semestre de 1999 sont à rapprocher de celles de la même période de l'année précédente." (non souligné dans l'original)

Toutefois, l'Argentine répète les déclarations qu'elle a faites dans ses deux communications antérieures et, pour une meilleure compréhension du contexte global, sa réponse selon laquelle:

> "Tout d'abord, il n'y a pas d'obligation d'analyser un indicateur en dehors de la période fixée par les autorités comme période couverte par l'enquête.
>
> Conformément à la pratique internationale suivie dans certains pays, l'Argentine a examiné un certain nombre de variables publiquement accessibles pour confirmer les tendances observées au cours de la période couverte par l'enquête. S'il fallait chercher à actualiser constamment tous les indicateurs au cours de l'enquête, comme le Brésil semble le suggérer en l'espèce, l'enquête ne s'achèverait jamais. Tel n'est pas, répétons-le, l'objectif de l'Accord antidumping, ni la pratique des pays qui, comme l'Argentine, examinent certains indicateurs pertinents à titre de référence."

[39] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 86.

[40] Réponse du Brésil aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 93.

Il convient de préciser que la détermination de l'existence d'une menace de dommage s'est fondée sur la période allant de janvier 1996 à décembre 1998, les autres données ayant été utilisées à titre de référence comme cela a été indiqué dans les réponses antérieures et dans l'Acte en question.

Observations du Brésil

Dans sa réponse à la question du Groupe spécial, l'Argentine n'indique pas où l'autorité chargée de l'enquête a expliqué pourquoi elle avait examiné les données de 1999 seulement pour certains facteurs relatifs au dommage et pas pour d'autres. Dans le passage mentionné par l'Argentine, il est clairement indiqué que les données correspondant à l'année 1995 sont utilisées à titre de référence.[41] Toutefois, il n'est **pas** indiqué dans le même passage que les données correspondant au premier semestre de 1999 ont été utilisées à titre de référence. Ce qu'indique ce passage, c'est que les données relatives aux variables production nationale, prix, importations, exportations nationales et consommation apparente correspondant au premier semestre de 1999 ont été incluses[42] dans la période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage. Si l'autorité s'était proposée de n'utiliser les données relatives au premier semestre de 1999 qu'à titre de référence, elle l'aurait clairement indiqué dans la détermination finale, comme elle l'a fait pour les données relatives à l'année 1995. Dans la présente enquête, l'autorité argentine a retenu une certaine période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage en ce qui concerne les facteurs production, prix, importations, exportations et consommation apparente, et une autre période pour l'analyse relative à l'existence d'un dommage en ce qui concerne les autres facteurs énumérés à l'article 3.4.

Allégation n° 38

88. Veuillez indiquer précisément comment le tableau 16 de l'Acte n° 576 (paragraphe 292 de la première communication écrite de l'Argentine) constitue une évaluation des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Veuillez fournir une explication plus détaillée que celle qui figure au paragraphe 74 de la deuxième déclaration orale de l'Argentine.

Réponse de l'Argentine

Le tableau 16 du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, qui fait partie intégrante de l'Acte n° 576, indique la recette moyenne par vente de kg de volaille éviscérée, fraîche ou réfrigérée, et les prix relatifs du produit comparable, pour ce qui est de l'ensemble des produits industriels et de la viande de bœuf, représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, quartiers d'arrière-trains et de devant.

À cet égard, la comparaison concernant l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés est fondée sur la nécessité de déterminer si le prix du produit en question suivait la même tendance que les autres produits manufacturés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le deuxième indice, l'Argentine est traditionnellement consommatrice de viande rouge et c'est pourquoi il a été jugé pertinent d'utiliser cet indice pour analyser les effets que ses variations pourraient avoir sur la viande de volaille, à partir d'un certain degré de substitution entre la viande de bœuf et la viande de volaille.

[41] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 87 et page 9 de la pièce n° 14 du Brésil.

[42] *Id.*

Ainsi qu'il ressort du tableau, l'évolution des deux prix relatifs analysés a été identique à celle des recettes moyennes provenant des ventes du produit en question, bien que dans le cas du prix correspondant à la moyenne simple des prix de la viande de bœuf, les variations annuelles fassent apparaître une diminution plus forte qu'en 1998 à la suite de l'augmentation du prix de la viande de bœuf enregistrée cette année-là. En fait comme cela est indiqué dans le chapitre relatif au marché du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, section VI.5 (Évolution récente du marché), folio 7371, troisième alinéa: "En 1998 on a observé un nouvel accroissement de la demande de viande de volaille résultant de l'effet de substitution consécutif aux fortes hausses du prix de la viande de bœuf, qui a atteint un pic au milieu de l'année. Aucune baisse de la consommation de viande de volaille n'a été enregistrée à la suite de la chute ultérieure du prix de la viande de bœuf, le marché percevant le prix de la viande de volaille comme si faible qu'il va même jusqu'à tirer vers le bas celui de la viande de bœuf."

Par conséquent, l'article 3.4 a été manifestement pris en considération en ce qui concerne la disposition selon laquelle "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les ... facteurs qui influent sur les prix intérieurs ..."

Observations du Brésil

Aucune observation.

89. En ce qui concerne la réponse de l'Argentine à la question n° 59 relative au paragraphe 80 de la première déclaration orale du Brésil, veuillez fournir des citations exactes (par exemple, n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) pour les divers extraits de l'Acte n° 576.

Réponse de l'Argentine

En ce qui concerne les citations visées au paragraphe 80:

- La citation "Un exercice économétrique a montré que pour la période allant de janvier 1995 à juin 1999, le prix du produit sur le marché intérieur a été fonction du volume des importations du mois précédent, du prix du produit importé et du prix de la viande de bœuf. L'inclusion du prix du maïs dans le modèle en question n'a pas donné de résultats satisfaisants, ce qui indique que l'importante variabilité du prix des volailles entières vidées n'est pas liée à l'évolution du prix du maïs. Des tendances similaires ont néanmoins été observées pour les deux variables" figure dans la section VIII (CONDITIONS DE CONCURRENCE ENTRE LE PRODUIT SIMILAIRE ET LE PRODUIT IMPORTÉ), § 1, folio 7328, dernier alinéa et folio 7329, premier alinéa.

- La citation "la récession économique n'a pas particulièrement influé sur la consommation de volailles entières vidées, qui a continué de croître (en 1998, elle a augmenté de 14 pour cent)" figure dans la section VIII (CONDITIONS DE CONCURRENCE ENTRE LE PRODUIT SIMILAIRE ET LE PRODUIT IMPORTÉ), § 1, folio 7329, deuxième alinéa.

- La citation "... le prix des produits industriels pris dans leur ensemble et de la viande de bœuf – représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, morceaux découpés dans les quartiers

de devant et d'arrière-train – a évolué de la même façon que les recettes provenant des ventes susmentionnées, bien que dans le cas de la viande de bœuf, l'examen des variations annuelles ait fait apparaître une baisse plus forte en 1998 du fait de la majoration de son prix constatée cette année-là" figure dans la section V (ÉTAT DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE), folio 7318, dernier alinéa.

Observations du Brésil

Aucune observation.

Questions adressées aux deux parties

Allégation n° 21

95. Quels sont les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping? En particulier, les "faits essentiels" n'incluraient-ils que des faits ou bien aussi le raisonnement étayant une certaine conclusion?

Réponse de l'Argentine

Il s'agit des faits sur lesquels l'autorité chargée de la mise en œuvre fonde ses conclusions.

Observations du Brésil

Aucune observation.

96. Au paragraphe 8.229 de son rapport, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a constaté ce qui suit:

> **"Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives."**

Approuveriez-vous la considération qui précède? Veuillez préciser.

Réponse de l'Argentine

L'Argentine souscrit à la position prise par le Groupe spécial dans l'affaire Guatemala – Ciment II parce que la totalité du Rapport sur les actions entreprises a trait aux faits sur lesquels l'autorité se fondera pour prendre sa décision et que les parties intéressées en sont informées par l'autorité chargée de la mise en œuvre.

Observations du Brésil

L'Argentine affirme que tous les renseignements contenus dans le rapport établi avant la détermination finale (pièce n° 28 du Brésil) constituent les faits sur lesquels l'autorité se fondera pour prendre la décision d'imposer ou non des mesures définitives.[43] Nous ne souscrivons pas à cette déclaration. Le Groupe spécial devrait examiner attentivement la pièce n° 28 du Brésil pour s'assurer que l'autorité n'a **pas** indiqué explicitement quels faits étaient considérés comme "faits essentiels" sur

[43] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 96.

lesquels se fonderait sa décision d'imposer ou non des mesures définitives. De fait, ce que la pièce n° 28 du Brésil présente, c'est une récapitulation des renseignements communiqués par les différentes parties intéressées figurant dans les dossiers de l'enquête. Dès lors qu'elle n'a pas indiqué explicitement aux parties intéressées ce qu'étaient les "faits essentiels" à l'examen, l'autorité n'a pas donné aux exportateurs la possibilité de défendre leurs intérêts.

Allégation n° 22

97. Comment les parties interprètent-elles les termes "pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête" contenus dans la première phrase de l'article 6.10? De l'avis des parties, le membre de la première phrase de l'article 6.10 cité prescrit-il le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu de l'autorité chargée de l'enquête? Cela serait-il également le cas lorsqu'un exportateur connu ne communique pas les renseignements pertinents demandés par l'autorité chargée de l'enquête? Veuillez préciser.

Réponse de l'Argentine

En ce qui concerne la question n° 97, l'Argentine indique que la détermination individuelle de la marge de dumping par exportateur est subordonnée à la condition que l'exportateur soit connu et présente les documents nécessaires pour permettre cette détermination.

Observations du Brésil

Selon l'Argentine, pour que l'autorité détermine une marge de dumping individuelle, deux conditions sont requises: 1) que l'exportateur soit connu de l'autorité; et 2) que l'exportateur présente les documents nécessaires pour permettre le calcul de la marge individuelle.[44]

Nous devons faire observer que rien dans l'article 6.10 de l'Accord ne fait de la présentation des documents nécessaires par l'exportateur une condition requise pour que l'autorité détermine une marge de dumping individuelle. En vertu de l'article 6.10, l'autorité doit déterminer une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Or les exportateurs FRANGOSUL et CATARINENSE étaient des exportateurs/producteurs connus du produit visé par l'enquête. Les deux entreprises ont présenté pendant l'enquête des renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation, et les données relatives au prix à l'exportation communiquées par ces exportateurs étaient accompagnées de pièces justificatives. En conséquence, l'autorité avait l'obligation de déterminer une marge de dumping individuelle pour ces deux exportateurs.

Nous avons, néanmoins, soutenu aussi que le fait qu'un exportateur n'a pas présenté les renseignements pertinents ou appropriés pour établir la valeur normale ou le prix à l'exportation ne supprime pas l'obligation qui incombe à l'autorité en vertu de l'article 6.10 de déterminer une marge de dumping individuelle pour cet exportateur.[45] Si l'exportateur connu ne fournit pas les renseignements pertinents nécessaires pour calculer la valeur normale ou le prix à l'exportation, mais que l'autorité chargée de l'enquête ait néanmoins la possibilité d'obtenir des renseignements individuels pour cet exportateur, cette autorité reste tenue de calculer une marge de dumping individuelle. Nous soulignons qu'il y a une différence entre utiliser les données de fait disponibles, comme le prévoit l'article 6.8 de l'Accord, en ce qui concerne un exportateur donné et ne pas calculer la marge de dumping individuelle pour cet exportateur. Dans les cas où l'autorité ne dispose pas des

[44] Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, question n° 97.

[45] Réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, questions n° 90, 97 et 98.

renseignements pertinents concernant la valeur normale ou le prix à l'exportation et est autorisée à utiliser les données de fait disponibles, il se peut que les données de fait disponibles concernant un exportateur particulier soient différentes des données de fait disponibles concernant un autre exportateur. En conséquence, le calcul des marges individuelles pour ces deux exportateurs sera aussi différent.

98. De l'avis des parties, les constatations figurant aux paragraphes 6.86 à 6.101 (ces deux paragraphes inclus) du rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* seraient-elles applicables aux faits dans le présent différend? En particulier, la constatation du Groupe spécial ci-après serait-elle pertinente pour le différend en cours: "Le fondement de la détermination de la valeur normale n'a aucune incidence sur la possibilité de calculer une marge de dumping individuelle pour le producteur dont la valeur normale est en question?" L'absence de renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation ou le coût de production permettrait-elle automatiquement de ne pas calculer une marge de dumping individuelle conformément à l'article 6.10? Veuillez préciser en identifiant et en fournissant au Groupe spécial les justifications factuelles pertinentes.

Réponse

Elles ne s'appliquent pas en l'espèce étant donné que dans l'affaire Carreaux en céramique, l'autorité chargée de l'enquête a fait valoir qu'elle avait tenu compte, pour le calcul de la marge de dumping, de circonstances relatives aux "cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable ...". Autrement dit, les considérations sur lesquelles s'est fondé le Groupe spécial étaient liées au fait que les autorités argentines avaient décidé de déterminer la marge de dumping sur la base d'"un nombre raisonnable d'exportateurs en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique ... d'après les renseignements dont [les autorités] disposent au moment du choix ...". Ces constatations ne sont donc pas applicables à la présente affaire.

Observations du Brésil

Même si dans l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique* l'autorité argentine a calculé la marge de dumping en se fondant sur la deuxième phrase de l'article 6.10, qui limite l'examen par l'autorité à certains producteurs et exportateurs, le raisonnement du Groupe spécial concernant l'interprétation de l'article 6.10 est néanmoins correct et applicable en l'espèce.

En particulier, nous citons les passages ci-après de ce rapport:

> "*(...) L'article 9.4 prévoit que, lorsque les autorités auront limité leur examen au titre de l'article 6.10, le droit antidumping concernant les exportateurs ou les producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas un niveau déterminé sur la base des résultats de l'examen des exportateurs ou producteurs qui auront été visés par l'examen. Le fait que l'article 9.4 ne prévoit pas de méthode pour déterminer le niveau des droits applicables aux exportateurs ou aux producteurs qui sont visés par l'examen confirme à notre avis que la règle générale prescrivant le calcul de marges individuelles demeure applicable à ces exportateurs ou producteurs. Nous en trouvons une confirmation supplémentaire à l'article 6.10.2, qui prescrit qu'en règle générale, une marge de dumping individuelle soit calculée même pour les producteurs/exportateurs qui n'ont pas été initialement inclus dans l'échantillon, s'ils présentent les renseignements nécessaires et si cela ne complique pas indûment la tâche des autorités. Si même les producteurs qui n'ont pas été inclus dans l'échantillon initial sont fondés à bénéficier du calcul d'une marge individuelle, il s'ensuit que les producteurs qui ont été inclus dans cet échantillon le sont également. De fait, les parties semblent convenir que l'article 6.10 de l'Accord antidumping*

> *prescrit qu'en règle générale, une marge de dumping doit être déterminée pour chaque exportateur pour ce qui est du produit visé par l'enquête.*"[46] (pas d'italique dans l'original)

Ainsi, si le Groupe spécial chargé de l'affaire citée a conclu que les producteurs inclus ou non dans un échantillon, dans des situations où un échantillon était nécessaire, étaient fondés à bénéficier du calcul d'une marge individuelle, le présent Groupe spécial devrait aussi conclure qu'en l'espèce, les producteurs qui ont été visés par l'examen, dans des situations où un échantillon n'était pas nécessaire, étaient aussi fondés à bénéficier du calcul d'une telle marge.

[46] *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie*, 28 septembre 2001, WT/DS189/R, paragraphe 6.90 (rapport adopté le 5 novembre 2001) ("*Argentine – Carreaux en céramique*").

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU BRÉSIL

1 et 2. Les exportateurs brésiliens ont été informés de la période de collecte de données au stade de détermination préliminaire de l'enquête.

Comme on peut s'en assurer, l'autorité chargée de la mise en œuvre avait déjà indiqué, dans les annexes du Rapport sur la détermination préliminaire, que la période couverte par l'enquête serait celle de janvier 1998 à janvier 1999.

De toute évidence, toutes les entreprises exportatrices pouvaient savoir quelle était la période couverte par l'enquête examinée par l'autorité. Dans le cas d'AVIPAL, de SADIA et de FRANGOSUL, les demandes de documents adressées par la DCD donnaient des indications quant à la période qui serait analysée.

On peut se reporter aussi au tableau récapitulatif joint à titre de complément aux réponses de l'Argentine au questionnaire remis par le Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial avec les parties.

3. Pour déterminer la période couverte par l'enquête, l'autorité s'est fondée sur le principe selon lequel les renseignements à fournir devraient correspondre à une période aussi proche que possible de l'ouverture de l'enquête.

Observations du Brésil

Le Groupe spécial devrait noter que l'autorité argentine chargée de l'enquête n'a pas clairement et précisément établi dans la détermination préliminaire que la période de collecte de données aux fins du dumping était celle de janvier 1998 à la fin de janvier 1999.[47] Il est important de noter aussi que le 1er juin 1999, l'autorité chargée de l'enquête a adressé au requérant une lettre lui demandant de mettre à jour les renseignements concernant la valeur normale au Brésil pendant la période allant de janvier 1998 à la fin de janvier 1999.[48] Aucune lettre de ce genre n'a été envoyée par l'autorité aux exportateurs brésiliens avant la détermination préliminaire. En fait, dans la détermination préliminaire relative à l'existence d'un dumping, l'autorité chargée de l'enquête n'a utilisé aucun des renseignements concernant la valeur normale et le prix à l'exportation communiqués par les exportateurs brésiliens pour les années 1996 à 1999 incluse. C'est seulement le 12 octobre 1999 et le 18 octobre 1999 que cette autorité a envoyé à Avipal, FRANGOSUL, Sadia, Nicolini et Seara une lettre les invitant à fournir une liste des transactions et des factures relatives aux ventes effectuées sur le marché intérieur de janvier 1998 à la fin de janvier 1999. Neuf mois après l'ouverture de l'enquête et alors qu'une détermination préliminaire avait déjà été rendue, l'autorité a choisi de déterminer la période de collecte des données aux fins de l'enquête en matière de dumping et d'en informer les exportateurs brésiliens.

C'est aussi le 15 septembre 1999 seulement que l'autorité a envoyé aux exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Penabranca une lettre les avisant de l'enquête et les invitant à fournir des réponses au questionnaire.[49]

[47] Pièce n° 11 du Brésil.
[48] Page 10 de la pièce n° 11 du Brésil.
[49] Pièce n° 13 du Brésil.

Enfin, si l'autorité a déterminé la période visée par l'enquête de telle manière que les renseignements fournis correspondent à une période aussi proche que possible de l'ouverture de l'enquête, pourquoi a-t-elle demandé des renseignements relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation pour les années 1996 à 1999 incluse, et pourquoi n'a-t-elle pas déterminé la période visée par l'enquête dès que l'enquête a été ouverte?

ANNEXE B

Argentine

Table des matières		Page
Annexe B-1	Première communication écrite de l'Argentine	B-2
Annexe B-2	Première déclaration orale de l'Argentine	B-70
Annexe B-3	Deuxième communication écrite de l'Argentine	B-83
Annexe B-4	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Première réunion	B-98
Annexe B-5	Deuxième déclaration orale de l'Argentine	B-125
Annexe B-6	Réponses de l'Argentine aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	B-142
Annexe B-7	Réponses de l'Argentine aux questions du Brésil - Deuxième réunion	B-156
Annexe B-8	Observations de l'Argentine sur les réponses du Brésil aux questions du Groupe spécial - Deuxième réunion	B-158
Annexe B-9	Observations de l'Argentine sur la deuxième déclaration orale du Brésil	B-162

ANNEXE B-1

PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE l'ARGENTINE

(29 août 2002)

TABLE DES MATIÈRES

Page

INTRODUCTION B-4

I. CONTEXTE B-4

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES: RÈGLES ET PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC PERTINENTS ET APPLICABLES À LA PRÉSENTE PROCÉDURE B-5

II.1 CRITÈRE D'EXAMEN B-5
II.2 AUTRES PRINCIPES ET RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC APPLICABLES À L'AFFAIRE B-6
II.3 CONCLUSIONS DÉCOULANT DE LA PRÉSENTE SECTION B-9

III. ARGUMENTATION DE FOND B-9

III.1 OUVERTURE DE L'ENQUÊTE B-9
III.1.1 ALLÉGATIONS N° 1 ET 5: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.2 ..... B-9
III.1.2 ALLÉGATIONS N° 2, 4, 6 ET 8: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.3 ..... B-14
III.1.3 ALLÉGATION N° 9: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.7 ..... B-19
III.1.4 ALLÉGATIONS N° 3, 7 ET 31: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.8 ..... B-20
III.2 CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING – PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'AVIS AU PUBLIC B-22
III.2.1 ALLÉGATION N° 10: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.1 ..... B-22
III.2.2 ALLÉGATIONS N° 11 À 14: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6 ..... B-24
III.2.2.1 ALLÉGATION N° 11: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.1 ..... B-25
III.2.2.2 ALLÉGATION N° 12: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.2 ..... B-29
III.2.2.3 ALLÉGATION N° 13: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.2 ..... B-31
III.2.2.4 ALLÉGATION N° 14: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.3 ..... B-33
III.2.3 ALLÉGATIONS N° 15, 16, 17 ET 21: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 6.8 (ANNEXE II), 6.9 ET 12.2.2 ..... B-35
III.2.4 ALLÉGATIONS N° 18, 19, 20 ET 22: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 12.2.2, 68.8 (ANNEXE II) ET 6.10 ..... B-38

III.3 CONDUITE DE L'ENQUÊTE ET DÉTERMINATION FINALE B-44
III.3.1 ALLÉGATION N° 23: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4 ..... B-44
III.3.2 ALLÉGATION N° 24: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4 ..... B-46
III.3.3 ALLÉGATION N° 25: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4 ..... B-47
III.3.4 ALLÉGATION N° 26: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4 ..... B-49
III.3.5 ALLÉGATION N° 27: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4.2 ..... B-50
III.3.6 ALLÉGATIONS N° 32 ET 33: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.4, 3.5 ET 12.2.2 ..... B-51
III.3.7 ALLÉGATIONS N° 34, 35, 36 ET 37: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5 ..... B-54
III.3.8 ALLÉGATIONS N° 38, 39 ET 40: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4 ET 3.1 ET L'ARTICLE 12.2.2 ..... B-58
III.3.9 ALLÉGATION N° 41: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 4.1 ..... B-63
III.4 IMPOSITION ET RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING À LA SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING B-64
III.4.1 ALLÉGATIONS N° 28, 29 ET 30: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 9.2, 9.3 ET 12.2.2 ..... B-64

IV. CONCLUSIONS B-68

INTRODUCTION

Dans la présente communication, l'Argentine rejette la remise en cause par le Brésil de la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine sur la base de différents points de fait et de droit regroupés dans les deux principales sections de la Résolution, à savoir: la section II qui traite du critère d'examen et des règles et principes de droit international public applicables en l'espèce et la section III, qui réfute les arguments de fond contenus dans les 41 allégations présentées par le Brésil.

I. CONTEXTE

1. Le 21 juillet 2000, le Ministère de l'économie de la République argentine a promulgué la Résolution n° 574 qui imposait pour une période de trois ans des mesures antidumping définitives à l'importation de viande de volaille en provenance du Brésil relevant des lignes tarifaires 0207.11.00 et 0207.12.00 du tarif du MERCOSUR. La Résolution a été publiée le 24 juillet 2000 au Journal officiel de la République argentine.

2. Le 30 août 2000, ainsi qu'il est prévu à l'article 2 du Protocole de Brasilia, le Brésil a demandé à l'Argentine l'ouverture de négociations directes visant l'application de droits antidumping aux exportations de viande de volaille en provenance du Brésil (Résolution n° ME 574/00).

3. Le 24 janvier 2001, le Brésil a fait part de son intention d'engager la procédure d'arbitrage prévue à l'article 7 du Protocole de Brasilia.

4. Le 21 mai 2001, le différend a été réglé par une décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le *Différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine*). Conformément à l'article 22 du Protocole de Brasilia, après avoir rendu sa décision, le Tribunal arbitral en a publié une explication le 18 juin 2001.

5. Le 7 novembre 2001, la République fédérative du Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine au sujet de la Résolution n° ME 574/00 conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping), y compris l'article 17.4 de cet accord, et à l'article 19 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (Accord sur l'évaluation en douane).

6. Le 10 décembre 2001, des consultations ont été tenues à Genève entre les délégations des deux pays.

7. Le 25 février 2002, au titre de l'article XXII du GATT de 1994, de l'article 6 du Mémorandum d'accord et de l'article 17 de l'Accord antidumping, le gouvernement brésilien a demandé l'établissement d'un groupe spécial.

8. Le 17 avril 2002, l'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial chargé d'examiner les allégations du gouvernement brésilien. Le Groupe spécial a été constitué le 27 juin 2002.

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES: RÈGLES ET PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC PERTINENTS ET APPLICABLES À LA PRÉSENTE PROCÉDURE

II.1 CRITÈRE D'EXAMEN

9. La République argentine reconnaît qu'il existe un critère d'examen distinct[1] dans le cas de l'article 17.6 de l'Accord antidumping. Cela étant, la reconnaissance d'un critère différent ne peut être interprétée comme le fait d'admettre l'existence d'une présomption de mauvaise foi dans les relations internationales et encore moins comme habilitant le Brésil à formuler une accusation contre l'Argentine en se fondant sur cette présomption. Au contraire, le principe de la bonne foi "éclaire les dispositions de l'Accord antidumping ainsi que des autres accords visés".[2]

10. Contrairement à ce que le Brésil affirme[3], la République argentine n'a pas agi de mauvaise foi, mais elle se comporte dans ses relations internationales conformément au principe "général"[4] de la bonne foi à la base de tous les traités.

11. Le Brésil présente un argument à caractère général sans identifier les aspects de l'enquête menée par l'Argentine pour lesquels il estime que l'Argentine n'a pas agi de bonne foi et sans justifier ses affirmations en la matière. Une accusation à caractère général n'est pas pertinente dans une procédure de l'OMC dans laquelle il faudra en fin de compte appliquer le droit à tous les faits de la cause qui ont été identifiés.

12. L'Argentine estime que les arguments du Brésil doivent être rejetés car ils ne semblent reposer sur aucun des paragraphes correspondant au point "Critère d'examen de l'Accord antidumping", le Brésil s'étant contenté de présenter des allégations qu'il n'a pas étoffées.

---

[1] La particularité de l'Accord antidumping, à savoir qu'il est le seul accord à énoncer une règle spécifique aux fins de l'examen de mesures antidumping provisoires ou définitives ou d'accords de prix, lorsqu'ils sont contestés au titre du Mémorandum d'accord, a été reconnue dans le rapport de groupe spécial WT/DS24/R du 8 novembre 1996: "Le Groupe spécial note que l'ATV n'institue pas de critère d'examen à l'intention des groupes spéciaux, contrairement, par exemple, à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, dont l'article 17.6 définit le critère d'examen que les groupes spéciaux doivent appliquer dans les affaires relevant de cet accord. Le Groupe spécial note en outre que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends ne renferme pas de disposition imposant un critère précis d'examen", paragraphe 7.8, page 82.

Dans le même ordre d'idées, il est indiqué ce qui suit dans le rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures* (WT/DS121/AB/R), en date du 14 décembre 1999: "Nous avons déclaré, à plus d'une occasion que, pour tous les accords visés sauf un, l'article 11 du Mémorandum d'accord énonce le critère d'examen approprié pour les groupes spéciaux. La seule exception est l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, dans lequel une disposition spécifique, l'article 17.6, énonce un critère d'examen spécial pour les différends relevant de cet accord."

[2] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon* ("*États-Unis - Acier laminé à chaud*"), WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001, paragraphe 101.

[3] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 31.

[4] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166. "... Cela est une autre manifestation concrète du principe de la bonne foi qui, comme nous l'avons déjà indiqué, est en même temps un principe juridique général et un principe général du droit international. Ce principe général veut qu'aussi bien les Membres plaignants que les Membres défendeurs respectent les prescriptions du Mémorandum d'accord (et les prescriptions connexes des autres accords visés) de bonne foi ..."

13. L'Argentine rejette également l'argument du Brésil[5] selon lequel le gouvernement argentin a établi les faits d'une manière incorrecte et qu'il a procédé à une évaluation non objective et partiale afin de favoriser les intérêts de la branche de production nationale, d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping. Dans ce cas non plus, le Brésil n'apporte pas de preuves qui permettent d'étayer son affirmation selon laquelle l'évaluation "n'a pas été objective" ou de qualifier l'enquête de partiale.

14. De même, l'Argentine souligne que, comme le prévoit l'article 17.6 ii), le Groupe spécial "interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Autrement dit, selon la Convention de Vienne sur le droit des traités, il faut analyser le sens ordinaire de la disposition dans son contexte et à la lumière de son objet et de son but. Le principe de la bonne foi, contrairement aux affirmations non fondées du Brésil[6], est le principe de base de la règle *pacta sunt servanda*, c'est-à-dire que les traités doivent être appliqués par les parties selon le principe de la bonne foi.

15. En outre, l'Argentine est d'avis que le fait que le Brésil n'a pas identifié le cas de mauvaise foi imputé à l'Argentine compromet gravement la possibilité qu'elle a de se défendre au titre de l'article 3.10 du Mémorandum d'accord. Selon cette disposition, si un différend survient, les parties doivent engager une procédure "de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend". Ainsi, dans l'affaire États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"[7], l'Organe d'appel a affirmé ce qui suit: "En respectant les prescriptions de bonne foi, les Membres plaignants accordent aux Membres défendeurs une protection intégrale et la pleine possibilité de se défendre, conformément à la lettre et à l'esprit des règles de procédure. Le même principe de la bonne foi impose aux Membres défendeurs de porter au moment opportun et rapidement à l'attention du Membre plaignant, et de l'ORD ou du Groupe spécial, les manquements allégués aux règles de procédure, de façon que, le cas échéant, des corrections puissent être apportées pour régler les différends."

II.2 AUTRES PRINCIPES ET RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC APPLICABLES À L'AFFAIRE

16. La plainte du Brésil est également contraire aux principes généraux du droit international et ne tient pas compte des règles pertinentes relatives à l'interprétation des obligations contractées dans le cadre de l'OMC: à cet égard, la République argentine souhaite indiquer que le principe de la bonne foi dans le respect des accords et le comportement des États est nié par l'attitude du Brésil qui omet de faire toute mention de la décision arbitrale rendue dans le cadre du MERCOSUR au sujet de la même plainte et dans laquelle il n'a pas été donné suite à ses allégations. Le Brésil essaie maintenant d'infirmer ce jugement défavorable en plaidant à nouveau sa cause dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce.

17. L'Argentine se demande également si, en omettant de faire mention du fait que la question a été précédemment examinée et réglée dans le cadre du MERCOSUR, le Brésil n'a pas exercé d'une manière abusive les droits qui sont les siens au titre des Accords de l'OMC.

18. L'Argentine et le Brésil sont non seulement des États Membres de l'OMC, mais aussi des États qui sont parties au MERCOSUR et, à ce titre, ne peuvent pas faire abstraction du cadre juridique et de la relation particulière créée par le processus d'intégration. L'existence de ce cadre juridique et les décisions ("adjudications" en anglais) rendues dans le cadre de son système de règlement des différends doivent être prises en compte par le Groupe spécial lorsqu'il s'acquitte de ses fonctions au titre du Mémorandum d'accord, ce qui est conforme à la prescription énoncée à l'article 3:2 du

[5] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 28.
[6] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 31.
[7] Rapport de l'Organe *d'appel États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, paragraphe 166.

Mémorandum d'accord, à savoir clarifier les obligations découlant des accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

19. L'Argentine et le Brésil, en tant qu'États parties au MERCOSUR, ont contracté une série d'engagements fondés sur le Traité d'Asunción relatif à la création du Marché commun du Sud et le Protocole de Brasilia sur le règlement des différends ("Protocole de Brasilia")[8], dont le but est de résoudre les conflits entres les États membres. Ces instruments sont particulièrement pertinents vu que la présente plainte déposée par le Brésil contre l'Argentine a déjà été traitée[9] et réglée dans le cadre de la procédure régie par lesdits accords régionaux.

20. La décision du Brésil d'accepter comme cadre approprié pour le règlement du différend le mécanisme prévu dans le *Protocole de Brasilia* et d'y recourir, conjuguée au fait que ce n'était pas la première fois que ce mécanisme était appliqué au niveau régional, trois décisions ayant été prononcées antérieurement[10] dans des affaires concernant l'Argentine et le Brésil, suppose la pleine acceptation des règles du MERCOSUR et de la procédure de règlement des différends *in totum*, y compris le caractère sans appel et définitif des décisions.[11] Pour l'Argentine, le Brésil a adopté un comportement homogène en acceptant à plusieurs reprises le système de règlement des différends du MERCOSUR et ses conséquences, à savoir les décisions arbitrales. Il ne s'agit pas d'une pratique isolée mais d'une procédure régie par un protocole en vigueur et qui a été appliquée, depuis 1999 à ce jour, dans huit affaires au total[12], dont sept concernaient le Brésil et cinq se sont soldées par le

---

[8] Traité relatif à la création d'un marché commun entre la République argentine, la République fédérative du Brésil, la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay, signé le 26 mars 1991, entré en vigueur le 29 novembre 1991 et notifié au GATT/à l'OMC le 5 mars 1992. Protocole de Brasilia sur le règlement des différends, signé le 17 décembre 1991. Textes accessibles à l'adresse: http:/www.mercosur.org.uy.

[9] Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine). Date: 21 mai 2001.

[10] I. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend concernant les communiqués n° 37 du 17 décembre 1997 et n° 7 du 20 février 1998 du Departamento De Operaciones De Comercio Exterior (Decex) De La Secretaría De Comercio Exterior (Secex): application de mesures restrictives aux échanges réciproques. Date: 28 avril 1999.

II. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur la plainte déposée par la République argentine contre la République fédérative du Brésil concernant les subventions à la production et à l'exportation de viande de porc. Date: 27 septembre1999.

III. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur l'application de mesures de sauvegarde à des produits textiles (Résolution n° 861/99 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics). Date: 10 mars 2000.

Textes accessibles à l'adresse: http:/www.mercosur.org.uy.

[11] Articles 8 et 21 du Protocole de Brasilia:

"Article 8: Les États parties déclarent reconnaître comme étant obligatoire, *ipso facto* et sans qu'un accord spécial ne soit nécessaire, la juridiction du Tribunal arbitral qui est constitué dans chaque cas pour examiner et régler tous les différends mentionnés dans le présent Protocole."

Article 21:

1. Les décisions du Tribunal arbitral sont sans appel et obligatoires pour les États parties à un différend à partir de la réception de la notification pertinente et auront pour ces États l'autorité de la chose jugée.
2. Les décisions devront être appliquées dans un délai de quinze (15) jours, sauf si le Tribunal arbitral fixe un autre délai."

(Voir ci-joint l'annexe XXXII de l'Argentine).

[12] I. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend concernant les communiqués n° 37 du 17 décembre 1997 et n° 7 du 20 février 1998 du Departamento De

règlement des différends opposant l'Argentine et le Brésil. Le Groupe spécial ne peut pas ignorer délibérément ce fait et sa conséquence juridique, à savoir une décision arbitrale d'un tribunal international.

21. La République argentine affirme que la plainte déposée par le Brésil dans le cadre de l'OMC est contraire: a) à la pratique homogène adoptée par le Brésil, en tant qu'État partie au MERCOSUR, depuis 1991 jusqu'à ce jour, qui est de respecter les engagements contractés et de recourir à la procédure de règlement des différents prévue dans le Protocole de Brasilia et entérinée par la signature du Protocole d'Olivos[13]; b) au comportement homogène et sans équivoque adopté par le Brésil en acceptant le champ d'application des décisions arbitrales, huit décisions ayant été rendues à ce jour, dont sept concernaient le Brésil agissant en tant que demandeur ou de défendeur.

22. La République argentine conclut ce qui suit:

- afin de clarifier la portée des obligations en l'espèce, il est nécessaire de prendre en compte le cadre législatif et les conséquences découlant de l'application du Protocole de Brasilia au différend en question;

Operaciones De Comercio Exterior (Decex) De La Secretaría De Comercio Exterior (Secex): application de mesures restrictives aux échanges réciproques. Date: 28 avril 1999.

II. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur la plainte déposée par la République argentine contre la République fédérative du Brésil concernant les subventions à la production et à l'exportation de viande de porc. Date: 27 septembre 1999.

III. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur l'application de mesures de sauvegarde à des produits textiles (Résolution n° 861/99 du Ministère de l'économie et des travaux et services publics). Date: 10 mars 2000.

IV. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine). Date: 21 mai 2001.

V. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République orientale de l'Uruguay et la République argentine concernant les restrictions à l'accès au marché argentin des bicyclettes d'origine urugayenne. Date: 29 septembre 2001.

VI. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République orientale de l'Uruguay et la République fédérative du Brésil concernant l'interdiction à l'importation de pneumatiques rechapés ("Remolded") en provenance de l'Uruguay". Date: 9 janvier 2002.

VII. Décision arbitrale du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République argentine et la République fédérative du Brésil concernant les obstacles à l'admission de produits phytosanitaires argentins sur le marché brésilien. Non-incorporation des Résolutions GMC nº 48/96, 87/96, 149/96, 156/96 et 71/98, ce qui empêche leur entrée en vigueur dans le cadre du MERCOSUR. Date: 19 avril 2002.

VIII. Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay concernant l'application de l'impôt spécifique interne (IMESI) à la commercialisation de cigarettes. Date: 21 mai 2002.

Texte intégral des décisions mentionnées accessible à l'adresse: http:/www.mercosur.org.uy.

[13] Protocole d'Olivos sur le règlement des différends dans le cadre du MERCOSUR signé le 18 février 2002 entre les quatre États parties au MERCOSUR (pas encore en vigueur). Texte intégral du Protocole d'Olivos accessible à l'adresse: http:/www.mercosur.org.uy.

- à titre subsidiaire sont applicables au présent différend le principe de l'*estoppel* et les conséquences qui en découlent, étant donné que le Brésil a adopté un comportement homogène et sans équivoque qui a amené l'Argentine à se forger une conviction en ce qui concerne le règlement des différends commerciaux entre les deux parties dans le cadre du MERCOSUR et le respect du champ d'application des décisions.

II.3 CONCLUSIONS DÉCOULANT DE LA PRÉSENTE SECTION

23. Comme l'Argentine l'a indiqué, le fait que le Brésil a omis de mentionner que le différend avait été précédemment examiné et réglé par un autre tribunal international montre clairement qu'en soumettant maintenant l'affaire à l'OMC, le Brésil exerce ses droits d'une manière abusive.

24. En outre, compte tenu des engagements internationaux en vigueur, le comportement et la pratique antérieurement et ultérieurement adoptés par le Brésil en acceptant le cadre du MERCOSUR pour l'examen et le règlement des différends commerciaux avec l'Argentine, les deux pays étant des États parties au MERCOSUR, et étant donné les conditions dans lesquelles elle a été déposée, la plainte présentée par le Brésil dans le cadre de l'OMC constitue un cas d'*estoppel* opposable au Brésil au titre du Mémorandum d'accord.

25. Pour les raisons exposées dans les paragraphes précédents et compte tenu, en particulier, du fait que la plainte du Brésil consiste en une remise en cause dans le cadre de l'OMC d'une mesure identique à celle qui faisait l'objet du différend réglé dans le cadre du MERCOSUR, la République argentine demande au Groupe spécial de ne pas se prononcer sur les 41 allégations concernant l'incompatibilité de la législation argentine avec l'Accord antidumping qui sont mentionnées au paragraphe 549 de la première communication écrite du Brésil et de rejeter, en conséquence, les demandes présentées au paragraphe 550 de la communication en question.

26. Si le Groupe spécial rejette les présentes conclusions et estime qu'il doit se prononcer sur les allégations du Brésil, l'Argentine expose dans la section ci-après des arguments de fond concernant toutes les allégations présentées.

III. ARGUMENTATION DE FOND

III.1 OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

III.1.1 ALLÉGATIONS N° 1 ET 5: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.2

27. Le Brésil allègue que les renseignements communiqués par le CEPA dans sa demande d'ouverture d'une enquête - en ce qui concerne l'ajustement relatif aux différences dans les caractéristiques physiques à effectuer pour la valeur normale - n'étaient pas étayés par des documents (allégation n° 1) et que la valeur normale et le prix à l'exportation avaient été calculés sur la base de périodes différentes (allégation n° 5).

Texte de l'article 5.2

La partie pertinente de l'article 5.2 dispose ce qui suit:

"*Une demande présentée au titre du paragraphe 1 comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage au sens où l'entend l'article VI du GATT de 1994 tel qu'il est interprété par le présent accord, et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Une simple affirmation, non étayée par des éléments de preuve pertinents, ne pourra pas être jugée suffisante pour satisfaire aux prescriptions du présent paragraphe. La demande*

contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant, sur les points suivants: (non souligné dans l'original)

(...)

iii) des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation (ou, le cas échéant, des renseignements sur les prix auxquels le produit est vendu à partir du ou des pays d'origine ou d'exportation à un ou plusieurs pays tiers, ou sur la valeur construite du produit) et des renseignements sur les prix à l'exportation ou, le cas échéant, sur les prix auxquels le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant sur le territoire du Membre importateur;

iv) des renseignements sur l'évolution du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, démontrés par des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 2 et 4 de l'article 3."

Argumentation de l'Argentine

28. Contrairement à ce que le Brésil prétend dans ses allégations n° 1 et 5, le requérant a communiqué tous les éléments de preuve nécessaires relatifs à la valeur normale et à la valeur à l'exportation, ainsi que les éléments de preuve pertinents pour procéder aux ajustements nécessaires à une comparaison équitable entre la valeur normale et la valeur à l'exportation.

29. Nous convenons avec le Brésil, comme l'article 5.2 l'exige, que le requérant doit présenter des éléments de preuve - et non de simples allégations ou affirmations - de l'existence d'un dumping, d'un dommage causé à la branche de production nationale et d'un lien de causalité, comme l'expliquent les alinéas de l'article 5.2.

30. Toutefois, le même article 5.2 dispose que le requérant doit communiquer dans sa demande les renseignements qui peuvent raisonnablement être à sa disposition sur les points suivants: requérant et branche de production nationale s'il y a lieu (article 5.2 i)), produit similaire (article 5.2 ii)), renseignements sur les prix - valeur normale et valeur à l'exportation - (article 5.2 iii)) et renseignements sur l'évolution des importations faisant l'objet d'un dumping et sur l'effet, l'incidence et l'influence de ces importations, tant pour ce qui est du dommage causé que pour ce qui est du lien de causalité (article 5.2 iv)).

31. De l'avis de l'Argentine, en disposant que "[l]a demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant ...", l'article 5.2 prévoit les difficultés que les producteurs nationaux peuvent rencontrer lorsqu'ils recherchent des documents prouvant l'existence de la situation qu'ils dénoncent.

32. Il convient d'indiquer que le requérant a présenté dans sa demande les documents qui étaient à sa disposition. L'autorité chargée de la mise en œuvre ne peut imposer aux producteurs nationaux des critères d'un niveau tel qu'il ne leur permettrait pas de recourir à ce type de procédure. La disposition susmentionnée figurant à l'article 5.2 permet aux requérants de recourir aux procédures de ce type dans le respect du droit des parties de se défendre; exiger des éléments de preuve qui ne pouvaient pas être à leur disposition reviendrait à leur refuser ce droit.

33. En ce sens, l'Argentine estime que les éléments de preuve à présenter durant l'étape qui va de la demande à la déclaration de l'ouverture d'une enquête seront complétés aux stades ultérieurs de la procédure selon les possibilités qu'il y aura de compter sur la participation des producteurs/exportateurs concernés et autres parties intéressées.

34. Autrement dit, celui qui demande l'ouverture d'une enquête n'est pas tenu de prouver d'une manière indubitable l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, puisque la détermination définitive de l'existence de ces éléments est du ressort de l'autorité chargée de l'enquête, qui mènera à bien l'enquête d'une manière exhaustive lorsque l'ouverture de l'enquête aura été décrétée. Comme le dispose l'Accord, la simple affirmation de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité ne sera pas suffisante si elle n'est pas étayée par des éléments de preuve pertinents assujettis aux renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant. L'autorité chargée de l'enquête les évaluera et examinera leur exactitude et adéquation dans le seul but de déterminer si l'ouverture d'une enquête est justifiée. À partir de l'engagement de la procédure, les entreprises incriminées, ainsi que les importateurs, bénéficieront du droit de se défendre à tous les stades de la procédure.

35. Si l'Accord antidumping accorde aux Membres un délai aussi long que 12 à 18 mois pour mener à terme une enquête, c'est, entre autres raisons, à cause de la complexité et du caractère détaillé de l'enquête, car il est nécessaire d'analyser, de vérifier et d'évaluer objectivement les éléments de preuve que tous les participants doivent présenter pendant la procédure afin de déterminer s'il convient ou non d'appliquer des droits antidumping conformément à l'Accord.

36. En d'autres termes, pendant le déroulement de la procédure, les éléments de preuve initialement présentés par le requérant et ceux qui sont fournis ultérieurement seront confrontés avec ceux qui ont été communiqués par les entreprises incriminées et autres parties intéressées, et vérifiés sur place, si cela s'avère nécessaire, par l'autorité chargée de la mise en œuvre afin d'effectuer une évaluation objective et d'établir des conclusions motivées.

37. Selon l'Accord, il existe manifestement deux critères différents en ce qui concerne la qualité des éléments de preuve à présenter et leur quantité. Il existe, d'une part, les éléments de preuve qui sont fournis dans la demande d'ouverture d'une enquête et qui, au titre de l'Accord, peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant et, d'autre part, ceux qui doivent être communiqués une fois l'enquête ouverte. De la même manière et comme le prévoit l'Accord, le niveau de l'examen des éléments de preuve auquel l'autorité doit procéder pour décréter l'ouverture d'une enquête doit à l'évidence être différent de celui qui se rapporte à l'évaluation et l'analyse que ladite autorité doit effectuer, au cours de l'enquête, pour les éléments de preuve présentés pendant l'enquête par toutes les parties intéressées en rapport avec les prescriptions de fond, afin de conclure à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité.

38. Il convient de rappeler ici la déclaration ci-après du Groupe spécial[14] *Guatemala-Ciment I* citant l'affaire *États-Unis – Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada*[15]:

> "*En analysant plus à fond le sens de l'expression "éléments de preuve suffisants", le Groupe spécial a noté* ***que la quantité et la qualité des éléments de preuve que les autorités compétentes étaient tenues de réunir avant d'ouvrir une enquête devraient***

[14] *Guatemala - Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique* (WT/DS60/R), rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.55 et 7.56.

[15] SCM/162.

> ***nécessairement être moindres que celles que ces autorités étaient tenues de réunir pour établir une détermination fin*ale** …"[16] (pas de caractère gras dans l'original).

39. L'Accord n'impose pas au requérant l'obligation de fournir dans sa demande des éléments de preuve qui ne peuvent pas raisonnablement être à sa disposition car en définitive, les éléments de preuve relatifs à la valeur normale et à la valeur à l'exportation par excellence se trouvent entre les mains des entreprises incriminées et de leurs importateurs. De ce fait, l'Accord n'exige pas non plus de l'autorité compétente qu'elle évalue des éléments de preuve qui ne sont pas encore en sa possession, vu que ces derniers seront communiqués au cours de la procédure.

40. Il ne faut pas oublier non plus que, bien que l'article 5.2 dispose que le requérant doit fournir des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, cela ne signifie pas qu'en soi, ces éléments de preuve déterminent l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité mais, même si l'article susmentionné ne le dit pas, qu'il s'agit d'éléments de preuve de l'**existence alléguée** d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité **constituant une base minimale justifiant l'ouverture d'une enquête.** Cette interprétation découle de l'analyse du contexte de l'article ainsi que de l'objet et du but de l'Accord. Le contraire supposerait qu'une enquête ne serait pas nécessaire puisque les éléments de preuve fournis dans la demande seraient définitifs, ce qui n'est pas logique et est contraire à l'Accord même.

41. L'article premier de l'Accord antidumping dispose, en tant que principes qui éclairent cet accord, qu'"[u]ne mesure antidumping sera appliquée dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions du présent accord ...".

42. Les critères appliqués au terme "ouvertes" doivent forcément être différents de ceux qui concernent l'application d'une mesure définitive. C'est la raison pour laquelle il est possible d'ouvrir une enquête, d'appliquer des droits provisoires et éventuellement de décider de ne pas imposer de mesure définitive.

43. Il convient également de souligner que l'autorité argentine chargée de la mise en œuvre met à la disposition de ceux qui demandent l'ouverture d'une enquête concernant un dumping allégué un **"formulaire type"** qui indique tous les éléments de preuve que les requérants doivent présenter conformément à l'article 5.2 de l'Accord antidumping. L'Argentine a incorporé l'intégralité de l'Accord antidumping dans sa législation intérieure. Le formulaire type répond donc à tous les critères définis à l'article 5.2 et dans ses alinéas. Le requérant a rempli le formulaire et a joint en annexe les éléments de preuve demandés.

44. À cet égard, l'Argentine rappelle l'affirmation ci-après du Groupe spécial Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis:

> "… *l'article 5.2* ***n'exige pas qu'une demande contienne une analyse, mais plutôt qu'elle contienne des renseignements, au sens d'éléments de preuve, à l'appui des allégations****. Nous reconnaissons qu'une certaine analyse liant les renseignements et les allégations serait utile pour évaluer le bien-fondé d'une demande, mais* ***nous ne pouvons pas interpréter le texte de l'article 5.2 comme exigeant une telle analyse dans la demande proprement dite***."[17] (non souligné et pas de caractère gras dans l'original).

---

[16] *Id.*, paragraphe 332.
[17] WT/DS132/R, Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.76.

45. Par conséquent, l'Argentine réaffirme que, contrairement à ce que le Brésil soutient dans ses allégations n° 1 et 5, le requérant a communiqué tous les éléments de preuve nécessaires relatifs à la valeur normale et à la valeur à l'exportation, en tant qu'éléments de preuve pertinents permettant de procéder aux ajustements nécessaires à une comparaison équitable des deux valeurs.

46. En ce qui concerne la valeur normale, les éléments de preuve ont été communiqués par le CEPA (CENTRO DE EMPRESAS PROCESADORAS AVICOLAS) sur la base d'une publication de la JOX indiquant des valeurs correspondant au produit vendu sur le marché intérieur brésilien et qui ont servi à effectuer un calcul visant à homogénéiser le produit commercialisé sur le marché intérieur brésilien avec celui qui est vendu à l'Argentine, qui ne comprend pas la tête et les pattes.

47. Pour tenir compte des différences qui affectent la comparabilité des prix, les renseignements fournis par le requérant ont été pris en considération, ainsi qu'il a été expliqué dans le Rapport technique pertinent.

48. À la section I, folios 27 à 34, 37, 38, 43 et 44[18], le requérant présente des renseignements sur les prix des volailles (pattes, tête et abats compris) appliqués à São Paulo, ainsi que le rapport poids/viande correspondant (données consignées dans le Rapport sur l'ouverture de l'enquête établi par la Dirección).

49. Conformément à ce qui est prévu à l'article 5.2, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à tous les ajustements nécessaires selon les renseignements et les documents communiqués par le requérant dans sa demande, c'est-à-dire ceux "qui p[ouvai]ent raisonnablement être à [s]a disposition".

50. Autrement dit, le requérant a fourni des renseignements qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition en ce qui concerne la valeur normale en joignant une publication de la JOX Asesoría Agropecuaria. Les éléments de preuve communiqués consistent en une valeur représentative tirée d'une publication spécialisée pour une période donnée. Le fait de joindre une publication spécialisée comme preuve est parfaitement acceptable vu qu'il serait pour le moins difficile de supposer que le CEPA aurait pu fournir les factures des ventes effectuées par les exportateurs brésiliens sur le marché intérieur du Brésil dans les conditions exactes de comparaison exigées par l'Accord même. Les importateurs argentins sont en majorité des distributeurs, des grossistes ou de grandes entreprises de commerce de gros. C'est pourquoi le CEPA a communiqué, à titre d'élément de preuve de la valeur normale, les données figurant dans ce qui est considéré comme une publication sérieuse, qui correspondaient - dans les limites d'une marge d'approximation admissible en l'occurrence - aux mêmes niveaux de ventes commerciales.[19]

51. Comme la demande était accompagnée d'un élément de preuve d'un niveau d'approximation adéquat indiquant le prix comparable d'un produit similaire destiné à la consommation dans le pays d'origine, il n'a pas été nécessaire d'effectuer un ajustement quelconque en rapport avec les marchés pour procéder à une comparaison équitable, étant donné que les renseignements sur les prix qui constituaient la preuve de la valeur normale et les prix d'exportation communiqués par le requérant correspondaient au même niveau commercial. Les deux prix concernent le point initial de la chaîne de commercialisation de sorte que, pour ce qui est de ce point, la comparabilité des prix n'a pas été affectée. Les prescriptions de l'Accord relatives à la détermination de l'existence d'un dumping au stade préalable à l'ouverture de l'enquête sont donc remplies.

[18] Annexe I de l'Argentine.
[19] Voir le folio 170 du dossier.

52. Le requérant a présenté un rapport de la JOX Asesoría Agropecuaria dans lequel il est indiqué ce qui suit: "*... les prix des volailles tels qu'ils figurent dans notre bulletin d'information concernent les volailles réfrigérées vendues avec les pattes, la tête et les abats*."[20]

53. En conséquence, vu que les volailles exportées vers l'Argentine ne comprennent pas les pattes ni la tête, le CEPA a communiqué une annexe à la Note n° 220/97 qui indique le calcul à effectuer pour procéder à un ajustement équitable entre les volailles vendues avec les pattes et la tête sur le marché intérieur du Brésil et celles qui sont exportées vers le territoire argentin.

54. Il faut souligner qu'aucun des alinéas de l'article 5.2 ne dispose que le requérant doit joindre à la demande d'ouverture d'une enquête la totalité des éléments de preuve exigés aux articles 2 et 3.

55. À cet égard, il convient de citer la déclaration ci-après du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II*:

> "*... **Bien entendu, nous ne voulons pas donner à penser que les autorités doivent disposer, au moment d'ouvrir une enquête, d'éléments de preuve relatifs à l'existence d'un dumping, au sens de l'article 2, suivant la quantité et la qualité qui seraient nécessaires pour étayer une détermination préliminaire ou finale**. Une enquête antidumping est un processus au cours duquel on acquiert graduellement la certitude de l'existence de tous les éléments nécessaires à l'adoption d'une mesure au fur et à mesure que progresse l'enquête ...*
>
> *... Comme nous l'avons dit plus haut, **nous estimons que, bien que ces dispositions de l'article 2 ne s'"appliquent" pas à proprement parler à la décision d'ouvrir une enquête**, elles n'en sont pas moins pertinentes en ce qui concerne l'examen par les autorités de la question de savoir s'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping pour justifier l'ouverture d'une enquête*."[21] (pas de caractère gras dans l'original).

56. L'article 5.2 n'impose pas au requérant l'obligation de présenter des éléments de preuve concernant la valeur normale pour toute la période pour laquelle des éléments de preuve relatifs à la valeur à l'exportation ont été fournis, car il est évident que les renseignements publiés par les organismes officiels du pays du requérant au sujet des importations (prix à l'exportation) peuvent raisonnablement être à la disposition de n'importe quel requérant. En d'autres termes, il est clair et logique que **la qualité des renseignements qui peuvent être à la disposition du requérant concernant la valeur normale de vente sur le marché intérieur du pays d'origine visé par une enquête sur l'existence d'un dumping ainsi que leur quantité ne sont pas les mêmes que pour le prix à l'exportation.**

57. En raison de ce qui précède, l'Argentine affirme que, conformément aux précédents existant dans le cadre du GATT/de l'OMC, le requérant a communiqué, aux fins de l'engagement de la procédure, les éléments de preuve nécessaires relatifs à l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, comme le prévoit l'article 5.2 de l'Accord antidumping et que, par conséquent, les allégations n° 1 et 5 du Brésil sont dénuées de fondement.

III.1.2 ALLÉGATIONS N° 2, 4, 6 ET 8: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.3

58. Le Brésil allègue qu'en acceptant le calcul de l'ajustement de la valeur normale fait par le requérant (allégation n° 2), en établissant les prix à l'exportation sur la seule base de transactions à

[20] Voir le folio 180 du dossier.

[21] *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique* (WT/DS156/R), Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.35 et 8.36.

l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale (allégation n° 4), en calculant une marge de dumping à partir d'une valeur normale et d'un prix à l'exportation fondés sur des ventes qui n'ont pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible (allégation n° 6) et étant donné que les renseignements sur le dumping et le dommage visaient des périodes différentes (allégation n° 8), l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 de l'Accord antidumping.

Texte de l'article 5.3

> "*Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.*"

Argumentation de l'Argentine

59. Contrairement aux déclarations du Brésil concernant les allégations n° 2, 4, 6 et 8, l'Argentine affirme que l'autorité chargée de la mise en œuvre a examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés par le requérant et a conclu qu'ils étaient suffisants pour déterminer l'ouverture d'une enquête.

60. L'article 5.3 exige uniquement que l'autorité chargée de l'enquête examine l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés par le requérant. Autrement dit, elle doit vérifier si les éléments de preuve proviennent d'une source confirmée par des pièces justificatives et permettent d'établir que les prescriptions définies à l'article 5.2 de l'Accord antidumping ont été remplies de manière à ce que l'autorité chargée de la mise en œuvre puisse déterminer l'existence d'**éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête**.

61. Ainsi, l'article 5.3 de l'Accord antidumping n'impose pas à l'autorité l'obligation de mener une enquête exhaustive à ce stade, c'est-à-dire vérifier l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité, mais lui impose l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve présentés.

62. Une fois l'enquête ouverte, conformément à l'Accord, l'autorité dispose de 12 mois ou au maximum de 18 mois pour confronter les éléments de preuve présentés par le requérant et ceux qui ont été fournis par toutes les parties intéressées et pour en vérifier la véracité.

63. Il faut tenir compte du fait que la procédure qui va de la demande d'ouverture d'une enquête jusqu'à la détermination de la pertinence de l'enquête est une procédure *inaudita parte* à laquelle les entreprises incriminées n'ont pas encore pris part et dans laquelle elles n'ont pas pu présenter des éléments de preuve pour réfuter ceux qui ont été communiqués par le requérant.

64. De même, il convient de souligner que le niveau des éléments de preuve "suffisants" pour justifier l'ouverture d'une enquête est considérablement inférieur à celui qui est exigé pour déterminer l'application d'une mesure préliminaire ou définitive.

65. Comme l'a indiqué le Président du Groupe spécial "États-Unis – Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada", qui a été cité par le Groupe spécial "*Guatemala - Ciment I*":

> "*... Plusieurs questions se sont posées au sujet d'aspects spécifiques des éléments de preuve examinés par le Département du commerce des États-Unis …* ***Toutefois, le Groupe spécial a dû tenir compte du fait qu'il n'examinait pas une détermination de l'existence d'une subvention, d'un préjudice et d'un lien de causalité, mais une constatation établissant qu'il y avait des preuves suffisantes de l'existence de ces éléments pour justifier une enquête … les conditions minimales fixées par***

> ***l'article 2:1 de l'Accord pour l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs étaient telles qu'il n'était pas fondé à établir qu'en l'espèce l'ouverture de l'enquête par les États-Unis était incompatible avec cet article, compte tenu du critère d'examen.***"[22] (pas de caractère gras dans l'original).

66. À nouveau, dans l'affaire "*Guatemala - Ciment I*", le Groupe spécial a cité l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux*, observant ce qui suit:

> "*En analysant plus à fond le sens de l'expression "éléments de preuve suffisants", le Groupe spécial a noté* ***que la quantité et la qualité des éléments de preuve que les autorités compétentes étaient tenues de réunir avant d'ouvrir une enquête devraient nécessairement être moindres que celles que ces autorités étaient tenues de réunir pour établir une détermination finale*** *…*"[23]

- **En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 en acceptant le calcul présenté aux fins d'ajustement de la valeur normale par le requérant (allégation n° 2), il convient de formuler les observations ci-après.**

67. La Résolution ex-SCI n° 349/91 relative au formulaire de présentation d'une demande d'ouverture d'enquête sur l'existence d'un dumping donne aux renseignements contenus dans le formulaire la valeur d'une déclaration sous serment. À cet égard, il convient d'indiquer que l'autorité chargée de la mise en œuvre a procédé à l'analyse des renseignements figurant dans le dossier lorsqu'elle a décidé d'ouvrir une enquête. Pour preuve, sa volonté de rassembler des éléments additionnels à partir des registres officiels des transactions à l'importation en tenant compte des renseignements qui y sont détaillés et en reproduisant son analyse des renseignements en question dans son Rapport technique.

68. En outre, il convient de rappeler que l'article 5.2 de l'Accord dispose que "*[l]a demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant ...*". Compte tenu de cette disposition, l'Argentine a procédé conformément aux articles 2 et 5.3 de l'Accord antidumping. Il a été tenu compte, pour assurer la comparabilité des prix, des ajustements pour lesquels il existait des éléments qui permettaient leur examen et, à ce stade de la procédure, des ajustements ont été effectués en fonction des éléments de preuve versés au dossier.

69. Une fois la demande déclarée admissible et déjà au stade précédant l'ouverture de l'enquête, les organismes techniques ont procédé à l'analyse de tous les documents présentés.

70. Cela dit, en ce qui concerne l'élément de preuve relatif à la valeur normale pris en compte pour l'ouverture de l'enquête, il s'agit d'une publication du 30 juin 1997 de la société de conseil JOX (section I, folio 27)[24] visant les volailles vendues avec les pattes, la tête et les abats, qui indique les prix de vente sur le marché intérieur du produit visé par l'enquête; cette publication correspond à la période analysée en l'espèce.

71. Pour ce qui est de l'indication donnée par le Brésil au paragraphe 77 de sa communication selon laquelle les renseignements fournis par la JOX visent exclusivement les volailles réfrigérées vendues avec la tête, les pattes et les abats à São Paulo un jour de 1997, il convient de signaler que l'autorité chargée de la mise en œuvre, lorsqu'elle a examiné l'exactitude et l'adéquation de cet élément de preuve, a considéré en premier lieu que la publication de la JOX était une publication spécialisée

---

[22] Lettre du Président du Groupe spécial au Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires du GATT, SCM/163, 19 février 1993.

[23] WT/DS60/R, Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.55.

[24] Voir le folio cité à l'annexe ARG-I.

donnant une valeur représentative moyenne qui rendait compte de l'état du marché de São Paulo. Ce marché est l'un des plus représentatifs du Brésil, comparable à celui de Buenos Aires, c'est-à-dire celui d'un grand centre urbain qui témoigne des structures de consommation nationales.

72. L'Accord dispose qu'il convient d'utiliser des produits identiques ou similaires aux fins de la comparaison. Si des produits similaires sont utilisés, il faudra peut-être le cas échéant procéder à des ajustements. Toutefois, c'est au cours de l'enquête qu'il est décidé de l'adéquation finale des ajustements. En effet, la dernière partie de l'article 2.4 dispose que l'autorité chargée de la mise en œuvre indiquera aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable.

73. C'est en ce sens qu'il faut prendre en considération les différences physiques mentionnées entre les volailles vendues sur le marché de São Paulo pour lesquelles il existait des éléments de preuve suffisants de la valeur pour justifier l'ouverture d'une enquête et la valeur comparable pour la détermination de l'existence probable d'un dumping justifiant, conjointement avec l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, l'ouverture d'une enquête.

74. De la même manière, les renseignements provenant d'une publication spécialisée concernant un produit similaire vendu sur un marché d'origine représentatif (volailles vendues avec la tête et les pattes sur le marché de SÃO PAULO) constituent un élément de preuve suffisant et adéquat pour envisager l'ouverture de l'enquête demandée. Cet élément de preuve n'est pas censé (ni ne doit) démontrer que la totalité des produits vendus sur le marché d'origine est identique à celui qui est en cause, mais, comme le prévoit l'Accord, fournir des renseignements adéquats et comparables afin de démontrer l'existence d'éléments qui justifient, du point de vue du dumping, l'ouverture d'une enquête.

75. Les différences physiques entre le produit vendu sur le marché d'origine et le produit exporté en Argentine justifiaient, selon l'autorité chargée de la mise en œuvre, un ajustement visant à supprimer les différences éventuelles qui affectaient la comparabilité des prix, comme le dispose l'article 2.4 de l'Accord. C'est pour cette raison que l'autorité chargée de la mise en œuvre a jugé nécessaire de procéder à un ajustement équitable entre les volailles vendues avec les pattes et la tête à São Paulo et celles qui sont exportées en Argentine par le Brésil, sans les pattes et la tête.

76. Il incombe également à l'autorité chargée de la mise en œuvre - comme le dispose l'article 5.3 de l'Accord - de déterminer si les éléments de preuve présentés constituaient des éléments de preuve suffisants qui justifiaient l'ouverture d'une enquête. À cet égard, compte tenu des dispositions de l'Accord relatives aux ajustements et à la comparabilité des prix, l'autorité chargée de la mise en œuvre a estimé qu'étant donné que l'article 5.3 de l'Accord antidumping ne définissait pas le sens de l'expression "éléments de preuve suffisants", la détermination du fait que les éléments de preuve présentés à ce stade de la procédure constituaient des "éléments de preuve suffisants" dépendait du fait que ces éléments de preuve étaient jugés satisfaisants par l'autorité chargée de la mise en œuvre, étant entendu qu'ils étaient assujettis à la condition suspensive découlant du résultat positif de l'examen global effectué.

- **En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 en établissant les prix à l'exportation sur la seule base de transactions à l'exportation effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale (allégation n° 4), il convient de formuler les observations ci-après.**

77. L'article 5.3 de l'Accord définit l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'ils sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Ainsi qu'il a été exposé plus haut, l'autorité chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière compatible avec la prescription énoncée à l'article 5.3.

78. L'affirmation du Brésil selon laquelle le choix des renseignements effectué par l'Argentine a été incorrect et partial aux fins de l'établissement des prix à l'exportation et de la comparaison ultérieure de ces prix avec la valeur normale pour établir l'existence d'un dumping allégué qui, conjointement avec l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, justifierait l'ouverture d'une enquête n'est pas correcte. L'autorité chargée de la mise en œuvre a examiné les transactions à l'importation pour tenter de déterminer lesquelles correspondaient le plus au produit visé par l'enquête, et l'a fait dans le seul but de calculer le prix à l'exportation le mieux ajusté et le plus comparable possible à ce stade préalable à l'engagement de la procédure. De surcroît, elle a établi une moyenne des transactions pertinentes sans opérer par conséquent de choix qui auraient pu fausser la différence entre la valeur à l'exportation et la valeur normale.

79. Le Département technique concerné a examiné les transactions à l'importation identifiées dans la source en question en vue de déterminer lesquelles correspondaient le mieux aux produit visé par l'enquête de façon que le calcul du prix à l'exportation puisse être aussi précis que possible.

80. Le Rapport sur l'ouverture de l'enquête, section IV, folios 471 à 518[25], contenait les marges de dumping établies sur la base de la moyenne des transactions à l'exportation vers l'Argentine concernant le produit visé par l'enquête. À cet égard, les exportations moyennes pour la période allant de janvier à août 1997 ont été prises en considération. Les marges de dumping alléguées calculées aux points 3, 4 et 7 du Rapport ont été établies aux fins de procéder à un complément d'analyse de l'affaire en cause.

81. Une telle analyse ne modifie pas les conclusions concernant les présomptions de dumping établies par l'organisme technique. Enfin, la méthode prévue dans l'Accord antidumping a été appliquée et elle n'a pas été affectée par l'analyse additionnelle contestée par le Brésil.

- **En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.3 en calculant une marge de dumping à partir d'une valeur normale et un prix à l'exportation fondés sur des ventes qui n'ont pas été effectuées à des dates aussi voisines que possible (allégation n° 6) et étant donné que les renseignements sur le dumping et le dommage visaient des périodes différentes (allégation n° 8), il convient de formuler les observations ci-après.**

82. L'article 5.3 exige de l'autorité chargée de la mise en œuvre un examen de l'exactitude et de l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'ils sont suffisants pour procéder à l'ouverture d'une enquête. Il n'indique aucune prescription en matière de temps pour les prix à l'exportation et la valeur normale.

83. L'autorité argentine chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière compatible avec l'obligation d'assurer une comparaison équitable énoncée à l'article 2.4 de l'Accord, afin de déterminer - au niveau exigé pour l'ouverture d'une enquête - l'existence éventuelle d'un dumping qui justifierait l'ouverture d'une enquête si les prescriptions concernant l'existence d'éléments de preuve suffisants relatifs au dommage et au lien de causalité étaient remplies.

84. La base de comparaison a été établie compte tenu des éléments de preuve qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant et compte tenu du fait qu'ils étaient pertinents pour l'engagement d'une procédure. Une fois l'enquête ouverte et au moyen des éléments de preuve fournis par les autres parties intéressées, l'autorité chargée de la mise en œuvre a eu la possibilité d'accéder à des éléments conformes aux prescriptions de l'Accord afin d'établir ses déterminations provisoires et définitives.

[25] Voir l'annexe 2 du Brésil.

85. En ce qui concerne le décalage temporel entre les renseignements concernant le dumping et les renseignements concernant le dommage, l'interprétation du Brésil est pour le moins partiale et tendancieuse.

86. Selon le critère établi à l'article 5.2, l'autorité chargée de l'enquête a examiné les éléments de preuve fournis par le requérant, c'est-à-dire ceux qui étaient à sa disposition. L'Argentine interprète l'article 5.3 comme exigeant qu'il soit procédé à un examen des documents présentés et qu'il soit déterminé si ces documents sont suffisants selon les critères requis à ce stade. Dans le cadre de cet examen, l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas satisfaire à des critères analogues à ceux qui doivent être remplis après l'ouverture d'une enquête.

87. À ce stade, l'autorité chargée de la mise en œuvre a la faculté de vérifier sur place les renseignements fournis par les exportateurs. Cette procédure n'est pas prévue au stade préalable à l'ouverture de l'enquête; en outre, l'action de l'autorité est limitée par l'article 5.5 de l'Accord antidumping qui, à l'exception de la notification de l'existence d'une demande au gouvernement du pays d'origine en cause, ne permet pas la divulgation de cette demande avant que l'ouverture de l'enquête ne soit décrétée. Ainsi, le pouvoir de l'autorité en matière d'enquête est limité par le risque de violation de l'article 5.5. de l'Accord antidumping.

88. Enfin, en ce qui concerne les éléments qui, au titre de l'Accord antidumping, sont nécessaires pour qu'une demande d'enquête soit prise en compte, l'existence d'un dumping a été prouvée comme le montre le Rapport de la DCD relatif à la viabilité de l'ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping, en date du 7 janvier 1998, section IV, folio 471[26]; ainsi, une fois réunis les trois éléments, c'est-à-dire le dommage, le dumping et le lien de causalité, l'acte administratif pertinent a été publié sous la forme de la Résolution SICyM n° 11 du 20 janvier 1999[27], parue au Journal officiel du 25 janvier 1999, qui a décrété l'ouverture de l'enquête.

III.1.3 ALLÉGATION N° 9: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.7

89. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 5.7 en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage pour décider si une enquête sera ouverte ou non.

Texte de l'article 5.7

La partie pertinente de l'article 5.7 dispose ce qui suit:

> "*Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément a) pour décider si une enquête sera ouverte ou non ...*"

Argumentation de l'Argentine

90. La détermination de l'existence d'un dommage causé par des importations effectuées dans des conditions de dumping doit être fondée sur des éléments de preuve objectifs et doit comporter un examen objectif de l'"incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits". Le Brésil accorde une importance excessive à l'élément de simultanéité qui peut découler des dispositions de l'Accord. Le délai qui s'écoule entre l'admission des importations faisant l'objet d'un dumping et l'incidence pouvant être évaluée comme étant un dommage ou la menace d'un dommage (dans l'ordre indiqué) dépend des caractéristiques qui incitent les entreprises produisant le produit similaire à celui qui est importé à réagir face aux importations faisant l'objet d'un dumping, caractéristiques qui

[26] *Id.*
[27] Voir l'annexe 7 du Brésil.

peuvent signifier l'existence d'un décalage temporel qui n'exclut pas, mais justifie une éventuelle action pour concurrence déloyale.

91. En l'occurrence, l'Argentine traitait de l'ouverture d'une enquête pour menace de dommage, où il découlait de l'existence d'un prix relatif à des importations faisant l'objet d'un dumping des paramètres qui démontraient qu'il existait les conditions requises pour établir une détermination positive de l'existence d'une menace de dommage au stade préalable à l'ouverture de l'enquête.

92. Ainsi qu'il est expliqué dans le Rapport technique établi avant l'engagement de la procédure, le cycle commercial de ce secteur - celui de la viande de volaille - est de six mois environ (y compris la période d'incubation), ce qui explique pourquoi les signaux relatifs aux prix et aux quantités apparus au premier semestre de 1997 influent sur les indicateurs de la branche de production correspondant aux mois suivant cette période.

93. Ainsi, alors que les prix de la branche de production nationale jusqu'au premier semestre de 1997 (période pour laquelle l'existence d'un dumping a été démontrée) ne semblent pas avoir été notablement affectés, les prix de l'échantillon d'entreprises nationales ont accusé, après juin 1997, une diminution constante, sans qu'il existe d'autres facteurs que l'écart de prix entre les importations sur le marché national et le produit similaire national et la baisse persistante des prix f.a.b. moyens des importations en provenance du Brésil à partir de 1997.

94. En outre, l'acte n° 464 publié par le Conseil de la CNCE[28] avant l'ouverture de l'enquête indique que "*[l]es prix de l'échantillon d'entreprises nationales accusent pour 1997 une diminution qui devra être analysée, si une enquête est ouverte, dans le contexte actuel de la baisse des prix des intrants et des fluctuations concernant les produits de substitution comme la viande bovine par exemple*".

95. Il est également mentionné ce qui suit: "ce qui a pu expliquer pourquoi, jusqu'en 1997, les ventes nationales avaient augmenté malgré le dumping observé cette année-là, mais au premier semestre de 1998, leur taux de croissance avait déjà baissé"[29], *dans le contexte d'une tendance à la hausse de la part de marché représentée par les importations en provenance du Brésil.*

III.1.4 ALLÉGATIONS N° 3, 7 ET 31: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 5.8

96. Le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 5.8 en ne rejetant pas la demande qui, selon le Brésil, n'était pas fondée sur des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, conformément aux allégations n° 1 et 2 (allégation n° 3) et aux allégations n° 5 et 6 (allégation n° 7), et en ne rejetant pas la demande d'ouverture d'une enquête dès que la CNCE a déterminé l'inexistence d'un dommage dans l'Acte n° 405 (allégation n° 31).

Texte de l'article 5.8

La partie pertinente de l'article 5.8 dispose ce qui suit:

> "*5.8 Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure ...*"

[28] Voir l'annexe 6 du Brésil, point V, page 4.
[29] *Id.*

Argumentation de l'Argentine

97. Compte tenu de ce qui a été dit plus haut en ce qui concerne les allégations n° 1, 2, 5 et 6, les arguments présentés par le Brésil pour les allégations n° 3 et n° 7 sont dénués de fondement car il n'incombait pas à l'autorité chargée de la mise en œuvre de rejeter la demande puisque le requérant avait communiqué tous les documents qui étaient à sa disposition et dont l'exactitude et l'adéquation avaient été examinées.

98. Il s'agissait d'éléments de preuve pertinents et non de simples allégations ou conjectures comme le Brésil tente de le démontrer. L'autorité concernée a tenu compte des documents présentés, lesquels ont été dûment examinés par les organismes techniques compétents. En outre, nous rappelons ce qui est stipulé à l'article 5.2 de l'Accord, à savoir que "[*l*]*a demande contiendra les renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant* ...".

99. Ainsi, on peut souligner à juste titre que, comme cela a déjà été dit, l'autorité chargée de la mise en œuvre a pris en considération les renseignements et documents figurant dans le dossier au moment de se prononcer sur l'ouverture de la présente procédure.

100. En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine devait rejeter la demande d'ouverture d'une enquête, il convient d'indiquer que l'article 38 du Décret n° 2121/94 habilite l'autorité chargée de la mise en œuvre, dans l'hypothèse où la demande comporterait des erreurs ou des omissions, à accorder au requérant un délai pour la modifier ou la compléter. Cette faculté de l'autorité découle donc du fait qu'une demande peut ne pas comprendre des renseignements requis déterminés ou présenter une erreur matérielle. Dans ce cas, l'autorité chargée de la mise en œuvre informe le requérant de ces erreurs ou omissions pour qu'il les rectifie ou y remédie dans un délai donné.

101. En l'occurrence, le Brésil déclare qu'au vu de la détermination établie par la CNCE dans l'Acte n° 405 et en application de l'article cité plus haut, l'Argentine aurait dû classer le dossier. Compte tenu de ce qui a été précisé au sujet de l'article 38 invoqué par le Brésil et des points de fait et de droit exposés ci-après, l'Argentine, qui a agi conformément à la loi, ne pouvait pas classer le dossier.

102. Comme il ressort du dossier, le requérant a présenté des renseignements actualisés correspondant aux revendications exposées dans la demande du 17 février 1998. En conséquence, le Département juridique du Ministère de l'économie et des travaux et services publics a déterminé ce qui suit: "…*compte tenu du fait que les renseignements présentés par le CEPA (Centro de Empresas Procesadoras Avícolas) dans le dossier n° 061-001196/98 n'ont pas été évalués par la Comisión Nacional de Comercio Exterior lorsqu'elle s'est prononcée sur l'existence d'un dommage causé à la production nationale dans l'Acte n° 405/98 du Conseil, la Dirección General estime qu'il conviendrait, avant toute démarche, de solliciter à nouveau une intervention de ladite Comisión Nacional afin qu'elle se prononce sur les éléments présentés* ..." (folio 2302 du dossier CNCE n° 43/97).[30]

103. Loin d'être contraire à la législation argentine, l'examen des nouveaux renseignements présentés est expressément prévu à l'article 60 du Règlement d'application de la Loi nationale sur les procédures administratives (RLNPA), qui dispose que l'organe compétent (la CNCE dans le présent cas qui concerne un dommage) doit intervenir à nouveau dans la procédure si un fait nouveau se produit ou est porté à sa connaissance. Dans ce contexte, la présentation de renseignements additionnels par le requérant introduit de nouveaux éléments qui rendaient pertinente une nouvelle intervention de la CNCE, à la demande des organes compétents et en stricte conformité avec la loi.

[30] Ci-joint l'annexe II de l'Argentine.

104. Il faut également noter qu'au stade précédant l'ouverture de l'enquête, les droits des tierces parties ne sont pas affectés car il existe uniquement une relation entre la partie requérante et l'autorité chargée de la mise en œuvre. Ainsi, le Brésil qui, en tant que partie intéressée dans le cadre de l'enquête, a eu accès à tous les folios constituant le dossier, aura pu observer qu'un certain nombre de procédures ont été appliquées durant le laps de temps qui s'est écoulé entre la présentation des renseignements par le requérant et la décision d'engager une procédure. Compte tenu de ce qui précède, le classement du dossier qui a été suggéré aurait été contraire au droit administratif et aurait porté préjudice aux droits individuels du requérant avec toutes les conséquences administratives qu'un tel acte aurait comportées.

105. À cet égard, les dispositions de l'article 5.5 de l'Accord antidumping sont également d'application, à savoir que: "Les autorités éviteront, sauf si une décision a été prise d'ouvrir une enquête, de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête …"

106. En conséquence, l'article 38 cité est applicable lorsque l'autorité chargée de la mise en œuvre, ayant décelé des erreurs ou des omissions, ordonne au requérant de rectifier les erreurs ou de remédier aux omissions. Si le requérant n'obtempère pas dans le délai indiqué, l'autorité en question classera le dossier.

107. L'affaire à l'examen est différente car, dans un délai déterminé, le requérant a communiqué les renseignements actualisés qui méritaient d'être analysés et ont abouti à la détermination établie dans l'Acte n° 469.

108. En conséquence, et au titre des dispositions susmentionnées, tant que l'autorité concernée n'a pas expressément décidé d'ouvrir ou non une enquête sur la base d'une analyse globale de tous les éléments versés au dossier, l'affaire ne devrait pas être classée.

III.2 CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING - PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE PREUVE ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'AVIS AU PUBLIC

III.2.1 ALLÉGATION N° 10: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 12.1

109. Au paragraphe 188 de sa communication, le Brésil allègue que l'Argentine n'a pas adressé de notification à sept exportateurs brésiliens lorsqu'elle a été convaincue qu'il y avait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping. Il allègue qu'en n'adressant pas de notification à ces exportateurs lorsque l'enquête a été ouverte, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.1 de l'Accord antidumping.

Texte de l'article 12.1

> *Lorsque les autorités seront convaincues que les éléments de preuve sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête antidumping en conformité avec l'article 5, le ou les Membres dont les produits feront l'objet de l'enquête <u>et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière</u>, recevront une notification et un avis sera rendu public. (Non souligné dans l'original).*

Comme le prévoit l'article 6.11, les "parties intéressées" sont:

> *i) un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent ce produit;*
>
> *ii) le gouvernement du Membre exportateur; et*

iii) un producteur du produit similaire dans le Membre importateur ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent le produit similaire sur le territoire du Membre importateur.

Argumentation de l'Argentine

110. L'Argentine affirme que l'obligation énoncée à l'article 12.1 de rendre un avis public et d'adresser une notification aux parties intéressées (exportateurs ou producteurs étrangers) qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, avaient un intérêt en la matière, ainsi qu'au gouvernement du Brésil, Membre exportateur, a été remplie par les autorités en question. En effet, il aurait été impossible d'adresser une notification aux parties dont l'intérêt dans l'enquête n'était pas connu.

111. Dans la Résolution SICyM n° 11/99 du 20 janvier 1999, publiée au Journal officiel du 25 janvier 1999, le Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines a décrété **l'ouverture d'une enquête** *(section VI, folios 712 à 715).*[31]

112. L'ouverture de l'enquête a été notifiée au Chargé d'affaires de la République fédérative du Brésil auprès de la République argentine dans la Note SSCE n° 121 du 1er février 1999[32], qui sollicitait sa collaboration *"afin d'identifier les producteurs/exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête et de leur communiquer les demandes de renseignements jointes pour qu'ils puissent fournir au gouvernement argentin les renseignements demandés concernant le produit visé par l'enquête" (section VI, folios 729 à 731).*

113. La note indiquait également ce qui suit: "*une audition aura lieu le 25 février 1999 pour mener des consultations sur la portée de l'enquête en cours et remettre des questionnaires aux parties présentes ... Le gouvernement de la RÉPUBLIQUE ARGENTINE demande instamment à la Représentation diplomatique de prendre pleinement connaissance de la procédure susmentionnée*". Enfin, le gouvernement argentin a indiqué qu'il se tenait entièrement à la disposition du gouvernement brésilien pour lui fournir tout renseignement complémentaire.

114. Dans les Notes SSCE n° 122/99 et 123/99[33] du 1er février 1999, le Subsecretaría de Comercio Exterior a également notifié l'ouverture de l'enquête au Sous-Secrétaire à l'intégration économique américaine et au Sous-Secrétaire aux négociations économiques internationales pour que la Représentation diplomatique argentine auprès de la République fédérative du Brésil et la Mission permanente de la République argentine auprès des organisations internationales sises à Genève (Suisse) en soient informées et que la Résolution susmentionnée soit présentée au comité concerné *(section VI, folios 736 à 747).*

115. Par ailleurs, le 16 février 1999, dans les Notes DCD n° 273-000139/99, n° 273-000138/99, n° 273-000144/99, n° 273-000137/99, n° 273-000140/99 et n° 273-000141/99[34], les producteurs/exportateurs **Avipal S.A. Avicultura e Agropecuaria**, **Frigorífico Nicolini Ltda., Seara Alimentos S.A.**, **Frangosul S.A. Agro Avícola Industrial** ont été invités à fournir tous les éléments de preuve qu'ils jugeaient pertinents afin d'améliorer la conduite de l'enquête *(section VI, folios 759 et 760; section VI, folios 757, 758, 769 et 770; section VI, folios 755 et 756, et section VI, folios 761 à 764*, respectivement).

116. Enfin, le 25 février 1999, une **audition à caractère informatif** a eu lieu, à laquelle ont été invitées les parties susceptibles d'avoir un intérêt dans la procédure et au cours de laquelle des

[31] Voir l'annexe 7 du Brésil.
[32] Ci-joint l'annexe III de l'Argentine.
[33] Ci-joint l'annexe IV de l'Argentine.
[34] Ci-joint l'annexe V de l'Argentine.

fonctionnaires de la Dirección de Competencia Desleal ont répondu aux questions posées par les participants.

117. Il convient de souligner que, malgré ce qui a été dit plus haut, aucun représentant du gouvernement de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL n'a assisté à l'audition susmentionnée, ainsi qu'il ressort du compte rendu du 25 février 1999 (section VI, folio 828).[35]

118. Par ailleurs, il est à noter que l'Argentine a récemment eu connaissance de l'intérêt des sept autres exportateurs mentionnés par le Brésil au paragraphe 190 de sa communication (Cooperativa Central de Laticinios do Parana - CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigao, Comaves et Pena Branca) grâce à la réponse au questionnaire fournie par l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L., dans laquelle il était demandé que les entreprises en question soient également interrogées.[36]

119. C'est pour cette raison que, le jugeant pertinent pour l'enquête, l'Argentine a accédé à la requête de l'importateur INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L. Dans les Notes DCD n° 273-001062/99, n° 273-001063/99, DCD n° 273-001064/99, n° 273-001065/99, n° 273-001066/99 et DCD n° 273-001067/99 du 15 septembre 1999[37], la DCD a demandé aux producteurs brésiliens Chapecó, Minuano, Perdigao, Catarinense, CCLP et Comaves de bien communiquer des renseignements concernant le prix de gros au kilogramme effectivement payé pour les volailles vendues sur le marché brésilien pour la période comprise entre janvier 1998 et janvier 1999. Pour une présentation ordonnée des renseignements à fournir, il a été adressé aux producteurs susmentionnés un questionnaire destiné aux producteurs/exportateurs accompagné des instructions sur la manière de le remplir, contrairement à ce que le Brésil dit dans son allégation n° 11, paragraphe 202, qui est examinée séparément *(section LIII, folios 2369 et 2370; section LII, folios 2367 et 2368; section LII, folios 2361 et 2362; section LII, folios 2363 et 2364).*

120. En conséquence, l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine n'a pas rempli ses obligations en matière de notification aux exportateurs est dénuée de fondement et totalement tendancieuse.

III.2.2 ALLÉGATIONS N° 11 À 14: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6

121. À titre liminaire et en ce qui concerne la question de la violation de l'article 6 de l'Accord, il est nécessaire d'indiquer que, pour guider les entreprises et parties intéressées, l'autorité chargée de la mise en œuvre leur adresse en temps opportun des questionnaires et des formulaires précisant les renseignements et documents utiles aux fins de l'enquête.

122. En conséquence, bien que le gouvernement brésilien n'ait pas identifié des exportateurs en particulier, l'autorité chargée de la mise en œuvre, pour assurer la pleine participation des producteurs/exportateurs et après avoir déterminé la pertinence de la demande présentée par l'importateur INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L., a entre autres demandé que des renseignements soient sollicités auprès de certaines entreprises et institutions brésiliennes, notamment Comaves, Catarinense, Minuano, Chapecó et Perdigao, en ce qui concerne les ventes réelles, les prix au kilogramme effectivement payés pour les volailles, etc. (dossier n° 061-003264 du 21 avril 1999, section X, folio 1007[38]). Pour mener à bien cette démarche, la Dirección de Competencia Desleal a demandé à l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L., dans la Note

[35] Ci-joint l'annexe VI de l'Argentine.
[36] Ci-joint l'annexe VII de l'Argentine.
[37] Ci-joint l'annexe VIII de l'Argentine.
[38] Voir l'annexe VII de l'Argentine.

DCD n° 273-000832/99, de fournir la liste des adresses des entreprises citées (section XXIV, folio 2000[39]).

123. L'entreprise susmentionnée a donc communiqué les coordonnées des entreprises citées (dossier n° 061-007231/99 du 12 août 1999, section XXVII, folio 2296[40]).

124. Ainsi, des demandes de renseignements ont été adressées aux exportateurs suivants (section LII, folios 2361, 2363, 2365, 2367, 2369 et 2371[41]):

- COOPERATIVA CENTRAL DE LATICINIOS DO PARANA (Note DCD n° 273-001066/99)
- COOPERATIVA CENTRAL OESTE CATARINENSE LTDA. (Note DCD n° 273-001065/99)
- CHAPECO CIA INDUSTRIAL (Note DCD n° 273-001062/99)
- CIA MINUANO DE ALIMENTOS (Note DCD n° 273-001063/99)
- PERDIGAO INDUSTRIAL (Note DCD n° 273-001064/99)
- COMAVES INDUSTRIA E COMERCIO DE ALIMENTOS LTDA. (Note DCD n° 273-001067/99)

Il ressort de ce qui précède que l'autorité chargée de la mise en œuvre s'est efforcée d'assurer la participation la plus large possible; en outre, elle a accordé des délais additionnels successifs à ceux qui avaient de bonnes raisons de le demander et a pris en compte les différentes observations formulées par les participants pour ce qui est de leur difficulté à rassembler et à présenter concrètement des éléments de preuve.

III.2.2.1 ALLÉGATION N° 11: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.1

125. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.1 en ne ménageant pas à sept exportateurs brésiliens un délai d'au moins 30 jours pour répondre aux questionnaires relatifs au dumping fournis par la DCD. Il allègue également que la CNCE n'a jamais avisé ces sept exportateurs et ne leur a jamais fourni les questionnaires relatifs au dommage.

Texte de l'article 6.1.1

> *Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping. Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela sera réalisable.*

Argumentation de l'Argentine

126. L'Argentine affirme qu'elle n'a pas agi en violation de l'article 6.1.1 car elle a non seulement ménagé aux exportateurs brésiliens un **délai de plus de 30 jours** pour répondre aux questionnaires,

[39] Ci-joint l'annexe IX de l'Argentine.
[40] Ci-joint l'annexe X de l'Argentine.
[41] Voir l'annexe VIII de l'Argentine.

mais elle a en outre dûment pris en considération leurs demandes de prorogation et a accordé ces prorogations chaque fois que cela était réalisable.

127. En ce qui concerne les sept exportateurs mentionnés par le Brésil dans sa communication, il convient de réaffirmer que l'autorité chargée de l'enquête leur a adressé un questionnaire destiné aux producteurs/exportateurs accompagné des instructions sur la manière de le remplir, contrairement à l'allégation du Brésil.

128. Le 25 février 1999, une **audition à caractère informatif** a eu lieu, à laquelle ont été invitées les parties susceptibles d'avoir un intérêt dans la procédure et au cours de laquelle des fonctionnaires de la Dirección de Competencia Desleal ont répondu aux questions posées par les participants.

129. La date du 29 mars 1999 a été fixée pour la présentation à la Dirección de Competencia Desleal des formulaires et des questionnaires pertinents ainsi que des éléments de preuve de la part des entreprises concernées.

130. On trouvera ci-après des exemples de demandes successives de prorogation de délai pour la présentation des éléments de preuve[42]:

- Demande de prorogation de délai présentée par SADIA S.A. pour la communication de sa réponse au questionnaire et accord de la DCD (dossier n° 061-002094/99 du 15 mars 1999 - folio 930).

- Demande de prorogation de délai présentée par FRANGOSUL S/A pour la communication de sa réponse au questionnaire et accord de la DCD (dossier n° 061-002101/99 du 15 mars 1999 - folio 931).

- Demande de prorogation de délai présentée par FRIGORIFICO NICOLINI LTDA. pour la communication de sa réponse au questionnaire et accord de la DCD (dossier n° 061-002102/99 du 15 mars 1999 – folio 934).

- Demande de prorogation de délai présentée par AVIPAL S.A. pour la communication de sa réponse au questionnaire et accord de la DCD (dossier n° 061-002140/99 du 16 mars 1999 - folio 935).

131. Ce qui précède témoigne de la ferme volonté dont les autorités ont fait preuve au cours de la procédure pour permettre au maximum aux parties intéressées non seulement de participer à la procédure mais aussi de rassembler les documents qui permettraient d'établir une détermination finale correcte.

132. À l'expiration du nouveau délai accordé pour la communication des réponses aux questionnaires adressés par la DCD, ainsi que des éléments de preuve jugés pertinents, les entreprises participant à l'enquête ont présenté les documents, qui ont été incorporés dans le Rapport sur la présentation des éléments de preuve, avant la phase de présentation des éléments de preuve *(section XXII, folios 1771 à 1806).*

133. De même, en ce qui concerne les sept autres producteurs brésiliens (CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigao, Comaves et Pena Branca) auxquels les questionnaires ont été adressés dans les Notes DCD n° 273-001062/99, n° 273-001063/99, n° 273-001064/99, n° 273-001065/99,

[42] Ci-joint l'annexe XI de l'Argentine.

n° 273-001066/99 et n° 273-001067/99 du 15 septembre 1999, en réponse à une demande de l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L.[43], les réponses obtenues étaient les suivantes:

> En réponse à la demande de la DCD, la Coop. Central de Laticinios Do Parana Ltda. a indiqué le 18 octobre 1999, dans le dossier n° 061-009759/99, qu'elle n'avait effectué **aucune** exportation du produit en cause à destination de la République argentine durant la période comprise entre janvier 1998 et janvier 1999 (*section LIII, folio 2387*[44]).
>
> Dans le dossier n° 061-010463/99, la COOPERATIVA OESTE CATARINENSE LTDA. a demandé une prorogation de délai pour présenter des renseignements additionnels. Elle a également communiqué les documents suivants (*section LIII à LIX, folio 2405*[45]):
>
> Annexe I - Identification du producteur/exportateur. Confirmation de la conformité aux fins de la vérification des renseignements.
>
> Annexe II - Identification du produit en cause. Des renseignements techniques concernant le produit et des copies d'étiquettes du produit ont été joints.
>
> Annexe III - Liste des importateurs de la marchandise visée par l'enquête en République argentine et dans des pays tiers.
>
> Annexe IV - Renseignements sur le marché du producteur/exportateur. Unité de mesure: tonne.
>
> Annexe V - Résumé des ventes du producteur/exportateur. Volailles éviscérées entières congelées. Unité de mesure: tonne.
>
> Annexe VI - Résumé des ventes du producteur/exportateur. Volailles éviscérées entières congelées. Unité de mesure: million de dollars EU.
>
> Des renseignements ont également été fournis sur les points suivants: historique de la coopérative, caractéristiques, objectif social, liste des adresses de la maison mère et des filiales, principaux fournisseurs d'intrants, aspects de l'organisation et de la gestion, organigramme de la Direction, canaux de distribution sur les marchés intérieur, extérieur et argentin, liste des produits fabriqués par l'entreprise, spécifications techniques des produits en cause et bilan financier des exercices 1997 et 1998.
>
> Annexe VII - Exportations effectivement effectuées à destination de la République argentine, par transaction, avec éléments de preuve documentaires.
>
> Annexe VIII - Ventes effectuées sur le marché intérieur pour l'année 1998 et janvier 1999, ventilées par transaction.
>
> Annexe IX - Exportations à destination de pays tiers.
>
> Annexe X - Structure des coûts de la marchandise importée.
>
> Annexe XI - Structure des coûts de la marchandise exportée.

[43] Voir l'annexe VIII de l'Argentine.
[44] Ci-joint l'annexe XXVI de l'Argentine.
[45] Ci-joint l'annexe XII de l'Argentine.

Des renseignements confidentiels et non confidentiels ont été présentés, ainsi qu'un résumé non confidentiel.

En outre, une description du processus de fabrication et un diagramme de flux ont été fournis.

Une prorogation de délai ayant été demandée, le nouveau délai sollicité a été accordé (*section LIX, folios 2416 et 2417*[46]).

Le 28 octobre 1999, l'entreprise CHAPECO COMPANHIA INDUSTRIAL DE ALIMENTOS (usine Cascavel) a indiqué à la DCD qu'elle n'avait effectué **aucune** vente à destination de la République argentine au cours de la période visée par l'enquête (dossier n° 061-010656/99, *section LIX, folio 2418*[47]).

Le 9 novembre 1999, MINUANO DE ALIMENTOS a également demandé une prorogation de délai pour la communication des renseignements (dossier n° 061-010773/99, *section LIX, folio 2419*[48]). La DCD a accordé une prorogation jusqu'au 22 novembre 1999 (Note DCD n° 273-001409/99 du 18 novembre 1999, *section LIX, folios 2429 et 2430*[49]). **À l'expiration du délai fixé, l'entreprise brésilienne n'avait présenté aucun renseignement.**

Le 18 novembre 1999, COMAVES INDUSTRIA E COMERCIO DE ALIMENTOS LTDA. a demandé une prorogation de délai pour la présentation des renseignements (dossier n° 061-011200/99, *section LIX, folio 2446*[50]). La DCD a accordé une prorogation jusqu'au 13 décembre 1999 (Note DCD n° 273-001487/99 du 7 décembre 1999, *section LIX, folios 2487 et 2488*[51]). **À l'expiration du délai accordé, l'entreprise brésilienne n'avait communiqué aucun renseignement.**

L'exportateur brésilien PENABRANCA a demandé une prorogation de délai pour la communication des renseignements concernant le prix au kilogramme effectivement payé pour les volailles vendues sur le marché brésilien (dossier n° 061-010864/99 du 11 novembre 1999, *section LIX, folio 2421*[52]). La DCD a accordé une prorogation jusqu'au 29 novembre 1999 (Note DCD n° 273-001406/99 du 18 novembre 1999, *section LIX, folios 2423 et 2424*[53]). **À l'expiration du délai fixé, l'entreprise susmentionnée n'avait présenté aucun renseignement.**

Pour sa part, l'entreprise brésilienne PERDIGAO AGROINDUSTRIAL n'a jamais fourni de réponse ni même demandé une prorogation de délai.

De même, dans les Notes DCD n° 273-001309/99, n° 273-001317/99 et n° 273-001318/99 du 4 novembre 1999 et dans les notes DCD n° 273-001319/99 et n° 273-001321/99 du 8 novembre 1999[54], les entreprises brésiliennes COOPERATIVA CENTRAL OESTE CATARINENSE LTDA., CHAPECO CIA INDUSTRIAL, CIA MINUANO DE ALIMENTOS, PERDIGAO AGROINDUSTRIAL et COMAVES INDUSTRIA E COMERCIO DE

[46] Ci-joint l'annexe XIII de l'Argentine.
[47] Ci-joint l'annexe XIV de l'Argentine.
[48] Ci-joint l'annexe XV de l'Argentine.
[49] Ci-joint l'annexe XVI de l'Argentine.
[50] Ci-joint l'annexe XVII de l'Argentine.
[51] Ci-joint l'annexe XVIII de l'Argentine.
[52] Ci-joint l'annexe XIX de l'Argentine.
[53] Ci-joint l'annexe XX de l'Argentine.
[54] Ci-joint l'annexe XXI de l'Argentine.

> ALIMENTOS ont été informées des dispositions de la Loi n° 19.549 sur les procédures administratives et des Décrets réglementaires n° 1759/72 et 1883/91 concernant les communications présentées à l'administration publique nationale.

134. Compte tenu de ce qui précède, l'Argentine affirme que, contrairement à ce que le Brésil indique au paragraphe 211 de sa communication, l'autorité chargée de l'enquête a accordé aux exportateurs brésiliens un délai plus long que celui qui est spécifié dans l'Accord pour répondre au questionnaire de la DCD, en prenant dûment en considération leurs demandes de prorogation de délai et en accordant ces prorogations chaque fois que cela était réalisable, se conformant ainsi aux dispositions de l'article 6.1.1.

135. En ce qui concerne ce que le Brésil indique au paragraphe 212 de sa communication, à savoir que sept exportateurs n'ont jamais reçu le questionnaire de la CNCE relatif au dommage, il faudrait souligner que la CNCE n'a remis le questionnaire, en pleine conformité avec les dispositions de l'article 6.1, qu'à huit exportateurs, le Brésil semblant accorder une portée excessive à cet article. En effet, la partie pertinente de l'Acte n° 576[55] indique ce qui suit: "*Par ailleurs, les exportations à destination de l'Argentine notifiées par les entreprises brésiliennes qui ont répondu au "Questionnaire destiné aux exportateurs" de la CNCE ont représenté plus de la moitié des importations totales de volailles éviscérées entières originaires du Brésil ...*".

136. En conséquence, l'Argentine estime que l'autorité chargée de la mise en œuvre a satisfait à la prescription énoncée à l'article 6.1.1. Il convient par ailleurs de souligner que le Brésil n'a jamais contesté la circonstance dont elle se plaint maintenant dans les différentes déclarations qu'il a faites au cours de l'enquête.

III.2.2.2 ALLÉGATION N° 12: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.2

137. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.2 en ne mettant pas dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées.

Texte de l'article 6.1.2

> *Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée seront mis dans les moindres délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête.*

Argumentation de l'Argentine

138. Contrairement à ce que le Brésil allègue, les autorités argentines ont agi d'une manière compatible avec l'obligation définie à l'article 6.1.2, car elles ont mis dans les moindres délais à la disposition des parties intéressées participant à l'enquête les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées. Pour preuve, une fois l'enquête ouverte, les autorités argentines ont mis à la disposition des parties intéressées - notamment les exportateurs, les importateurs et les autorités du pays concerné - les documents à l'origine de la procédure en cause. Ainsi, les parties intéressées autorisées ont eu à tout moment la possibilité de consulter le dossier et d'en obtenir un exemplaire, c'est-à-dire non seulement la demande elle-même mais aussi tous les éléments versés au dossier.

139. Le Brésil affirme donc à tort au paragraphe 216 de sa communication que sept exportateurs brésiliens ont participé à leur insu à l'enquête et qu'ils n'ont été avisés de l'enquête que huit mois après son ouverture. Comme l'Argentine l'a fait observé pour ce qui est de la compatibilité avec l'article 12.1 (allégation n° 10), l'autorité chargée de l'enquête a récemment eu connaissance de

[55] Voir l'annexe 14 du Brésil.

l'intérêt des sept autres exportateurs mentionnés par le Brésil au paragraphe 216 de sa communication (Cooperativa Central de Laticinios do Parana - CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigao, Comaves et Pena Branca) grâce à la réponse au questionnaire fournie par l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L., dans laquelle il était demandé que les entreprises en question soient également interrogées.

140. Il aurait donc été difficile pour les autorités argentines de mettre à la disposition de ces sept exportateurs brésiliens les éléments de preuve présentés par écrit par les autres parties intéressées participant à l'enquête, puisque ces exportateurs n'étaient pas parties à l'enquête. En effet, l'Argentine avait uniquement l'obligation de mettre dans les moindre délais à la disposition des autres parties intéressées participant à l'enquête les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée, et c'est ce qu'elle a fait.

141. L'Argentine déplore que le gouvernement brésilien, qui avait été informé avant l'ouverture de l'enquête et qui avait un intérêt dans l'enquête depuis le début, n'ait pas fait part aux autorités argentines de l'intérêt des entreprises susmentionnées et qu'il n'ait pas avisé celles-ci qu'il serait judicieux qu'elles participent à la procédure.

142. Même dans ces circonstances, immédiatement après avoir eu connaissance de ce qui précède, pour offrir les garanties d'une procédure régulière et pour rechercher les renseignements pertinents permettant de prendre des décisions pleinement conformes aux dispositions juridiques en vigueur, l'Argentine a demandé aux producteurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigao et Comaves de veiller à bien communiquer des renseignements concernant le prix de gros au kilogramme effectivement payé pour les volailles vendues sur le marché brésilien pour la période comprise entre janvier 1998 et janvier 1999, leur adressant un questionnaire destiné aux producteurs/exportateurs accompagné des instructions sur la manière de le remplir afin d'assurer une présentation ordonnée des renseignements à fournir (*section LIII, folios 2369 à 2372; section LII, folios 2365 à 2368; folios 2361 et 2362; folios 2363 et 2364*[56]).

143. En outre et contrairement à l'allégation du Brésil[57], il convient de souligner que les réponses reçues de ces exportateurs montrent clairement que deux des sept entreprises (CCLP et CHAPECO) n'ont pas effectué d'exportations à destination de l'Argentine au cours de la période visée par l'enquête, tandis que quatre autres (MINUANO, COMAVES, PENABRANCA et PERDIGAO) ont déclaré qu'elles n'avaient aucun intérêt dans l'enquête.

144. En effet, en réponse à la demande de la DCD, la Coop. Central de Laticinios Do Parana Ltda. (CCLP) et CHAPECO COMPANHIA INDUSTRIAL DE ALIMENTOS (usine Cascavel) ont indiqué, le 18 octobre 1999 et le 28 octobre 1999 respectivement et dans les dossiers n° 061-009759/99 et n° 061-010656/99 respectivement, qu'elles n'avaient effectué **aucune** exportation du produit en cause à destination de la République argentine pendant la période comprise entre janvier 1998 et janvier 1999 (*section LIII, folio 2387*[58] *et section LIX, folio 2418*[59]).

145. De leur côté, MINUANO DE ALIMENTOS, COMAVES INDUSTRIA E COMERCIO DE ALIMENTOS LTDA. et PENABRANCA ont demandé, dans les dossiers n° 061-010773/99, n° 061-011200/99 et n° 061-010864/99 du 9 novembre 1999, du 18 novembre 1999 et du 11 novembre 1999[60] respectivement, une prorogation de délai pour la présentation des renseignements. Dans les Notes DCD n° 273-001409/99 du 18 novembre 1999, n° 273-001487/99 du

[56] Voir l'annexe VIII de l'Argentine.
[57] Communication du Brésil, paragraphe 219: "... ils avaient exporté vers l'Argentine la marchandise visée pendant la période couverte par l'enquête ..."
[58] Voir l'annexe XXVI de l'Argentine.
[59] Voir l'annexe XIV de l'Argentine.
[60] Voir les annexes XVII et XIX de l'Argentine.

7/12/99 et n° 273-001406/99 du 18 novembre 1999, la DCD a accordé les prorogations demandées, jusqu'au 22 novembre 1999 dans le premier cas, au 13 décembre 1999 dans le deuxième cas et au 29 novembre 1999 dans le troisième cas.[61] **Toutefois, à l'expiration des délais fixés, les entreprises n'ont communiqué aucun renseignement.** De même, l'entreprise brésilienne PERDIGAO AGROINDUSTRIAL n'a jamais fourni de réponse ni même demandé une prorogation de délai.

146. L'Argentine estime avoir ainsi donné à toutes les parties intéressées la possibilité de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeaient pertinents. Cela étant, si les parties qui étaient supposées avoir un intérêt dans l'enquête n'y ont pas participé, ce sont elles et non l'autorité chargée de la mise en œuvre qui n'ont pas défendu leurs propres intérêts.

147. C'est pourquoi l'Argentine soutient qu'il aurait été difficile pour les autorités chargées de l'enquête de mettre dans les moindres délais à la disposition des entreprises susmentionnées les éléments de preuve présentés par les parties intéressées, étant donné que ces entreprises ne se sont même pas fait connaître en tant que parties intéressées. L'Argentine affirme par conséquent avoir agi d'une manière compatible avec l'article 6.1.2.

III.2.2.3 ALLÉGATION N° 13: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.2

148. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 car, selon le Brésil, les parties intéressées n'ont pas eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

Texte de l'article 6.2

La partie pertinente de l'article 6.2 dispose ce qui suit:

Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts ...

Argumentation de l'Argentine

149. Contrairement à ce que le Brésil allègue, toutes les parties intéressées ont eu toutes possibilités de défendre leurs intérêts pendant toute la durée de l'enquête et les autorités chargées de l'enquête ont donc rempli l'obligation énoncée à l'article 6.2.

150. L'Argentine convient avec le Brésil (paragraphe 222 de sa communication) que l'article 6.2 ne donne pas d'indications précises au sujet des dispositions que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre dans la pratique. Au vu des faits décrits ci-dessus, l'Argentine estime avoir satisfait à l'obligation énoncée à l'article 6.2.

151. Ainsi qu'il a été dit en ce qui concerne la compatibilité avec l'article 6.1.3 (allégation n° 14), une fois l'enquête ouverte, l'Argentine a mis à la disposition des parties intéressées - entre autres exportateurs, importateurs et autorités du pays concerné - les documents à l'origine de la procédure en cause. Ainsi, les parties intéressées autorisées ont eu à tout moment la possibilité de consulter le dossier et d'en obtenir un exemplaire, c'est-à-dire non seulement la demande elle-même mais aussi tous les éléments versés au dossier et, en outre, toute partie qui pensait avoir un intérêt dans la procédure pouvait se présenter dans le cadre de l'enquête en faisant connaître sa situation. Dans le cas particulier des exportateurs, la pratique suivie montre que ce sont le gouvernement de leur pays et leurs clients importateurs qui les informent d'office de l'existence d'une procédure antidumping dans le pays d'origine du produit visé par l'enquête.

[61] Voir les annexes XVIII et XX de l'Argentine.

152. Il est donc manifeste que la manière dont les autorités argentines ont permis aux parties intéressées de participer à la procédure n'a en aucune façon porté atteinte à leur droit d'accès au dossier et encore moins à leur droit de se défendre. C'est pourquoi l'Argentine considère comme dénués de pertinence les arguments avancés par le Brésil pour étayer son allégation au titre de l'article 6.2 concernant l'"atteinte au droit de se défendre".

153. Outre ce qui a été dit plus haut, la ferme volonté dont les autorités ont fait preuve au cours de la procédure pour permettre au maximum aux parties intéressées non seulement de participer à la procédure mais aussi de rassembler les documents qui permettraient d'établir une détermination finale correcte est démontrée par les communications des entreprises participantes versées au dossier et les conclusions établies à partir de ces communications. Ainsi, les renseignements présentés par les exportateurs SADIA S.A., AVIPAL S.A., FRIGORIFICO NICOLINI LTDA. et SEARA ALIMENTOS S.A. ont permis de déterminer leurs marges de dumping respectives.

154. Les notifications ci-après témoignent du travail effectué par le Département technique pour demander et rassembler les documents susmentionnés[62]:

- Note DCD n° 273-001460/99 du 3 décembre 1999 – SEARA ALIMENTOS S.A.
- Note DCD n° 273-001461/99 du 3 décembre 1999 – FRIGORIFICO NICOLINI LTDA.
- Note DCD n° 273-001462/99 du 3 décembre 1999 – SADIA S.A.

155. Dans les autres cas, l'autorité chargée de la mise en œuvre a dû recourir à des renseignements obtenus auprès d'autres sources.

156. En ce qui concerne les autres entreprises examinées par l'autorité chargée de la mise en œuvre (DA GRANJA AGROI, SADIA CONCORDIA, ACAUA INDUSTRIA, FELIPE AVICOLA, VENETO et LITORAL ALIMENT), l'Argentine réaffirme qu'elle n'a pas pu disposer de renseignements additionnels ni de pièces justificatives suffisantes malgré les nombreuses demandes de renseignements faites dans des notes envoyées par l'autorité chargée de la mise en œuvre, par exemple les notes suivantes[63]:

- Note DCD n° 273-001319/99 - PERDIGAO AGROINDUSTRIAL
- Note DCD n° 273-001406/99 - PENABRANCA AVICULTURA S.A.
- Note DCD n° 273-001409/99 - COMPANHIA MINUANO DE ALIMENTOS
- Note DCD n° 273-001487/99 - COMAVES IND. E COM. DE ALIMENTOS LTDA.
- Dossier n° 061-008834/99 de la COOP. CENTRAL OESTE CATARINENSE demandant une prorogation de délai.

157. D'une manière générale, il convient de préciser que, bien que l'analyse complète des réponses aux questionnaires permette d'avoir une idée approximative des transactions commerciales des entreprises, c'est principalement sur les pièces justificatives qu'est fondée la détermination des prix, des ajustements fiscaux et des niveaux commerciaux. C'est également la base sur laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre est habilitée à procéder à une vérification sur place.

[62] Ci-joints en tant qu'annexe XXII de l'Argentine.
[63] Voir les annexes XXI, XX, XVI, XVIII et XIII de l'Argentine.

158. Par ailleurs, le Brésil fait une déclaration dénuée de fondement au paragraphe 222 de sa communication, à savoir que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 en notifiant l'enquête et en demandant une réponse aux questionnaires huit mois après l'ouverture de l'enquête, ce qui est faux. De toute évidence, l'affirmation faite par le Brésil au paragraphe 222 vise à nouveau les sept exportateurs dont le Brésil prétend qu'ils avaient un intérêt dans l'enquête.

159. À cet égard, il est à noter que, d'une part, l'obligation de rendre un avis public et d'adresser une notification aux parties intéressées (exportateurs ou producteurs étrangers) ne s'applique qu'aux parties dont l'intérêt en la matière était connu (l'Argentine réitère la déclaration qu'elle a faite concernant l'article 12.1, allégation n° 10). En effet, il convient de souligner qu'il aurait été impossible d'adresser une notification aux parties dont l'intérêt dans l'enquête n'était pas connu. L'Argentine réaffirme également que c'était le Brésil même qui avait la possibilité la plus évidente de faire connaître à l'ensemble de ses producteurs l'existence de l'enquête et/ou de communiquer au gouvernement argentin l'existence des producteurs en question. L'enquête a été ouverte sur la base de la connaissance de chaque exportateur ou producteur étranger connu indiqué par le requérant et, une fois que l'ouverture de l'enquête avait été rendue publique, il n'incombait pas uniquement à l'autorité chargée de la mise en œuvre de faire en sorte que tous les acteurs potentiels participent à l'enquête.

160. Dans les cas de dumping où ce qui est examiné est le comportement concurrentiel des producteurs et/ou exportateurs étrangers, les notifications adressées au gouvernement du Membre exportateur intéressé avant l'engagement de la procédure ont pour conséquence directe que les connaissances relatives au milieu dans lequel fonctionnent les producteurs étrangers peuvent être protégées. On retrouve cette notion à l'article 6.1.3 entre autres.

161. Par ailleurs, en ce qui concerne la question de la compatibilité avec l'article 6.1.2 (allégation n° 12), les sept exportateurs susmentionnés n'avaient pas un tel intérêt, comme l'Argentine l'a constaté en détail avec documents à l'appui. Compte tenu de ce qui précède, l'Argentine estime que l'autorité chargée de l'enquête a rempli l'obligation énoncée à l'article 6.2.

III.2.2.4 ALLÉGATION N° 14: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 6.1.3

162. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.1.3 en ne communiquant pas aux exportateurs brésiliens et au gouvernement brésilien le texte de la demande présentée par écrit, dès que l'enquête a été ouverte.

Texte de l'article 6.1.3

> *Dès qu'une enquête aura été ouverte, les autorités communiqueront aux exportateurs connus* et aux autorités du Membre exportateur le texte intégral de la demande présentée par écrit conformément au paragraphe 1 de l'article 5 et le mettront sur demande à la disposition des autres parties intéressées qui sont concernées. Il sera tenu dûment compte de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 5.* (non souligné dans l'original).
> * La note de bas de page dispose ce qui suit:
>
> *Étant entendu que, lorsque le nombre des exportateurs en cause sera particulièrement élevé, le texte intégral de la demande écrite ne devrait être communiqué qu'aux autorités du Membre exportateur ou au groupement professionnel pertinent.*

Argumentation de l'Argentine

163. Contrairement à ce que le Brésil allègue, les autorités argentines ont satisfait aux prescriptions énoncées à l'article 6.1.3 en communiquant aux exportateurs brésiliens et au gouvernement brésilien le texte intégral de la demande présentée par écrit, dès que l'enquête a été ouverte.

164. Le Brésil indique que les autorités argentines n'ont pas agi d'une manière compatible avec l'article 6.1.3 car elles n'ont pas transmis la demande aux exportateurs connus et aux autorités du pays exportateur. À cet égard, il faut souligner que dans sa version espagnole, ledit article emploie le terme "facilitar" pour énoncer l'obligation de communiquer. Les autorités argentines ont satisfait à cette obligation en mettant les dossiers à la disposition des parties intéressées autorisées. L'Argentine ne comprend donc pas pourquoi le Brésil est arrivé à la conclusion que le terme "facilitar" signifie "envoyer". L'Argentine estime que l'interprétation du Brésil est erronée.

165. Une fois l'enquête ouverte, l'Argentine a mis à la disposition des parties intéressées, notamment les exportateurs, les importateurs et les autorités du pays concerné, les documents à l'origine de la procédure en cause. Ainsi, les parties intéressées autorisées ont eu à tout moment la possibilité de consulter le dossier et d'en obtenir un exemplaire, c'est-à-dire non seulement la demande elle-même mais aussi tous les éléments versés au dossier.

166. L'Argentine juge donc inadmissible l'argument présenté par le Brésil au paragraphe 230 de sa communication concernant l'"atteinte au droit de se défendre", vu qu'à tout moment la Représentation du Brésil en Argentine a eu à sa disposition la totalité des documents présentés lors de l'engagement de la procédure et pendant toute la durée de l'enquête, conformément à l'article 6.1.3.

167. De surcroît, l'ouverture d'une enquête est un acte administratif à caractère général, raison pour laquelle elle est publiée au Journal officiel, ce qui constitue une notification suffisante de portée générale. Après la publication au Journal officiel, les parties intéressées *autorisées ont pu avoir un accès immédiat au dossier*.

168. Il est évident par conséquent que la manière dont les autorités argentines prévoit la communication de la demande écrite et l'accès des parties intéressées à la procédure ne porte pas atteinte au droit d'accéder au dossier et encore moins au droit des parties de se défendre.

169. En outre, après l'ouverture de l'enquête, les autorités argentines l'ont notifiée au Chargé d'affaires de la République fédérative du Brésil en Argentine, dans la Note ex-SSCE n° 121/99 du 1er février 1999[64], conformément à l'article 6 de l'Accord antidumping. La note montre clairement que l'Argentine attendait du gouvernement brésilien une collaboration "*afin d'identifier les producteurs/exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête et de leur communiquer les demandes de renseignements jointes pour qu'ils puissent fournir au gouvernement argentin les renseignements demandés concernant le produit visé par l'enquête*".

170. La note indiquait également ce qui suit: "*une audition aura lieu le 25 février 1999 pour mener des consultations sur la portée de l'enquête en cours et remettre les questionnaires aux parties présentes … Le gouvernement de la RÉPUBLIQUE ARGENTINE demande instamment à la Représentation diplomatique de prendre pleinement connaissance de la procédure susmentionnée*". Enfin, le gouvernement argentin a indiqué qu'il se tenait entièrement à la disposition du gouvernement brésilien pour lui fournir tout renseignement complémentaire.

171. Pourtant, il convient de noter que, malgré ce qui a été exposé plus haut, aucun représentant du gouvernement brésilien n'a assisté à l'audition susmentionnée, ainsi qu'il ressort du compte rendu du 25 février 1999 (section VI, folio 828)[65] et qu'il n'existe aucune trace écrite de la présence d'une partie intéressée quelconque à cette audition. Le Brésil ne peut donc alléguer maintenant qu'il a été porté atteinte à son droit de se défendre.

172. En outre, l'Argentine ne comprend pas la façon dont le gouvernement brésilien prétend calculer les délais prévus pour la notification de l'ouverture de l'enquête, puisque la

[64] Voir l'annexe III de l'Argentine.
[65] Voir l'annexe VI de l'Argentine.

Résolution SICyM n° 11/99 du 20 janvier 1999 a été publiée au Journal officiel du 25 janvier 1999, date à partir de laquelle le nombre de jours est compté.

173. Si l'on tient compte du fait que les autorités brésiliennes ont été avisées le 1er février 1999, on peut vérifier que cinq jours ouvrables se sont écoulés et non 12 comme le Brésil le prétend à tort au paragraphe 237 de sa communication.

174. Une fois encore, l'Argentine s'étonne de voir comment le Brésil cherche sans cesse à induire le Groupe spécial en erreur en tergiversant non seulement au sujet de l'interprétation de l'Accord mais aussi à propos des mesures concrètes prises par l'autorité argentine chargée de la mise en œuvre.

III.2.3 ALLÉGATIONS N° 15, 16, 17 ET 21: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 6.8 (ANNEXE II), 6.9 ET 12.2.2

175. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II en ignorant les réponses communiquées par les exportateurs brésiliens en ce qui concerne la description du produit vendu à l'Argentine et à l'intérieur du Brésil et en recourant au calcul de l'ajustement de la valeur normale fourni par le requérant dans la demande (allégation n° 15). Le Brésil allègue également que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas de manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les renseignements communiqués par les exportateurs en ce qui concerne la description du produit et d'appliquer à la place l'ajustement de la valeur normale proposé par le requérant (allégation n° 16). Par ailleurs, le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II en ignorant les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs brésiliens, et en utilisant les renseignements relatifs au prix à l'exportation communiqués par le Secretaría de Agricultura, Pesca y Alimentación (allégation n° 17). Enfin, le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 car elle n'a pas informé les exportateurs brésiliens des faits essentiels (allégation n° 21).

Texte de l'article 6.8

> *Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.*

Texte de l'Annexe II, paragraphes 3, 6 et 7

> La partie pertinente du paragraphe 3 dispose ce qui suit:
>
> *3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations ...*
>
> *6. Si des éléments de preuve ou des renseignements ne sont pas acceptés, la partie qui les a communiqués devrait être informée immédiatement des raisons de leur rejet et devrait avoir la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable, compte dûment tenu des délais fixés pour la durée de l'enquête. Si ces explications ne sont pas jugées satisfaisantes par les autorités, les raisons du rejet*

des éléments de preuve ou des renseignements en question devraient être indiquées dans les déterminations publiées.

7. Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.

Texte de l'article 6.9

Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.

Texte de l'article 12.2.2

12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6.

Argumentation de l'Argentine

176. Contrairement à ce que le Brésil allègue, la DCD a fondé ses conclusions sur "… *[t]ous les renseignements qui [étaient] vérifiables, qui [étaient] présentés de manière appropriée* …", conformément à ce qui est prévu à l'Annexe II, paragraphe 3, de l'Accord antidumping.

177. Pour examiner les renseignements, les autorités argentines adressent des questionnaires contenant tous les éléments nécessaires pour effectuer une analyse correcte aux fins de la détermination de l'existence ou de l'inexistence d'un dumping et indiquent également que des pièces justificatives doivent être fournies pour étayer les renseignements contenus dans le questionnaire; elles offrent également à ceux qui répondent aux questionnaires la possibilité d'ajouter tous les renseignements qu'ils considèrent comme présentant un intérêt. Les parties jouissent de droits similaires pendant toute la procédure d'enquête.

178. À l'évidence, en l'absence de pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées, il est impossible pour l'autorité chargée de la mise en œuvre d'examiner les allégations présentées par les parties. Compte tenu du fait que "vérifiable" signifie "contrôlable", l'examen est possible si l'on dispose de pièces justificatives susceptibles d'être vérifiées.

179. Le Brésil conteste en particulier l'ajustement de 9,09 pour cent appliqué à la valeur normale auquel les autorités ont eu recours pour établir leur détermination finale. Il est vrai que cet ajustement est fondé sur la méthode de calcul indiquée par le requérant, dont la validité a cependant été confirmée par l'absence d'une opposition étayée par des éléments de preuve vérifiables et non par de simples allégations. Les documents additionnels présentés au cours de la procédure par diverses entreprises brésiliennes le 20 avril 1999 (dossier n° 061-003243/99, section IX, folio 999)[66] et par la Représentation de la RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL constituent de simples arguments, qui ne reposent sur aucune donnée technique. En outre, ces documents montrent que l'ajustement en question était pertinent car ils ne le remettent pas en cause.

180. Il n'existait pas non plus de pièces justificatives concernant l'incidence de l'état congelé et/ou réfrigéré lors de la détermination de la valeur normale, malgré les points soulevés dans la communication présentée par ABEF (dossier n° 061-012582/99, section LXVI, folio 2507)[67], qui ne sont, une fois de plus, que de simples déclarations.

181. En raison de ce qui précède, l'Argentine estime que le Groupe spécial devrait rejeter les allégations du Brésil, qui semble avoir une perception partiale de l'enquête. Le fait que l'action des autorités argentines était appropriée et conforme aux accords est démontré par la détermination qui a abouti à l'exclusion des exportateurs Frigorífico Nicolini et Seara de la mesure antidumping appliquée, précisément parce que ces entreprises ont non seulement allégué qu'elles n'effectuaient pas de dumping, mais ont aussi - ce qui est important - communiqué tous les renseignements nécessaires avec les pièces justificatives correspondantes.

182. De la même façon, il a été possible de déterminer une marge de dumping individuelle pour les producteurs/exportateurs Sadia et Avipal d'après les renseignements communiqués et corroborés par ces entreprises.

183. Par conséquent, l'autorité chargée de la mise en œuvre n'a établi aucune discrimination quelle qu'elle soit entre les entreprises. Au contraire, le principal objectif de son action a été de respecter à la lettre l'Accord antidumping.

184. L'Argentine ne comprend donc pas pourquoi le Brésil allègue une incompatibilité avec l'article 12.2.2, qui dispose que "… (tout avis) … contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales …", étant donné que le Rapport sur les actions entreprises ainsi que le Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping, tout au long de leur texte et sous différents titres, ont traité en détail de chacune des communications présentées par les producteurs/exportateurs, pour arriver à une conclusion motivée concernant les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de la mise en œuvre a exclu les communications qui n'étaient pas étayées par des pièces justificatives ou avaient été présentées après l'expiration du délai accordé.

185. En ce qui concerne l'article 12.2.2, il convient d'indiquer que dans le Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve, en date du 4 janvier 2002 (section LXIII, folio 2757), la DCD a mis à la disposition des parties les renseignements concernant tous les faits essentiels sur lesquels elle fonderait sa décision finale. En témoignent les notes de la DCD du 5 janvier 2000 (section LXII, folios 2860 à 2880[68]), qui informent toutes les parties de la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve et les invitent à consulter le dossier de l'enquête et, si elles le souhaitent, à défendre leur position, ce qui montre qu'il y a eu compatibilité avec les prescriptions de l'Accord.

[66] Voir l'annexe XXIII de l'Argentine.
[67] Ci-joint en tant qu'annexe XXIV de l'Argentine.
[68] Ci-jointes en tant qu'annexe XXV de l'Argentine.

III.2.4 ALLÉGATIONS N° 18, 19, 20 ET 22: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 12.2.2, 6.8 (ANNEXE II) ET 6.10

186. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer les données relatives au prix à l'exportation communiquées par les exportateurs et d'utiliser les données relatives au prix à l'exportation communiquées par la Secretaría de Agricultura, Pesca et Alimentación (allégation n° 18). Il allègue également que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7, en ignorant tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par Frangosul et Catarinense et en utilisant les renseignements communiqués par le requérant (allégation n° 19). En outre, le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas d'une manière adéquate dans la détermination finale sa décision d'ignorer tous les renseignements relatifs à la valeur normale présentés par Frangosul et Catarinense et d'utiliser les renseignements communiqués par le requérant (allégation n° 20). Enfin, le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.10 car elle n'a pas établi de marges de dumping individuelles pour Frangosul et Catarinense (allégation n° 22).

Texte de l'article 6.8

> *Dans les cas où une partie intéressée refusera de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communiquera pas dans un délai raisonnable, ou entravera le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, pourront être établies sur la base des données de fait disponibles. Les dispositions de l'Annexe II seront observées lors de l'application du présent paragraphe.*

Texte de l'Annexe II, paragraphes 3, 5 et 7

> La partie pertinente du paragraphe 3 dispose ce qui suit:
>
> *3. Tous les renseignements qui sont vérifiables, qui sont présentés de manière appropriée de façon à pouvoir être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, qui sont communiqués en temps utile et, le cas échéant, qui sont communiqués sur un support ou dans un langage informatique demandés par les autorités, devraient être pris en compte lors de l'établissement des déterminations ...*
>
> *5. Le fait que les renseignements fournis ne sont pas idéalement les meilleurs à tous égards ne saurait donner valablement motif de les ignorer aux autorités, à condition que la partie intéressée ait agi au mieux de ses possibilités.*
>
> *7. Si elles sont amenées à fonder leurs constatations, dont celles qui ont trait à la valeur normale, sur des renseignements de source secondaire, y compris ceux que contient la demande d'ouverture de l'enquête, les autorités devraient faire preuve d'une circonspection particulière. Elles devraient, dans de tels cas, et lorsque cela sera réalisable, vérifier ces renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, en se reportant à des listes de prix publiées, à des statistiques d'importation officielles ou à des statistiques douanières - et d'après les renseignements obtenus d'autres parties intéressées au cours de l'enquête. Il est évident, toutefois, que si une partie intéressée ne coopère pas et que, de ce fait, des renseignements pertinents ne soient pas communiqués aux autorités, il pourra en résulter pour cette partie une situation moins favorable que si elle coopérait effectivement.*

Texte de l'article 12.2.2

> *Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6.*

Texte de l'article 6.10

> *En règle générale, les autorités détermineront une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête. Dans les cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable, les autorités pourront limiter leur examen soit à un nombre raisonnable de parties intéressées ou de produits, en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements dont elles disposent au moment du choix, soit au plus grand pourcentage du volume des exportations en provenance du pays en question sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter.*

Argumentation de l'Argentine

187. Aux fins de la détermination finale de la marge de dumping, l'autorité chargée de la mise en œuvre a analysé et examiné tous les renseignements figurant dans le dossier qui satisfaisaient aux principes découlant de l'Accord, c'est-à-dire ceux qui avaient été communiqués en temps utile et en bonne et due forme et étaient accompagnés des éléments de preuve adéquats.

188. Ce qui précède est conforme à ce qui a été dit plus haut concernant la situation des communications présentées par les entreprises participantes et des conclusions établies sur la base des différentes communications. Ainsi, les renseignements communiqués par les exportateurs se sont révélés être, dans le cas de SADIA S.A., AVIPAL S.A., de FRIGORIFICO NICOLINI LTDA. et de SEARA ALIMENTOS S.A., la source d'information qui a servi à déterminer la marge de dumping respective de ces entreprises.

189. Dans le cas du producteur/exportateur COOPERATIVA CENTRAL OESTE CATARINENSE LTDA., et comme cela a été dûment indiqué dans le Rapport final, les renseignements ont été fournis d'une manière globale et sans pièces justificatives.

190. Dans le cas de l'exportateur FRANGOSUL et bien que les points soulevés dans les paragraphes ci-après soient applicables, il est nécessaire de préciser que plusieurs notifications (Note DCD n° 273-001181/99 du 12/10/99 et note DCD n° 273-001182/99 du 12/10/99[69]) demandant de fournir les listes des Notas fiscales (reçus fiscaux) ont été envoyées à l'entreprise, en vue d'un échantillonnage statistique des formalités requises au titre de la Loi sur les procédures administratives. Le 18 novembre 1999 (Note DCD n° 273-001412/99 et Note DCD n° 273-001413/99[70]), ces

[69] Ci-jointes en tant qu'annexe XXVII de l'Argentine.
[70] Ci-jointes en tant qu'annexe XXVIII de l'Argentine.

renseignements ont été à nouveau demandés. Cela étant, après l'expiration du délai fixé, deux disquettes ont été fournies, sans pièces justificatives.

191. En ce qui concerne les autres entreprises examinées par l'autorité chargée de la mise en œuvre (COMAVES, DA GRANJA AGROI, SADIA CONCORDIA, MINUANO DE ALIMENTOS, ACAUA INDUSTRIA, FELIPE AVICOLA, PERDIGAO AGROIN, VENETO, CHAPECO CL et LITORAL ALIMENT), l'Argentine réaffirme qu'elle n'a pas pu disposer de renseignements additionnels ni de pièces justificatives suffisantes malgré les nombreuses demandes de renseignements faites dans des notes envoyées par l'autorité chargée de la mise en œuvre.

192. D'une manière générale, il convient de préciser que, bien que l'analyse complète des réponses aux questionnaires permette d'avoir une idée approximative des transactions commerciales des entreprises, c'est principalement sur les pièces justificatives qu'est fondée la détermination des prix, des ajustements fiscaux et des niveaux commerciaux.

193. Il convient de mentionner en particulier l'incorporation du Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve, qui donne des précisions sur la situation des renseignements figurant dans le dossier.

194. Enfin, s'agissant de la remise en cause de la période de prise en compte pour la détermination de la marge de dumping, l'autorité chargée de la mise en œuvre peut demander les documents qu'elle juge pertinents pour clarifier les faits examinés, étant entendu qu'elle analyse tout ce qui est versé au dossier.

195. L'Argentine a agi d'une manière compatible avec l'Annexe II de l'Accord et en particulier avec le paragraphe 7 de l'Annexe, car elle a fait preuve d'"*une circonspection particulière*" en fondant ses conclusions sur une "*vérifi[cation des] renseignements d'après d'autres sources indépendantes à leur disposition - par exemple, … des statistiques d'importation officielles* ...".

196. Enfin, et pour rappeler et montrer à nouveau la volonté des autorités de recueillir des renseignements additionnels provenant des exportateurs, nous indiquons ci-après les communications présentées par Frangosul et Catarinense ainsi que les notes de la DCD demandant des renseignements ou des précisions[71]:

- Le 27 avril 1999, FRANGOSUL a présenté dans le dossier 061-003502/99 (procuration) rédigé en portugais la réponse au questionnaire pertinent, **sans l'annexe VIII correspondant aux ventes effectuées sur le marché intérieur du Brésil**, les caractéristiques de l'entreprise, le processus de production, les bilans. L'entreprise a également communiqué des renseignements sur les ventes effectuées sur le marché intérieur correspondant à une liste mensuelle par filiale indiquant les factures initiales et finales, mais sans indiquer les dates, les montants par unité et les montants totaux, le poids (en kilogrammes), le type de marchandise, etc. (section 11, folio 1022).

- Dans sa réponse au questionnaire, cette entreprise a choisi de présenter uniquement les **factures d'exportation à destination du marché argentin**, en omettant d'inclure celles qui étaient demandées par la DCD (sections 11,12,13,14,15).

- Dans le dossier n° 061-003924/99 du 10 mai 1999, FRANGUSOL a présenté une traduction de la procuration qu'elle avait donnée (section 21, folio 1618).

- Le 11 mai 1999, dans le dossier n° 061-003952/99, FRANGOSUL a présenté les bilans de l'entreprise (section 21, folio 1620).

[71] Ci-jointes en tant qu'annexe XXIX de l'Argentine. Voir également l'annexe XXVII de l'Argentine.

- La note DCD n° 273-000837/99 du 12 juillet 1999 demandait à l'entreprise FRANGOSUL de communiquer les renseignements indiqués ci-après (section 25, folios 2076 et 2077):

    1. Traduction de l'élément de preuve documentaire correspondant aux exportations à destination de l'Argentine (annexe VII).

    2. Pièces justificatives relatives aux ventes effectuées sur le marché intérieur (annexe VIII).

    3. Exportations à destination de pays tiers.

    4. Traduction des fiches de FRANGOSUL.

- Dans le dossier n° 061-006626/99 du 28 juillet 1999, FRANGOSUL a présenté une demande de prorogation de délai (section 26, folio 2107). Dans la note DCD n° 273-000912/99, un nouveau délai de 15 jours a été accordé sans qu'une autre prorogation ne soit possible (section 27, folio 2274).

- Le 19 août 1999, dans le dossier n° 061-007466/99, FRANGOSUL a présenté les renseignements ci-après (section 28, folio 2304):

    1. Traduction des factures commerciales (éléments de preuve documentaires) correspondant aux exportations effectives à destination de la République argentine (annexe VII).

    2. Exportations de la marchandise en question à destination de pays tiers (annexe IX) pour les cinq marchés les plus importants.

    3. Traduction des nouvelles fiches sur les produits de FRANGOSUL.

    4. En ce qui concerne les factures des ventes effectuées sur le marché intérieur du Brésil, FRANGOSUL déclare ce qui suit dans sa communication: "*Pièces justificatives concernant les ventes effectuées sur le marché intérieur (annexe VIII). En raison du nombre de factures que nous établissons chaque jour dans nos succursales commerciales (plus de 140 par jour et plus de 320 000 chaque année), il est impossible d'envoyer des copies de toutes les factures des ventes effectuées sur le marché intérieur. C'est pour cela que nous avons présenté le 27 avril 1999 dans le dossier n° 061-003502 une liste des factures de nos ventes sur le marché intérieur. Les factures sont à la disposition des autorités argentines au cas où elles souhaiteraient les vérifier ou demander des documents précis pour une vérification par échantillonnage.*"

- Le 1er septembre 1999, dans le dossier n° 061-007964/99, FRANGOSUL a présenté les factures de ses ventes sur le marché argentin (section 52, folio 2326).

- Dans les Notes DCD n° 273-001181/99 et n° 273-001182/99 du 12 octobre 1999, les autorités ont demandé une liste de factures vu que celle qui avait été communiquée était incomplète (omission des dates, quantités, prix, etc.) (section 53, folios 2382 à 2385). Dans ces notes, la DCD donnait l'explication suivante:

    "*Les listes mentionnées indiquent uniquement les numéros des Notas Fiscales correspondant à la période visée par l'enquête. Elles mentionnent le mois et la succursale, mais pas des données telles que les dates, quantités, prix, remises, taxes,*

frais de transport, etc., qui sont extrêmement utiles pour le déroulement de la présente procédure."

"*Étant donné qu'il est difficile de documenter et d'étayer toutes les transactions effectuées au cours de la période visée par l'enquête à cause du grand nombre de transactions quotidiennes, nous vous demandons de nous communiquer les listes de Notas Fiscales faisant apparaître la totalité des opérations effectuées au cours de la période comprise entre janvier 1998 et janvier 1999 (inclus). Il sera ainsi possible de procéder à un échantillonnage statistique et ultérieurement de vous demander les pièces justificatives correspondantes.*"

197. Bien que dans la Note n° 273-001181/99 de la DCD, mentionnée au paragraphe précédent, aucun délai n'ait été fixé pour la présentation des documents demandés, en pareil cas, la Loi n°°19.549 sur les procédures administratives est appliquée à titre supplétoire, conformément à l'article 76 du Décret n° 2121/94, qui dispose ce qui suit: "*La procédure d'application des droits antidumping et des droits compensateurs par les autorités chargées de la mise en œuvre prévues dans le présent règlement est régie à titre supplétoire par la Loi sur les procédures administratives et son règlement d'application*". En l'occurrence, l'article 1 e) 4) de la Loi n° 19.549 précise ce qui suit: "*Lorsqu'il n'a pas été fixé de délai particulier pour la réalisation des formalités, les notifications et citations, les réponses aux sommations, assignations et communications, les auditions et les rapports, le délai sera de dix jours.*"

- Dans les Notes DCD n° 273-001412/99 et n° 273-001413/99, la DCD a réitéré la demande présentée dans la Note DCD n° 273-001181/99 (section 59, folios 2435 à 2438).

- Enfin, le 30 décembre 1999, l'entreprise FRANGOSUL a présenté dans le dossier n° 061-012882/99 une disquette contenant, selon elle, la liste des Notas fiscales (section 63, folio 2756).[72]

198. Il ressort de ce qui précède que l'entreprise FRANGOSUL n'a pas présenté de documents relatifs aux prix de vente sur le marché intérieur brésilien. Elle a communiqué dans la réponse au questionnaire une liste indiquant les numéros des factures correspondant à certaines de ses filiales mais qui était incomplète en ce qui concerne les renseignements nécessaires pour analyser les ventes sur le marché intérieur brésilien. Elle n'a ainsi donné de réponse pour aucun des points demandés à l'annexe VIII du questionnaire destiné aux exportateurs. C'est pourquoi la DCD a demandé que ces renseignements lui soient communiqués, demande à laquelle FRANGOSUL a répondu de la manière suivante: "*En raison du nombre de factures que nous établissons chaque jour dans nos succursales commerciales (plus de 140 par jour et plus de 320 000 chaque année), il est impossible d'envoyer des copies de toutes les factures des ventes effectuées sur le marché intérieur. C'est pour cela que nous avons présenté le 27 avril 1999 dans le dossier n° 061-003502 une liste des factures de nos ventes sur le marché intérieur. Les factures sont à la disposition des autorités argentines au cas où elles souhaiteraient les vérifier ou demander des documents précis pour une vérification par échantillonnage.*"

199. À titre d'exemple, nous indiquons ci-après une partie des renseignements communiqués par FRANGOSUL en réponse à l'annexe VIII du questionnaire relative aux ventes effectuées sur le marché intérieur brésilien.

[72] Ci-jointe en tant qu'annexe XXX de l'Argentine.

DÉCEMBRE 1998

Factures	Filiale 01	Filiale 02	Filiale 04	Filiale 13	Filiale 42	Filiale 43	Filiale 59	Filiale 67	Filiale 69	Filiale 71	Filiale 72	Filiale 73
Initiales	32239/S	38204/S	5425/S	35090/S	19552/S	22439/S	19657/S	37618/S		1762/s	908/M1	801/M1
Finales	35373/S	42179/S	5501/S	38332/S	21838/S	24337/S	21940/S	43064/S		1963/s	1192/M1	1017/M1

200. L'entreprise FRANGOSUL se contredit lorsqu'elle déclare qu'il lui est impossible de présenter les factures des ventes effectuées sur le marché intérieur du Brésil en raison du nombre de factures que ses succursales établissent chaque jour. À cet égard, il convient de faire remarquer que BIEN QU'ELLE N'AIT MÊME PAS PRÉSENTÉ UNE SEULE FACTURE DE SES VENTES SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR DU BRÉSIL, ELLE A PU FOURNIR ENVIRON 600 FACTURES DE SES EXPORTATIONS À DESTINATION DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE.

201. Il ressort de ce qui précède que l'entreprise susmentionnée n'a jamais présenté de pièces justificatives concernant ses ventes sur le marché intérieur et que sa dernière communication a été adressée après l'expiration du délai prévu pour l'examen des documents, compte tenu du fait que le Rapport sur les actions entreprises est daté du 4 janvier 2002.

202. S'agissant de la communication présentée par l'entreprise CATARINENSE dans le dossier n° 061-010463/99 – sections LIII à LIX, folio 2405 (feuillets 1 à 1198)[73], en date du 3 novembre 1999, il convient de signaler que cette entreprise n'avait pas un statut juridique autorisé au titre de la Loi n° 19.549 sur les procédures administratives. Dans cette communication, l'entreprise a demandé une prorogation de délai de 20 jours pour la présentation des renseignements (section LIII, folio 2405, feuillet 3). La DCD a accordé la prorogation dans la Note DCD n° 273-001321/99 (section LII, folios 2416 et 2417[74]) et aucune demande de prorogation additionnelle n'a été enregistrée de la part de cet exportateur.

203. Enfin, en ce qui concerne la communication susmentionnée, l'entreprise n'a pas répondu à l'annexe VIII correspondant aux ventes sur le marché intérieur brésilien; elle n'a joint comme pièces justificatives que la liste des factures, ainsi que des factures des exportations à destination de l'Argentine. C'est la seule communication présentée par CATARINENSE, aucune autre n'ayant été fournie ultérieurement. Pour ce qui est de l'envoi tardif de la notification à l'entreprise, prière de se reporter aux arguments présentés par l'Argentine au sujet des allégations 10 à 14.

204. Les faits susmentionnés montrent que durant toute la procédure, les producteurs/exportateurs brésiliens n'ont jamais présenté de revendications formelles et encore moins fourni de pièces justificatives qui feraient apparaître un désaccord avec la Dirección de Competencia Desleal, semblant ainsi cautionner la description donnée par la DCD.

205. Comme dernière observation concernant les allégations du Brésil, l'Argentine note que la vérification sur place est laissée à l'appréciation de l'autorité chargée de l'enquête. En effet, l'Accord antidumping ne l'exige pas, mais impose l'obligation de chercher les moyens de confirmer l'exactitude des renseignements et des documents fournis, ce qui déclenche la procédure d'enquête. En outre, la vérification sur place n'étant pas l'unique façon de contrôler les renseignements présentés dans une enquête, elle est laissée à l'appréciation de l'autorité concernée, qui évalue si elle est nécessaire et pertinente en l'espèce.

[73] Voir l'annexe XII de l'Argentine
[74] Voir l'annexe XIII de l'Argentine.

206. Enfin, à cet égard, il n'était pas possible non plus dans le cas de FRANGOSUL de procéder à une vérification sur place car les documents présentés ne justifiaient pas une telle mesure ou, comme dans le cas des ventes sur le marché intérieur du Brésil, aucun document n'avait été communiqué, ce qui rendait la vérification sur place impossible.

III.3 CONDUITE DE L'ENQUÊTE ET DÉTERMINATION FINALE

III.3.1 ALLÉGATION N° 23: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4

207. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des différences dans le fret pour la détermination de la valeur normale dans le cas de SADIA et d'AVIPAL.

Texte de l'article 2.4

La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "*... Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix …*"

Argumentation de l'Argentine

208. S'agissant de la comparaison établie pour l'entreprise SADIA SA., il convient de formuler les observations ci-après.

209. Le Brésil allègue aux paragraphes 372 à 374 de sa communication que l'Argentine n'a pas pris en compte les renseignements communiqués le 20 avril 1999 dans la réponse au questionnaire, annexe VIII. Plus particulièrement au paragraphe 374, le Brésil allègue que "*... dans son calcul de la valeur normale, la DCD n'a pas procédé aux déductions au titre du fret, telles qu'elles étaient signalées dans la réponse de Sadia au questionnaire datée du 20 avril 1999*".

210. Certes, la DCD n'a pas effectué les déductions correspondant aux frais de transport indiqués par la partie en question. Cependant, en l'espèce, il n'y a pas eu d'erreur ou d'omission dans l'action de l'autorité chargée de la mise en œuvre. À cet égard, il n'a pas été possible de procéder à un ajustement au titre du fret car il n'était étayé par aucun document approprié. SADIA avait présenté à l'annexe VIII du questionnaire destiné aux exportateurs une estimation générale concernant les déductions au titre du fret et uniquement à titre indicatif. Toutefois, les renseignements utilisés pour le calcul de la valeur normale étaient ceux qui découlaient de l'analyse de la totalité des factures communiquées par l'entreprise sur la base de l'échantillonnage réalisé par l'autorité chargée de la mise en œuvre et qui n'étaient accompagnés d'aucune explication en ce qui concerne les frais de transport qu'il fallait déduire, ni en tant qu'annexe aux factures présentées ni en tant qu'élément constitutif des factures.

211. Il aurait donc été incorrect de la part de la DCD de procéder à une déduction spécifique - ayant une incidence manifeste et importante sur la comparabilité des prix - qui:

a) ne figurait pas dans l'élément de preuve documentaire présenté;

b) avait été présenté d'une manière générale - bien qu'en tant que montant déductible de la valeur unitaire de la marchandise - et représentait en fait une moyenne pour une période étendue, c'est-à-dire une année au minimum, comme en témoigne la réponse

> à l'annexe VIII du questionnaire remise par SADIA, et non une valeur bien définie à imputer à la marchandise pour laquelle il existait des pièces justificatives en bonne et due forme ou à déduire de cette marchandise.

212. Pour ce qui est de la comparaison relative à l'entreprise AVIPAL SA., il convient de formuler les observations ci-après.

213. Dans le cas de cette entreprise, la DCD a utilisé les meilleurs renseignements disponibles pour procéder à la comparaison des deux prix, compte tenu du fait que pour la détermination de la valeur normale, elle avait utilisé les renseignements fournis par l'entreprise dans sa communication du 12 août 1999 (section 27, folio 2297[75]). Après avoir reçu cette communication, l'autorité chargée de la mise en œuvre a demandé à l'entreprise AVIPAL SA. de fournir des renseignements sur ses transactions ainsi que des pièces justificatives dans la Note n° 273-001180/99[76] du 12 octobre 1999 (section 53, folio 2380).

214. Cependant, les renseignements demandés par l'autorité chargée de la mise en œuvre ont été présentés non seulement d'une manière tardive le 21 décembre 1999 - c'est-à-dire deux mois plus tard - mais aussi d'une manière incomplète (section 60, folio 2505[77]). En effet, dans la communication présentée à la date susmentionnée, l'entreprise a fourni la liste des transactions demandées sur support magnétique (*notas fiscales* de janvier 1998 à janvier 1999), ainsi qu'un tableau électronique indiquant les montants qui devaient être déduits des prix. Toutefois, les renseignements ont été communiqués non seulement sans la traduction appropriée requise selon les dispositions de la Loi sur les procédures administratives (Loi n° 19.549, article 28), mais aussi sans les pièces justificatives qui auraient permis à la DCD de vérifier la véracité de ce qui avait été déclaré.

215. En outre, la communication tardive de la liste a empêché la DCD de demander les factures qui auraient pu être nécessaires sur la base d'un échantillon, comme cela avait été fait pour SADIA.

216. Les autorités ont donc utilisé les renseignements pour lesquels il existait effectivement des éléments de preuve documentaires, à savoir les factures fournies par l'entreprise dans la communication figurant dans le dossier n° 061-007241/99 du 12 août 1999 (section 27, folio 2297[78]).

217. Il est important de noter que les renseignements utilisés étaient donc ceux qui avaient été fournis par l'entreprise, qui non seulement aurait pu décider d'envoyer les renseignements demandés en temps utile mais aurait pu aussi y joindre les pièces justificatives pertinentes comme elle l'avait fait précédemment.

218. Compte tenu de ce qui précède, l'Argentine considère comme injustifiée l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre n'a pas dûment pris en compte les ajustements qui auraient dû être effectués tout comme elle juge injustifiée l'affirmation selon laquelle les entreprises SADIA et AVIPAL avaient démontré d'une manière convaincante qu'il était nécessaire de le faire.

219. Non seulement, la DCD a agi en conformité avec la prescription clairement énoncée à l'article 2.4, mais elle a aussi tout au long de l'enquête très clairement fait connaître le critère utilisé.

220. L'article 2.4 dispose ce qui suit: "... Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, **selon ses particularités**, des différences affectant la comparabilité des prix ...". Il en ressort à l'évidence que l'obligation faite à la partie qui mène une enquête de tenir dûment compte de toutes les différences

---

[75] Ci-joint l'annexe XXXIII de l'Argentine.
[76] Voir l'annexe XXXI de l'Argentine.
[77] Ci-joint l'annexe XXXIV de l'Argentine.
[78] Voir l'annexe XXXIII de l'Argentine.

susceptibles d'affecter la comparabilité des prix n'est pas une obligation absolue. Elle dépend de la question de savoir si les différents facteurs et circonstances allégués par les parties pour influer sur la comparaison des prix effectuée par l'autorité chargée de l'enquête sont suffisamment fondés pour être pris en compte, l'autorité en question devant déterminer si les facteurs qui lui sont présentés sont pertinents.

III.3.2 ALLÉGATION N° 24: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4

221. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, les frais de transport et les frais financiers dans la valeur normale établie pour les autres exportateurs.

Texte de l'article 2.4

La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "*... Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix …*"

Argumentation de l'Argentine

222. Le Brésil allègue que la DCD a adressé deux notes à la société JOX Assesoría Agropecuaria pour lui demander des précisions sur les taxes mentionnées dans la publication utilisée pour établir la détermination préliminaire et que, malgré l'insistance dont elle a fait preuve pour obtenir ces renseignements, elle a ultérieurement décidé de ne pas les utiliser pour procéder aux déductions en matière de prix qui - selon le Brésil - auraient dû être appliquées à la valeur normale.

223. Avant de répondre à l'allégation présentée par le Brésil, l'Argentine souhaite indiquer qu'elle a certes adressé à la JOX les deux notes mentionnées par le Brésil pour demander des précisions sur les taxes et autres conditions commerciales figurant dans la publication jointe au dossier, mais que les deux notes n'étaient pas rédigées dans les mêmes termes, comme le Brésil l'affirme.

224. La première note à laquelle le Brésil fait référence, celle du 25 juin 1999 (Note n° 273-000788/99, section 22, folio 1808) est la note initiale qui demandait des précisions, tandis que la deuxième note, envoyée un mois plus tard le 27 juillet 1999 (Note DCD n° 273-000883/99, section 25, folio 2091[79]) est la réponse à une autre note de la JOX, en date du 2 juillet 1999, dans laquelle cette société demandait à la DCD de lui remettre une copie de la note qui demandait des précisions.

225. L'Argentine juge nécessaire de rappeler le critère qu'elle applique pour interpréter l'obligation de prendre dûment en considération les différences susceptibles d'affecter la comparabilité des prix dans une procédure, ainsi qu'il est établi à l'article 2.4.

226. Comme elle l'a déjà exposé dans la réponse à l'allégation n° 23, l'Argentine estime que l'article 2.4 définit les critères qui doivent être appliqués pour faire en sorte que les comparaisons entre le prix à l'exportation et la valeur normale soient effectuées d'une manière juste et équitable.

227. La première obligation imposée aux parties est énoncée dans la première phrase de l'article et si, pour l'Argentine, il n'y a pas de hiérarchie entre les différentes phrases de cet article, il existe

[79] Ci-joint l'annexe XXXV de l'Argentine.

cependant différents niveaux de précision qui, en allant des aspects généraux aux aspects plus spécifiques, caractérisent les critères dont il doit être tenu compte dans la comparaison.

228. Ainsi, la première phrase de l'article 2.4 dispose que la comparaison doit être équitable. La deuxième phrase devient plus précise en établissant un critère minimal à respecter pour que la comparaison remplisse la prescription susmentionnée: il est nécessaire de comparer des valeurs qui représentent le même niveau commercial, normalement le stade sortie usine. L'article dispose ensuite que, sur la base d'une évaluation de chaque cas, il sera tenu dûment compte des différences susceptibles d'affecter la comparabilité des prix; il décrit certains des facteurs dont il doit être tenu compte sans prétendre en donner une liste exhaustive, sous réserve que soit satisfaite la condition selon laquelle il faut démontrer la nécessité de prendre en compte ces différences en raison de leur capacité d'affecter la comparabilité des prix.

229. C'est précisément parce qu'il doit être procédé à une comparaison équitable et que, pour ce faire, il convient de comparer le même niveau commercial qu'il n'a pas été tenu compte des déductions indiquées par la JOX. Si cela avait été fait, on aurait procédé - d'une manière incorrecte - à une comparaison entre un prix sortie usine pour la valeur normale et un prix d'exportation f.a.b., étant donné qu'il n'existait pas de renseignements identiques concernant les déductions à appliquer aux valeurs à l'exportation de la marchandise.

230. En ce qui concerne ce que le Brésil allègue au paragraphe 392 de sa communication, il est nécessaire d'indiquer qu'en l'espèce, les renseignements fournis par cinq exportateurs le 26 août 1999 ont été rejetés par la DCD car ils n'étaient pas exacts. En effet, le tableau présenté par les exportateurs était incorrect, ce qu'il est à l'évidence possible de vérifier en essayant de reconstruire le prix final à partir du prix obtenu après avoir effectué les déductions suggérées.

231. Pour les raisons exposées plus haut, nous sommes d'avis que le Groupe spécial doit rejeter l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en ne tenant pas dûment compte des différences dans la taxation, le fret et les charges financières dans la valeur normale établie pour les autres exportateurs; en effet**,** non seulement l'Argentine a agi dans les limites imposées par la législation en vigueur, mais elle a également examiné et pesé tous les renseignements fournis par les parties en évaluant dans chaque cas et comme le prescrit l'article 2.4 l'adéquation de chaque élément d'information quant au fond, en accordant une attention particulière à l'existence d'éléments de preuve qui permettraient de vérifier chaque élément d'information.

III.3.3 ALLÉGATION N° 25: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4

232. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en prenant incorrectement en compte les différences physiques alléguées entre le produit vendu à l'intérieur du Brésil et celui qui est exporté vers l'Argentine pour établir la valeur normale.

Texte de l'article 2.4

La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "*… Il sera dûment tenu compte dans chaque cas, selon ses particularités, des différences affectant la comparabilité des prix, y compris des différences dans les conditions de vente, dans la taxation, dans les niveaux commerciaux, dans les quantités et les caractéristiques physiques, et de toutes les autres différences dont il est aussi démontré qu'elles affectent la comparabilité des prix ...*"

Argumentation de l'Argentine

233. Le Brésil fonde cette allégation sur le fait que la DCD a pris en compte les déclarations faites par le CEPA (le requérant) dans la demande d'ouverture d'une enquête, à savoir que les volailles vendues dans les deux pays étaient différentes de celles qui étaient exportées en Argentine, qui étaient vendues sans les pattes et la tête, tandis que celles qui étaient destinées au marché intérieur étaient vendues avec les pattes et la tête, sans vérifier la véracité des renseignements fournis.

234. Le Brésil soutient donc qu'en procédant à un ajustement là où cela n'était pas nécessaire, la DCD est allée au-delà de son obligation de tenir dûment compte des renseignements fournis pour les parties sans évaluer leur exactitude et leur adéquation.

235. L'Argentine fait valoir qu'une fois de plus, l'allégation du Brésil concernant l'application de l'article 2.4 est fondée sur des arguments qui n'ont été étayés que d'une manière partielle pendant le déroulement de l'enquête, à laquelle tant le gouvernement brésilien que les exportateurs et autres parties intéressées ont pu avoir librement accès pendant tout le temps qu'elle a duré. En conséquence, les exportateurs brésiliens ne pouvaient ignorer qu'une partie de la communication présentée par le requérant était l'ANNEXE DE LA NOTE N° 220/97, dans laquelle étaient exposées les différences entre les produits commercialisés dans les deux pays, ainsi qu'une proposition concernant le type d'ajustement auquel il faudrait procéder pour pouvoir les comparer dans des conditions d'égalité.

236. Ainsi, si les producteurs/exportateurs brésiliens avaient estimé que les différences alléguées n'étaient pas correctes, ils auraient eu largement l'occasion, tout au long de la procédure administrative à la base de l'enquête, d'attirer sans équivoque l'attention sur l'erreur, ce qu'ils n'ont pas fait.

237. Par ailleurs, la JOX Assesoria Agropecuaria a donné des précisions selon lesquelles les volailles congelées vendues dans la région de São Paulo étaient généralement un produit vendu avec les pattes et la tête comme indiqué dans la note du 1er août 1997 versée au dossier (folio 177) et qui fait partie de la pièce n° 1 du Brésil. De surcroît, la même société JOX, au deuxième point du deuxième paragraphe de la note du 23 juin 1999[80], a informé l'autorité chargée de la mise en œuvre de ce qui suit:

> "*Les volailles congelées commercialisées dans l'État de São Paulo comprennent la tête et les pattes, sauf indication contraire, auquel cas les prix devraient être supérieurs de 10 pour cent environ.*"

238. L'Argentine estime donc que:

a) dans la mesure où il a été présenté à l'autorité chargée de l'enquête un élément de preuve démontrant l'existence d'une différence physique qui avait manifestement une incidence sur la comparabilité des prix dans le cadre de la procédure,

b) dans la mesure où, en outre, cet élément de preuve était accompagné d'une méthodologie adéquate permettant de procéder à l'ajustement nécessaire pour effectuer la comparaison et, ce qui est encore plus important,

c) dans la mesure où, au cours de l'enquête, les exportateurs brésiliens n'ont pas expressément rejeté l'existence d'une différence physique entre les deux produits ni la méthode d'ajustement proposée, qui a été critiquée par les exportateurs sans qu'ils n'aient donné à aucun moment les raisons de leurs critiques ni présenté d'autres propositions pour effectuer l'ajustement,

[80] Pièce n° 32 du Brésil.

l'autorité chargée de la mise en œuvre s'est conformée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping qui dispose qu'il doit être dûment tenu compte de toutes les différences susceptibles d'empêcher une comparaison équitable lorsqu'elle a procédé à l'ajustement en appliquant la méthodologie proposée.

239. En raison de ce qui est exposé plus haut, l'Argentine estime qu'il était nécessaire de procéder à un ajustement afin de pouvoir comparer les deux prix, estimation qui, comme cela a été dit, était étayée par les bulletins et notes explicatives de la JOX qui faisaient partie depuis le début des éléments de preuve versés au dossier et pour lesquels, s'ils l'avaient jugé pertinent, les exportateurs brésiliens auraient pu proposer des rectifications, ce qu'ils n'ont pas fait.

240. Il est donc demandé au Groupe spécial de constater que l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 car il n'existait aucune différence susceptible d'affecter la comparabilité des prix est inadmissible; en effet, comme cela a été démontré, il était nécessaire de procéder à un ajustement qui permettrait d'assurer une comparaison équitable des prix et, bien qu'ayant eu largement la possibilité de le faire, les parties intéressées n'ont à aucun moment contesté la nécessité de procéder à un ajustement au titre des différences physiques entre les produits; ils ont uniquement contesté la méthode - sans en proposer une autre - mais pas la nécessité de procéder à un ajustement.

III.3.4 ALLÉGATION N° 26: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4

241. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4 en imposant une charge de la preuve déraisonnable à SADIA, AVIPAL et FRANGOSUL, en ne définissant pas la période couverte par l'enquête et en laissant ainsi ces exportateurs présenter des renseignements relatifs au dumping pour les années 1996 à 1999, alors qu'il a été ultérieurement déterminé que la période couverte par l'enquête serait comprise entre janvier 1998 et janvier 1999.

Texte de l'article 2.4

La partie pertinente de l'article 2.4 dispose ce qui suit:

> "*... Les autorités indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable ...*"

Argumentation de l'Argentine

242. L'Argentine ne partage pas les vues exprimées par le Brésil dans l'allégation examinée et rejette entièrement l'idée d'une imposition alléguée, par l'Argentine, d'une charge de la preuve déraisonnable à ses exportateurs, allégation que le Brésil tente d'étayer en avançant les points suivants:

a) la période visée par l'enquête n'a pas été automatiquement définie lors de l'ouverture de l'enquête;

b) la valeur normale a été fondée uniquement sur les factures présentées par les parties, ce qui, compte tenu du volume considérable des ventes sur le marché intérieur, a eu pour effet d'imposer une charge de la preuve excessive aux exportateurs brésiliens.

243. L'Accord antidumping ne définit pas de période pour la collecte des renseignements ni de période visée par l'enquête. L'autorité chargée de la mise en œuvre est libre, à cet égard, de demander les documents qu'elle juge nécessaires pour déterminer l'existence d'un dumping et peut exiger des renseignements complémentaires s'ils sont nécessaires pour offrir les garanties d'une procédure régulière aux parties intéressées. Il est à noter que l'attention ainsi accordée aux intérêts des parties

est utilisée comme argument au motif qu'il s'agit d'une "charge excessive" et qu'il est implicitement fait référence à l'intention de causer un préjudice aux exportateurs.

244. L'argument du Brésil est contraire aux déclarations faites tout au long de la présente communication car, dans certains cas, le Brésil se plaint de ce que l'autorité chargée de la mise en œuvre n'a pas demandé des renseignements complémentaires. Par contre, chaque fois que l'autorité en question a demandé davantage de renseignements pour obtenir un résultat précis, le Brésil se plaint de ce que les renseignements sollicités représentent une "charge excessive pour les exportateurs".

245. Comme exemple de l'attention particulière accordée par l'autorité chargée de la mise en œuvre à cette question, il convient de souligner que c'est précisément à cause de l'observation formulée par les parties selon laquelle, compte tenu du volume important des transactions effectuées par les entreprises sur le marché local, il leur était difficile de présenter des preuves écrites de toutes leurs transactions que l'autorité a demandé des éléments de preuve uniquement pour les transactions choisies sur la base de l'échantillonnage statistique effectué, afin de ne pas imposer une charge excessive aux exportateurs.

246. En tout état de cause, tout au long de la procédure, les producteurs/exportateurs brésiliens ne se sont pas plaints du volume de renseignements demandés par la DCD conformément aux dispositions de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping.

247. Le difficile équilibre que le Brésil tente d'imposer à l'Argentine en définissant le volume et le type de renseignements à demander ne semble pas conforme à un article comme l'article 6, paragraphes 1 et 2, et à d'autres articles connexes dans lesquels l'Accord vise à accorder aux parties le droit à la légitime défense que l'Argentine a pris soin de leur octroyer dans la présente procédure.

III.3.5 ALLÉGATION N° 27: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 2.4.2

248. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4.2 en établissant incorrectement la VALEUR NORMALE pour SADIA, AVIPAL et FRANGOSUL sur la seule base des transactions sur le marché intérieur pour lesquelles des factures ont été présentées au lieu de se fonder sur toutes les transactions figurant sur la liste adressée à la DCD. Le Brésil allègue également que la DCD a établi les marges de dumping pour SADIA et AVIPAL à partir d'une comparaison entre une moyenne pondérée d'un échantillon statistique et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation.

Texte de l'article 2.4.2

La partie pertinente l'article 2.4.2 dispose ce qui suit:

> "*Sous réserve des dispositions régissant la comparaison équitable énoncées au paragraphe 4, l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête sera normalement établie sur la base d'une comparaison entre une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation comparables, ou par comparaison entre la valeur normale et les prix à l'exportation transaction par transaction ...*"

Argumentation de l'Argentine

249. Certes, les autorités ont établi une mesure pour AVIPAL et SADIA en se fondant sur un échantillon, mais il a été démontré que cet échantillon, qui avait été calculé selon une méthode/formule statistique correcte, était représentatif de l'ensemble des ventes effectuées sur le marché intérieur. L'échantillon était accompagné des pièces justificatives pertinentes.

250. Il est donc difficile de comprendre le préjudice allégué par le Brésil puisque les documents présentés par les entreprises ont été utilisés pour l'échantillon.

III.3.6 ALLÉGATIONS N° 32 ET 33: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 3.1, 3.4, 3.5 ET 12.2.2

251. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3, paragraphes 1, 4 et 5, en utilisant des périodes différentes pour évaluer les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4, ce qui, selon le Brésil, annulerait la détermination finale de l'existence d'un dommage fondée sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif (allégation n° 32). Le Brésil allègue également que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas dans la détermination finale pourquoi les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 ont été évalués sur la base de périodes différentes (allégation n° 33).

Texte de l'article 3, paragraphes 1, 4 et 5, et de l'article 12.2.2

> *"3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.*
>
> *3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.*
>
> *3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale.*
>
> *12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de*

clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argumentation de l'Argentine

252. L'ouverture de l'enquête s'inscrit dans un contexte de menace de dommage. Par conséquent, la CNCE a envisagé, comme il est habituel de le faire, la possibilité d'analyser l'évolution des importations au premier semestre de 1999. À cet égard, il faudrait souligner que tant les règles internationales que la pratique pertinente dans ce domaine prévoient, en cas de menace de dommage, la possibilité de procéder à un examen au-delà de la période visée par l'enquête pour déterminer s'il existe ou non une tendance à la hausse des importations et, en conséquence, donner à l'enquête une base factuelle plus solide. (Ainsi, la législation mexicaine envisage explicitement la possibilité d'étendre la période visée par l'enquête après l'ouverture de celle-ci).

253. En ce qui concerne la période visée par l'enquête, la Comisión Nacional de Comercio Exterior utilise donc les renseignements relatifs aux trois années complètes et mois restants antérieurs à l'ouverture de l'enquête pour déterminer l'existence d'un dommage et, lorsqu'elle examine s'il existe ou non une menace de dommage, elle demande les renseignements se rapportant aux mois suivant la décision d'ouvrir une enquête pour observer les tendances, en l'espèce l'évolution des importations et leur incidence sur les parts de marché et les prix.

254. Par ailleurs, l'existence d'un accord volontaire entre les parties entre octobre 1998 et mars 1999 signifie qu'il était nécessaire d'analyser les importations sans les effets produits par cet accord, de sorte que l'analyse a été étendue jusqu'au mois de juin 1999, tant pour les importations que pour toutes les variables de la consommation apparente.

255. Comme fondement juridique de ce qui précède et pour réfuter par anticipation l'objection soulevée par le Brésil, il est nécessaire de citer l'Acte n° 576, dans lequel la Comisión a dûment déclaré ce qui suit: "… *Il est à noter que si l'accord concernant les volumes et les prix conclu entre les exportateurs brésiliens et les producteurs argentins n'avait pas existé, les importations de 1998 auraient enregistré des augmentations plus importantes et après la période visée par l'enquête, au premier semestre de 1999, la tendance à la hausse se serait poursuivie* …"

256. Au paragraphe 427 de sa communication, le Brésil soutient que l'Argentine n'a pas respecté l'article 3.1 de l'Accord et que la détermination de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur un examen objectif des facteurs énumérés dans cet article. Il avance ensuite toute une série de considérations d'ordre linguistique avec lesquelles il tente - en se fondant sur le texte anglais de l'article - de réfuter l'analyse effectuée par la CNCE en indiquant qu'elle avait un caractère subjectif.

257. À cet égard, il convient de formuler les observations ci-après:

a) En ce qui concerne également le sens des termes utilisés, "objectif" désigne quelque chose "qui appartient ou est relatif à l'objet en soi et non à notre façon de penser ou de sentir" [81], tandis que "subjectif" désigne quelque chose "qui est relatif à notre façon de

[81] Voir "*Diccionario de la Lengua Española de la Real Academia Española*", vingt et unième édition, Madrid, 1992, page 1459.

penser ou de sentir et non à l'objet en soi".[82] L'Argentine accepte cette distinction terminologique.

b) Cela étant, la détermination de la Comisión ne peut en aucune façon être qualifiée d'"imaginaire", de "partiale", de "faussée" ou d'arbitraire. Il n'est pas vrai non plus que des paramètres différents ont été utilisés pour l'analyse des indicateurs, comme le montrent les divers instruments découlant de la procédure d'enquête.

258. En ce qui concerne ce que le Brésil déclare aux paragraphes 432 et 433, l'Argentine s'est strictement conformée aux dispositions de l'article 12.2.2 en publiant au Journal officiel un avis au public contenu dans la Résolution MEYOSP.

259. En effet, outre l'acte administratif appelé "Résolution" dans lequel la décision adoptée est portée à la connaissance du public, tout rapport établi par les organismes techniques ainsi que les déterminations adoptées en conséquence sont à la disposition de toutes les parties ayant un intérêt dans l'enquête qui se sont présentées et sont accréditées dans le dossier.

260. À titre d'exemple, dans le cas examiné, l'Acte n° 576 comporte 30 folios qui, ajoutés aux 122 folios du Rapport technique correspondant (GEGE/ITDF n° 03/99), font un total de 152 folios. C'est pour cette raison que l'Argentine, comme l'exige l'article 12.2.2, publie au Journal officiel les résolutions qui contiennent, dans les considérants, les conclusions des différents organismes intervenant dans l'enquête.

261. En diverses occasions, la méthode appliquée par l'Argentine a été rendue publique à l'OMC (en particulier le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre) et elle a été approuvée par de nombreux Membres car il est impossible de publier officiellement la totalité des instruments et rapports élaborés par les organismes techniques qui servent de base pour l'adoption des décisions finales des autorités supérieures.

262. Il convient également d'attirer l'attention sur le précédent que constitue la déclaration faite par le Groupe spécial *Guatemala-Ciment*, à savoir que:

> "*Le Mexique allègue que l'avis du Guatemala concernant l'ouverture d'une enquête ne remplissait pas le critère relatif à "l'adéquation des renseignements" parce qu'il ne contenait pas des renseignements adéquats concernant la base sur laquelle était fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande ni des renseignements adéquats résumant les facteurs sur lesquels était fondée l'allégation de l'existence d'un dommage, en l'occurrence, de l'existence d'une menace de dommage important, comme l'exige l'article 12.1.1.*"
>
> "*Le Guatemala répond que l'avis au public, tel qu'il est complété par le rapport en date du 17 novembre 1995 de la Direction de l'intégration économique, est adéquat pour satisfaire aux exigences de l'article 12.1.1. Comme le public pouvait avoir accès au dossier, le Guatemala estime que le Mexique pouvait avoir accès au rapport de la Direction de l'intégration économique et que celui-ci contenait les renseignements nécessaires pour être conforme à l'article 12.1.1.*"[83]

---

[82] Voir "*Diccionario de la Lengua Española de la Real Academia Española*", vingt et unième édition, Madrid, 1992, page 1911.

[83] *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique (WT/DS156/R);* Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.90 et 8.91.

III.3.7 ALLÉGATIONS N° 34, 35, 36 ET 37: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5

263. Le Brésil allègue qu'en n'excluant pas de l'examen du dommage les importations de deux exportateurs brésiliens, l'Argentine n'a pas examiné correctement le volume des importations faisant l'objet d'un dumping, leur effet sur les prix et leur incidence sur la branche de production nationale, de sorte qu'elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.2 (allégation n° 34) et avec l'article 3.4 (allégation n° 36). Le Brésil allègue aussi que l'évaluation des importations faisant l'objet d'un dumping indique que la détermination finale de l'existence d'un dommage n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs et sur un examen objectif, ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1 (allégation n° 35). Le Brésil allègue ensuite qu'en n'excluant pas des importations faisant l'objet d'un dumping les importations de ces deux exportateurs brésiliens, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.5 en ce sens qu'elle n'a pas dûment examiné le dommage ainsi qu'il est prescrit à l'article 3.1 et, en conséquence, n'a pas dûment démontré l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale, ainsi qu'il est prévu à l'article 3.5 (allégation n° 37).

Texte des articles

"*3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.*

3.2 Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3.5 Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents

dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale."

Argumentation de l'Argentine

264. En ce qui concerne la part des exportations totales du Brésil imputable aux exportateurs brésiliens pour lesquels il n'existe pas de marge de dumping notable, il faudrait relever que le principal lien entre le volume des importations et le dommage apparaît dans la part de marché et le rapport importations/production. La pertinence et la sensibilité de ces indicateurs pour ce qui est de déterminer l'existence d'un dommage sont expliquées ci-après.

265. La CNCE a analysé le volume total des importations en cause en concluant "*que la branche de production nationale de volailles éviscérées entières subissait un dommage important causé par les importations effectuées dans des conditions de dumping allégué en provenance de la République fédérative du Brésil*".

266. En l'occurrence, le Brésil part d'une hypothèse erronée en supposant que l'autorité chargée de la mise en œuvre n'a pas effectué les analyses correspondantes. En effet, lorsqu'elle a examiné le lien de causalité, l'autorité en question a, contrairement aux affirmations du Brésil, tenu compte de la détermination de l'absence de dumping pour les exportations à destination de la République argentine effectuées par les entreprises brésiliennes NICOLINI et SEARA.

267. Comme il ressort des folios 4564 et 3469 du dossier CNCE n° 43/97 et du document ITDF n° 03/99[84], les entreprises NICOLINI et SEARA ont présenté des renseignements en réponse aux questionnaires de la CNCE destinés aux exportateurs. Selon ces renseignements, les prix f.a.b. moyens des entreprises citées étaient substantiellement supérieurs à ceux qui correspondaient aux autres exportations provenant de la source examinée et pour lesquelles l'autorité concernée a déterminé l'existence d'une pratique déloyale. De même, on peut noter que pendant toute la durée de la période examinée par la CNCE, le volume des exportations des entreprises mentionnées s'est établi à des niveaux éloignés de ceux de la majeure partie des exportations en provenance du Brésil.

268. Pour ce qui est des prix, il est conclu dans l'Acte n° 576 de la CNCE ce qui suit: "*Les importations faisant l'objet de l'enquête étaient présentes sur le marché à des prix qui ont eu un effet défavorable sur les prix du produit national similaire. Les prix des volailles éviscérées entières sur le marché intérieur ont diminué pendant toute la période examinée et les importations faisant l'objet de l'enquête ont eu une incidence sur cette baisse. Les éléments de preuve obtenus pendant l'enquête montrent que le prix est un facteur déterminant sur le marché et que sa baisse, pendant toute la période examinée, était liée à la présence des importations faisant l'objet de l'enquête et à leurs prix.*"

269. En conséquence, comme les prix f.a.b. moyens des autres importations faisant l'objet de l'enquête étaient inférieurs aux prix des entreprises qui ne pratiquaient pas le dumping, la conséquence logique était que la vente sur le marché national aurait inévitablement produit des prix internationaux

[84] Voir la pièce n° 14 du Brésil.

encore plus bas que les prix déterminés par la CNCE dans sa détermination finale de l'existence d'un dommage.

270. Pour illustrer ce qui précède, on trouvera à la fin de la présente section III.3.7 un tableau et le graphique correspondant qui montrent que les prix f.a.b. moyens des importations effectuées sans dumping (NICOLINI et SEARA) étaient, en 1997 et 1998, supérieurs de 13 pour cent à ceux des autres importations faisant l'objet de l'enquête. Cette situation s'est reproduite mois après mois comme le montre le graphique susmentionné, dont il ressort également que les prix f.a.b. moyens mensuels des importations en provenance de chacune des entreprises sont restés chaque mois, sauf en octobre 1997 pour l'entreprise NICOLINI, supérieurs aux prix f.a.b. moyens des transactions pour lesquelles l'existence d'un dumping a été déterminée.

271. Enfin, le fait que les exportations de NICOLINI et de SEARA n'ont représenté une part majeure dans aucune année de la période visée par l'enquête de la CNCE signifiait que l'on ne pouvait s'attendre à aucune modification substantielle du volume et de la part des autres importations faisant l'objet de l'enquête. À cet égard, il ressort des tableaux de la consommation apparente (reproduits également à la fin de la présente section III.3.7) que les importations faisant l'objet d'un dumping représentaient manifestement la majeure partie du volume total, soit près de 40 000 tonnes en 1998, contre 56 000 tonnes pour les importations totales en provenance du Brésil, et qu'elles ont progressé à un rythme analogue à celui des importations provenant du Brésil et même plus rapidement en 1998 (45 pour cent pour les importations effectuées dans des conditions de dumping et 40 pour cent pour les importations totales originaires du Brésil).

272. En conséquence, la part des importations faisant l'objet d'un dumping dans la consommation apparente a augmenté, évinçant le produit national similaire vendu sur le marché intérieur.

273. En conclusion, l'Argentine fait observer que les faits susmentionnés ressortent des renseignements contenus dans les dossiers, auxquels le gouvernement de la République fédérative du Brésil et les producteurs/exportateurs brésiliens, en tant que parties intéressées, ont eu pleinement accès. Les allégations présentées sont donc dénuées de fondement.

PRIX F.A.B. MOYENS DES IMPORTATIONS DE VOLAILLES ÉVISCÉRÉES ENTIÈRES FRAÎCHES, RÉFRIGÉRÉES OU CONGELÉES

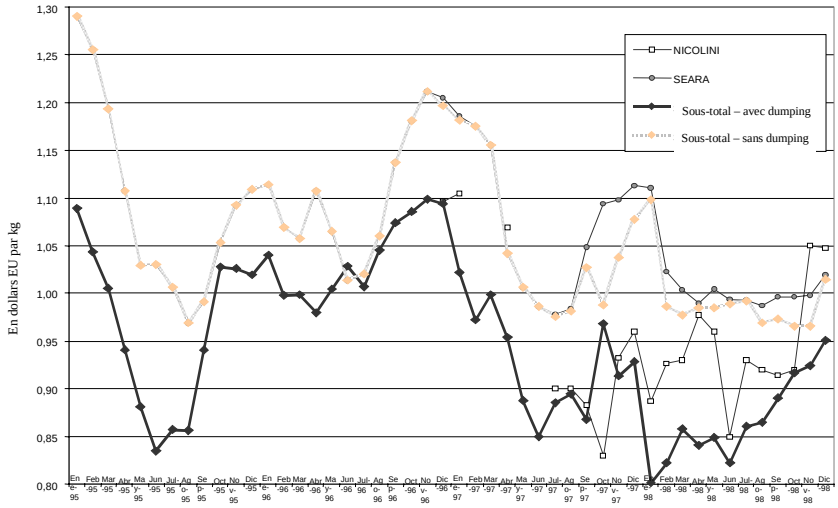
En dollars par kilogramme

PÉRIODE	BRÉSIL			AUTRES ORIGINES	TOUTES ORIGINES
	TOTAL	Sous-total SANS DUMPING (NICOLINI + SEARA)	Sous-total AVEC DUMPING		
Janv. 95	1,12	1,29	1,09	1,13	1,12
Févr. 95	1,09	1,26	1,04	1,17	1,09
Mars 95	1,05	1,19	1,01	1,21	1,05
Avril 95	0,98	1,11	0,94		0,98
Mai 95	0,92	1,03	0,88		0,92
Juin 95	0,89	1,03	0,83		0,89
Juil. 95	0,88	1,01	0,86		0,88
Août 95	0,89	0,97	0,86		0,89
Sept. 95	0,95	0,99	0,94	1,14	0,96
Oct. 95	1,03	1,05	1,03	1,14	1,04
Nov. 95	1,04	1,09	1,03	1,14	1,05
Déc. 95	1,04	1,11	1,02	1,14	1,05
Janv. 96	1,06	1,11	1,04	0,99	1,05
Févr. 96	1,02	1,07	1,00	1,10	1,03
Mars 96	1,01	1,06	1,00	1,15	1,02
Avril 96	1,01	1,11	0,98	1,12	1,01
Mai 96	1,02	1,06	1,00		1,02
Juin 96	1,02	1,01	1,03	1,07	1,02
Juil. 96	1,01	1,02	1,01	1,07	1,02
Août 96	1,05	1,06	1,05	1,07	1,06
Sept. 96	1,09	1,14	1,07	1,07	1,09
Oct. 96	1,12	1,18	1,09	2,00	1,12
Nov. 96	1,13	1,21	1,10		1,13
Déc. 96	1,12	1,20	1,09	1,03	1,12
Janv. 97	1,07	1,18	1,02		1,07
Févr. 97	1,04	1,18	0,97		1,04
Mars 97	1,05	1,16	1,00		1,05
Avril 97	0,98	1,04	0,95		0,98
Mai 97	0,93	1,01	0,89		0,93
Juin 97	0,88	0,99	0,85		0,88
Juil. 97	0,91	0,98	0,88		0,91
Août 97	0,91	0,98	0,89		0,91
Sept. 97	0,90	1,03	0,87		0,90
Oct. 97	0,98	0,99	0,97		0,98
Nov. 97	0,95	1,04	0,91	1,00	0,95
Déc. 97	0,98	1,08	0,93	0,93	0,98
Janv. 98	0,87	1,10	0,80	1,00	0,88
Févr. 98	0,90	0,99	0,82	1,00	0,90
Mars 98	0,91	0,98	0,86	1,00	0,91
Avril 98	0,90	0,98	0,84		0,90
Mai 98	0,91	0,98	0,85		0,91
Juin 98	0,86	0,99	0,82		0,86
Juil. 98	0,89	0,99	0,86		0,89
Août 98	0,89	0,97	0,86	0,94	0,89
Sept. 98	0,91	0,97	0,89	1,01	0,91
Oct. 98	0,93	0,97	0,92	0,91	0,93
Nov. 98	0,95	0,97	0,92	0,91	0,95
Déc. 98	0,97	1,01	0,95	0,91	0,97
1995	1,01	1,10	0,99	1,14	1,02
1996	1,06	1,12	1,04	1,07	1,06
1997	0,96	1,05	0,92	0,94	0,96
1998	0,91	0,99	0,88	0,96	0,91
Variat. % 96/95	5	2	5	-6	4
Variat. % 97/96	-9	-6	-11	-12	-9
Variat. % 98/97	-5	-5	-5	2	-5

Période de référence.

Source: CNCE à partir des renseignements de l'INDEC.

Prix f.a.b. moyen des importations par exportateur



CONSOMMATION APPARENTE DE VOLAILLES ÉVISCÉRÉES ENTIÈRES

En tonnes

Période	Ventes de la production nationale sur le marché intérieur	Importations (1)					Consom-mation apparente
		Brésil			Autres origines	Total	
		Total BRÉSIL	Brésil sans dumping	Brésil avec dumping			
1995	688 725	15 317	3 660	11 657	622	15 939	704 664
1996	667 402	22 544	6 517	16 027	1 843	24 386	691 788
1997	693 641	40 128	12 845	27 283	320	40 448	734 089
1998	782 850	56 291	16 803	39 487	316	56 606	839 457
Variat. % 96/95	-3	47	78	37	196	53	-2
Variat.% 97/96 (2)	4	78	97	70	-83	66	6
Variat. % 98/97	13	40	31	45	-1	40	14

Periode de référence

(1) Nettes de la variation des stocks indiquée par les importateurs.
(2) Uniquement à partir du dernier trimestre de 1994, les importations en provenance de NICOLINI ont dépassé 100 tonnes par mois.

STRUCTURE DE LA CONSOMMATION APPARENTE DE VOLAILLES ÉVISCÉRÉES ENTIÈRES

En pourcentage

Periode	Ventes de la production nationale sur le marché intérieur	Importations					Consom-mation apparente
		Brésil			Autres origines	Total	
		Total BRÉSIL	Brésil sans dumping	Brésil avec dumping			
1996	96,5	3,3	0,9	2,3	0,3	3,5	100
1997	94,5	5,5	1,7	3,7	0,0	5,5	100
1998	93,3	6,7	2,0	4,7	0,0	6,7	100

Note: La somme des chiffres partiels, qui ont été arrondis, peut ne pas coïncider avec le chiffre total.
Source: CNCE à partir des renseignements de l'INDEC et des renseignements communiqués dans le dossier de référence.

III.3.8 ALLÉGATIONS N° 38, 39 ET 40: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 3.4 ET 3.1 ET L'ARTICLE 12.2.2.

274. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 en n'évaluant pas tous les facteurs et indices économiques pertinents qui y sont énumérés (allégation n° 38) et que, compte tenu de l'incompatibilité alléguée susmentionnée, elle a également agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 en n'ayant pas fondé, selon le Brésil, la détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs et une évaluation objective (allégation n° 39). Le Brésil allègue aussi que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'ayant pas tenu compte dans la détermination finale de l'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4 (allégation n° 40).

Texte de l'article 3.4 et 3.1

> "*3.4 L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.*
>
> *3.1 La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et b) de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.*"

Texte de l'article 12.2.2

> "*12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6.*"

Argumentation de l'Argentine

275. L'Argentine a agi d'une manière compatible avec les dispositions de l'Accord antidumping en n'évaluant pas, en matière de dommage, tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, ainsi que leur incidence sur les prix du produit similaire national et leur incidence sur la branche de production nationale.

276. Les allégations du Brésil au sujet de l'absence de toute analyse ou évaluation concernant des facteurs tels que la productivité, les variables qui influent sur le prix du produit national, l'importance de la marge de dumping, les effets effectifs et potentiels sur le flux de liquidités des entreprises requérantes, la croissance et la capacité de se procurer des capitaux ne sont pas fondées.

277. Premièrement, les requérants ont fourni, au cours de l'enquête, des renseignements relatifs à la productivité du secteur qui indiquaient, sur la base des indicateurs pertinents pour ce type de branche de production, que le secteur argentin de la production de viande de volaille se trouvait, lors de l'ouverture de l'enquête, sur un pied d'égalité avec le secteur brésilien ainsi qu'avec les principaux producteurs mondiaux.

278. Ces faits sont indiqués dans l'Acte n° 576 (folios 12, 13, 14 et 20) et dans le Rapport technique (folios 26, 28, 29, 30 et 95). Ces sections expliquent en gros que l'augmentation de la productivité qui a découlé du processus de restructuration de la production engagé dans le secteur depuis le début des années 90 était la conséquence de l'évolution des conditions du marché suite à l'ouverture unilatérale de l'Argentine pendant la période en question et au processus d'intégration entre la République argentine et la République fédérative du Brésil.

279. Ce qui précède est également corroboré par le fait que les affirmations de le CEPA en rapport avec les paragraphes précédents n'ont pas été contestées au cours de l'enquête, ni par les exportateurs brésiliens ni par les importateurs sur le marché argentin. À cet égard, le CEPA a confirmé que les principaux indicateurs de productivité, tels que le nombre d'œufs par poule devant être couvés par cycle, le nombre de poussins nés, le gain quotidien en poids des poussins élevés, la quantité d'aliments équilibrés nécessaires pour produire un kilogramme de viande, cette liste n'étant pas exhaustive, étaient semblables à ceux de la branche de production brésilienne, voire supérieurs dans certains cas, comme par exemple le gain quotidien en poids des poussins élevés.

280. En outre, certains des indicateurs mentionnés dans l'annexe sont directement liés à la productivité, comme c'est le cas pour la taille de la main-d'œuvre employée et certains postes relatifs aux coûts unitaires moyens par rapport à l'augmentation soutenue de la production (voir les tableaux 1, 11, 12, 13 et 14 de l'annexe I du Rapport technique).[1]

281. La branche de production argentine a actuellement des coûts comparables à ceux des producteurs les plus compétitifs au niveau international. Cette situation est le résultat d'un vaste programme de reconversion et d'adaptation de la production fondé sur un calendrier d'investissement pour un montant de plus de 270 millions de dollars mis en œuvre entre 1994 et 1998.[2] La majeure partie des investissements a été consacrée à la modernisation, au développement et à l'équipement d'usines frigorifiques ainsi qu'à l'équipement et à la construction de fermes (essentiellement pour la reproduction), les investissements ayant également permis d'accroître la capacité des silos, de mettre en œuvre de nouvelles techniques dans les usines de fabrication d'aliments équilibrés pour animaux, d'acquérir des couveuses et d'automatiser le matériel de fabrication de sous-produits et de traitement des effluents, de former le personnel, d'acheter des véhicules, etc.

282. De nombreux investissements se sont ressentis de l'incertitude engendrée sur le marché national par l'importation des produits brésiliens, pour lesquels le marché argentin est un marché de remplacement permettant de résoudre les problèmes liés à la demande nationale ou étrangère, ce qui a un effet négatif sur le processus de redressement des prix, dans la mesure où la demande demeure stable en Argentine.

- **Caractéristiques du marché argentin de la viande de volaille**

283. Le secteur argentin de la viande de volaille se caractérise traditionnellement par un approvisionnement local et un faible chiffre à l'exportation. Depuis toujours, la consommation de ce type de viande est saisonnière (novembre et décembre), en raison principalement des fêtes de fin d'année. Les caractéristiques de la demande de viande de volaille, outre le prix du produit en soi, sont étroitement liées au marché de la viande rouge ou de la viande de bœuf, qui est son principal produit de substitution étant donné les caractéristiques du marché argentin, et l'évolution des prix par rapport à ceux de ce dernier produit est l'une des principales variables à utiliser pour analyser les tendances de la consommation dans le secteur de la viande de volaille.

[1] Voir la pièce n° 14 du Brésil.
[2] Ci-joint l'annexe XXXVI de l'Argentine.

284. Toutes choses égales par ailleurs et compte tenu du fait qu'il n'existe pas de différence notable en termes de qualité avec la viande de volaille brésilienne, la concurrence est fondée essentiellement sur le prix du marché, qui, en raison des caractéristiques décrites ci-après, est fortement sensible à de faibles variations de l'offre et compte tenu duquel il faut évaluer la menace de dommage et le dommage proprement dit.

285. Les principales raisons de cette situation sont les suivantes:

a) la stabilité relative de la demande sur le marché et la forte progression de la consommation à partir des années 90;

b) la grande capacité de production du Brésil et la production d'excédents exportables, qui permettent à ce pays de se réorienter aisément vers d'autres marchés en cas de déséquilibres intérieurs ou extérieurs, malgré la taille considérable de son marché intérieur[3];

c) le caractère marginal, en termes relatifs, du marché de la viande de volaille argentin par rapport au marché brésilien, ce qui signifie qu'il existe de fortes possibilités de discrimination par les prix, d'où des subventions croisées en fonction du marché national et d'autres marchés (à cet égard, voir le tableau de la page 21 de l'Acte n° 576[4]);

d) la proximité du marché brésilien, ce qui signifie des délais effectifs de 72 heures en ce qui concerne le principal marché des biens de consommation, celui de la capitale fédérale et de sa conurbation;

e) l'absence d'obstacles importants à l'accès de ce produit, qui découle de l'Accord du MERCOSUR, ainsi que la stabilité des changes observée tout au long des années 90 par suite de l'application d'un taux de change d'un peso argentin contre un dollar EU;

f) l'incidence des importations brésiliennes sur la fixation des prix sur le marché argentin, encore que le volume soit relativement faible en raison d'une très forte capacité à multiplier les expéditions à très bref délai;

g) les restrictions techniques et financières qui permettent difficilement de conserver des stocks pendant de longues périodes (pages 92 à 94 du Rapport technique).

286. À la lumière de ce qui précède et compte tenu du fait qu'en raison des caractéristiques de la commercialisation du produit, la fixation du prix intérieur dépend fortement du prix à l'importation, les déséquilibres découlant de l'offre excédentaire sur le marché d'origine et les importations effectuées dans des conditions de dumping ont nécessairement conduit à des ajustements de prix dans le secteur national.

287. Ce mécanisme a entraîné pour le secteur de la viande de volaille argentin des pertes effectives et potentielles car l'arrivée immédiate du produit brésilien importé en réponse à la situation favorable du marché et dans des conditions de dumping a notablement influé sur les prix en provoquant leur baisse, ce qui a compromis la reprise d'une branche de production qui avait réalisé d'importants investissements pour améliorer sa productivité.

[3] Voir la section VI.2 "MERCOSUR" du Rapport technique (pièce n° 14 du Brésil).
[4] Voir la pièce n° 14 du Brésil.

288. La baisse des prix intérieurs dans un contexte de croissance soutenue de la consommation apparente due à un changement des habitudes de consommation ne peut s'expliquer que par l'existence d'importations effectuées dans des conditions de concurrence déloyale.

289. Le Brésil a de toute évidence d'immenses capacités pour ce qui est de déverser dans des conditions de concurrence déloyale ses excédents exportables sur le marché argentin qui, vu sa proximité géographique, est le marché qui est le plus facile d'accès.[5] Ainsi, pour la période août-septembre 1997, au moment de la crise du sud-est asiatique, les volumes exportés vers l'Argentine ont progressé de 115 pour cent, c'est-à-dire qu'ils sont passés, en l'espace de trois mois, de 2 349 à 5 082 tonnes, ce dernier chiffre équivalant approximativement à 10 pour cent de la production nationale d'un mois ou à la production mensuelle totale d'entreprises telles que San Sebastián ou Rasic SA.

290. Comme l'Argentine l'a toujours soutenu, cette augmentation était due au fait que les excédents qui ne pouvaient être canalisés vers les marchés traditionnels du Brésil avaient été orientés vers des marchés de remplacement comme celui de l'Argentine, sur lequel on observait alors un net redressement des prix, qui cependant ne pouvait être durable à cause de la pression à la baisse exercée par les importations faisant l'objet d'un dumping en provenance du Brésil.

291. Par contre, le Brésil, dont le secteur de la viande de volaille accusait des pertes de 20 à 25 pour cent, a intensifié ses ventes à destination de l'Argentine, la variation en pourcentage annuelle étant de **70,52 pour cent en 1997 et de 113,35 pour cent en 1998**.

- **Autres facteurs qui influent sur le prix du produit national**

292. La CNCE a correctement examiné tous les facteurs qui, outre les importations, pouvaient avoir un effet sur le prix du produit national. À cette fin, elle a analysé l'évolution des indices des prix des produits de substitution, principalement les viandes rouges, ainsi que le niveau d'activité général et les indices des prix des secteurs pertinents les plus importants (voir le tableau 16 du Rapport technique[6]). En général, les arguments avancés par les producteurs/exportateurs et par le Brésil ne peuvent pas être justifiés car, malgré la récession en Argentine, la consommation apparente de viande de volaille a connu une progression régulière, de sorte que cette variable pourrait mal expliquer la pression à la baisse exercée sur les prix. La concurrence des volailles préparées ne pourrait pas non plus constituer une justification car non seulement ce produit est différent, mais il provient également des entreprises qui vendent des volailles réfrigérées ou fraîches.

293. Cette situation n'est pas non plus imputable à la modification des caractéristiques de la demande qui rendrait nécessaire l'application d'une politique des prix agressive pour conserver des parts de marché car la progression susmentionnée de la consommation apparente est due en fait à une tendance, apparue au milieu des années 80, à consommer de plus en plus de viande maigre en raison des meilleures propriétés du point de vue de la nutrition et de la santé que cette viande présente par rapport à la viande rouge.

- **Remarques concernant l'incidence de la marge de dumping**

294. Dans un contexte de taux de change fixe et de récession, conjugué aux facteurs déjà exposés concernant les caractéristiques du marché argentin, l'incidence de pratiques déloyales telles que le dumping est ressentie même lorsque les marges sont peu importantes. Il en est particulièrement ainsi lorsque le produit de référence est un produit de base et que la variable prix est le facteur essentiel de la concurrence.

---

[5] Ci-joint l'annexe XXXVII de l'Argentine.
[6] Voir la pièce n° 14 du Brésil.

295. En conséquence, compte tenu des explications ci-dessus concernant la capacité du Brésil de dégager ses excédents dans des conditions de concurrence déloyale, des marges comprises entre 8 et 14 pour cent sont lourdes de conséquence et c'est ainsi qu'elles ont été évaluées par l'autorité chargée de l'enquête, en raison de leur incidence potentielle sur la production argentine.

- **Remarques concernant l'absence d'analyse du flux de liquidités et de la capacité de se procurer des capitaux**

296. Tout d'abord, il convient de mentionner les modalités de financement des entreprises en Argentine, où le marché des capitaux n'a jamais constitué une source importante, à quelques exceptions près pendant les années 90, ce qui transparaît dans une grande mesure dans la législation en vigueur en matière de comptabilité.

297. Sur le plan législatif, en vertu de l'article 299 de la Loi n° 19550, les entreprises sont tenues de présenter une "déclaration sur l'origine et l'utilisation des fonds", qui, à la différence de l'état du flux de liquidités au sens strict utilisé dans le domaine de la comptabilité financière, ne constitue pas une ventilation détaillée de la situation du flux de liquidités mais simplement une synthèse des éléments qui ont entraîné une augmentation ou une diminution des fonds. En conséquence, ces postes ne permettent de tirer aucune conclusion pour ce qui est du flux de liquidités.

298. Compte tenu de ce qui est exposé précédemment, les indicateurs qui permettraient d'effectuer par approximation une analyse en fonction de la variable de référence seraient ceux qui correspondent aux liquidités et au point d'équilibre, qui ont été examinés d'une manière appropriée dans le Rapport technique annexé à l'Acte n° 576.

299. Enfin, en rapport avec le paragraphe 296 *supra* et les mécanismes de financement du secteur, aucun des requérants n'est coté à la Bourse ni n'a jamais eu recours au marché des capitaux de sorte que, indépendamment des règles en vigueur en la matière, l'obligation de procéder à une analyse du flux de liquidités n'est pas pertinente ni ne peut être remplie.

300. Au vu des points de fait et de droit exposés plus haut concernant les allégations n° 38, 39 et 40, l'Argentine estime qu'elle a rempli les prescriptions énoncées aux articles 3.1, 3.4 et 12.2.2, à savoir qu'elle a tenu dûment compte, dans sa détermination finale, de l'évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents énumérés à l'article 3.4.

III.3.9 ALLÉGATION N° 41: COMPATIBILITÉ AVEC L'ARTICLE 4.1

301. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 en estimant que 46 pour cent constituait une proportion majeure de la production nationale totale de viande de volaille de l'Argentine.

Texte de l'article 4.1

La partie pertinente de l'article 4.1 dispose ce qui suit:

> "*Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits* ..."

Argumentation de l'Argentine

302. La définition de la branche de production nationale était compatible avec les règles de l'OMC car l'Argentine considère que 46 pour cent de la production totale constituent "une proportion

majeure". L'allégation du Brésil selon laquelle "une proportion majeure" ne peut être constituée que par 50 pour cent au moins de la production nationale est une appréciation subjective et ne trouve pas de justification dans l'article 4 de l'Accord antidumping.

303. Selon l'Acte n° 576, en 1998, les entreprises mentionnées ont contribué pour 46,2 pour cent à la production nationale, ce qui explique pourquoi la CNCE a estimé qu'elle s'était conformée à la prescription énoncée à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

304. Pour la République argentine comme pour d'autres pays Membres de l'OMC (selon les précédents pertinents existant en la matière), 46,2 pour cent constituent une proportion majeure car ce n'est pas par hasard que l'Accord antidumping n'a pas défini un pourcentage fixe pour indiquer ce qu'il faut entendre par "proportion majeure".

III.4 IMPOSITION ET RECOUVREMENT DE DROITS ANTIDUMPING À LA SUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

III.4.1 ALLÉGATIONS N° 28, 29 ET 30: COMPATIBILITÉ AVEC LES ARTICLES 9.2, 9.3 ET 12.2.2

305. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 9.2 en imposant des droits antidumping variables qui pourraient conduire au recouvrement d'un montant inapproprié (allégation n° 28). Pour la même raison, il allègue que le droit antidumping imposé pourrait dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale (allégation n° 29). Enfin, il allègue que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 en n'expliquant pas comment le prix à l'exportation minimal avait été établi (allégation n° 30).

Texte de l'article 9.2

> "*9.2 Lorsqu'un droit antidumping est imposé en ce qui concerne un produit quelconque, ce droit, dont les montants seront appropriés dans chaque cas, sera recouvré sans discrimination sur les importations dudit produit, de quelque source qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement en matière de prix au titre du présent accord aura été accepté. Les autorités feront connaître le nom du ou des fournisseurs du produit en cause. Si, toutefois, plusieurs fournisseurs du même pays sont impliqués et qu'il ne soit pas réalisable de les nommer tous, les autorités pourront faire connaître le nom du pays fournisseur en cause. Si plusieurs fournisseurs relevant de plusieurs pays sont impliqués, les autorités pourront faire connaître le nom soit de tous les fournisseurs impliqués, soit, si cela est irréalisable, celui de tous les pays fournisseurs impliqués.*"

Texte de l'article 9.3

> "*9.3 Le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2.*"

Texte de l'article 12.2.2

> "*12.2.2 Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ou l'acceptation d'un engagement en matière de prix, tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents,*

sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix, compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6."

Argumentation de l'Argentine

306. L'Argentine a agi d'une manière compatible avec les articles 9.2, 9.3 et 12.2.2 de Accord antidumping et les règles énoncées dans la Loi n° 24425 et le Décret n° 2121/94.

307. En effet, après avoir analysé et pris en compte tous les renseignements rassemblés au cours de la procédure, contrairement à la position du gouvernement brésilien selon laquelle l'Argentine ne s'était pas conformée à l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord, l'autorité chargée de la mise en œuvre a déterminé ceux qui avaient fourni en temps utile et en bonne en due forme les éléments de preuve pertinents contenant tous les éléments nécessaires. Elle a donc exclu de la mesure antidumping les producteurs/exportateurs brésiliens NICOLINI et SEARA et a fixé une marge de dumping individuelle pour les exportateurs AVIPAL et SADIA.

308. Bien que l'article 9 de l'Accord ne traite pas des méthodes à appliquer pour percevoir les droits antidumping, à savoir qu'il ne définit pas de méthode ni ne donne d'indications similaires à celles qu'il définit dans d'autres cas, dans la pratique, les Membres de l'OMC appliquent les droits antidumping de trois manières: a) droits fixes relatifs à un taux *ad valorem*, b) droits fixes relatifs à un montant spécifique et c) droits variables.

309. L'article 9.3 dispose que "*[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 22*". Ce principe est énoncé en détail à l'article 9.3.1 et 9.3.2. En particulier à l'article 9.3.2, il est indiqué que *"[l]orsque le montant du droit antidumping sera fixé sur une base prospective, des dispositions seront prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge de dumping soit remboursé, sur demande, dans les moindres délais*" (non souligné dans l'original). En l'espèce, l'article cité étant pleinement applicable puisque l'Argentine applique le système prospectif, il n'y avait aucune demande de la part des exportateurs qui justifiait un réexamen visant le remboursement du droit acquitté en dépassement allégué.

310. Le remboursement de tout droit acquitté en dépassement est déjà autorisé depuis le Tokyo Round, à l'article 8.3 du Code antidumping, ainsi qu'à l'article 8 c) du Code antidumping du Kennedy Round, articles qui ont précédé l'article 9.3 de l'Accord actuel. L'article 9.3 de l'Accord antidumping en vigueur énonce la condition "**sur demande**", qui indique que l'"importateur du produit assujetti au droit antidumping [doit avoir] présenté une demande de remboursement, dûment étayée par des éléments de preuve" (non souligné dans l'original).

311. L'Argentine réaffirme qu'il n'y a pas eu une telle demande et que le Brésil - dans les allégations à l'examen - n'a pas non plus prouvé ses affirmations concernant le dépassement observé dans le recouvrement des droits antidumping.

312. Sans préjudice des considérations précédentes qui sont concluantes en soi, il est pertinent, pour l'Argentine, de préciser certaines questions. Le système de perception de droits antidumping d'un montant variable appliqué par l'Argentine (différence entre la valeur normale et la valeur f.a.b. déclarée pour l'expédition concernée) a précisément pour but, aux yeux de l'autorité chargée de la mise en œuvre, de faire en sorte que le droit antidumping effectivement perçu ne soit pas supérieur à la marge de dumping déterminée. Par exemple, si la marge de dumping venait à disparaître pendant le processus d'application des droits en raison d'un alignement du prix à l'exportation sur la valeur

normale, le droit à acquitter dans ce système serait nul. Comme on le voit, cela est parfaitement compatible avec le principe énoncé à l'article 9.3.

313. S'il découle d'une telle application une situation dans laquelle le droit perçu est supérieur à la marge de dumping déterminée lors de l'enquête, l'exportateur est pleinement en droit de demander à être remboursé dans les moindres délais, sa demande devant être dûment fondée, et l'autorité chargée de la mise en œuvre procédera à la révision pertinente. Il est donc manifeste qu'à l'article 9.3.1 et 9.3.2, l'Accord même prévoit la "mesure corrective" dans l'éventualité de l'acquittement d'un droit excessif en autorisant un réexamen qui peut entraîner le remboursement du montant acquitté en dépassement, ce qui signifie que l'Accord même admet la possibilité d'un dépassement du droit antidumping.

314. Si le Brésil prétend qu'un système unique de paiement d'un droit *ad valorem* fixe devrait être adopté, situation non prévue dans l'Accord, un tel système présente des inconvénients similaires expliqués ci-après à titre d'exemple. En cas d'application d'un droit *ad valorem* fixe au titre du système prospectif et même si la marge de dumping venait à disparaître en raison d'un alignement du prix à l'exportation sur la valeur normale, le droit antidumping continuerait à être perçu dans la perspective que le droit acquitté en dépassement serait remboursé après une révision. De surcroît, l'alignement du prix sur la valeur normale conjugué au paiement d'un droit *ad valorem* fondé sur une base plus élevée (à savoir le prix à l'exportation aligné sur la valeur normale) peut amener les exportateurs à se tenir à l'écart du marché et, dans une telle situation, il n'y aurait pas de nouvelles importations ni la possibilité d'entreprendre une révision qui aboutirait à un remboursement. Par contre, dans la même situation, le paiement de droits antidumping d'un montant variable ne donnerait pas lieu à un dépassement des droits acquittés et ce système serait bien plus juste pour l'exportateur.

315. Comme cela a déjà été expliqué, dans la pratique, les Membres de l'OMC appliquent des droits antidumping qui sont a) fixes relativement à un taux *ad valorem*, b) fixes relativement à un montant spécifique et c) d'un montant variable. Le Canada applique également des droits antidumping variables. La méthode adoptée par la République argentine est donc compatible avec l'Accord antidumping de l'OMC.

316. Conformément aux dispositions de l'article 9.3, il a été fixé, comme mesure antidumping, un prix f.a.b. à l'exportation minimal équivalent et, dans certains cas, inférieur à la valeur normale déterminée et, en conséquence, "[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée …", comme nous le voyons ci-après.

Exportateur	**Valeur normale dollars EU/kg**	**Prix f.a.b. moyen dollars EU/kg**	**Marge de dumping (%)**	**Mesure antidumping – prix f.a.b. minimal dollars EU/kg**
	A	**B**	**(A-B)/B**	
Sadia	0,9294	0,80883	14,91	0,92
Avipal	1,0896	0,94355	15,48	0,98
Resto	1,0385	0,95992	8,19	0,98

317. Enfin, on trouvera ci-après à titre d'exemple les tableaux 1, 2 et 3 qui montrent que le droit antidumping à percevoir calculé peut aussi être supérieur (ou inférieur) à la marge de dumping déterminée, lorsqu'il est calculé en tant que fraction du prix f.a.b. facturé, c'est-à-dire lorsqu'une mesure est définie sous la forme *ad valorem*.

- ***TABLEAU 1***

	A	B	C	D	E
Exportateur	Valeur normale [$ EU/KG]	Prix f.a.b. moyen [$ EU/KG]	Marge de dumping A-B)/B [%]	Marge de dumping (A-B) [$ EU/KG]	Droit antidumping (A-B) [$ EU/KG]
Sadia	0,93	0,81	14,91%	0,12	0,12
Avipal	1,09	0,94	15,48%	0,15	0,15
Autres	1,04	0,96	8,19%	0,08	0,08

- ***TABLEAU 2***

	A	B	C
Exportateur	*Ad valorem** (Tableau 1.C)	Prix f.a.b. Exemple [$ EU/KG]	Droit antidumping (A*B) [$ EU/KG]
Sadia	14,91%	1,20	0,18
Avipal	15,48%	1,20	0,19
Autres	8,19%	1,20	0,10

* Le taux *ad valorem* était censé être égal à la marge de dumping exprimée en pourcentage.

- ***TABLEAU 3***

	A	B	C
Exportateur	Droit antidumping (Tableau 2.C) [$ EU/KG]	Droit antidumping (Tableau 1.E) [$ EU/KG]	Différence (A-B) [$ EU/KG]
Sadia	0,18	0,12	0,06
Avipal	0,19	0,15	0,04
Autres	0,10	0,08	0,02

Dans le présent exemple, il est supposé que les exportateurs brésiliens ont décidé d'exporter leurs produits à un prix supérieur (1,20 dollar EU le kilogramme).

Il ressort clairement de cette pratique qu'avec l'application d'une mesure antidumping *ad valorem*, les droits antidumping à percevoir s'élèvent, par kilogramme, à un taux compris entre 0,12 et 0,18 dollar EU dans le cas de Sadia, entre 0,15 et 0,19 dollar EU dans le cas de Avipal et entre 0,08 et 0,10 dollar EU pour les autres exportateurs (tableau 3).

De cette manière également, la marge de dumping établie dans la détermination finale serait supposée être dépassée (tableau 1.D), avec la différence qu'en l'espèce, un droit continuerait à être appliqué à l'entreprise qui souhaite mettre fin aux pratiques de commerce déloyal en alignant ses prix à l'exportation sur les prix de vente sur le marché intérieur, ainsi que cela a été indiqué précédemment.

318. En conséquence, il apparaît clairement que nous sommes en présence de systèmes qui, de par leurs caractéristiques, sont susceptibles de donner lieu à des différences ou à l'application de droits excessifs. L'Accord même reconnaît et réglemente cette situation en offrant des "mesures correctives" adéquates. Le non-recours à ces mesures correctives ne peut être imputé à l'autorité chargée de la mise en œuvre comme cause de préjudice ou de violation des accords en vigueur.

319. En ce qui concerne les prétentions du Brésil concernant l'article 12.2.2. de l'Accord antidumping, l'Argentine a rempli les prescriptions de l'Accord, étant donné que le Rapport sur les actions entreprises ainsi que le Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping, tout au long de leur texte et sous différents titres, ont traité en détail de chacune des communications présentées par les producteurs/exportateurs, pour arriver à une conclusion motivée concernant les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de la mise en œuvre a déterminé les mesures à appliquer, y compris l'exclusion des entreprises qui remplissaient les critères pour une telle décision.

320. Dans le Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve, en date du 4 janvier 2002 (section LXIII, folio 2757), la DCD a mis à la disposition des parties tous les faits essentiels sur lesquels elle fonderait sa décision finale et, sur la base de ces faits, l'autorité chargée de la mise en œuvre a fixé une valeur minimale.

321. Comme l'Argentine l'a démontré, le Brésil présente de simples allégations dans la présente plainte sans avoir prouvé qu'il y a eu un non-respect de l'article en question de la part de l'Argentine, qui a établi les déterminations sur la base des documents versés au dossier et conformément aux dispositions de l'Accord.

IV. CONCLUSIONS

322. Compte tenu des arguments présentés ci-dessus, la République argentine demande respectueusement au Groupe spécial:

i) conformément aux arguments exposés à la section II et ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 23, 24 et 25 de la présente communication, de ne pas se prononcer sur les 41 allégations d'incompatibilité avec diverses dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) présentées par le Brésil.

Si le Groupe spécial décide de ne pas accéder à la demande précédente de la République argentine, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 26 de la présente communication et compte tenu des arguments exposés à la section III, l'Argentine demande respectueusement au Groupe spécial:

ii) de rejeter les allégations du Brésil selon lesquelles la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine est incompatible avec:

- l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'Accord antidumping;
- l'article 12.1 de l'Accord antidumping;
- l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2 et 6.8, ainsi que les paragraphes 5, 6, et 7 de l'Annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping;
- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;
- l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping;

- l'article 4.1 de l'Accord antidumping;
- l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping;
- ainsi que les différentes allégations relatives à l'article 12.2.2;

iii) de rejeter la demande d'abrogation immédiate de la Résolution n° 574/2000 portant imposition de droits antidumping définitifs.

ANNEXE B-2

PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE

(25 septembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. La République argentine remercie le Groupe spécial pour la possibilité qui lui est donnée d'exposer au Groupe spécial ses arguments, compte tenu de la communication écrite du Brésil du 8 août 2002, afin de rejeter la remise en cause par le Brésil de la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine sur la base de différents points de fait et de droit regroupés dans les deux principales sections de la Résolution, à savoir: la section II, qui traite du critère d'examen et des règles et principes de droit international public applicables en l'espèce et la section III, qui réfute les arguments de fond contenus dans les 41 allégations présentées par le Brésil.

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES: RÈGLES ET PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC PERTINENTS ET APPLICABLES À LA PRÉSENTE PROCÉDURE

II.1. CRITÈRE D'EXAMEN

2. La République argentine affirme à nouveau reconnaître qu'il existe un critère d'examen distinct[1] dans le cas de l'article 17.6 de l'Accord antidumping. Toutefois, au vu des allégations formulées par le Brésil aux paragraphes 26, 27 et 28 de sa première communication écrite[2], l'Argentine souhaite soulever la question de savoir si dans tous les cas une violation présumée de l'article 17.6 i) peut faire l'objet d'une allégation de la part d'une partie à un différend.

3. De l'avis de la République argentine, l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping, interprété d'une manière littérale, établit les règles applicables aux examens qu'un groupe spécial doit effectuer lorsqu'il détermine si l'autorité chargée de l'enquête a établi les faits d'une manière adéquate et si son évaluation a été impartiale et objective. Le texte de l'article ne s'adresse pas aux parties à l'Accord mais au Groupe spécial et, par conséquent, on peut douter qu'il soit possible de reconnaître aux parties le droit d'alléguer des violations de l'Accord, sauf pour offrir les garanties d'une procédure régulière ("due process").

4. C'est en ce sens que le Groupe spécial "*Égypte - Acier*" s'est exprimé dans son rapport[3]:

> "*Par ailleurs, bien que nous n'ayons pas à nous prononcer sur la question de savoir si une violation de l'article 17.6 i) peut faire l'objet d'une allégation de la part d'une partie dans le cadre d'un différend – étant donné que nous avons rejeté cette allégation pour des raisons de procédure – nous avons beaucoup de doutes à ce sujet. Néanmoins, ce qui est clair, et cela quel que soit le différend, c'est que l'article 17.6 i) énonce le critère qu'**un groupe spécial doit appliquer** lorsqu'il examine la question dont il est saisi aux termes de l'article 17.5 de l'Accord antidumping. Cela étant, nous sommes bien entendu tenus de respecter les dispositions de cet article lorsque*

[1] Première communication écrite de la République argentine, 29 août 2002, paragraphe 9.
[2] Première communication écrite du Brésil, 8 août 2002.
[3] Rapport du Groupe spécial "Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie", WT/DS211/R, 8 août 2002, paragraphe 7.142.

nous examinons les allégations formulées dans le cadre du présent différend." (Pas de caractère gras dans l'original)

II.2. AUTRES PRINCIPES ET RÈGLES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC APPLICABLES À L'AFFAIRE

II.2.1 Allégation de l'Argentine

5. S'agissant de la première communication écrite des CE, l'Argentine juge opportun de réfuter certains des arguments qui y sont exposés par les CE concernant la notion de chose jugée[4] et de présenter quelques éclaircissements et précisions.

6. Premièrement, l'Argentine considère comme inexacte l'affirmation ci-après des CE: "*le présent groupe spécial n'a pas besoin d'examiner cette question parce qu'il est évident que, de toute façon, les conditions nécessaires à l'existence du principe de chose jugée ne sont pas réunies*".[5]

7. Outre le fait de réaffirmer que la République argentine n'a pas fait valoir principalement l'application du principe de "chose jugée", l'Argentine estime que l'affirmation des CE devrait sans aucun doute être fondée sur la démonstration du fait que les exigences de ce principe ne sont pas satisfaites en l'espèce. Dans l'affaire "*Inde - Automobiles*"[6], le Groupe spécial a déclaré[7], en ce qui concerne l'application du principe de chose jugée, qu'il examinerait premièrement l'applicabilité du principe dans le cadre de l'OMC et deuxièmement si les faits en cause dans le différend satisfaisaient aux exigences de ce principe, s'il était applicable au règlement des différends dans le cadre de l'OMC.

8. Comme les CE le reconnaissent effectivement "[l]a mesure soumise au présent groupe spécial est la même que la mesure en cause devant le Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR".[8] Sans préjudice de l'applicabilité du principe, la République argentine juge nécessaire de signaler que les exigences susmentionnées sont effectivement satisfaites en l'espèce:

- **l'identité des parties** dans les deux cas est indiscutable, avec un élément de "valeur ajoutée" puisqu'il s'agit d'États qui participent à un processus d'intégration, le MERCOSUR. À ce titre, l'Argentine et le Brésil ont créé une structure organisationnelle et accepté de régler leurs différends dans le cadre de la procédure prévue dans le Protocole de Brasilia, acceptant ainsi les décisions rendues comme la République argentine l'a fait valoir[9] et comme le Paraguay, autre État partie au MERCOSUR, l'a confirmé dans sa première communication écrite[10];

- **la mesure contestée a été identifiée**: la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine, ainsi que la République argentine l'a indiqué dans sa première communication écrite[11] et ainsi que les CE l'ont également reconnu[12];

- **le fondement juridique de la plainte a été identifié**: la section II (intitulée FUNDAMENTAÇAO JURIDICA) de la plainte déposée par le Brésil dans le cadre du MERCOSUR comprend deux parties: dans la partie A (ASPECTOS

[4] Communication des CE en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 5.
[5] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 6.
[6] WT/DS146/R, WT/DS175/R, Inde - Mesures concernant le secteur automobile, 21 décembre 2001.
[7] WT/DS146/R, WT/DS 175/R, paragraphe 7.55.
[8] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 7.
[9] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 18 et 19.
[10] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe 7.
[11] Première communication écrite de l'Argentina, paragraphe 16.
[12] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 7.

> PRELIMINARES), le Brésil incorpore un point 4 intitulé "Evolução das normas do Mercosul sobre antidumping e normas aplicáveis à utilização de medidas antidumping no comercio intrazona" et il y mentionne la Décision n° 11/97, qui dispose ce qui suit, comme le Brésil lui-même le reconnaît: "o texto incorpora, portanto, todas as disciplinas da OMC sobre a matéria (não podería ser diferente)".[13] Le Brésil confirme ensuite ce qui suit: "[d]esde 1997, a aplicação de medidas antidumping no comércio intrazona, repita-se, deve dar-se em conformidade com o Marco Normativo, o qual reflete o entendimento comum alcancado pelos Estados Parte a respeto das regras e procedimentos estabelecidos pelo Acordo Antidumping da OMC".[14] Autrement dit, le Brésil avait l'intention de fonder sa plainte sur l'incompatibilité alléguée de la mesure appliquée par l'Argentine avec l'Accord antidumping de l'OMC, ce qui peut être corroboré par la section II.B "DAS INCONSISTÊNCIAS LEGAIS" et par le point 6 "O Processo de Investigação e a Aplicação do Direito Antidumping". Tout au long de la section II.B. de la communication présentée dans le cadre du MERCOSUR, le Brésil confirme que le fondement juridique de sa communication est l'incompatibilité présumée de la mesure appliquée par l'Argentine avec les règles de l'OMC.

9. Il convient de souligner que la communication du Paraguay, autre État partie au MERCOSUR, **est concluante** en ce qui concerne l'importance que ce pays attache à la présente plainte déposée par le Brésil dans le cadre de l'OMC lorsqu'il affirme ce qui suit: "Le Paraguay estime que, conformément aux principes généraux du droit international public, la présente affaire revêt le caractère de "chose jugée"[15], puisqu'elle a déjà fait l'objet de la procédure de règlement des différends établie dans le cadre du MERCOSUR, et en particulier de celle qui est énoncée dans le Protocole de Brasilia." Le Paraguay confirme ensuite ce qui vient d'être exposé dans les termes suivants: "En raison de ce qui précède, le Paraguay estime que la présente affaire a déjà fait l'objet d'une procédure de règlement des différends admise par les deux parties et qu'elle a été réglée par une décision qui revêt un caractère contraignant et obligatoire pour celles-ci, de sorte que cette décision ne devrait pas être examinée par le présent Groupe spécial puisque, si tel était le cas, cela constituerait une violation des principes et des règles du droit international public et serait contraire à des décisions rendues par des institutions du MERCOSUR, en l'espèce la décision d'un tribunal arbitral *ad hoc* établi au titre du Protocole de Brasilia."[16]

10. L'Argentine souhaite réaffirmer que le comportement du Brésil, qui omet de faire toute mention de la décision arbitrale rendue dans le cadre du MERCOSUR au sujet de la même plainte et dans laquelle il n'a pas été donné suite à ses allégations, est contraire au **principe de la bonne foi dans le respect et l'application des accords internationaux <u>simultanément dans deux domaines</u>**: celui des traités et des protocoles signés, premièrement dans le cadre du MERCOSUR et deuxièmement dans le cadre de l'OMC.[17]

11. Dans le cadre de l'OMC, la signification du principe de la bonne foi a été clarifiée dans l'affaire *États-Unis - Crevettes*, dans laquelle l'Organe d'appel a affirmé ce qui suit: "... Celui-ci, qui est en même temps un principe juridique général et un principe général du droit international, régit l'exercice des droits que possèdent les États. L'une de ses applications, communément dénommée la *doctrine de l'abus de droit*, interdit l'exercice abusif de ces droits et prescrit que, dès lors que la revendication d'un droit "empiète sur le domaine couvert par une obligation conventionnelle, le droit soit exercé de bonne foi, c'est-à-dire de façon raisonnable. L'exercice abusif par un Membre de son

---

[13] Communication présentée par le Brésil le 16 mars 2001 devant le Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR, page 22.

[14] Communication présentée par le Brésil le 16 mars 2001 dans le cadre du MERCOSUR, page 25.

[15] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe 5.

[16] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe10.

[17] Première communication écrite de l'Argentina, paragraphes 16 et 17.

propre droit conventionnel se traduit donc par une violation des droits conventionnels des autres Membres ainsi que par un manquement du Membre en question à son obligation conventionnelle …".[18]

12. Par ailleurs, l'Argentine estime que le présent différend soulevé par le Brésil dans le cadre de l'OMC est contraire non seulement à l'article 21 du Protocole de Brasilia, ainsi qu'il est mentionné dans la communication du Paraguay[19], mais aussi au principe de la bonne foi dans le cadre de l'OMC. Ainsi, "on ne peut permettre à un État de bénéficier des avantages d'un accord lorsque celui-ci lui convient et de rejeter cet accord lorsque son application devient contraignante. Il importe peu de savoir si cette règle est fondée sur ce que l'on appelle le principe de l'estoppel en droit anglais ou sur le critère de la bonne foi. La première notion n'est qu'un aspect de la seconde."[20]

13. La double notion d'estoppel et de bonne foi a également été mise en avant par Georg Scwarzenberger, qui affirme que la violation d'un accord comporte une atteinte au principe de la bonne foi qui prévaut dans les relations internationales.

14. La République argentine réaffirme[21] que la plainte déposée par le Brésil dans le cadre de l'OMC est contraire: a) à la pratique homogène adoptée par le Brésil, en tant qu'État partie au MERCOSUR, depuis 1991 jusqu'à ce jour, qui est de respecter les engagements contractés et de recourir à la procédure de règlement des différents prévue dans le Protocole de Brasilia et entérinée par la signature du Protocole d'Olivos; b) au comportement homogène et sans équivoque adopté par le Brésil - et les autres États parties au MERCOSUR - en acceptant les décisions arbitrales, huit décisions ayant été rendues à ce jour, dont sept concernaient le Brésil agissant en tant que demandeur ou de défendeur.

15. Le comportement du Brésil, qui a porté le présent différend devant l'OMC, présente donc certaines caractéristiques courantes de l'"estoppel" - qui, comme indiqué précédemment, est étroitement liée au principe de la bonne foi - "... d'une part, l'acceptation de la responsabilité découlant des apparences créées et, d'autre part, l'obligation qui en résulte pour la partie assujettie à cette responsabilité d'assumer le risque de subir les réactions que son attitude ou ses actes peuvent susciter de la part d'une autre partie".[22]

16. L'effet invalidant de l'**estoppel annule**, par conséquent, **la validité ou l'effectivité des allégations qui contredisent les déclarations ou actes mêmes de la partie en question**.

17. De même, la République argentine juge approprié de faire remarquer que le comportement adopté par le Brésil dans le cadre du MERCOSUR jusqu'à l'établissement du présent Groupe spécial confirme le cas de l'estoppel. En effet, les États parties au MERCOSUR - y compris de toute évidence le Brésil - ont franchi toutes les étapes menant à la conclusion d'un traité signé le 18 février 2002, à savoir le Protocole d'Olivos, dont l'objet est de permettre de régler des différends dans le cadre du MERCOSUR. Ce protocole contient une disposition concernant le choix de l'instance. Comme les CE l'indiquent dans leur communication[23] et comme le Paraguay le confirme également[24], l'engagement contracté par le Brésil en signant le Protocole d'Olivos le 18 février 2002

[18] Rapport de l'Organe d'appel États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes ("États-Unis - Crevettes"), WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, paragraphe 158.

[19] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphes 6 et 10.

[20] Lauterpacht Hersch, cité par Enrique Pecourt Garcia dans *El principio del estoppel en Derecho Internacional Público*. *Revista Española de Derecho Internacional Público*, Madrid, 1962, pages 107 et 108.

[21] Première communication écrite de l'Argentina, paragraphe 21.

[22] Enrique Pecourt Garcia, *op. cit.*, page 100.

[23] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 17 et note 18.

[24] Communication du Paraguay en tant que tierce partie, paragraphe 8.

n'est pas compatible avec la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée dans le cadre de l'OMC le 25 février 2002.[25]

18. En résumé, l'Argentine conclut que le Brésil a adopté un comportement homogène dans le cadre du MERCOSUR en soumettant ses différends commerciaux avec les autres États membres à la procédure de règlement des différends prévue dans le Protocole de Brasilia. De même, le Brésil a accepté les décisions rendues au titre du Protocole de Brasilia avant et après la décision arbitrale visant les volailles. Troisièmement, le Brésil a donné un autre signe de ce comportement en négociant et en signant le Protocole d'Olivos en février 2002. Manifestement, par son comportement, le Brésil a créé des droits et suscité des anticipations et, en outre, a donné aux États parties au MERCOSUR la ferme conviction que le Brésil acceptait l'instance, le déroulement de la procédure et la portée des décisions conformément aux instruments juridiques du MERCOSUR. Quatrièmement, l'Argentine note qu'aucun instrument de portée sous-régionale ne prévoit la possibilité de soumettre un différend qui a déjà été réglé à des instances successives - judiciaires ou arbitrales - dans le cadre du MERCOSUR ou dans un autre cadre. Enfin, l'Argentine réaffirme[26] que le comportement du Brésil ne peut être considéré comme étant isolé ou occasionnel, car il existe un nombre important de décisions qui ont été prononcées dans des affaires auxquelles le Brésil était partie à titre de plaignant ou de défendeur et dans lesquelles, dans tous les cas, il a accepté la décision rendue.

19. Pour l'Argentine, en vertu du principe de la bonne foi[27], dans son interprétation du différend soulevé par le Brésil, le Groupe spécial **ne peut pas faire abstraction de l'existence de la décision arbitrale**[28] qui a réglé le différend dans le cadre du MERCOSUR et **de la relation spéciale que les traités et protocoles d'intégration** régionaux existant dans le cadre du MERCOSUR créent entre l'Argentine et le Brésil, qui sont parties au MERCOSUR. La République argentine affirme, conformément aux arguments exposés au sujet des "règles coutumières d'interprétation du droit international public" dans les affaires "*États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle formule*"[29] et "*Japon – Boissons alcooliques*"[30], que l'interprétation doit prendre en considération, aux fins d'un examen complet et selon le contexte, tous les faits et facteurs relatifs à l'affaire au sens de l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[31]

---

[25] Document WT/DS241/3, 26 février 2002.

[26] Première communication écrite de l'Argentina, paragraphe 20 et note 12.

[27] "Il n'en reste pas moins que les diverses méthodes d'interprétation se rattachent toutes à une règle essentielle: celle de l'interprétation de bonne foi, formulée par l'article 31, paragraphe 1, de la Convention de Vienne. Ce principe fondamental est à l'origine des divers moyens et règles utilisés pour interpréter les traités et c'est en fonction de cette exigence fondamentale que le choix entre ces différentes méthodes doit être effectué." Dinh Nguyen Quoc, Daillier Patrick et Pellet Alain, Droit International Public, 4ème édition, LGDJ, Paris, 1992, page 252.

[28] Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine). Date: 21 mai 2001.

[29] Rapport du Groupe spécial "États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules", WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996.

[30] Rapport du Groupe spécial "Japon – Taxes sur les boissons alcooliques", WT/DS8/R, WT/DS10/R, WT/DS11/R, 11 juillet 1996.

[31] Convention de Vienne sur le droit des traités

Article 31 - Règle générale d'interprétation

1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:

II.2.2 Conclusions de la présente section

20. Compte tenu de ce qui précède, la République argentine réitère respectueusement la demande qu'elle avait présentée dans sa première communication écrite, à savoir que le Groupe spécial doit conclure, sur la base du fait que le Brésil a omis de mentionner que le différend avait été précédemment examiné et réglé par un autre tribunal international, qu'en soumettant maintenant l'affaire à l'OMC, le Brésil exerce ses droits d'une manière abusive.

21. De même, la République argentine réaffirme que le Groupe spécial ne peut pas ignorer dans ses constatations le fait que, compte tenu des engagements internationaux en vigueur, le comportement et la pratique antérieurement et ultérieurement adoptés par le Brésil en acceptant le cadre du MERCOSUR pour l'examen et le règlement des différends commerciaux avec l'Argentine, les deux pays étant des États parties au MERCOSUR, et étant donné les conditions dans lesquelles elle a été déposée, la plainte présentée par le Brésil dans le cadre de l'OMC constitue un cas d'estoppel opposable au Brésil au titre du Mémorandum d'accord.

22. Pour les raisons exposées dans les paragraphes précédents et compte tenu, en particulier, du fait que la plainte du Brésil consiste en une remise en cause dans le cadre de l'OMC d'une mesure identique à celle qui faisait l'objet du différend réglé dans le cadre du MERCOSUR, la République argentine demande au Groupe spécial de ne pas se prononcer sur les 41 allégations concernant l'incompatibilité de la législation argentine avec diverses dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (Accord antidumping), qui sont mentionnées au paragraphe 549 de la première communication écrite du Brésil et de rejeter, en conséquence, les demandes présentées au paragraphe 550 de la communication en question.

23. Si le Groupe spécial rejette les présentes conclusions et estime qu'il doit se prononcer sur les allégations du Brésil, l'Argentine expose dans la section ci-après des arguments concernant la compatibilité de la Résolution n° 574/00 avec les règles de l'OMC.

III. CONDUITE DE L'ENQUÊTE ANTIDUMPING

III.1 GÉNÉRALITÉS

24. L'Argentine estime que tout au long de l'enquête, elle s'est conformée à tous les égards aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, mais en particulier le fait de "prendre dûment en considération" tous les facteurs qui peuvent affecter la comparabilité des prix et les dispositions qui

---

a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les Parties à l'occasion de la conclusion du traité;

b) tout instrument établi par une ou plusieurs Parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres Parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.

3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:

a) de tout accord ultérieur intervenu entre les Parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;

b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des Parties à l'égard de l'interprétation du traité;

c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les Parties.

4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des Parties.

énoncent l'obligation d'examiner dûment tous les renseignements fournis par les parties et de remplir les obligations de l'Accord relatives aux notifications à adresser aux parties.

25. À tous les stades de la procédure, l'Argentine a notifié aux exportateurs brésiliens et au gouvernement brésilien les diverses actions qui étaient entreprises.

III.2 NOTIFICATIONS

26. L'Argentine conteste donc la véracité des allégations du Brésil voulant qu'elle n'ait pas adressé de notification à sept exportateurs brésiliens, qu'elle n'ait pas ménagé aux parties suffisamment de temps pour leur permettre de répondre aux questionnaires ou que le texte de la demande n'ait pas été communiqué aux exportateurs et au gouvernement du Brésil dès l'ouverture de l'enquête.

27. Tout au long de la procédure, l'autorité chargée de la mise en œuvre a constamment montré qu'elle était prête, par tous les moyens à sa disposition et dans la mesure de ses possibilités, à offrir aux parties concernées le droit de se défendre.

28. Pour preuve, à mesure que se déroulaient les différentes étapes de la procédure, l'autorité en question a non seulement accordé toutes les prorogations qui lui ont été demandées par les parties, ainsi qu'il est montré à titre d'exemple au paragraphe 130 de la première communication écrite de la République argentine, mais elle a aussi accordé aux exportateurs brésiliens un délai supérieur à celui de 30 jours stipulé dans l'Accord pour la réponse aux questionnaires.

29. L'Argentine souhaite souligner que dès que l'autorité chargée de la mise en œuvre a eu connaissance de l'existence des sept exportateurs dont la participation à la procédure a été demandée par l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L., elle a accédé à la requête en question, ce qui témoigne clairement de sa volonté d'assurer la participation de toutes les parties à la procédure et ce d'une manière qui aboutisse à une obtention optimale des renseignements qui permettraient d'établir une détermination correcte.

30. L'Argentine rejette l'allégation du Brésil selon laquelle une telle action constitue un manquement à l'Accord car il aurait été illogique de vouloir que l'autorité concernée adresse les questionnaires pertinents aux exportateurs susmentionnés si elle ne connaissait pas leur existence.

31. De l'avis de l'Argentine, il aurait été possible de remédier à une telle situation au premier stade de l'enquête si le gouvernement brésilien avait décidé de participer à l'enquête dès qu'il y a été invité et dès qu'il en a reçu la notification, c'est-à-dire dès l'ouverture de l'enquête, voire avant les notifications présentées dans le cadre de l'OMC et les consultations menées au titre de l'accord régional.

32. Les mêmes remarques s'appliquent au traitement accordé aux renseignements présentés par les parties au cours de l'enquête.

33. Contrairement à ce que le Brésil prétend, l'Argentine a pris dûment en considération les différents renseignements que les parties ont communiqués à divers égards au cours de l'enquête. Elle l'a fait, ainsi que le prescrit l'article 2.4, en tenant compte de la pertinence des renseignements fournis pour la procédure et en se fondant sur l'évaluation, par l'autorité concernée, de l'authenticité et du caractère vérifiable de ces renseignements.

34. Conformément à l'article 2.4, chacune des parties a été expressément informée des renseignements demandés par l'autorité chargée de la mise en œuvre pour l'enquête en question et il a été clairement indiqué que ces renseignements devraient être accompagnés des éléments de preuve documentaires qui en faciliteraient l'utilisation et en confirmeraient la fiabilité.

35. À cet égard, l'Argentine tient à préciser que chaque fois que cela était possible, les renseignements fournis par les parties à l'autorité chargée de la mise en œuvre ont été utilisés à condition qu'ils soient vérifiables.

36. Cependant, pour le Brésil, comme il n'a pas été répondu à la demande d'éléments de preuve documentaires faite par l'autorité chargée de la mise en œuvre, celle-ci aurait dû procéder à une vérification sur place, que le Brésil semble considérer comme le seul moyen possible de remédier à cette lacune.

37. L'Argentine ne nie pas le fait que l'Accord prévoit la possibilité de procéder à des vérifications. Toutefois, elle souhaite faire clairement savoir que son interprétation de cette possibilité est quelque peu différente de celle du Brésil.

38. Ainsi, l'Argentine estime que, comme le prévoit l'Accord, ce mécanisme permet d'appliquer une méthode de vérification des renseignements versés au dossier au cours d'une enquête, mais qu'il ne doit pas être nécessairement utilisé par l'autorité chargée de la mise en œuvre lorsqu'elle doit vérifier la véracité et/ou l'adéquation d'un élément de preuve, surtout lorsque le secteur privé n'a pas satisfait à la demande de présentation de renseignements faite par l'autorité en question.

39. La possibilité d'effectuer des vérifications du type proposé par le Brésil est prévue dans l'Accord, à l'article 6.7, qui dispose ce qui suit:

> "*Pour vérifier les renseignements fournis ou pour obtenir plus de détails, les autorités pourront … procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres Membres ...*"
> (non souligné dans l'original)

40. L'Argentine réaffirme que, selon son interprétation, l'article dispose que la décision de procéder à des vérifications sur le territoire du Membre faisant l'objet de l'enquête est une faculté à caractère discrétionnaire de l'autorité concernée, mais n'est pas une obligation au titre de l'Accord.

III.3 FAITS ESSENTIELS

41. L'Argentine estime ne pas avoir manqué à l'obligation d'informer les parties intéressées "des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", conformément à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Au contraire, déjà dans des affaires antérieures, la jurisprudence de l'OMC avait clairement défini la portée de l'obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping et l'Argentine considère qu'elle a pleinement rempli les prescriptions de cet article ainsi qu'il a été défini par la jurisprudence de l'OMC.[32]

---

[32] Rapport du Groupe spécial *Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, 24 octobre 2000, paragraphe 8.230:

> "Nous n'acceptons pas cette interprétation de l'article 6.9, qui aurait pour effet de ramener les exigences fondamentales de l'article 6.9 à celles de l'article 6.4. À notre avis, les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas se contenter de ménager "en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements qui sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers … et que les autorités utilisent …" si elles veulent "informer toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives"."

De même, il a été dit ce qui suit dans le rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie* ("*Argentine – Carreaux de sol*"), WT/DS189/R, 28 septembre 2001, paragraphe 6.125:

42. En conséquence, il est reconnu que la simple "mise à disposition" du dossier de l'enquête aux parties ne permettait pas de satisfaire à la prescription énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping, qui vise à ce que les parties intéressées puissent défendre leurs intérêts en ayant dûment accès aux renseignements pertinents. En l'espèce, la République argentine n'est pas allée à l'encontre de cet objectif car, à aucun moment de l'enquête, elle n'a mis fin à la tâche additionnelle consistant à traiter le dossier et à en extraire les renseignements pertinents pour établir un rapport séparé, qui a été mis à la disposition des parties intéressées.

43. Contrairement à l'affirmation du Brésil, l'Argentine soutient que les renseignements pertinents ont été dûment décomposés et mis à la disposition des parties intéressées dans le "*Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve*" daté du 4 janvier 2002. L'obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping consiste en une tâche additionnelle, à savoir la décomposition en temps utile de renseignements pertinents et suffisants pour permettre aux parties d'accéder aux données effectivement utilisées. Cette procédure permet d'assurer le traitement approprié des renseignements et de garantir aux parties le droit de se défendre.

44. C'est la valeur que l'Argentine attribue au "*Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve*", le considérant comme une étape additionnelle de la procédure, c'est-à-dire une étape positive (qualifiée de "mesure active" par les CE dans leur communication)[33], dans laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a décidé que l'ensemble des renseignements recueillis - qui ne seraient plus complétés - devait être dûment traité, décomposé et ordonné avec indication des faits essentiels. Les parties intéressées seraient ensuite informées que les documents pertinents étaient à leur disposition (notes de la DCD du 5 janvier 2000). Ainsi, le droit des parties intéressées de défendre leurs intérêts a été dûment préservé.

45. L'Argentine pense s'être dûment acquittée de l'obligation énoncée à l'article 6.9 de l'Accord antidumping, au moyen du "Rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve", en identifiant dûment les faits essentiels, dans une étape distincte de la procédure, en temps utile et en bonne et due forme, pour que les parties intéressées puissent défendre leurs intérêts.

III.4 PROPORTION MAJEURE DE LA BRANCHE DE PRODUCTION

46. S'agissant de l'allégation du Brésil selon laquelle, à l'article 4.1 de l'Accord antidumping, l'expression "une proportion majeure de la production nationale" désigne une proportion supérieure à 50 pour cent, l'Argentine tient à préciser qu'elle ne partage pas ce point de vue.

47. À son avis, l'OMC ne peut accepter comme valable l'affirmation catégorique selon laquelle l'article 4.1 de l'Accord antidumping spécifie nécessairement un pourcentage égal ou supérieur à

> "... L'obligation de divulguer les "faits essentiels examinés" peut tout à fait être satisfaite, par exemple, en divulguant un document spécialement établi qui résume les faits essentiels examinés par l'autorité chargée de l'enquête ou en incluant dans le dossier des documents – tels que des rapports de vérification, une détermination préliminaire, ou de la correspondance échangée entre les autorités chargées de l'enquête et les différents exportateurs – qui divulguent effectivement aux parties intéressées les faits essentiels qui, étant examinés, devraient être, aux yeux des autorités, ceux qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette opinion est dictée par notre interprétation selon laquelle l'article 6.9 prévoit qu'une détermination finale sera établie et que les autorités ont identifié les faits essentiels sur lesquels la décision devra être fondée, et les examine. En vertu de l'article 6.9, ces faits doivent être divulgués de façon que les parties puissent défendre leurs intérêts, par exemple en formulant des observations sur le caractère complet des faits essentiels examinés."

[33] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 23.

50 pour cent et, en outre, on ne peut dire dans ce cas que l'Argentine ne s'est pas conformée à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

48. Premièrement, dans la version espagnole de l'article 4.1, c'est l'expression "una proporción importante" qui est employée et non "la proporción más importante", "la mayor proporción" ou "la mayoría". Nous partageons l'avis des CE, qui indiquent que dans la version anglaise de l'article 4.1 c'est l'expression "a major proportion" qui est utilisée et non "the major proportion".[34]

49. Tant la version espagnole que la version anglaise de l'article 4.1 de l'Accord antidumping utilisent des termes plus limités que les termes catégoriques "mayoría" (majorité) ou "superior al 50%" (supérieur à 50 pour cent) que le Brésil tente d'introduire. Pour l'Argentine, les termes employés à l'article 4.1 de l'Accord antidumping ne peuvent être placés au même niveau que, par exemple, les prescriptions énoncées à l'article 5.4 de l'Accord antidumping (qui établit expressément un pourcentage de "plus de 50 pour cent" de la production totale).

50. Enfin, même si l'Argentine convient avec le Brésil que 46 pour cent ne constitue assurément pas "una mayoría" (la majorité) - mais il s'en faut de très peu, l'Argentine soutient que le Brésil peut difficilement nier que 46 pour cent représente en revanche une "proporción importante que no es mayoría" (une proportion majeure qui ne constitue pas la majorité)". L'Argentine estime avoir pleinement satisfait aux prescriptions de l'article 4.1 de l'Accord antidumping, dont l'objet est de définir l'expression "branche de production nationale".

III.5 AJUSTEMENT

51. L'Argentine affirme que l'ajustement effectué par l'autorité concernée selon la méthode indiquée par le requérant ne doit être considéré que comme une autre preuve du degré auquel elle s'est conformée, dans le cadre de la présente procédure, aux dispositions de l'Accord antidumping.

52. À cet égard, l'Argentine souhaite faire clairement connaître sa position, qui de toute façon a déjà été exposée dans la communication écrite présentée au Groupe spécial. Comme il existait des éléments de preuve montrant que les volailles vendues dans la ville de São Paulo, base de l'ouverture de l'enquête, comprenaient la tête et les pattes, à la différence des volailles exportées, l'autorité chargée de la mise en œuvre était tenue de procéder à un ajustement car la tête et les pattes représentent un facteur qui - indéniablement - affecte la comparabilité des prix.

53. À aucun moment, les exportateurs brésiliens ne se sont élevés contre la nécessité de procéder à un ajustement. De surcroît, en réponse à une demande de précisions de la part des autorités, la société JOX a communiqué une note[35] qui corrobore le pourcentage d'ajustement indiqué par le requérant. Ce sont ces renseignements qui ont été utilisés par l'autorité chargée de la mise en œuvre en l'absence de renseignements s'avérant plus adéquats et qui auraient pu être versés au dossier au cours de l'enquête si les exportateurs brésiliens avaient estimé que les données utilisées n'étaient pas exactes.

III.6 CALCUL DES DROITS ANTIDUMPING

54. La République argentine réaffirme que le système qu'elle a utilisé pour imposer des droits antidumping est compatible avec l'article 9 de l'Accord antidumping et que ce sont l'Accord et la pratique des Membres de l'OMC qui justifient la possibilité d'appliquer, sur la base de la décision de l'autorité chargée de la mise en œuvre, des droits antidumping de la manière suivante:

[34] Communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 49.
[35] Première communication écrite du Brésil, pièce n° 32 du Brésil.

a) droits fixes relativement à un taux *ad valorem*, b) droits fixes relativement à un montant spécifique, et c) droits d'un montant variable.

55. Le système des montants variables au titre duquel l'Argentine fixe les droits antidumping sur une base prospective (différence entre la valeur normale et la valeur f.a.b. déclarée pour l'expédition concernée) - article 9.3.2 de l'Accord antidumping - a précisément pour but de faire en sorte que le droit antidumping effectivement perçu ne soit pas supérieur à la marge de dumping déterminée. Par exemple, si la marge de dumping venait à disparaître pendant le processus d'application des droits en raison d'un alignement du prix à l'exportation sur la valeur normale, le droit à acquitter dans ce système serait nul. Comme on le voit, cela est parfaitement compatible avec le principe énoncé à l'article 9.3.

56. De la même manière, comme l'application des droits peut éventuellement créer une situation dans laquelle les droits perçus sont supérieurs à la marge de dumping établie, l'article 9.3.1 et 9.3.2 de l'Accord précise le moyen d'y remédier, et on ne peut en aucune façon inférer qu'au titre du système appliqué par l'Argentine, cette possibilité peut être refusée aux parties intéressées qui ont présenté une demande de remboursement des droits acquittés en dépassement, par la voie et selon la manière prévues par les règles applicables.

57. L'Argentine tient à faire clairement comprendre qu'en l'espèce, sans préjudice de ce qui a été dit d'une manière générale au sujet du système qu'elle applique, la valeur à l'exportation minimale fixée pour chacun des exportateurs pour lesquels une marge de dumping individuelle a été déterminée, ainsi que la valeur fixée pour le reste des exportateurs visés par le niveau général déterminé, sont inférieures à la valeur normale déterminée pour chaque cas au cours de l'enquête. Ainsi, alors que les marges de dumping déterminées au cours de l'enquête par l'autorité chargée de la mise en œuvre étaient de 14,91 pour cent pour SADIA SA, de 15,48 pour cent pour AVIPAL SA et de 8,19 pour cent pour les autres exportateurs, les valeurs à l'exportation minimales, fixées à 0,92 dollar EU, à 0,98 dollar EU et à 0,98 dollar EU, respectivement, représentent une différence de 13,74 pour cent, de 10,05 pour cent et de 5,63 pour cent dans chaque cas particulier, par rapport aux valeurs f.a.b. déterminées pour chaque cas au cours de la procédure.

58. L'article 9.3 dispose que "*[l]e montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2* ...". Compte tenu de ce qui a été exposé au point précédent et à la lumière de la disposition pertinente de l'Accord, on peut constater que l'Argentine a agi d'une manière compatible avec celui-ci.

59. L'imposition de droits antidumping est une mesure corrective à laquelle un Membre peut recourir dans des circonstances particulières pour remédier à une pratique commerciale déloyale qui, selon les constatations qui découlent d'une enquête préalable menée au titre de l'Accord antidumping, cause un dommage à un secteur de la branche de production nationale de ce Membre.

60. Conformément à l'obligation énoncée à l'article 9.3 pour un Membre qui impose des droits antidumping, ces droits ne doivent pas être supérieurs au montant de la marge définie selon l'article 2, sans qu'elle soit nécessairement celle qui est établie en application de l'article 2.4.2, comme le prétend le Brésil. À cet égard, l'Argentine partage les vues exprimées par le Canada, à savoir que la marge de dumping déterminée au cours de l'enquête n'impose pas de limite au droit qui peut être appliqué aux futures importations.[36]

61. Comme on peut le noter, l'incompatibilité alléguée est inexistante car:

a) l'Accord antidumping ne précise pas QUEL système doit être appliqué pour le recouvrement des droits antidumping;

[36] Communication du Canada en tant que tierce partie, page 4.

b) l'Accord prévoit qu'il est possible que, dans certaines circonstances, le droit perçu s'écarte de la marge établie, et spécifie également la mesure qui permet de remédier à une telle situation;

c) rien ne permet d'inférer qu'en l'espèce, un tel droit peut être refusé aux exportateurs brésiliens.

62. L'Argentine souhaiterait appeler l'attention du Groupe spécial sur une situation qui pourrait se produire si l'on interprétait incorrectement les dispositions de l'Accord antidumping en matière d'imposition de droits antidumping, résultat que le Brésil cherche manifestement à obtenir.

63. Si le système des droits variables était considéré comme étant incompatible avec l'Accord antidumping uniquement parce que, dans une situation particulière - prévue par ailleurs dans l'Accord antidumping, ainsi que la mesure corrective correspondante, les droits perçus pouvaient être supérieurs à la marge établie, un Membre pourrait facilement faire en sorte qu'une mesure imposée dans le but de remédier aux distorsions causées par une pratique commerciale déloyale soit contestée pour cause d'incompatibilité, tout simplement en intensifiant la pratique déloyale, c'est-à-dire en accroissant la marge de dumping concernée.

64. De cette manière, l'objectif de l'article VI serait entièrement compromis.

IV. CONCLUSION

65. Compte tenu des arguments présentés ci-dessus, la République argentine demande respectueusement au Groupe spécial:

1) Conformément aux arguments exposés à la section II et ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 20, 21 et 22 de la présente communication, de ne pas se prononcer sur les 41 allégations d'incompatibilité avec diverses dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) présentées par le Brésil.

66. Si le Groupe spécial décide de ne pas accéder à la demande précédente de la République argentine, ainsi qu'il est indiqué paragraphe 23 de la présente communication et compte tenu des arguments exposés à la section III, l'Argentine demande respectueusement au Groupe spécial:

2) de rejeter les allégations du Brésil selon lesquelles la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine est incompatible avec:

- l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'Accord antidumping;
- l'article 12.1 de l'Accord antidumping;
- l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2 et 6.8, ainsi que les paragraphes 5, 6, et 7 de l'annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping;
- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;
- l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping;
- l'article 4.1 de l'Accord antidumping;

- l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping;

- ainsi que les différentes allégations relatives à l'article 12.2.2;

3) de rejeter la demande d'abrogation immédiate de la Résolution n° 574/2000 portant imposition de droits antidumping définitifs.

ANNEXE B-3

DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE

(17 octobre 2002)

Le gouvernement de la République argentine remercie les membres du Groupe spécial pour la possibilité qui lui est donnée de soumettre au Groupe spécial, pour examen, la présente communication qui constitue une réfutation des arguments exposés par le gouvernement brésilien tout au long de la présente procédure.

I. INTRODUCTION

1. "*Les règles de l'**Accord antidumping de l'OMC** ont été incorporées dans la législation communautaire par le document DEC CMC n° 11/97 (cadre législatif). Étant donné que, selon la définition donnée à l'article premier, le cadre législatif est conforme à l'Accord antidumping de l'OMC, le non-respect du cadre législatif équivaut à un non-respect de l'Accord. En outre, si les disciplines du cadre législatif ne sont pas applicables pour une raison d'ordre juridique qui exclut une telle application, les règles de l'Accord antidumping de l'OMC seraient applicables en vertu de l'article 19 du Protocole de Brasilia en tant que "principes et dispositions du droit international applicables en la matière". Les règles de l'Accord antidumping de l'OMC sont obligatoires pour les Membres de l'OMC, aux rangs desquels figurent les **États parties au MERCOSUR***". (pas de caractère gras dans l'original)

2. Ce paragraphe de la communication présentée par le Brésil (point 30 de la Décision[1]) devant le Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR permet de comprendre que l'"insistance" mise par le Brésil pour déposer une plainte dans le cadre régional en recourant à la procédure prévue dans le Protocole de Brasilia, sachant que le MERCOSUR ne disposait d'aucune législation en vigueur concernant le dumping intrazone, montre que le Brésil a opté pour cette voie, bien que l'Argentine ait expliqué à plusieurs reprises que le MERCOSUR devrait être rejeté en tant qu'instance pour le règlement du conflit[2], car il voulait que le différend soit réglé au niveau régional, et ce n'est qu'après qu'une décision défavorable a été rendue dans ce cadre qu'il a décidé de porter l'affaire devant l'OMC.

3. Le Tribunal *ad hoc* constitué pour examiner et régler le différend soumis au MERCOSUR a décrété ce qui suit: "Dans cette situation, l'Accord antidumping de l'OMC est la référence appropriée, non en tant que législation du MERCOSUR, ce qu'il n'est pas, mais en vertu de l'article 19 du Protocole de Brasilia[3], en tant que principe de droit international en la matière (voir le Deuxième

---

[1] "*Décision visant les volailles*" - Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine). Date: 21 mai 2001.

[2] *Idem*, paragraphe 80.

[3] Le Protocole de Brasilia a été signé par les quatre États parties au MERCOSUR le 17 décembre 1991 et dispose ce qui suit à l'article 19:

> "1. Le Tribunal arbitral réglera le différend selon les dispositions du Traité d'Asunción, les accords conclus au titre de ce traité, les décisions du Conseil du Marché commun, les résolutions du Groupe du Marché commun, ainsi que les principes et dispositions du droit international applicables en la matière.

Tribunal arbitral, paragraphes 59 et suivants, pour une clarification de la notion de subventions), en l'espèce pour faire la lumière sur la signification et l'objet de la procédure antidumping."[4] (pas de note de bas de page dans l'original)

4. La République argentine demande respectueusement au Groupe spécial d'évaluer, dans son examen de l'affaire, le fait que le Brésil a successivement déposé sa plainte d'abord dans le cadre du MERCOSUR et ensuite, en raison de l'issue défavorable de l'affaire, dans le cadre de l'OMC.

5. Vu que cette façon de procéder du Brésil montre son intention de faire infirmer une décision antérieure qui lui était défavorable, la République argentine réaffirme[5] que le Groupe spécial devrait, dans le règlement du présent différend, tenir compte du fait que l'Argentine et le Brésil sont non seulement des États Membres de l'OMC, mais aussi des États parties au MERCOSUR et qu'ils doivent, à ce titre, respecter les engagements contractés dans les deux instances, où se crée un ensemble de relations juridiques qui lient les parties dans le domaine du droit international public.

6. En résumé, la République argentine estime que le comportement du Brésil, qui a soumis le différend successivement à diverses instances, d'abord le MERCOSUR puis l'OMC, ainsi que les arguments juridiques qu'il a exposés dans la communication présentée au Tribunal arbitral *ad hoc* au niveau régional, qui était fondée non seulement sur les règles du MERCOSUR mais aussi sur les dispositions de l'Accord antidumping de la OMC[6], constituent une approche juridique qui est contraire au principe de la bonne foi et qui, dans l'affaire en cause, justifie l'invocation du principe de l'estoppel.

7. Au cas où le Groupe spécial rejetterait le fondement de l'allégation formulée par l'Argentine au paragraphe précédent, la République argentine fait valoir à titre subsidiaire que le Groupe spécial ne peut ignorer, dans l'examen et la conduite de la présente affaire, les précédents établis dans le cadre du MERCOSUR, conformément à la règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties en vertu de l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités et au titre de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

8. Comme elle l'a fait valoir dans sa première communication écrite, la République argentine rejette la remise en cause par le Brésil de la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie sur la base de différents points de fait et de droit regroupés dans les deux principales sections de la Décision, à savoir: la section II qui traite des règles et principes de droit international public applicables en l'espèce et la section III, qui réfute les arguments de fond contenus dans les 41 allégations présentées par le Brésil.

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES: RÈGLES ET PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL APPLICABLES À L'AFFAIRE

II a) Bonne foi - Principe de l'estoppel

9. Dans le cadre du MERCOSUR, le Brésil et l'Argentine ont accepté des droits et des obligations. De l'avis de la République argentine, le Groupe spécial appelé à se prononcer sur le présent différend ne peut faire abstraction du fait que le différend a déjà été examiné et réglé.

10. En outre, il existe au sein du MERCOSUR une pratique constante de tous les membres - y compris à l'évidence le Brésil, qui est d'accepter les obligations découlant du cadre législatif en

---

2. La présente disposition ne limite pas le pouvoir du Tribunal arbitral de rendre une décision en équité si les parties en conviennent."

[4] "*Décision visant les volailles*", paragraphe 159.

[5] Première communication écrite de la République argentine, 29 août 2002, paragraphe 18 et Communication du Paraguay en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 7.

[6] Communication présentée par le Brésil dans le cadre du MERCOSUR (points 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 de la "*Décision visant les volailles*").

vigueur, notamment le Traité d'Asunción et le Protocole de Brasilia. Pour l'Argentine, le principe de la bonne foi n'est pas respecté si un État membre a d'abord recours au mécanisme prévu dans le processus d'intégration pour régler un différend avec un autre État membre et que, n'étant pas satisfait de l'issue de l'affaire, il la soumet ensuite à une instance différente, en omettant de mentionner la procédure antérieure et son résultat. Le Groupe spécial ne peut ignorer le comportement du Brésil, corroboré par le fait qu'il a accepté sans problème des décisions antérieures, d'autant plus que dans certains de ces cas, les conclusions étaient fondées sur le principe de l'estoppel.

11. Contrairement à l'affirmation des États-Unis[7], la République argentine n'allègue pas dans sa première communication écrite que le Brésil a violé le Protocole de Brasilia pour que le Groupe spécial rejette les allégations du Brésil, mais elle fait remarquer que la plainte existait, que le Brésil a soumis le présent différend à l'OMC en pleine connaissance de cause et en raison de l'issue défavorable de sa plainte au niveau régional et qu'il a omis de faire toute mention de cette affaire.

12. De même, la République argentine ne partage pas l'avis des États-Unis lorsqu'ils allèguent que "[d]e plus, les États-Unis ne partagent pas l'avis de l'Argentine selon lequel le Groupe spécial peut appliquer ce que l'Argentine appelle le principe de l'estoppel. Le fait que l'Argentine ne cite aucun texte à l'appui de sa demande montre que les Membres n'ont pas consenti à prévoir l'application de ce principe de l'estoppel au règlement des différends de l'OMC. Le terme estoppel n'apparaît nulle part dans le texte et l'Argentine n'invoque aucune disposition qui, en substance, offre à l'Argentine le type de moyen de défense qu'elle fait valoir."[8]

13. La République argentine réaffirme[9] que les éléments fondamentaux de l'estoppel sont: "I) a statement of fact which is clear and unambiguous; II) this statement must be voluntary, unconditional, and authorized, III) there must be reliance in good faith upon the statement or the advantage of the party making the statement".[10] De même: "A considerable weight of authority supports the view that estoppel is a general principle of international law, resting on principles of good faith and consistency, and shorn of the technical features to be found in municipal law.(...). Thus before a tribunal the principle may operate to resolve ambiguities and as a principle of equity and justice: here it becomes a part of the evidence and judicial reasoning".[11]

14. Premièrement, en ce qui concerne la possibilité pour le Groupe spécial d'appliquer le principe de l'estoppel, la République argentine ne trouve aucune disposition ou règle qui interdise à un groupe spécial d'examiner ce principe et de l'appliquer s'il le juge pertinent.

15. De la même manière, il a été établi ce qui suit dans le rapport relatif à l'affaire "*États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*"[12]:

> "Cette instruction est dans une certaine mesure la reconnaissance du fait qu'il ne faut pas lire l'*Accord* général en l'isolant cliniquement du droit international public."[13]

16. Autrement dit, le GATT et l'OMC sont assujettis aux règles générales du droit international. Dans l'affaire "*États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*", l'Organe

---

[7] Déclaration orale des États-Unis à la séance des tierces parties avec le Groupe spécial, 26 septembre 2002, paragraphe 4.

[8] *Idem*, paragraphe 5.

[9] Intervention de la République argentine à la réunion du Groupe spécial avec les parties, 25 septembre 2002, paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16.

[10] Brownlie Ian, "Principles of Public International Law", 4ème édition, Clarendon Press. Oxford, 1990, page 641.

[11] *Idem*, page 641.

[12] Rapport de l'Organe d'appel "États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules", adopté le 20 mai 1996.

[13] *Idem*, page 22.

d'appel a reconnu que la législation du GATT/de l'OMC faisait partie du droit international et, partant, que les principes généraux du droit international étaient applicables aux travaux des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

17. Les États-Unis font entre autres valoir qu'à ce jour, aucun groupe spécial n'a appliqué le principe de l'estoppel.[14] Pour l'Argentine, cet argument est dénué de fondement juridique et peut être réfuté d'une manière empirique. Il est dénué de fondement juridique car les groupes spéciaux sont appelés à appliquer le droit international public pour régler les différends dont ils sont saisis. Il peut être réfuté d'une manière empirique puisque les États-Unis mêmes[15], dans leur intervention orale, mentionnent deux affaires[16] dans lesquelles le champ d'application de l'estoppel a été expressément examiné.

18. Dans l'affaire "Communautés européennes - Amiante"[17], il a été dit ce qui suit:

> "D'un point de vue juridique, la question semble de savoir s'il y a *estoppel* des CE du fait de leur notification du Décret ou du fait de leurs déclarations, y compris dans le cadre de consultations. Tel serait le cas s'il était déterminé que le Canada avait fondé une légitime confiance sur la notification du Décret et en subissait maintenant les conséquences négatives du fait du changement de position des CE."

19. Dans l'affaire "Guatemala - Ciment"[18], il a été dit ce qui suit:

> "Il avance à la fois les notions d'"acquiescement" et d'"estoppel" à l'appui de cet argument. Nous notons que l'"acquiescement" revient à "garder le silence sous condition", alors que le fait de garder le silence au vu d'événements qui appellent une réaction quelconque peut être interprété comme un consentement tacite. La notion d'estoppel, également invoquée par le Guatemala à l'appui de son argument, est analogue à celle d'acquiescement. L'estoppel repose sur le principe que lorsqu'une partie a été amenée à agir sur la foi des assurances qui lui ont été données par une autre partie, de telle manière qu'elle subirait un préjudice si l'autre partie changeait de position ultérieurement, alors pareil changement de position est *estopped*, c'est-à-dire interdit." (notes de bas de page 789 et 790 omises)

20. La République argentine demande respectueusement au Groupe spécial d'examiner l'affaire à la lumière du principe de l'estoppel puisque les éléments ci-après se trouvent réunis dans le présent différend soulevé par **le Brésil dans le cadre de l'OMC**:

i) **le Brésil se contredit lui-même en déposant d'abord sa plainte contre l'Argentine dans le cadre du MERCOSUR, étant entendu qu'il s'agissait d'un différend bilatéral au sein d'un système d'intégration régional dans lequel les règles de l'Accord antidumping de l'OMC étaient appliquées, et en prétendant ensuite que le différend dépassait le cadre du MERCOSUR;**

---

[14] Déclaration orale des États-Unis à la séance des tierces parties avec le Groupe spécial, 26 septembre 2002, paragraphe 6.

[15] *Idem*, paragraphe 6.

[16] WT/DS135/R, "*Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*", rapport adopté le 5 avril 2001 et WT/DS156/R; "*Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*", rapport adopté le 17 novembre 2000.

[17] WT/DS135/R, "*Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*", paragraphe 8.60.

[18] WT/DS156/R, "*Guatemala - Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*", paragraphe 8.23.

ii) **tirant parti de ses propres contradictions** après avoir déposé sa plainte dans le cadre du MERCOSUR et obtenu un résultat défavorable, le Brésil a saisi l'OMC de l'affaire pour faire infirmer les conclusions défavorables de la décision arbitrale en invoquant les mêmes règles, mais en agissant d'une manière contraire à son comportement antérieur qui était de respecter les décisions rendues au titre du Protocole de Brasilia;

iii) **antérieurement**[19] **et postérieurement**[20] **à la présente affaire,** le Brésil, par son comportement et/ou son silence, a maintenu une attitude manifestement favorable à l'acceptation des obligations découlant du MERCOSUR et a suscité parmi les autres États membres des **anticipations favorables concernant le comportement qu'il était raisonnable** d'attendre de ce pays pour les trois autres États membres. **En conséquence, le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales, confirmé par la signature du Protocole d'Olivos, rend inopposable à l'Argentine la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du Mémorandum d'accord**.

21. Enfin, la République argentine réfute les arguments du Brésil[21] et des CE[22], et réaffirme[23] qu'elle n'a pas fait valoir principalement l'application du principe de la chose jugée.

II b) Éléments de preuve

22. Dans l'intérêt de la transparence et pour permettre au Groupe spécial d'effectuer une analyse objective au sens de l'article 11 du Mémorandum d'accord, la République argentine souhaite déclarer au Groupe spécial qu'elle est prête à communiquer les documents écrits présentés dans le cadre de la procédure menée au sein du MERCOSUR et invite le Brésil à faire de même afin d'offrir au Groupe spécial les preuves complètes des actions entreprises dans le cadre du MERCOSUR concernant l'objet du présent différend.[24]

II c) Règle pertinente de droit international public - Article 31 c) de la Convention de Vienne

23. Premièrement, la République argentine conteste l'affirmation des États-Unis selon laquelle "[d]'après son sens ordinaire, l'article 3:2 se limite aux règles d'interprétation utilisées pour clarifier les dispositions existantes de l'Accord sur l'OMC".[25]

24. La République argentine fait valoir que l'article 3:2 du Mémorandum d'accord propose une règle d'interprétation pour le Groupe spécial et que la pratique juridique de l'OMC a confirmé cette règle par référence aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

25. L'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités dispose expressément qu'aux fins de l'interprétation, il doit être tenu compte "... de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les Parties".

---

[19] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 20 et note 12.

[20] Signature du Protocole d'Olivos: une clause visant le choix de l'instance a été expressément incluse.

[21] Déclaration orale du Brésil - Première réunion avec le Groupe spécial, 25 septembre 2002, paragraphe 4.

[22] Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 5.

[23] Intervention de la République argentine à la réunion du Groupe spécial avec les parties, 25 septembre 2002, paragraphe 7.

[24] Annexe LXII de l'Argentine - Tableau comparant le différend soumis au MERCOSUR et le différend soumis à l'OMC.

[25] Déclaration orale des États-Unis à la séance des tierces parties avec le Groupe spécial, 26 septembre 2002, paragraphe 7.

26. Pour Jiménez de Arechaga[26], "*[c]ette disposition signifie qu'un traité doit être interprété dans* ***le cadre des règles de droit international en vigueur entre les parties***."

27. Le même auteur cite également une résolution de 1975 de l'Institut de droit international[27], dans laquelle il était dit ce qui suit: *"L'interprétation d'un traité doit tenir compte de toutes les règles pertinentes de droit international applicables entre les parties lors de sa mise en œuvre."*

28. La République argentine estime que le cadre législatif du MERCOSUR et les conséquences juridiques découlant de l'application du Protocole de Brasilia par le Tribunal arbitral *ad hoc* dans l'affaire en question constituent les règles pertinentes de droit international public au sens de l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

29. La République argentine demande respectueusement au Groupe spécial de tenir compte, aux fins de l'interprétation du présent différend soumis à l'OMC et selon les termes énoncés au paragraphe précédent, des règles comprises dans le cadre législatif du MERCOSUR en vertu desquelles le Tribunal *ad hoc* du MERCOSUR a rendu sa décision.

II d) Résumé

30. En résumé, la République argentine fait valoir qu'en l'espèce, la plainte déposée par le Brésil dans le cadre de l'OMC est inapplicable à l'Argentine, car non seulement le comportement du Brésil est contraire au principe de la bonne foi, mais il s'agit d'un cas d'estoppel.

31. Pour les raisons exposées au paragraphe précédent, le cas d'estoppel, que les États-Unis qualifient d'argument procédural, qui a été reconnu comme tel à l'OMC et que la théorie plus générale considère comme un moyen de défense de fond, devrait, de l'avis de l'Argentine, amener le Groupe spécial à s'abstenir de se prononcer dans la présente affaire. Même si le Groupe spécial estime que le principe de l'estoppel n'est applicable à l'OMC que comme un moyen de défense procédural, c'est plus que suffisant pour rejeter les arguments de fond présentés par le Brésil.

32. À titre subsidiaire, si le Groupe spécial rejette les arguments exposés dans les paragraphes précédents, la République argentine est d'avis qu'en tout état de cause, le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations et des conclusions au sujet de la compatibilité de la Résolution n° 574/2002 avec l'Accord antidumping puisque le cadre législatif du MERCOSUR, dont font partie le Protocole de Brasilia et les conséquences juridiques découlant de la décision arbitrale, sont des règles pertinentes de droit international applicables dans les relations entre les parties conformément à l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

III. ASPECTS DE FOND DE L'ENQUÊTE

III a) Article 5.2 de l'Accord antidumping

33. L'Argentine réaffirme ce qu'elle a déclaré dans sa première communication écrite, à savoir que les éléments de preuve que le requérant doit communiquer à l'ouverture de l'enquête doivent être ceux qui peuvent raisonnablement être à sa disposition. L'obligation énoncée dans cet article est, pour l'autorité chargée de la mise en oeuvre, de déterminer que les éléments de preuve présentés dans la demande sont suffisants pour décréter l'ouverture d'une enquête. Le critère de la suffisance des éléments de preuve ainsi défini signifie que ceux-ci doivent contenir des indices démontrant que la pratique du dumping a causé un dommage à la branche de production nationale. Cependant, le niveau de détail des faits allégués est toujours inférieur à celui qui ressort ultérieurement de l'enquête.

---

[26] Jiménez de Arechaga, Eduardo, "El derecho internacional contemporáneo", Editorial Tecnos, Madrid, 1980, page 61.

[27] *Idem*, page 63.

34. Ainsi, le niveau des éléments de preuve exigés doit être celui qui rend possible l'ouverture d'une enquête sur la base de ces éléments de preuve. Comme elle l'a déclaré au paragraphe 32 de sa première communication écrite, l'Argentine estime que le fait d'exiger des producteurs nationaux, pour les éléments de preuve qu'ils doivent présenter, un niveau de détail et de connaissance qui ne peut être matériellement à leur disposition, équivaudrait purement et simplement à leur refuser toute possibilité d'accès à la procédure. S'agissant des critères différents imposés pour les éléments de preuve qui seront fournis aux divers stades de la procédure et en rapport avec les paragraphes 38 et 44 de sa première communication écrite du 29 août 2002, l'Argentine rappelle ce qui a été déclaré par le Groupe spécial "États-Unis – Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada"[28] et le Groupe spécial "Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis".[29]

35. Le Brésil, qui déclare accepter cet argument de l'Argentine[30], allègue cependant qu'en l'espèce, l'Argentine a violé l'article 5.2 vu que l'élément de preuve présenté par le requérant n'était pas suffisant pour déterminer:

i) que le produit vendu à l'intérieur du Brésil était physiquement différent du produit vendu à l'Argentine;

ii) que ces différences affectaient la comparabilité des prix;

iii) que les différences dans le taux de rendement alléguées par le requérant étaient correctes.[31]

36. Cela n'est pas le cas. L'élément de preuve présenté par le requérant à l'autorité chargée de l'enquête contenait des données suffisantes au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping pour démontrer ce qui suit:

i) contrairement à l'affirmation du Brésil, il existait des différences physiques entre le produit (volailles entières) retenu comme base de calcul de la valeur normale;

ii) comme ces différences affectaient le rendement commercial des produits comparés, elles avaient incontestablement une incidence sur la comparabilité des prix;

iii) ces différences justifiaient un ajustement permettant - avant l'ouverture de l'enquête - d'assurer une comparaison équitable et, à cet effet, une méthode d'ajustement a également été indiquée.

III b) Article 5.7 de l'Accord antidumping

37. Pour ce qui est de l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine a violé l'article 5.7 de l'Accord antidumping en n'examinant pas simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage pour décider si une enquête serait ouverte ou non, l'Argentine affirme, comme elle l'a fait dans sa première communication écrite, que cette allégation n'est pas fondée.

38. L'article 5.7 dispose que les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément **pour décider si une enquête sera ouverte ou non.**

[28] WT/DS236, paragraphe 332.
[29] WT/DS132/R, paragraphe 7.76.
[30] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 15.
[31] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 17.

39. Bien que dans sa première communication écrite[32], le Brésil tente de démontrer que l'Argentine a violé l'Accord antidumping simplement parce que les dates des rapports établissant respectivement l'existence d'un dumping et d'un dommage étaient différentes, cela ne signifie nullement que, pour décider de l'ouverture de l'enquête, l'autorité concernée n'a pas examiné simultanément les éléments de preuve contenus dans les deux rapports.

40. À cet égard, l'Argentine attire l'attention du Groupe spécial sur la déclaration ci-après, faite par les États-Unis dans leur première communication écrite: "Le Brésil semble croire que ce libellé [c'est-à-dire celui de l'article 5.7] oblige un Membre à faire en sorte que les autorités chargées de l'enquête examinent des renseignements relatifs au dumping et au dommage issus de périodes simultanées (c'est-à-dire identiques). Considéré dans son contexte, toutefois, le terme "simultanément" se rapporte au terme "examinés" et non à l'expression "éléments de preuve"."[33]

41. L'Argentine partage les idées exprimées par les États-Unis et affirme à nouveau, comme elle l'a fait dans sa première communication écrite, que le Brésil accorde une importance excessive à l'élément de simultanéité énoncé dans les dispositions de l'Accord antidumping, donnant une interprétation tout simplement incorrecte des obligations prévues à l'article 5.7.

42. L'Argentine affirme encore une fois que pour prendre la décision d'ouvrir une enquête, l'autorité chargée de la mise en œuvre a pris en compte simultanément les analyses de l'existence d'un dommage, d'un dumping et du lien de causalité entre ces deux éléments.

III c) Article 5.8 de l'Accord antidumping

43. Concernant l'allégation selon laquelle l'Argentine aurait dû rejeter la demande d'ouverture d'une enquête car l'existence d'un dommage n'avait pas été démontrée, l'Argentine réaffirme ce qu'elle a déclaré dans sa première communication écrite et à la première réunion du Groupe spécial avec les parties. Elle rappelle également la réponse donnée à la question n° 16 du Groupe spécial, réaffirmant que dès lors que le requérant avait présenté des renseignements actualisés selon les exigences de la demande, il fallait analyser les nouveaux renseignements afin de déterminer leur pertinence pour la procédure en cours.

44. Ainsi qu'il a été indiqué dans la réponse susmentionnée, l'examen des nouveaux renseignements présentés est expressément prévu à l'article 60 du Règlement d'application de la Loi nationale sur les procédures administratives (RLNPA - approuvé par le Décret nº 1759/72 et harmonisé par le Décret nº 1883/91), qui a été dûment notifié aux comités compétents de l'OMC et qui dispose que l'organe compétent (la CNCE dans le présent cas qui concerne un dommage) doit intervenir à nouveau dans la procédure si un fait nouveau se produit ou est porté à sa connaissance. Dans ce contexte, la présentation de renseignements additionnels par le requérant introduit de nouveaux éléments qui rendaient nécessaire une nouvelle intervention de la CNCE, à la demande des organes compétents et en stricte conformité avec la loi.

45. En ce qui concerne le point susmentionné, l'Argentine souhaiterait mettre particulièrement en évidence les questions ci-après, qui ont été dûment portées à l'attention du Groupe spécial:

1) Les renseignements fournis par le requérant complétaient ceux qui avaient été présentés au début de la procédure. Cette communication additionnelle de données était destinée à fournir à l'autorité concernée les renseignements qui n'avaient pas été initialement inclus et qui permettaient à la CNCE d'établir une détermination positive.

[32] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 171.

[33] Communication des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 3. Traduction à partir de l'original établi en anglais.

2) Au stade préalable à l'ouverture de l'enquête, les droits des tierces parties ne sont pas affectés.

3) La mesure proposée par le Brésil, à savoir classer le dossier à ce stade de l'enquête, compte tenu en outre de l'introduction des renseignements complémentaires, aurait lésé les droits du requérant, ce qui est contraire à la loi.

III d) Article 12.1 de l'Accord antidumping

46. Dans ce cas, l'Argentine rappelle simplement ce qu'elle a dit dans sa première communication écrite, soulignant qu'elle s'est acquittée de son obligation d'adresser une notification à toutes les parties dont l'autorité chargée de l'enquête avait connaissance. Elle rappelle ce qui a été dit aux paragraphes 112, 113 et 114 de sa première communication écrite, pour que le Groupe spécial puisse vérifier les différents documents utilisés et les différentes actions entreprises par l'Argentine pour se conformer aux dispositions de l'article 12.1.

47. Pour ce qui est de l'allégation selon laquelle les exportateurs n'ont été notifiés que huit mois après l'ouverture de l'enquête, il aurait été impossible de le faire plus tôt car l'autorité concernée n'a eu connaissance de leur existence qu'après que l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL a présenté sa communication. Il en est de même de l'allégation présentée par le Brésil au titre de l'article 6.1.2. On ne peut prétendre que l'autorité a manqué à ses obligations à l'égard d'entreprises qui ne se sont jamais fait connaître en tant que parties intéressées.

III e) Article 6.1.1 de l'Accord antidumping

48. Ainsi qu'il a été dit dans la première communication écrite de l'Argentine, l'autorité chargée de l'enquête a accordé tous les délais prévus dans l'Accord antidumping à toutes les parties ayant un intérêt dans l'enquête. Cela étant, outre le fait d'accorder les délais procéduraux établis, l'Argentine a fait preuve de la meilleure volonté possible en ménageant à tous les exportateurs suffisamment de temps pour pouvoir présenter les renseignements requis afin de défendre adéquatement leurs intérêts. Pour preuve, l'autorité compétente a accordé dans chaque cas des prorogations de délai successives, comme en témoignent les paragraphes 126 à 136 de la première communication écrite.

III f) Article 6.2 de l'Accord antidumping

49. Dans ce cas encore, le Brésil fait mention des huit exportateurs inclus dans l'enquête suite à la demande de l'entreprise INTERAMERICANA COMERCIAL pour fonder son allégation selon laquelle l'Argentine a violé l'article 6.2.

50. L'Argentine rappelle à nouveau ce qui a été dit à cet égard aux paragraphes 148 à 161 de sa première communication écrite. Par ailleurs, elle souhaite insister à nouveau sur le fait que bien que le gouvernement brésilien ait reçu, dès l'ouverture de l'enquête, une notification qui sollicitait sa collaboration "*afin d'identifier les producteurs/exportateurs ayant un intérêt dans l'enquête et de leur communiquer les demandes de renseignements jointes ...*"[34], l'Argentine n'a pas été informée de l'intérêt allégué[35] des entreprises dont les possibilités de défense auraient été compromises par l'Argentine et qui n'ont été incluses dans l'enquête qu'à la suite de la demande d'une des parties.

III g) Articles 6.8 et 12.2.2 de l'Accord antidumping

51. Pour ce qui de diverses allégations du Brésil concernant l'usage que l'autorité concernée aurait fait des renseignements communiqués par les exportateurs au cours de l'enquête et l'absence

[34] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 112.
[35] *Idem*, paragraphe 147.

d'explications adéquates au sujet des raisons pour lesquelles, dans certains cas, des renseignements n'auraient pas été utilisés, l'Argentine a donné, dans sa première communication écrite[36], une liste détaillée des différents renseignements fournis par chaque entreprise au cours de l'enquête et a indiqué l'usage qui en avait été fait, lorsque ces renseignements étaient susceptibles d'être utilisés dans le cadre de la procédure et satisfaisaient aux prescriptions de forme de la législation argentine, qui étaient connues de chaque partie.

52. Cela étant, nous pensons qu'il est nécessaire de revenir sur certaines questions que le Brésil a soulevées à maintes reprises en ce qui concerne l'utilisation des renseignements et la possibilité de les vérifier.

53. Le Brésil allègue que les exportateurs brésiliens ont présenté tous les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête et que, sans raison apparente, celle-ci a décidé de rejeter ces renseignements et d'utiliser ceux qui ont été fournis par le requérant.

54. Il n'en a pas été ainsi. L'Argentine a démontré que les renseignements présentés par les exportateurs ont été utilisés dès lors qu'ils étaient accompagnés des éléments de preuve documentaires correspondants qui permettaient au moins de les corroborer.

55. S'agissant des renseignements utilisés pour les prix à l'exportation, le Brésil allègue que l'Argentine a utilisé ceux qui ont été présentés par le requérant. Le Brésil semble cependant omettre le fait que les renseignements réellement utilisés par l'Argentine en l'espèce sont les données officielles provenant du registre relatif aux transactions de commerce extérieur tenu par l'organisme chargé de la supervision et du contrôle de ces transactions, à savoir l'Administration générale des douanes. Ce registre sert de base de données pour les autres organismes, officiels ou privés, et contient les renseignements les plus détaillés et les plus exacts concernant les valeurs et prix correspondant à chaque transaction. Les renseignements communiqués à l'Administration des douanes par les agents économiques - exportateurs ou importateurs - ont le caractère d'une déclaration sous serment.

56. Dans d'autres cas comme dans celui de FRANGOSUL et de CATARINENSE, les renseignements n'ont pas été utilisés tout simplement, dans le cas de la première entreprise[37], parce qu'ils étaient insuffisants et avaient été présentés après l'expiration du délai qui aurait pu permettre leur utilisation et, dans le cas de la deuxième entreprise[38], parce qu'ils étaient insuffisants.

57. Au risque de se répéter, l'Argentine réaffirme donc que les renseignements présentés par les parties ont été utilisés chaque fois que le délai imparti et les prescriptions de forme établies par la loi étaient respectés, et qu'elle a dû recourir à d'autres sources d'information lorsque l'une de ces conditions n'était pas remplie.

58. En outre, le Brésil allègue que l'autorité concernée aurait dû se rendre dans les locaux des exportateurs pour vérifier les renseignements puisque ces exportateurs lui avaient offert la possibilité de le faire au cours de la procédure.

59. Sur ce point, l'Argentine a déjà déclaré à plusieurs reprises que la possibilité de procéder à des vérifications sur place est une faculté de l'autorité chargée de l'enquête et non une obligation énoncée dans l'Accord antidumping. Elle juge cependant opportun de répéter ce qui a été dit dans le cadre de l'intervention de la République argentine à la réunion du Groupe spécial avec les parties, qui a eu lieu le 25 septembre 2002.

[36] *Idem*, paragraphes 187 à 206.
[37] *Idem*, paragraphes 187 à 200.
[38] *Idem*, paragraphe 203.

60. L'Argentine ne nie pas le fait que l'Accord prévoit la possibilité de procéder à des vérifications. Toutefois, elle souhaite faire clairement savoir que son interprétation de cette possibilité est quelque peu différente de celle du Brésil.

61. La possibilité d'effectuer des vérifications du type proposé par le Brésil est prévue dans l'Accord, à l'article 6.7, qui dispose ce qui suit:

> "… *les autorités pourront … procéder à des enquêtes sur le territoire d'autres Membres* ..." (non souligné dans l'original)

62. Ainsi, l'Argentine estime que, comme le prévoit l'Accord, ce mécanisme permet d'appliquer une méthode de vérification des renseignements versés au dossier au cours d'une enquête, mais qu'il ne doit pas être nécessairement utilisé par l'autorité chargée de la mise en œuvre lorsqu'elle doit vérifier la véracité et/ou l'adéquation d'un élément de preuve, surtout lorsque le secteur privé n'a pas satisfait à la demande de présentation de renseignements faite par l'autorité en question.

63. Pour l'Argentine, ce qui précède semble être l'interprétation la plus correcte du paragraphe 1 de l'Annexe I, qui décrit les procédures applicables à cette disposition de l'article 6.7 et dispose ce qui suit:

> "*Dès l'ouverture d'une enquête, les autorités du Membre exportateur et les entreprises notoirement concernées devraient être informées de l'intention de procéder à des enquêtes sur place.*" (non souligné dans l'original)

64. Comme on peut le noter, il ressort clairement de l'article 6.7 et du paragraphe 1 de l'Annexe I de l'Accord antidumping, lus conjointement, que l'Accord attribue un caractère discrétionnaire au mécanisme en question, dissipant tout doute concernant le caractère contraignant qu'on voudrait lui imposer. Cette caractéristique est en outre confirmée par le paragraphe 3 de la même Annexe, qui exige l'accord exprès préalable des entreprises éventuellement visitées.

65. De surcroît, le Brésil semble considérer cette possibilité comme une obligation à remplir en plus de la communication en temps utile et en bonne et due forme des renseignements demandés par l'autorité concernée.

66. L'Argentine rappelle donc le paragraphe 8 de l'Annexe I, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

> "*Comme son objet principal est de vérifier les renseignements fournis ou d'obtenir plus de détails, l'enquête sur place devrait avoir lieu après la réception de la réponse au questionnaire; en outre, la pratique normale devrait être d'indiquer, avant la visite aux entreprises concernées, la nature générale des renseignements qui seront vérifiés et tous autres renseignements à fournir* ..."

67. Comme on peut le constater, le recours à une enquête sur place ne dispense pas les parties intéressées de l'obligation de fournir les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête, surtout lorsqu'elle décide d'effectuer une visite de vérification. Autrement dit, il est difficile pour le Brésil d'alléguer que l'Argentine a violé une règle spécifique de l'Accord alors que les exportateurs brésiliens mêmes ne sont pas acquittés des obligations que l'Accord impose pour faciliter la tâche dont le Brésil allègue qu'elle n'a pas été accomplie.

III h) Article 2.4 de l'Accord antidumping

68. Le Brésil allègue que l'Argentine a manqué à l'obligation de procéder à une comparaison équitable des prix énoncée à l'article 2.4, ce qui serait étayé par les différentes actions entreprises au

cours de l'enquête décrites ci-après. Également au titre de cet article, le Brésil allègue que l'Argentine a imposé une charge de la preuve déraisonnable aux exportateurs brésiliens en ne définissant pas dès le début la période pour laquelle des renseignements étaient demandés.

69. L'Argentine réaffirme qu'elle s'est conformée, tout au long de l'enquête, à l'obligation de procéder à une comparaison équitable imposée à l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

70. L'Argentine a déjà contesté ces allégations d'une manière détaillée dans sa première communication écrite. Elle réaffirme donc ce qui y a été indiqué au sujet du fait qu'elle avait effectué tous les ajustements qu'elle jugeait pertinents dès lors qu'il avait été démontré:

a) que ces ajustements devaient être effectués; et

b) que les valeurs d'ajustement étaient exactes et non de simples chiffres représentatifs d'une rubrique générale pour une période donnée.

71. Ainsi, s'agissant de l'ajustement au titre du fret que, selon les allégations du Brésil, l'Argentine aurait dû effectuer dans le cas de l'entreprise SADIA, l'Argentine pense comme le Brésil qu'un tel ajustement aurait été approprié, mais uniquement si des éléments de preuve documentaires avaient été fournis à l'autorité chargée de l'enquête en temps utile et en bonne et due forme pour justifier cet ajustement. L'Argentine reconnaît également avec le Brésil qu'à cet égard, l'entreprise susmentionnée avait effectivement présenté une estimation à l'annexe VIII du questionnaire destiné aux exportateurs, mais cette estimation avait un caractère général et global pour une période d'une année.

72. Pour le calcul de la valeur normale, l'Argentine a utilisé les valeurs correspondant à une série de factures choisies selon une méthode d'échantillonnage statistique aléatoire. Ces documents qui ont été demandés en temps utile à l'exportateur concerné n'indiquaient pas les montants à déduire ni à quel titre ces déductions devaient être appliquées.

73. C'est pour cette raison que l'autorité n'a pas procédé à la déduction demandée par le Brésil parce que, si elle avait effectué une déduction représentant une moyenne générale pour une étape donnée de l'enquête, cela aurait faussé le prix qui devait être utilisé. En tout état de cause, au moment d'envoyer les factures demandées, l'exportateur avait largement la possibilité d'indiquer à l'autorité compétente les éléments et montants qu'il jugeait nécessaire de déduire ou d'ajouter, compte tenu des caractéristiques spécifiques des transactions visées par ces documents.

74. Pour ce qui des ajustements qui, selon le Brésil, auraient dû être appliqués à la valeur normale calculée pour les "autres exportateurs", l'Argentine note la mise en garde adressée par le Brésil au Groupe spécial, à savoir ne pas se laisser induire en erreur par les arguments apparemment "nébuleux" de l'Argentine.[39]

75. L'Argentine convient que le Groupe spécial ne doit pas être induit en erreur et, à cet égard, elle juge nécessaire de préciser un certain nombre de points pour que le Groupe spécial ne soit pas induit en erreur par les arguments du Brésil.

76. Le premier point à noter est le fait que, même si tout au long de sa communication le Brésil a allégué que l'Argentine n'aurait pas dû utiliser les renseignements communiqués par la JOX, il semble se contredire dans son intervention orale en affirmant qu'aux fins de l'ajustement susmentionné, l'Argentine aurait dû également utiliser les renseignements fournis par la société de conseil.

[39] Intervention orale du Brésil à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 54.

77. Le deuxième point concerne l'argument du Brésil selon lequel, si l'Argentine avait appliqué au prix la déduction en question pour calculer la valeur normale, même si l'on reconnaît que la valeur f.a.b. comprend des éléments tels que les frais de transport intérieur, d'assurance intérieure, de manutention, de chargement, de déchargement et d'entreposage, les prix auraient été comparés au même niveau commercial.[40]

78. L'Argentine ne voit pas sur quoi le Brésil fonde une telle affirmation. Il est vrai que, comme l'indique le Brésil, les prix à l'exportation ne comprennent pas les taxes intérieures. Cela dit, le fait que ces taxes ne sont pas incluses ou, si elles le sont, qu'elles peuvent être déduites, ne résout pas la question de l'obligation imposée par l'Accord d'effectuer la comparaison de préférence au stade sortie usine.

79. Autrement dit, le Brésil semble croire qu'il suffisait, afin d'assurer une comparaison équitable au sens de l'article 2.4, d'appliquer un ajustement à la valeur normale et non à la valeur f.a.b. pour obtenir deux prix représentatifs du même niveau commercial. Toutefois, si l'Argentine l'avait fait, elle aurait comparé une valeur sortie d'usine (valeur de vente de la marchandise entreposée dans les locaux du vendeur) à une valeur f.a.b. (valeur de la marchandise entreposée, majorée des frais énumérés au paragraphe 44).

80. En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle une charge de la preuve déraisonnable a été imposée à ses exportateurs, l'Argentine rappelle ce qui a été dit aux paragraphes 242 à 247 de sa première communication écrite.

III i) Article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping

81. Les droits antidumping imposés par l'Argentine sont conformes à l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping, qui prescrit le recouvrement de droits "dont les montants seront appropriés dans chaque cas" et qui "ne dépasser[ont] pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2".

82. Comme elle l'a déclaré dans sa première communication écrite et dans son intervention orale du 25 septembre, l'Argentine applique le système des montants variables pour fixer les droits antidumping sur une base prospective.

83. Certes, l'article 9 de l'Accord antidumping ne définit pas les modalités qui peuvent être appliquées pour la fixation des droits, mais la pratique des Membres de l'OMC reconnaît le système appliqué par l'Argentine comme l'une des méthodes possibles. Par ailleurs, l'article 9.3 de l'Accord antidumping prévoit la possibilité de fixer ces droits sur une base rétrospective ou prospective et prévoit également la manière de remédier à un recouvrement excessif.

84. En l'espèce, le Brésil allègue que l'Argentine a violé l'article 9.2 et 9.3 en imposant des droits antidumping variables.

85. Pour étayer cette allégation de violation de l'article 9.2, le Brésil part de l'hypothèse selon laquelle, si les exportateurs brésiliens décidaient d'exporter leur produit vers l'Argentine avec une marge de dumping supérieure à celle qui a été déterminée au cours de l'enquête, ces exportations seraient passibles d'un droit supérieur à celui qui a été établi. Il n'en est cependant pas ainsi car l'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> "... un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales

[40] Intervention orale du Brésil à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 59.

normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur".

86. L'Argentine tient à faire clairement comprendre que, comme le Canada l'a déclaré dans la communication qu'il a présentée en tant que tierce partie, l'allégation susmentionnée ne trouve pas de justification dans les dispositions de l'article 9.2, qui précise simplement que des droits "dont les montants seront appropriés" seront perçus, les conditions à remplir à cet effet étant définies à l'article 9.3.

87. Ainsi qu'il a déjà été dit, l'article 9.3 dispose que le droit antidumping ne doit pas dépasser la marge établie selon l'article 2, considéré dans son intégralité, et non, comme le Brésil le soutient à tort, selon l'article 2.4.2, qui traite uniquement de la marge de dumping au cours de l'enquête.

88. L'Argentine a fixé des droits antidumping et les perçoit d'une manière compatible avec l'Accord antidumping, c'est-à-dire que ces droits ont été fixés sur la base d'une marge de dumping établie selon l'article 2 et qu'ils sont perçus conformément à l'article 9.2 et 9.3. Pour ce qui est de l'allégation selon laquelle la marge peut être dépassée, l'Argentine ne nie pas cette possibilité. Cependant, l'existence de cette possibilité n'est pas une raison suffisante pour alléguer que l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'Accord. En effet, si cela avait été le cas, les exportateurs auraient pu invoquer l'article 9.3, s'ils l'avaient jugé approprié, pour demander le remboursement des droits acquittés en dépassement, mais ils ne l'ont pas fait.

89. En raison de ce qui précède, l'Argentine demande à nouveau au Groupe spécial de rejeter l'allégation d'incompatibilité avec les articles susmentionnés présentée par le Brésil.

IV. CONCLUSIONS

90. Compte tenu des arguments présentés ci-dessus, la République argentine demande respectueusement au Groupe spécial:

1) conformément aux arguments exposés à la section II et ainsi qu'il est expliqué aux paragraphes 30, 31 et 32 de la présente communication, de ne pas se prononcer sur les 41 allégations d'incompatibilité avec diverses dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping) présentées par le Brésil.

Si le Groupe spécial décide de ne pas accéder à la demande précédente de la République argentine, ainsi qu'il est indiqué à la section II.d de la présente communication et compte tenu des arguments exposés à la section III, l'Argentine demande respectueusement au Groupe spécial de:

2) de rejeter les allégations du Brésil selon lesquelles la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine est incompatible avec:

- l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'Accord antidumping;
- l'article 12.1 de l'Accord antidumping;
- l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2 et 6.8, ainsi que les paragraphes 5, 6, et 7 de l'Annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping;
- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;
- l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping;

- l'article 4.1 de l'Accord antidumping;
- l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping;
- ainsi que les différentes allégations relatives à l'article 12.2.2;

3) de rejeter la demande d'abrogation immédiate de la Résolution n° 574/2000 portant imposition de droits antidumping définitifs.

ANNEXE B-4

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - PREMIÈRE RÉUNION

(25 septembre 2002)

Article 18:2 du Mémorandum d'accord

Question à l'Argentine

1. À la réunion de ce matin, l'Argentine a indiqué qu'elle ne voyait pas d'objection, en principe, à ce que le Brésil ait mis sa première communication écrite à la disposition du public. L'Argentine était plutôt préoccupée par le moment choisi pour l'action du Brésil. Cela signifie-t-il que l'Argentine admet qu'un Membre puisse tenir à la disposition du public ses communications écrites adressées à un groupe spécial à un moment donné sans enfreindre l'article 18:2 du Mémorandum d'accord? Le Brésil violerait-il l'article 18:2 du Mémorandum d'accord s'il tenait ses communications écrites à la disposition du public après que le groupe spécial aurait remis son rapport final?

Réponse à la première partie de la question

Oui, conformément aux dispositions de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord.

Réponse à la seconde partie de la question

Non.

Allégation 1

Question aux deux parties

2. De l'avis des parties, quelles sont les obligations au titre de l'article 5.2? En outre, les parties conviendraient-elles que l'article 5.2 impose des obligations au requérant et non pas à l'autorité chargée de l'enquête comme il est indiqué dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*? Veuillez préciser. En cas d'accord avec les conclusions rendues dans l'affaire *Guatemala - Ciment II*, quelles recommandations un groupe spécial devrait-il formuler s'il est constaté une infraction à l'article 5.2 de l'Accord antidumping? En particulier, une recommandation visant à ce qu'un Membre rende la mesure conforme serait-elle appropriée?

Réponse

L'Argentine considère que l'Accord impose des obligations aux Membres. En principe, son article 5.2 leur impose une obligation quant aux renseignements qui doivent être fournis avec la demande d'ouverture d'une enquête. En d'autres termes, cet article indique les renseignements qui doivent être fournis par le secteur concerné à l'appui de sa demande d'ouverture d'une enquête.

En fait, l'article 5.2 de l'Accord antidumping doit être lu conjointement avec son article 5.3 puisque ce dernier impose aux autorités l'obligation d'examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis par le requérant.

Questions au Brésil

3. L'article 5.2 de l'Accord antidumping prescrit-il que la demande contienne des éléments de preuve pertinents qui peuvent raisonnablement être disponibles sur tout ajustement à faire s'il est nécessaire de procéder à un tel ajustement pour que le requérant allègue l'existence d'un "dumping". À cet égard, lesdits éléments de preuve devraient-ils établir les points suivants:

a) le fait que l'ajustement est nécessaire;

b) la nature et l'ampleur de l'ajustement;

c) la base/méthodologie pour procéder à un tel ajustement?

Veuillez préciser.

4. Les renseignements concernant les ajustements mentionnés aux paragraphes 70 et 71 de la première communication écrite du Brésil pouvaient-ils "raisonnablement être à la disposition" du requérant au moment du dépôt de la demande? Veuillez préciser.

Questions à l'Argentine

5. La demande contenait-elle des éléments de preuve à l'appui des points ci-après: 1) la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil était physiquement différente de celle qui était vendue à l'Argentine; 2) les différences alléguées dans les caractéristiques physiques affectent la comparabilité des prix; et 3) la différence alléguée concernant le taux de rendement, présentée par le requérant, entre la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et celle qui est vendue à l'Argentine? Dans l'affirmative, veuillez communiquer les éléments de preuve présentés dans la demande.

Réponse

La publication de la JOX du 30 juin 1997 – Annexe I de l'Argentine – contient des renseignements concernant les "volailles entières". Plus précisément, elle indique que les prix sont ceux, exprimés en reais, des volailles réfrigérées commercialisées dans la ville de São Paulo (Brésil), avec les pattes, la tête et les abats. Cette différence "physique" a des répercussions sur les prix, étant donné qu'elle a une valeur qui est déterminée par la demande de viande de volaille en fonction des caractéristiques des marchés. De même, les renseignements figurant dans le dossier montrent que le produit exporté en Argentine est constitué par des volailles vidées.

6. Veuillez présenter des observations sur la définition de l'expression "éléments de preuve" figurant aux paragraphes 63 et 64 de la première communication écrite du Brésil. En particulier, l'assertion du Brésil au paragraphe 64 selon laquelle "des renseignements fournis dans la demande sans pièces justificatives ne constituent pas des éléments de preuve". Veuillez indiquer le fondement de votre réponse en ce qui concerne spécifiquement la présente affaire.

Réponse

En ce qui concerne les éléments de preuve demandés, l'obligation de les fournir est clairement énoncée dans la législation en vigueur, ainsi que dans le formulaire n° 349 utilisé depuis le 12 novembre 1991. C'est de ces obligations que le plaignant doit s'acquitter lorsque l'existence d'un dumping est alléguée.

À cet égard, et en ce qui concerne spécifiquement la présente affaire, la CEPA a présenté:

a) le rapport du SYSDEC sur les importations du produit visé par l'enquête de janvier à juin 1997, établi à partir de données fournies par la Direction générale des douanes;

b) un exemplaire du rapport de la société de conseil JOX où figurent les prix à São Paulo, exprimés en reais, de la volaille réfrigérée, avec la tête, les pattes et les abats, conformément aux indications données dans la publication elle-même. La société expliquant aussi qu'il y a des différences qui appellent des ajustements aux fins des comparaisons de prix, elle a joint à ces fins un exemplaire des statistiques relatives aux prix à l'exportation de la viande de volaille publiées par la revue *Aves & Ovos* de l'*Asociación Paulista de Avicultura* dans ses numéros d'avril et mai 1997. Elle a également joint des éléments de preuve confirmant qu'elle est dotée de la personnalité juridique et des données du SENASA concernant sa représentativité pour ce qui est de la production nationale de viande de volaille.

La CEPA a également joint la traduction et les éléments certifiant l'authenticité de tous les documents soumis en langue étrangère, ainsi que le prescrit la Loi n° 19.549 sur les procédures administratives et le décret réglementaire applicable à titre supplétoire aux procédures concernant des allégations de dumping ou de subvention. Il a par conséquent été satisfait aux prescriptions de l'autorité chargée de la mise en œuvre en ce qui concerne la demande d'ouverture d'une enquête.

À cet égard, l'Argentine souscrit à la définition de l'expression "éléments de preuve" offerte par le Brésil aux paragraphes 63 et 64 de sa première communication écrite, en gardant présent à l'esprit que les données fournies par la CEPA constituent des éléments de preuve documentaires suffisants pour ouvrir une enquête. Plus précisément, les éléments fournis comme preuves de la valeur normale sont tirés de revues spécialisées et de publications d'une société de conseil de notoriété publique, sources qui sont l'une et l'autre suffisantes puisqu'elles fournissent une indication exacte des valeurs auxquelles le produit en question est commercialisé.

En conséquence, il est évident que l'autorité chargée de la mise en œuvre s'est acquittée de l'obligation imposée par l'article 5.3 et a examiné "... l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande ...".

Allégation 2

Questions à l'Argentine

7. L'Argentine pourrait-elle préciser ce qu'elle considère comme des renseignements qui peuvent "raisonnablement être à la disposition" d'un requérant au regard de l'article 5.2? Dans la présente affaire, compte tenu du fait que la JOX est une société de conseil qui, semble-t-il, publie régulièrement des données sur les prix de la viande de volaille, l'Argentine considère-t-elle que des renseignements sur les prix intérieurs au Brésil provenant de la JOX concernant une journée seulement constituaient tous les renseignements qui pouvaient "raisonnablement être à la disposition du requérant" sur la valeur normale, au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping? Veuillez préciser.

Réponse

L'expression "... raisonnablement être à la disposition" figurant à l'article 5.2 implique que le demandeur doit fournir les éléments de preuve disponibles dont il peut avoir connaissance et qui lui permettent de démontrer le bien-fondé de ce qu'il allègue. Ces éléments sont constitués par les renseignements que le requérant peut obtenir à ce moment-là grâce aux moyens dont il dispose. La CEPA a communiqué la publication de la JOX qui lui a permis d'établir les valeurs auxquelles le

produit en question était vendu et qui, outre qu'elle donne la valeur ponctuelle pour une journée déterminée, indique l'évolution des prix sur le marché et la cause de leurs variations éventuelles.

L'Argentine répète aussi ce qu'elle a dit au paragraphe 71 de sa première communication écrite et dans la réponse précédente, à savoir que l'autorité chargée de la mise en œuvre, lorsqu'elle a examiné l'exactitude et l'adéquation de l'élément de preuve fourni par la CEPA, a considéré en premier lieu que la publication de la JOX était une publication spécialisée donnant une valeur représentative moyenne qui rendait compte de l'état du marché de São Paulo. Ce marché est l'un des plus représentatifs du Brésil, comparable à celui de Buenos Aires, c'est-à-dire celui d'un grand centre urbain qui témoigne des structures de consommation nationales.

8. En ce qui concerne la partie ci-après du paragraphe 32 de la première communication écrite de l'Argentine:

> **"La disposition susmentionnée figurant à l'article 5.2 permet aux requérants de recourir aux procédures de ce type dans le respect du droit des parties de se défendre; exiger des éléments de preuve qui ne pouvaient pas être à leur disposition reviendrait à leur refuser ce droit."**

Qu'entend l'Argentine par les termes "[ne pouvaient] pas être à leur disposition"? En l'espèce, quels renseignements "[ne pouvaient] pas être à la disposition" du requérant?

Réponse

L'Argentine considère que ce que l'Accord antidumping prescrit en ce qui concerne la demande d'ouverture d'une enquête, c'est-à-dire ce qui peut "raisonnablement être à la disposition du requérant", est constitué, outre ce qui a été dit plus haut, par les éléments de preuve susceptibles d'être obtenus sans imposer au requérant une charge de la preuve excessive de nature à rendre la présentation d'une demande impossible et sans le mettre dans une situation où le fait de savoir qu'il cherche des renseignements pourrait révéler qu'il se propose de demander l'ouverture d'une enquête, avec les incidences en matière de commerce que cela risquerait d'avoir pour lui. Elle considère en outre que l'expression utilisée dans l'Accord vise à souligner qu'il est difficile d'obtenir des éléments de preuve, notamment en l'espèce, de la valeur normale, difficulté qui pourrait être aggravée en fonction des caractéristiques des marchés et des possibilités du requérant. De plus, si celui-ci devait engager un consultant pour connaître les prix sur le marché intérieur du pays en question, ou recourir à un artifice douteux pour les obtenir, la procédure antidumping serait privée de toute signification ou portée pratique.

9. Veuillez expliquer le processus utilisé par l'Argentine pour recevoir et évaluer une demande, en ce qui concerne en particulier les éventuels renseignements additionnels qui peuvent être ajoutés par le requérant. Veuillez indiquer, en ce qui concerne spécifiquement la présente affaire:

a) si l'autorité chargée de l'enquête a demandé (ou reçu) des renseignements supplémentaires, notamment sur la valeur normale, pour prendre une décision quant à l'engagement de la procédure;

b) à quel stade de l'enquête des renseignements additionnels ont été demandés/reçus;

c) si les éléments de preuve additionnels ont été utilisés pour déterminer la valeur normale aux fins de l'évaluation au titre de l'article 5.3;

d) en cas de réponse négative au point c) ci-dessus, si les éléments de preuve additionnels sur la valeur normale ont été utilisés à un quelconque stade ultérieur pour déterminer la valeur normale.

Réponse

Pour présenter une demande d'ouverture d'une enquête, le requérant devait remplir le formulaire n° 349. Ce formulaire indique toutes les données que le requérant doit communiquer conformément aux prescriptions de l'article 5.2 de l'Accord antidumping. Le requérant doit également fournir toutes les pièces justificatives concernant les renseignements portés sur le formulaire pour que l'autorité chargée de la mise en œuvre puisse examiner l'exactitude et l'adéquation des "éléments de preuve fournis". Ainsi, en ce qui concerne la valeur normale, l'élément de preuve examiné a été la publication de la JOX du 30 juin 1997 jointe à la demande, l'autorité chargée de la mise en œuvre n'ayant à cet égard rien demandé de plus.

10. Veuillez fournir un exemplaire du formulaire type mentionné au paragraphe 43 de sa première communication écrite.

Le formulaire 349/91 est joint en tant qu'annexe XXXIX de l'Argentine.

11. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes ci-après de la première déclaration orale du Brésil:

a) Les paragraphes 21 à 23, qui font référence à un rapport de groupe spécial et allèguent que l'autorité chargée de l'enquête, dans la présente affaire, n'a pas pris en considération l'incidence des différences possibles sur le caractère suffisant des éléments de preuve présentés dans la demande, ni sollicité d'autres éléments de preuve, ce qui était manifestement nécessaire.

Réponse à la question n° 11 a)

L'ajustement effectué par l'autorité chargée de la mise en œuvre au titre des différences entre la viande de volaille vendue à l'intérieur du Brésil et celle qui est vendue en Argentine a été indiqué par le requérant lorsqu'il a présenté la demande et appliqué par l'autorité dès l'ouverture de l'enquête, étant entendu que ces renseignements représentaient ce qui était raisonnablement à la disposition du requérant, qu'ils étaient raisonnables et que l'autorité chargée de la mise en œuvre n'avait pas connaissance d'éléments suggérant qu'ils ne devaient pas être examinés. Ayant évalué ces renseignements, l'autorité n'a pas jugé nécessaire d'en demander d'autres à cet égard, compte tenu des normes applicables aux renseignements à examiner à ce stade de l'enquête.

b) Les paragraphes 24 et 25 dans lesquels il est allégué que la méthode utilisée par l'Argentine pour établir le prix à l'exportation et, par conséquent, la marge de dumping, était fondée uniquement sur les prix à l'exportation inférieurs à la valeur normale, lesquels "produiraient toujours une marge de dumping". Dans cette réponse, veuillez expliquer la méthode utilisée par l'Argentine en l'espèce.

Réponse à la question n° 11 b)

La méthode utilisée par l'Argentine pour établir la marge de dumping peut être expliquée comme suit: toutes les transactions à l'exportation qui étaient inférieures à la valeur normale ont été prises en considération, à l'exception de celles qui donnaient une marge de dumping négative. Cette méthode a également été utilisée par d'autres Membres de l'OMC. D'ailleurs, ce qui est exigé au stade précédant l'ouverture de l'enquête, ce sont des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping. Le calcul effectué ne fait pas intervenir les effets économiques sur le marché. Ce qu'il faut

savoir, c'est qu'il y a eu des transactions faisant l'objet de pratiques de dumping qui, de ce point de vue, justifient l'ouverture d'une enquête.

12. En ce qui concerne la partie ci-après du paragraphe 50 de la première communication écrite de l'Argentine:

> **"Les éléments de preuve communiqués consistent en une valeur représentative tirée d'une publication spécialisée pour une période donnée."**

Que veut dire l'Argentine par les termes "une période donnée"? S'agit-il d'une période d'une journée, ou d'une période plus longue? Veuillez donner votre réponse en ce qui concerne spécifiquement la présente affaire.

Réponse

Par ces termes, l'Argentine entend un moment de la période visée par l'analyse pris en considération par l'autorité chargée de la mise en œuvre. Par ailleurs, si la publication de la JOX donne le prix en vigueur le 30 juin 1997, on peut lire dans sa marge de droite, dans la traduction faite par la CEPA, que "... la production du marché parallèle à l'intérieur de São Paulo est nettement inférieure, ce qui a maintenu le prix sur un terrain très ferme ...", ce qui montre qu'il n'a pas beaucoup varié, mais est resté stable. (non souligné dans l'original)

13. En ce qui concerne la partie ci-après du paragraphe 50 de la première communication écrite de l'Argentine:

> **"C'est pourquoi la CEPA a communiqué, à titre d'éléments de preuve de la valeur normale, les données figurant dans ce qui est considéré comme une publication spécialisée sérieuse, qui correspondaient – dans les limites d'une marge d'approximation admissible en l'occurrence – aux mêmes niveaux de ventes commerciales."**

Qu'entend l'Argentine par les termes "dans les limites d'une marge d'approximation admissible"?

Réponse

Par les termes "... dans les limites d'une marge d'approximation admissible en l'occurrence", l'Argentine voulait montrer que les valeurs retenues aux fins de la comparaison prescrite par l'Accord antidumping se situaient au même niveau commercial, ou autrement dit qu'aussi bien la valeur normale que le prix à l'exportation étaient les prix au niveau de la vente en gros. Étant donné la nature du stade précédant l'ouverture de l'enquête, une approximation précise des niveaux commerciaux ne peut être escomptée. Au cours de l'enquête qui suivra, lorsqu'elle est effectuée, il devient possible de vérifier l'équivalence des niveaux commerciaux et de procéder aux ajustements nécessaires, sur la base, principalement, des renseignements fournis par les parties.

Question au Brésil

14. L'allégation du Brésil au titre de l'article 5.3 concernant l'ajustement relatif à l'état congelé/réfrigéré dépend-elle d'une constatation du Groupe spécial selon laquelle l'Argentine a eu raison de procéder à l'ajustement relatif à la tête/aux pattes au moment de l'engagement de la procédure? Autrement dit, le Brésil fait-il valoir que s'il était manifestement nécessaire de procéder à un ajustement relatif à la tête/aux pattes au vu de la demande, alors il en allait de même pour un ajustement relatif à l'état congelé/réfrigéré?

Allégation 3

Question à l'Argentine

15. Veuillez indiquer quelle(s) autorité(s) a/ont le pouvoir d'entreprendre les actions ci-après:

a) accepter/rejeter une demande;

b) ouvrir une enquête;

c) mener l'enquête;

d) décider de l'application du droit.

Réponse

En vertu du Décret réglementaire n° 2121/94 en vigueur à la date de l'enquête en cause:

a) L'ex-SOUS-SECRÉTARIAT AU COMMECE EXTÉRIEUR (devenu le SOUS-SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE ET À LA GESTION COMMERCIALES) est l'autorité compétente pour statuer sur la recevabilité de la demande d'ouverture d'une enquête.

b) Le SECRÉTARIAT À L'INDUSTRIE, AU COMMERCE ET AUX MINES est l'autorité compétente pour statuer sur l'ouverture d'une enquête.

c) Le SOUS-SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE ET À LA GESTION COMMERCIALES et la COMMISSION NATIONALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR sont chargés du déroulement de la procédure concernant le dommage.

d) Le MINISTÈRE DE LA PRODUCTION est l'autorité chargée de la mise en œuvre en ce qui concerne l'application de droits antidumping. À la date de la présente enquête, l'autorité compétente était l'ex-MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES TRAVAUX ET SERVICES PUBLICS.

16. À la suite de la constatation de la CNCE selon laquelle il n'y avait pas d'indication de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage subi par la branche de production nationale dans le document Acta n° 405, l'autorité chargée de l'enquête a-t-elle rejeté la demande? Autrement dit, le document Acta n° 405 clôturait-il effectivement le dossier sur la demande? Veuillez préciser.

Réponse

L'Acte n° 405 n'est pas en lui-même un instrument valable pour clore l'enquête et la CNCE n'est pas habilitée à clôturer les dossiers.

Il convient également de préciser que cet Acte n° 405 a été publié sur la base des renseignements fournis par le requérant qui ont été versés au dossier jusqu'à la date de publication.

Comme l'Argentine l'a déjà indiqué par écrit et comme il ressort du dossier, les requérants ont présenté des renseignements actualisés correspondant aux revendications exposées dans la demande du 17 février 1998. En conséquence, le Département juridique du Ministère de l'économie et des travaux et services publics, à la demande de ce qui était alors le Sous-Secrétariat au commerce

extérieur, a déterminé ce qui suit: "… compte tenu du fait que les renseignements présentés par la CEPA (Centro de Empresas Procesadoras Avícolas) dans le dossier n° 061-001196/98 n'ont pas été évalués par la Comisión Nacional de Comercio Exterior lorsqu'elle s'est prononcée sur l'existence d'un dommage causé à la production nationale dans l'Acte n° 405/98 du Conseil, la Dirección General estime qu'il conviendrait, avant toute démarche, de solliciter à nouveau une intervention de ladite Comisión Nacional afin qu'elle se prononce sur les éléments présentés ..." (folio 2302 du dossier CNCE n° 43/97).

L'examen des nouveaux renseignements présentés est expressément prévu à l'article 60 du Règlement d'application de la Loi nationale sur les procédures administratives (RLNPA - approuvé par le Décret n° 1759/72, texte promulgué par le Décret n° 1883/91), notifié en temps voulu aux comités compétents de l'OMC, qui dispose que l'organe compétent (la CNCE dans le présent cas qui concerne un dommage) doit intervenir à nouveau dans la procédure si un fait nouveau se produit ou est porté à sa connaissance. À cet égard, la présentation de renseignements additionnels par le requérant introduit de nouveaux éléments qui rendaient nécessaire une nouvelle intervention de la CNCE, conformément à ce qui avait été demandé par les organes compétents et en stricte conformité avec la loi.

Il faut également rappeler qu'au stade précédant l'ouverture de l'enquête, les droits des tierces parties ne sont pas affectés car il existe uniquement une relation entre la partie requérante et l'autorité chargée de la mise en œuvre. Ainsi, le Brésil qui, en tant que partie intéressée dans le cadre de l'enquête, a eu accès à tous les folios constituant le dossier, aura pu observer qu'un certain nombre de procédures ont été appliquées durant le laps de temps qui s'est écoulé entre la présentation des renseignements par le requérant et la décision d'engager une procédure. Compte tenu de ce qui précède, le classement du dossier qui a été suggéré aurait été contraire au droit de l'administration et aurait porté préjudice aux droits individuels du requérant avec toutes les conséquences administratives qu'un tel acte aurait comportées.

À cet égard, les dispositions de l'article 5.5 de l'Accord antidumping sont également d'application, à savoir que: "Les autorités éviteront, sauf si une décision a été prise d'ouvrir une enquête, de rendre publique la demande d'ouverture d'une enquête …"

En l'espèce, le requérant a joint des renseignements actualisés justifiant une analyse qui a abouti à la détermination énoncée dans l'Acte n° 469.

En conséquence et dans le cadre tracé par les règles susmentionnées, l'Acte n° 405 de la CNCE ne constitue aucunement un acte par lequel l'autorité compétente a archivé la demande présentée, et la nouvelle intervention de cette autorité était donc justifiée en vertu de la législation argentine.

17. Quel est le délai visé par l'expression "dans les moindres délais" employée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping? Veuillez répondre en ce qui concerne la présente affaire.

Réponse

L'article 5.8 de l'Accord antidumping stipule que: "Une demande présentée au titre du paragraphe 1 sera rejetée et une enquête sera close **dans les moindres délais** dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure ..."

Il y a donc lieu de souligner que l'Argentine n'a pas violé l'article 5.8 de l'Accord antidumping étant donné que jusqu'au moment où l'autorité chargée de la mise en œuvre (qui était alors le Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines) publie une résolution par laquelle elle se prononce pour l'ouverture de l'enquête (résolution qui est publiée dans le Journal officiel de la nation),

l'activité des autorités ne correspond pas techniquement à la notion d'"enquête". Les deux "actes" de la CNCE précédant l'ouverture de l'enquête ne pouvaient en aucune façon clore dans les moindres délais une enquête qui n'en était pas une. Par conséquent, la portée de l'expression "dans les moindres délais" employée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping est la portée que lui confère la législation nationale pertinente qui, à l'occasion des diverses notifications effectuées, n'a jamais été contestée à ce propos par les Membres de l'OMC.

L'expression "dans les moindres délais" doit donc être interprétée dans le contexte d'une enquête qui a été ouverte et pour laquelle les mesures administratives voulues doivent être prises en vue de la clore lorsque l'autorité s'est assurée qu'il n'y a ni dumping ni dommage justifiant la poursuite de la procédure.

Allégation 4

Question à l'Argentine

18. Au paragraphe 80 de sa première communication écrite, l'Argentine affirme ce qui suit:

> **"le rapport sur l'ouverture de l'enquête ... contient les marges de dumping établies sur la base de la moyenne des transactions à l'exportation vers l'Argentine concernant le produit visé par l'enquête. À cet égard, les exportations moyennes pour la période allant de janvier à août 1997 ont été prises en considération. Les marges de dumping alléguées calculées aux points 1, 3 et 4 du rapport ont été établies aux fins de procéder à un complément d'analyse de l'affaire en cause."**
>
> **S'agissant de ce paragraphe, le présent Groupe spécial pose les questions ci-après:**
>
> - **L'Argentine pourrait-elle expliquer la méthodologie utilisée pour calculer les prix à l'exportation f.a.b. mentionnés aux points 1 et 2 de la section 7 ("Marge de dumping") du rapport relatif à la viabilité de l'ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping? En ce qui concerne le calcul du dumping au point 2 de la section 7, l'Argentine pourrait-elle confirmer que les transactions à l'importation qui ont été prises en compte pour calculer le prix à l'exportation moyen étaient celles qui figurent aux pages 489 à 492 du dossier (ces deux pages incluses)?**

Réponse

Au point 1 de la section 7 et à ce stade précédant l'ouverture de l'enquête, l'Argentine a pris le prix à l'exportation f.a.b. moyen pour la période allant d'août à octobre 1996. Appliquant la même méthode que pour le point 2, elle a retenu toutes les transactions qui étaient inférieures à 1,04, comme cela est indiqué en détail dans les folios 508 et 509 et dans le tableau inférieur du folio 509.

En ce qui concerne le point 2 de la section 7, l'Argentine a pris en considération, pour le calcul du prix à l'exportation, les transactions à l'importation qui étaient inférieures à la valeur normale, ce qui a donné un prix à l'exportation f.a.b. de 0,90454.

Aux fins du tableau 2 de la section 7, l'Argentine a utilisé les données détaillées sur les transactions à l'exportation de l'annexe qui fait l'objet des folios 485 à 488. Quant aux renseignements utilisés pour calculer le prix à l'exportation f.a.b. pour le point 2, ils figurent dans l'annexe qui fait l'objet des folios 489 à 492.

- **Le tableau figurant à la page 10 de la section 6 du rapport précité inclut-il toutes les importations du produit visé par l'enquête originaires du Brésil durant la période allant de janvier à mai ainsi qu'en août 1997? Le montant total figurant dans ce tableau (1 014,75 dollars EU par tonne métrique) représente-t-il le prix à l'exportation f.a.b. moyen pour le produit considéré importé du Brésil en Argentine durant la période allant de janvier à mai ainsi qu'en août 1997? Veuillez préciser.**

Réponse

Oui, le tableau de la section 6 inclut toutes les importations du produit visé par l'enquête, avec un prix allant de 700 à 1 330 dollars EU par tonne.

- **Le tableau figurant à la page 10 de la section 6 du rapport (folio 480) inclut apparemment des données sur les prix à l'exportation f.a.b. communiquées par le requérant pour la période allant de *janvier à mai ainsi qu'en août 1997*. À la page 12 de la section 7 (page 482 du dossier), le point 2 est libellé comme suit: "compte tenu des données relatives aux prix à l'exportation f.a.b. communiquées par le requérant pour la période allant de *janvier à juin ainsi qu'en août 1997* ...". Au paragraphe 80 de sa première communication écrite, l'Argentine affirme que "les exportations moyennes pour la période allant de *janvier à août 1997* ont été prises en considération". L'Argentine pourrait-elle préciser quelle période a été utilisée pour calculer le prix à l'exportation f.a.b. moyen au cours de 1997?**

Réponse

La période utilisée pour déterminer le prix à l'exportation f.a.b. est celle allant de janvier à juin 1997 ainsi qu'août 1997. Le mois de juillet n'a pas été pris en considération parce que la source argentine officielle, l'Unité de surveillance du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines, ne mentionne aucune importation. En d'autres termes, si la période considérée allait de janvier à août 1997, aucune importation n'a été enregistrée au mois de juillet 1997.

19. En ce qui concerne le paragraphe 79 de la première communication écrite de l'Argentine:

> **"Le département technique concerné a examiné les transactions à l'importation identifiées dans la source en question en vue de déterminer lesquelles correspondaient le mieux au produit visé par l'enquête de façon que le calcul du prix à l'importation puisse être aussi précis que possible."**

Que veut dire l'Argentine par les transactions qui "correspondaient le mieux au produit visé par l'enquête"?

Réponse

Dans son analyse, l'Argentine a cherché à déterminer quelles importations correspondaient aux produits visés par l'enquête en mettant l'accent sur les caractéristiques physiques du produit considéré.

Allégation 5

Question à l'Argentine

20. Compte tenu des déclarations du Brésil au paragraphe 124 de sa première communication écrite, les renseignements sur la valeur normale autres que ceux qui se rapportent au 30 juin 1997 pouvaient-ils "raisonnablement être à la disposition" du requérant?

Réponse

Par la note 273-000887/99 du 29 juillet 1999, section 26, folio 2103 (voir annexe XL de l'Argentine), l'autorité chargée de la mise en œuvre a demandé au requérant davantage d'informations concernant la valeur normale étant entendu que, l'enquête étant ouverte, il serait en mesure de fournir des données, ce qu'il a fait. Il n'en reste pas moins qu'avant l'ouverture de l'enquête, l'autorité a considéré que les éléments de preuve du 30 juin 1997 étaient ceux qui pouvaient raisonnablement être à la disposition du requérant.

Allégation 6

Question au Brésil

21. La partie pertinente du paragraphe 136 de la première communication écrite du Brésil est libellée comme suit:

> **"Si les autorités avaient examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande, elles auraient exigé que le requérant communique les prix de la viande de volaille pour toute la période analysée afin de procéder correctement à une comparaison équitable avec les prix à l'exportation pour la même période."**
>
> **De l'avis du Brésil, quelle est "toute la période analysée"?**

Allégation 9

Questions aux deux parties

22. Dans la présente affaire, en vertu de quel instrument juridique l'enquête a-t-elle été ouverte?

Réponse

L'enquête a été ouverte par la Résolution n° 11/99 du Secrétariat à l'industrie, au commerce et aux mines publiée au Journal officiel du 25 janvier 1999.

23. Quelle interprétation les parties donnent-elles de la citation ci-après, tirée du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Ciment II*: "nous sommes d'avis que l'article 5.7 oblige les autorités à examiner simultanément, plutôt que séquentiellement, les éléments de preuve dont elles disposent au sujet du dumping et du dommage"?

Réponse

Comme l'Argentine l'a déjà indiqué, la simultanéité prescrite par l'article 5.7 exige que les deux analyses soient effectuées en même temps et que les éléments examinés dans ces deux analyses

correspondent à une période qui coïncide suffisamment, compte tenu des différences inhérentes à des enquêtes portant sur l'existence de dumping, d'une part, et d'un dommage, d'autre part.

Allégation 10

Questions aux deux parties

24. Quelles sont les "parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt" au sens de l'article 12.1 de l'Accord antidumping?

Réponse

L'article 12.1 indique que l'autorité chargée de la mise en œuvre notifiera "le ou les Membres ... et les autres parties intéressées qui, à la connaissance des autorités chargées de l'enquête, ont un intérêt en la matière ... et [qu'] un avis sera rendu public".

De son côté, l'article 5.2 ii), énumérant les éléments d'information qui doivent être communiqués par le requérant pour une enquête, y inclut "les noms du ou des pays d'origine ou d'exportation en question, l'identité de chaque exportateur ou producteur étranger connu et une liste des personnes connues pour importer le produit en question".

Par conséquent, l'Argentine considère que la notification doit être adressée aux parties considérées comme intéressées au sens de l'article 6.11, qui sont connues et identifiées de manière à permettre cette notification et en tant que parties intéressées. Tant la notification au pays Membre que l'avis public sont des prescriptions qui visent à compléter la connaissance que l'autorité chargée de la mise en œuvre a soit par elle-même, soit sur la base de renseignements explicites et étayés en provenance de tiers.

25. Quand chacune des parties ci-après a-t-elle été avisée de l'ouverture de l'enquête: gouvernement brésilien, Avipal, Seara, Frigorifico Nicolini, Sadia, Frangosul, Chapeco, Minuano, Perdigao, Catarinense, CCLP, Pena Branca, et Comaves?

Réponse

Pour la réponse à la question n° 25, prière de se reporter aux renseignements figurant dans les tableaux ci-joints en tant qu'annexes XLI, XLII, XLIII, XLIV, XLV, XLVI, XLVII, XLVIII, XLIX, L, LI et LXI de l'Argentine. L'annexe LXI de l'Argentine donne en outre la liste des notifications adressées par la DCD aux différentes parties à deux stades différents: premièrement, une fois l'enquête officiellement ouverte, et deuxièmement, à la suite de la communication de l'entreprise Interamericana Comercial.

Question à l'Argentine

26. Comment l'Argentine concilie-t-elle les faits suivants: les exportateurs étaient répertoriés dans le rapport du 7 janvier 1998 relatif à la viabilité de l'ouverture de l'enquête sur l'existence d'un dumping, mais ils n'ont apparemment pas été avisés?

Réponse

L'Argentine avait obtenu des indications d'un certain nombre d'exportateurs, sans que cela constitue en soi une "identification" qui aurait permis de leur adresser les questionnaires pertinents. Afin de les aviser, elle a demandé la coopération du gouvernement brésilien, qui avait connaissance de la demande avant l'ouverture de l'enquête (voir le paragraphe 112 de la première communication écrite de l'Argentine). Malheureusement, les renseignements n'ont pas été fournis et c'est seulement

alors que l'enquête était déjà bien avancée qu'il a été possible d'adresser une notification aux exportateurs en question grâce aux renseignements communiqués par l'entreprise importatrice Interamericana Comercial, comme cela est expliqué dans la première communication écrite de l'Argentine (paragraphes 118 et 119).

Il convient aussi de se reporter aux folios 3020 et 3021 du rapport sur la détermination finale de la marge de dumping du 23 juin 2000. L'obligation d'adresser une notification aux parties intéressées existe bel et bien mais l'Argentine a pris les mesures nécessaires à cet égard en avisant directement les exportateurs identifiés de la manière appropriée pour cette notification et en demandant son concours au pays Membre exportateur. Cela ne signifie aucunement que la charge a été déplacée vers le Brésil – il s'agissait seulement d'obtenir, par son intermédiaire, la participation d'exportateurs brésiliens au cours de l'enquête, dès l'ouverture même de celle-ci, comme le prévoit l'Accord lui-même.

Allégation 11

Question aux deux parties

27. Quel est le sens du terme "questionnaires" figurant à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping? De l'avis des parties, le terme "questionnaires" désigne-t-il uniquement les questionnaires fournis au stade initial de l'enquête?

Réponse

L'article 6.1 énonce l'obligation d'aviser les parties des renseignements exigés et de leur ménager la possibilité de présenter par écrit tous les éléments de preuve pertinents. L'article 6.1.1 mentionne l'existence de questionnaires à envoyer aux exportateurs ou aux producteurs étrangers, soit directement, soit par l'intermédiaire des représentations du pays Membre exportateur, et fixe un minimum de 30 jours pour les réponses, en indiquant que les demandes de prorogation devraient être prises en considération avec une faveur particulière.

À cet égard, la pratique de l'Argentine est, conformément à la législation en vigueur, la suivante: des questionnaires sont envoyés dès l'ouverture de l'enquête, le délai prescrit est accordé, puis si, du fait de la procédure, des renseignements additionnels ou complémentaires sont indispensables, le délai fixé est directement lié à leur nature et les demandes de prorogation sont, dans ce cas aussi, prises en considération.

Questions à l'Argentine

28. Quelle est la nature des demandes adressées à certains exportateurs brésiliens le 15 septembre 1999? En particulier, ces demandes sont-elles des questionnaires originaux? Sont-elles identiques aux questionnaires adressés aux autres exportateurs antérieurement dans le cadre de l'enquête? Veuillez préciser.

Réponse

L'autorité chargée de la mise en œuvre a eu connaissance d'indications qui lui ont permis de contacter d'autres exportateurs brésiliens à un stade avancé de la procédure, grâce à l'entreprise importatrice Interamericana Comercial, qui avait demandé que des éléments de preuve soient recherchés. L'autorité a donc demandé ces éléments de preuve qui consistaient entre autres choses en prix de vente sur le marché intérieur, prix à l'exportation et coûts et, à seule fin de répondre de manière adéquate aux prescriptions générales et de permettre aux exportateurs de joindre tout autre renseignement qui leur paraîtrait important, elle a également annexé à cette demande une copie des formulaires envoyés à titre de questionnaires au début de l'enquête.

Prière de se reporter aussi aux paragraphes 118 et 119 de la première communication écrite de l'Argentine.

29. En ce qui concerne le paragraphe 135 de la première communication écrite de l'Argentine:

> **"... il faudrait souligner que la CNCE n'a remis le questionnaire, en pleine conformité avec les dispositions de l'article 6.1, qu'à huit exportateurs ..."**

Quels sont les huit exportateurs auxquels la CNCE a adressé le questionnaire concernant le dommage? Quand ces questionnaires ont-ils été adressés à ces exportateurs? Comment et quand la CNCE a-t-elle obtenu les adresses de ces huit exportateurs? Veuillez fournir des exemplaires des communications de la CNCE à ces exportateurs.

Par ailleurs, le questionnaire de la DCD a été adressé à cinq exportateurs: pourquoi n'a-t-il pas été expédié à ces mêmes huit exportateurs auxquels la CNCE a adressé son questionnaire?

Réponse

Pour répondre d'abord à la dernière question, la DIRECTION DE LA CONCURRENCE DÉLOYALE (DCD) et la COMMISSION NATIONALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (CNCE) sont des organes différents, le premier étant compétent pour déterminer l'existence d'un dumping et le second, celle d'un dommage.

Conformément aux règles de procédure de l'Argentine, la DCD et la CNCE agissent indépendamment dans leurs domaines respectifs de compétence.

Le 10 février 1999, le "Questionnaire à l'exportateur" de la CNCE a été adressé aux entreprises brésiliennes Sadia, Frangosul, Avipal, Frigorífico Nicolini et Seara (des exemplaires des notes respectives, dont les originaux figurent dans les folios 3092 à 3096 du dossier n° 43/97 de la CNCE, sont joints en tant qu'annexe LII de l'Argentine). Comme cela est expliqué dans l'Acte n° 576, "... les exportations vers l'Argentine mentionnées par les entreprises brésiliennes qui ont répondu au "Questionnaire à l'exportateur" de la CNCE ont représenté plus de la moitié du total des importations de volailles vidées entières en provenance du Brésil en 1995, 1996, 1997 et 1998 ..."

La liste des entreprises qui ont répondu à ce questionnaire entre le 22 février et le 3 mai est donnée ci-après, avec l'indication des folios correspondants dans le dossier n° 43/97 de la CNCE:

QUESTIONNAIRE À L'EXPORTATEUR	RÉPONSES
Seara	OUI (folio 3464/82)
Frigorífico Nicolini	OUI (folio 4556/68)
Avipal	OUI (folio 4868/896)
Sadia	OUI (folio 5296/308)
Frangosul	OUI (folio 4904/61)

30. L'adresse de Comaves Industrial figurait-elle sur les factures jointes à la communication d'Interamericana Comercial S.R.L. adressée à la DCD le 21 avril 1999 (pièce n° 7 de l'Argentine)? Pourriez-vous fournir des exemplaires de ces factures?

Réponse

L'autorité chargée de la mise en œuvre a bien eu entre les mains une facture adressée par l'entreprise importatrice dans laquelle figurait une adresse présumée de l'entreprise Comaves Industrial (section 27, folio 2296, feuillet 4), mais cette facture n'indiquait pas clairement qu'il s'agissait d'une entreprise productrice-exportatrice et que c'était son domicile actuel. Un exemplaire de ladite facture est joint en tant qu'annexe LIII de l'Argentine.

31. Nous nous référons à votre déclaration au paragraphe 134 de votre première communication écrite selon laquelle "les autorités chargées de l'enquête ont accordé aux exportateurs brésiliens un délai plus long que celui qui est spécifié dans l'Accord pour répondre aux questionnaires de la DCD". Faudrait-il accorder la période de 30 jours prévue à l'article 6.1.1 dès le départ, lorsque le questionnaire est envoyé pour la première fois, ou suffit-il d'accorder une période plus courte au départ, à condition que la période totale ménagée pour les réponses soit d'au moins 30 jours?

Réponse

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter aux renseignements fournis dans les tableaux qui font l'objet des annexes XLI à LI et LXI.

Sans préjudice de ce qui précède, il est précisé que l'Argentine accorde aux exportateurs les 30 jours prescrits par l'Accord antidumping pour remettre les formulaires, comme l'indique le formulaire lui-même. Les exportateurs ont droit à 30 jours et les 30 jours sont accordés. L'alternative examinée par le Groupe spécial consistant à accorder initialement une période plus courte, puis à porter le nombre de jours à 30 n'est pas le système appliqué par l'Argentine. Ce qu'a dit l'autorité chargée de la mise en œuvre, c'est qu'outre les 30 jours, elle a accordé les prorogations demandées. Il est entendu que les délais accordés pour répondre aux demandes doivent être fonction de la nature et de la complexité de celles-ci. C'est pourquoi le délai de base de 30 jours pour répondre à la totalité du questionnaire servant de fondement à l'enquête à son début est approprié.

Allégation 12

Questions aux deux parties

32. Quel est le sens du terme "participant" figurant à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping? Les parties considéreraient-elles que les sociétés qui savent qu'une enquête est en cours mais qui ne se montrent pas intéressées par ladite enquête constituent des "parties [...] participant à l'enquête"?

Réponse

Pour être en mesure de répondre à cette question, l'Argentine demande au Groupe spécial de la préciser. Elle estime toutefois que les parties intéressées sont celles qui ont confirmé au cours de l'enquête qu'elles l'étaient en indiquant qu'elles souhaitaient y participer.

33. Quel est le sens de l'expression "dans les moindres délais" employée à l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping?

Réponse

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter au dernier paragraphe de la réponse à la question n° 35.

Allégation 14

Questions aux deux parties

34. Quels sont les "exportateurs connus" au sens de l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping? En particulier, les producteurs dans le pays exportateur qui ont été désignés comme exportateurs du produit considéré par le requérant dans la demande constitueraient-ils des "exportateurs connus"?

Réponse

L'Argentine considère que les "exportateurs connus" sont ceux dont le domicile est connu, de même que toutes les données nécessaires pour les identifier et leur adresser les notifications pertinentes. L'autorité du pays Membre qui ouvre une enquête ne doit pas nécessairement posséder des renseignements complets sur les exportateurs. En fait, l'Accord antidumping voit dans la participation du pays Membre exportateur un moyen approprié d'obtenir tous les renseignements voulus pour que l'existence de l'enquête ainsi que la documentation nécessaire pour y participer activement puissent être portées à la connaissance de ses producteurs.

35. Les parties approuveraient-elles la constatation du Groupe spécial *Guatemala - Ciment II* selon laquelle "la locution "dès que" exprime un fort sentiment d'urgence" et les termes "dès que" et "immédiatement" peuvent être considérés comme interchangeables? Veuillez préciser.

Réponse

Le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* indique que la locution "dès que" exprime un fort sentiment d'urgence. Il ajoute que les termes "dès que" et "immédiatement" peuvent être considérés comme interchangeables. L'Argentine estime à cet égard que l'interprétation du Groupe spécial doit être replacée dans son contexte et ne peut aucunement empêcher que les termes soient évalués en prenant en considération la totalité du contexte constitué par la législation applicable et les procédures internes. Dans le cas de l'Argentine, cette législation et ces procédures ont été notifiées aux pays Membres et n'ont pas été contestées.

Prendre pleinement en considération le contexte dans lequel les termes s'inscrivent entraîne des différences en ce qui concerne l'interprétation et la conclusion relative à l'interchangeabilité des termes. Le contexte et le but de l'affaire *Guatemala II* ne sont pas identiques à ceux qui sont examinés en l'espèce.

Il s'agit dans la présente affaire de tendre vers l'élimination des obstacles injustifiés au commerce entre les pays. En d'autres termes, faire en sorte que des mesures qui sont en vigueur ou des enquêtes qui sont en cours ne soient pas maintenues ou poursuivies lorsque l'on apprend qu'elles ne sont pas appropriées dans le cadre des dispositions de l'Accord antidumping.

Dans une affaire où existent des droits qui sont protégés par les législations, le terme "dès que" doit prendre en compte la nécessité d'aller aussi vite que possible et d'être compatible avec cet objectif, d'une part, et celle de se conformer aux dispositions juridiques pertinentes, d'autre part.

Question au Brésil

36. Quel est le sens des termes "dès qu'une enquête aura été ouverte" employés à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping? En l'espèce, quand l'enquête a-t-elle été ouverte?

Question à l'Argentine

37. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 42 et 43 de la première déclaration orale du Brésil

Réponse

En ce qui concerne le paragraphe 42 de la première déclaration orale du Brésil, l'Argentine donne au terme "*facilitar*", en se fondant sur sa signification en espagnol, le sens de permettre d'accéder à une chose ou à un élément qui présente un intérêt pour l'autre partie. Autrement dit, notre interprétation n'est pas sensiblement différente de celle du Brésil, ni de celle de divers États Membres pour ce qui est de la question précise en cause. La différence que le Brésil cherche à faire apparaître s'applique à la manière dont l'accès à cet élément est "*facilitado*". L'exemplaire de la demande est à la disposition des parties intéressées et du gouvernement du pays exportateur dès le début de l'enquête et les parties intéressées qui sont dûment accréditées en vertu de la législation argentine bénéficient d'un accès permanent au dossier dans toute la mesure du possible.

En ce qui concerne le paragraphe 43, il convient de faire observer, pour ce qui est de la documentation fournie par Sadia et Frangosul (section X, folio 1012, feuillet 4) que, par exemple, si Sadia explique que les spécifications techniques des produits commercialisés au Brésil et en Argentine sont les mêmes, dans la section IX, folio 999 (annexe XXIII à la première communication écrite de l'Argentine), le représentant de Sadia, qui est également celui de Frangosul, Seara et Avipal, conteste d'une certaine manière l'ajustement fait sans dire comment il devrait l'être.

C'est pourquoi l'Argentine considère comme insuffisantes les simples allégations du représentant – il aurait fallu qu'elles s'appuient sur des documents permettant de les vérifier.

Allégation 15

Question au Brésil

38. En ce qui concerne les pièces n° 22, 23, 24 et 26 du Brésil, veuillez indiquer précisément où les exportateurs ont déclaré que la viande de volaille vendue à l'Argentine était identique à celle qui est vendue à l'intérieur du Brésil.

Question à l'Argentine

39. Le Brésil a affirmé que les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas demandé de pièces justificatives pour tous les renseignements requis des exportateurs. Veuillez préciser.

Réponse

Les déclarations du Brésil sur cette question témoignent de confusions qui semblent découler d'une interprétation des procédures déterminée par la façon particulière dont ce pays les applique et non d'un examen méthodique et systématique de la manière de procéder de l'autorité argentine chargée de la mise en œuvre. Il convient d'expliquer en premier lieu que la procédure suivie par cette autorité est portée à la connaissance des parties par le biais des dispositions juridiques qui la régissent et des instructions jointes aux demandes de renseignements. Par conséquent, l'autorité, comme cela est habituel et conforme à sa procédure, a demandé des pièces justificatives étayant ses arguments dans la mesure où ils se fondent sur des documents qui sont pour l'essentiel en la possession de cette partie. Cette demande est faite simultanément à toutes les parties concernées et n'est donc pas un facteur de discrimination entre les exportateurs ou un moyen de leur cacher quoi que ce soit.

L'Argentine n'a pas demandé d'exemplaires de toutes les factures mais seulement les pièces justificatives étayant ses arguments. Sur la base des renseignements fournis par les parties tout au long de la procédure, l'autorité détermine si elle a besoin de documents venant compléter ceux qu'elle a déjà demandés dans le questionnaire à l'exportateur.

Allégation 17

Question à l'Argentine

40. Dans sa détermination finale, ou dans tout autre document mis à la disposition des parties intéressées, où la DCD explique-t-elle pourquoi elle a rejeté les données pertinentes des exportateurs concernant les prix à l'exportation?

Réponse

Le rapport sur les actions entreprises (folio 2757, section 63) – pièce n° 28 du Brésil – indique précisément quels renseignements fournis au cours de la procédure l'Argentine prendrait en considération pour sa détermination finale. Par ailleurs, le rapport sur la détermination finale (pièce n° 15 du Brésil) mentionne aussi les raisons pour lesquelles des déterminations individuelles de la marge de dumping n'ont pas été faites.

Comme cela a été dit plus haut et comme le savent les parties, les renseignements fournis doivent être présentés conformément aux dispositions formelles et de fond de la législation argentine ainsi qu'aux instructions figurant expressément dans les demandes de renseignements. Le non-respect de ces stipulations empêche l'autorité chargée de la mise en œuvre d'utiliser les renseignements comme il convient sur le plan juridique aux fins de ses déterminations.

Allégation 19

Question au Brésil

41. L'Argentine affirme que les données de Frangosul concernant la valeur normale ont été communiquées hors délai. Veuillez présenter vos observations.

Allégation 20 (entre autres choses)

Question à l'Argentine

42. En ce qui concerne le paragraphe 190 de la première communication écrite de l'Argentine, veuillez fournir des exemplaires des "plusieurs notifications" qui ont été adressées à Frangosul "demandant de fournir les listes des *Notas fiscales*". Quelle était la date limite pour la communication des données concernant la valeur normale par Frangosul?

Réponse

Des exemplaires des "nombreuses *notas fiscales*" demandés à Frangosul ont déjà été joints à la première communication écrite de l'Argentine en tant qu'annexes 27 et 28. Toutefois, l'annexe XLV de l'Argentine, ci-jointe, comporte un tableau donnant la liste de toutes les notifications adressées à Frangosul. Des exemplaires des *notas* demandées sont également joints en tant qu'annexe LIV de l'Argentine.

La date limite finale fixée à l'entreprise Frangosul a été indiquée dans la note de la DCD n° 273-001413/99, qui a prévu "une période n'excédant pas cinq jours suivant la réception de la présente note". Cette dernière est jointe en tant qu'annexe LV de l'Argentine. Après expiration de ce

délai, le 29 novembre 1999, l'entreprise a, le 30 décembre 1999, fait un envoi contenant une disquette. Autrement dit, dans un délai plus long que celui accordé par la DCD.

43. Précisément, quelle données concernant la valeur normale la DCD a-t-elle demandé à Catarinense de fournir? Veuillez présenter des pièces justificatives.

Réponse

Pour que le Groupe spécial puisse mieux comprendre cette question, il convient de faire observer qu'en ce qui concerne Catarinense, le rapport sur la détermination finale indique, dans ses folios 3053 et 3054, que les renseignements fournis sur la valeur normale ont été communiqués sur une base globale dans les annexes V et VI et portent sur une période plus longue. Il a également été précisé que ces renseignements n'avaient pas été confirmés par des documents. Le fait qu'ils aient été fournis sous une forme globale n'a pas permis à l'autorité chargée de la mise en œuvre de ne prendre en considération que ceux qui se rapportaient à la période visée par l'enquête.

44. Veuillez indiquer où, dans la détermination finale de la DCD, sont données les raisons pour lesquelles des marges de dumping individuelles n'ont pas été calculées pour Frangosul et Catarinense?

Réponse

Encore une fois, en ce qui concerne Catarinense, le rapport sur la détermination finale (pièce n° 15 du Brésil) indique, dans ses folios 3053 et 3054, que les renseignements fournis sur la valeur normale ont été communiqués sous une forme globale dans les annexes V et VI, et portent sur une période plus longue. Il a également été précisé que ces renseignements n'avaient pas été confirmés par des documents.

Le rapport final contient également, dans le folio 3087, la déclaration ci-après: "Enfin, il est souligné que dans le cas des entreprises Catarinense Limitada, Frangosul, Comaves, Da Granja Agroi, Sadia Concordia, Minuano De Alimentos, Acaua Industria, Felipe Avicola, Agroi, Veneto, Chapeco et Litoral Alimen, l'autorité chargée de la mise en œuvre ne disposait pas de renseignements additionnels ou de pièces justificatives suffisants pour lui permettre d'établir une détermination finale individuelle de la marge de dumping. Tel étant le cas, l'autorité chargée de la mise en œuvre avait dû s'en remettre à la législation en vigueur en la matière en prenant en considération à cet effet les meilleurs renseignements qu'elle avait obtenus dans des phases antérieures de la procédure ..."

45. Veuillez indiquer où, dans la détermination finale de la DCD, ou dans tout autre document établi par la DCD à ce moment là, sont données les raisons pour lesquelles des marges de dumping individuelles n'ont pas été calculées pour Frangosul et Catarinense. La DCD disposait-elle de données suffisantes concernant les prix à l'exportation pour ce qui est de ces deux exportateurs?

Réponse

Il est indiqué une fois de plus que le rapport de la DCD sur la détermination finale (pièce n° 15 du Brésil) contient, dans le folio 3087, la déclaration ci-après: "Enfin, il est souligné que dans le cas des entreprises Catarinense Limitada, Frangosul, Comaves, Da Granja Agroi, Sadia Concordia, Minuano De Alimentos, Acaua Industria, Felipe Avicola, Agroi, Veneto, Chapeco et Litoral Alimen, l'autorité chargée de la mise en œuvre ne disposait pas de renseignements additionnels ou de pièces justificatives suffisants pour lui permettre d'établir une détermination finale individuelle de la marge de dumping. Tel étant le cas, l'autorité chargée de la mise en œuvre avait dû s'en remettre à la législation en vigueur en la matière en prenant en considération à cet effet les meilleurs renseignements qu'elle avait obtenus dans des phases antérieures de la procédure ..."

En ce qui concerne Frangosul, seule une documentation sur les prix à l'exportation a été fournie, à l'exclusion de tout renseignement concernant les prix de vente sur le marché intérieur. Il est absolument évident que l'autorité chargée de la mise en œuvre ne disposait pas des éléments nécessaires pour calculer les marges de dumping individuelles étant donné que, comme cela ressort de l'Accord, cette marge découle du rapport entre ces deux valeurs et que c'est justement l'exportateur lui-même qui connaît les prix de vente sur le marché intérieur. Pour ce qui est de Catarinense, prière de se reporter à la réponse à la question n° 43.

Allégation 19

Questions au Brésil

46 a) Veuillez fournir un exemplaire de la réponse de Catarinense au questionnaire datée du 3 novembre 1999.

46 b) L'Argentine affirme que les données de Frangosul concernant la valeur normale ont été communiquées hors délai. Veuillez présenter des observations.

Allégation 21

Question à l'Argentine

47 a) Aux paragraphes 340 à 350 de sa première communication écrite, le Brésil affirme que certains renseignements n'ont pas été communiqués aux exportateurs. Veuillez indiquer précisément où, le cas échéant, ces renseignements peuvent être trouvés dans le rapport de l'autorité du 4 janvier 2000.

Réponse

Le rapport sur les actions entreprises (pièce n° 28 du Brésil) indique clairement quels renseignements ont été fournis par chacun des exportateurs au cours de la procédure et, sur ces renseignements, quelle documentation allait ou non être utilisée pour la détermination finale de la marge de dumping. Les parties VIII, VIII.1 et VIII.3 et suivantes sont particulièrement pertinentes à cet égard.

Toutefois, pour une meilleure compréhension de cette question, prière de se reporter aux tableaux joints en tant qu'annexes XLI à LI et LXI.

Allégation 23

Questions à l'Argentine

47 b) La DCD a-t-elle demandé à Sadia de fournir des renseignements additionnels concernant sa demande visant à obtenir un ajustement au titre du "flete interno" (à savoir, après que Sadia a communiqué les données figurant à l'annexe VIII de sa réponse au questionnaire)?

Réponse

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter aux renseignements figurant dans le tableau joint en tant qu'annexe XLIV.

48. Veuillez fournir un exemplaire du document Expediente n° 061-000739/2000, mentionné à la page 95 de la détermination finale de l'existence d'un dumping établie par la DCD (pièce n° 15 du Brésil). Veuillez aussi fournir un exemplaire du document Expediente n° 061-000663/2000, mentionné à la page 97 du même document.

Réponse

Des exemplaires des dossiers n° 061-000739/2000 et 061-000663/2000 sont joints en tant qu'annexes LVI et LVII de l'Argentine, respectivement.

Questions au Brésil

49. Quand Avipal a-t-elle demandé pour la première fois un ajustement de la valeur normale au titre du fret? Avipal a-t-elle présenté des pièces justificatives avec sa demande? Dans l'affirmative, veuillez fournir un exemplaire de ces pièces justificatives.

50. L'argument du Brésil concernant le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas utilisé les renseignements communiqués par les exportateurs se limite-t-il aux ajustements aux fins de l'article 2.4, ou bien vise-t-il aussi d'autres facteurs/allégations?

Allégations 23 à 27

Question au Brésil

51. Veuillez indiquer précisément quels éléments de preuve versés au dossier n'ont, selon vous, pas été utilisés par les autorités chargées de l'enquête.

Question à l'Argentine

52. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 61 et 65 de la première déclaration orale du Brésil.

Réponse

Le premier point à élucider a trait à ce que signifie, de l'avis des Membres, l'expression "charges excessives". Si on le pousse à l'extrême, ce concept pourrait aboutir à vider de son sens la demande de renseignements adressée aux parties. Les renseignements demandés ont pu représenter pour chaque exportateur une charge proportionnelle à son importance relative dans le commerce mais ils sont équivalents à ceux qui sont demandés à toutes les autres parties, dans toutes les enquêtes, et qui sont communiqués, comme dans la présente affaire, par quelques-uns des producteurs-exportateurs. En tout état de cause, les exportateurs, comme toutes les autres parties intéressées, avaient la possibilité de se mettre en rapport avec l'autorité chargée de la mise en œuvre et d'expliquer qu'ils considéraient que les éléments de preuve qu'ils devaient fournir étaient "excessifs" (en qualité et quantité), en fournissant à cet égard des justifications suffisantes. Or, les parties n'ont pas eu recours pendant l'enquête à cette possibilité qui leur est offerte par la procédure elle-même, "omission" qui est maintenant présentée au Groupe spécial comme un manquement de l'autorité chargée de la mise en œuvre à l'obligation d'entreprendre des actions suffisantes. L'Argentine tient également à préciser au Groupe spécial qu'elle n'a jamais demandé et encore moins exigé que les exportateurs fournissent un exemplaire de facture pour "toutes les transactions". L'Argentine n'a pas pu trouver la partie du dossier auquel le Brésil faisait référence à cet égard, ce qui est logique étant donné qu'elle n'a pas formulé une telle demande.

Sans préjudice de ce qui précède, l'Argentine fait observer en ce qui concerne le paragraphe 61 qu'elle n'a pas considéré que la demande de renseignements adressée aux

producteurs-exportateurs représentait une charge excessive, étant donné que certains exportateurs ont communiqué des renseignements qui étaient bel et bien conformes aux demandes de la DCD. Par ailleurs, si certains exportateurs avaient considéré comme excessifs les éléments de preuve à fournir, ils auraient dû en informer l'autorité en expliquant qu'il leur était impossible de les communiquer. Or, ils ne l'ont jamais fait.

Il serait d'autre part souhaitable que le Brésil indique, en ce qui concerne le paragraphe 65, à quel endroit du dossier l'Argentine a exigé que les exportateurs communiquent "un exemplaire de facture pour toutes les transactions sur le marché intérieur". Les tableaux joints en tant qu'annexes XLI et LI et LXI montrent exactement quelles demandes de renseignements ont été faites par l'Argentine.

Allégation 24

Question à l'Argentine

53. Certaines données (concernant les ajustements) présentées par la JOX semblent avoir été rejetées parce qu'elles ont été communiquées en portugais. Si tel était le cas, pourquoi d'autres données de la JOX – également communiquées en portugais – ont-elles été admises par la DCD (pièces n° 19 et 32 du Brésil), concernant les données relatives à la valeur normale et l'ajustement au titre des différences dans les caractéristiques physiques)?

Réponse

Les renseignements de la JOX soumis par la CEPA dans le dossier n° 61-006544/99 (section 25 – folio 2096) (pièce n° 19 du Brésil) ont été traduits à la suite d'une demande de l'autorité chargée de la mise en œuvre formulée dans la note n° 273-000887/99 (folio 2103 – section 26) (voir l'annexe LVIII de l'Argentine). Cette traduction a été communiquée dans le dossier n° 061-006874/99 (folio 2115 – section 26) (voir l'annexe LIX).

Comme on peut le constater, l'autorité chargée de la mise en œuvre a examiné les éléments de preuve de la valeur normale qui ont été traduits conformément aux dispositions de la Loi sur les procédures administratives et du décret réglementaire qui s'y rapporte.

Allégation 25

Question au Brésil

54. Veuillez fournir toutes les réponses des exportateurs aux sections B.2 et C.1.1 du questionnaire de la DCD (tel qu'il figure dans les "folios" 8 et 9 dans la pièce n° 22 du Brésil).

Allégation 26

Question à l'Argentine

55. Les données additionnelles concernant la valeur normale communiquées par la CEPA le 26 juillet 1999 (pièce n° 19 du Brésil) ont-elles été utilisées par la DCD pour faire une détermination finale de l'existence d'un dumping?

Réponse

Oui, ces renseignements ont été examinés lors de la phase de la détermination finale, comme le montre le rapport sur les actions entreprises avant la clôture de la période consacrée à la présentation des éléments de preuve, daté du 4 janvier 1999 (folios 2809 à 2811), partie VIII.1.2.2 et

dans le rapport sur la détermination finale de la marge de dumping (folios 3038 à 3040), partie VIII.1.2.2.

56. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 59 de la déclaration orale du Brésil.

Réponse

L'autorité chargée de la mise en œuvre a procédé aux ajustements en question dans la mesure où ils étaient justifiés par des éléments de preuve, tels qu'exigés à cet effet par la législation argentine, dont les parties avaient connaissance. À cet égard, la Loi sur les procédures administratives et le Décret réglementaire n° 1759/72 qui s'y rapporte sont applicables aux procédures antidumping, à titre supplétoire, comme l'indique le décret réglementaire se rapportant à la Loi n° 24425. L'article 28 dudit Décret n° 1759/72 se rapportant à la Loi sur les procédures administratives dispose que les documents relevant d'une juridiction étrangère doivent être présentés avec une traduction en espagnol faite par un traducteur agréé. Conformément à cette législation et étant donné que la documentation fournie par JOX Asesoria à la suite d'une demande additionnelle de l'autorité chargée de la mise en œuvre n'était pas accompagnée d'une traduction et qu'aucun des exportateurs n'en a communiqué une, les ajustements au titre du fret interne et des impôts n'ont pas été effectués.

L'autorité chargée de la mise en œuvre a dit clairement que sachant qu'il pouvait y avoir des facteurs nécessitant un ajustement, elle avait besoin de renseignements étayés par des éléments de preuve pertinents et que s'ils étaient conformes à la législation en vigueur, ils seraient pris en considération aux fins de ses déterminations. Toute autre approche entraînerait des violations de la législation argentine, de l'Accord lui-même et du droit légitime de toutes les parties concernées à défendre leurs intérêts et à être traitées équitablement. En l'espèce, cela ressort clairement du fait que les exportateurs brésiliens Sadia, Avipal, Nicolini et Seara ont effectivement communiqué la documentation pertinente et qu'elle a été examinée afin de faire une détermination individuelle de la marge de dumping.

Allégation 27

Question à l'Argentine

57. Veuillez expliquer exactement pourquoi l'échantillon de transactions intérieures de la DCD (utilisé pour calculer la valeur normale) était valable d'un point de vue statistique. Une telle explication figure-t-elle dans la documentation finale de la DCD, ou dans tout autre document mis à la disposition des parties intéressées? Dans l'affirmative, où?

Réponse

Un échantillon est valable d'un point de vue statistique avec une marge d'erreur acceptable. Le fait que tout l'éventail de renseignements n'a pas été utilisé est justifié par l'impossibilité d'y accéder, le manque de temps pour les traiter tous et la nécessité de réduire le nombre d'erreurs liées au traitement de grandes quantités de données. C'est pourquoi on a recours aux statistiques pour tirer de l'examen d'échantillons des déductions concernant des paramètres de la population. Rappelons que l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 prévoit l'utilisation de méthodes statistiques pour déterminer la valeur normale.

Prière de se reporter, à cet égard, à l'explication donnée par la DCD dans le rapport sur la détermination finale (pièce n° 15 du Brésil), folios 3046 et 3047.

Allégations 28 à 30

Question à l'Argentine

58. En ce qui concerne l'assertion entre parenthèses à la deuxième ligne du paragraphe 55 de la première déclaration orale de l'Argentine, le "prix à l'exportation minimal" a-t-il été déterminé pour chaque exportateur (aux fins du droit antidumping variable) comme étant inférieur, équivalent ou supérieur à la valeur normale calculée (au cours de l'enquête) pour chaque exportateur respectivement?

Réponse

L'Argentine s'est efforcée de suivre la suggestion faite dans l'Accord antidumping et d'utiliser une valeur inférieure à la marge de dumping dans les conditions fixées par l'Accord pour faire en sorte que le commerce entre les Membres puisse bénéficier de la concurrence sans qu'il soit porté préjudice à la branche de production nationale.

Dans le cas d'AVIPAL, la valeur retenue était à peine inférieure à la valeur normale déterminée au cours de l'enquête. Dans le cas de SADIA, elle était inférieure: la valeur normale déterminée était de 0,94 et la valeur appliquée de 0,92. Pour les autres entreprises, elle était également inférieure, la valeur normale déterminée étant de 1,0385 et la valeur à l'exportation minimale appliquée de 0,98.

Allégations 32 à 40

Questions à l'Argentine

59. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 69 et 70 et 79 à 82 de la première déclaration orale du Brésil.

Réponse

Paragraphes 69 et 70

Tout d'abord, il n'y a pas d'obligation d'analyser un indicateur en dehors de la période fixée par les autorités comme période visée par l'enquête.

Conformément à la pratique internationale suivie dans certains pays, l'Argentine a examiné un certain nombre de variables publiquement accessibles pour confirmer les tendances observées au cours de la période visée par l'enquête. S'il fallait chercher à actualiser constamment tous les indicateurs au cours de l'enquête, comme le Brésil semble le suggérer en l'espèce, l'enquête ne s'achèverait jamais. Tel n'est pas, répétons-le, l'objectif de l'Accord antidumping, ni la pratique des pays qui, comme l'Argentine, examinent certains indicateurs pertinents à titre de référence.

Observations sur les paragraphes 79 à 82

Paragraphe 79

L'Argentine répète ce qu'elle a dit aux paragraphes 277 à 282 de sa première communication écrite. Elle tient à expliquer au Groupe spécial que l'évolution du facteur productivité a été analysée spécifiquement dans l'Acte n° 576 de la CNCE, comme cela a été fait pour tous les facteurs mentionnés dans l'Accord antidumping. En effet, il est dit dans cet acte que, "... la stabilité relative du nombre d'employés en dépit des accroissements observés de la production donne à penser que la productivité physique de la main-d'œuvre a augmenté, en raison, probablement, de l'introduction de

nouvelles technologies dont il a été fait état". Le Brésil appelle l'attention du Groupe spécial sur le fait que les données présentées – production, emploi, salaires et structure des coûts – ne se rapportent pas spécifiquement au facteur productivité. L'Argentine se demande pourquoi le Brésil appelle l'attention du Groupe spécial sur cette question étant donné que les facteurs cités sont ceux qui ont rendu possible l'analyse de la CNCE.

Paragraphe 80

L'Argentine répète ce qu'elle a dit au paragraphe 292 de sa première communication écrite. Le Brésil ne trouve pas d'évaluation d'autres facteurs qui ont influé sur le prix des volailles entières vidées au cours de la période visée par l'enquête mais cette évaluation figure aussi bien dans l'Acte n° 576 de la CNCE que dans le rapport technique. En fait, pour ce qui est de l'évolution du prix d'un produit de substitution – les viandes rouges – ce dossier indique ce qui suit: "Un exercice économétrique a montré que pour la période allant de janvier 1995 à juin 1999, le prix du produit sur le marché intérieur a été fonction du volume des importations du mois précédent, du prix du produit importé et du prix de la viande de bœuf. L'inclusion du prix du maïs dans le modèle en question n'a pas donné de résultats satisfaisants, ce qui indique que l'importante variabilité du prix des volailles entières vidées n'est pas liée à l'évolution du prix du maïs. Des tendances similaires ont néanmoins été observées pour les deux variables ...". Cette analyse est fondée sur les éléments figurant dans le rapport technique (folios 7371, 7372 et 7491 à 7507). L'Acte n° 576 de la CNCE mentionne aussi l'analyse de l'évolution du niveau général d'activité, indiquant que "la récession économique n'a pas particulièrement influé sur la consommation de volailles entières vidées, qui a continué de croître (en 1998, elle a augmenté de 14 pour cent). Enfin, en ce qui concerne les prix relatifs, l'Acte n° 576 de la CNCE indique que "... le prix des produits industriels pris dans leur ensemble et de la viande de bœuf – représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, morceaux découpés dans les quartiers de devant et d'arrière-train – a évolué de la même façon que les recettes provenant des ventes susmentionnées, bien que dans le cas de la viande de bœuf, l'examen des variations annuelles ait fait apparaître une baisse plus forte en 1998 du fait de la majoration de son prix constatée cette année-là." Cette analyse a été corroborée par les renseignements fournis dans le rapport technique, notamment dans le tableau 16 (folio 7474) et dans la description qui en est faite (folio 7410). En ce qui concerne le tableau 16 du rapport technique, l'Argentine fait observer que, selon le Brésil, il ne contient que la recette moyenne des ventes de viande de volaille, alors qu'en fait, il donne aussi les prix relatifs susmentionnés.

Paragraphe 82

L'Argentine a évalué les comptes spécifiques des entreprises et les principales variables économiques et financières figurant dans les instruments comptables et financiers exigibles du fait de leur qualité de personne morale. Ce sont ces facteurs qui définissent entre autres éléments la capacité d'une entreprise de se procurer des capitaux et, par conséquent, son potentiel de croissance et d'investissement. Contrairement à ce que le Brésil allègue au paragraphe 82 de sa déclaration orale du 25 septembre 2002, cette explication figure dans le rapport technique GEGE/ITDF 03/99 et dans l'Acte n° 576.

60. Veuillez également présenter des observations sur l'affirmation du Brésil au paragraphe 74 de sa première déclaration orale selon laquelle il n'est "pas vrai" que la CNCE n'ait pas pris en compte les importations provenant de Nicolini et de Seara aux fins de sa détermination de l'existence d'un dommage.

Réponse

En ce qui concerne cette affirmation, l'Argentine répète ce qui est dit aux paragraphes 269 à 273 de sa première communication écrite.

Allégation 34

Question au Brésil

61. Si les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping doivent être exclues aux fins d'une analyse de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3, cela ne donne-t-il pas à penser que la détermination de l'existence d'un dumping doit précéder la détermination de l'existence d'un dommage? Dans l'affirmative, comment un Membre s'assurera-t-il que les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage seront examinés simultanément conformément à l'article 5.7?

Allégation 34

Question à l'Argentine

62. Veuillez indiquer comment les autorités chargées de l'enquête se sont assurées que les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping étaient exclues aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

Réponse

Pour la réponse à cette question, prière de se reporter à la réponse à la question n° 60.

Allégation 38

Questions à l'Argentine

63. Au paragraphe 278 de sa première communication écrite, l'Argentine mentionne en référence un certain nombre de pages. Veuillez indiquer précisément à quels documents renvoient ces numéros de page. Veuillez également indiquer les numéros de page du dossier correspondants (par exemple la page 1 du document Acta n° 576 (pièce n° 14 du Brésil) et la page 7303 du dossier). Par ailleurs, veuillez indiquer précisément les passages de ces pages auxquels se réfère l'Argentine.

Réponse

Les renvois faits par l'Argentine au paragraphe 278 de sa première communication en ce qui concerne les améliorations de la productivité du secteur sont les suivants:

a) Acte n° 576: page 12 (paragraphe 2), page 13 (paragraphe 4), page 14 (paragraphe 1), page 20 (paragraphes 3 et 4);

b) Rapport technique: page 26 (paragraphe 5), page 28 (paragraphes 5 et 7), page 29, page 30 (paragraphe 2) et page 95 (paragraphes 3 et 4).

64. En ce qui concerne le paragraphe 279 de la première communication écrite de l'Argentine, veuillez indiquer dans quel document "la CEPA a confirmé que les principaux indicateurs de productivité ... étaient semblables à ceux de la branche de production brésilienne".

Réponse

Les mots exacts utilisés par le Centro de Empresas Procesadoras Avícolas (CEPA) dans sa communication datée du 2 décembre 1999 figurant dans le folio 7135 du dossier n° 43/97 de la CNCE (communication postérieure à l'audition), dont une copie est jointe en tant qu'annexe LX de l'Argentine, étaient les suivants: "... depuis plusieurs années, il n'y a pas de différence entre la production de viande de volaille de l'Argentine et du Brésil ..."

Allégation 41

Question au Brésil

65. En ce qui concerne le paragraphe 87 de sa première déclaration orale, le Brésil allègue-t-il que le fait que l'Argentine n'a pas expliqué pourquoi elle considérait un pourcentage inférieur à 50 pour cent comme "une proportion majeure" constitue une violation de l'article 4.1, ou de quelque autre disposition de l'Accord antidumping? Dans l'affirmative, veuillez indiquer comment cette allégation entre dans le cadre du mandat du Groupe spécial.

ANNEXE B-5

DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE

(26 novembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. La République argentine sait gré au Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de lui présenter ses arguments à la lumière de la deuxième communication écrite du Brésil (communication présentée à titre de réfutation) datée du 17 octobre 2002.

2. À ce stade de la procédure, l'Argentine voudrait – synthétiquement – attirer l'attention sur certains arguments avancés par le Brésil dans cette dernière communication et y répondre.

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES

3. La République argentine répète qu'à son avis, une accusation générale de mauvaise foi[1] comme celle lancée par le Brésil dans sa première communication écrite n'a pas lieu d'être et que le Groupe spécial doit donc rejeter les arguments figurant au deuxième paragraphe de la section "*Antidumping standard of Review*" de la deuxième communication écrite du Brésil.

4. À ce propos, l'Argentine ne comprend vraiment pas comment le qualificatif "général" peut être rejeté au motif que le Brésil cherche à se justifier[2] en prétendant que l'énumération de ses 41 allégations aux paragraphes 3 et 4 de sa première communication écrite et, à plus forte raison, les paragraphes 11 à 544 de cette communication donnent un contenu précis à l'accusation de mauvaise foi.

5. De l'avis de l'Argentine, il faut distinguer, d'une part, les allégations et leurs fondements juridiques au sujet desquels le Brésil affirme que "*the identification of these claims, the related facts and legal arguments are **not** general in nature and are **not** without relevance in this WTO proceeding*"[3] et, d'autre part, l'accusation de mauvaise foi. Les allégations d'incompatibilité de la Résolution n° 574/2000 de l'Argentine avec les règles de l'OMC n'ont aucun rapport avec le principe de la mauvaise foi.

II.2 LE PRINCIPE DE LA CHOSE JUGÉE

6. Contrairement à ce qu'affirme le Brésil[4] selon lequel "*it appears, in fact, that Argentina is suggesting that the ruling by the MERCOSURl Tribunal has the effect of res judicata. In the event that Argentina **is** alleging the application of res judicata ...*", l'Argentine répète[5] que les arguments qu'elle a formulés n'ont pas trait à l'application du principe de la chose jugée.

---

[1] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 28, page 11.

[2] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section III – "*Ruling by the MERCOSUR ad hoc Arbitral Tribunal*", paragraphe 12, page 5.

[3] *Idem.*

[4] Communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, section III – "*Ruling by the MERCOSUR ad hoc Arbitral Tribunal*", paragraphe 18, page 6.

[5] Déclaration de la République argentine à la réunion du Groupe spécial avec les parties, 25 septembre 2002, paragraphe 7.

7. Elle juge toutefois opportun de réfuter les arguments développés en ce sens par le Brésil dans la communication qu'il a présentée à titre de réfutation et de donner quelques explications.

8. Dans l'affaire *Inde – Automobiles*[6], le Groupe spécial a soutenu qu'il conviendrait d'examiner l'applicabilité du principe dans le cadre de l'OMC et, deuxièmement, qu'il fallait voir si les faits de la cause en l'espèce étaient tels qu'ils satisfaisaient aux exigences de ce principe.

9. Toutefois, l'Argentine fait observer que l'examen du principe de la chose jugée dans l'affaire *Inde – Automobiles* s'est fondé sur des considérations différentes de celles qui sont applicables à la procédure engagée par le Brésil.

10. Dans l'affaire *Inde – Automobiles*, l'application du principe de la chose jugée concernait deux affaires successives: *Inde – Restrictions quantitatives*[7] et *Inde – Automobiles*, réglées l'une et l'autre dans le cadre de l'OMC. De plus, la note 333 du rapport du Groupe spécial dans l'affaire *Inde - Automobiles* analyse de manière assez détaillée deux différends portés devant l'OMC. Dans le cadre de ces différends ont été examinées des plaintes qui ont exigé l'établissement de groupes spéciaux successifs dont les travaux ont porté sur la même question. Il s'agissait des deux affaires suivantes: *Inde – Brevets*[8] et *Australie – Cuir pour automobiles*.[9] Dans ces deux différends portés devant l'OMC le principe de la chose jugée a été considéré comme dénué de pertinence parce que les parties au différend n'étaient pas les mêmes (*Inde - Brevets*[10]) ou parce qu'il y avait une lacune dans la décision antérieure du Groupe spécial en ce qui concerne la question faisant l'objet de la controverse ("*Australie – Cuir pour automobiles II*[11]).

11. Comme l'a fait valoir l'Argentine, la procédure que le Brésil a engagée contre elle dans le cadre de l'OMC ne correspond à aucune des trois affaires dans lesquelles des groupes spéciaux ont eu précédemment la possibilité d'examiner la portée de la théorie de la chose jugée.

12. La République argentine estime nécessaire, sans préjudice du fait qu'elle n'a pas invoqué l'applicabilité du principe, de mettre en évidence les différences substantielles entre le différend actuel et les affaires citées par les CE et le Brésil dans leurs communications respectives.

- **Il ne s'agit pas en l'espèce de plaintes successives portées devant la même instance**: La première décision a été rendue par un tribunal arbitral constitué à la demande du Brésil dans le cadre du MERCOSUR et n'est pas donc pas une décision prise antérieurement dans le cadre de l'OMC.

---

[6] *Inde – Mesures qui affectent le secteur automobile* (WT/DS146/R, WT/DS175/R), 21 décembre 2001, paragraphe 7.55.

[7] *Inde – Restrictions quantitatives à l'importation de produits agricoles, textiles et industriels* (WT/DS90/R). Des plaintes ont été introduites ultérieurement par les États-Unis et les CE dans l'affaire *Inde - Mesures qui affectent le secteur automobile* (WT/DS146/R et WT/DS175/R).

[8] *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* (WT/DS79), plainte introduite par les CE.

[9] *Australie – Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles* (WT/DS126/R), rapport adopté le 16 juin 1999.

[10] Affaire WT/DS79. Auparavant, les États-Unis avaient déposé une plainte dans le même sens. Affaire *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture* (WT/DS50).

[11] Au paragraphe 9.14 du rapport sur l'affaire *Australie – Cuir pour l'automobile II* (WT/DS126/R), il est indiqué que l'Australie a demandé au Groupe spécial de lire dans le Mémorandum d'accord une prohibition implicite des groupes spéciaux multiples opposant les mêmes parties au sujet de la même question qui n'existe pas dans le texte dudit Mémorandum d'accord. Toutefois, le Groupe spécial a décidé qu'"il ne s'agi[ssai]t pas non plus d'une affaire dans laquelle un plaignant a demandé l'établissement d'un second groupe spécial avant qu'un premier ait achevé ses travaux au sujet de la même question parce qu'il était mécontent de l'évolution de la première procédure. Bien que le premier Groupe spécial dans la présente affaire ait été établi, sa composition n'a jamais été arrêtée et il n'a donc jamais commencé ses travaux".

- **L'identité des parties** ne fait aucun doute si l'affaire introduite dans le cadre du MERCOSUR est comparée à la présente affaire portée devant l'OMC. En outre, comme l'a souligné l'Argentine, elle a une "valeur ajoutée" étant donné que les deux États sont des États parties au même processus d'intégration, le MERCOSUR.[12]

- **La mesure qui fait l'objet de la plainte est la même**, à savoir la Résolution n° ME 574/2000, conformément à ce qui est dit dans la première communication écrite[13], et qui est également reconnu par les CE.[14]

- **Le fondement juridique de la plainte est le même**: À ce sujet, la République argentine a déjà fait observer[15] qu'il y avait une forte concordance entre les arguments avancés dans le cadre du MERCOSUR et dans celui de l'OMC. Un tableau comparatif mettant ces points communs en évidence dans les communications successives présentées par le Brésil devant les deux instances figure à l'annexe LXII de l'Argentine.

13. En résumé, malgré les différences entre la procédure actuellement engagée par le Brésil et les affaires déjà réglées dans le cadre de l'OMC où le principe de la chose jugée a été invoqué, la République argentine a décidé de ne pas soulever la question de l'application de ce principe pour deux raisons fondamentales: premièrement, elle reconnaît que face à l'absence de règles du MERCOSUR applicables en la matière, chaque État partie au MERCOSUR se fonde sur celles de l'Accord antidumping.[16] Deuxièmement, quoique sachant bien cela, le Brésil a engagé une procédure dans le cadre du MERCOSUR et le Tribunal *ad hoc* a examiné l'affaire et l'a réglée à la lumière des **articles de l'Accord antidumping que la Résolution n° ME 574/2000 de la République argentine violait selon le Brésil**, celui-ci les ayant lui-même inclus dans le cadre normatif, en ce qui concerne aussi bien les fondements juridiques que les incompatibilités au regard du droit.

14. Par conséquent, de l'avis de la République argentine, la procédure engagée dans le cadre du MERCOSUR et la décision arbitrale rendue à la demande du Brésil ne peuvent être écartées, non en raison du principe de la chose jugée, mais du fait de la pertinence du comportement du Brésil - plainte déposée deux fois de suite - et parce que le cadre normatif du MERCOSUR relève des règles applicables à l'affaire en vertu de l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

II.3 AUTRES RÈGLES ET PRINCIPES DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC APPLICABLES

15. L'Argentine souhaite apporter quelques précisions au sujet des arguments avancés par le Brésil dans la section "*Ruling by the MERCOSUR ad hoc Arbitral Tribunal*" de sa communication à titre de réfutation.

16. En premier lieu, si, comme le soutient le Brésil[17], l'article premier du Protocole de Brasilia définit le cadre d'application de ce protocole, l'argumentation de l'Argentine tend à appeler l'attention

[12] Déclaration de l'Argentine à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 8.
[13] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 16.
[14] Communication écrite des CE en tant que tierce partie, paragraphe 7.
[15] Déclaration de l'Argentine à la réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 8.
[16] Voir le paragraphe 2 de la communication à titre de réfutation présentée par l'Argentine et le paragraphe 18 de la présente déclaration de l'Argentine à la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties.
[17] Communication à titre de réfutation présentée par le du Brésil, section III "*Ruling by the MERCOSUR ad hoc Arbitral Tribunal*", paragraphe 23.

du Groupe spécial sur le fait que le différend porté par le Brésil devant l'OMC a déjà été examiné au niveau régional et que cela doit avoir des conséquences juridiques pour la présente procédure.

17. De plus, le Groupe spécial a le droit d'être informé de tous les précédents de l'affaire et l'Argentine souligne à ce propos que c'est le Brésil qui a choisi de recourir à une instance du MERCOSUR pour régler le différend, qui a invoqué les règles de l'OMC en ce qui concerne la procédure ainsi engagée et fondé ses allégations sur ces règles et qui n'a fait aucune mention des précédents dans la demande de consultation, la demande d'établissement d'un groupe spécial, la demande de constitution du Groupe spécial et la première communication écrite présentée à l'OMC.

18. L'Argentine a fait observer dans les "Arguments préliminaires" de sa première communication écrite[18] au Tribunal *ad hoc* du MERCOSUR que "*s'il est d'accord avec l'Argentine pour considérer qu'il n'y a pas de règles du MERCOSUR qui lui donnent compétence pour réexaminer les procédures relatives au dumping et l'application de droits antidumping à l'intérieur d'une zone dès lors qu'ils sont pleinement régis par le droit interne d'un État partie et appliqués en vertu de celui-ci, le Tribunal devrait se dessaisir de l'affaire*". Autrement dit, elle a indiqué au Brésil, tout au long de la procédure, qu'elle ne pensait pas qu'une instance du MERCOSUR était celle où il aurait été naturel de régler cette question.

19. Pourtant, le Brésil, sachant pertinemment que le cadre normatif du MERCOSUR ne contenait pas de disposition portant expressément sur ce sujet, a tenu à soumettre son différend à cette instance, puis, confronté à une décision qui ne lui était pas favorable, a engagé une procédure devant l'OMC.

20. L'Argentine convient avec le Brésil que le Tribunal *ad hoc* constitué pour statuer sur l'affaire que le Brésil a introduite dans le cadre du MERCOSUR devait appliquer les règles de celui-ci mais, dans ce cas précis, c'est le Brésil lui-même qui a décidé d'inclure dans la communication qu'il a présentée - en ce qui concerne aussi bien les fondements juridiques que les incompatibilités au regard du droit - les violations alléguées de l'Accord antidumping de l'OMC qui résulteraient de la Résolution n° 574/2000. À cet égard, le Brésil a soutenu que "*[l]es règles de l'Accord antidumping de l'OMC ont été incorporées aux règles communautaires par la DEC CMC n° 11/97 (Cadre normatif – CN). Le CN étant selon la définition de l'article premier conforme à l'Accord antidumping de l'OMC, le non-respect de celui-là implique le non-respect de celui-ci. De plus, si les disciplines du CN n'étaient pas applicables pour certaines raisons d'ordre juridique qui les excluraient, celles de l'Accord antidumping de l'OMC le seraient en vertu de l'article 19 du Protocole de Brasilia en tant que "principes et dispositions du droit international applicable en la matière". Les règles de l'Accord antidumping de l'OMC sont obligatoires pour les États Membres de cette organisation parmi lesquels figurent les États parties au MERCOSUR*".[19] (non souligné dans l'original)

21. De l'avis de l'Argentine, il est particulièrement important en l'espèce de faire observer que "*[L]e tribunal affirme qu'il y a lieu d'appliquer le Protocole de Brasilia dans la présente affaire*"[20] et, en outre, que "*[L]e tribunal devra trancher le différend dans le cadre de l'objet indiqué. À cette fin, il se propose d'examiner et d'élucider dans cet ordre les questions suivantes: (...) b) s'il n'y a pas de règles du MERCOSUR qui régissent expressément cette question, quelle en est la conséquence? Quel régime juridique s'applique?*"[21]. Le même tribunal indique ensuite qu'il fait appel à l'Accord antidumping de l'OMC étant donné que "*[D]ans cette situation l'Accord antidumping de l'OMC constitue une référence appropriée non à titre de règle du MERCOSUR, ce qu'il n'est pas, mais en vertu de l'article 19 du Protocole de Brasilia en tant que principe de droit international applicable en la matière (cfr. deuxième tribunal arbitral, paragraphes 59 et suivants, pour des éclaircissements sur*

[18] Décision arbitrale (paragraphe 50).
[19] Communication du Brésil dans le cadre du MERCOSUR (renvoi au paragraphe 30 de la Décision arbitrale).
[20] Décision arbitrale (paragraphe 101).
[21] *Idem*, paragraphe 109.

le concept de subventions), en l'espèce pour faire la lumière sur le sens et le but des procédures antidumping."[22]

22. En conclusion, l'Argentine répète que le Brésil, en introduisant successivement la même plainte devant deux instances différentes - premièrement, dans le cadre du MERCOSUR et, deuxièmement, confronté à une décision qui ne lui était pas favorable, dans celui de l'OMC - et en alléguant dans les deux cas des violations des mêmes règles de l'Accord antidumping de l'OMC, porte atteinte au principe de la bonne foi conformément auquel doivent être exécutés les traités - aussi bien ceux conclus dans le cadre du MERCOSUR que les engagements pris dans celui de l'OMC - et elle fait observer que le comportement du Brésil crée une situation d'estoppel.[23]

23. À cet égard, la République argentine rejette les arguments avancés par le Brésil au sujet du Protocole d'Olivos.[24] Elle répète[25] que le Protocole d'Olivos confirme le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales ainsi que la portée de celles-ci, et que, de ce point de vue, la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du Mémorandum d'accord est inopposable à l'Argentine.

II.4 RÈGLE PERTINENTE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

24. L'Argentine répète[26] que les règles du MERCOSUR et les conséquences juridiques découlant de l'application du Protocole de Brasilia par le Tribunal arbitral *ad hoc* dans l'affaire en question constituent des règles pertinentes de droit international public au sens de l'article 31.3 c) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

25. L'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de prendre en considération la procédure engagée et les **règles appliquées dans le cadre du MERCOSUR**, le respect des obligations résultant des Accords visés de l'OMC ne pouvant être considéré isolément[27], mais comme un élément de plus du cadre réglementaire international régissant les relations entre les Membres de l'OMC qui, dans la présente affaire, sont également États parties au MERCOSUR.

26. Les sections et paragraphes de la Décision arbitrale où figurent les "*conclusions*" et la "*décision*"[28] revêtent, en particulier, une grande importance en ce sens qu'ils statuent sur les prétentions et allégations du Brésil, et que le Groupe spécial devra en tenir compte en déterminant la portée, en l'espèce, des obligations de l'Argentine en ce qui concerne l'Accord antidumping sans se prononcer sur celles-ci.

III. ASPECTS FONDAMENTAUX DE L'ENQUÊTE

III.1 OUVERTURE DE L'ENQUÊTE

27. L'Argentine répète que les éléments de preuve qui ont été présentés par le requérant à l'autorité chargée de l'enquête étaient suffisants au sens de l'article 5.2 de l'Accord antidumping et étaient ceux qui pouvaient raisonnablement être à sa disposition.

28. L'Argentine redit également à cette occasion que lors de l'ouverture d'une enquête, le requérant n'est pas tenu d'apporter des preuves incontestables de l'existence d'un dumping, d'un

[22] *Idem*, paragraphe 159.
[23] Communication à titre de réfutation présentée par l'Argentine, paragraphe 20.
[24] Communication à titre de réfutation du Brésil, section "*Ruling by the MERCOSUR ad hoc Arbitral Tribunal*", paragraphes 32, 33 et 34.
[25] Communication à titre de réfutation de l'Argentine, paragraphe 20, note 20.
[26] *Idem*, paragraphes 28 et 29.
[27] Voir la communication à titre de réfutation présentée par l'Argentine, paragraphe 15.
[28] Décision arbitrale, "III. Conclusiones" et "IV. Decisión".

dommage et d'un lien de causalité, étant donné que la détermination finale de l'existence de ces éléments est du ressort de l'autorité chargée de l'enquête, qui effectuera celle-ci de façon exhaustive une fois prise la décision de l'ouvrir.

29. Par ailleurs, elle répète qu'il existe différents niveaux d'exigence en ce qui concerne les éléments de preuve qui doivent être fournis au cours des différentes phases de la procédure. À cet égard, elle rappelle les déclarations des groupes spéciaux qui se sont penchés sur les affaires *États-Unis – Mesures affectant les importations de bois de construction résineux en provenance du Canada*[29] et *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*[30], qui sont reproduites aux paragraphes 38 et 44 de sa première communication écrite.

30. L'autorité chargée de la mise en œuvre, ayant examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis et vérifié qu'ils comprenaient des indications relatives à l'existence d'un dumping causant un dommage à la branche de production nationale, a conclu que ces éléments de preuve étaient suffisants pour prendre la décision d'ouvrir l'enquête.

31. À cet égard, l'Argentine répète que l'article 5.3 n'impose aucune obligation de mener à bien à ce stade une enquête exhaustive et que le niveau d'éléments de preuve "suffisants" exigé pour justifier l'ouverture d'une enquête est très inférieur au niveau exigé pour la détermination relative à l'application d'une mesure préliminaire ou définitive.

32. En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre n'aurait pas respecté l'article 5.7 de l'Accord antidumping pour la simple raison que les rapports démontrant respectivement l'existence d'un dumping et celle d'un dommage ne portent pas la même date, il convient de rappeler que la différence de date ne signifie nullement que l'autorité n'a pas examiné simultanément les éléments de preuve figurant dans les deux rapports au moment de prendre la décision relative à l'ouverture de l'enquête.

33. Quant à l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine n'aurait pas respecté l'article 5.8 de l'Accord antidumping parce qu'elle aurait dû rejeter la demande d'ouverture de l'enquête étant donné qu'une première évaluation n'avait pas démontré l'existence d'un dommage, prière de se reporter à ce qu'a dit l'Argentine à ce sujet dans ses communications écrites, dans sa déclaration orale et dans sa réponse aux questions n° 16 et 17 du Groupe spécial.

34. À cet égard, elle répète, en ce qui concerne la fourniture de nouveaux éléments de preuve, que l'autorité compétente est tenue, en vertu de la législation pertinente de l'Argentine, d'intervenir à nouveau dans la procédure si un fait nouveau se produit ou est porté à sa connaissance. Or, la communication additionnelle du requérant a introduit de nouveaux éléments de preuve qui ont rendu nécessaire une nouvelle intervention de la CNCE à la demande des organes compétents et en stricte conformité avec la loi.

III.2 CONDUITE D'UNE ENQUÊTE APPROPRIÉE – ÉLÉMENTS DE PREUVE ET PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'AVIS AU PUBLIC

ARTICLE 12.1

35. L'Argentine réaffirme que les autorités chargées de l'enquête se sont conformées à la prescription énoncée à l'article 12.1 en rendant public un avis et en adressant une notification aux parties intéressées qui, à la connaissance [desdites autorités] avaient un intérêt en la matière, ainsi qu'au gouvernement brésilien. Elle le répète, il aurait été impossible d'adresser une notification à des

[29] WT/DS236, paragraphe 332.
[30] WT/DS132/R, paragraphe 7.76.

parties dont l'intérêt dans l'enquête n'était pas connu. Il convient de se reporter, à ce sujet, à ses réponses aux questions n° 25 et 26 du Groupe spécial.

36. L'Argentine redit que tout au long de la présente procédure elle a présenté des éléments de preuve relatifs à la demande faite au gouvernement brésilien, par l'intermédiaire de son chargé d'affaires en Argentine[31], d'apporter un concours à l'identification des producteurs-exportateurs intéressés à l'enquête. Elle a également fait observer que malgré l'invitation qui lui a été adressée[32],aucun représentant du gouvernement brésilien n'a assisté à la réunion d'information du 25 février 1999 à laquelle ont été invitées les parties susceptibles d'être intéressées par une participation à la procédure et au cours de laquelle des fonctionnaires de la Direction de la concurrence déloyale ont répondu aux questions posées par les participants, et que rien ne montre que l'une quelconque des parties intéressées aient été présentes à cette réunion.

37. C'est pourquoi elle ne comprend pas comment le Brésil peut tenter de nier toute responsabilité à cet égard en disant au paragraphe 50 de sa communication à titre de réfutation qu'elle n'a jamais demandé son concours pour obtenir les adresses ou les renseignements lui permettant de contacter les entreprises dont l'intérêt pour l'enquête n'était pas connu car si des noms d'exportateurs ont été indiqués, cela ne constitue pas en soi une "identification" qui permettrait de leur adresser les questionnaires. Conformément à la réponse de l'Argentine à la question n° 26 du Groupe spécial, cela ne signifie pas que la charge de la preuve ait été déplacée vers le Brésil, mais simplement que son concours était sollicité pour assurer la participation des exportateurs brésiliens pendant l'enquête et dès son début, comme le prévoit l'Accord lui-même.

38. À cet égard, il convient de réaffirmer que c'est seulement grâce à la demande de la société INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L. que l'Argentine a eu connaissance de l'intérêt des sept autres entreprises exportatrices mentionnées par le Brésil.[33] En fait, après avoir déterminé la pertinence de cette demande et en vue d'assurer la pleine participation des producteurs-exportateurs, l'autorité chargée de l'enquête, toujours sans que le gouvernement brésilien désigne des exportateurs déterminés, a demandé des rapports à certaines entreprises et institutions brésiliennes (Comaves, Catarinense, Minuano, Chapeco et Perdigao) au sujet des ventes réelles, des prix effectivement payés par kg de viande de volaille, etc.[34], en priant INTERAMERICANA COMERCIAL S.R.L. de lui communiquer les une liste des adresses de ces entreprises.[35]

ARTICLE 6.1.1

39. Conformément aux éléments de preuve déjà présentés, l'Argentine réaffirme qu'elle a accordé aux exportateurs brésiliens un délai de plus de 30 jours pour répondre aux questionnaires de la DCD. Ces questionnaires leur ont en effet été remis lors de la réunion d'information tenue le 25 février 1999 et la date limite pour les adresser à la DCD a été fixée au 29 mars. Il est également attesté que les demandes de prorogation ont été dûment prises en considération et qu'une réponse favorable a été faite chaque fois que cela était réalisable.[36]

40. En ce qui concerne les allégations des paragraphes 59 et 60 de la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, l'Argentine convient qu'en raison de la grande quantité de renseignements demandés dans les questionnaires, les exportateurs et producteurs comptaient sur le délai minimal de 30 jours pour réunir les ressources nécessaires à la réponse.

---

[31] Note SSCE n° 121 datée du 1er février 1999, jointe en tant qu'annexe III de l'Argentine.
[32] Compte rendu du 25 février 1999, annexe VI de l'Argentine.
[33] Annexe VII de l'Argentine.
[34] *Idem.*
[35] Annexes VIII, IX et X de l'Argentine.
[36] Première communication écrite, paragraphes 130 à 132 et annexe XI de l'Argentine.

41. Toutefois, l'Argentine ne comprend pas comment le Brésil peut soutenir à cet égard que sept exportateurs n'ont pas bénéficié du droit de défense quand, conformément à ce qui est indiqué au paragraphe 143 de la première communication écrite de l'Argentine, il ressort clairement des réponses de ces exportateurs aux questionnaires que deux d'entre eux (CCLP et CHAPECO)[37] n'ont pas exporté vers l'Argentine pendant la période visée par l'enquête et que quatre autres (MINUANO, COMAVES, PENABRANCA et PERDIGAO) ont montré qu'ils ne s'intéressaient pas à l'enquête puisqu'ils n'ont fourni aucun renseignement, même après l'expiration du délai supplémentaire qui leur avait été accordé.[38]

42. L'Argentine réaffirme donc, contrairement à ce que le Brésil allègue, que les autorités chargées de l'enquête ont accordé aux exportateurs brésiliens un délai plus long que celui qui est spécifié dans l'Accord pour répondre aux questionnaires de la DCD, en prenant dûment en considération leurs demandes de prorogation et en accordant ces prorogations chaque fois que cela était réalisable, conformément aux dispositions de l'article 6.1.1.

43. Il convient également de réaffirmer que la CNCE a adressé le questionnaire relatif au dommage à cinq exportateurs, se conformant ainsi pleinement aux dispositions de l'article 6.1 étant donné que les exportations vers l'Argentine rapportées par les entreprises brésiliennes qui ont répondu aux "questionnaires à l'exportateur" de la CNCE représentaient plus de la moitié du total des importations de poulets entiers vidés en provenance du Brésil, si bien que l'allégation formulée par celui-ci au paragraphe 35 de sa communication à titre de réfutation est absolument dénuée de fondement.

44. Tout en soulignant que le Brésil n'a jamais contesté pendant le déroulement de l'enquête les circonstances dont il se plaint aujourd'hui dans ses diverses déclarations, l'Argentine réaffirme donc que l'autorité chargée de la mise en œuvre s'est pleinement conformée aux dispositions de l'article 6.1.1.

ARTICLE 6.1.2

45. L'Argentine réaffirme que les autorités ont agi d'une manière compatible avec l'obligation énoncée à l'article 6.1.2 étant donné que les éléments de preuve présentés par écrit par les parties intéressées ont été mis immédiatement à la disposition des autres parties intéressées et que celles-ci ont eu à tout moment la possibilité de prendre connaissance du dossier et d'en obtenir un exemplaire.

46. C'est pourquoi l'Argentine réaffirme que si les parties dont l'intérêt pour l'enquête a été allégué n'y ont pas participé – conformément à ce qui a été indiqué plus haut –, ce n'est pas l'autorité chargée de la mise en œuvre qui a manqué à ses obligations mais elles qui se sont abstenues de défendre leurs propres intérêts. En effet, les autorités chargées de l'enquête n'auraient jamais pu mettre les éléments de preuve présentés par les parties intéressées à la disposition de ces sept entreprises mentionnées par le Brésil puisque celles-ci ne s'étaient même pas constituées parties intéressées. L'Argentine affirme donc qu'elle a agi d'une manière compatible avec l'article 6.1.2.

ARTICLE 6.2

47. Conformément à ce qui vient d'être exposé, l'Argentine réaffirme que toutes les parties intéressées ont eu toute possibilité de défendre leurs intérêts pendant toute l'enquête, qu'elles ont eu accès à la procédure, que leur droit d'accès aux dossiers n'a en aucune façon été réduit, et encore moins leur droit de défense, et que les autorités chargées de l'enquête se sont ainsi conformées à

[37] Voir les annexes XXVI et XIV de l'Argentine.

[38] Voir les annexes VIII, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX et XX de l'Argentine et sa première communication écrite, paragraphe 133.

l'obligation énoncée à l'article 6.2. De plus, les autorités ont ménagé à tout moment la possibilité que toute autre partie qui se considérerait comme intéressée exprime le souhait de participer à l'enquête.

48. Cette volonté des autorités d'accorder aux parties intéressées les plus amples possibilités de participation au cours de la procédure ainsi que de rassembler tous les documents nécessaires pour parvenir à une détermination finale correcte ressort de l'examen des communications des entreprises participantes et des conclusions qui en ont été tirées, en particulier du travail effectué par le département technique pour se procurer les documents.[39]

49. Aussi l'Argentine considère-t-elle que les autorités chargées de l'enquête se sont conformées à l'obligation énoncée à l'article 6.2.

ARTICLE 6.1.3

50. L'Argentine réaffirme que les autorités compétentes se sont conformées aux prescriptions de l'article 6.1.3 en communiquant aux exportateurs et au gouvernement brésilien le texte complet de la demande présentée par écrit dès que l'enquête a été ouverte. À cet égard, les autorités argentines se sont conformées à l'obligation de mettre les dossiers à la disposition des parties intéressées agréées. De plus, les parties intéressées, une fois agréées comme telles, ont eu la possibilité d'accéder immédiatement aux dossiers dès la publication de la décision d'ouvrir l'enquête au Journal officiel.

51. En outre et en dépit de ce qui précède, une fois prise la décision d'ouvrir l'enquête, les autorités argentines ont notifié ce fait au chargé d'affaires du Brésil en Argentine[40], conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping.

ARTICLES 6.8 et 12.2.2

52. S'agissant du traitement des renseignements fournis par les exportateurs au cours de l'enquête, l'Argentine a indiqué à maintes reprises tout au long de la présente procédure qu'ils ont été utilisés dans la mesure où ils étaient conformes aux prescriptions formelles de la législation argentine, qui étaient connues de chacune des parties.

53. À cet égard, l'Argentine répète une fois de plus qu'il n'est pas vrai que, comme le Brésil l'a allégué, les exportateurs de ce pays se sont conformés à leurs obligations en fournissant tous les renseignements demandés par l'autorité chargée de l'enquête et que celle-ci a décidé sans raison de rejeter ces renseignements et de n'utiliser que ceux communiqués par le requérant. L'Argentine a démontré que toutes les fois où les pièces justificatives correspondantes – permettant au moins de corroborer les données présentées – étaient jointes aux renseignements fournis par les exportateurs, ces renseignements ont été utilisés.

54. En ce qui concerne les données retenues pour ce qui est des prix à l'exportation, l'Argentine réaffirme que ce sont les chiffres officiels communiqués par l'Administration générale des douanes, organisme chargé de la supervision et du contrôle de toutes les opérations de commerce extérieur. Il convient également de répéter que si, dans des cas comme ceux de CATARINENSE et de FRANGOSUL, les renseignements n'ont pas été utilisés, c'est uniquement parce que, pour la première, ils étaient insuffisants[41] et pour la seconde, non seulement ils étaient insuffisants, mais ils avaient été présentés en dehors des délais qui auraient dû être respectés pour qu'ils puissent être utilisés.[42]

---

[39] Voir l'annexe XXII de l'Argentine ainsi que ses annexes XXI, XX, XVI, XVIII et XIII.
[40] Voir l'annexe III de l'Argentine.
[41] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 203.
[42] *Idem*, paragraphes 187 à 200.

55. En outre, l'Argentine a déjà indiqué à maintes reprises, au sujet de l'allégation selon laquelle l'autorité aurait dû procéder dans les établissements des exportateurs à des vérifications des renseignements, qu'il s'agit là d'une possibilité qui est laissée à la discrétion de l'autorité chargée de l'enquête et non d'une obligation énoncée dans l'Accord antidumping.

III.3 COMPARAISON ÉQUITABLE, DOMMAGE, LIEN DE CAUSALITÉ ET AVIS AU PUBLIC

ARTICLES 2.4, 3.1, 3.4, 3.5 et 12.2.2

Charge de la preuve excessive pour les exportateurs

56. À propos de l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a imposé aux exportateurs une charge de la preuve excessive, l'Argentine souhaite répéter ce qu'elle a déjà indiqué dans sa première communication écrite.

57. L'argument du Brésil repose sur une contradiction en ce sens que, si, dans certains cas, le plaignant a estimé que trop de renseignements avaient été demandés, il a considéré dans d'autres cas que l'autorité chargée de la mise en œuvre aurait dû en demander davantage. Il convient de souligner que si l'autorité chargée de la mise en œuvre a demandé des renseignements complémentaires, c'est pour être à même de déterminer exactement la valeur normale et la valeur à l'exportation.

58. Il convient également de rappeler que l'autorité chargée de la mise en œuvre a tenu compte de l'observation des parties selon laquelle il leur serait difficile de fournir des pièces justificatives de toutes les transactions en raison du grand nombre d'opérations effectuées par les entreprises sur le marché local, si bien que pour éviter d'imposer aux exportateurs une charge excessive, elle n'a demandé des éléments de preuve que pour les transactions entrant dans le cadre de l'échantillon statistique constitué pour obtenir les données de base indispensables.

59. S'agissant de ce que le Brésil a dit au paragraphe 94 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation, au sujet de l'allégation 26, il semblerait qu'il juge les renseignements relatifs à la manière de procéder à une comparaison équitable plus pertinents que les éléments de preuve permettant de faire la détermination exacte de la valeur normale et de la valeur à l'exportation qui doit précéder la comparaison équitable. Sans éléments de preuve de la valeur normale et de la valeur à l'exportation fournis par les exportateurs, il est impossible, étant donné les différences physiques qui influent sur la comparabilité des prix, de procéder à une comparaison vraiment équitable.

60. Concernant ce qui est dit par le Brésil au paragraphe 95 de sa première communication écrite, au titre de l'allégation 26, à savoir qu'il n'a pas été demandé de renseignements permettant de procéder à une comparaison équitable tenant compte des différences physiques, l'Argentine souhaite faire observer que les exportateurs ont nié que les volailles se vendent au Brésil avec la tête et les pattes mais n'ont jamais communiqué pour le dossier des éléments de preuve infirmant la comparaison équitable proposée par le requérant et s'appuyant, quant à elle, sur des éléments de preuve. Il convient également de souligner que dans une enquête, les parties peuvent fournir tous les renseignements et tous les éléments de preuve qu'elles estiment pertinents sans qu'ils soient nécessairement demandés par l'autorité chargée de la mise en œuvre.

61. Pour ce qui est de l'allégation du Brésil selon laquelle une charge excessive a été imposée aux exportateurs parce que des renseignements leur ont été demandés sur des années non comprises dans la période visée par l'enquête, l'Argentine répète que l'Accord ne définit ni ne limite la période de collecte des données, de même qu'il ne définit ni ne limite la période visée par l'enquête. À cet égard, l'autorité chargée de la mise en œuvre a le pouvoir discrétionnaire de demander la documentation qu'elle juge pertinente pour déterminer l'existence d'un dumping, ainsi que des renseignements

complémentaires dans la mesure où ils sont indispensables pour garantir aux parties intéressées la régularité de la procédure.

62. En conclusion, l'Argentine tient à faire observer que les demandes de renseignements de l'autorité sont validées par les prescriptions des paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de l'Accord antidumping, ou autrement dit par la nécessité de garantir aux parties le droit de légitime défense. Ces paragraphes de l'article 6 permettent également aux parties intéressées de présenter au cours de l'enquête tous les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents; autrement dit, il s'agit là d'un droit des parties intéressées.

63. Quant à ce qu'a dit le Brésil au paragraphe 97 de sa communication à titre de réfutation qui se rapporte à l'allégation 26, au sujet de l'opinion des CE, l'Argentine indique qu'elle souscrit pleinement à l'interprétation des Communautés et estime par conséquent que le Brésil a fait valoir à tort une incompatibilité avec l'article 2.4 en formulant cette allégation.

64. S'agissant de l'ajustement auquel a procédé l'autorité chargée de la mise en œuvre, l'Argentine tient à répéter qu'il a été effectué correctement et sur la base des éléments de preuve fournis et de la méthodologie proposée par le requérant. D'après ces éléments de preuve, l'ajustement était manifestement nécessaire – poulets avec tête et pattes vendus sur le marché de São Paulo et poulets exportés vers l'Argentine sans tête ni pattes. D'ailleurs, comme elle l'a dit plus haut, les exportateurs brésiliens n'ont pas apporté d'éléments de preuve du contraire. Ils n'ont rien objecté non plus, à aucun moment de l'enquête, à la méthode d'ajustement. Et, il convient de le répéter, la JOX a envoyé, à la demande de l'autorité, une note validant le pourcentage d'ajustement retenu par le requérant.

Utilisation de différentes périodes pour analyser les facteurs de dommage

65. En ce qui concerne l'allégation du Brésil selon laquelle l'autorité chargée de la mise en œuvre a utilisé des périodes différentes pour évaluer certains des facteurs du dommage, l'Argentine répète que le fait d'avoir utilisé pour l'analyse de certains facteurs – dans une enquête relative à une menace de dommage – une période plus longue que pour d'autres n'implique pas en soi que l'autorité a effectué une évaluation non objective des éléments de preuve. La position de l'Argentine concorde avec celle prise par les États-Unis dans leur communication écrite, qui est avalisée par ce qu'a dit le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*.[43]

66. Contrairement à ce qu'a soutenu le Brésil, l'Argentine considère que la CNCE a pris beaucoup de précautions. Comme l'Argentine l'a dit dans sa première communication écrite, la CNCE a décidé d'analyser l'évolution des importations pendant le premier semestre de 1999 en se fondant pour ce faire aussi bien sur la réglementation internationale que sur la pratique concordante en la matière selon lesquelles, pour les cas de menace de dommage, il est possible de poursuivre l'analyse au-delà de la période visée par l'enquête pour voir si les importations tendaient ou non à croître et donner ainsi à l'enquête un fondement factuel plus large.

67. L'Argentine rappelle qu'un accord volontaire entre les parties ayant été en vigueur d'octobre 1998 à mars 1999, il a fallu analyser les importations sans pouvoir tenir compte des effets de cet accord, de sorte que cette analyse a été prolongée jusqu'en juin 1999, aussi bien pour les importations que pour toutes les variables relatives à la consommation apparente.

68. À cet égard, il convient d'appeler l'attention sur l'Acte n° 576, où la Commission a eu raison de faire remarquer qu'en l'absence de cet accord entre les exportateurs et les producteurs argentins, "*... les importations de 1998 auraient augmenté davantage et cette tendance à l'accroissement se serait maintenue après la période visée par l'enquête, au cours du premier trimestre de 1999 ...*"

[43] WT/DS184.

Évaluation de tous les facteurs

69. L'Argentine répète ce qu'elle a dit tout au long de la présente procédure, à savoir que l'autorité chargée de la mise en œuvre a agi d'une manière compatible avec les dispositions de l'Accord antidumping en évaluant, en matière de dommage, tous les facteurs énumérés à l'article 3.4, ainsi que leur influence sur les prix du produit similaire d'origine nationale et sur la branche de production nationale.

70. À cet égard, il y a lieu de rappeler que, conformément à ce que l'Argentine a déjà dit au paragraphe 277 de sa première communication écrite, les requérants ont fourni des renseignements relatifs à la productivité du secteur qui indiquaient que le secteur argentin de la production de viande de volaille se trouvait, lors de l'ouverture de l'enquête, sur un pied d'égalité avec le secteur brésilien ainsi qu'avec les principaux producteurs mondiaux[44], ce qui n'a été contesté au cours de l'enquête ni par les exportateurs brésiliens, ni par les importateurs sur le marché argentin.

71. Il convient également de rappeler que la branche de production argentine a des coûts comparables à ceux des producteurs les plus compétitifs au niveau international, résultat obtenu grâce à un vaste programme de reconversion et d'adaptation de la production[45], qui a subi le contrecoup de l'incertitude causée sur le marché national par l'importation des produits brésiliens, d'autant plus que le Brésil utilise le marché argentin comme solution de remplacement pour résoudre des problèmes de demande nationale ou étrangère. L'Argentine répète à ce sujet que la capacité de production du Brésil et les excédents exportables qu'il dégage lui permettent de se réorienter aisément vers d'autres marchés lorsqu'il se trouve confronté à des déséquilibres internes ou externes malgré la taille considérable de son marché intérieur.[46]

72. Au sujet de ce qui a été dit précédemment, prière de se reporter aux paragraphes 283 à 285 de la première communication écrite de l'Argentine où des détails sont donnés sur les caractéristiques du secteur argentin de la viande de volaille en ce qui concerne le coefficient d'exportation, la consommation, la demande, le profil de la demande, l'évolution des prix, les uns par rapport aux autres[47], la sensibilité aux faibles variations de l'offre, etc., ainsi que sur l'importance du Brésil en tant que fixeur de prix sur le marché argentin, même s'il s'agit de quantités relativement faibles, en raison d'un très fort potentiel considérable d'accroissement des expéditions à très bref délai, facteurs qui ont tous nécessairement entraîné pour le secteur national des ajustements par le biais du prix.

73. C'est pourquoi l'Argentine répète que la baisse des prix intérieurs, dans un contexte de croissance soutenue de la consommation apparente due à un changement des habitudes de consommation ne peut s'expliquer que par l'existence d'importations effectuées dans des conditions de concurrence déloyale.[48]

74. En ce qui concerne l'allégation du Brésil figurant au paragraphe 113 de sa communication à titre de réfutation (allégation 38), l'Argentine ne comprend pas comment le Brésil peut ne pas voir le lien entre les renseignements que contient le tableau n° 16 du rapport technique et les facteurs qui influent sur les prix intérieurs, étant donné que ce tableau fait apparaître l'évolution de l'indice des prix des produits de substitution, essentiellement les viandes rouges, ainsi que le niveau général d'activité et l'indice des prix des secteurs les plus importants.[49]

---

[44] Acte n° 576 (folios 12, 13, 14 et 20), rapport technique (folios 26, 28, 29, 30 et 95) et tableaux 1, 11, 12, 13 et 14 de l'annexe I au rapport technique (pièce n° 14 du Brésil).

[45] Voir l'annexe XXXVI de l'Argentine.

[46] Voir partie VI.2 (MERCOSUR) du rapport technique (pièce n° 14 du Brésil).

[47] Voir le tableau de la page 21 de l'Acte n° 576 (pièce n° 14 du Brésil).

[48] Voir l'annexe XXXVII de l'Argentine.

[49] Voir la pièce n° 14 du Brésil.

75. À cet égard, l'Argentine répète que la CNCE a examiné de manière adéquate tous les facteurs qui, en plus des importations, pourraient avoir eu un effet sur les prix du produit d'origine nationale. Étant donné l'impact potentiel sur la production argentine, compte tenu des caractéristiques du marché intérieur et du marché brésilien, l'autorité chargée de l'enquête a aussi déterminé correctement que des marges de dumping se situant entre 8 et 14 pour cent étaient significatives.

Avis au public de la détermination finale

76. L'Argentine répète que l'avis au public de la détermination finale est conforme à toutes les prescriptions de l'Accord. Le texte introductif de l'article 12.2 de l'Accord antidumping – et donc de son paragraphe 2 – stipule que les constatations et conclusions que l'autorité juge importantes devront y être exposées de façon suffisamment détaillée. Autrement dit, le texte de l'article 12.2 n'exige pas que toutes les constatations et conclusions soient rendues publiques. En outre, l'autorité a le pouvoir discrétionnaire de décider quelles constatations et conclusions sont importantes et doivent donc être rendues publiques. L'Argentine souscrit pleinement à ce sujet à l'interprétation des États-Unis[50] selon laquelle tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 ne doivent pas nécessairement être évoqués dans l'avis au public.

III.4 RECOUVREMENT DES DROITS ANTIDUMPING

ARTICLE 9.2 et 9.3

77. L'Argentine répète que, comme elle l'a soutenu tout au long des différentes étapes de la procédure, la manière dont elle applique et recouvre les droits antidumping correspond aux prescriptions de l'Accord.

78. Toutefois, compte tenu des allégations figurant dans la communication présentée à titre de réfutation par le Brésil, elle juge nécessaire de mentionner différentes considérations pour que le Groupe spécial puisse disposer de tous les renseignements dont il a besoin pour parvenir à une conclusion motivée sur cette question.

79. Pour procéder avec méthode, il convient de distinguer deux séries d'arguments:

a) ceux qui répondent aux différentes allégations du Brésil selon lesquelles l'existence d'une violation de l'article 9.2 est entièrement subordonnée à celle d'une violation de l'article 9.3;

b) ceux qui démontrent que l'allégation du Brésil selon laquelle l'Argentine applique les droits antidumping d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping est complètement dénuée de fondement.

80. Pour commencer par le point a), l'Argentine convient avec le Brésil qu'il existe un lien étroit entre l'article 9.2 et l'article 9.3 de l'Accord antidumping.[51] En revanche, elle ne considère pas que l'existence d'une violation de l'article 9.2 est entièrement subordonnée à celle de l'article 9.3.

81. L'article 9.2 dispose expressément qu'il faut recouvrer des droits "*dont les montants seront appropriés*" alors que l'article 9.3 prévoit que ce montant "*ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 2*". Il pourrait donc arriver que le montant des droits antidumping recouvré ne soit pas approprié, ce qui constituerait une violation de l'article 9.2, mais sans qu'il dépasse la

[50] Communication écrite des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 15.

[51] Deuxième communication écrite du Brésil, section VII - "Allégations concernant l'imposition et le recouvrement de droits antidumping par suite de l'enquête antidumping", paragraphe 124, page 27.

marge de dumping établie selon l'article 2, et par conséquent sans que cela ne constitue une violation de l'article 9.3.

82. L'analyse du Brésil, dont il conclut que toute violation de l'article 9.2 suppose que la limite fixée par l'article 9.3 n'a pas été respectée, découle de son interprétation selon laquelle la marge mentionnée dans ce dernier article est celle déterminée en vertu de l'article 2.4.2, qui définit la méthode à appliquer **pendant la phase d'enquête** pour déterminer l'existence des marges de dumping, et le Brésil considère donc que le montant approprié mentionné à l'article 9.2 n'est autre que la marge de dumping établie lors de cette phase de la procédure.

83. L'Argentine ne souscrit pas à cette interprétation, ce qui l'amène directement à la seconde partie – b) – de son argumentation. Il est vrai que c'est à l'article 2.4.2 que figure la seule indication détaillée sur le mode de calcul de la marge de dumping. Mais il n'en est pas moins vrai que ce même article limite l'application de la disposition qu'il énonce à une période déterminée, à savoir la **phase d'enquête**.

84. Il semblerait que le Brésil, en se concentrant exclusivement sur l'article 9.2 et 9.3 et sur l'article 2.4.2, ait oublié les autres dispositions pertinentes de la législation antidumping qui doivent non seulement être analysées pour s'assurer de la violation alléguée par le Brésil, mais sont en outre celles qui, en fait, énoncent les obligations auxquelles l'Argentine, selon les allégations du Brésil, ne se serait pas conformée.

85. Il existe – contrairement à ce que soutient le Brésil[52] – une différence entre la marge de dumping déterminée pendant la phase d'enquête et le droit antidumping finalement fixé à la suite de celle-ci. Cette différence ressort de la lecture et de l'interprétation de l'article qui doivent être faites de manière complète et compatible avec son contexte, ce dernier n'étant pas limité à l'Accord antidumping dans sa totalité, mais s'étendant aussi à l'article VI du GATT de 1994, pour la mise en œuvre duquel l'Accord antidumping énonce des dispositions détaillées.

86. L'article 2.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit: "*Aux fins du présent Accord, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur*."

87. L'article VI:1 du GATT de 1994 donne du dumping une définition similaire à celle de l'article 2.1 de l'Accord antidumping. L'article VI:2, quant à lui, dispose ce qui suit dans sa partie pertinente: ".

> "*Aux fins d'application du présent article, il faut entendre par marge de dumping la différence de prix déterminé conformément aux dispositions du paragraphe premier*."

88. Pour sa part, l'article 9.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit: "*La décision d'imposer ou non un droit antidumping dans les cas où toutes les conditions requises sont remplies et la décision de fixer le montant du droit antidumping à un niveau égal à la totalité ou à une partie seulement de la marge de dumping incombent aux autorités du Membre importateur. Il est souhaitable que l'imposition soit facultative sur le territoire de tous les Membres et que le droit soit moindre que la marge si ce droit moindre suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale*."

[52] *Idem*, paragraphe 127.

89. Comme on peut le voir, les articles reproduits ci-dessus soulèvent une question cruciale pour apprécier les allégations du Brésil concernant le lien de dépendance qui existerait entre l'article 9.2 et l'article 9.3 de l'Accord antidumping. La marge de dumping établie pendant la phase d'enquête ne doit pas nécessairement être égale au droit antidumping finalement fixé. En décidant d'imposer des droits antidumping, l'autorité chargée de la mise en œuvre ne doit pas seulement tenir compte des éléments de preuve irréfutables de l'existence d'une pratique déloyale mais aussi du fait que le droit imposé à la suite de l'enquête permettra de faire disparaître le dommage imputable au dumping qui a été causé à la branche de production. S'il fallait en imposant des droits antidumping définitifs ne prendre en considération que la marge de dumping établie au cours de l'enquête, l'analyse du dommage serait dénuée de pertinence, ce qui priverait de leur substance les dispositions de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article 9.1 de l'Accord antidumping lui-même.

90. Le Brésil allègue par ailleurs aux paragraphes 131 et suivants de sa deuxième communication écrite qu'aussi bien l'Argentine que le Canada ont commis une erreur d'interprétation en disant qu'il n'y a aucune limite au droit antidumping susceptible d'être recouvré. Ce n'est pas vrai. L'Argentine reconnaît que la limite effective de l'application des droits antidumping est celle fixée par les dispositions de l'article 9.3 et rien dans la communication écrite du Canada ne semble donner lieu à l'interprétation du Brésil.

91. Le point sur lequel l'Argentine et le Canada ont la même opinion tandis que le Brésil en a une autre, c'est que rien dans l'Accord antidumping n'oblige les Membres à imposer des droits limités à la marge de dumping établie en vertu de l'article 2.4.2, c'est-à-dire pendant la phase d'enquête, et que s'ils le font, l'autorité chargée de la mise en œuvre doit, comme l'Argentine l'a déjà expliqué, analyser l'article dans son ensemble, à la lumière des objectifs énoncés à l'article 9.1 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994.

92. L'hypothèse à laquelle recourt le Brésil pour réfuter la remarque du Canada selon laquelle des évolutions de l'état du marché ou des améliorations de la productivité des exportateurs peuvent créer une situation où les prix baissent sur les deux marchés – le marché intérieur de l'exportateur et celui de l'importateur – n'est pas fausse. Mais il n'en est pas moins vrai que ce n'est là qu'une hypothèse parmi beaucoup d'autres qui sont susceptibles de se concrétiser et que, par ailleurs, elle ne permet pas de faire face à la situation – également très probable – où, ainsi que l'ont fait valoir tant le Canada que l'Argentine, en admettant comme le soutient le Brésil que les droits antidumping soient limités à la marge de dumping constatée lors de la phase d'enquête, un exportateur ayant largement les moyens de pratiquer une discrimination de prix internationale pourrait facilement ne tenir aucun compte de l'intention d'un autre Membre de faire cesser une pratique déloyale, et rendre en même temps incompatible la mesure imposée à cet effet, en se bornant à accentuer sa pratique de dumping. L'Argentine ne voit donc rien dans l'Accord antidumping qui vienne étayer la position du Brésil.

93. En définitive, il serait facile de remédier à la situation qu'évoque le Brésil en recourant aux dispositions énoncées à cet effet dans l'Accord antidumping. L'article 11.2 définit la procédure à appliquer face à un changement de circonstances tel que celui donné en exemple par le Brésil, où aussi bien les prix sur le marché de l'exportateur que sur celui de l'importateur baisseraient. Et l'article 9.3.2 pour sa part permet aux exportateurs de demander le remboursement de tous les droits perçus en trop.

94. Le Brésil soutient également au paragraphe 41 de la communication qu'il a présentée à titre de réfutation que les prix minimaux à l'exportation déterminés dans la Résolution n° 574/2000 ne sauraient constituer des droits antidumping parce qu'ils ne sont pas représentatifs de la valeur normale et des prix à l'exportation indiqués par les exportateurs et examinés par l'autorité chargée de l'enquête.

95. L'Argentine ne voit pas quel peut être le fondement de cette allégation du Brésil. D'une part, celui-ci a lui-même annexé à sa première communication écrite[53] les différents rapports techniques élaborés par les organismes chargés de l'enquête qui ont servi de base à l'autorité chargée de la mise en œuvre pour déterminer les droits applicables.

96. D'autre part, l'Argentine a également démontré que, conformément aux prescriptions des articles VI:2 du GATT de 1994 et 9.1 de l'Accord antidumping, les prix minimaux fixés en ce qui concerne chacun des exportateurs pour lesquels des droits antidumping individuels ont été imposés comme pour ceux qui ont été regroupés dans la catégorie "Autres" (Resto) l'ont été à des montants tels que les droits restent inférieurs à la marge de dumping établie à la suite de l'enquête.[54]

97. Il semblerait que le Brésil veuille à nouveau inciter le Groupe spécial à constater que le système de montants variables utilisé par l'Argentine pour fixer les droits sur une base prospective est incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping.

98. L'Argentine se voit donc obligée de répéter que l'Accord antidumping ne contient pas de dispositions sur la façon dont les Membres doivent fixer leurs droits antidumping et qu'en pratique, ils choisissent entre trois systèmes.[55] De plus, l'article 9, qui est intitulé "*Imposition et recouvrement de droits antidumping*", contient des dispositions relatives à la façon dont peuvent être recouvrés ces droits (sur une base prospective ou rétrospective) et ne dit rien du système que les Membres doivent utiliser à cet effet.

99. Par contre, ce que dit l'article 9.1, c'est qu'"*[i]l est souhaitable que l'imposition soit facultative sur le territoire de tous les Membres et que le droit soit moindre que la marge si ce droit suffit à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale*".

100. En résumé et sur la base de ce qui vient d'être exposé, l'Argentine souhaite indiquer clairement:

i) que l'article VI du GATT de 1994 et l'article 2 de l'Accord antidumping définissant ce qu'est le dumping, ils définissent aussi ce qui doit être considéré comme une marge de dumping puisque celle-ci n'est jamais qu'une manière d'exprimer celui-là, sauf pour ce qui est des dispositions spécifiques applicables à des phases déterminées comme celle énoncée à l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping;

ii) que, par conséquent, la limite fixée par l'article 9.3 de l'Accord antidumping à l'imposition de droits antidumping se réfère à l'article 2 dans sa totalité et non, comme le prétend le Brésil, au seul article 2.4.2;

iii) que le droit antidumping imposé à la suite d'une enquête effectuée conformément à l'Accord antidumping ne doit pas nécessairement être égal à la marge de dumping établie pendant la phase d'enquête;

iv) que la pratique des Membres de l'OMC, en l'absence de dispositions spécifiques dans l'Accord antidumping, a consacré l'utilisation de trois systèmes pour l'application de droits antidumping et que l'un de ces systèmes est celui des montants variables auxquels a recours l'Argentine.

---

[53] Voir principalement la pièce n° 15 du Brésil.

[54] Voir la première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 316 et la déclaration de l'Argentine à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 57.

[55] Voir la première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 315 et la déclaration de l'Argentine à la première réunion du Groupe spécial avec les parties, paragraphe 54.

101. En conséquence, l'Argentine a l'honneur de demander au Groupe spécial de constater qu'elle a agi d'une manière compatible avec l'Accord antidumping de l'OMC en fixant et recouvrant les droits imposés en l'espèce et de rejeter l'allégation d'incompatibilité avec l'article 9.2 et 9.3 formulée par le Brésil.

IV. CONCLUSION

103. En se fondant sur les arguments avancés dans les sections précédentes, la République argentine a l'honneur de demander ce qui suit au Groupe spécial:

1) de ne pas de prononcer conformément au raisonnement exposé dans la section II et comme cela a été indiqué au paragraphe 26 de la présente communication, sur les 41 allégations d'incompatibilité avec différentes dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (Accord antidumping), présentées par le Brésil.

104. Si le Groupe spécial décidait de ne pas accéder à la demande susmentionnée, telle qu'elle est exprimé au paragraphe 26, section II, de la présente communication et à la lumière des arguments développés dans la section III, la République argentine a l'honneur de lui demander:

2) de rejeter les allégations du Brésil selon lesquelles la Résolution n° 574/2000 du Ministère de l'économie de la République argentine est incompatible avec:

- l'article 5.2, 5.3, 5.7 et 5.8 de l'Accord antidumping; l'article 12.1 de l'Accord antidumping;

- l'article 6.1.1, 6.1.2, 6.1.3, 6.2 et 6.8, ainsi qu'avec les paragraphes 5, 6 et 7 de l'annexe II et avec l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping;

- l'article 2.4 et 2.4.2 de l'Accord antidumping;

- l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping; l'article 4.1 de l'Accord antidumping;

- l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping;

ainsi que les différentes allégations relatives à l'article 12.2.2;

105. de rejeter la demande du Brésil tendant à l'abrogation immédiate de la Résolution n° 574/2000 qui a imposé les droits antidumping définitifs.

ANNEXE B-6

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL - DEUXIÈME RÉUNION

(28 novembre 2002)

Note: Le Groupe spécial n'a mentionné les numéros des allégations que pour plus de commodité.

Questions adressées à l'Argentine

Questions préliminaires

66. En ce qui concerne le paragraphe 13 de la deuxième communication de l'Argentine, quel était l'"exposé d'un fait" (point I) qu'aurait fait le Brésil? Veuillez indiquer comment l'Argentine s'est fondée de bonne foi sur cet exposé allégué (point III).

Réponse

Premièrement, l'Argentine estime que le comportement du Brésil, qui a successivement déposé des recours et engagé des procédures de règlement des différends devant des instances différentes, d'abord dans le cadre du MERCOSUR, puis à l'OMC – et à plus forte raison lorsque sont pris en considération les précédents mentionnés dans la première communication écrite de l'Argentine[1], c'est-à-dire le recours au mécanisme de règlement des différends prévu dans le Protocole de Brasília pour régler les conflits avec d'autres États parties au MERCOSUR et le respect du contenu et de la portée des décisions arbitrales dans tous les différends –, fournit des exposés de faits qui remplissent les conditions requises, à savoir être clairs, non ambigus, volontaires, inconditionnels et autorisés, éléments essentiels de l'estoppel aux termes de la définition donnée au paragraphe 13 de la communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine.

Au paragraphe 20 de cette communication[2], l'Argentine précise les éléments que comporte l'affaire actuellement portée par le Brésil devant l'OMC. Parmi ces éléments, la dernière phrase de l'alinéa iii) de ce paragraphe indique ce qui suit: "En conséquence, le comportement antérieur du Brésil en ce qui concerne l'acceptation des décisions arbitrales, confirmé par la signature du Protocole d'Olivos, rend inopposable à l'Argentine la plainte que le Brésil prétend introduire maintenant sur la base du Mémorandum d'accord."

Qui plus est, le fait que le Brésil a signé le Protocole d'Olivos le 18 février 2002 – acceptant ainsi expressément la clause relative au choix de l'instance – et que sept jours après, soit le 25 février 2002, il a demandé l'établissement d'un groupe spécial dans le présent différend témoigne de l'avis de l'Argentine d'une contradiction dans son comportement, dans lequel l'Argentine avait légitimement confiance étant donné que les deux pays sont des États parties au MERCOSUR, et elle subit aujourd'hui les conséquences négatives de ce changement de position.[3] Ce fait a également été évoqué dans les communications des CE[4] et du Paraguay[5] en tant que tierces parties.

[1] Première communication écrite de l'Argentine, 29 août 2002, paragraphes 18 à 22 et notes de bas de page correspondantes.

[2] Communication présentée à titre de réfutation par l'Argentine, 17 octobre 2002, paragraphe 20.

[3] De fait, l'Argentine a déjà approuvé le Protocole d'Olivos. Le 9 octobre 2002, le Congrès national a adopté ce protocole par la Loi n° 25.663 que le pouvoir exécutif a promulguée par le Décret n° 2091/02 du

67. Au paragraphe 13 de sa deuxième communication, l'Argentine affirme que le principe de l'estoppel est un principe général du droit international. Le principe de l'estoppel est-il une "règle [ ] coutumière [ ] d'interprétation du droit international public" au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord? Veuillez préciser. Un principe général du droit international est-il la même chose qu'une règle d'interprétation du droit international? Veuillez préciser.

Réponse

Les règles d'interprétation du droit international public visées à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord sont énoncées dans l'article 31 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

L'article 31 de la Convention de Vienne indique les règles d'interprétation à suivre. Ces règles sont appliquées par l'organe de décision en tenant compte dans toutes les affaires des sources du droit.

Les sources auxquelles il est possible de recourir à des fins d'interprétation sont indiquées à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de justice qui mentionne comme sources principales les traités, la coutume internationale et les principes généraux du droit international.

En conséquence, l'Argentine considère que le principe de l'estoppel, en tant que principe général du droit international, est une source à laquelle tout tribunal international appelé à régler un différend peut légitimement avoir recours.

Dans le différend en cours, c'est en ce sens que l'Argentine estime que l'argument relatif au principe de l'estoppel devrait être pris en compte par le Groupe spécial dans l'exercice de ses fonctions au titre du Mémorandum d'accord. Cela est conforme à l'obligation énoncée à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord de clarifier les dispositions existantes des accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

De plus, l'Argentine répète ce qui est indiqué dans sa deuxième communication écrite[6], à savoir que d'autres groupes spéciaux ont déjà examiné le principe de l'estoppel dans les différends: "Communautés européennes – Amiante"[7] et "Guatemala – Ciment".[8]

Allégation n° 1

68. En réponse à la question n° 6, l'Argentine fait référence à la revue Aves & Ovos. Si le requérant a communiqué plus d'extraits de cette revue que ceux qui sont contenus dans la pièce n° 1 du Brésil, veuillez fournir un exemplaire de ces extraits additionnels. Veuillez indiquer précisément comment les renseignements tirés de la revue Aves & Ovos, tels qu'ils ont été communiqués par le requérant, étayent la nécessité de procéder à un ajustement de la valeur normale de 9,09 pour cent. En outre, sur quelle base l'autorité chargée de l'enquête a-t-elle attribué la même valeur à la tête et aux pattes qu'aux autres parties du poulet?

---

18 octobre 2002, les deux ayant été publiés au Journal officiel de la République argentine n° 30008 le 21 octobre 2002.

[4] Communication présentée par les Communautés européennes en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 17 et note de bas de page 17.

[5] Communication présentée par le Paraguay en tant que tierce partie, 9 septembre 2002, paragraphe 8.

[6] Deuxième communication écrite de l'Argentine, 17 octobre 2002, paragraphes 17, 18 et 19.

[7] WT/DS135/R, "*Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*", rapport adopté le 5 avril 2001, paragraphe 8.60.

[8] WT/DS156/R, "*Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*", rapport adopté le 17 novembre 2000, paragraphe 8.23.

Réponse

Il convient de souligner que la revue Aves & Ovos ne fournit aucun renseignement sur l'ajustement de 9,09 pour cent effectué. Cette revue a été mentionnée dans la réponse de l'Argentine à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à la suite de la première réunion à propos des éléments de preuve énumérés par le requérant dans sa demande. S'agissant de la question concernant la base sur laquelle l'autorité chargée de l'enquête a attribué la même valeur à la tête et aux pattes qu'aux autres parties du poulet, il faut préciser une fois de plus que la tête et les pattes n'ont pas été considérées comme ayant la même valeur que les autres parties de l'animal aux fins de la fixation de l'ajustement. Au contraire, l'ajustement de 9,09 pour cent a été calculé à la suite d'une prise en compte spécifique des têtes et des pattes.

Allégation n° 2

69. En ce qui concerne la réponse de l'Argentine à la question n° 12, le Groupe spécial note que le passage du document de la JOX cité par l'Argentine figure sous la rubrique "Frango Vivo". Existe-t-il une déclaration semblable pour les volailles éviscérées? Qu'entend-on par "le prix demeure très stable"?

Réponse

Non, la publication de la JOX mentionne spécifiquement les volailles vivantes. Toutefois, la référence à l'indication selon laquelle "la production sur le marché parallèle dans São Paulo est nettement plus faible, de sorte que le prix demeure très stable" est liée au fait que les volailles vivantes constituent l'élément fondamental et principal du produit faisant l'objet de l'enquête. Il est donc raisonnable, lors de cette phase précédant l'ouverture de celle-ci, de considérer que si le prix de cet élément se maintient sans modifications significatives, celui du produit final – objet de l'enquête – ne variera pas beaucoup.

En d'autres termes, l'expression "de sorte que le prix demeure très stable" signifie que le prix se maintiendrait sans modifications significatives et est donc un élément approprié lors de cette phase précédant l'enquête.

Allégation n° 3

70. Quand la CNCE a-t-elle fait parvenir au Secrétaire l'Acte n° 405 (daté du 7 janvier 1998)? Quand l'APCDS a-t-elle fait parvenir au Secrétaire le rapport (également daté du 7 janvier 1998)?

Réponse

Le Secrétaire à l'industrie, au commerce et aux mines a reçu l'Acte n° 405 le 9 janvier 1998 et le rapport de la DCD sur le dumping le 27 janvier 1998.

71. En ce qui concerne la première phrase du troisième paragraphe de la réponse de l'Argentine à la question n° 16, que signifie le membre de phrase "conformément aux prescriptions de la demande le 17 février 1998"? Quelles sont précisément les "prescriptions de la demande"?

Réponse

Les prescriptions de la demande sont celles qui figurent sur le formulaire n° 349 communiqué dans l'Annexe XXXIX de l'Argentine. La signification du membre de phrase mentionné est la

suivante: le 17 février 1998, les requérants ont présenté des renseignements actualisés répondant aux demandes faites dans ce formulaire n° 349. Sur la base d'un avis juridique du Département compétent du ministère et conformément à la Loi n° 19549 sur les procédures administratives, ces renseignements ont été transmis à la CNCE aux fins d'analyse. Celle-ci a donné lieu à la publication par la CNCE de l'Acte n° 464 et du rapport technique correspondant.

Allégation n° 10

72. Comment et quand l'autorité a-t-elle obtenu les adresses des exportateurs brésiliens qui ont été approchés en février 1999? Si ces adresses ont été obtenues à partir d'un document versé au dossier de l'enquête, veuillez fournir un exemplaire de ce document.

Réponse

L'adresse des producteurs exportateurs qui ont reçu une notification en février 1999 a été communiquée par téléphone à l'initiative d'importateurs intéressés à l'enquête qui, ayant eu connaissance de l'ouverture de celle-ci grâce au Journal officiel, se sont mis en rapport avec l'autorité chargée de l'enquête et ont fourni ces adresses.

73. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 36 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse

En ce qui concerne le paragraphe 36 de la déclaration du Brésil, prière de se reporter à ce que l'Argentine a déjà dit au sujet de l'article 6.1.1, à savoir que d'amples possibilités de participation ont été ménagées aux parties intéressées à l'enquête et que les demandes de prorogation présentées ont été prises en considération.

Allégation n° 11

74. Suite à la réponse de l'Argentine à la question n° 29, tous les renseignements contenus dans la demande ont-ils été adressés à la DCD et à la CNCE, ou bien n'ont-elles reçu que les parties de la demande traitant respectivement du dumping et du dommage?

Réponse

Les deux organismes ont reçu la même demande, avec les mêmes renseignements. Le requérant, en présentant une demande d'ouverture d'enquête, devait remplir le formulaire approuvé par la Résolution n° 349 du 12 novembre 1991 de l'ex-Secrétariat à l'industrie et au commerce et le remettre à l'ex-Sous-Secrétariat au commerce extérieur (SSCE). Conformément aux articles 36 à 40 du Décret n° 2121/94, la demande a été soumise à l'ex-SSCE, qui en a transmis un exemplaire complet à la CNCE pour que cette dernière puisse faire une détermination de l'existence d'un dommage.

La CNCE a reçu le 9 septembre 1997 un exemplaire de la demande d'ouverture d'enquête présentée par la CEPA au SSCE le 2 septembre 1997. Les deux communications sont identiques et celle transmise à la CNCE figure dans la section I du dossier CNCE n° 43/1997 (folios 2 à 284). Par conséquent, les deux organismes ont eu à leur disposition des exemplaires complets de la demande d'application de mesures présentée par la CEPA.

Allégation n° 15

75. En ce qui concerne la deuxième phrase de la réponse de l'Argentine à la question n° 39, quelle est précisément la "procédure" (concernant les pièces justificatives) suivie par l'autorité chargée de l'enquête? Comment une partie intéressée devait-elle savoir quelles pièces justificatives il lui fallait fournir? Où exactement la "procédure" a-t-elle été spécifiée? Où exactement la demande de pièces justificatives est-elle énoncée? Veuillez fournir des exemplaires des sources pertinentes.

Réponse

En ce qui concerne la procédure suivie par l'autorité chargée de la mise en œuvre pour obtenir des pièces justificatives, des instructions ont été jointes au questionnaire pour expliquer comment il devait être rempli et indiquer quels renseignements devaient être corroborés par des pièces justificatives à cet effet. Il était également indiqué qu'au cas où il ne serait pas possible de joindre les pièces justificatives, il faudrait préciser leur source. Par pièces justificatives, l'autorité entend des documents étayant les déclarations ou arguments des parties intéressées. Si, par exemple, l'autorité chargée de la mise en œuvre est invitée à effectuer un ajustement au titre du fret, il serait souhaitable que la partie intéressée joigne le contrat avec l'entreprise de transport ou tout autre document en sa possession indiquant la valeur ou le pourcentage qu'il faut déduire.

Ces instructions figurent dans la première partie du questionnaire à remplir par l'exportateur.

Un exemplaire vierge du questionnaire à l'exportateur est joint en tant qu'Annexe LXIII de l'Argentine.

Allégation n° 20

76. En ce qui concerne la question n° 43, veuillez indiquer précisément quelles données relatives à la valeur normale il a été demandé à Catarinense de fournir. Veuillez préciser le(s) document(s) dans lequel/lesquels la demande a été formulée. En outre, pour quelle période a-t-il été demandé à Catarinense de fournir les données pertinentes relatives à la valeur normale?

Réponse

Les renseignements que l'entreprise Catarinense a été invitée à fournir sont ceux qui ont été demandés par la note n° 273-001065/99 de la DCD jointe par le Brésil à titre de pièce n° 13 et où on peut constater que ces renseignements concernaient la période 1998-janvier 1999. À cet égard, il ne faut pas perdre de vue qu'indépendamment des documents demandés et au moyen de la dernière note envoyée par l'autorité chargée de la mise en œuvre – note n° 273-001321/99 de la DCD jointe par le Brésil à titre de pièce n° 27 –, il a été rappelé aux entreprises qu'elles devaient se conformer aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives, particulièrement en ce qui concerne l'attestation confirmant qu'elles sont dotées de la personnalité juridique, condition fondamentale à remplir pour qu'une partie puisse être prise en considération dans une enquête.

77. En ce qui concerne les données relatives à la valeur normale de Catarinense, l'Argentine affirme qu'elles ont été présentées sous une forme agrégée. Cependant, il est apparemment indiqué à la section VII.3.2 de la détermination finale de l'existence d'un dumping que Catarinense avait communiqué des renseignements sur les ventes faites sur le marché intérieur correspondant à 1998 et janvier 1999 désagrégées par transaction. Veuillez présenter des observations.

Réponse

Comme cela est indiqué, la section VII.3.2 du Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping comporte, au folio 3023, un renvoi à l'Annexe VIII: "Ventes effectuées sur le marché intérieur en 1998 et janvier 1999, désagrégées par transaction." En ce qui concerne la valeur normale pendant la période pour laquelle ce renseignement a été demandé, Catarinense a donc bien fait parvenir une liste des ventes sur le marché intérieur, mais sans fournir aucune pièce justificative ni aucun support informatisé. Enfin, l'Argentine répète que Catarinense n'a jamais présenté aucune attestation confirmant qu'elle est dotée de la personnalité juridique malgré la demande qui lui a été faite par la note n° 273-001321/99 de la DCD.

À la section VIII.1.3.3.5, folios 3053 et 3054, du Rapport sur la détermination finale de la marge de dumping, il est dit que les valeurs reportées sur le folio 3054 découlent des renseignements fournis sous forme agrégée par l'entreprise exportatrice dans les Annexes V et VI du questionnaire à l'exportateur et qu'elles se rapportent à une période plus longue que celle indiquée dans sa demande par l'autorité chargée de la mise en œuvre. Les valeurs détaillées du tableau du folio 3054 découlent donc du traitement des données des Annexes V et VI. Comme cela est indiqué dans les notes de bas de page des Annexes V et VI, les renseignements relatifs à l'année 1999 ont été recueillis jusqu'en septembre. Un exemplaire des Annexes V et VI, telles qu'elles ont été présentées par Catarinense, est joint en tant qu'Annexe LXIV de l'Argentine.

78. Veuillez présenter des observations sur les deux premières phrases du paragraphe 53 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse

En ce qui concerne les deux premières phrases du paragraphe 53, il n'y a aucune contradiction, contrairement à ce que prétend le Brésil, puisque l'Argentine a dit que les renseignements sur les prix à l'exportation ont été fournis, mais que la valeur normale n'ayant pu être déterminée pour les raisons déjà données, ces prix à l'exportation n'ont pu être pris en considération. À cet égard, l'Argentine disposait de renseignements officiels sur les prix à l'exportation des deux entreprises et ce sont ces données qui ont été utilisées pour la détermination finale.

Allégation n° 21

79. Il semblerait, au vu du paragraphe 185 de la première communication écrite de l'Argentine, que les parties ont été informées des "faits essentiels" au moyen du Rapport sur les actions entreprises du 4 janvier 2002. L'Argentine pourrait-elle confirmer qu'il s'agit du seul instrument versé au dossier de l'enquête au moyen duquel l'autorité chargée de l'enquête a informé les parties intéressées des "faits essentiels"?

Réponse

Oui, le Rapport sur les actions entreprises est le document au moyen duquel l'autorité chargée de l'enquête a informé les parties intéressées des faits essentiels. À cet égard, l'Argentine réaffirme ce qu'elle a dit au paragraphe 185 de sa première communication écrite.

80. Le Groupe spécial note la réponse de l'Argentine à la question n° 47 a). À titre complémentaire, le Groupe spécial apprécierait que l'Argentine puisse répondre aux questions ci-après:

1) Dans l'enquête en cause, quels étaient les "faits essentiels" dont l'autorité chargée de l'enquête avait informé les parties intéressées?

2) Où, le cas échéant, les renseignements mentionnés aux paragraphes 340 à 350 de la première communication écrite du Brésil et au paragraphe 87 de la deuxième communication écrite du Brésil peuvent-ils être trouvés?

Lorsqu'elle répondra à ces questions, il est demandé à l'Argentine d'indiquer avec précision le numéro de paragraphe ou de page où figurent les renseignements dans le dossier de l'enquête, le cas échéant, et de fournir un exemplaire des documents pertinents.

Réponse

Les faits essentiels sont ceux dont il est question tout au long du Rapport sur les actions entreprises du 4 janvier 2000 (folio 2757).

Toutefois, et afin de donner des précisions sur la valeur normale et le prix à l'exportation, on peut citer à titre d'exemple la section VIII.1 et VIII.1.3.3 de ce rapport qui explique la méthode à laquelle a eu recours Sadia pour le calcul de la valeur normale. De même, il convient de se reporter pour AVIPAL à la section VIII.1.3.3.2 où des détails sont donnés sur les renseignements utilisés et la méthode appliquée pour le calcul de la valeur normale en ce qui concerne cette entreprise. Ces indications sont également fournies pour l'entreprise NICOLINI (folios 2819 et 2820) et pour l'entreprise SEARA (folio 2821).

Par conséquent, ce qu'a dit le Brésil aux paragraphes 340 à 350 de sa première communication écrite ne correspond pas à la réalité puisque d'amples possibilités d'exprimer leur point de vue sur les faits essentiels que l'autorité examinerait pour le calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation ont été ménagées aux parties intéressées.

En ce qui concerne l'exemplaire du Rapport sur les faits essentiels, voir la pièce n° 28 du Brésil.

Allégation n° 23

81. Au paragraphe 73 de sa deuxième communication, l'Argentine laisse entendre que l'exportateur avait d'amples possibilités d'informer la DCD des éventuels ajustements qu'il fallait effectuer lorsqu'il a présenté les factures que la DCD avait demandées. Pourquoi Sadia aurait-elle dû demander un ajustement au titre du fret lorsqu'elle a présenté ses factures si elle avait déjà demandé cet ajustement dans ses réponses au questionnaire?

Réponse

L'Argentine réaffirme ce qu'elle a dit aux paragraphes 210 et 211 de sa première communication écrite. En fait, SADIA a répondu au point du questionnaire concernant le transport intérieur, mais n'a jamais fourni à ce sujet de pièces justificatives. Et les factures présentées ne donnent aucune indication sur le pourcentage et/ou le montant de l'ajustement à effectuer.

En d'autres termes, si SADIA a indiqué dans l'annexe X une valeur en dollars par tonne à déduire au titre du fret et l'a également fait dans l'annexe VIII – Ventes sur le marché intérieur – ces valeurs ont été présentées sous une forme annualisée sans aucune pièce justificative qui aurait permis à l'autorité de vérifier si elles correspondaient à la réalité et, ainsi, d'effectuer ledit ajustement.

Est jointe à cet égard une "*nota fiscal*" (certificat d'imposition) de SADIA montrant clairement que la case relative au coût du transport ne contient l'indication d'aucun montant. Et c'est le chiffre "1" correspondant à "*emitente*" qui apparaît dans la case "*frete por conta*".

Le type de pièces justificatives dont il s'agit en l'occurrence serait par exemple un contrat de SADIA avec une entreprise de transport ou d'autres documents de l'entreprise indiquant clairement le montant à déduire au titre du fret. Nous insistons sur le fait que les "*notas fiscales*", où ne figurait pas le montant indicatif de l'ajustement demandé, ont été les seules pièces justificatives communiquées.

Une photocopie de facture ainsi qu'une photocopie des Annexes VIII et X du questionnaire à l'exportateur sont jointes en tant qu'Annexe LXV de l'Argentine.

82. L'Argentine a affirmé qu'elle n'avait pas donné suite à la demande d'ajustement au titre du fret formulée par Sadia parce que celle-ci n'avait pas étayé sa demande par des éléments de preuve documentaires. Veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a exposé le motif du rejet de la demande de Sadia dans sa détermination finale, ou dans tout autre document établi par l'autorité chargée de l'enquête au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse

L'explication dont il s'agit est donnée à la section VIII.1.3.3.1 du Rapport sur les actions entreprises. À ce sujet, la DCD a indiqué de façon détaillée dans ce rapport quels renseignements elle retiendrait pour la détermination de la valeur normale, et l'ajustement au titre du fret n'y était pas mentionné.

Allégation n° 22

83. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 59 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse

Tout d'abord, en ce qui concerne ce que dit le Brésil quant à la raison pour laquelle l'autorité n'a pas procédé de la même manière avec CATARINENSE et avec FRANGOSUL, il faut préciser que CATARINENSE n'a jamais fourni d'attestation confirmant qu'elle est dotée de la personnalité juridique, c'est-à-dire qu'elle ne s'est pas conformée à une prescription essentielle à laquelle doit satisfaire toute partie intéressée désireuse de participer à l'enquête, conformément aux exigences de la Loi nationale sur les procédures administratives – Loi n° 19549 –, qui, en vertu de l'article 76 du Décret n° 2121/94, s'applique à titre supplétoire aux procédures d'enquête.

Il convient de rappeler que cette loi a été notifiée au Comité antidumping de l'OMC en son temps. C'est pourquoi, dans la dernière note adressée à CATARINENSE, qui figure dans la pièce n° 27 du Brésil, il lui a été indiqué qu'elle devait se conformer aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives. Néanmoins, cette entreprise exportatrice a persisté à ne verser au dossier aucune communication et, comme l'Argentine l'a déjà fait observer, n'a pas fourni l'attestation requise.

Par ailleurs, en ce qui concerne FRANGOSUL, il convient de souligner que malgré les prorogations successives qui lui ont été accordées et les nombreuses demandes de renseignements qui lui ont été adressées par l'autorité chargée de la mise en œuvre – comme le montre le tableau récapitulatif concernant cette entreprise, qui a été joint pour le Groupe spécial aux réponses de l'Argentine aux questions posées après la première réunion – aucun des renseignements liés aux ventes sur le marché intérieur dont l'autorité aurait eu besoin aux fins de la détermination individuelle de la marge de dumping n'a été fourni.

À cet égard, il est rappelé que, comme cela ressort du tableau récapitulatif concernant l'exportateur FRANGOSUL, l'autorité chargée de la mise en œuvre, par ses notes n° 273-001181/99 du 12 octobre 1999 et n° 273-001412/99 du 18 novembre 1999, a demandé pour la dernière fois à cette entreprise de lui communiquer les listes des ventes sur le marché intérieur. Dans la seconde de ces notes, un délai n'excédant pas cinq jours lui a été accordé pour ce faire. Il s'agissait, en fixant ce délai, de laisser à l'autorité chargée de la mise en œuvre suffisamment de temps pour analyser et traiter les renseignements reçus.

Toutefois, FRANGOSUL, après expiration du délai accordé pour la communication des renseignements, a présenté, uniquement sur support électronique (disquette) la liste des "*notas fiscales*". Cette entreprise n'a donc pas fourni la copie papier de la liste requise la Loi nationale sur les procédures administratives. Cette loi est appliquée à titre supplétoire aux procédures antidumping, conformément aux dispositions de l'article 76 du Décret n° 2121/94.

Pour que tout soit bien clair, les articles 7 et 15 du Décret n° 1759/72, qui constitue le règlement d'application de cette loi, sont cités ci-après.

> "*Article 7 – La désignation d'un dossier lors de son ouverture est maintenue tout au long des procédures successives, quels que soient les organismes qui y participent. Toutes les unités sont tenues de fournir des renseignements tirés d'un dossier en se référant à cette désignation initiale.*
>
> *La page de titre indique l'organe qui a la responsabilité principale de la procédure et le délai dans lequel l'affaire doit être réglée.*"
>
> "*Article 15 – Les pièces sont dactylographiées ou écrites lisiblement, à l'encre, dans la langue nationale ... Les conclusions sont résumées dans la partie supérieure de la page. Les pièces sont signées par les intéressés, leurs représentants légaux ou leurs fondés de pouvoir. À la seule exception de la pièce par laquelle est engagée une procédure, la désignation du dossier correspondant figure obligatoirement dans l'en-tête et, lorsqu'il y a lieu, la représentation exercée est indiquée avec précision ...*"

En Argentine, les procédures administratives sont écrites.

Encore une fois, l'Argentine tient à appeler l'attention du Groupe spécial sur les nombreuses demandes faites par l'autorité chargée de la mise en œuvre aux entreprises exportatrices au sujet des pièces qu'elles devaient présenter. À cet égard, elle reste à disposition du Groupe spécial pour lui fournir tous les documents qu'il jugerait pertinents.

Allégation n° 24

84. En ce qui concerne l'allégation n° 24, veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a donné les motifs pour lesquels elle n'a pas procédé aux divers ajustements des données de la JOX relatives aux prix intérieurs, soit dans sa détermination finale, soit dans tout autre document qu'elle a établi au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse

Les circonstances dans lesquelles a été faite la demande de renseignements adressée par l'autorité chargée de la mise en œuvre au Président de la publication de la JOX sont exposées au folio 3040 du Rapport sur la détermination finale (section VIII.1.3).

85. L'autorité chargée de l'enquête a-t-elle demandé à la JOX de fournir une traduction en espagnol de sa lettre du 3 août 1999 par laquelle la JOX avait donné des renseignements en portugais? Dans l'affirmative, veuillez fournir un exemplaire du document contenant cette demande.

Réponse

La traduction n'a pas été demandée parce qu'il a été présumé que les parties participant à la procédure antidumping, à laquelle s'applique la Loi nationale sur les procédures administratives à titre supplétoire, connaissent les prescriptions de celle-ci.

86. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 68 de la deuxième déclaration orale du Brésil.

Réponse

Nous sommes d'accord avec le Brésil, du point de vue théorique, pour considérer qu'afin de procéder à une comparaison équitable, tous les ajustements appropriés doivent être effectués aussi bien pour la valeur normale que pour le prix à l'exportation.

Toutefois, en l'espèce, en ce qui concerne la publication de la JOX, les renseignements qui auraient permis d'effectuer certains des ajustements que mentionne le Brésil n'étaient pas conformes aux prescriptions de la Loi nationale sur les procédures administratives (Loi n° 19549) selon laquelle les documents rédigés en langue étrangère doivent être traduits en espagnol par un traducteur agréé conformément à l'article 28 du Décret n° 1759/72 réglementant l'application de cette loi.

Allégation n° 32

87. Veuillez indiquer précisément (n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) où l'autorité chargée de l'enquête a expliqué pourquoi elle avait examiné les données de 1999 seulement pour certains facteurs relatifs au dommage et pas pour d'autres, soit dans sa détermination finale, soit dans tout autre document qu'elle a établi au moment de sa détermination. Si le Groupe spécial n'a pas déjà un exemplaire du document pertinent, veuillez en fournir un.

Réponse

Dans l'Acte n° 576 du 23 décembre 1999 qui figure dans le dossier CNCE n° 43/1997 (folio 7313), à la section V ("Situation de la branche de production nationale"), deuxième alinéa, première à sixième lignes, il est indiqué clairement que:

> "La "période visée par l'analyse" va de janvier 1996 à décembre 1998. Pour certaines variables, comme la production nationale, les prix, les importations, les exportations nationales et la consommation apparente, des données relatives au premier semestre de 1999 ont été incluses. Les données relatives à l'année 1995 ont été présentées à titre de référence. Les variations du premier semestre de 1999 sont à rapprocher de celles de la même période de l'année précédente." (non souligné dans l'original)

Toutefois, l'Argentine répète les déclarations qu'elle a faites dans ses deux communications antérieures et, pour une meilleure compréhension du contexte global, sa réponse selon laquelle:

> "Tout d'abord, il n'y a pas d'obligation d'analyser un indicateur en dehors de la période fixée par les autorités comme période couverte par l'enquête.
>
> Conformément à la pratique internationale suivie dans certains pays, l'Argentine a examiné un certain nombre de variables publiquement accessibles pour confirmer les tendances observées au cours de la période couverte par l'enquête. S'il fallait chercher à actualiser constamment tous les indicateurs au cours de l'enquête, comme le Brésil semble le suggérer en l'espèce, l'enquête ne s'achèverait jamais. Tel n'est pas, répétons-le, l'objectif de l'Accord antidumping, ni la pratique des pays qui, comme l'Argentine, examinent certains indicateurs pertinents à titre de référence."

Il convient de préciser que la détermination de l'existence d'une menace de dommage s'est fondée sur la période allant de janvier 1996 à décembre 1998, les autres données ayant été utilisées à titre de référence comme cela a été indiqué dans les réponses antérieures et dans l'Acte en question.

Allégation n° 38

88. Veuillez indiquer précisément comment le tableau 16 de l'Acte n° 576 (paragraphe 292 de la première communication écrite de l'Argentine) constitue une évaluation des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Veuillez fournir une explication plus détaillée que celle qui figure au paragraphe 74 de la deuxième déclaration orale de l'Argentine.

Réponse

Le tableau 16 du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, qui fait partie intégrante de l'Acte n° 576, indique la recette moyenne par vente de kg de volaille éviscérée, fraîche ou réfrigérée, et les prix relatifs du produit comparable, pour ce qui est de l'ensemble des produits industriels et de la viande de bœuf, représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, quartiers d'arrière-trains et de devant.

À cet égard, la comparaison concernant l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés est fondée sur la nécessité de déterminer si le prix du produit en question suivait la même tendance que les autres produits manufacturés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le deuxième indice, l'Argentine est traditionnellement consommatrice de viande rouge et c'est pourquoi il a été jugé pertinent d'utiliser cet indice pour analyser les effets que ses variations pourraient avoir sur la viande de volaille, à partir d'un certain degré de substitution entre la viande de bœuf et la viande de volaille.

Ainsi qu'il ressort du tableau, l'évolution des deux prix relatifs analysés a été identique à celle des recettes moyennes provenant des ventes du produit en question, bien que dans le cas du prix correspondant à la moyenne simple des prix de la viande de bœuf, les variations annuelles fassent apparaître une diminution plus forte qu'en 1998 à la suite de l'augmentation du prix de la viande de bœuf enregistrée cette année-là. En fait comme cela est indiqué dans le chapitre relatif au marché du rapport technique GEGE/ITDF n° 03/99, section VI.5 (Évolution récente du marché), folio 7371, troisième alinéa: "En 1998 on a observé un nouvel accroissement de la demande de viande de volaille résultant de l'effet de substitution consécutif aux fortes hausses du prix de la viande de bœuf, qui a atteint un pic au milieu de l'année. Aucune baisse de la consommation de viande de volaille n'a été enregistrée à la suite de la chute ultérieure du prix de la viande de bœuf, le marché percevant le prix

de la viande de volaille comme si faible qu'il va même jusqu'à tirer vers le bas celui de la viande de bœuf."

Par conséquent, l'article 3.4 a été manifestement pris en considération en ce qui concerne la disposition selon laquelle "L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les ... facteurs qui influent sur les prix intérieurs ..."

89. En ce qui concerne la réponse de l'Argentine à la question n° 59 relative au paragraphe 80 de la première déclaration orale du Brésil, veuillez fournir des citations exactes (par exemple, n° de page, n° de paragraphe, n° de ligne) pour les divers extraits de l'Acte n° 576.

Réponse

En ce qui concerne les citations visées au paragraphe 80:

- La citation "Un exercice économétrique a montré que pour la période allant de janvier 1995 à juin 1999, le prix du produit sur le marché intérieur a été fonction du volume des importations du mois précédent, du prix du produit importé et du prix de la viande de bœuf. L'inclusion du prix du maïs dans le modèle en question n'a pas donné de résultats satisfaisants, ce qui indique que l'importante variabilité du prix des volailles entières vidées n'est pas liée à l'évolution du prix du maïs. Des tendances similaires ont néanmoins été observées pour les deux variables" figure dans la section VIII (CONDITIONS DE CONCURRENCE ENTRE LE PRODUIT SIMILAIRE ET LE PRODUIT IMPORTÉ), § 1, folio 7328, dernier alinéa et folio 7329, premier alinéa.

- La citation "la récession économique n'a pas particulièrement influé sur la consommation de volailles entières vidées, qui a continué de croître (en 1998, elle a augmenté de 14 pour cent)" figure dans la section VIII (CONDITIONS DE CONCURRENCE ENTRE LE PRODUIT SIMILAIRE ET LE PRODUIT IMPORTÉ), § 1, folio 7329, deuxième alinéa.

- La citation "... le prix des produits industriels pris dans leur ensemble et de la viande de bœuf – représentés respectivement par l'indice des prix industriels de gros pour les produits manufacturés et par la moyenne simple des indices des prix à la consommation pour la viande de bœuf fraîche, morceaux découpés dans les quartiers de devant et d'arrière-train – a évolué de la même façon que les recettes provenant des ventes susmentionnées, bien que dans le cas de la viande de bœuf, l'examen des variations annuelles ait fait apparaître une baisse plus forte en 1998 du fait de la majoration de son prix constatée cette année-là" figure dans la section V (SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE), folio 7318, dernier alinéa.

Questions adressées au Brésil

Allégation n° 22

90. Il est indiqué au paragraphe 319 de la première communication écrite du Brésil que "Frangosul et Catarinense ont [...] communiqué les renseignements demandés sur la valeur normale et le prix à l'exportation, renseignements que la DCD a ignorés sans plus

d'explications". Le Brésil conviendrait-il que, s'il n'avait pas été tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas été tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense? Veuillez préciser.

91. Il est indiqué au paragraphe 324 de la première communication écrite du Brésil que "la DCD n'a fourni aucune explication, ni dans la détermination finale ni dans aucun autre document figurant dans le dossier de l'enquête, sur les raisons pour lesquelles, en l'espèce, il n'était pas possible de déterminer une marge individuelle pour Frangosul et Catarinense". Le Brésil conviendrait-il que, si l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, elle n'aurait pas été tenue d'expliquer dans les déterminations finales ou dans tout autre document versé au dossier de l'enquête pourquoi une marge de dumping individuelle n'avait pas été calculée pour ces exportateurs?

Allégation n° 23

92. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 210 de la première communication écrite de l'Argentine.

Allégation n° 24

93. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 77 à 79 de la deuxième communication de l'Argentine

Allégation n° 27

94. Le Brésil considère-t-il que l'autorité chargée de l'enquête aurait violé l'article 2.4.2 si les exportateurs étaient convenus qu'elle pouvait calculer la valeur normale en se fondant sur les transactions intérieures pour lesquelles des factures avaient été demandées?

Questions adressées aux deux parties

Allégation n° 21

95. Quels sont les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping? En particulier, les "faits essentiels" n'incluraient-ils que des faits ou bien aussi le raisonnement étayant une certaine conclusion?

Réponse

Il s'agit des faits sur lesquels l'autorité chargée de la mise en œuvre fonde ses conclusions.

96. Au paragraphe 8.229 de son rapport, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a constaté ce qui suit:

> **"Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives".**
>
> **Approuveriez-vous la considération qui précède? Veuillez préciser.**

Réponse

L'Argentine souscrit à la position prise par le Groupe spécial dans l'affaire Guatemala – Ciment II parce que la totalité du Rapport sur les actions entreprises a trait aux faits sur lesquels l'autorité se fondera pour prendre sa décision et que les parties intéressées en sont informées par l'autorité chargée de la mise en œuvre.

Allégation n° 22

97. Comment les parties interprètent-elles les termes "pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête" contenus dans la première phrase de l'article 6.10? De l'avis des parties, le membre de la première phrase de l'article 6.10 cité prescrit-il le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu de l'autorité chargée de l'enquête? Cela serait-il également le cas lorsqu'un exportateur connu ne communique pas les renseignements pertinents demandés par l'autorité chargée de l'enquête? Veuillez préciser.

Réponse

En ce qui concerne la question n° 97, l'Argentine indique que la détermination individuelle de la marge de dumping par exportateur est subordonnée à la condition que l'exportateur soit connu et présente les documents nécessaires pour permettre cette détermination.

98. De l'avis des parties, les constatations figurant aux paragraphes 6.86 à 6.101 (ces deux paragraphes inclus) du rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* seraient-elles applicables aux faits dans le présent différend? En particulier, la constatation du Groupe spécial ci-après serait-elle pertinente pour le différend en cours: "Le fondement de la détermination de la valeur normale n'a aucune incidence sur la possibilité de calculer une marge de dumping individuelle pour le producteur dont la valeur normale est en question?" L'absence de renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation ou le coût de production permettrait-elle automatiquement de ne pas calculer une marge de dumping individuelle conformément à l'article 6.10? Veuillez préciser en identifiant et en fournissant au Groupe spécial les justifications factuelles pertinentes.

Réponse

Elles ne s'appliquent pas en l'espèce étant donné que dans l'affaire Carreaux en céramique, l'autorité chargée de l'enquête a fait valoir qu'elle avait tenu compte, pour le calcul de la marge de dumping, de circonstances relatives aux "cas où le nombre d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés sera si important que l'établissement d'une telle détermination sera irréalisable ...". Autrement dit, les considérations sur lesquelles s'est fondé le Groupe spécial étaient liées au fait que les autorités argentines avaient décidé de déterminer la marge de dumping sur la base d'"un nombre raisonnable d'exportateurs en utilisant des échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique ... d'après les renseignements dont [les autorités] disposent au moment du choix ...". Ces constatations ne sont donc pas applicables à la présente affaire.

ANNEXE B-7

RÉPONSES DE L'ARGENTINE AUX QUESTIONS DU BRÉSIL – DEUXIÈME RÉUNION

(26 novembre 2002)

Questions du Brésil adressées à l'Argentine

Le Brésil croit savoir que tout de suite après l'ouverture de l'enquête, la DCD a envoyé un questionnaire aux exportateurs brésiliens Sadia, Avipal, Frangosul, Seara et Nicolini, leur demandant de communiquer des données relatives au prix à l'exportation et à la valeur normale pour les années 1996, 1997 et 1998 ainsi que pour les mois de 1999 pour lesquels des données étaient disponibles. Le 15 septembre 1999, la DCD a envoyé la notification de l'enquête et le questionnaire aux exportateurs brésiliens CCLP, Catarinense, Chapecó, Minuano, Perdigão, Comaves et Pena Branca, leur demandant de communiquer des données relatives au dumping pour la période allant de 1998 à la fin de janvier 1999. Gardant cela à l'esprit, veuillez indiquer:

1. Quand l'autorité chargée de l'enquête a décidé que la période de collecte de données relatives au dumping pour Savia, Avipal et Frangosul serait de janvier 1998 à la fin de janvier 1999, et non les années 1996, 1997 et 1998.

2. Quand l'autorité chargée de l'enquête a notifié à Sadia, Avipal et Frangosul que la période de collecte de données relatives au dumping serait de janvier 1998 à la fin de janvier 1999, et non les années 1996, 1997 et 1998.

Réponse

1 et 2. Les exportateurs brésiliens ont été informés de la période de collecte de données au stade de détermination préliminaire de l'enquête.

Comme on peut s'en assurer, l'autorité chargée de la mise en œuvre avait déjà indiqué, dans les annexes du Rapport sur la détermination préliminaire, que la période couverte par l'enquête serait celle de janvier 1998 à janvier 1999.

De toute évidence, toutes les entreprises exportatrices pouvaient savoir quelle était la période couverte par l'enquête examinée par l'autorité. Dans le cas d'AVIPAL, de SADIA et de FRANGOSUL, les demandes de documents adressées par la DCD donnaient des indications quant à la période qui serait analysée.

On peut se reporter aussi au tableau récapitulatif joint à titre de complément aux réponses de l'Argentine au questionnaire remis par le Groupe spécial après la première réunion du Groupe spécial avec les parties.

3. Quelle base l'autorité chargée de l'enquête a-t-elle utilisée pour retenir la période de janvier 1998 à la fin de janvier 1999 comme période de collecte de données aux fins du dumping, et non la période de 1996 à la fin de 1998, indiquée dans le questionnaire relatif au dumping adressé à Sadia, Avipal et Frangosul?

Réponse

Pour déterminer la période couverte par l'enquête, l'autorité s'est fondée sur le principe selon lequel les renseignements à fournir devraient correspondre à une période aussi proche que possible de l'ouverture de l'enquête.

ANNEXE B-8

OBSERVATIONS DE L'ARGENTINE SUR LES RÉPONSES DU BRÉSIL AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL – DEUXIÈME RÉUNION

(28 novembre 2002)

Questions adressées au Brésil

Allégation n° 22

90. Il est indiqué au paragraphe 319 de la première communication écrite du Brésil que "Frangosul et Catarinense ont [...] communiqué les renseignements demandés sur la valeur normale et le prix à l'exportation, renseignements que la DCD a ignorés sans plus d'explication". Le Brésil conviendrait-il que, s'il n'avait pas été tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête n'aurait pas été tenue de calculer une marge de dumping individuelle pour Frangosul et Catarinense? Veuillez préciser.

Concernant la réponse du Brésil à la question n° 90, l'Argentine voudrait faire observer une fois encore que le Brésil est dans l'erreur lorsqu'il allègue que FRANGOSUL et CATARINENSE ont présenté tous les renseignements demandés, si bien que, selon lui, l'autorité chargée de la mise en œuvre était tenue de faire une détermination individuelle de la marge de dumping. À cet égard, il est fait référence à la réponse de l'Argentine à la question n° 83 concernant l'allégation n° 22.

L'Argentine voudrait souligner que la réponse donnée par le Brésil ne répond pas à la question posée par le Groupe spécial. Le Brésil s'efforce néanmoins de soutenir que l'autorité chargée de la mise en œuvre aurait dû déterminer une marge de dumping individuelle et cherche à établir une analogie avec la manière dont l'autorité chargée de la mise en œuvre a traité les renseignements présentés par les entreprises SADIA et AVIPAL.

De l'avis de l'Argentine, une telle comparaison n'est pas appropriée, car les renseignements communiqués par SADIA et AVIPAL remplissaient les conditions requises pour pouvoir être pris en considération dans la détermination finale. Il convient de faire observer que, dans leurs communications, ni SADIA ni AVIPAL n'ont élevé d'objection à l'encontre de la méthodologie employée pour calculer la marge de dumping, en particulier en ce qui concernait le prix d'exportation. L'Argentine ne voit donc pas pourquoi à ce stade le Brésil soutient avec insistance qu'il ne comprend pas et rejette la manière dont le prix d'exportation a été traité dans le cas de SADIA et d'AVIPAL.

En d'autres termes, lorsque les parties ont eu l'occasion d'exprimer leurs vues quant à la méthodologie employée par l'Argentine pour déterminer le prix d'exportation, SADIA et AVIPAL n'ont présenté aucune observation à cet égard.

Enfin, nous notons que le Brésil ne répond pas à la question du Groupe spécial. Suivant le raisonnement exposé ci-dessus, le Brésil devrait donc indiquer, comme le demande le Groupe spécial dans la question n° 90, la méthodologie qui selon lui devrait être employée pour déterminer la marge

de dumping individuelle lorsque la raison pour laquelle il n'est pas tenu compte de renseignements tient au fait qu'ils n'ont pas été présentés conformément aux prescriptions énoncées dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, son Décret réglementaire n° 2121/94, la Loi nationale sur les procédures administratives et son Décret réglementaire n° 1759/72, qui tous ont été notifiés au Comité antidumping de l'OMC.

91. Il est indiqué au paragraphe 324 de la première communication écrite du Brésil que "la DCD n'a fourni aucune explication, ni dans la détermination finale ni dans aucun autre document figurant dans le dossier de l'enquête, sur les raisons pour lesquelles, en l'espèce, il n'était pas possible de déterminer une marge individuelle pour Frangosul et Catarinense". Le Brésil conviendrait-il que, si l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas tenu compte des données communiquées par Frangosul et Catarinense conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord antidumping, elle n'aurait pas été tenue d'expliquer dans la détermination finale ou dans tout autre document versé au dossier de l'enquête pourquoi une marge de dumping individuelle n'avait pas été calculée pour ces exportateurs?

On ne voit pas pourquoi l'autorité chargée de la mise en œuvre ferait savoir qu'elle ne se propose pas de déterminer la marge de dumping individuelle s'il a déjà été indiqué que les renseignements relatifs à la valeur normale et au prix d'exportation ne seraient pas pris en compte en raison des lacunes de la documentation soumise. Il était donc évident qu'il n'y aurait pas de détermination de la marge de dumping individuelle, et les arguments du Brésil à cet égard n'ont aucune raison d'être.

Allégation n° 23

92. Veuillez présenter des observations sur le paragraphe 210 de la première communication écrite de l'Argentine.

L'Argentine prie le Groupe spécial de se reporter à la réponse qu'elle a donnée à la question n° 81 concernant l'allégation n° 23.

Allégation n° 24

93. Veuillez présenter des observations sur les paragraphes 77 à 79 de la deuxième communication écrite de l'Argentine.

Le Groupe spécial est prié de se reporter à la réponse donnée par l'Argentine à la question n° 86 concernant l'allégation n° 24.

Allégation n° 27

94. Le Brésil considère-t-il que l'autorité chargée de l'enquête aurait violé l'article 2.4.2 si les exportateurs étaient convenus qu'elle pouvait calculer la valeur normale en se fondant sur les transactions intérieures pour lesquelles des factures avaient été demandées?

Le Brésil est dans l'erreur lorsqu'il soutient que la détermination de la valeur normale aurait pu être faussée du fait de l'utilisation d'un échantillon statistiquement valable de factures présentées par les exportateurs qui faisaient état de ventes sur le marché intérieur pour établir la valeur normale.

D'autre part, la position du Brésil à ce sujet est une fois encore surprenante, cet argument n'ayant été présenté par le gouvernement brésilien ni pendant l'enquête, ni dans sa communication finale. Pour leur part, les exportateurs n'ont pas non plus allégué que la méthodologie suivie pour calculer la valeur normale, sur la base des renseignements présentés par les exportateurs, était, comme

le gouvernement brésilien le soutient maintenant, discutable ou incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Allégation n° 21

95. Quels sont les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping? En particulier, les "faits essentiels" n'incluraient-ils que des faits ou bien aussi le raisonnement étayant une certaine conclusion?

L'Argentine réitère la réponse donnée à cette question en temps voulu.

96. Au paragraphe 9.229 de son rapport, le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a constaté ce qui suit:

> **"Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargée de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives."**
>
> **Approuveriez-vous la constatation qui précède? Veuillez préciser.**

En ce qui concerne les allégations du Brésil concernant les renseignements communiqués par Frangosul et Catarinense pendant l'enquête, le raisonnement est une fois encore incorrect. À cet égard, il convient de faire observer que, dans le Rapport sur les actions entreprises, les lacunes que présentaient les renseignements communiqués par Frangosul et Catarinense étaient indiquées. De plus, à aucun moment il n'a été porté atteinte aux droits des parties en tant que défenderesses, puisque Frangosul a présenté des observations sur la teneur de ce rapport dans sa communication finale.

Enfin, il convient de souligner que le paragraphe du rapport *Guatemala – Ciment II* cité par le Brésil est superflu, puisque l'Argentine a mis à la disposition de toutes les parties intéressées le rapport pertinent sur les faits essentiels.

Allégation n° 22

97. Comment les parties interprètent-elles les termes "pour chaque exportateur connu ou producteur concerné du produit visé par l'enquête" contenus dans la première phrase de l'article 6.10? De l'avis des parties, le membre de la première phrase de l'article 6.10 cité prescrit-il le calcul d'une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur connu de l'autorité chargée de l'enquête? Cela serait-il également le cas lorsqu'un exportateur connu ne communique pas les renseignements pertinents demandés par l'autorité chargée de l'enquête? Veuillez préciser.

Il serait important que le Brésil explique la manière dont il calcule les marges de dumping individuelles lorsque les renseignements communiqués – comme dans le cas de Frangosul et de Catarinense – ne sont pas compatibles avec les prescriptions de l'Accord antidumping, ou dans un cas spécifique comme celui de Catarinense, dont la communication présentait une difficulté supplémentaire du fait que l'entreprise n'avait jamais versé au dossier la preuve de sa personnalité juridique, comme l'exige la Loi nationale sur les procédures administratives, laquelle est applicable à titre supplémentaire aux procédures d'enquêtes antidumping et a été dûment notifiée à l'OMC.

98. De l'avis des parties, les constatations figurant aux paragraphes 6.86 à 6.101 (ces deux paragraphes inclus) du rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* seraient-elles applicables aux faits dans le présent différend? En particulier, la constatation du Groupe spécial ci-après serait-elle pertinente pour le différend en cours: "Le fondement de la détermination de la valeur normale n'a aucune incidence sur la possibilité de calculer une marge de dumping individuelle pour le producteur dont la valeur normale est en question."? L'absence de renseignements sur la valeur normale, le prix à l'exportation ou le coût de production permettrait-elle automatiquement de ne pas calculer une marge de dumping individuelle conformément à l'article 6.10? Veuillez préciser en identifiant et en fournissant au Groupe spécial les justifications factuelles pertinentes.

Le Brésil mentionne maintenant des questions qui n'ont pas été soulevées pendant l'enquête. De plus, il ne cesse de soutenir avec insistance son point de vue concernant les renseignements communiqués par Frangosul et Catarinense. C'est là une source de confusion, car l'attention du Groupe spécial est appelée sur des considérations inappropriées puisqu'elles ne correspondent pas aux questions du Groupe spécial. De plus, pendant l'enquête et tout au long de la présente procédure, l'Argentine a présenté à plusieurs reprises d'abondants éléments de preuve indiquant la nature des renseignements fournis par les deux exportateurs et les lacunes qu'ils présentaient.

Enfin, l'Argentine réaffirme la nécessité pour le Brésil d'expliquer la manière dont il conviendrait de déterminer la marge de dumping individuelle lorsque les renseignements ne sont pas conformes aux prescriptions de l'Accord antidumping.

La réponse du Brésil n'est pas applicable au paragraphe cité puisque l'analyse à laquelle a procédé le Groupe spécial indiqué concerne l'échantillon et les renseignements présentés dans cet échantillon par les exportateurs.

Enfin, au vu des nombreuses explications fournies par l'Argentine dans toutes ses réponses, il est surprenant que le Brésil ne comprenne toujours pas la situation en cause, et cela d'autant plus qu'il n'a pas fait état de telles circonstances pendant l'enquête.

ANNEXE B-9

OBSERVATIONS DE L'ARGENTINE SUR LA DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU BRÉSIL

(26 novembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. La République argentine remercie le Groupe spécial de lui avoir donné la possibilité de présenter des observations à la suite de la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties.

2. La République argentine présentera brièvement quelques observations concernant la déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial.

II. ARGUMENTS PRÉLIMINAIRES

3. Tout d'abord, la République argentine voudrait apporter quelques précisions à propos des arguments avancés par le Brésil dans la section intitulée "Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR".

4. L'Argentine apportera aussi des éclaircissements concernant les questions soulevées par le Brésil à propos du différend dont l'OMC est actuellement saisie et qui, comme les deux parties l'ont reconnu, est "similaire"[1] au différend déjà examiné dans le cadre du MERCOSUR.

5. Le Brésil reconnaît lui-même que l'objet de sa plainte est l'incompatibilité alléguée de la mesure prise par l'Argentine avec l'Accord antidumping de l'OMC.[2] Toutefois, ce qu'il ne dit pas, c'est que précédemment, dans sa communication au Tribunal *ad hoc* du MERCOSUR, il a inclus dans le cadre normatif du MERCOSUR une référence à l'Accord antidumping de l'OMC.[3]

6. Comme la République argentine l'a fait observer[4], le Tribunal *ad hoc* constitué pour examiner et régler un différend né dans le cadre du MERCOSUR indique, dans sa décision arbitrale, que l'Accord antidumping de l'OMC constitue une référence "(...) en vertu de l'article 19 du Protocole de Brasilia, en tant que principe de droit international en la matière (...), en l'espèce pour faire la lumière sur la signification et l'objet de la procédure antidumping".[5]

---

[1] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphe 4.

[2] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphe 6.

[3] "*Laudo sobre pollos*" – Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour connaître du différend né entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'"imposition de mesures antidumping visant l'exportation de volailles entières en provenance du Brésil" (Décision n° 574/2000) du Ministère de l'économie de la République argentine. Date: 21 mai 2001. Paragraphe 30.

[4] Réponse de la République argentine, 17 octobre 2002, paragraphe 3.

[5] "*Laudo sobre pollos*" (décision arbitrale concernant les volailles). Paragraphe 159, *in fine*.

7. La République argentine rejette la prétention du Brésil[6] selon laquelle "[il a] montré que ces différends ne sont pas identiques" et réaffirme[7] que le différend se rapporte à la même mesure et que le fondement juridique allégué par le Brésil dans les deux cas est le même.

8. La République argentine fait observer que la lecture de la décision arbitrale dans son ensemble permet d'éclairer la portée des paragraphes de cette décision cités par le Brésil.[8] De l'avis de l'Argentine, ces paragraphes doivent être lus dans le contexte que constitue le texte entier de la décision, en particulier le point II-F-3-c) intitulé "Conclusiones sobre el modo como ha sido llevado el procedimiento antidumping" (Conclusions concernant la conduite de la procédure antidumping).

9. L'Argentine rejette aussi l'argument du Brésil[9] concernant le principe de l'estoppel. Elle affirme que la conduite du Brésil, c'est-à-dire le fait de porter successivement la même plainte devant des instances différentes – d'abord devant le MERCOSUR puis, face à un résultat défavorable, devant l'OMC – en alléguant des violations des mêmes dispositions de l'Accord antidumping de l'OMC dans les deux instances, est contraire au principe de la bonne foi qui doit régir l'exécution des traités, et estime que la conduite du Brésil autorise à invoquer le principe de l'estoppel.

10. La République argentine rejette les arguments du Brésil[10] et affirme que la procédure qui s'est déroulée dans le cadre du MERCOSUR et la décision arbitrale rendue sont pertinentes étant donné que les textes normatifs du MERCOSUR – qui comprennent le Protocole de Brasilia et la décision arbitrale rendue par le Tribunal *ad hoc* – sont des règles pertinentes applicables en l'espèce, au sens de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et de l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

[6] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphes 7 et 12.

[7] Déclaration orale de l'Argentine à la première réunion avec le Groupe spécial, 25 septembre 2002, paragraphe 8.

[8] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphe 8.

[9] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphe 12.

[10] Déclaration orale du Brésil à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, 26 novembre 2002, paragraphes 14, 15 et 16.

ANNEXE C

Tierces parties

Table des matières		Page
Annexe C-1	Communication du Canada en tant que tierce partie	C-2
Annexe C-2	Communication des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-5
Annexe C-3	Communication du Guatemala en tant que tierce partie	C-18
Annexe C-4	Communication du Paraguay en tant que tierce partie	C-23
Annexe C-5	Communication des États-Unis en tant que tierce partie	C-25
Annexe C-6	Déclaration orale du Paraguay en tant que tierce partie	C-31
Annexe C-7	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie	C-33
Annexe C-8	Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie	C-34
Annexe C-9	Déclaration orale du Canada en tant que tierce partie	C-36
Annexe C-10	Déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie	C-37
Annexe C-11	Réponses des Communautés européennes aux questions du Groupe spécial	C-40
Annexe C-12	Réponses des États-Unis aux questions du Groupe spécial	C-42

ANNEXE C-1

COMMUNICATION DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(5 septembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. Dans une lettre en date du 24 avril 2002 adressée à S.E. M. Carlos Pérez del Castillo, président de l'Organe de règlement des différends, le Canada a exprimé le désir de participer en tant que tierce partie dans l'affaire *Argentine - Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil* (WT/DS241). Le Canada soumet la présente communication en conformité avec l'article 10:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémorandum d'accord). À ce stade-ci, le Canada limite ses observations à l'interprétation de l'article 9.3 de *l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (Accord antidumping). Toutefois, le Canada pourrait présenter d'autres communications sur cette question et d'autres questions de droit à la réunion de fond du Groupe spécial avec les tierces parties.

II. ARGUMENTATION JURIDIQUE

A. ARGUMENTS DU BRÉSIL

2. Dans les allégations n° 28 et 29, telles qu'il les formule et les explique dans sa première communication écrite, le Brésil fait valoir que l'imposition par l'Argentine d'un "droit antidumping variable" est contraire à l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping.

3. Selon le Brésil, le droit variable en cause est un droit antidumping qui est égal à la "différence en termes absolus entre le prix f.a.b. facturé pour une expédition et un "prix à l'exportation minimal" désigné également fixé sur une base f.a.b.". Comme le montant de ce droit est variable, il peut en résulter l'imposition, sur chaque expédition, de droits qui "peuvent dépasser la marge de dumping établie dans la détermination finale". Dans sa première communication écrite, le Brésil ne présente pas d'une manière adéquate une analyse juridique des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Il affirme uniquement que les droits antidumping recouvrés par l'Argentine ne constituent pas "un montant approprié" ainsi que le prévoit l'article 9.2 et sont, en outre, contraires à l'article 9.3 parce qu'ils dépassent la marge de dumping "établie dans la détermination finale".

B. COMMUNICATION DU CANADA

1. Portée de la présente communication

4. Le Canada souhaite faire en sorte que le Groupe spécial parvienne à l'interprétation juridique correcte de l'article 9.2 et 9.3. En effet, si le Groupe spécial accepte les affirmations du Brésil, il s'ensuivrait un affaiblissement sérieux des droits des Membres de l'OMC au titre de l'Accord antidumping.

5. Le Canada n'exprime pas d'opinion sur l'application des dispositions en cause aux faits spécifiques en l'espèce.

2. Un montant approprié: Article 9.2 de l'Accord antidumping

6. Le Brésil prétend faire valoir qu'en ce qui concerne le montant d'un droit antidumping, il y a *deux* obligations dont les Membres de l'OMC doivent s'acquitter: l'article 9.2, qui prescrit le recouvrement d'"un montant approprié", et l'article 9.3, qui limite le "montant" d'un droit antidumping à la "marge de dumping déterminée selon l'article 2".

7. Le Brésil n'indique pas ce qui constituerait un montant "approprié" aux fins de l'article 9.2. Le contexte de l'article 9 pris dans son ensemble constitue une preuve convaincante, toutefois, du fait que le caractère approprié d'un montant au titre du deuxième paragraphe de cet article doit être déterminé en conformité avec les critères énoncés au troisième paragraphe. Autrement dit, il est inconcevable qu'un "montant" obtenu en suivant les instructions détaillées prévues à l'article 9.3 (conjointement avec l'article 9.2) ne soit pas considéré comme "approprié" aux fins de l'article 9.2. Par conséquent, comme point de départ, à moins que le Brésil ne puisse démontrer le contraire, le Groupe spécial devrait considérer qu'un montant autorisé par l'article 9.3 est "approprié" au titre de l'article 9.2.

3. Marge de dumping: Article 9.3 de l'Accord antidumping

8. L'article 9.3 dispose que le "montant du droit antidumping" ne dépassera pas la "marge de dumping déterminée selon l'article 2". S'appuyant sur l'article 2.4.2 de l'Accord antidumping, le Brésil fait valoir que "la marge de dumping établie en vertu de l'article 2 de l'Accord antidumping est la marge établie *pendant la phase de l'enquête*". [pas d'italique dans l'original] Par conséquent, le Brésil semble faire valoir que, même si les exportateurs brésiliens exportent de la viande de volaille à des prix qui entraînent un dumping qui est *plus flagrant* que pendant la phase de l'enquête, l'Argentine peut imposer des droits antidumping uniquement s'ils ne dépassent pas la marge de dumping initiale.

9. L'article 9.3 ne contient pas de prescription de ce type. En réalité, la situation factuelle même, exposée par le Brésil dans sa communication, met en évidence l'illogisme de l'interprétation proposée par le Brésil.

10. Pour déterminer la "marge de dumping" aux fins de l'article 9.3, le Groupe spécial devrait examiner l'article 2 dans son intégralité. L'article 2 dispose que dans des conditions commerciales normales, la marge de dumping correspond tout simplement à la différence entre le prix à l'exportation et le "prix comparable … dans le pays exportateur", ainsi que le prévoit l'article 2.1. Les prix doivent être *comparables* au sens de l'article 2.4; la comparaison doit être faite au même niveau commercial et *vers les mêmes dates*. Aucune disposition de l'article 2.4 ne limite la marge de dumping à un montant statique constaté pendant la période couverte par l'enquête. À n'en pas douter, une telle interprétation semble contredire directement la prescription relative à la comparaison équitable prévue à l'article 2.4.

11. Le Brésil cite l'article 2.4.2 à l'appui de la thèse selon laquelle la "marge de dumping" est fixée dans le temps. Toutefois, l'article 2.4.2 vise la situation dans laquelle une marge de dumping moyenne pondérée doit être établie *pendant la période couverte par l'enquête.* Nulle part dans cette disposition la "marge de dumping" n'est fixée comme étant celle qui a été constatée pendant la période couverte par l'enquête. L'article 2.4.2 ne semble pas directement pertinent pour le présent différend.

12. Enfin, l'interprétation du Brésil est fondamentalement en contradiction avec l'objet et le but de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

13. L'article VI:1 dispose que:

> Les parties contractantes reconnaissent que le dumping, qui permet l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur

> normale, *est condamnable* s'il cause ou menace de causer un dommage important ... [pas d'italique dans l'original]

14. L'objet et le but de l'Accord antidumping, comme on le voit dans l'article VI:1 ainsi que dans les termes de l'Accord antidumping, sont de prévoir un mécanisme permettant de faire face aux situations commerciales déloyales dans lesquelles des produits sont vendus à des prix inférieurs à leur "valeur normale" sur le marché d'exportation. Cela peut être fait au moyen de l'imposition de droits antidumping correspondant à la différence entre les deux prix (la marge de dumping) ou par des engagements en matière de prix. Si l'interprétation du Brésil prévalait, elle produirait un effet absurde, à savoir qu'un exportateur sera en mesure d'affaiblir les droits antidumping légitimement imposés par un pays importateur en pratiquant le dumping avec des marges encore plus *grandes* que celles qui auront été constatées pendant la période couverte par l'enquête. Rien dans l'Accord antidumping n'empêche un Membre d'imposer des droits antidumping équivalant à la marge de dumping effective pour prévenir précisément un tel résultat.

15. La "marge de dumping" prévue à l'article 9.3 est la différence de prix mentionnée à l'article 2 et, en l'espèce, à l'article 2.1. Par définition, une telle marge varie en fonction de la stratégie d'établissement des prix d'un exportateur dont il a été constaté qu'il pratiquait le dumping. Un prix à l'exportation qui est égal ou supérieur à la valeur normale n'entraîne pas l'imposition d'un droit antidumping. Par ailleurs, un prix à l'exportation inférieur à la valeur normale entraînera la fixation d'un montant égal à la différence entre la valeur normale et le prix à l'exportation de ces marchandises (c'est-à-dire la marge de dumping effective). Bien que les Membres puissent choisir, pour des raisons qui leur sont propres, d'appliquer un taux de droit égal à la marge de dumping constatée pendant l'enquête initiale, rien dans l'article 9.3 ne les oblige à le faire.

III. CONCLUSION

16. L'interprétation que donne le Brésil de l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping est incorrecte et devrait être rejetée parce que:

- le "montant approprié" prévu à l'article 9.2 est le même que le montant constaté au titre de l'article 9.3 et l'article 9.2 n'impose pas une obligation de calcul additionnelle aux Membres;
- prise dans son contexte, la marge de dumping prévue à l'article 9.3 ne se limite pas à la marge constatée pendant la période couverte par l'enquête; et
- l'interprétation du Brésil affaiblit sérieusement le droit des Membres de faire en sorte que les mesures antidumping tiennent compte de la marge de dumping effective.

17. La détermination de l'existence d'un dumping en conformité avec l'article 2 est l'une des conditions préalables à l'imposition de mesures antidumping. La marge de dumping constatée pendant l'enquête initiale n'est pas un plafond, toutefois, quant au montant des droits antidumping qui pourront être imposés lorsque des importations futures seront effectuées. Lorsque ces importations futures feront l'objet d'un dumping avec une marge supérieure à celle dont l'existence a été déterminée au moment de l'établissement de la détermination finale, le Membre importateur pourra imposer des mesures antidumping égales à cette marge.

18. Le Canada souligne qu'il n'a pas d'opinion sur l'application des dispositions de l'Accord antidumping aux faits spécifiques de la cause en l'espèce. Le Canada pourra faire des observations additionnelles sur le présent différend et d'autres aspects de celui-ci à la réunion de fond du Groupe spécial avec les tierces parties.

ANNEXE C-2

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(9 septembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (les "CE") interviennent dans le présent différend en raison de l'intérêt d'ordre systémique que présente pour elles l'interprétation correcte de *l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"*Accord antidumping*").

2. Bon nombre des allégations formulées par le Brésil soulèvent des questions de fait sur lesquelles les CE ne sont pas en mesure de présenter des observations. Par conséquent, dans la présente communication, les CE se borneront à présenter leurs vues sur un certain nombre de questions d'interprétation du droit auxquelles elles accordent une importance particulière. Plus précisément, les CE feront valoir dans la présente communication que:

- dans la mesure où la question est soulevée au sujet de l'allégation n° 21, le Groupe spécial devrait confirmer l'interprétation de l'article 6.9 donnée par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* selon laquelle l'obligation de divulgation qu'impose cette disposition ne saurait être respectée simplement en permettant l'accès au dossier;

- l'article 2.4 ne traite pas de la question soulevée par le Brésil dans l'allégation n° 24;

- contrairement aux allégations n° 28 et 29 du Brésil, l'imposition de droits variables égaux à la différence entre la valeur normale établie pendant l'enquête et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits n'est pas incompatible avec l'article 9.2 et 9.3;

- l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", telle qu'elle est employée à l'article 3, peut être interprétée comme désignant toutes les importations en provenance du pays concerné, contrairement aux allégations n° 32, 33, 34, 35 et 36 du Brésil; et

- contrairement à l'allégation n° 41 du Brésil, l'expression "proportion majeure", telle qu'elle est employée à l'article 4.1, ne signifie pas au moins 50 pour cent de la production nationale, mais plutôt une proportion importante de celle-ci, qui peut être inférieure à 50 pour cent.

3. Avant d'aborder les questions susmentionnées, les CE présenteront des observations sur l'exception préliminaire soulevée par l'Argentine sur la base de l'existence d'une décision rendue par un Tribunal arbitral *ad hoc* institué par l'Accord du MERCOSUR relativement à la même mesure.

II. EXCEPTION PRÉLIMINAIRE

A. PERTINENCE DE LA DÉCISION RENDUE PAR LE TRIBUNAL ARBITRAL *AD HOC* DU MERCOSUR AU SUJET DE LA MÊME MESURE

4. La mesure antidumping à l'examen en l'espèce a déjà fait l'objet d'un autre différend devant un Tribunal arbitral *ad hoc* institué à la demande du Brésil au titre de l'article 7 du *Protocole de Brasilia*[1] au *Traité d'Asunción* créant le MERCOSUR[2], qui a rendu une décision ("laudo arbitral") portant rejet de la plainte du Brésil le 21 mai 2001.[3]

5. Invoquant l'existence de la décision arbitrale susmentionnée, l'Argentine a demandé au Groupe spécial de rejeter la plainte du Brésil. Les motifs de cette demande sont toutefois quelque peu ambigus. En substance, l'Argentine semble faire valoir ce qui suit:

- le différend a déjà été "examiné et réglé".[4] Cette affirmation donne à entendre que l'Argentine est d'avis que la décision arbitrale a force de chose jugée entre les parties. Néanmoins, l'Argentine n'invoque pas expressément cette notion;

- la décision arbitrale fait partie du "cadre normatif"[5] pertinent et doit être "prise en considération"[6] par le Groupe spécial conformément à la dernière partie de la deuxième phrase de l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* (qui dispose que le mécanisme de règlement des différends sert à "clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public")[7];

- en soumettant le présent différend, le Brésil a fait un usage abusif de ses droits résultant de l'*Accord sur l'OMC*[8];

- compte tenu de la décision antérieure du Brésil de soumettre le même différend à un Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR, ainsi que de la pratique antérieure du Brésil consistant à recourir exclusivement au mécanisme de règlement des différends du MERCOSUR, le Brésil est forclos à soumettre le présent différend à un groupe spécial de l'OMC.[9]

---

[1] Protocole de Brasilia sur le règlement des différends du 17 décembre 1991 (le "Protocole de Brasilia").

[2] Traité relatif à la création d'un marché commun entre la République argentine, la République fédérative du Brésil, la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay du 26 mars 1991 (le "Traité du MERCOSUR").

[3] Laudo del Tribunal *Ad Hoc* del MERCOSUR constituido para decidir sobre Controversia entre la República Federativa de Brasil y la República Argentina sobre "Applicación de Medidas Antidumping contra la exportación de pollos enteros provenientes de Brasil (Res. 574/2000) del Ministerio de Economía de la Republica Argentina" de 31 de Mayo de 2001.

[4] Communication de l'Argentine, paragraphes 23 et 17.

[5] Communication de l'Argentine, paragraphe 22. Voir aussi le paragraphe 18.

[6] *Ibid.*

[7] *Ibid*., paragraphe 18.

[8] *Ibid*., paragraphes 17 et 23.

[9] *Ibid*., paragraphes 22 et 24.

a) Chose jugée

6. L'applicabilité du principe de chose jugée aux différends soumis au titre de l'*Accord sur l'OMC* a été examinée par le Groupe spécial *Inde - Automobiles*[10], qui n'a toutefois pas jugé nécessaire de se prononcer sur cette question. De même, le présent groupe spécial n'a pas besoin d'examiner cette question parce qu'il est évident que, de toute façon, les conditions nécessaires à l'existence du principe de chose jugée ne sont pas réunies. Comme l'a noté le Groupe spécial *Inde – Automobiles*,

> pour que la notion de chose jugée puisse entrer en ligne de compte dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, il faudrait, à tout le moins, que la question tranchée précédemment soit essentiellement la même que celle qui est soumise au groupe spécial suivant. Cela suppose que les mesures et les allégations y relatives soient les mêmes.[11]

7. La mesure soumise au présent groupe spécial est la même que la mesure en cause devant le Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR. Toutefois, les allégations sont différentes parce qu'elles comportent un fondement juridique différend. Les allégations soumises par le Brésil au présent groupe spécial sont fondées sur l'*Accord antidumping*. En revanche, les allégations sur lesquelles le Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR s'est prononcé étaient fondées sur le droit du MERCOSUR.

8. De fait, le champ d'application du mécanisme de règlement des différends mis en place par le *Protocole de Brasilia* se limite aux différends concernant l'application et l'interprétation du droit du MERCOSUR. L'article premier du *Protocole de Brasilia* dispose à cet égard ce qui suit:

> Las controversias que surjan entre los Estados Partes sobre la interpretación, aplicación o incumplimiento de las disposiciones contenidas en el Tratado de Asunción, de los acuerdos celebrados en el marco del mismo, así como de las Decisiones del Consejo del mercado Común y de las Resoluciones del Grupo del Mercado Común, serán sometidas a los procedimientos de solución establecidos en el presente protocolo.

9. Le Brésil a fait valoir devant le Tribunal arbitral *ad hoc* que puisque tous les États parties au MERCOSUR étaient parties à l'*Accord sur l'OMC*, l'*Accord antidumping* faisait partie du droit du MERCOSUR pertinent.[12] Ce point de vue a toutefois été rejeté par le Tribunal arbitral *ad hoc*, qui a refusé de se prononcer sur la compatibilité de la mesure en cause avec l'*Accord antidumping*.[13]

b) Article 3:2 du Mémorandum d'accord

10. Le rapport entre l'article 3:2 du Mémorandum d'accord et la demande de l'Argentine est difficile à comprendre. Les termes employés à l'article 3:2 sur lesquels l'Argentine se fonde ont trait exclusivement à l'interprétation de l'*Accord sur l'OMC*, et non aux sources du droit de l'OMC. Pourtant, la position de l'Argentine semble être non pas que la décision du Tribunal arbitral *ad hoc* est un élément pertinent pour l'interprétation de l'*Accord antidumping* que donnera le présent groupe spécial, mais bien que l'existence d'une telle décision empêcherait le présent groupe spécial de donner une telle interprétation.

11. Quoi qu'il en soit, on voit mal comment l'interprétation des règles de droit du MERCOSUR donnée par le Tribunal arbitral *ad hoc* pourrait devenir pertinente, en conformité avec les règles

---

[10] Rapport du Groupe spécial, Inde – Mesures concernant le secteur automobile, WT/DS146/R, WT/DS175/R ("*Inde – Automobiles*").

[11] *Ibid*., paragraphe 7.66.

[12] Décision arbitrale, paragraphe 30.

[13] *Ibid*., paragraphes 127 à 130.

énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne*, pour l'interprétation des dispositions de l'*Accord antidumping* à l'examen dans le présent différent.

c) Usage abusif des droits et estoppel

12. Bien que l'Argentine ait présenté ces deux arguments séparément, ceux-ci soulèvent essentiellement les mêmes questions. Par conséquent, les CE les examineront ensemble.

13. Ainsi que l'Argentine l'a rappelé, l'article 3:10 du *Mémorandum d'accord* dispose que

> si un différend survient, tous les Membres engageront ces procédures de bonne foi dans un effort visant à régler ce différend …

14. Dans l'affaire *États-Unis – FSC*, l'Organe d'appel s'est fondé sur l'article 3:10 pour conclure que les États-Unis étaient forclos à invoquer au stade de l'appel un moyen de défense qu'ils n'avaient pas invoqué au moment opportun pendant la procédure de groupe spécial.[14] Cette affaire montre que l'article 3:10 du *Mémorandum d'accord* est plus qu'une simple incitation. Les Membres ont l'obligation absolue d'exercer les droits procéduraux résultant du *Mémorandum d'accord* de bonne foi et peuvent encourir la déchéance de ces droits s'ils ne le font pas.

15. Les CE ne jugent pas opportun de prendre position sur la question de savoir si un Membre ferait un usage abusif de ses droits à l'établissement d'un groupe spécial au titre du *Mémorandum d'accord* et, partant, agirait d'une manière incompatible avec l'article 3:10 s'il demandait l'établissement d'un groupe spécial en violation du principe de l'estoppel.[15] À vrai dire, le présent groupe spécial n'a pas besoin d'examiner cette question parce que, de toute façon, la conduite du Brésil ne va pas à l'encontre de ce principe.

16. Comme l'a noté le Groupe spécial *CE – Bananes I*, l'estoppel ne peut "résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicites, de ces parties".[16] Le même groupe spécial a noté, en particulier, que

> La décision d'une partie contractante de ne pas invoquer un droit à l'égard d'une autre partie contractante à un moment donné ne pouvait donc pas en soi être raisonnablement considérée comme une décision de relever cette autre partie contractante des obligations qui découlaient pour elle de l'Accord général.[17]

17. Les faits allégués par l'Argentine ne sont pas suffisants pour conclure que le Brésil a "consenti", d'une manière explicite ou implicite, à ne pas soumettre le présent différend à l'OMC. Le *Protocole de Brasilia* ne contient pas de disposition limitant de quelque manière que ce soit le droit des parties de demander l'établissement d'un groupe spécial au titre de l'*Accord sur l'OMC* au sujet d'une mesure qui a déjà fait l'objet d'un différend au titre de ce protocole.[18] Par conséquent, le simple

---

[14] Rapport de l'Organe d'appel, États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger", WT/DS108/AB/R, paragraphe 166.

[15] Le Groupe spécial *Inde – Automobiles* a indiqué (note de bas de page 364) qu'un Membre peut être forclos à demander l'établissement d'un groupe spécial au sujet d'une affaire qui a déjà fait l'objet d'une solution mutuellement convenue.

[16] Rapport du Groupe spécial, CEE – Régimes d'importation applicables aux bananes dans les États Membres, DS32/R ("CE – Bananes I") (rapport non adopté), paragraphe 361. Voir aussi le rapport du Groupe spécial, Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique, WT/DS156/R, note de bas de page 791 ("il est évident que le simple fait de garder le silence ne peut nécessairement être assimilé à un consentement tacite").

[17] Rapport du Groupe spécial, CE – Bananes I, paragraphe 362.

[18] À la différence du plus récent *Protocole d'Olivos sur le règlement des différends*, qui dispose à l'article 1.2 que

fait que le Brésil a demandé d'abord l'établissement d'un Tribunal arbitral *ad hoc* au titre du *Protocole de Brasilia* n'équivaut pas à une renonciation par le Brésil à son droit d'engager une procédure de règlement des différends au titre de l'*Accord sur l'OMC*.

18. De même, le simple fait que le Brésil n'a pas jugé nécessaire d'engager une procédure de règlement des différends au titre de l'*Accord sur l'OMC* après les décisions arbitrales rendues dans un certain nombre d'autres affaires citées par l'Argentine ne saurait être interprété comme une renonciation implicite par le Brésil à son droit résultant de l'*Accord sur l'OMC* d'engager une telle procédure en l'espèce.

III. ALLÉGATIONS

A. ALLÉGATION N° 21: ARTICLE 6.9

19. Le Brésil allègue que le rapport remis par la DCD avant la détermination finale (ce qu'il est convenu d'appeler le *"Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa probatoria"*) ne comportait pas d'éléments de preuve suffisants relativement à certains faits que le Brésil considère comme des faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.[19] Le Brésil fait valoir qu'en ne fournissant pas de tels renseignements aux exportateurs, l'Argentine a agi en violation de l'article 6.9.

20. Les CE ne tiennent pas à exprimer leurs vues sur les questions principalement factuelles de savoir si l'Argentine a ou non fourni les renseignements en question et si les renseignements qui n'ont pas été fournis, le cas échéant, constituaient ou non des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9.

21. Les CE tiennent cependant à réitérer leur position bien connue au sujet de la portée de l'obligation de divulgation imposée par l'article 6.9. Le Brésil a invoqué[20] le rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*.[21] Les CE considèrent que l'interprétation de l'article 6.9 qui a été faite dans ce rapport est incorrecte dans la mesure où le Groupe spécial a constaté que les prescriptions en matière de divulgation imposées par cette disposition pouvaient être respectées

> en incluant dans le dossier des documents – tels que des rapports de vérification, une détermination préliminaire, ou de la correspondance échangée entre les autorités chargées de l'enquête et les différents exportateurs – qui divulguent effectivement aux parties intéressées les faits essentiels qui, étant examinés, devraient être, aux yeux des autorités, ceux qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.[22]

Las controversias comprendidas en el ámbito de aplicación del presente Protocolo que puedan también ser sometidas al sistema de solución de controversias de la Organización Mundial de Comercio o de otros esquemas preferenciales de comercio de que sean parte individualmente los Estados Partes del Mercosur, podrán someterse a uno u otro foro a elección de la parte demandante. Sin perjuicio de ello, las partes en la controversia podrán, de común acuerdo, convenir el foro.

Una vez iniciado un procedimiento de solución de controversias de acuerdo al párrafo anterior, ninguna de las partes podrá recurrir a los mecanismos establecidos en los otros foros respecto del mismo objeto …

Le Protocole d'Olivos a été signé le 18 février 2002 et n'est pas encore entré en vigueur. La question pourrait être soulevée de savoir si la demande d'établissement du Groupe spécial présentée par le Brésil le 25 février 2002, c'est-à-dire après la signature du Protocole d'Olivos, était compatible avec l'obligation résultant pour le Brésil de l'article 18 de la Convention de Vienne de ne pas priver un traité signé de son objet et de son but avant son entrée en vigueur. Toutefois, l'article 50 du Protocole d'Olivos semble indiquer que ce protocole ne s'applique pas aux différends déjà réglés en conformité avec le Protocole de Brasilia.

[19] Communication du Brésil, paragraphe 342.

[20] Communication du Brésil, paragraphes 346 et 347.

[21] Rapport du Groupe spécial, Argentine – Mesures définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie, WT/DS189/R ("Argentine – Carreaux en céramique").

[22] *Ibid.*, paragraphe 6.125.

22. Les CE conviennent avec le Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique* que l'article 6.9 "ne prescrit pas la manière dont l'autorité doit se conformer à cette obligation de divulgation".[23] Ainsi, par exemple, les autorités peuvent procéder à la divulgation en envoyant un document de divulgation aux exportateurs ou en tenant une audition de divulgation ou encore en versant un document de divulgation au dossier.

23. Les CE estiment toutefois que l'article 6.9 prescrit que, indépendamment de la forme de la divulgation, les autorités doivent prendre des mesures actives pour identifier les "faits essentiels" pertinents et les signaler aux exportateurs. Par conséquent, le simple fait de permettre l'accès au dossier ne suffit pas pour respecter les prescriptions de l'article 6.9, à moins que le dossier ne renferme un document de divulgation expressément établi par les autorités et dans lequel les "faits essentiels" sont clairement identifiés.

24. Pour les motifs qui précèdent, les CE considèrent qu'une interprétation plus correcte de l'article 6.9 figure dans le rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment – II*.[24] En particulier, les CE souscrivent aux vues suivantes exprimées par ce groupe spécial et demandent instamment au présent groupe spécial de les faire siennes:

> Nous examinons maintenant l'argument du Guatemala selon lequel le Ministère a divulgué les "faits essentiels" en mettant des copies du dossier à la disposition des parties intéressées. Nous observons qu'un dossier renferme probablement des quantités considérables de renseignements, dont certains sur lesquels les autorités chargées de l'enquête peuvent ne pas se fonder pour prendre la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Par exemple, le dossier peut renfermer des renseignements communiqués par une partie intéressée, qui, après vérification, se sont révélés inexacts. Ces renseignements resteront au dossier, mais ils ne constitueront pas le fondement de la décision des autorités chargées de l'enquête d'appliquer ou non des mesures définitives. La difficulté, pour la partie intéressée qui a accès au dossier, sera donc de savoir sur quels éléments se fonde plus particulièrement la détermination finale établie par les autorités. L'article 6.9 a entre autres pour objet de lever cette difficulté pour les parties intéressées. Cela a été admis par le Guatemala, qui a lui-même affirmé que "l'objet et le but de l'article 6.9 étaient de donner aux exportateurs une possibilité raisonnable de présenter des observations concernant les éléments importants d'une enquête lorsqu'il n'était plus possible de consigner de nouveaux faits au dossier". Une partie intéressée ne saura pas si un fait donné est "important" ou non si les autorités chargées de l'enquête n'ont pas indiqué explicitement qu'il s'agit de l'un des "faits essentiels" sur lesquels se fondera leur décision d'imposer ou non des mesures définitives.
>
> Par ailleurs, s'il était possible de procéder à la divulgation des "faits essentiels" prévue à l'article 6.9 simplement en donnant accès à tous les renseignements consignés au dossier, il n'y aurait guère de différence dans la pratique, sinon aucune, entre l'article 6.9 et l'article 6.4. Le Guatemala prétend en réalité qu'il s'est conformé à l'article 6.9 en se conformant à l'article 6.4, c'est-à-dire en ménageant "en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers … et que les autorités utilisent …". Nous n'acceptons pas cette interprétation de l'article 6.9, qui aurait pour effet de ramener les exigences fondamentales de l'article 6.9 à celles de l'article 6.4. À notre avis, les autorités chargées de l'enquête ne doivent pas se contenter de

[23] *Ibid*.

[24] Rapport du Groupe spécial, Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique, WT/DS156R/, paragraphes 8.229 et 8.230.

> ménager "en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements qui sont pertinents pour la présentation de leurs dossiers … et que les autorités utilisent …" si elles veulent "informer toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". Cela étant, nous estimons que le Ministère ne pouvait pas s'acquitter de l'obligation d'"informer toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" simplement en offrant aux parties intéressées la possibilité d'obtenir des copies de tous les renseignements consignés au dossier.

25. Les CE notent que, dans sa première communication, l'Argentine semble faire valoir qu'elle a divulgué les "faits essentiels" en remettant aux exportateurs le "*Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa probatoria*" susmentionné.[25] Ainsi, contrairement à l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique*, l'Argentine ne semble pas avoir comme position que le simple fait de permettre l'accès au dossier peut être suffisant pour se conformer à l'article 6.9. Si cela était confirmé, le Groupe spécial n'aurait pas besoin d'examiner la question traitée dans les paragraphes précédents. Les observations qui précèdent sont donc soumises pour le cas où, dans des communications subséquentes, l'Argentine aurait comme position que, pour examiner l'allégation du Brésil, le Groupe spécial devrait tenir compte non seulement du "*Relevamiento de lo Actuado con Anterioridad al Cierre de la Etapa probatoria*" mais aussi d'autres faits "divulgués" dans d'autres documents inclus dans le dossier.

B. ALLÉGATION N° 26: ARTICLE 2.4

26. Le Brésil allègue que la DCD n'a établi la période de collecte des données pour l'enquête sur l'existence d'un dumping que neuf mois après l'ouverture de l'enquête.[26] Le Brésil fait valoir que, ce faisant, l'Argentine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.4, qui dispose que les autorités "indiqueront aux parties en question quels renseignements sont nécessaires pour assurer une comparaison équitable, et la charge de la preuve qu'elles imposeront à ces parties ne sera pas déraisonnable".

27. Les CE sont d'avis que l'article 2.4 ne traite pas de la question soulevée par le Brésil. Ainsi qu'il a récemment été rappelé dans le rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*[27], l'article 2.4 concerne exclusivement la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Il ne s'applique pas à la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation.

28. Les CE suggéreraient que les dispositions pertinentes pour examiner la question soulevée par le Brésil sont celles de l'article 6.1, qui dispose que

> Toutes les parties intéressées par une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités exigent …

et du premier paragraphe de l'Annexe II, qui dispose que

> Dès que possible après l'ouverture de l'enquête, les autorités chargées de l'enquête devraient indiquer de manière détaillée les renseignements que doit fournir toute

[25] Communication de l'Argentine, paragraphe 185.
[26] Communication du Brésil, paragraphe 407.
[27] Rapport du Groupe spécial, Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie, WT/DS211/, paragraphe 7.335 (rapport n'ayant pas encore été adopté).

> partie intéressée et la façon dont elle devrait structurer les renseignements dans sa réponse.

C. ALLÉGATIONS N° 28 ET 29: ARTICLE 9.2 ET 9.3

29. Les autorités argentines ont imposé des droits antidumping sous la forme d'un droit spécifique égal à la différence entre le prix f.a.b. facturé pour une expédition et le "prix à l'exportation minimal", également fixé sur une base f.a.b.

30. Le Brésil allègue que les droits imposés par l'Argentine sont incompatibles avec l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping* parce qu'ils peuvent entraîner le recouvrement de droits dépassant la marge de dumping (exprimée en tant que pourcentage du prix à l'exportation) établie pour la période couverte par l'enquête.

31. Les CE considèrent que l'allégation formulée par le Brésil au titre de l'article 9.3 (et, par conséquent, aussi l'allégation formulée au titre de l'article 9.2, qui semble être entièrement subordonnée à une violation de l'article 9.3) est fondée sur une interprétation erronée de cette disposition. L'article 9.3 dispose que "le montant du droit antidumping ne dépassera pas la marge de dumping déterminée selon l'article 9.2". Il ne dispose pas que cette marge doit être la marge établie pour la période couverte par l'enquête. Ce n'est pas non plus ce que prescrit l'article 2.

32. Le Brésil affirme que la "marge de dumping" mentionnée à l'article 9.3 est la marge établie pour la période couverte par l'enquête parce que l'article 2.4.2 s'applique pour déterminer "l'existence de marges de dumping pendant la phase d'enquête". C'est une affirmation visiblement dépourvue de logique. Il ne découle pas du fait que l'article 2.4.2 s'applique à la phase d'enquête que l'application de toutes les autres dispositions de l'article 2 se limite aussi à la phase d'enquête. L'article 2.4.2 n'implique pas non plus que les marges de dumping peuvent être calculées uniquement pour la période couverte par l'enquête.

33. L'interprétation du Brésil est contredite par le contexte immédiat de l'article 9.3. L'article 9.3.1 prévoit la possibilité d'un recouvrement des droits sur une base rétrospective, ce qui, par définition, présuppose la possibilité de calculer les marges de dumping à partir de données relatives à des expéditions données ou à des périodes autres que la période couverte par l'enquête. De même, l'article 9.3.2 dispose que, lorsque les droits seront fixés sur une base prospective, les autorités rembourseront les droits "acquitté[s] en dépassement de la marge de dumping". Cette marge de dumping n'est pas la marge établie pour la période couverte par l'enquête, mais plutôt la marge établie pour des expéditions données ou des périodes postérieures à l'imposition des droits.

34. Par ailleurs, l'allégation du Brésil semble impliquer que l'application de droits antidumping variables, voire l'application de tout type de droits spécifiques, est contraire en soi à l'article 9.2. Les CE ne souscrivent pas du tout à cette affirmation. L'*Accord antidumping* ne prescrit pas que la marge de dumping soit exprimée en tant que pourcentage du prix à l'exportation (sauf dans le but de déterminer s'il s'agit d'une marge *de minimis*[28]). Il ne prescrit pas non plus un type particulier de droits.

35. Le recouvrement de droits variables égaux à la différence entre la valeur normale établie pour la période couverte par l'enquête et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits est expressément prévue à l'article 9.4 de l'*Accord antidumping*, dont la partie pertinente dispose que

> Lorsque les autorités auront limité leur examen conformément à la deuxième phrase du paragraphe 10 de l'article 6, un droit antidumping appliqué à des importations en

[28] Cf. article 5.8 de l'*Accord antidumping*.

> provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'auront pas été visés par l'examen ne dépassera pas:
>
> […]
>
> ii) dans les cas où le montant des droits antidumping à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou les producteurs choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen.

36. L'article 9.4 ii) énonce des règles pour le calcul du taux "résiduel global" lorsque les droits appliqués aux exportateurs inclus dans l'échantillon sont calculés sur la base de valeurs normales prospectives. Cela présuppose donc que l'utilisation de telles valeurs normales prospectives n'est pas incompatible en soi avec l'*Accord antidumping*, y compris l'article 9.2 et 9.3.

37. La méthode précise employée par les autorités argentines pour calculer ce qu'il est convenu d'appeler les "prix à l'exportation minimaux" n'est pas claire pour les CE. En particulier, il est malaisé de déterminer si, et le cas échéant comment, ces "prix à l'exportation minimaux" se rapportent aux valeurs normales établies pendant l'enquête. Les CE tiennent à faire remarquer, toutefois, que les "prix à l'exportation minimaux" établis dans le tableau figurant aux pages 112 et 113 de la communication du Brésil semblent être inférieurs aux valeurs normales correspondantes indiquées dans le tableau figurant à la page 111. De l'avis des CE, s'il était confirmé que les "prix à l'exportation minimaux" appliqués par l'Argentine sont égaux ou inférieurs aux valeurs normales pertinentes établies pendant l'enquête, le recouvrement d'un droit variable égal à la différence entre ces "prix à l'exportation minimaux" et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits ne serait pas incompatible avec l'article 9.2 et 9.3 de l'*Accord antidumping*.

D. ALLÉGATIONS N° 34, 35, 36 ET 37: ARTICLE 3.1, 3.2, 3.4 ET 3.5

38. La DCD a constaté que les importations en provenance de deux exportateurs (Nicolini et Seara) ne faisaient pas l'objet d'un dumping.[29] Le Brésil fait valoir que la CNCE n'a pas exclu ces importations des "importations faisant l'objet d'un dumping" analysées dans la détermination de l'existence d'un dommage.[30] Le Brésil allègue qu'en ne le faisant pas, l'Argentine a agi en violation de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'*Accord antidumping*.

39. L'Argentine semble alléguer que, en fait, elle a bel et bien exclu les importations en provenance de Nicolini et de Seara de la détermination de l'existence d'un dommage.[31] Les observations qui suivent sont faites pour le cas où le Groupe spécial constaterait que, contrairement à la prétention de l'Argentine, les importations en provenance de ces exportateurs étaient incluses dans l'analyse du dommage.

40. Pour les motifs expliqués ci-après, les CE considèrent que l'Argentine avait le droit de traiter toutes les importations en provenance du Brésil comme des "importations faisant l'objet d'un dumping" pour la détermination de l'existence d'un dommage et, partant, n'a pas agi d'une manière incompatible avec les dispositions invoquées par le Brésil.

41. L'*Accord antidumping* concerne le dumping entre pays. C'est ce qui transparaît dans la définition du dumping qui figure à l'article VI:1 du *GATT* et à l'article 2.1 de l'*Accord antidumping*, ainsi que dans les caractéristiques fondamentales suivantes des enquêtes antidumping:

---

[29] Communication du Brésil, paragraphe 445.
[30] Communication du Brésil, paragraphes 450 et 451.
[31] Communication de l'Argentine, paragraphes 266 à 273.

- les enquêtes sont ouvertes relativement à des pays et non relativement à des exportateurs donnés. C'est ce qui ressort de l'article 12.1, qui dispose que l'avis concernant l'ouverture d'une enquête contiendra "le nom du ou des pays exportateurs";

- une fois que l'enquête est ouverte, toutes les exportations du produit en provenance du pays en question doivent être examinées en vue de déterminer l'existence d'un dumping et d'un dommage, sous réserve de la possibilité de recourir à l'échantillonnage conformément à l'article 6.10;

- bien que l'article 6.10 dispose que, en règle générale, une marge de dumping individuelle doit être déterminée pour chaque exportateur (entre autres pour faire en sorte que les mesures soient efficaces), il y a normalement toujours un droit général (le droit "résiduel" ou "résiduel global") applicable à tous les exportateurs non nommés par pays. Cette pratique est cautionnée par l'article 9.2 qui dispose que, lorsque des droits sont imposés, s'il n'est pas réalisable de nommer tous les fournisseurs d'un pays, les autorités peuvent faire connaître le nom du pays fournisseur.

42. Le libellé de l'article 3.3 confirme que la notion d'"importations faisant l'objet d'un dumping", telle qu'elle employée à l'article 3, fait référence à toutes les importations du produit en cause en provenance de chaque pays concerné. Cette disposition prévoit que

> Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays feront simultanément l'objet d'enquêtes antidumping, les autorités chargées des enquêtes ne pourront procéder à une évaluation cumulative des effets de ces importations que si elles déterminent a) que la marge de dumping établie en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieure au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 8 de l'article 5 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et b) qu'une évaluation cumulative des effets des importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et des conditions de concurrence entre les produits importés et le produit national similaire.

43. Il n'y a pas de règles correspondantes pour examiner le cumul des importations en provenance de plusieurs exportateurs, encore que cela serait tout aussi nécessaire si l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" était considérée comme exigeant un examen distinct des importations en provenance de différents exportateurs.

44. Un soutien additionnel est fourni par l'article 5.7 de l'*Accord antidumping*, qui dispose que le dumping et le dommage doivent être examinés simultanément pendant l'enquête. Comme le dommage doit faire l'objet d'une enquête avant que soit établie l'identité des exportateurs qui pratiquent le dumping, il est clair que l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" employée en rapport avec les dispositions relatives au dommage prévues à l'article 3 désigne forcément toutes les importations du produit faisant l'objet de l'enquête (bien que la constatation de l'existence d'un dommage soit évidemment subordonnée à la constatation de l'existence d'un dumping).[32]

[32] En outre, les CE tiennent à faire observer que leur interprétation est également justifiée du fait qu'une analyse conjointe du dommage est possible ou même justifiée lorsqu'une procédure antidumping et une procédure en matière de subvention concernant le même pays se déroulent en parallèle. Le Groupe spécial Saumon a reconnu que l'analyse du dommage peut être effectuée conjointement pour ces deux procédures (voir paragraphes 572 et 573 du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Imposition de droits antidumping sur les*

E. ALLÉGATION N° 41: ARTICLE 4.1

45. Le Brésil allègue que l'évaluation de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale était fondée sur les données fournies par dix producteurs nationaux qui ont répondu aux questionnaires de la CNCE, sur les 13 producteurs qui avaient appuyé la demande.[33] Selon le Brésil, ces dix producteurs représentaient 46 pour cent de la production nationale totale en 1998.[34]

46. Le Brésil allègue que 46 pour cent de la production nationale totale ne constitue pas une "proportion majeure" de la production nationale totale au sens de l'article 4.1 de l'*Accord antidumping*. Selon le Brésil, "une proportion majeure" signifie au moins 50 pour cent de la production totale.[35]

47. Comme il est expliqué ci-dessous, les CE ne souscrivent pas à l'interprétation que donne le Brésil de l'expression "une proportion majeure". De l'avis des CE, "une proportion majeure" ne signifie pas la majorité de la production nationale, mais une partie importante de celle-ci, qui peut être inférieure à 50 pour cent. De toute façon, à supposer qu'"une proportion majeure" signifie au moins 50 pour cent de la production nationale, il n'en découlerait pas que la détermination de l'existence d'un dommage doive reposer nécessairement sur des données relatives à des producteurs nationaux représentant cette proportion.

a) Sens de l'expression "une proportion majeure"

48. Le Brésil affirme que le sens ordinaire de l'expression "proportion majeure" est "la majorité".[36] C'est effectivement l'un des sens ordinaires du terme "majeur", mais ce n'est pas le seul. Le *New Shorter Oxford Dictionary* donne un autre sens à "majeur": "unusually important, serious or significant" (exceptionnellement important, sérieux ou notable)".[37] De même, *Le Petit Robert* définit le terme "majeur" comme "très grand, très important".[38]

49. Les CE estiment que, dans le contexte de l'article 4.1, l'expression "une proportion majeure" ne signifie pas "la majorité", mais plutôt une partie importante. L'article 4.1 fait allusion à "*une* proportion majeure" et non à "*la* proportion majeure". L'emploi de l'article indéfini "une" indique qu'il peut y avoir plus d'une "proportion majeure" et, partant, qu'il n'est pas nécessaire qu'"une proportion majeure" représente "la majorité" de la production nationale. C'est ce que confirme la version espagnole de l'*Accord antidumping*, dans laquelle le terme "majeur" a été rendu par "importante".

50. L'interprétation des CE est étayée par l'article 5.4, qui dispose qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom". L'article 5.4 dispose ensuite que:

---

importations de saumons frais et réfrigérés en provenance de Norvège, ADP/87, adopté le 27 avril 1994). En effet, comme le point de départ de l'analyse est le volume et les prix des importations considérées (et non le niveau de dumping ou de subventionnement), il ne semble pas pertinent d'établir une distinction au niveau des sociétés. Si l'interprétation des CE n'était pas acceptée, il faudrait procéder à deux examens différents de l'existence d'un dommage si l'on constatait qu'une société exerçait un dumping mais n'était pas subventionnée ou inversement. Cela rendrait souvent l'examen de l'existence d'un dommage irréalisable, ce qui ne peut pas avoir été dans l'intention des auteurs de l'*Accord antidumping*.

[33] Communication du Brésil, paragraphe 509.
[34] *Ibid.*, paragraphe 510.
[35] *Ibid.*, paragraphes 512 à 519.
[36] Communication du Brésil, paragraphe 514.
[37] The New Shorter Oxford Dictionary, Clarendon Press Oxford, 1993.
[38] Le Petit Robert, 1976.

> Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.

51. Par conséquent, en conformité avec l'article 5.4, une demande peut être considérée comme ayant été présentée "[au] nom [de la branche de production nationale]" même si les producteurs qui la soutiennent représentent moins de 50 pour cent de la production nationale. L'expression "branche de production nationale" a le même sens dans tout l'*Accord antidumping*.[39] Si un certain nombre de producteurs qui représentent moins de 50 pour cent de la branche de production nationale peuvent, dans certaines circonstances, être considérés comme constituant "une proportion majeure" de la production nationale pour l'application de l'article 5.4, il devrait en être de même aussi pour l'application des autres dispositions de l'*Accord antidumping*.

52. Par ailleurs, il serait illogique de permettre l'ouverture d'une enquête sur la base d'une demande présentée par des producteurs qui représentent moins de 50 pour cent de la branche de production nationale uniquement pour conclure par la suite que le dommage subi par ces producteurs n'équivaut pas, en raison du pourcentage de la production nationale qu'ils représentent, à un dommage causé à la "branche de production nationale".

b) La détermination de l'existence d'un dommage doit-elle être fondée sur des données relatives à des producteurs représentant une "proportion majeure" de la production nationale?

53. Le Brésil présume que si l'expression "une proportion majeure" signifie au moins 50 pour cent de la production nationale, il s'ensuit que le fait de fonder l'analyse du dommage sur des données relatives à des producteurs qui représentent moins que ce pourcentage équivaut nécessairement à une violation de l'article 4.1.

54. Comme il est expliqué ci-dessus, les CE ne souscrivent pas au principe sur lequel le Brésil fonde son allégation, c'est-à-dire que "proportion majeure" signifie au moins 50 pour cent. De toute façon, les CE contestent également la conséquence que le Brésil associe à ce principe. Les CE font valoir que, même si "une proportion majeure" signifie au moins 50 pour cent de la production nationale, il existe des circonstances dans lesquelles les autorités pourraient fonder une constatation de l'existence d'un dommage sur des données relatives à des producteurs représentant moins que ce pourcentage.

55. En premier lieu, si un producteur national qui fait partie de la branche de production nationale ne coopère pas à l'enquête, comme cela s'est effectivement produit dans l'affaire à l'examen, les autorités peuvent, en conformité avec les dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II, recourir aux "données de fait disponibles" pour déterminer si ce producteur a subi un dommage. À cette fin, les "données de fait disponibles" pertinentes peuvent comprendre les données recueillies auprès d'autres producteurs qui ont coopéré à l'enquête.

56. En second lieu, pour évaluer la situation de la branche de production nationale, les autorités peuvent recourir à des techniques d'échantillonnage. En d'autres termes, les autorités chargées de l'enquête peuvent estimer que les données relatives à certains producteurs nationaux sont représentatives de la situation de la branche de production nationale dans son ensemble. La possibilité d'utiliser des techniques d'échantillonnage est expressément prévue à l'article 6.10 en ce qui

[39] Cf. le texte introductif de l'article 4.1 ("Aux fins du présent accord …).

concerne la détermination de l'existence d'un dumping. Il n'y a aucune raison pour laquelle des techniques d'échantillonnage similaires ne devraient pas être permises aussi pour la détermination de l'existence d'un dommage, sous réserve de la prescription générale énoncée à l'article 3.1 selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage se fondera sur des "éléments de preuve positifs" et comportera un "examen objectif" des faits pertinents.

ANNEXE C-3

COMMUNICATION DU GUATEMALA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(9 septembre 2002)

INTRODUCTION

1. Le Guatemala soumet la présente communication de tierce partie en raison de son intérêt systémique dans l'interprétation correcte de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après "Accord antidumping").

2. Le gouvernement guatémaltèque reconnaît que la plupart des vices de procédure observés au cours des enquêtes antidumping sont imputables à la complexité de la procédure elle-même et au fait que les Membres qui n'y recourent que de temps à autre la connaissent mal. Toutefois, il estime qu'en mettant ces mesures en œuvre, les Membres doivent garantir pleinement le respect des règles des Accords de l'OMC régissant ces mécanismes.

3. Un grand nombre des questions qui font l'objet du différend se rapportent à des points de fait sur lesquels le Guatemala n'est pas à même de formuler des observations. Il se limitera donc uniquement à une question d'interprétation juridique découlant de son intérêt. En tout état de cause, il se réserve le droit de développer les idées exposées dans la présente communication.

ARTICLE 4.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. L'article 4.1, dans sa version espagnole, dispose ce qui suit:

> "*A los efectos del presente Acuerdo, la expresión "rama de producción nacional" se entenderá en el sentido de abarcar el conjunto de los productores nacionales de los productos similares, o aquellos de entre ellos cuya producción conjunta constituya una proporción importante de la producción nacional total de dichos productos.*"

5. L'article 4.1, dans sa version anglaise, dispose ce qui suit:

> "*For the purposes of this Agreement, the term "domestic industry" shall be interpreted as referring to the domestic producers as a whole of the like products or to those of them whose collective output of the products constitutes a major proportion of the total domestic production of those products.*"

ARGUMENTS DU BRÉSIL

6. Dans sa première communication écrite, le Brésil indique que l'article 4.1 définit la "branche de production nationale" comme l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires, ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.[1]

[1] Paragraphe 511 de la première communication écrite du Brésil.

7. Il indique également que la question que devra résoudre le Groupe spécial est celle de savoir si 46 pour cent de la production nationale totale de viande de volaille en Argentine constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit.[2]

8. Il suggère ensuite que pour examiner cette question, le Groupe spécial devra interpréter le sens de l'expression "proportion majeure" figurant à l'article 4.1 de l'Accord.[3]

9. Au paragraphe 514 de sa première communication écrite, le Brésil indique que:

> "*D'après l'interprétation textuelle courante, l'expression "majeure partie[4]" est définie comme signifiant "la majorité[5]". "Majorité" s'entend comme signifiant "le plus grand nombre ou la plus grande partie[6]". D'après ces définitions, l'expression "proportion majeure" peut être interprétée comme signifiant la plus grande partie par rapport à l'ensemble. Si l'ensemble en question est 100 pour cent de la production nationale totale du produit similaire, 46 pour cent ne peuvent être considérés comme la plus grande partie par rapport à l'ensemble*."

10. Cela amène le Brésil à faire observer que l'article 4.1 prévoit que la branche de production nationale peut être constituée par 100 pour cent des producteurs nationaux de produits similaires ou par ceux d'entre eux dont les productions additionnées représentent plus de la moitié de la production nationale. Si les productions additionnées des producteurs nationaux sont inférieures à 50 pour cent du total de la production nationale, les producteurs nationaux ne répondent pas à la définition de l'article 4.1 de l'Accord.

11. En conséquence, le Brésil fait valoir que la détermination de la CNCE selon laquelle 46 pour cent de la production nationale totale du produit similaire constituent une proportion majeure de la production totale des producteurs nationaux est incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord.[7]

ARGUMENTS DE L'ARGENTINE

12. Pour sa part, l'Argentine indique dans les paragraphes 302 à 304 de sa première communication écrite que:

> "*302. La définition de la branche de production nationale était compatible avec les règles de l'OMC car l'Argentine considère que 46 pour cent de la production totale constituent "une proportion majeure". L'allégation du Brésil selon laquelle "une proportion majeure" ne peut être constituée que par 50 pour cent au moins de la production nationale est une appréciation subjective et ne trouve pas de justification dans l'article 4 de l'Accord antidumping.*
>
> *303. Selon l'Acte n° 576, en 1998, les entreprises mentionnées ont contribué pour 46,2 pour cent à la production nationale, ce qui explique pourquoi la CNCE a estimé qu'elle s'était conformée à la prescription énoncée à l'article 4.1 de l'Accord antidumping.*

---

[2] Paragraphe 512 de la première communication écrite du Brésil.
[3] Paragraphe 513 de la première communication écrite du Brésil.
[4] Les termes "proportion" et "partie" sont ici considérés et utilisés comme des synonymes. *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, pages 995 et 1098.
[5] *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 822.
[6] *Concise Oxford Dictionary – Ninth Edition*, Oxford University Press, 1995, page 822.
[7] Paragraphe 519 de la première communication écrite du Brésil.

304. Pour la République argentine comme pour d'autres pays Membres de l'OMC (selon les précédents pertinents existant en la matière), 46 pour cent constituent une proportion majeure car ce n'est pas par hasard que l'Accord antidumping n'a pas défini un pourcentage fixe pour indiquer ce qu'il faut entendre par "proportion majeure"."

COMMUNICATION DU GUATEMALA

13. Le Guatemala pense, comme l'a dit le Brésil au paragraphe 517 de sa première communication écrite, qu'il est important d'établir ce qui constitue la branche de production nationale, en particulier pour l'analyse de l'existence d'un dommage. Étant donné que l'examen du dommage tient compte de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale, si celle-ci n'est pas correctement constituée, l'examen des incidences du dommage peut être vicié.

14. Nous estimons également que la prescription relative à l'établissement d'une détermination du dommage subi par la branche de production nationale, lue conjointement avec la définition de la branche de production nationale donnée à l'article 4.1, implique que l'existence du dommage doit être analysée pour la totalité des producteurs nationaux ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ce produit.

15. Le critère du dommage constituant une des conditions de l'adoption de mesures antidumping, ces mesures doivent logiquement protéger les producteurs qui sont ou s'estiment lésés par des pratiques de dumping, d'où l'importance de l'article 4.1 dans la définition de ce que l'on entend par "branche de production nationale".

16. Il y a une différence entre les versions espagnole et anglaise de l'article 4.1. En effet, les mots "proporción importante" figurant dans le premier de ces textes sont rendus par "major proportion" dans le second.

17. Conformément à l'interprétation du Brésil, l'expression "major proportion" est définie comme correspondant à "majority", ou autrement dit le "plus grand nombre" ou "la plus grande partie".

18. Selon cette interprétation, il s'agit dans ce membre de phrase de la plus grande partie par rapport à un "tout". Le Brésil suggère que le "tout" en question est constitué par 100 pour cent du total de la production nationale de produits similaires.

19. En d'autres termes, le Brésil comprend l'article 4.1 comme prévoyant que la branche de production nationale peut être constituée par 100 pour cent des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées représentent plus de la moitié de la production nationale. Donc, si les productions additionnées des producteurs nationaux sont inférieures à 50 pour cent de la production nationale totale, les producteurs nationaux ne répondent pas à la définition de l'article 4.1 de l'Accord antidumping.

20. Le Guatemala comprend le terme "major" (majeur) comme signifiant "très important, sérieux, approfondi".[8] Par ailleurs, nous considérons que le terme "importante" (important) est défini comme désignant quelque chose qui a de l'importance, c'est-à-dire qui a la "cualidad de lo importante, de lo

[8] *Oxford Spanish Dictionary*, Oxford University Press, 2001, page 1293.

que es muy conveniente o interesante, o de mucha entidad o consecuencia (...)[9]" (caractère de ce qui est important, très indiqué ou intéressant, ou de grande importance ou conséquence).

21. Compte tenu de ce qui précède, le Guatemala reconnaît que le concept de "major" utilisé dans la version anglaise de l'article 4.1 pourrait représenter un critère plus exigeant que le terme "importante" de la version espagnole. Toutefois, il estime qu'en aucun cas ce terme ne pourrait être défini comme ce qui constitue plus de la moitié d'un "tout", ainsi que le suggère le Brésil.

22. Le Guatemala considère que cette différence ne devrait pas être interprétée comme l'a fait le Brésil parce que cela aurait dans la pratique des répercussions significatives.

23. En tout état de cause, toute solution devrait commencer par se fonder sur le fait que l'article en question ne définit expressément aucun pourcentage donnant une idée de ce qui constitue une "proporción importante" ou une "major proportion".

24. L'Argentine indique pour sa part que pour elle, comme pour d'autres Membres de l'OMC (conformément à des précédents concordants en la matière), 46 pour cent constituent une proportion importante. À ce sujet, le Guatemala estime que la pratique des Membres ne suffit pas à elle seule à confirmer la compatibilité d'une mesure avec l'Accord sur l'OMC.

25. Le Guatemala considère que la règle en question laisse à l'autorité une certaine latitude pour déterminer, compte tenu des faits et des circonstances propres à chaque branche de production, ce qu'on entend par l'expression "branche de production nationale". Il estime également qu'il s'agit d'une expression dont la portée est loin de se limiter à la définition d'un pourcentage.

26. De plus, dans le rapport du *Groupe d'experts qui a examiné les droits antidumping et les droits compensateurs*, il est dit ce qui suit:

> "*Le Groupe est alors passé à l'examen de l'expression "(branche de) production nationale" en rapport avec la notion de ... (dommage). Il a estimé que, bien que chaque cas doive de toute évidence poser des problèmes particuliers, il y a lieu d'énoncer un principe général, à savoir que la détermination du ... (dommage) important doit s'effectuer par rapport à la totalité ou à une partie notable de la production nationale du produit similaire (...).*[10]" (non souligné dans l'original)

27. Il semble au Guatemala que l'article 4.1 confère aux autorités chargées de l'enquête le pouvoir de déterminer, en fonction de la complexité de l'affaire, comment doit s'entendre le membre de phrase "*ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits*". Toutefois, il ne s'agit pas d'un pouvoir illimité, étant donné que l'autorité chargée de l'enquête ne pourrait se borner à invoquer ce concept.

28. Le Guatemala considère également que cette disposition n'a pas pour objet d'accorder aux autorités chargées de l'enquête une latitude illimitée pour la détermination de la branche de production nationale et que de toute évidence, cette détermination doit nécessairement s'analyser par rapport à la notion de dommage et sans préjudice de la vérification de toutes les hypothèses qui doivent être prises en compte pour la détermination définitive de l'existence d'un dommage.

---

[9] Diccionario de la Lengua Española. Real Academia Española, vingt-deuxième édition, 2001, page 1255.

[10] L/978, adopté le 13 mai 1959, S8/161, paragraphe 18.

29. C'est pourquoi le Guatemala demande instamment au Groupe spécial de s'abstenir de laisser entendre, dans quelque contexte que ce soit, que les mots "proportion majeure" employés à l'article 4.1 prescrivent un pourcentage d'au moins 50 pour cent.

30. En tout état de cause, le Groupe spécial peut évaluer, conformément à la règle d'examen énoncée à l'article 17.6 de l'Accord antidumping, le bien-fondé de la décision de l'autorité argentine en fonction de la mesure dans laquelle elle est conforme à celle qu'aurait prise en l'espèce une autorité objective et impartiale.

ANNEXE C-4

COMMUNICATION DU PARAGUAY EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(9 septembre 2002)

Contexte

1. À sa réunion du 17 avril 2002, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour qu'il examine la question portée devant l'ORD par le Brésil (WT/DS241/3).

2. À cette réunion, les parties au différend sont par ailleurs convenues que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par le Brésil dans le document WT/DS241/3, la question portée devant l'ORD par le Brésil dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

3. De plus, à cette réunion, le Paraguay s'est réservé le droit, en vertu de l'article 10 du Mémorandum d'accord, de participer en tant que "tierce partie" à la procédure.

4. Dans la présente communication, le Paraguay souhaite faire part de sa position préliminaire sur l'affaire en question, sans préjudice de toute autre communication orale ou écrite qu'il pourrait faire à la réunion de fond du Groupe spécial avec les tierces parties.

Règles et principes du droit international public pertinents et applicables à la présente affaire

5. Le Paraguay estime que, conformément aux principes généraux du droit international public, la présente affaire revêt le caractère de "chose jugée" puisqu'elle a déjà fait l'objet de la procédure de règlement des différends établie dans le cadre du MERCOSUR, et en particulier de celle qui est énoncée dans le Protocole de Brasilia.

6. En effet, l'article 21[1] du Protocole de Brasilia établit clairement que les décisions du Tribunal arbitral *ad hoc* sont sans appel et obligatoires et leur confère "... l'autorité de la chose jugée", principe qui doit prévaloir dans le traitement de la présente affaire.

7. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 20 de la communication écrite de l'Argentine, le recours au mécanisme établi par le Protocole de Brasilia par les États parties au MERCOSUR montre bien qu'ils ont pleinement accepté ce mécanisme en tant que règle du MERCOSUR et en tant que

[1] **Article 21**

1. Les décisions du Tribunal arbitral sont sans appel et obligatoires pour les États parties à un différend à partir de la réception de la notification pertinente et auront pour ces États l'autorité de la chose jugée.
2. Les décisions devront être appliquées dans un délai de quinze (15) jours, à moins que le Tribunal arbitral ne fixe un autre délai.

procédure de règlement des différends *in totum*, c'est pourquoi il faudrait considérer que la décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR[2] confère le caractère de chose jugée à la présente affaire.

8. Selon le Paraguay, il est également pertinent de mentionner la signature du Protocole d'Olivos sur le règlement des différends dans le cadre du MERCOSUR entre les quatre États parties au MERCOSUR. Bien que ce protocole ne soit pas encore en vigueur, il dispose à l'article 1.2 que "*... Les différends relevant de l'application du présent protocole qui peuvent également être soumis à la procédure de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce ou à celles qui sont établies dans le cadre d'autres arrangements commerciaux préférentiels auxquels seraient individuellement parties les États parties au MERCOSUR pourront être portés devant l'une quelconque de ces instances selon ce que décidera la partie plaignante. Sans préjudice de ce qui précède, les parties au différend pourront choisir l'instance d'un commun accord.*

Une fois engagée une procédure de règlement des différends conformément aux dispositions du paragraphe précédent, ***aucune des parties ne pourra recourir aux mécanismes établis dans le cadre des autres instances, ce qui est de la même question***[3]*, ...*".

Cet instrument, négocié et signé par les États parties au MERCOSUR, leur permet de choisir l'instance dans le cadre de laquelle ils souhaitent régler les différends, avec toutefois la restriction particulière de la clause d'exclusion en vertu de laquelle, une fois une procédure engagée dans une instance, il n'est plus possible de s'adresser à une autre des instances visées dans le Protocole.

9. Le Paraguay souhaite également appeler l'attention du Groupe spécial sur une règle du droit international public en vigueur, à savoir l'article 18 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, qui dispose ce qui suit:

> "Un État **doit s'abstenir**[4] d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but:
>
> a) lorsqu'il a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, tant qu'il n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité; ou
>
> b) ...".

10. En raison de ce qui précède, le Paraguay estime que la présente affaire a déjà fait l'objet d'une procédure de règlement des différends admise par les deux parties et qu'elle a été réglée par une décision qui revêt un caractère contraignant et obligatoire pour celles-ci. L'affaire ne devrait donc pas être examinée par le présent Groupe spécial puisque, si tel était le cas, cela constituerait une violation des principes et des règles du droit international public et serait contraire à des décisions rendues par des institutions du MERCOSUR, en l'espèce la décision d'un tribunal arbitral *ad hoc* établi au titre du Protocole de Brasilia.

---

[2] Décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR constitué pour statuer sur le différend entre la République fédérative du Brésil et la République argentine concernant l'application de mesures antidumping aux exportations de volailles entières en provenance du Brésil (Résolution n° 574/2000) du Ministère de l'économie de la République argentine. Date: 21 mai 2001.

[3] Pas de caractère gras dans l'original.

[4] Pas de caractère gras dans l'original.

ANNEXE C-5

COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(9 septembre 2002)

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. Introduction C-26

II. L'article 5.7 de l'Accord antidumping n'exige pas des Membres qui décident d'ouvrir ou non une enquête antidumping qu'ils évaluent des données relatives au dumping et au dommage issues de périodes "simultanées" C-26

III. L'expression "une proportion majeure" employée dans la définition de la branche de production nationale à l'article 4.1 de l'Accord ne signifie pas "la majorité" C-27

IV. La décision d'un Membre d'évaluer certains facteurs mentionnés à l'article 3.4 en utilisant une période différente de celle qui est utilisée pour d'autres facteurs ne contreviendrait pas en soi à l'article 3.1 ..... C-28

V. Le défaut de l'autorité chargée de l'enquête d'examiner un facteur particulier mentionné à l'article 3.4 ne contrevient pas nécessairement à l'article 12.2.2 ..... C-29

VI. Le Groupe spécial devrait refuser de présenter ses vues sur l'interprétation correcte de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord C-29

VII. Conclusion C-30

I. Introduction

1. Les États-Unis sont heureux de pouvoir présenter leurs vues dans la procédure engagée dans l'affaire *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil* (DS241). Les États-Unis limitent leurs observations à certaines questions ayant trait à l'interprétation juridique correcte de divers articles de *l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (l'"Accord antidumping").[1]

II. L'article 5.7 de l'Accord antidumping n'exige pas des Membres qui décident d'ouvrir ou non une enquête antidumping qu'ils évaluent des données relatives au dumping et au dommage issues de périodes "simultanées"

2. Le Brésil allègue que l'Argentine a agi en violation de l'article 5.7 de l'Accord antidumping parce que les autorités chargées de l'enquête ont évalué des données relatives au dumping et au dommage qui visaient des périodes non identiques pour déterminer si l'enquête mise en cause devait ou non être ouverte.[2] L'argumentation du Brésil repose sur une interprétation erronée du terme "simultanément" au sens où ce terme est employé à l'article 5.7.

3. L'article 5.7 dispose que pour décider si une enquête sera ouverte ou non, les "éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage seront examinés simultanément …". Le Brésil semble croire que ce libellé oblige un Membre à faire en sorte que les autorités chargées de l'enquête examinent des renseignements relatifs au dumping et au dommage issues de périodes simultanées (c'est-à-dire identiques). Considéré dans son contexte, toutefois, le terme "simultanément" se rapporte au terme "examinés" et non à l'expression "éléments de preuve". Par conséquent, l'obligation prévue à l'article 5.7 est d'*examiner* les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage simultanément (par exemple, dans des enquêtes parallèles), et non d'examiner des *éléments de preuve* de l'existence d'un dumping et d'un dommage recueillis à partir de périodes simultanées (ou identiques).

4. Comme le Comité des pratiques antidumping l'a reconnu, l'Accord antidumping "ne fixe pas de période précise pour l'enquête" ni ne prévoit de lignes directrices concernant la fixation d'une période appropriée pour l'enquête "aux fins de l'examen de l'existence d'un dumping ou d'un dommage".[3] Le Comité a adopté une recommandation non contraignante, toutefois, qui prévoit une période d'enquête de 12 mois pour les analyses en matière de dumping et une période d'enquête de trois ans pour les analyses en matière de dommage.[4] À première vue, la recommandation du Comité dénote l'absence de fondement de la prescription voulant que les Membres examinent des renseignements relatifs au dumping et au dommage issus de périodes "simultanées". Le manque de concordance des périodes recommandées reflète les différences fondamentales qui existent dans la nature des analyses que les autorités compétentes effectuent pour déterminer l'existence d'un dumping, d'une part, et l'existence d'un dommage, d'autre part.

5. À titre d'exemple, la détermination par un Membre de l'existence d'un dumping n'exige pas, en temps normal, qu'on tienne compte des tendances dans le temps. Par contre, la détermination de l'existence d'un dommage exige normalement de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle recueille des renseignements sur une période de plus d'un an afin d'évaluer les variations du volume et des prix.

---

[1] Les États-Unis n'ont pas eu la possibilité d'examiner à fond la communication écrite de l'Argentine dans le présent différend et se bornent donc à examiner la communication écrite du Brésil à ce moment-ci. Les États-Unis examineront la communication écrite de l'Argentine, au besoin, à la première réunion du Groupe spécial.

[2] *Voir, par exemple,* la première communication écrite du Brésil, paragraphe 168.

[3] Comité des pratiques antidumping, *Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping*, G/ADP/6, adoptée par le Comité le 5 mai 2000.

[4] *Id.*

L'examen par un Membre importateur de la question de savoir s'il y a suffisamment d'éléments de preuve relatifs au dommage, comme la question de savoir s'il y a eu des augmentations notables du volume des importations faisant l'objet d'un dumping en termes absolus ou relatifs, doit être fait dans le contexte d'un délai approprié, qui sera presque toujours plus long que la période d'enquête requise pour le calcul du dumping.[5]

6. Les vues des États-Unis sur cette question ne visent pas à suggérer, toutefois, qu'une autorité chargée de l'enquête est libre d'examiner des renseignements relatifs au dumping et au dommage recueillis pendant des périodes complètement différentes. L'article 3.5 de l'Accord antidumping exige clairement d'un Membre qu'il démontre l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.[6] Il est tout à fait possible que les périodes particulières qu'un Membre choisit d'examiner dans une enquête donnée puissent mettre en cause le point de savoir si le Membre a démontré l'existence d'un tel lien de causalité. L'article 5.7 de l'Accord antidumping n'a toutefois pas d'incidence sur la présente question.

III. L'expression "une proportion majeure" employée dans la définition de la branche de production nationale à l'article 4.1 de l'Accord ne signifie pas "la majorité"

7. L'article 4.1 de l'Accord antidumping définit l'expression "branche de production nationale" comme:

> l'*ensemble* des producteurs nationaux de produits similaires *ou* ... ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une *proportion majeure* de la production nationale de ces produits …

(pas d'italique dans l'original). Le Brésil allègue que l'expression "proportion majeure" est synonyme de "majorité" et que l'Argentine a agi en violation de l'article 4.1 parce que l'autorité chargée de l'enquête a examiné des données se rapportant à 46 pour cent de la branche de production nationale, ce qui est moins que la majorité.[7] Les États-Unis estiment que l'argument du Brésil repose sur une interprétation erronée de l'article 4.1.

8. Tout d'abord, l'article 4.1 est simplement une définition. En tant que définition, il n'impose pas d'obligation indépendante aux Membres de l'OMC.[8] Pour cette seule raison, l'allégation du Brésil selon laquelle l'analyse du dommage faite par l'Argentine contrevenait à l'article 4.1 est sans fondement.

9. Même si ce n'était pas le cas, toutefois, il n'y a rien dans le texte de l'article 4.1 qui permettrait d'étayer l'allégation du Brésil. Premièrement, l'Accord antidumping ne définit pas le terme "majeur",

---

[5] En effet, il faut souvent plus d'un an pour que les effets des augmentations du volume des importations ou d'une sous-cotation du prix atteignent le niveau qui les rendrait notables, et peut-être encore plus de temps pour que l'incidence de ces effets sur la situation de la branche de production nationale devienne apparente. En outre, le fait que la réalisation des ventes dans certaines branches de production puisse prendre aussi longtemps qu'un an, et que dans certaines branches de production les ventes sont réalisées en vertu de contrats annuels, fait ressortir davantage l'opportunité de mener un examen sur une période de plusieurs années dans les enquêtes sur l'existence du dommage.

[6] De même, l'article 5.2 de l'Accord antidumping dispose qu'une demande d'ouverture d'une enquête doit comporter des éléments de preuve de l'existence d'un dumping, d'un dommage et d'un lien de causalité.

[7] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 511 à 519.

[8] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger", Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, rapport adopté le 29 janvier 2002, paragraphe 85 (dans lequel il est indiqué que la définition du terme "subvention" figurant à l'article 1.1 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* "n'impose aucune obligation aux Membres en ce qui concerne les subventions qu'il définit.").

et le sens ordinaire de ce terme est "[d]esignating the greater *or relatively greater* of ... two things" (qui désigne le plus grand ou ce qui est relativement plus grand … de deux choses) – soit le contraire de "mineur".[9] Ce terme peut également vouloir dire "unusually important, serious, or significant" (exceptionnellement important, sérieux ou notable).[10] Aucun de ces sens n'évoque nécessairement "la majorité".

10. Deuxièmement, l'argument du Brésil selon lequel "proportion majeure" signifie "majorité" va directement à l'encontre du fait que les rédacteurs ont été assez explicites ailleurs dans l'Accord lorsqu'ils entendaient assujettir une obligation particulière à la règle de la majorité. Plus précisément, l'article 5.4 de l'Accord dispose qu'une demande est présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent "plus de 50 pour cent" de la production totale de la partie spécifique de la branche de production nationale. Contrairement à l'article 4.1, l'article 5.4 impose clairement la règle de la majorité. L'article 4.1 établit une norme différente: "une proportion majeure".

11. Considérer ce terme dans son contexte permet également d'étayer la conclusion selon laquelle l'expression "proportion majeure" n'est pas censée imposer la règle de la "majorité". Ce terme figure à l'article 4.1 en tant qu'autre possibilité que l'"ensemble" de la branche de production. Cette définition traduit la réalité dans de nombreuses enquêtes antidumping qu'est l'impossibilité d'obtenir les renseignements demandés de tous les producteurs nationaux du produit similaire, et confirme que la détermination de l'existence d'un dommage ne deviendrait pas inadéquate simplement parce que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas été en mesure d'obtenir des renseignements de tous ces producteurs. L'Accord antidumping n'établit pas un point de repère numérique pour définir ce qui constitue une proportion "majeure" de la branche de production nationale. Cette notion variera selon les cas.

IV. La décision d'un Membre d'évaluer certains facteurs mentionnés à l'article 3.4 en utilisant une période différente de celle qui est utilisée pour d'autres facteurs ne contreviendrait pas en soi à l'article 3.1

12. Le Brésil allègue que l'Argentine a commis une infraction en soi à l'article 3.1 en évaluant certains facteurs mentionnés à l'article 3.4 sur la période allant de janvier 1996 à juin 1999, et d'autres facteurs sur la période allant de janvier 1996 à décembre 1998.[11] Les États-Unis ne se prononcent pas sur la question de savoir si, par sa décision de fonder son analyse sur deux périodes différentes, l'Argentine a manqué à son obligation dans la cause particulière en l'espèce. Les États-Unis ne souscrivent toutefois pas à la prétention du Brésil selon laquelle une analyse de périodes différentes ne *peut pas* être objective et, partant, contrevient en soi à l'article 3.1.

13. Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* est instructif à cet égard.[12] Dans cette enquête, les États-Unis avaient recueilli des renseignements sur tous les facteurs sur toute la période d'enquête de trois ans, et avaient évalué les différents facteurs, dans divers cas, sur cette période de trois ans.[13] En ce qui concerne certains facteurs ayant trait à l'incidence, toutefois, les États-Unis avaient comparé les données de 1998 avec les données de 1997, sans examiner expressément les données de 1996.[14] Le Groupe spécial a conclu que le défaut des États-Unis

[9] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, volume 1, page 1670, (1993) (pas d'italique dans l'original).

[10] *Id.*

[11] *Voir* la première communication écrite du Brésil, paragraphes 425 à 430.

[12] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, rapport adopté le 23 août 2001 ("*États-Unis - Acier laminé à chaud*").

[13] *Id.*, paragraphe 7.227.

[14] *Id.*, paragraphe 7.228.

d'examiner expressément les données de 1996 n'avait pas "comprom[is] … le caractère adéquat de [l']évaluation [des États-Unis] des facteurs économiques pertinents, à la lumière de [leur] analyse et de [leurs] explications, de telle sorte que [leur] examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale en deviendrait incompatible avec l'Accord antidumping".[15] La constatation du Groupe spécial est compatible avec l'opinion des États-Unis voulant que l'utilisation de périodes différentes pour évaluer le dommage ne signifie pas en soi que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas procédé à un examen objectif.

V. Le défaut de l'autorité chargée de l'enquête d'examiner un facteur particulier mentionné à l'article 3.4 ne contrevient pas nécessairement à l'article 12.2.2

14. Le Brésil affirme (allégations n° 38 à 40) que l'Argentine n'a pas évalué ni évoqué plusieurs des facteurs mentionnés à l'article 3.4, et que le fait de ne pas agir ainsi contrevenait aux articles 3.1, 3.4 et 12.2.2 de l'Accord.[16] Les États-Unis conviennent avec le Brésil que l'Accord antidumping exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle évalue chacun des facteurs mentionnés à l'article 3.4, et nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si l'Argentine a bel et bien évalué chacun des facteurs dans l'enquête mise en cause.

15. Les États-Unis ne conviennent pas, toutefois, que le défaut d'évoquer un facteur particulier dans la détermination publiée contrevient nécessairement à l'article 12.2.2. Cette disposition prescrit simplement que les autorités exposent "de façon suffisamment détaillée … les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit *jugés importants par les autorités chargées de l'enquête*".[17] Bien que tous les facteurs énumérés doivent être évalués, ils ne sont pas tous nécessairement importants dans une affaire donnée.

16. Étant donné la prescription voulant que tous les facteurs mentionnés à l'article 3.4 soient évalués, toutefois, il faudrait qu'il soit visible dans la détermination publiée que les autorités l'ont fait. Cette obligation peut être respectée quand une détermination, du fait qu'elle démontre pourquoi les autorités se sont fondées sur les facteurs spécifiques qu'elles ont jugés importants dans l'affaire en cause, indique aussi pourquoi d'autres facteurs au sujet desquels elles n'ont pas fait de constatations spécifiques se sont vu accorder peu d'importance ou ont été considérés comme complètement dénués de pertinence. "[D]ans la mesure où l'absence de pertinence ou d'importance des facteurs qui ne sont pas essentiels à la décision apparaît au moins implicitement dans la détermination finale, les prescriptions de l'Accord sont respectées."[18]

VI. Le Groupe spécial devrait refuser de présenter ses vues sur l'interprétation correcte de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord

17. Dans une lettre en date du 8 août 2002, le Brésil a adressé au Groupe spécial une lettre dans laquelle il indiquait son intention de rendre publique une version non confidentielle de sa première communication écrite. Le 15 août 2002, l'Argentine a présenté une lettre dans laquelle elle exprimait le point de vue selon lequel l'action proposée par le Brésil serait incompatible avec l'article 18:2 du Mémorandum d'accord. Les 21 et 23 août 2002, le Brésil et le Canada, respectivement, ont présenté des lettres dans lesquelles ils exprimaient leur désaccord avec les vues de l'Argentine. Enfin, le 27 août 2002, l'Argentine a présenté une seconde lettre dans laquelle elle favorisait l'"esprit de transparence" et demandait au Groupe spécial de présenter ses vues sur l'interprétation correcte de l'article 18.2.

---

[15] *Id.*, paragraphe 7.234.

[16] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 475 à 507.

[17] *Voir* l'article 12.2 (pas d'italique dans l'original).

[18] Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, rapport adopté le 12 mars 2001, paragraphe 6.163.

18. Les États-Unis conviennent avec le Brésil et le Canada qu'il n'y a rien dans l'article 18:2 du Mémorandum d'accord qui empêcherait un Membre de communiquer au public ses propres communications à l'OMC. C'est ce que nous faisons depuis longtemps d'une façon systématique, et nous apprécierions que l'Argentine décide de faire de même. L'Argentine n'a pas besoin d'une autorisation pour rendre publiques ses propres communications. Les États-Unis se préoccupent toutefois du fait que l'Argentine demande au Groupe spécial de présenter ses vues sur cette question, demande qui constitue, en substance, une demande d'avis consultatif étant donné que le Groupe spécial n'est saisi d'aucune mesure. En outre, l'article 18:2 ne relève pas du mandat du Groupe spécial. Les États-Unis notent que, dans la mesure où l'Argentine demande au Groupe spécial d'interpréter l'article 18:2, il y aurait incompatibilité avec le pouvoir exclusif qu'ont la Conférence ministérielle et le Conseil général au titre de l'article IX:2 de l'*Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce* d'interpréter l'Accord sur l'OMC. Nous demandons au Groupe spécial de rejeter la demande de l'Argentine visant à connaître les vues du Groupe spécial sur l'interprétation correcte de l'article 18:2.

VII. Conclusion

19. Les États-Unis remercient le Groupe spécial de leur avoir donné la possibilité de présenter des observations sur les questions soulevées dans la présente procédure et espèrent que leurs observations se révéleront utiles.

ANNEXE C-6

DÉCLARATION ORALE DU PARAGUAY EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 septembre 2002)

Monsieur le Président,

Le Paraguay, étant l'un des quatre États parties au MERCOSUR, voudrait faire connaître ses vues concernant la présente affaire et défendre les institutions d'intégration créées en vertu du Traité d'Asunción de 1991, comme cela est mentionné dans la communication écrite que nous avons présentée il y a quelques semaines en tant que tierce partie.

Le Paraguay estime que, conformément aux principes généraux du droit international public, la présente affaire revêt le caractère de "chose jugée" puisqu'elle a déjà fait l'objet de la procédure de règlement des différends établie dans le cadre du MERCOSUR, et en particulier de celle qui est énoncée dans le Protocole de Brasília.

En effet, l'article 21 du Protocole de Brasília établit clairement que les décisions du Tribunal arbitral *ad hoc* sont sans appel et définitives et leur confère "... l'autorité de la chose jugée", principe qui, selon ma délégation, doit prévaloir dans le traitement de la présente affaire.

Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 20 de la communication écrite de l'Argentine, le recours par les États parties au MERCOSUR au mécanisme établi par le Protocole de Brasília montre bien qu'ils ont pleinement accepté ce mécanisme en tant que règle du MERCOSUR et en tant que procédure de règlement des différends *in totum*; c'est pourquoi il faudrait considérer que la décision du Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR confère le caractère de chose jugée à la présente affaire.

Selon le Paraguay, il est également pertinent de mentionner la signature, entre les quatre États parties au MERCOSUR, du Protocole d'Olivos sur le règlement des différends dans le cadre du MERCOSUR. Bien que ce protocole ne soit pas encore en vigueur, il dispose à l'article 1.2 que, et je cite **"... Les différends relevant de l'application du présent protocole qui peuvent également être soumis à la procédure de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce ou à celles qui sont établies dans le cadre d'autres arrangements commerciaux préférentiels auxquels seraient individuellement parties les États parties au MERCOSUR pourront être portés devant l'une quelconque de ces instances selon ce que décidera la partie plaignante. Sans préjudice de ce qui précède, les parties au différend pourront choisir l'instance d'un commun accord.**

> **Une fois engagée une procédure de règlement des différends conformément aux dispositions du paragraphe précédent, aucune des parties ne pourra recourir, pour ce qui est de la même question, aux mécanismes établis dans le cadre des autres instances ...",** fin de citation.

Cet instrument, négocié et signé par les États parties au MERCOSUR, leur permet de choisir l'instance dans le cadre de laquelle ils souhaitent régler leurs différends, avec toutefois la restriction

particulière de la clause d'exclusion en vertu de laquelle, une fois une procédure engagée dans une instance, il n'est plus possible de s'adresser à une autre des instances visées dans le Protocole.

Le Paraguay souhaite également appeler l'attention du Groupe spécial sur une règle du droit international public en vigueur sur laquelle ma délégation fonde les arguments présentés ici, à savoir l'article 18 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, qui dispose ce qui suit, et je cite:

> **"Un État doit s'abstenir d'actes qui priveraient un traité de son objet et de son but:**
>
> **a) lorsqu'il a signé le traité ou a échangé les instruments constituant le traité sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, tant qu'il n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie au traité;"**, fin de citation.

Compte tenu de ce qui précède, le Paraguay estime que la présente affaire a déjà fait l'objet d'une procédure de règlement des différends admise par les deux parties et qu'elle a été réglée par une décision qui revêt un caractère contraignant et obligatoire pour celles-ci. L'affaire ne devrait donc pas être examinée par le présent Groupe spécial puisque, si tel était le cas, cela constituerait une violation des principes et des règles du droit international public et serait contraire à des décisions rendues par des institutions du MERCOSUR, en l'espèce la décision d'un tribunal arbitral *ad hoc* établi au titre du Protocole de Brasília.

Enfin, le Paraguay espère que le Groupe spécial se prononcera sur les arguments exposés par ma délégation et par celle de la République argentine, car il attribue une importance cruciale aux institutions créées en vertu d'accords et traités internationaux auxquels il est partie et, dans ce cas particulier, aux institutions du MERCOSUR. Le respect et la reconnaissance de ces institutions sont source de crédibilité et de sécurité et renforcent les Membres en général et le système commercial multilatéral en particulier.

Je vous remercie.

ANNEXE C-7

DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 septembre 2002)

Merci, Monsieur le Président.

1. Le Chili remercie le Groupe spécial de lui donner la possibilité de présenter ses vues dans le présent différend. Nous faisons usage du droit prévu à l'article 10 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, étant donné notre intérêt systémique dans l'application correcte de l'article VI du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping qui doit permettre d'éviter le recours abusif aux mesures antidumping en tant qu'obstacles protectionnistes aux échanges.

2. Nous ne souhaitons pas, à ce stade, nous prononcer sur les multiples plaintes du Brésil qui portent pour la plupart sur des aspects procéduraux, ce qui nous obligerait à entreprendre une étude plus approfondie de l'enquête menée par les autorités argentines.

3. En revanche, le Chili voudrait se référer à l'un des arguments préliminaires avancés par l'Argentine dans sa première communication écrite, à savoir qu'un tribunal international se serait prononcé sur la même affaire, si bien que le présent Groupe spécial ne serait pas habilité à connaître de la plainte du Brésil.

4. Sans connaître les détails de la procédure d'arbitrage suivie par les parties au différend dans le cadre des règles du MERCOSUR applicables au règlement des différends, le Chili croit savoir que, d'une part, le Tribunal arbitral s'est prononcé contre le Brésil parce qu'il n'existe pas de disciplines antidumping dans le cadre du MERCOSUR, et que, d'autre part, il n'y a rien qui indique que le Brésil ait renoncé à ses droits devant l'OMC et, plus précisément, à recourir au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, comme cela aurait pu être le cas si le Protocole d'Olivos qui contient une clause en vertu de laquelle l'instance, une fois choisie, est seule compétente à l'exclusion de toute autre avait été en vigueur.

5. Dans ces conditions et en l'absence d'identité juridique, le Brésil a légitimement porté sa plainte subséquente devant l'instance dans laquelle des disciplines antidumping imposent des obligations à l'Argentine et au Brésil, ainsi qu'aux autres Membres de l'OMC.

6. Ce qui a été invoqué dans le présent différend, c'est la violation ou le non-respect de règles de l'OMC, laquelle constitue un système normatif distinct qui impose à ses Membres des droits et obligations particuliers, différents des droits et obligations qu'impose un accord bilatéral.

7. En conséquence, le Chili estime que l'allégation préliminaire de l'Argentine est dénuée de fondement puisque le Brésil a invoqué devant l'OMC, et devant le présent Groupe spécial en particulier, le manquement à des obligations contractées par l'Argentine dans le cadre des Accords de l'OMC – de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, en particulier – et non à des obligations contractées dans le cadre du MERCOSUR. En conséquence, le présent Groupe spécial est l'instance ayant compétence pour connaître de la plainte formulée par le Brésil dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite.

ANNEXE C-8

DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 septembre 2002)

Monsieur le Président, Madame, Monsieur, membres du Groupe spécial,

1. J'ai l'honneur de vous présenter les vues des États-Unis en tant que tierce partie dans la présente procédure. Le Groupe spécial se souviendra peut-être que les États-Unis ont déjà présenté une communication en tant que tierce partie dans le présent différend. Les observations que je formulerai aujourd'hui se limiteront à la demande préliminaire de l'Argentine visant à ce que le Groupe spécial n'examine aucune des allégations du Brésil. Nous nous ferons un plaisir de recevoir les questions que le Groupe spécial pourrait avoir au sujet de notre communication écrite ou de la déclaration que nous faisons aujourd'hui.

Exception préliminaire

2. M. le Président, dans sa première communication écrite, l'Argentine fait valoir que le Groupe spécial devrait refuser de faire des constatations au sujet des allégations que le Brésil a formulées dans le présent différend. De l'avis des États-Unis, il n'y a rien dans le Mémorandum d'accord qui permette au Groupe spécial d'accéder à la demande de l'Argentine.

3. L'Argentine fait valoir que le Groupe spécial devrait refuser de faire des constatations au sujet des allégations du Brésil parce que le Brésil a déjà contesté la mesure prise par l'Argentine dans le cadre des règles du MERCOSUR régissant le règlement des différends. De l'avis de l'Argentine, le Groupe spécial doit tenir compte de ces règles et examiner les conséquences de la décision du Brésil d'y recourir. À titre subsidiaire, l'Argentine fait valoir que le Groupe spécial devrait appliquer le principe de l'estoppel parce que le Brésil a, dans le passé, admis la portée de ces règles. M. le Président, aucun de ces arguments n'offre au Groupe spécial une base pour refuser de faire des constatations au sujet des allégations du Brésil.

4. S'agissant tout d'abord du premier point soulevé par l'Argentine, les États-Unis font observer que les règles du MERCOSUR régissant le règlement des différends ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. L'article 7:1 du Mémorandum d'accord dispose clairement que le rôle d'un groupe spécial dans un différend est de faire des constatations à la lumière des dispositions pertinentes des "accords visés" qui sont invoqués dans le différend. Le *Protocole de Brasilia* n'est pas un accord visé, et l'Argentine n'a pas allégué que les mesures prises par le Brésil en ce qui concerne le *Protocole* contreviennent aux dispositions d'un accord visé. L'Argentine semble plutôt alléguer que les mesures prises par le Brésil pourraient être jugées incompatibles avec les dispositions du *Protocole*. Une allégation de violation du *Protocole* ne relève pas du mandat du présent Groupe spécial, et il n'y a aucune raison pour que le Groupe spécial examine cette question. L'Argentine pourrait toutefois être en mesure de faire valoir cette allégation dans le cadre du système de règlement des différends du MERCOSUR.

5. En ce qui concerne le deuxième point soulevé par l'Argentine, à savoir la demande d'une constatation d'estoppel à l'égard du Brésil, les États-Unis font d'abord observer que cette allégation subsidiaire semble une fois de plus se rapporter aux obligations contractées par le Brésil dans le cadre du MERCOSUR plutôt qu'à des dispositions du Mémorandum d'accord ou des autres accords visés. En conséquence, cette question ne relève pas du mandat du Groupe spécial et le Groupe spécial n'a

aucune raison de faire la constatation demandée. De plus, les États-Unis ne partagent pas l'avis de l'Argentine selon lequel le Groupe spécial peut appliquer ce que l'Argentine appelle le principe de l'estoppel. Le fait que l'Argentine ne cite aucun texte à l'appui de sa demande montre que les Membres n'ont pas consenti à prévoir l'application de ce principe de l'estoppel au règlement des différends de l'OMC. Le terme estoppel n'apparaît nulle part dans le texte et l'Argentine n'invoque aucune disposition qui, en substance, offre à l'Argentine le type de moyen de défense qu'elle fait valoir.

6. Les États-Unis font également observer que l'absence de fondement textuel est mise en évidence par le fait qu'aucun groupe spécial à ce jour n'a appliqué le principe de l'estoppel. De plus, rien ne permet de tenter d'incorporer dans les procédures de règlement des différends de l'OMC des notions juridiques qui n'ont aucun fondement dans le Mémorandum d'accord. Cette absence de fondement textuel est en outre accentuée par l'absence de description uniforme de cette notion lorsque des groupes spéciaux ont eu la possibilité d'examiner l'estoppel dans le passé. Dans l'affaire *Bananes I*, par exemple, le Groupe spécial a indiqué que l'estoppel ne peut "résulter que du consentement exprès, ou dans des cas exceptionnels implicites, de ces parties".[1] Dans les affaires *Amiante* et *Guatemala - Ciment*, par contre, les groupes spéciaux ont indiqué que l'estoppel était pertinente lorsqu'une partie "table raisonnablement" sur les assurances qui lui ont été données par une autre partie et en subit ensuite les conséquences négatives du fait du changement de position de l'autre partie.[2] Ces incompatibilités mettent en évidence les risques qu'il y a à chercher à définir des notions juridiques censément convenues en dehors de la seule source que tous les Membres *ont* acceptée – le texte du Mémorandum d'accord lui-même.

7. Enfin, la citation par l'Argentine de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord à l'appui de sa position est déplacée. D'après son sens ordinaire, l'article 3:2 se limite aux règles d'*interprétation* utilisées pour clarifier les dispositions existantes de l'*Accord sur l'OMC*. La demande de l'Argentine visant à ce que le Groupe spécial refuse d'examiner les allégations du Brésil ne soulève pas une question d'interprétation correcte d'une disposition de l'*Accord sur l'OMC*.

8. Pour les raisons qui précèdent, les États-Unis demandent instamment au Groupe spécial de rejeter la demande de l'Argentine visant à ce qu'il n'examine pas les allégations du Brésil.

Conclusion

9. Voilà qui met fin à mon exposé. Merci encore de nous avoir donné la possibilité d'exprimer nos vues.

---

[1] *Voir la communication des Communautés européennes en tant que tierce partie, citant* le rapport du Groupe spécial *CEE – Régimes d'importation applicables aux bananes dans les États Membres*, DS32/R, rapport non adopté, paragraphe 361.

[2] *Voir* le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/R, rapport adopté le 5 avril 2001, paragraphe 8.60 (citations omises); rapport du Groupe spécial *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, WT/DS156/R, rapport adopté le 17 novembre 2000, paragraphes 8.23 et 8.24. On pourrait également faire valoir que ces groupes spéciaux décrivent la notion de "confiance faite à son propre détriment".

ANNEXE C-9

DÉCLARATION ORALE DU CANADA EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 septembre 2002)

Merci Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer la satisfaction du Canada et de remercier les membres du Groupe spécial d'avoir accepté d'assumer la responsabilité d'aider les parties à régler le présent différend.

Le Canada a présenté une communication écrite en tant que tierce partie dans l'affaire à l'examen le 5 septembre 2002. Dans cette communication, le Canada limitait ses arguments à l'interprétation de l'article 9.2 et 9.3 de l'Accord antidumping.

De plus, le 23 août, le Canada a adressé au Président une lettre dans laquelle il exposait sa position sur la question de procédure qui avait surgi entre les parties relativement à la communication au public des propres communications écrites d'une partie.

Vous vous souviendrez peut-être que, dans sa communication écrite en tant que tierce partie, le Canada avait indiqué qu'il voudrait peut-être soulever d'autres questions de fond à une date ultérieure. Toutefois, le Canada a décidé de limiter ses communications en tant que tierce partie dans la présente affaire au contenu de ses deux communications écrites précédemment adressées au Groupe spécial.

Néanmoins, même si le Canada ne tient pas à soulever d'autres questions de fond à ce moment-ci, je serais heureux de recevoir les éventuelles questions du Groupe spécial ou des parties sur les positions du Canada.

Merci Monsieur le Président.

ANNEXE C-10

DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN TANT QUE TIERCE PARTIE

(26 septembre 2002)

I. INTRODUCTION

1. Les Communautés européennes (les "CE") remercient le Groupe spécial de leur donner la possibilité de présenter oralement leurs vues dans le présent différend.

2. Dans leur communication écrite, les CE ont limité leurs observations à certaines questions d'interprétation du droit. Plus précisément, les CE ont fait valoir ce qui suit:

- le Groupe spécial devrait rejeter l'exception préliminaire de l'Argentine fondée sur l'existence d'une décision arbitrale rendue par un Tribunal arbitral *ad hoc* du MERCOSUR au sujet de la même mesure antidumping;

- dans la mesure où la question est soulevée en liaison avec l'**allégation n° 21**, le Groupe spécial devrait confirmer l'interprétation de l'article 6.9 donnée par le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* selon laquelle l'obligation de divulgation qu'impose cette disposition ne peut pas être respectée simplement en permettant l'accès au dossier;

- l'article 2.4 ne traite pas de la question soulevée par le Brésil dans l'**allégation n° 24**;

- contrairement aux **allégations n° 28 et 29** du Brésil, l'imposition d'un droit variable égal à la différence entre la valeur normale établie pendant l'enquête et les prix à l'exportation des expéditions faites après l'imposition des droits n'est pas incompatible avec l'article 9.2 et 9.3;

- l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping", telle qu'elle est employée à l'article 3, peut être interprétée comme désignant toutes les importations en provenance du pays concerné, contrairement aux **allégations n° 32, 33, 34, 35 et 36** du Brésil; et

- contrairement à l'**allégation n° 41** du Brésil, l'expression "proportion majeure" employée à l'article 4.1 ne signifie pas au moins 50 pour cent de la production nationale, mais plutôt une proportion importante de celle-ci, qui peut être inférieure à 50 pour cent.

3. Dans la déclaration que nous faisons ce matin, nous ne répéterons pas les observations que nous avons déjà formulées dans notre communication écrite. Nous formulerons plutôt de brèves observations sur quelques-uns des arguments présentés par les autres tierces parties au présent différend.

II. ARGUMENTATION

A. ARTICLE 18:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

4. Les CE conviennent avec le Canada[1] et les États-Unis[2] que l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord* n'empêche pas le Brésil de tenir ses communications écrites à la disposition du public.

5. Les CE tiennent toutefois à rappeler que le droit d'un Membre de rendre publiques ses propres communications est subordonné à la troisième phrase de l'article 18:2, qui dispose que "[l]es Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au groupe spécial … et que ce Membre aura désignés comme tels". Par conséquent, dans la mesure où la communication d'un Membre incorpore des renseignements confidentiels communiqués au groupe spécial par une autre partie au différend ou y fait référence, de tels renseignements devraient être omis de la version communiquée au public ou remplacés par un résumé non confidentiel demandé à la partie concernée en conformité avec la quatrième phrase de l'article 18:2. Nous croyons comprendre, toutefois, que cette question ne se pose pas en l'espèce, étant donné que la plainte de l'Argentine concernait la première communication présentée par le Brésil au Groupe spécial.

6. De plus, dans la mesure où la communication du Brésil contenait des renseignements qui avaient été communiqués au gouvernement brésilien sur une base confidentielle par les autorités argentines chargées de l'enquête pendant l'enquête correspondante, le gouvernement brésilien serait tenu de se conformer aux dispositions applicables de la législation argentine qui protègent cette confidentialité. Mais là encore, nous croyons comprendre que cette question ne se pose pas en l'espèce. De toute façon, le Groupe spécial n'aurait pas compétence pour faire respecter les dispositions de la législation argentine sur la confidentialité.

7. Enfin, les CE conviennent également avec les États-Unis[3] que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de l'Argentine visant à ce que le Groupe spécial donne son "avis" sur l'interprétation correcte de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord*.[4] Comme les États-Unis[5] l'ont fait observer, donner un tel avis consultatif ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

B. CHOSE JUGÉE ET ARTICLE 18 DE LA CONVENTION DE VIENNE

8. Le Paraguay a fait valoir que, puisque le *Protocole de Brasilia* prévoit que la décision rendue par un Tribunal arbitral *ad hoc* lie les parties à l'arbitrage, elle a force de chose jugée entre ces parties, d'où l'impossibilité dans laquelle serait le Brésil de soumettre le présent différend.[6]

9. Comme nous l'avons expliqué dans notre communication écrite, les CE ne souscrivent pas à ce point de vue. Pour qu'il y ait chose jugée, il faut qu'il y ait identité des allégations. Bien que la mesure en cause dans le présent différend soit la même que la mesure dont le Tribunal arbitral *ad hoc* était saisi dans l'affaire citée par l'Argentine et le Paraguay, les allégations sont différentes parce qu'elles se rapportent à des bases juridiques différentes. Les allégations dont le présent Groupe spécial est saisi sont fondées sur l'*Accord sur l'OMC*. En revanche, les allégations au sujet desquelles le Tribunal arbitral *ad hoc* a rendu une décision étaient fondées sur le droit du MERCOSUR.

10. Par ailleurs, les CE tiennent à rappeler que l'article 23:1 du *Mémorandum d'accord* dispose ce qui suit:

---

[1] Lettre en date du 23 août 2002 du Canada au Groupe spécial.
[2] Communication des États-Unis, paragraphe 18.
[3] *Ibid.*
[4] Lettre en date du 27 août 2002 de l'Argentine au Groupe spécial.
[5] Communication des États-Unis, paragraphe 18.
[6] Communication du Paraguay, paragraphe 7.

> Lorsque les Membres chercheront à obtenir réparation en cas de violation d'obligations ou d'annulation ou de réduction d'avantages résultant des accords visés, ou d'entrave à la réalisation d'un objectif desdits accords, ils auront recours et se conformeront aux règles et procédures du présent Mémorandum d'accord.

11. Cette disposition semble indiquer que les Membres de l'OMC ne sont pas libres de renvoyer le règlement d'un différend concernant les droits et les obligations résultant pour eux de l'*Accord sur l'OMC* à un organe ne relevant pas de l'OMC. Ainsi, bien que l'article 25 du *Mémorandum d'accord* autorise les Membres à recourir à l'arbitrage comme autre moyen de règlement des différends, il prévoit que cet arbitrage s'effectuera "dans le cadre de" l'OMC.

12. Le Paraguay avance en outre qu'en soumettant le présent différend, le Brésil aurait agi en violation de l'article 18 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* parce que le *Protocole d'Olivos* (dont l'article 1.2 exige du plaignant qu'il choisisse de soumettre le différend à un groupe spécial de l'OMC ou à un tribunal arbitral du MERCOSUR) avait déjà été signé avant que le Brésil ne soumette le présent différend, même s'il n'est pas encore entré en vigueur.[7] Toutefois, comme nous l'avons indiqué dans notre communication écrite, il semble que même si le *Protocole d'Olivos* était déjà entré en vigueur, il ne s'appliquerait pas aux faits de la cause. L'article 50 de ce protocole dispose que:

> Las controversias en trámite iniciadas de acuerdo con el régimen del Protocolo de Brasilia se regirán exclusivamente por el mismo hasta su total conclusión.

13. Il semble que, par la même logique, et d'ailleurs à plus forte raison, le *Protocole d'Olivos* ne peut pas être appliqué aux différends qui ont déjà fait l'objet d'un règlement au titre du *Protocole de Brasilia* à la date d'entrée en vigueur du *Protocole d'Olivos*. Si le *Protocole d'Olivos*, y compris l'article 1.2 de ce protocole, n'était pas censé s'appliquer au différend actuel, il est clair qu'en le soumettant au présent Groupe spécial, le Brésil ne peut pas priver ce protocole de son objet et de son but. Les CE estiment que, pour cette raison, le présent Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la question de savoir si, en soumettant un différend en violation de l'article 18 de la *Convention de Vienne*, un Membre agirait d'une manière incompatible avec l'article 3:10 du *Mémorandum d'accord*.

C. ARTICLE 5.7 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

14. Les CE conviennent avec les États-Unis que le simple fait que la période de référence utilisée aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage ne coïncide pas avec la période utilisée aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping ne constitue pas en soi une violation de l'article 5.7 de l'*Accord antidumping*.[8] Cette disposition vise exclusivement le moment choisi pour effectuer l'examen du dumping et du dommage, et non la portée de cet examen.

Je vous remercie de votre attention.

---

[7] *Ibid*., paragraphe 9.
[8] Communication des États-Unis, paragraphes 2 à 6.

ANNEXE C-11

RÉPONSES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(3 octobre 2002)

Question n° 1

Veuillez expliquer la distinction qui semble être faite entre les expressions "written submissions" (communications écrites) et "statements of [a member's] own positions" (communiquer … [l]es propres positions [d'un Membre]) dans les deux premières phrases de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord.

Réponse

Le *Mémorandum d'accord* ne limite d'aucune façon la forme, le contenu ou la longueur des "statements" dont il est fait mention dans la deuxième phrase de l'article 18:2. Par conséquent, un Membre est libre de communiquer ses positions (to make a statement of its positions) en divulguant ses communications écrites adressées au Groupe spécial.

Question n° 2

Veuillez expliquer comment les autorités chargées de l'enquête des CE traitent les importations aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dommage. En particulier, l'autorité chargée de l'enquête des CE présume-t-elle dès le début que toutes les importations font l'objet d'un dumping? Dans l'affirmative, quel est le fondement d'une telle présomption, et s'agit-il d'une présomption réfragable quelles que soient les circonstances? Par exemple, cette présomption est-elle réfutée si l'autorité chargée de l'enquête constate que les importations en provenance d'un exportateur donné ne font pas l'objet d'un dumping?

Si l'autorité chargée de l'enquête des CE ne présume pas dès le début que toutes les importations font l'objet d'un dumping, comment fait-elle la distinction entre les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping pendant son enquête sur l'existence d'un dommage?

Si l'autorité chargée de l'enquête des CE détermine que les importations en provenance d'un exportateur donné ne font pas l'objet d'un dumping, les importations en provenance de cet exportateur sont-elles exclues aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3?

Réponse

Conformément à l'article 5.7 de l'*Accord antidumping*, les autorités des CE examinent simultanément l'existence d'un dumping et d'un dommage. L'examen relatif au dommage doit nécessairement partir du principe que toutes les importations visées par l'enquête font l'objet d'un dumping. Si les autorités ne partaient pas de ce principe, il serait impossible d'examiner l'existence d'un dommage en même temps que l'existence d'un dumping. Il faudrait au lieu de cela que les

autorités attendent que l'examen relatif au dumping soit terminé et qu'une détermination finale soit établie au sujet de l'existence d'un dumping avant de commencer l'examen relatif au dommage.

Si, au terme de l'examen relatif au dumping, les autorités des CE établissent une détermination négative de l'existence d'un dumping pour un pays, l'enquête sera close relativement à ce pays et les importations en provenance de ce pays seront "décumulées" des importations en provenance des autres pays visés par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

Comme il est expliqué aux paragraphes 41 à 44 de la première communication des CE, les CE considèrent que la détermination de l'existence d'un dumping est faite relativement à des pays et que les autorités ont donc le droit de traiter toutes les importations en provenance d'un pays donné comme des importations "faisant l'objet d'un dumping" aux fins de l'article 3, même s'il est constaté qu'un ou plusieurs exportateurs de ce pays ne pratiquent pas le dumping.

Pour exclure de l'examen relatif au dommage les importations en provenance des exportateurs dont il a été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping, il faudrait souvent procéder à un réexamen approfondi du dommage, contrairement à ce que prescrit l'article 5.7. C'est une raison supplémentaire de considérer que, comme l'ont fait observer les CE, l'expression "importations faisant l'objet d'un dumping" employée à l'article 3 doit être interprétée comme incluant toutes les importations en provenance d'un pays.

Question n° 3

Est-il possible d'exclure les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage tout en respectant l'obligation d'examiner "simultanément" les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage prévue à l'article 5.7. Veuillez donner des précisions. Le terme "simultanément" employé à l'article 5.7 veut-il dire que la détermination de l'existence d'un dumping et la détermination de l'existence d'un dommage doivent être faites exactement au même moment? Veuillez donner des précisions.

Réponse

Voir plus haut la réponse à la question n° 2.

ANNEXE C-12

RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS AUX QUESTIONS DU GROUPE SPÉCIAL

(17 octobre 2002)

Question n° 1

Veuillez expliquer la distinction qui semble être faite entre les expressions "written submissions" (communications écrites) et "statements of [a Member's] own positions" (communiquer … [l]es propres positions [d'un Membre]) dans les deux premières phrases de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord.

1. La deuxième phrase de l'article 18:2 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord") reconnaît que les Membres ont le droit de communiquer au public leurs propres positions (release "statements" of their own positions). Cette disposition n'impose aucune limite à la forme ou à la manière dont un Membre peut choisir de le faire, y compris en mettant à la disposition du public ses "communications" dans leur intégralité. La divulgation des communications aide le public à mieux comprendre – et mieux soutenir – le système de règlement des différends de l'OMC.

2. Le sens ordinaire du terme "statement" corrobore l'interprétation des États-Unis. La partie pertinente de la définition de ce terme qui est donnée dans le *New Shorter Oxford English Dictionary* est "A formal written or oral account, setting down facts, an argument, a demand, etc.; *esp.* an account of events made to the police or in a court of law" (un compte rendu officiel, écrit ou oral, dans lequel sont exposés des faits, un argument, une demande, etc.; en particulier, le compte rendu d'événements fait à la police ou devant un tribunal).[1] C'est, en substance, ce que fait un Membre lorsqu'il établit une communication dans le cadre d'un différend soumis à l'OMC: il crée un compte rendu officiel par écrit dans lequel il présente des arguments qui étayent sa position. Le fait que ces "statements" constituent également des "submissions" (communications) lorsque les Membres les présentent à des groupes spéciaux ne signifie pas qu'il ne s'agit plus de "statements" qui peuvent être communiqués au public.

3. Enfin, il convient de noter que les groupes spéciaux joignent habituellement les communications écrites des parties (ou des résumés détaillés de ces communications) aux versions finales de leurs rapports écrits avant de communiquer ces rapports au public. Si l'interprétation que donne l'Argentine de l'article 18:2 était correcte, les groupes spéciaux ont contrevenu à l'article 18:2 du Mémorandum d'accord chaque fois qu'ils ont agi ainsi.

[1] The New Shorter Oxford English Dictionary 3037 (1993).

Question n° 2

Veuillez expliquer comment les autorités chargées de l'enquête des États-Unis traitent les importations aux fins de l'enquête sur l'existence d'un dommage. En particulier, l'autorité chargée de l'enquête des États-Unis présume-t-elle dès le début que toutes les importations font l'objet d'un dumping? Dans l'affirmative, quel est le fondement d'une telle présomption, et s'agit-il d'une présomption réfragable quelles que soient les circonstances? Par exemple, cette présomption est-elle réfutée si l'autorité chargée de l'enquête constate que les importations en provenance d'un exportateur donné ne font pas l'objet d'un dumping?

Si l'autorité chargée de l'enquête des États-Unis ne présume pas dès le début que toutes les importations font l'objet d'un dumping, comment fait-elle la distinction entre les importations faisant l'objet d'un dumping et les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping pendant son enquête sur l'existence d'un dommage?

Si l'autorité chargée de l'enquête des États-Unis détermine que les importations en provenance d'un exportateur donné ne font pas l'objet d'un dumping, les importations en provenance de cet exportateur sont-elles exclues aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage au titre de l'article 3?

4. L'autorité chargée de l'enquête des États-Unis ne fait aucune présomption en ce qui concerne la question de savoir si les importations font l'objet d'un dumping (ou d'un subventionnement) au début de l'enquête. Dans la détermination préliminaire de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête des États-Unis fait une détermination concernant les importations dont il est *allégué* qu'elles font l'objet d'un dumping sans présumer que ces importations font l'objet d'un dumping dans les faits. Dans la détermination finale de l'existence d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête des États-Unis exclut du volume des importations faisant l'objet d'un dumping les marchandises au sujet desquelles il a été déterminé que le taux de dumping est nul ou *de minimis*.

Question n° 3

Est-il possible d'exclure les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage en respectant quand même l'obligation d'examiner "simultanément" les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage prévue à l'article 5.7? Veuillez donner des précisions. Le terme "simultanément" employé à l'article 5.7 veut-il dire que la détermination de l'existence d'un dumping et la détermination de l'existence d'un dommage doivent être faites exactement au même moment? Veuillez donner des précisions.

5. L'article 5.7 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

> Les éléments de preuve relatifs au dumping ainsi qu'au dommage seront examinés simultanément *a)* pour décider si une enquête sera ouverte ou non, et *b)* par la suite, pendant l'enquête, à compter d'une date qui ne sera pas postérieure au premier jour où, conformément aux dispositions du présent accord, des mesures provisoires peuvent être appliquées.

6. Pour répondre d'abord à la deuxième question du Groupe spécial, l'emploi du terme "simultanément" à l'article 5.7 ne signifie pas qu'un Membre doit faire ses déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage en même temps. L'obligation qui est prévue à l'article 5.7 est d'"examiner" simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage, et non de faire des "déterminations" simultanées de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Le terme "détermination" ne figure même pas dans l'article 5.7. De plus, l'obligation d'examiner simultanément

le dumping et le dommage se limite à la décision d'ouvrir ou non une enquête et, par la suite, intervient de nouveau seulement après la date à laquelle des mesures provisoires peuvent être appliquées.

7. En ce qui concerne la première question du Groupe spécial, il est possible d'exclure les importations ne faisant pas l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage tout en respectant l'obligation d'examiner "simultanément" les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage prévue à l'article 5.7. Ce qui va de pair avec l'exclusion des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage, c'est que la détermination finale de l'existence d'un dumping doit être faite avant la détermination finale de l'existence d'un dommage. Toutefois, le fait que les *déterminations* sont faites à des moments différents n'empêche pas l'*examen* simultané des éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage "pendant l'enquête". Si les autorités chargées de l'enquête d'un Membre examinent simultanément les éléments de preuve relatifs au dumping et au dommage "pendant l'enquête", les autorités respectent la prescription prévue à l'article 5.7. Comme il est indiqué dans la réponse à la question n° 2, il n'y a pas d'obligation additionnelle de faire simultanément les déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage.

_____